

**ARCHIVES
DIPLOMATIQUES**

1894

JX
3
A6

ARCHIVES
AUTOMATIQUE

MRI

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques
Membre de l'Institut de Droit international

DEUXIÈME SERIE

TOME LI

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany

Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE — ROUMANIE

Traité de commerce (21 octobre 1893) (1).

(*Texte officiel.*)

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Roumanie, d'autre part, désirant développer les relations commerciales entre l'Allemagne et la Roumanie par la conclusion d'un nouveau traité de commerce, de douane et de navigation, sont entrés en négociations à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : M. Adolphe baron Marschall de Bieberstein, son conseiller intime actuel, secrétaire à Etat du Département des Affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi de Roumanie : M. Grégoire-J. Ghika, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura pleine liberté de commerce et de navigation entre les deux Pays ; les ressortissants des Parties contractantes ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie, dans les ports, villes et autres lieux du Pays respectif, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentés, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont perçus sur les nationaux ; les priviléges, immunités et autres faveurs dont jouiraient en matière de commerce et d'industrie les ressortissants de l'une des Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Les dispositions précédentes ne seront pas applicables aux pharma-

(1) Mis en vigueur le 1^{er} janvier 1894.

ciens, aux courtiers de commerce et agents de change, aux colporteurs et autres personnes qui professent une industrie ambulante; ces industriels jouiront du même traitement que les ressortissants, exerçant la même profession, de l'Etat le plus favorisé

Art. 2. — Pour ce qui concerne le droit d'acquérir, de posséder ou d'aliéner toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, les Allemands, en Roumanie, et les Roumains, en Allemagne, jouiront des droits des sujets de l'Etat le plus favorisé, sans être assujettis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Ils pourront de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et de leurs biens en général, sans être tenus à payer des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Art. 3. — Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays que, dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit personnellement, ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre partie contractante, chez des négociants ou dans les locaux de vente publics ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exposition industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être établies conformément au modèle de l'annexe A.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai fixé à l'avance, et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux Pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités

comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Art. 4. — Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et de toute prestation militaire, ainsi que de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à un titre quelconque d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Art. 5. — Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux Pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit qui ne soient appliquées en même temps à toutes les autres nations ou du moins à toutes celles qui se trouveraient dans les mêmes circonstances.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, l'importation, l'exportation et le transit des provisions de guerre pourront être défendus, sans égard à la disposition précédente.

Art. 6. — Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que par rapport au transit, à la réexportation, à l'entreposage, aux droits locaux et aux formalités douanières, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs, à l'importation ou à l'exportation des produits du sol et de l'industrie des deux Pays, que l'une d'elles pourrait avoir accordé à une tierce Puissance. Aussi toute faveur ou immunité concédée plus tard à une tierce Puissance sera étendue immédiatement sans condition et par ce fait même aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent point :

1. Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local d'une zone frontière s'étendant jusqu'à dix kilomètres de la frontière;

2. Aux obligations imposées à l'une des deux Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait l'être à l'avenir.

Art. 7. — Les produits du sol et de l'industrie de la Roumanie qui seront importés en Allemagne et les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne qui seront importés en Roumanie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

D'ailleurs, les produits du sol et de l'industrie de la Roumanie énumérés dans l'annexe B jointe au présent traité, à leur importation en Alle-

magne, et les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne énumérés dans l'annexe C jointe au présent traité, à leur importation en Roumanie, ne seront assujettis à des droits autres ni plus élevés que ceux consolidés par lesdites annexes.

Art. 8. — A l'exportation vers la Roumanie, il ne sera perçu en Allemagne, et à l'exportation vers l'Allemagne, il ne sera perçu en Roumanie d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Art. 9. — Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transittent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 10. — Des certificats d'origine pourront être exigés par chacune des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différenciels d'après l'origine des marchandises.

Art. 11. — Seront admis et exportés de part et d'autre en franchise de tout droit les objets suivants, à la condition que l'identité des objets exportés et réimportés soit hors de doute :

a. Toutes les marchandises (à l'exception des aliments) qui, sortant du commerce libre du territoire d'une des deux Parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés sur le territoire de l'autre, ou qui, sans cette destination, seront transportées sur le territoire de l'autre Partie contractante pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, à condition que toutes ces marchandises soient réexportées dans un délai arrêté à l'avance ;

b. Les objets destinés à être réparés, pourvu que leur nature essentielle et leur dénomination commerciale restent les mêmes et sans que des parties neuves essentielles soumises à un droit d'entrée y soient ajoutées ;

c. Les futailles vides, les sacs d'emballage, etc., qui sont importés du territoire de l'une des Parties contractantes pour être réexportés remplis d'huile, de blés et d'autres produits du même genre achetés dans le territoire de l'autre ou qui sont réimportés après avoir été exportés remplis.

Art. 12. — Si sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, dans le Pays entier ou dans une circonscription restreinte, un droit interne est prélevé, soit pour le compte de l'Etat, soit pour celui d'une commune ou d'une corporation, sur la production, la fabrication ou la consommation d'un article, le même article qui serait introduit du territoire de l'autre Partie contractante ne pourra, dans ce Pays ou dans cette circonscription, être grevé que d'un droit égal et non d'un droit plus élevé ni plus onéreux.

Il ne pourra être prélevé de taxes quelconques dans le cas où les articles de même nature ne sont pas produits ou fabriqués dans ce pays ou dans cette circonscription, ou, tout en y étant produits ou fabriqués, n'y sont pas frappés des mêmes taxes.

Cependant, par exception, il pourra être prélevé, dans les villes ou

autres circonscriptions restreintes, des droits d'accise sur la consommation des boissons et comestibles, des fourrages, des matières combustibles, même devant servir à l'éclairage, des savons, ainsi que des matériaux de construction (à l'exception des poutres, colonnes, tuyaux, plaques et autres pièces semblables en fer ou en fonte), même quand ces articles ne seraient pas produits ou fabriqués dans le rayon où le droit d'accise est perçu, pourvu toujours que les catégories d'articles susmentionnés de production ou de fabrication indigène soient, à leur mise en consommation ou à leur introduction dans le rayon d'accise, frappées des mêmes droits d'accise que les produits étrangers.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des Pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit interne.

Art. 13. — Les navires allemands et leurs cargaisons seront traités en Roumanie et les navires roumains et leurs cargaisons seront traités en Allemagne absolument sur le pied des navires nationaux et de leurs cargaisons, quel que soit le point de départ des navires ou leur destination et quelle que soit l'origine des cargaisons et leur destination.

Tout privilège ou toute franchise accordé à cet égard à une tierce Puissance par une des Parties contractantes sera accordé à l'instant même et sans condition à l'autre.

Toutefois, il est fait exception aux dispositions précédentes en ce qui concerne les avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou dans l'autre Pays.

Art. 14. — La nationalité des batiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des titres et patentés délivrés aux capitaines, patrons ou bateliers par les autorités compétentes.

Art. 15. — Les navires allemands entrant dans un port de Roumanie et réciproquement les navires roumains entrant dans un port d'Allemagne qui n'y viendraient que compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Pays respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même Pays, soit d'un autre, et le réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 16. — Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Pays :

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2. Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Pays dans un ou plusieurs ports du même Pays, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Pays ;

3. Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en

cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 17. — En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Pays respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du Pays. Toutefois, les consuls ou agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation ou au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires échoués ou naufragés à la côte. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants cause, et il ne sera pas payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 18. — Les navires et marchandises allemands en Roumanie et les navires et marchandises roumains en Allemagne jouiront, quant aux taxes et à tous les autres droits similaires perçus à titre rémunératoire dans les ports, bassins, docks, rades et havre des Pays contractants, et sous tous les autres rapports, du même traitement que les navires et marchandises nationaux et ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

Art. 19. — Le présent traité s'étend aussi aux Pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Art. 20. — Le présent traité entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1894 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce dernier terme, son intention de faire cesser les effets du traité, celui-ci continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'introduire plus tard et d'un commun accord, dans ce traité, des modifications qui seraient jugées conformes à son esprit et à ses principes et dont l'opportunité serait démontrée par l'expérience.

Art. 21. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin, aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, en double exemplaire, le 21 octobre 1893.

(L. S.) Signé : Baron DE MARSCHALL.
— — — Gr.-J. GHİKA.

ANNEXE A. — Modèle.

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce.

POUR L'ANNÉE N° DE LA CARTE.
(Armoiries.)

VALABLE POUR L'EMPIRE ALLEMAND, LE LUXE « BOURG
ET LA ROUMANIE.

Porteur.

(Prénom et nom de famille.)

Fait à , le (jour, mois, année).

Autorité compétente :

(Sceau.)

(Signature).

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce), à , sous la raison ;

Est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison à , qui y possède un (désignation de la fabrique ou du commerce).

Le porteur de la présente carte, désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison ainsi que de la maison suivante « des maisons suivantes » (désignation de la fabrique ou du commerce), à , il est certifié en outre que ladite maison (lesdites maisons) est tenue (sont tenues) d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de son (leur) commerce (industrie).

Signalement du Porteur :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

(Signature.)

AVIS

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée (des maisons susmentionnées).

Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera d'ailleurs aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

Nota. — Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer, pour l'expédition des cartes, présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

ANNEXE B.

Droits à l'entrée en Allemagne.

NUMÉROS du TARIF allemand.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS EN UNITÉS	
		Allemandes. fr.	Françaises. c.
1 a.	Oreillons provenant de tanneries, ainsi que morceaux de cuir usés et vieux, et autres déchets de cuir ne pouvant être utilisés que comme matière première de fabrication	Exempts. Exempts.	
b.	Son ; germes de malt ; os de tout genre.	Exempts. Exempts.	
5 m.	Tartre, brut et purifié.	Exempt. Exempt.	
8	Lie de vin, sèche et en pâte.	Exempte. Exemple.	
9	Lin et chanvre, bruts, rousis, teillés ou peignés, étoupe et autres déchets desdites matières . . .	Exempts. Exempts.	
a.	Céréales et autres produits agricoles :		
b. a.	— Froment (100 kilogr.)	3 50	4 385
b. b.	— Seigle (100 kilogr.)	3 50	4 385
b. c.	— Avoine (100 kilogr.)	2 80	3 50
b. d.	— Sarrasin (100 kilogr.)	2 »	2 50
b. e.	— Légumes secs (100 kilogr.)	1 50	1 875
b. f.	— Autres céréales non spécialement dénommées (100 kilogr.)	1 »	1 25
c.	— Orge (100 kilogr.)	2 »	2 50
d. a.	— Colza, navette, caillette et autres graines oléagineuses non dénommées (100 kilogr.) . . .	2 »	2 50
d. b.	— Graine de lin (100 kilogr.)	Exempte. Exempte	
e.	— Mais (100 kilogr.)	1 60	2 »
f.	— Malt (orge maltée) (100 kilogr.)	3 60	4 50
g.	— Anis, coriandre, fenouil et cumin (100 kilogr.)	3 »	3 75
h.	— Raisin frais de table (100 kilogr.)	4 »	5 »
	— importé par la poste en colis d'un poids brut de 3 kilogrammes et au-dessous .	Exempt. Exempt.	
— Autre raisin frais :			
	— Autre raisin frais (raisin de vendanges) pressuré dans des tonneaux ou dans des wagons-réservoirs, même ayant subi un commencement de fermentation, la masse pressurée comprenant outre le jus toutes les parties du fruit, c'est-à-dire aussi les rables, les pépins et les peaux (100 kilogr.)	4 »	5 »
9 k.	— Légumes potagers frais ; pommes de terre ; fruits frais non dénommés, à l'exception du raisin et des fruits du midi (100 kilogr.)	Exempts. Exempts.	
11 a.	Crins de chevaux, bruts, peignés, bouillis, teints, même frisés, filés (100 kilogr.)	Exempts. Exempts.	
	Soies de porc et de sanglier ; plumes à l'état brut (100 kilogr.)	Exemples	Exemples
f.	Plumes à lit nettoyées et apprêtées (100 kilogr.)	Exempts	Exempts
12 a.	Peaux grandes et petites, brutes (vertes, salées, passées à la chaux, sèches) pour tannage, même dépouillées de leur poil (100 kilogr.)	Exempts	Exempts
b.	Peaux pour fourrures (100 kilogr.)	Exempts	Exempts
13 a.	Rognures de corne, griffes et sabots, os bruts (100 kilogr.)	Exempts. Exempts.	

b.	Ecorce à tan, moulue ou non (100 kilogr.) . . .	Exempté	Exempté
c.	Bois de construction et pour usages industriels:		
4.	— brut ou simplement coupé en travers, à la hache ou à la scie, ou dégrossi, avec ou sans écorce; douves en chêne pour futailles (100 kilogr.).	0 20	0 25
	Mètre cube.	1 20	1 50
2.	Bois fendu dans le sens de la longueur ou préparé autrement que par un dégrossissage à la hache, ou débité en morceaux; douves pour futailles ne rentrant pas sous le n° 4; osier pour vannerie et bois pour cercles, non pelés; moyeux, jantes et rais de roues (100 kilogr.).	0 30	0 375
	Mètre cube.	1 80	2 25
3.	Bois scié dans le sens de la longueur; planches non rabotées; bois d'équarrissage scié et autres ouvrages sciés ou découpés (100 kilogr.)	0 80	1 »
	Mètre cube.	4 80	6 »
d.	Corne en feuillets et os bruts simplement débités en plaques (100 kilogr.)	1 50	1 875
e.	Parties de parquets non assemblées à la colle, non passées au mordant (100 kilogr.).	5 »	6 25
25 e.	Vin et moût de raisin :		
4.	— en futailles :		
	— Vin et moût de raisin (100 kilogr.)	20 »	25 »
	— Vin rouge et moût de vin rouge pour le coupage sous le contrôle (100 kilogr.).	10 »	12 50
	— Vin pour la fabrication du cognac sous le contrôle (100 kilogr.).	10 »	12 50
25 g.	1. Extrait liquide de viande et tablettes de bouillon (100 kilogr.)	20 »	25 »
	Viande de porc, de boucherie, fraîche, et viande préparée, excepté le lard frais ou préparé (100 kilogr.).	17 »	21 25
	Viande de boucherie fraîche, à l'exception de la viande de porc (100 kilogr.)	15 »	18 75
3.	Volaille de toute sorte, non vivante (100 kilogr.).	12 »	15 »
p.	1. Cornichons conservés dans du vinaigre ou en saumure (dits <i>cornichons de Znaim</i>) avec addition d'épices du n° 25 ou encore avec petite addition d'autres légumes, en tonneaux, cruches, pots, bocaux en verre, etc. (100 kilogr.).	4 »	5 »
2.	Fruits, semences, baies, feuilles, fleurs, champignons, légumes potagers, séchés, torréfiés, pulvérisés, simplement cuits ou salés, tous ces produits en tant qu'ils ne sont pas compris sous d'autres numéros du tarif (100 kilogr.).	4 »	5 »
	Jus de fruits et de baies, cuits sans sucre et servant d'aliments (100 kilogr.)	4 »	5 »
	Noix sèches (100 kilogr.)	3 »	3 75
q.	2. Produits de la meunerie provenant de céréales et de légumes secs, soit : grains égrugés ou mondés, orge mondée, semoule, gruau, farine, articles communs de boulangerie (100 kilogr.)	7 30	9 42
26 l.	Suif de bœuf et de mouton (100 kilogr.)	2 »	2 50
m.	Cire minérale épurée (100 kilogr.)	10 »	12 50
28	Pelleterie (ouvrages de pelletier) :		

	— Pelisses en peau de mouton, non recouvertes à l'endroit (100 kilogr.)	6 »	7 50
	— Peaux d'angora ou de mouton, blanchies et teintes, mais non doublées (100 kilogr.)	6 »	7 50
30 a.	Cocons de soie; soie grège ou filée; boure de soie, peignée, filée ou retorse; toutes lesdites soies non teintes; déchets de soie même teinte (100 kilogr.).		Exempts. Exempts.
37 a.	Animaux vivants et produits animaux, non dénommés dans d'autres numéros du tarif (100 kilogr.).		Exempts. Exempts.
b.	Oeufs de volaille (100 kilogr.).	2 »	2 50
39	Bestiaux :		
b.	— Taureaux et vaches (par tête)	9 »	11 25
c.	— Bœufs (par tête).	25 50	31 87
d.	— Bouvillons, taurillons et génisses au-dessous de deux ans et demi (par tête)	5 »	6 25
e.	— Veaux de moins de six semaines (par tête)	3 »	3 75
f.	— Porcs (par tête)	5 »	6 25
g.	— Cochons de lait de moins de 10 kilogrammes (par tête)	1 »	1 25
h.	— Moutons, brebis et bêliers (par tête)	1 »	1 25
i.	— Agneaux (par tête)	0 50	0 625
41 a.	Laine brute, teinte, mouline.		Exempte. Exempte.
	Poils brûts, peignés, bouillis, teints, même frits.		Exempts. Exempts.

ANNEXE C.

Droits à l'entrée en Roumanie.

NUMÉROS du TARIF GÉNÉRAL roumain.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS EN LEI — (Francs.)
Ex. 50	Fécules autres que celles dénommées ci-dessous (100 kilogr.)	4 »
	Nota. — Y compris la féculé de pomme de terre.	
54	Amidon (100 kilogr.)	40 »
	Nota. — Y compris la dextrine.	
60	Houblon (100 kilogr.)	25 »
66	Sucre raffiné en pains, en morceaux ou pilé; sucre candi (100 kilogr.)	33 »
70	Chicorée (100 kilogr.)	80 »
	Vinaigres de vin ou de bois aromatisés ou non :	
85	— en fûts (100 kilogr.)	16 »
86	— en bouteilles (100 kilogr.)	35 »
	Spiritueux distillés de toutes sortes :	
90	— en toutes sortes de vases, excepté en bouteilles, en cruchons et en récipients de fer-blanc (100 kilogr.)	100 »
91	— en bouteilles, en cruchons ou en récipients de fer-blanc (100 kilogr.)	120 »
	Nota sur 90 et 91. — Ici sont compris : les eaux-de-vie de grains, de prunes, de vin, de cerises et d'autres fruits; les alcools, le cognac, le rhum, le tafia, l'arak, l'essence de punch, les liqueurs et autres spiritueux,	

	sucrés ou non, ainsi que toutes les essences spiritueuses, l'essence de vinaigre et autres).	
106	Chocolat et succédanés de chocolat en tablettes ou en poudre (100 kilogr.)	16 »
107	Bonbons, sirops, jus d'oranges et autres jus de fruits non dénommés (100 kilogr.)	160 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris aussi : le chocolat en bonbons (pralines à la crème et autres) ; le chocolat en tablettes (napolitain, mexicain, etc.) ou en petits bâtons ; les bonbons dits <i>anglais</i> (drops) ; nougats, bonbons à la gomme ; les pâtes de guimauve, de jujube, de réglisse, etc.	
	Appartiennent aussi au même article : les jus de fruits (ananas, groseilles, citrons, grenades et autres) purs ou mélangés de sucre, ainsi que les limonades gazeuses.	
	Les jus de fruits mélangés d'alcool suivent le régime de l'article 91.	
	Huiles :	
117	— de rose (kilogr.)	80 »
118	— d'amandes amères (kilogr.)	7 50
129	— d'oranges, de citrons et d'oranges amères (kilogr.)	4 »
	<i>Nota.</i> — Sont comprises dans cet article : les essences de différentes variétés d'oranges et de citrons, telles que cédrats, bergamotes et autres ; l'essence de fleur d'orange dite huile <i>neroli</i> .	
120	— volatiles non dénommées	2 50
	<i>Nota.</i> — Sont comprises les huiles essentielles ou essences telles que : huiles essentielles d'absinthe, d'anis, d'angélique, de badiane, de cassialignes, de serpolet, de coriandre, de girofle, de cumin, de feuilles de laurier, de menthe, de gingembre, de lavande et de lavandule, de macis, de majoran, d'anet, de mélisse, de mirbane, de violettes, de camomille, de moutarde, de romarin, de canelle, d'estragon, de valériane, de wintergreen, etc.	
140	Sulfate et valérianate de quinine (kilogr.)	Exempt.
	<i>Nota.</i> — Y compris les différentes préparations de la quinine.	
141	Toutes préparations pharmaceutiques ou médicamenteuses composés non dénommés, ainsi que les préparations médicinales en poudre, pilules, drageées, pastilles, elixirs, sirops, onguents, huiles, savons, emplâtres, et en général sous toutes formes, liquides ou solides, à l'exception des vins médicinaux et des sels pour bains (kilogr.)	2 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici les extraits, les teintures, les gommes, les résines, les baumes factices, les alcaloïdes végétaux et toutes autres préparations pharmaceutiques non tarifées spécialement.	
	Sont compris également ici les objets de pansement, la bière condensée, les bonbons de malt, le sucre de lait, le frantzbrantwein et autres.	
143	Eaux minérales naturelles ou artificielles, gazeuses ou non, en toutes sortes de récipients (100 kilogr.)	2 40
146	Eau de Cologne et toutes sortes d'eaux odoriférantes, alcooliques ou non, telles qu'eaux dentifrices, parfums solides ou liquides pour mouchoirs, et, en général, toutes sortes d'eaux de toilette, vinaigres parfumés (100 kilogr.).	100 »

147	Savons parfumés, liquides, en poudre, en pâtes ou en pains (100 kilogr.)	180	"
152	Acide sulfurique (vitriol) (100 kilogr.)	Exempts.	
153	Sulfate de fer (vitriol vert, couperose verte, calais-can) (100 kilogr.)	Exempts.	
157	Salpêtre, sulfure d'arsenic (réalgar et orpiment), acétate de fer (bouillon noir, eisenbeize) (100 kilogr.)	Exempts.	
159	Sulfate de cuivre (vitriol bleu) (100 kilogr.)	Exempts.	
160	Soude caustique, carbonate et bicarbonate de soude, azotate de soude (nitre cubique, nitre du Chili, natron salpeter), acétate de soude (essigsäures Natron), silicate de soude (Wasserglass), borate de soude, sulfite et hyposulfite de soude, hydrochlorate de soude (eau de Javel), sulfure de sodium (100 kilogr.)	Exempts.	
161	Sulfate de soude (sel de Glauber) (100 kilogr.).	Exempt.	
162	Acide tartrique (Weinstein-saure) (100 kilogr.).	16	"
164	Potasse caustique, carbonate et bicarbonate de potasse (kohlen-säures et doppelt kohlen-säures kali), sulfate de potasse (sel de Duobus, Duplicat-satz), azotate de potasse, iodure de potassium et bromure de potassium, chromate et bichromate de potasse (Chrom-säures et doppelt Chrom-säures kali) rouge et jaune, bitartrate de potasse, bixa-late de potasse (sel d'oseille), cyanure de potassium (Cyankali-um), ferro-cyanate de potasse jaune ou rouge, arséniate de potasse (arsen-säures kali) (100 kilogr.)	Exempts.	
166	Oxyde de zinc (blanc de zinc, Zinkweiss), oxyde de plomb (minium, Mennige, litharge, Bleiglatte), céruse (carbonate de plomb, Bleiweiss), oxyde de fer (colcotar, Engelroth), chromate de plomb jaune de chrome, chromgelb), cinabre (sulfure de mercure, vermillon, chinovar, zinnober) (100 kil.).	Exempts.	
170	Acide phénique liquide ou cristallisé (100 kilogr.).	Exempt.	
176	Ether et glycerine (100 kilogr.)	Exempts.	
178	Produits chimiques : — non dénommés (100 kilogr.)	Exempts.	
179	— dérivés du pétrole ou de la houille (100 kil.)	Exempts.	
188	Bleu de Prusse, outremer, naturel ou artificiel, stile de grain (Schüttgelb) (100 kilogr.)	Exempts.	
189	Cendres bleues et vertes (couleurs pulvérisées) (100 kilogr.)	Exempts.	
192	Boules de bleu et bleu en papier pour le blanchis-sage du linge (100 kilogr.)	20	"
193	Laques en tablettes ou liquides (Lack-dye-Lack-Lack), vernis (Firnissee) et huiles siccatives de toutes sortes (100 kilogr.)	35	"
195	Encre grasse pour imprimerie (100 kilogr.)	20	"
198	Couleurs dérivées du goudron (aniline, fuchsine et autres) (100 kilogr.).	60	"
200	<i>Nota.</i> — Ici est comprise l'alizarine. Couleurs préparées, liquides ou solides, en poudre, en tablettes, en vessies, en tubes d'étain, en coquilles, en flacons ou en boîtes, avec ou sans leurs accessoires (100 kilogr.).	55	"
	Crayons :		

201	— simples (sans gaine en bois) noirs ou de couleurs (100 kilogr.)	30
	<i>Nota.</i> — Ces drois s'appliquent seulement aux crayons simplement coupés en morceaux anguleux tels que : les crayons de sanguine et autres semblables. Les crayons même sans gaine, en bois, mais moulés et arrondis (<i>rotunjite</i>) appartiennent à l'article suivant.	
202	— composés, noirs ou de couleur, avec ou sans gaine en bois de toutes sortes (100 kilogr.)	40
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : les crayons avec gaine en toute sorte de bois, les crayons sans gaine, moulés porte-mires, les crayons pour peintres dits <i>pastels</i> et autres semblables.	
214	Ouvrages en cire pure, blanche ou jaune (100 kil.)	250
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : les cierges, les figures, les fleurs, les fruits et toutes autres préparations de cire pure ou mélangée avec d'autres matières, à l'exception de la cérésine et de la paraffine.	
	Les ouvrages en cire mélangée de paraffine ou de cérésine suivent le régime de l'article 393.	
232	Toutes sortes de peaux tannées de gros bétail, avec ou sans tête (100 kilogr.)	100
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : cuirs de toutes sortes pour semelles, cuirs dits <i>tovals</i> , vêchets (<i>telchinuri</i>), <i>yeufets</i> de l'œuf, de vache ou de cheval, li-ses, quadrillés ou à grains, même teints et vernis (<i>lus'rute</i>), cuirs dits <i>blanks</i> même teints et laqués (<i>cu lac</i>), en général toutes sortes de cuirs de gros bétail.	
233	Toutes sortes de peaux tannées de petit bétail, avec ou sans tête, à l'exception de celles prévues à l'article suivant (100 kilogr.)	120
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici les cuirs ordinaires, tels que : cuirs de mouton mègis (<i>nesini de oie</i>), y compris ceux préparés à l'alun, même teints et vernis ou laqués (<i>lus'rute sau cu lac</i>) cuir dit de veau dit <i>vax</i> , <i>you'side</i> veau, cuir de porc, cuir dit <i>ghems</i> , cuir de chèvre dit <i>saf'tian</i> et autres cuirs maroquinés, tous ces cuirs simplement noircis, mais ni teints, ni vernis, ni laqués (<i>nici lus'rute nici cu lac</i>), en général tous autres cuirs semblables n'appartenant pas à l'article 234.	
234	Cuirs fins tels que peau de daim dite <i>castor</i> et autres peaux chamoisées, peau de chevreau glacée, vernie (<i>lus'rula</i>) ou mordorée, peau de gants, peau de veau glacée, vernie ou laquée (<i>lus'rula sau cu lac</i>), cuir odorant dit <i>cuir de Russie</i> , parchemin et velin, peaux gauffrées, toutes ces peaux teintes ou non, ainsi que les peaux maroquinées teintes ; en général toutes autres peaux fines semblables, teintes, vernies ou laquées (<i>lus'rute sau cu lac</i>) et même dorées ou argentées (100 kilogr.)	150
236	Harnais et selles de toutes sortes, ainsi que leurs accessoires, c'est-à-dire brides, licous et sangles en cuir (100 kilogr.)	160
	<i>Nota.</i> — Les selles en bois non recouvertes suivent le régime prescrit pour les objets et ouvrages en bois.	
237a.	Objets divers en cuir, autres que ceux appartenant	

à l'article 238, même combinés avec d'autres matières, à l'exception de l'écaillie, de l'ivoire, de la nacre, de l'ambre, du jais véritable, de l'écume de mer, des métaux précieux, de la soie, du velours et des pierres fines ou demi-fines (100 kilogr.).

200

Nota. — Sont compris ici, la bourrellerie de toute sorte, telle que : courroies (à l'exception de celles de transmission), ceinturons pour sabres (à l'exception des ceinturons en fils métalliques), les ceintures (à l'exception des ceintures doublées de soie et richement ornées pour dames), la bulletterie pour équipement militaire, en général les sacs pour écoliers (*gniodsane*), les havresacs, les carouchières, les étuis pour armes, les sacs pour poudre et plomb, tous ces articles en toutes sortes de cuirs, avec ou sans leurs accessoires métalliques.

Les fouets et les cravaches (excepté ceux à poignées d'ivoire, d'écaillie, de nacre, de métaux précieux).

Les valises en cuir dur ou mou, et les boîtes à chapeaux entièrement en cuir ou en carton recouvert de cuir, les sacs de voyage à porter en bandoulière ou à la main, non garnis avec des nécessaires de toilette ou à ouvrage (ces sacs soit entièrement en cuir, soit en tapisserie et seulement montés en cuir), gourdes de voyage et de chasse en verre ou en métal, recouvertes de cuir.

Les chapeaux, les casquettes et les coiffures militaires dans la fabrication desquels le cuir constitue l'élément principal.

En général, tous les objets dans la fabrication desquels le cuir constitue l'élément principal et qui n'appartiennent pas à d'autres articles.

237 b. Courroies sans fin, plates ou rondes, pour transmission, ayant les deux bouts réunis ou non (100 kilogr.)

120

238 Objets en cuirs fins (ceux compris dans l'article 234) combinés avec toutes sortes de matières, à l'exception des tissus et tricots contenant plus de 20 p. 100 de soie en poids et à l'exception de l'ambre, de l'écaillie, de l'ivoire, de la nacre, du jais véritable, de l'écume de mer, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines (100 kilogr.)

220

Nota. — Ici sont compris : les porte-monnaies, les porte-cartes de visite, les portefeuilles, les tabatières, les boîtes à tabac, les porte-cigarettes et cigarettes, les sacs de voyage, les sacs à main, les nécessaires de toilette ou à ouvrage, les boîtes de toutes sortes, les ceintures pour dames et tous autres objets dans lesquels les cuirs compris à l'article 234 constituent l'élément principal.

Les objets mentionnés dans cet article combinés avec des tissus ou tricots contenant plus de 20 p. 100 de soie en poids, ou avec de l'ambre, de l'écaillie, de l'ivoire, de la nacre, du jais véritable, de l'écume de mer, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines, suivent le régime de l'article 560.

Les instruments en acier qui pourraient garnir les objets énumérés dans cet article (tels que les instruments de chirurgie contenus dans des trousse, les ciseaux en étuis et autres semblables) pourront être séparés des trousse ou étuis et taxés à part, suivant leur espèce, si les importateurs en font la demande.

- 239 Objets divers de voyage, de campement et de chasse, en toile cirée ou non, même combinés avec le bois, le cuir ou les métaux communs (100 kilogr.)

100 "

Nota. — Sont compris ici : les coffres et malles de voyage en bois recouverts de toile, garnis ou non de cuir, les sacs de voyage en toile cirée ou autre toile, garnis ou non de cuir, les tentes, les meubles de campement tels que lits, chaises et autres pareils objets portatifs en bois et en rameaux ou écorces flexibles, combinés avec de la toile, du cuir ou des métaux communs, les gourdes de voyage ou de chasse en verre ou en métal, recouvertes de ficelle ou de paille, les paniers à provisions de voyage en plantes ou écorces flexibles, garnis de cuir et contenant les nécessaires pour le service de table (dans la fabrication desquels cependant n'entrent que les métaux communs, l'os ou le verre).

Les mêmes paniers, lorsqu'ils contiennent des nécessaires pour le service de table composés d'autres matériaux que ceux ici énumérés, appartiennent aux articles de mercerie.

Gants de peau :

- 240 — de toutes sortes, à l'exception des gants pour militaires (kilogr.)
- 241 — pour militaires, fourrés ou doublés, gants et plastrons pour l'escrime, vestes et pantalons en cuir même doublés, objets de literie en cuir (kilogr.).

12 "

4 "

Chaussures :

- 242 — entièrement confectionnées ou seulement taillées (*croite*), de *youſt* quadrillé, à grains ou lisse (*glatt*), de cuir dit *toval* et *tovâlas* (*bitting*) à grains, quadrillé ou lisse, de cuir dit *telein*, de veau dit *vax*, de *saf'tian*, de maroquin et de *spalt* (peau refendue) (100 kilogr.)
- 243 — de toutes autres peaux, excepté celles prévues à l'article 242, entièrement confectionnées, ou seulement taillées (*croite*) (100 kilogr.)

400 "

500 "

Nota sur 242 et 243. — Les chaussures dites claquées (*cu biseturi*), c'est-à-dire confectionnées avec diverses sortes de cuirs, seront soumises aux droits que comportera le cuir qui prédomine, c'est-à-dire celui qui est employé en plus grande quantité.

Les sandales (*opincile*) suivent la régime des chaussures.

- 244 — en toutes sortes d'étoffes, brodées ou non (100 kilogr.)
- 245 Peaux fourrées (autres que celles mentionnées à l'article 231) préparées ou non, mais ni taillées (*nici croite*) ni cousues (100 kilogr.)
- Ouvrages en fourrures de toutes sortes, taillés ou confectionnés :

500 "

100 "

- 246 — non combinés avec d'autres matières (100 kil.) .

360 "

Nota. — Sont compris ici : les bonnets (*caciuli*) non doublés d'autres matières, les couvertures non doublées, les boas, les pièces de fourrure formées de plusieurs morceaux cousus ensemble, les fourrures cousues, fauilletées (*insailate*) ou seulement taillées, destinées à servir de doublure ou de garniture à toutes sortes d'objets d'habillement ou de parure, et en général tous autres ouvrages.

	ges exclusivement en fourrure, non combinés avec d'autres matières.	
247	— combinés avec d'autres matières (100 kilogr.)	800 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : les manteaux, les pelisses, les palelots, les casques, les vestes en peau de mouton pour payans (<i>cajoace</i>), les bonnets (<i>cacilni</i>), les manchons, les cols, les pélerines, les boîtes et autres ouvrages pareils, en toutes sortes d'étoffes ou de peau, garnis de fourrures.	
249	Toutes sortes d'ouvrages en caoutchouc ou en gutta-percha non combinés avec d'autres matières (100 kilogr.)	40 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : les fils de caoutchouc recouverts d'autres matières, les tissus fabriqués de pareils fils, tels que étoffes, cordons, bretelles, jarretières, sangles, bandages et autres semblables, objets d'habillement et chaussures, tels que manteaux, casquettes, galoches, et, en général, tous ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha, combinés avec d'autres matières (à l'exception des objets appartenant à la mercerie).	
250	Toutes sortes d'ouvrages en caoutchouc ou en gutta-percha combinés avec d'autres matières (100 kilogr.).	80 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici les fils de caoutchouc recouverts d'autres matières ; les tissus fabriqués de pareils fils tels que étoffes, cordons, bretelles, jarretières, sangles, bandages et autres semblables ; objets d'habillement et chaussures, tels que manteaux, casquettes, galoches et, en général, tous ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha combinés avec d'autres matières (à l'exception des objets appartenant à la mercerie).	
253	Fils de laine de toutes sortes, teints (100 kilogr.)	100 »
	Tissus et étoffes tricolores de laine :	
254	— du poids de 700 grammes ou plus le mètre carré (100 kilogr.)	100 »
255	— du poids de 500 grammes jusqu'à 700 grammes le mètre carré (100 kilogr.)	120 »
256	— du poids de 500 grammes ou moins le mètre carré (100 kilogr.)	133 »
259	Articles de bonneterie de laine simplement reliés, mais non cousus (100 kilogr.).	250 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : les bas et chaussettes, les maillets (<i>flaneit</i>), les gilets, les caleçons, les gants, les manchettes, les bonnets, les capuchons, les casques (<i>scurteici</i>) les guêtres, les bottines pour enfants, les fichus, les filets pour meubles et tous autres objets en laine tricotés, simplement reliés, mais non cousus, non combinés ou combinés (même au moyen de couture) avec d'autres matières, telles que boutons, rubans (même en soie) et autres accessoires semblables, en tant qu'ils seront indispensables à l'emploi de l'objet.	
260	Passementerie et rubanerie de laine, blanche ou teinte (100 kilogr.)	160 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : les franges et les éfilés (<i>cincuri</i>), les galons, les cordonnets et les ganses (<i>gaitane snururi</i>), les lacets (<i>sireturi</i>), les boutons et tous autres articles de passementerie de laine.	
262	Tapis de laine pure (100 kilogr.)	80 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici principalement : les tapis d'Orient, dits <i>turcs</i> . Les tapis usuels (<i>obicinuile</i>), dont	

	la trame est en lin ou en chanvre, appartiennent à l'article 332.	
266	Feutre épais, ordinaire, non teint ou teint en une seule couleur (100 kilogr.)	75 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris les manchons de feutre pour chapeaux de toutes qualités, non façonnés et sans forme définitive.	
267	Ouvrages en feutre épais, ordinaire, non teint ou teint en une seule couleur (100 kilogr.)	150 »
	<i>Nota.</i> — Parmi d'autres objets, sont compris ici les chapeaux dits <i>pour paysans</i> (<i>teranesci</i>), les chapeaux pour soldats, les semelles en feutre, les chaussons sans semelle de cuir, les filtres en feutre, les bourres de feutre pour armes et autres.	
268	Feutre pour tapis de toutes couleurs, imprimé ou non, au mètre ou à la pièce (100 kilogr.)	90 »
269	Feutre de toutes couleurs, demi-fin ou fin (100 kil.).	150 »
270	Ouvrages en feutre de toutes couleurs, demi-fin ou fin (100 kilogr.)	600 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : les chaussons dont la semelle seulement est en cuir, mais sans aucune garniture en cuir, et principalement les chapeaux de feutre non montés ou même montés, à l'exception des chapeaux pour paysans et de ceux pour soldats (qui appartiennent à l'article 267) et à l'exception des chapeaux garnis pour dames (qui appartiennent à l'article 557).	
	Les chapeaux à moitié fabriqués, c'est-à-dire seulement façonnés mais non montés, appartiennent à cet article.	
277	Tissus et étoffes tricotées de coton pur, blanches ou teints en une seule couleur par n'importe quel procédé, mais seulement après leur tissage ou leur tricotage, apprêtés ou non, façonnés ou non, à l'exception des tissus légers et du velours de coton pur (100 kilogr.)	45 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : la toile de coton blanchie, le madapolam, le calicot, la percale et les mouchoirs en percale, les coutils en coton, les piqués non pelucheux et les couvertures de piqué non cousues, la toile pour lingerie de table et de toilette, les couvertures en coton, sans coutures, les mousselines apprêtées (<i>tifonuri</i>), les canevas de coton, la toile dite <i>Rembica</i> , et tous autres tissus pareils ou étoffes tricotées en coton pur, blanchis ou teints en une seule couleur après leur tissage ou leur tricotage.	
	Seront également taxées ici les mèches de coton tissées, blanchies ou teintes ; celles tricotées appartiennent à l'article 282.	
278	Tissus et étoffes tricotées de coton pur, tissés ou tricotés de fils teints en une seule ou plusieurs couleurs, tissus et étoffes tricolées de coton pur, imprimés, velours de coton pur (100 kilogr.) . . .	60 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : le tissu dit <i>dearniciu</i> , le tissu dit <i>pantalonie</i> ou <i>hosenzeng</i> , l'oxford en coton et autres semblables, tissés de fils teints en une seule ou plusieurs couleurs, les tissus dits <i>biber</i> , les indiennes et cretonnes, les toiles de coton imprimées (<i>stambe</i>), les mouchoirs imprimés (<i>basmale</i>), les écharpes et les couvertures (<i>boccele</i>) imprimées, non ourlées, piqués, repes et autres tissus pareils, imprimés, les velours façon soie dits <i>velvets</i> , ainsi que tous autres velours en coton.	

279	Tissus dits <i>barchent</i> , <i>calmouck</i> et tous autres tissus fabriqués avec des déchets de fils de coton ou avec coton provenant de vieux tissus (100 kilogr.) . . .	200 »
280	Etoffes légères de coton pur, tissées ou tricotées, simples, brodées ou brochées, écrues, blanchies, teintes ou imprimées, à l'exception des tulles et des dentelles (100 kilogr.)	160 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont comprises toutes les étoffes légères de coton pur, tissées ou tricotées, telles que : les gaze et les tarlatanes, la balise et le linon de coton, ainsi que les mouchoirs en ces derniers tissus, non ourlés, les fichus dits <i>testemele</i> , la mousseline, les mousselines (<i>tulpaari</i>), les mouchoirs et les rideaux en mousseline (<i>tuipan</i>).	
281	Articles de bonneterie de coton pur, simplement reliés mais non cousus (100 kilogr.)	120 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici les bas et chaussettes, les maillots (<i>flanele</i>), les gilets, les calcagnes, les gants, les manchettes, les boun-its, les capuchons, les casques (<i>scurteici</i>), les guêtres, les bottines pour enfants, les fichus, les si-ets pour meubles et tous autres objets tricotés en coton pur, simplement reliés mais non cousus, non combinés ou combinés (même au moyen de couture) avec d'autres matières, telles que boutons, rubans (même en soie) et autres accessoires semblables en tant qu'ils seront indispensables à l'emploi de l'objet.	
282	Passementerie et rubanerie de coton pur (100 kil.). . .	120 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris les cordonnets et ganses, les lacets, les mèches tricotées ; les galons, les franges et les efilés (<i>ciucuri</i>), les boutons et autres semblables. La passementerie de coton mélangé avec des fils métalliques non dorés, non argentés, appartient à cet article.	
289	Fils de lin et de chanvre, écrus, blanchis ou teints (100 kilogr.)	14 »
291	Ficelle de chanvre, de lin, de tilleul, de jute, d'abaca, phormium-tenax, d'aloës et d'autres textiles végétaux, écrue, blanche, teintée ou goudronnée, d'une grosseur jusqu'à 7 millimètres inclusivement ; licous, bridons et sangles ; filets de pêche, petits et grands (<i>plati novode</i>) et autres réseaux pareils (100 kilogr.)	72 »
	<i>Nota.</i> — Ici est compris le fil d'amianté. La ficelle spéciale destinée aux machines à moissonner et à lier les gerbes est exempte de droits.	
292	Cordes (<i>franghit</i>) de chanvre, de lin, de jute, d'abaca, de phormium-tenax, d'aloës, de tilleul ou d'autres textiles végétaux, telles que : câbles, cordes, grosses cordes (<i>funii</i>), cordes pour attelage dites <i>opratori</i> , <i>streanguri</i> , etc. ; toutes ces cordes d'une grosseur de plus de 7 millimètres, écrues, blanchies, teintes ou goudronnées (100 kilogr.) . . .	45 »
	Ici rentrent aussi les cordes d'amianté.	
293 a.	Toiles de chanvre ou de lin autres que les tissus appartenant aux articles 294 et 296, écrues, blanches, teintes ou tissées en couleurs, et pesant 400 grammes ou plus au mètre carré (100 kilogr.) . . .	70 »
	<i>Nota.</i> — Ici est compris aussi le canevas en chanvre ou en lin, en tant qu'il se présentera dans les conditions prévues par cet article.	

	Suivent le même régime les sacs, ainsi que les bâches de grosse toile pour couvrir les marchandises, les wagons, etc.	
293 b.	Courroies sans fin plates ou rondes pour transmission, ayant les deux bouts réunis ou non, tuyaux pour conduits, seaux pour pompiers, tous ces objets en chanvre, en lin ou en coton (100 kilogr.)	35 "
294	Coutils de toutes sortes, écrus, blanchis, teints ou tissés en couleurs (100 kilogr.)	85 "
295	Toiles de lin ou de chanvre autres que les tissus appartenant aux articles 294 et 296, écrues, blanchies, teintes ou tissées en couleurs et pesant moins de 400 grammes au mètre carré (100 kil.)	85 "
296	Toile de lin de toute sorte imprimée, de même que les mouchoirs de lin avec dessins imprimés, toile pour linge de table et de toilette de toutes sortes, écrue, blanchie, teinte, tissée en couleurs, imprimée (100 kilogr.).	200 "
	<i>Nota.</i> — Les mouchoirs et la toile pour linge de table, ourlés ou autrement cousus, suivent le régime des confections prévues à l'article 339.	
309	Tissus et étoffes tricotées de soie mélangée avec toutes autres matières textiles, à l'exception des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés (100 kilogr.)	640 "
	<i>Nota.</i> — Les tissus et étoffes tricotées de soie mélangée avec des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés dans n'importe quelle proportion, suivent le régime de l'article 303.	
310	Articles de bonneterie de soie mélangée avec toutes autres matières, à l'exception des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés, simplement reliés mais non cousus (100 kilogr.).	640 "
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris les divers objets de bonneterie énumérés dans la note de l'article 259, en tant qu'ils seront tricotés des matières textiles désignées à l'article 310 et en tant qu'ils se présenteront dans les conditions déterminées par la note du susdit article 259.	
	La bonneterie de soie mélangée avec d'autres matières et en même temps avec des fils en or, en argent ou en métaux communs, dorés ou argentés, dans n'importe quelle proportion, suit le régime de l'article 306.	
311	Passementerie et rubanerie de soie mélangée avec d'autres matières textiles, à l'exception des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés (100 kilogr.)	720 "
	<i>Nota.</i> — La passementerie et la rubanerie de soie mélangée avec d'autres matières et en même temps avec des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés, suivent le régime de l'article 307.	
317	Tissus et étoffes tricotés de laine mélangée avec de la soie jusqu'à 20 p. 100 en poids (100 kilogr.)	300 "
	<i>Nota.</i> — Les tissus et étoffes tricotés de laine mélangée avec plus de 20 p. 100 de soie en poids, suivent le régime de l'article 309.	
318	Articles de bonneterie de laine mélangée avec de la soie jusqu'à 20 p. 100 en poids, simplement reliés, mais non cousus (100 kilogr.)	300 "

Nota. — Ici sont compris les divers objets de bonneterie énumérés dans la note de l'article 259, en tant qu'ils seront tricotés des matières textiles désignées à l'article 318 et en tant qu'ils se présenteront dans les conditions déterminées par la note du susdit article 259.

La bonneterie de laine, mélangée avec plus de 20 % de soie en poids, suit le régime de l'article 310.

- 319 Passementerie et rubanerie de laine mélangée de soie jusqu'à 20 p. 100 en poids (100 kilogr.) . . .

Nota. — La passementerie et la rubanerie de laine mélangée avec plus de 20 p. 100 de soie en poids suivent le régime de l'article 311.

- 320 Tissus et étoffes tricotés de coton mélangé avec d'autres textiles, à l'exception de la soie, des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés, chacune des matières textiles mélangées ne dépassant pas 20 p. 100 en poids (100 kil.)

Nota. — Quand une des matières qui entrent dans le mélange de ces tissus ou étoffes tricotées dépasse 20 % en poids, on appliquera la taxe prévue pour les tissus de la matière du mélange la plus imposée par le tarif.

Les tissus et étoffes tricotés de coton mélangé avec de la soie suivent le régime de l'article 319 ou celui de l'article 323, suivant la proportion dans laquelle la soie y entre ; ceux qui sont mélangés avec des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés suivent le régime de l'article 313.

- 321 Articles de bonneterie de coton mélangé avec d'autres textiles, à l'exception de la soie, des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés, chacune des matières mélangées ne dépassant pas 10 p. 100 en poids, ces articles simplement reliés, mais non cousus (100 kilogr.) . . .

Nota. — Ici sont compris les divers objets de bonneterie énumérés dans la note de l'article 259, en tant qu'ils seront tricotés des matières textiles désignées à l'article 321 et en tant qu'ils se présenteront dans les conditions déterminées par la note du susdit article 259.

Quand une des matières qui entrent dans le mélange de cette bonneterie dépasse 20 % en poids, on appliquera la taxe prévue par la bonneterie de la matière du mélange la plus imposée par le tarif.

La bonneterie de coton mélangé avec de la soie suit le régime de l'article 310 ou celui de l'article 324, suivant la proportion dans laquelle la soie y entre ; celle qui est mélangée avec des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés, suit le régime de l'article 314.

- 322 Passementerie de coton mélangé avec d'autres textiles, à l'exception de la soie, des fils en or, en argent ou en métaux communs, dorés ou argentés (100 kilogr.)

Nota. — Quand une des matières qui entrent dans le mélange de cette passementerie dépasse 20 p. 100 en poids, on appliquera la taxe prévue pour la passementerie de la matière du mélange la plus imposée par le tarif.

La passementerie de coton mélangé avec de la soie suit le régime de l'article 311 ou celui de l'article 325, suivant la proportion dans laquelle la soie y entre ; celle qui est mélangée avec des fils en or, en argent ou en

320 "

120 "

140 "

150 "

- métaux communs, dorés ou argentés, suit le régime de l'article 315.
- 323 Tissus et étoffes tricotés de coton mélangé avec de la soie jusqu'à 20 p. 100 de soie, en poids (100 kilogr.)
Nota. — Les tissus et étoffes tricotés de coton mélangé avec plus de 20 p. 100 de soie, en poids, suivent le régime de l'article 309.
- 324 Articles de bonneterie de coton mélangé avec de la soie jusqu'à 20 p. 100, en poids, simplement reliés mais non cousus (100 kilogr.).
Nota. — Ici sont compris les divers objets de bonneterie énumérés dans le nota de l'article 259, en tant qu'ils seront tricotés des matières textiles désignées à l'article 324, et en tant qu'ils se présenteront dans les conditions déterminées par le nota du suudit article 259.
La bonneterie de coton mélangé avec plus de 20 p. 100 de soie, en poids, suit le régime de l'article 310.
- 325 Passementerie de coton mélangé avec de la soie jusqu'à 20 p. 100, en poids (100 kilogr.).
Nota. — La passementerie de coton mélangé avec plus de 20 p. 100 de soie, en poids, suit le régime de l'article 311.
- 336 Confections d'étoffes en laine (100 kilogr.) (Taxe triple du tissu ou de l'étoffe tricotée dont l'objet est confectionné).
- 337 Confections d'étoffes en coton (100 kilogr.) (Taxe quintuple du tissu ou de l'étoffe tricotée dont l'objet est confectionné).
- 338 Confections d'étoffes en jute, en abaca, en phormium-tenax, en aloès et en d'autres textiles végétaux (100 kilogr.) (Taxe quintuple du tissu ou de l'étoffe tricotée dont l'objet est confectionné).
- 339 Confections d'étoffes en lin ou en chanvre (100 kilogr.) (Taxe quintuple du tissu ou de l'étoffe tricotée dont l'objet est confectionné).
- 340 Confections d'étoffes en soie (100 kilogr.) (Taxe triple du tissu ou de l'étoffe tricotée dont l'objet est confectionné).

Nota sur 336-340. — L'étoffe tissée ou tricotée qui sera prise pour base dans la taxation des confections, sera celle qui forme la partie extérieure (l'endroit) de l'objet confectionné.

Les dentelles, les broderies, les tulles, les rubans, la passementerie, etc., dont sont garnies certaines confections, seront taxés avec celles-ci.

Les confections faites de différentes étoffes seront soumises à la taxe triple ou quintuple de l'étoffe la plus imposée par le tarif.

Les objets seulement taillés suivent également le régime des confections, d'après leur espèce.

Les articles de bonneterie, ainsi que les tapis, les rideaux, les plaids, les couvertures, les fichus et autres qui se présenteront avec des franges de toute sorte, formées par la continuation des fils mêmes dont ces objets seront tricotés ou tissés, ne seront pas traités, à cause de cela, comme confections ; ils appartiennent, selon leur genre, aux articles respectifs où sont comprises les différentes sortes de bonneterie et de tissus.

240 ▪

240 ▪

280 ▪

344	Papier de paille ou de bois pour emballage (100 kilogr.).	18 "
345	Papier à écrire, papier à imprimer et pour affiches, lissé ou non, à l'exception de celui prévu par l'article 348 (100 kilogr.).	35 "
	<i>Nota.</i> — Ici est compris également le papier en bandes pour télégraphe.	
348	Papier de luxe de toute sorte, tel que : papier à initiales, à monogrammes, à emblèmes ou avec toutes sortes d'arabesques et d'ornements, soit en relief, soit imprimés en toutes couleurs et même dorés, argentés ou bronzés ; papier velouté, dentelé, gaufré ou découpé à l'emporte-pièce ; papier en feuilles ou en petits morceaux (bordures, coins et autres) pour ouvrages de papeterie et pour cartonnages ; papier collé sur soie ; papier parchemin de toutes sortes ; papier dit de Chine, papier dit de Hollande, canevas de papier (100 kilogr.) .	80 "
349	Papier de tentures, de toutes sortes de qualités (100 kilogr.)	35 "
351	Carton goudronné ; carton recouvert d'asphalte pour le doublage des navires, pour la toiture des maisons et autres usages ; carton imitant l'ardoise ; carton d'amianté (100 kilogr.)	30 "
352	Carton tout à fait ordinaire, en une ou plusieurs feuilles, non lissé (100 kilogr.)	18 "
354	Enveloppes, sacs ou poches en papier ; tubes ; cahiers, carnets et registres brochés, avec ou sans impressions ; étiquettes, comptes, factures, lettres de change, lettres de voiture, cartes de visite imprimées ou non, cartes d'adresses, menus, calendriers pour murailles, même collés sur carton, calendriers dits américains, patrons pour la coupe des vêtements et de la lingerie, modèles de broderies et autres semblables, lithographiés, gravés ou imprimés, même en couleurs, mais sans dorure ni argenture ; tous ces ouvrages confectionnés de toutes sortes de papiers appartenant aux articles 344, 347, 346 et 347 (100 kilogr.) . . .	300 "
355 a.	Abat-jour ; éventails montés sur bois communs, simplement vernis ou laqués ; porte-bouquets ; sacs à bonbons ; faux-cols, manchettes et devants de chemises en papier, même avec l'endroit ou l'envers recouverts de tissus de coton ou de lin ; tubes pour cigarettes ; fleurs et feuilles ; tous ces objets colorés ou non (100 kilogr.)	100 "
355 b.	Tous autres ouvrages en papier non désignés aux articles 354 et 355 a (100 kilogr.)	230 "
361	Livres de lecture et en général toutes sortes de publications en langues étrangères, ainsi que : œuvres musicales imprimées, lithographiées ou gravées de toute manière ; tous ceux-ci brochés ou non (100 kilogr.).	Exempts.
362	Livres de lecture, et en général toutes sortes de publications en langues étrangères, ainsi que : œuvres musicales imprimées, lithographiées ou gravées de toute manière ; tous ceux-ci cartonnés ou reliés (100 kilogr.)	50 "

364 b. Lithographies, chromolithographies et oléographies, autres que les images religieuses (*icone*) et autres que celles représentant des sujets de l'histoire étrangère, comprises dans l'article 364 a, imprimées sur papiers ou sur toiles de toutes sortes (100 kilogr.)

60 »

Nota. — Ici sont comprises aussi, en tant qu'elles se présenteront dans les conditions désignées par le texte de cet article, les feuilles de papier dites *d'aphanies* imprimées avec des images ou autres dessins en couleurs, rendues transparentes par des substances grasses, recouvertes de gélatine ou de vernis alcooliques et destinées à être collées sur les vitres.

379 Feuilles de bois pour placage; parquets non marquetés, soit en panneaux composés de plusieurs morceaux, soit en frises séparées. Liège ouvré, tel que : plaques ; feuilles ; semelles simples ou combinées avec d'autres matières communes ; bouchoirs même combinés avec des matières communes ; chapeaux en liège non montés et autres objets semblables (100 kilogr.)

40 »

Nota. — Les chapeaux en liège montés appartiennent à l'article 342.

380 a. Meubles, ustensiles de ménage et autres objets en bois, passés au mordant (*tustruite*), polis, laqués (*date culac*), peints, vernis, même combinés avec des métaux communs (ceux-ci toutefois ni dorés, ni argentés), avec du cuir ordinaire, du jone, de la paille, du roseau, avec du verre ou du marbre, tapissés ou non, recouverts ou non, mais non sculptés, non marquetés, non incrustés, non dorés, non argentés ; parquets marquetés ; clous de bois pour bottiers (100 kilogr.)

60 »

Nota. — En dehors des objets mentionnés à l'article 376 qui se présenteront, passés au mordant, polis, vernis, laqués ou combinés avec des matières communes, ici sont compris aussi d'autres divers menus objets destinés à différents usages, tels que : les robinets pour tonneaux et barils, les ustensiles de cuisine, les étuis, les gobelets, les plateaux et autres ouvrages de tourneur, les cadres et corniches même plâtrés et bronzés pour encadremens, les stores montés pour fenêtres, les sommiers à ressorts et autres objets semblables non prévus dans un autre article du tarif.

Les meubles en bois courbé, passés au mordant ou non, entrent également dans cet article.

Les marbres et les glaces, dont sont ornés certains meubles, seront taxés avec les meubles dont ils font partie, excepté lorsque les importateurs demanderont qu'ils soient taxés à part, d'après leur espèce, toutes les fois que ces marbres et glaces pourront être facilement séparés.

380 b. Outils, instruments, appareils et machines en bois, passés au mordant ou non, laqués ou non, peints ou non, vernis ou non, combinés ou non avec des métaux communs ou d'autres matières communes, et servant à l'exercice d'un métier quelconque (100 kilogr.)

30 »

Nota. — Ici sont compris les tables et appareils pour menuisiers et tourneurs, les soufflets de bois pour forge-

rons, les appareils pour rémouleurs (*tocile*), les métiers à tisser, les rouets, les cardes (*farace*) et autres appareils pour le cardage et le peignage des matières textiles, les mannequins pour tailleur, les manches en bois pour outils, les rabots sans lame, et, en général, tous autres outils et appareils semblables qui, par leur espèce, n'appartiennent pas à l'article 376.

Les bascules en bois ainsi que les mètres en bois suivent aussi le régime de l'article 380 b.

- 381 Ouvrages fins de tourneur et de vannier; feuilles pour placages en marquerterie; meubles et ouvrages en bois sculptés, marquetés, incrustés, dorés ou argentés, tapissés ou non, recouverts ou non et, en général, tous objets et ouvrages en bois non désignés aux articles précédents, même combinés avec d'autres matières, à l'exception de l'ivoire, de l'écailler, de la nacre, des métaux précieux, de pierres fines ou demi-fines (10) kilogr.).

50 "

Nota. — Les menus objets d'ébénisterie et de tourneur, tels que les menus meubles, les étagères, les jardinières, les coffres, les étuis et autres semblables, les jeux, les manches à parapluies et à parasols, les cannes (*bastone*), les manches à couteaux, les montures pour brosses, les manches à fouets, etc., en bois fin, ne sont pas soumis aux droits fixés par cet article, et ils appartiennent à la XXV^e catégorie, d'après leur espèce, à savoir : ceux avec des incrustations et autres ornements en ivoire, en écailler, en nacre, en métaux précieux, de même que les objets en laque de Chine, suivent le régime de l'article 561, tandis que ceux qui seront simples ou combinés seulement avec des matières communes, suivent le régime de l'article 562, ainsi qu'il est prévu dans le nota de ces deux articles.

Les meubles proprement dits, tels que : lits, canapés, fauteuils, chaises, tables, armoires, etc. (autres que les menus meubles appartenant à l'article 561), seront taxés d'après l'article 381, même lorsqu'ils seront incrustés ou autrement ornementés avec de l'ivoire, de l'écailler, de la nacre ou des métaux précieux.

Les meubles en junc exotique, ainsi que les ornements en bois dit *xylogenit*, suivent le régime de cet article.

- 407 Poterie commune de terre ou de grès, avec ou sans émail, ainsi que les objets de l'article précédent, émaillés (100 kilogr.)

13 "

Nota. — Ici sont compris divers ustensiles de ménage, tels que : bols à eau, marmites (*oale*), cruchons, bocaux, casseroles, poêlons, cuvettes, soupières, terrines, grandes cruches, et, en général, tous autres vases de terre ; creusels (y compris ceux de graphite) et tous les objets de ce genre servant aux arts et aux métiers ; alcarazas ou vases poreux pour rafraîchir l'eau ; poèles et cheminées en terre cuite émaillées ou non, ainsi que les ornements en terre cuite émaillée ou non.

Les objets prévus à cet article, fabriqués de terre ou de grès, combinés avec du fer ou du bois commun, et les pots avec couvertures ou autres accessoires en métaux communs, ainsi que les pipes en terre rouge, simples ou ornées de reliefs, argentées ou non, dorées ou non, appartiennent à l'article 418.

- 408 Faïence de toute sorte, blanche ou colorée en une ou plusieurs couleurs, imprimée ou non, dorée ou

	non, simple ou avec des dessins ou ornements en relief (100 kilogr.)	15 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici tous les objets en faïence pour service de table, tels que : assiettes, soupières, pots à eau et autres, ainsi que tous ustensiles pour ménage ; isolateurs pour télégraphes, vases pour éléments galvaniques ; vases pour pharmacies et pour laboratoires en général ; poèles, carreaux, filtres et autres ; tous ces objets combinés ou non avec des matières communes.	
	Les pipes en terre rouge, simples ou ornées de reliefs, même dorées ou argentées, appartiennent à cet article.	
409	Porcelaine de toute sorte, blanche ou colorée en une ou plusieurs couleurs, imprimée ou non, dorée ou non, argentée ou non, simple ou avec des dessins ou ornements en relief (100 kilogr.)	25 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici les objets en porcelaine de l'espèce de ceux énumérés dans le <i>nota</i> de l'article 408 et, en général, tous autres objets en porcelaine qui se présenteront dans les conditions indiquées par le texte du présent article.	
	Les boutons en porcelaine, y compris ceux pour sonneries électriques, appartiennent à cet article.	
410	Objets de fantaisie en terre cuite, en porcelaine, en biscuit, en faïence, tels que : vases, statuettes, figurines, garnitures de bureau, bougeoirs, lampes et autres semblables, tous ces objets simples ou décorés de peintures, de dorures, de bronze, de bois sculpté ou marqueté (100 kilogr.)	120 »
413	Vitres composées de plusieurs morceaux assemblés, colorés et même avec peintures (vitraux, <i>Butzenscheiben</i>) (100 kilogr.)	24 »
415	Miroirs dont aucune des deux dimensions ne dépasse 30 centimètres (100 kilogr.)	40 »
415	Miroirs dont les deux dimensions ou seulement l'une d'elles dépasse 60 centimètres (100 kilogr.)	50 »
	<i>Nota</i> sur 414 et 415. — Les miroirs encadrés de bois de toutes sortes, de métaux communs, de carton où d'autres matières communes, payeront, suivant leurs dimensions, les droits fixés aux articles 414 ou 415.	
	Les miroirs qui ne forment que l'accessoire d'un autre objet, tels que les miroirs appliqués aux portraits, aux nécessaires, aux armoires, ou à d'autres objets, payeront la taxe afférente à l'objet dont ils dépendent, suivant l'espèce de ce dernier.	
417	Objets de verre en couleur naturelle (verdâtre, verte ou jaunâtre) soufflés, coulés, pressés, mais non dépolis, non gravés, non sculptés, non ornemées, non taillées, non peints, non dorés, non argentées, ni combinés avec d'autres matières (100 kilogr.)	30 »
	<i>Nota.</i> — Sont compris ici : les bocaux, les carafes, les verres, les tasses, les soucoupes, les salières, les brocs (<i>ibrice</i>), les cuvettes, les réservoirs pour lampes et tous autres objets de l'espèce de ceux prévus à cet article.	
418	Objets de verre entièrement blanc ou coloré dans la masse, soufflés, coulés, pressés, mais non dépolis, non gravés, non sculptés, non ornemées, non taillées, non peints, non dorés, non argentées, ni combinés avec d'autres matières (100 kilogr.)	60 »

No^a. — En dehors des objets prévus dans le nota de l'article précédent, qui se présenteront en verre blanc ou coloré en masse, ici sont compris : les verres de lampes, les globes, les abat-jour, les bols à confiture (*chitsela*), les fausses perles (*margele*), les boutons, les bagues, les bracelets, les divers objets employés dans les laboratoires et les pharmacies, ainsi que tous autres objets en verre de l'espèce de ceux prévus par cet article.

Le polissage (*slefualia*) de l'embouchure (*gura*) des verres et des carafes n'est pas considéré comme taille.

- 419 Objets de verre de toute couleur, dépolis, gravés, sculptés, ornés, taillés, peints, dorés, argentés, combinés ou non avec d'autres matières communes (100 kilogr.)

Nota. — Outre les objets prévus dans les deux articles précédents, ici sont compris également : les pendeloques, les étoiles et autres ornements de lustres ou de candélabres ; les imitations de pierres fines, ainsi que le corail et le jais faux ; les verres de montre ; les verres pour l'optique ; les lampes montées sur métaux communs, non dorés, non argentés, et tous autres objets de verre qui se présenteraient dans les conditions indiquées par le texte de cet article.

- 422 Or battu en feuille pour la dorure (100 kilogr.) . . .
425 Orfèvrerie d'or, de platine et de vermeil (kilogr.) . .
426 Bijouterie d'or ou de platine, avec ou sans pierres fines (kilogr.)
433 Bijouterie en imitation fine et bijouterie d'aluminium (kilogr.)

Nota. — Cet article comprend seulement la bijouterie en doublé et la bijouterie en métaux communs dorés ou argentés, finement travaillée, ornée ou non avec strass ou avec imitation de pierres fines.

- Pour la bijouterie d'aluminium, il ne sera pas fait de distinction si elle est ou non montée ou autrement combinée avec de l'argent.

- 434 Bijouterie en imitation commune (kilogr.)

Nota. — Sont compris ici tous les objets de parure, tels que : boucles d'oreilles, broches, bagues, bracelets, épingle à cheveux, colliers de médailles et autres semblables, en bronze, en laiton, en maillechort, en tombac et autres alliages, d'un travail commun, non dorés ni argentés, garnis ou non de verres colorés, de pâtes ou autres compositions imitant d'une façon grossière les matières précieuses, la bijouterie dite « de Bohème ».

Suit également le régime de cet article la bijouterie ordinaire fabriquée à Naples et dans d'autres localités du sud de l'Italie, telle que : boucles d'oreilles, broches, bracelets, colliers et autres semblables, en déchets de corail, en coquillages, en lave, et montés sur différents alliages (à l'exception de l'or et de l'argent).

- 435 Perles, paillettes (*fluturi*), clinquant et fils en laiton dits *beteala*, dorés ou argentés (kilogr.)

- 439 bis. Pendules dites de la Forêt Noire, avec montants en bois portant le mécanisme et pendules à système américain, les unes et les autres dans des cages, soit en bois, même peint, passé au mordant ou sculpté, soit en fer-blanc, en laiton ou en autres métaux communs, même peints, polis ou nickelés, toutes ces pendules non combinées avec de la

50 »

Exempt.
30 "
100 "
16 "

10 "

1 "

nacre, de l'ivoire, de l'écailler, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines (kilogr)

0 75

Nota. — Sont comprises ici, comme pendules à système américain, les pendules d'un travail commun, dont le mécanisme se trouve entre des platines métalliques à claire-voie (*gitterplatinen*), y compris les pendules, dans lesquelles le pendule est remplacé par un balancier.

444 Tables de toutes sortes pour conduits électriques (100 kilogr).

2 »

445 Objets en fil de cuivre ou de laiton, polis ou non, étamés ou non, peints ou non, combinés ou non avec d'autres matières communes, mais ni dorés ni argentés. Toile en fils de cuivre ou de laiton (100 kilogr)

65 »

Nota. — Ici sont compris : les épingle, les agrafes, les petits crochets (*copci*), les boucles pour vêtements, les crochets à tricoter, les anneaux (*beltzug-*), les pointes, les petits clous, les cages, les petits paniers et autres objets en fil de cuivre ou de laiton qui se présenteront dans les conditions du texte de cet article.

446 Chaudronnerie de toute sorte et ustensiles de ménage, en cuivre, en laiton ou en bronze (100 kilogr)

123 »

Nota. — Ici sont compris : chaudrons, casseroles (*tin-giri*), poèles, petites chaudières pour les besoins du ménage et autres vases ; ustensiles de cuivre, de laiton ou de bronze pour le ménage.

Les calottes (*cauciule*) de cuivre ou de laiton suivent le régime de cet article.

447 Vases et appareils pour usines, pour bateaux, pour machines à vapeur, pour raffineries, distilleries, teintureries et autres industries ; réservoirs, cuves, tonneaux, chaudières, tubes, coussinets (*lagare*) et boîtes de moyeux (*bucele*) (100 kilogr).

50 »

448 Objets de cuivre, de laiton ou de bronze, coulés ou tournés, et objets en feuilles de cuivre ou de laiton, tous ceux-ci peints ou non, polis ou non (*lustriute saume*), combinés ou non avec d'autres matières communes, mais ni ciselés, ni vernis, ni nickelés, ni argentés, ni dorés (100 kilogr)

150 »

Nota. — Ici sont compris : les lits, les lustres, les lampes, les devants de cheminées, les paravents pour cheminées, les galeries pour poèles et les fenêtres, les portes grandes et petites pour poèles, les plateaux de toutes dimensions, les chandeliers, les cloches d'église, les clochettes pour bétail, les grelots, les fers à repasser, les moules pour la cuisine, les roulettes pour meubles, les poignées pour portes, pour fenêtres et pour portières de voitures, les serrures, les cadenas, les vis, les platines (*silduri*) pour clefs, les ornements pour bourreliers et carrossiers, les rosaces, les embrasses, les cadres, les cachets, les clous de fer à tête de cuivre, les agrafes, les capsules pour chaussures, les poids, les outils pour divers métiers, surtout ceux pour relieurs, et, en général, tous objets de cuivre, de laiton ou de bronze qui se présenteront dans les conditions indiquées par le texte du présent article.

449 Objets de cuivre, de laiton ou de bronze, ciselés, vernis, laqués, nickelés, même dorés ou argentés,

combinés ou non avec d'autres matières, à l'exception de l'ivoire, de l'écaille, de la nacre, du jais véritable, de l'ambre, de la soie, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines (100 kilogr.)

200

Nota. — Ici sont compris : les candélabres, les lustres, les lanternes de voitures, les lampes, les girandoles, les garnitures de bureaux, les ornements pour meubles, les cadres, les boîtes, les coffrets et autres menus objets de table et d'étagère ; les vases, les statues, les statuettes, les bis-reliés, les bustes, les médaillons, etc.

Les objets de cuivre, de laiton ou de bronze, prévus aux articles précédents, appartiennent à cet article quand ils se présenteront ciselés, vernis, laqués, nickelés, dorés ou argentés.

Les objets en bronze d'aluminium suivent également le régime de cet article.

Quand les objets compris dans cet article se présenteront combinés avec des matières communes, passibles, si elles se présentent seules, d'un droit inférieur à celui prévu par le présent article, telles que socles de marbre et autres semblables, les importateurs ont la faculté, en tant que la séparation est possible, de demander qu'elles soient taxées à part, d'après leur espèce.

Les objets de cuivre, de laiton ou de bronze, combinés avec de l'écaille, de l'ivoire, de la nacre, de l'ambre, du jais véritable ou de la soie, appartiennent à la catégorie XXV ; ceux qui seront combinés avec des métaux précieux appartiennent, suivant leur espèce, aux articles d'orfèvrerie ou de bijouterie.

456 Objets en packfong ou autres alliages blancs, dorés ou non, argentés ou non, combinés ou non avec d'autres matières communes (100 kilogr.)

200 "

Nota. — La bijouterie en packfong suit le régime de l'article 433.

Les objets compris dans cet article, combinés avec de l'écaille, de l'ivoire, de la nacre, de l'ambre, du jais véritable ou de la soie, appartiennent à la catégorie XXV.

Ceux qui sont combinés avec des métaux précieux appartiennent, selon leur espèce, aux articles d'orfèvrerie ou de bijouterie.

461 Objets et ouvrages en zinc de toutes qualités peints ou non, vernis ou non, même avec reliefs ou autrement ornemantés, combinés ou non avec des matières communes, mais ni dorés ni argentés (100 kilogr.)

80 "

Nota. — Les objets en zinc, s'ils sont dorés ou argentés, payent, en dehors du droit fixé par cet article, une surcharge de 50 p. 100 de ce droit.

467 Rails en fer ou en acier, de toutes formes, et changements de voie (100 kilogr.)

Exempts.

468 Fer en bandes pour roues, pour cercles et autres usages (100 kilogr.)

Exempts.

469 Feuilles en fer laminées (100 kilogr.)

2 "

470 Fer laminé de forme spéciale (100 kilogr.)

3 "

Nota. — Ici est compris : le fer en forme de T, de double T, d'U, de V, de Z et autres.

471 Fer-blanc et fer en plaques, étamé, cuivré, recou-

	vert de zinc ou doublé de plomb, ou simplement poli (<i>lustriert</i>) (100 kilogr.)	4 "
472	Feuilles et plaques d'acier, poli ou non (100 kilogr.)	8 "
473	Fil d'acier ou de fer, noir, poli, étamé, cuivré, rccouvert de zinc ou de plomb (100 kilogr.).	5 "
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : le fil pour instruments de musique, le fil recouvert de coton ou de soie, le fil pour les lignes télégraphiques ; les câbles en fil de fer ou de cuivre avec leurs armatures en fer ; le fil tressé ou avec des piquants pour clôtures ; les câbles pour transmission.	
474	Toile de fer, noire, peinte, enduite de poix ou d'autres matières (100 kilogr.)	20 "
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : la toile pour tamiser le sable, pour cribles, pour tamis ou pour autres usages.	
475	Objets en fonte brute, simplement coulés, limés ou non, peints au minium ou non, à savoir :	
	§ 1. Plaques en fonte ; pièces en fonte employées à la construction des maisons et des ponts ; colonnes et tuyaux ; roues et essieux pour wagons ; gros arbres pour machines (100 kilogr.)	3 "
	§ 2. Poèles communs en fonte ; chaudières et marmites (<i>caume</i>) ; grilles et tous autres objets semblables (100 kilogr.)	5 "
476	Objets en fonte, polis, émaillés, ornementés par coulage ou tournés (100 kilogr.)	10 "
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : vases de cuisine, ustensiles de ménage, fers à repasser, poèles, appareils d'éclairage, fontaines, grillages, balances et poids et tous autres objets en fonte qui se présenteront dans les conditions du texte de cet article.	
477	Objets en fonte, ciselés, vernis (<i>vernisate</i>), bronzés, nickelés, argentés ou dorés, tous ces objets polis ou non, combinés ou non avec d'autres matières communes (100 kilogr.)	33 "
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : lustres, candélabres, chandeliers, lampes, encriers, garnitures de bureau, garnitures de poèles, objets de lantaïsie, ornements en fonte pour divers usages et tous autres objets en fonte qui se présenteront dans les conditions du texte de cet article.	
	Les objets appartenant à cet article, combinés avec l'écailler, l'ivoire, l'ambre, la nacre, le jais véritable ou la soie, appartiennent à la catégorie XXV.	
	Ceux qui sont combinés avec des métaux précieux, autrement que par une simple dorure ou argenture, appartiennent aux articles d'orfèvrerie.	
478	Grosse ferronnerie (100 kilogr.)	6 "
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : la grosse ferronnerie pour construction de maisons et de ponts ; la ferronnerie pour wagons, voitures et chariots ; les éclisses, les liens pour changements de rails et autres, tous ces articles non tournés, non polis, non limés.	
479	Boulons et clous en fer noir ; clous en fer étiré, de toutes grandeurs ; clous à bardeaux (<i>cuie de sindria</i>), pointes, clous pour fers à cheval et chevilles en fer (<i>nituri</i>) (100 kilogr.)	6 "

	<i>Nota.</i> — Ici sont compris aus-i les clous pour les bot- tes, les pointes à fleurs ou à crêtes, les clous pour poser les glaces, les galeries, etc.	
480	Vis et écrous en fer ou en acier, de toutes grandeurs (100 kilogr.)	6 »
481	Arbres de couche et essieux de voitures et de wagons; tubes et conduits en fer, même goudronnés; ancres et chaînes de toutes grosseurs (100 kilogr.).	5 »
487	Objets en fer ou en acier, simples, seulement limés, non émaillés, non peints, ni polis (100 kilogr.)	30 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : les garnitures pour poèles (pocettes, peules, tisonniers et autres); les charnières et autres garnitures, même estampées, pour portes et fe- tères, les verrous, les serrures, les fermetures pour portes et fenêtres, les cadenas ordinaires et tous autres objets de fer ou d'acier, qui se présenteront dans les conditions du texte de cet article et qui ne seront pas spécialement prévus dans d'autres articles du tarif.	
488	Objets en fer ou en acier, étamés, émaillés, peints, verniss mais non polis (100 kilogr.)	30 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : les serrures pour portes et tiroirs, les cadenas, les clefs pour voitures dites <i>françaises</i> , les tournevis, les tourne-broches mécaniques, les mors, les étriers, les épaucons, les compas de fer communs, les chandeliers en fer ou en acier, les mouchettes, les anneaux, les guimbarde (driuguri), les boucles pour bourreliers, les moules en fer pour fondre les balles, les tire-bourres pour baguettes de fusils, les tire-bouchons, les crochets pour tirer les bottes, les ciseaux pour jardiniers, pour ferblantiers, pour tonnelets de brebis, les cléchette pour le bétail, les étrilles et tous autres objets de fer ou d'acier qui se présenteront dans les conditions du texte du présent article.	
489	Objets en fer-blanc et en tôle étamée, recouverte de zinc (galvanisée) ou cuivrée, non peints, non verniss, combinés ou non avec du bois (10 kilogr.) . . .	60 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : les vases de toutes sortes pour usages domestiques, paille, cuillers, bols, gobelins, passoires, râpes, petits baquets, seaux, entonnoirs, arrosoirs, réfrigérants, baignoires et appareils pour douches, mesures de capacité, chandliers, lampes, lanternes, plâ- teaux, gameli-s, bilans, moules pour la cuisine et tous autres objets de l'espèce de ceux indiqués dans le texte de cet article.	
490	Objets en fer-blanc et en tôle, peints, vernis, laqués, ornés de peintures et même dorés ou argentés, combinés ou non avec d'autres matières, à l'exception de l'écailler, de l'ivoire, de la nacre et des métaux précieux (100 kilogr.)	80 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : les plateaux, les bûtes à sucre, à café, à thé, à bouillon ou pour autres usages, les moulins à café, les lampes et les chandeliers, les tabatières, les porte-allumettes, les fleurs et couronnes, ainsi que tous les objets de l'article précédent, qui se présenteront dans les conditions prévues par le présent article.	
491	Objets en tôle émaillée (100 kilogr.)	100 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : les vases de cuisine, les	

	cuvettes, les brocs, les seaux, les gamelles (<i>sefertase</i>), les pots à eau et autres objets en tôle émaillée.	
492	Objets en fer et en acier, polis, laqués, nickelés, bronzés, combinés ou non avec d'autres matières communes ; plumes métalliques à écrire, à l'exception des plumes en or, en argent ou en platine ; bijouterie d'acier (100 kilogr.)	60 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : les aiguilles à coudre de toute grandeur, y compris celles pour machines à coudre ; les boutons d'acier, les chaînes et clefs de montre, les cachets, les garnitures pour lunettes et pour pince-nez, les buscs (<i>tablite</i>) pour corsets, les garnitures (montures et fermoirs) pour porte-monnaie et pour petits sacs, les mors, les étriers, les épervons, les boucles, les agrafes (<i>paftale</i>), les pointes d'acier, les patins et tous autres objets de fer ou d'acier de l'espèce de ceux prévus dans le texte de cet article.	
493	Objets en fil et objets en toile de fer ou d'acier, simples, étamés ou non, peints ou non, polis ou non, combinés ou non avec d'autres matières communes, mais ni dorés ni argentés (100 kilogr.)	53 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris : les épingle, les agrafes, les épingle à cheveux, les boucles pour vêtements, les crochets à tricoter, les hameçons, les cages, les souricières, les grands et petits paniers, etc.	
494	Outils agricoles, avec ou sans manches (100 kilogr.)	Exemples.
	<i>Nota.</i> — Sont considérés comme instruments agricoles seulement ceux qui servent uniquement à l'agriculture et qui sont : les socs pour charrues, les faux, les fauilles et les houes.	
495	Tous autres outils et instruments en fer ou en acier, avec ou sans manches de bois (100 kilogr.)	16 »
	<i>Nota.</i> — Ici sont compris les doloires, les haches de charpentiers, les scies, les gouges, les tenailles, les rabots, les truelles, les pelles, les bêches, les pics, les haches, les couperets, les fourches, les étaux, les enclumes et en général toutes sortes d'outils qui servent à l'exercice d'un métier, tel que la menuiserie, la menuiserie, la tonnellerie, etc.	
496	Coutellerie en fer et coutellerie en acier, montées sur bois, simple ou recouvert de cuir, sur cuivre, sur os ou sur corne :	
	1. Coutellerie en fer poli ou non et coutellerie en acier non poli (100 kilogr.)	50 »
	2. Coutellerie en acier poli (100 kilogr.)	100 »
497 a.	Coutellerie en fer ou en acier, montée sur d'autres matières que celles prévues à l'article 496 et à l'exception de l'or et de l'argent (100 kilogr.)	150 »
497 b.	Ciseaux de toutes sortes, à l'exception de ceux prévus dans le nota de l'article 488 (100 kilogr.)	60 »
498	Instruments de chirurgie (100 kilogr.)	80 »
502	Machines, parties et accessoires de machines, en fonte, même goudronnées, peintes au minium ou avec d'autres substances (100 kilogr.)	6 »
503	Machines, parties et accessoires de machines, en fer et en acier, à l'exception de celles prévues à l'article 504, même goudronnées, peintes au minium ou avec d'autres substances (100 kilogr.)	12 »
	<i>Nota</i> sur 502 et 503. — Les machines composées de	

fer et de fonte payent les droits fixés pour les machines en fer.

Les machines en fonte et les machines en fer, dans la construction desquelles entrent, comme accessoires, des pièces en laiton, telle que coussinets (*lagare*), boîtes de moyen (*bucèle*), clous et autres pareils, ne sont pas soumises, pour ces pièces, au paiement d'un droit supplémentaire.

Pour les machines en fonte et pour celles en fer combinées avec du bois, lorsque les parties en bois ne peuvent pas être séparées pour être taxées à part, il est perçu suivant l'espèce, sur le poids total de la machine, les droits fixés aux articles 502 et 503.

Les machines à bacher la viande et à malaxer les couleurs suivent le régime de l'article 503.

- 504 Machines de toutes sortes, à vapeur, à l'électricité ou à gaz, machines agricoles et industrielles, ainsi que leurs accessoires ou les pièces dont elles sont formées, quand ils sont importés seuls; toutes ces machines, accessoires et pièces, même goudronnées, peintes au minium ou avec d'autres substances (100 kilogr.).

Exempts.

Nota. — Sont considérés comme machines agricoles : les charrues de toutes sortes, les herses, les roulcaux, les machettes à moissonner, à semer, à faucher, à battre le maïs, à nettoyer les grains, les trieurs, les faraires et autres.

Ici sont comprises aussi les machines à coudre.

- 505 Machines et appareils faits d'autres métaux que la fonte, le fer et l'acier ou dans la construction desquels prédominent des métaux communs autres que la fonte, le fer et l'acier; parties et accessoires de pareilles machines; toutes ces machines, accessoires et parties, même goudronnées, peintes au minium ou avec d'autres substances (100 kil.).

50 "

Nota. — Ici sont compris aussi les timbres (*clopoteii*) pour sonneries électriques et les lampes électriques.

- 538 Jouets en bois, en papier, en carton, en cuir, en caoutchouc, en verre, en faïence, en porcelaine, en métaux communs et tous autres jouets semblables, y compris les jouets mécaniques, à l'exception de ceux dans la composition desquels entre de l'ivoire, de l'écailler, de la nacre, des métaux précieux, de l'écume de mer, du jais véritable ou de l'ambre (100 kilogr.).

40 "

Nota. — La taxe prévue à cet article s'applique aussi aux petits vélocipèdes pour enfants, aux chevaux mécaniques et aux petites voitures pour promener les enfants, tapissées ou non.

Suivent également le régime de cet article les poupées et les autres jouets qui, dans leur habillement ou leur garniture, ou dans les deux à la fois, contiennent de la soie (soit comme partie d'une forme quelconque en soie pure, soit comme fils entrant dans des tissus mixtes) jusqu'à 10 p. 100 inclusivement du poids de leur habillement et de leur garniture.

Les poupées et les autres jouets compris dans cet article et dans la composition desquels entre, dans une proportion aussi petite que ce soit, de l'ivoire, de l'écailler, de la nacre, de l'écume de mer, de l'ambre, du jais véri-

table, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines, appartiennent à l'article 561.

Les poupées et les jouets entièrement en or ou en argent, ou dans la composition desquels l'or ou l'argent entrent pour la plus grande partie, suivent, d'après leur espèce, le régime de la bijouterie d'or ou d'argent.

- 561 Objets en bois, en roseau, en paille, en jonc, en papier mâché, en carton-pierre, en bronze, en acier, en verre, en porcelaine, en faïence, ornés ou autrement combinés avec l'ambre, l'écailler, la nacre, l'ivoire, le jais véritable, l'écume de mer, le cuir fin, avec des étoffes de soie, du velours, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines. Objets en laque de Chine (100 kilogr.)

Nota. — Ici sont compris : les menus meubles, étageres, jardinières, coffrets, boîtes, jeux, chapelets, brosses ; manches de brosses, de parapluies et d'ombrelles, de foulets et de cravaches ; manches de couteaux, buvards, cannes, objets pour garnitures de bureau, de tables ou d'étageres ; objets menus tressés avec divers végétaux tels que porte-cigares, porte-cigarettes, paniers grands et petits pour différents usages, boutonnières et autres objets semblables, ornés ou combinés avec de l'ambre, de l'écailler, de la nacre, de l'ivoire, du jais véritable, de l'écume de mer, du cuir fin, des étoffes de soie, du velours, des métaux précieux et des pierres fines ou demi-fines.

Les objets en laque de Chine, soit simples, soit ornés d'écailler, de nacre, d'ivoire ou d'autres matières appartiennent tous à cet article.

Appartiennent également à cet article les poupées et les autres jouets qui, dans leur habillement ou dans leur garniture, ou dans les deux à la fois, contiennent de la soie (soit comme fils entrant dans des tissus mixtes) pour plus de 10 p. 100 du poids de leur habillement et de leur garniture ; tous ces jouets et poupées combinés ou non avec de l'ambre, de l'écailler, de la nacre, de l'ivoire, du jais véritable, de l'écume de mer, du cuir fin, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines, à l'exception de ceux fabriqués entièrement en or ou en argent, ou dans la composition desquels l'or ou l'argent entre pour la plus grande partie.

- 562 Pinceaux et brosses ordinaires, montés sur bois, en fibres végétales, en soies de porc, en poils de vache, en crins de cheval et autres matières semblables (100 kilogr.)

- 569 Instruments et appareils de calcul, d'observation et de précision (100 kilogr.)

350

400

Exempts.

Nota. — Ici sont compris : les instruments de mathématique tels que : graphomètres, téodolites, niveaux, odomètres ; les instruments d'optique, d'astronomie et de navigation, tels que : lunettes (*achiane*), télescopes, microscopes, héliomètres, héliostats, loups, machines pour photographie, boussoles, sextans et autres ; les instruments de physique, tels que : thermomètres, baromètres, hygromètres, anémomètres, aéromètres, aérolocomètres ; les appareils d'électricité et de magnétisme complet (y compris les appareils de télégraphie électrique) ; les instruments de pneumatique, de mécanique (dynanomètres et autres), de balistique, d'hydraulique (balances, hydrostats, siphons, etc.) ; instruments de minéralogie (goniomètres, nécessaires de minéralogie, etc.) ; les

instruments de chimie pour laboratoires, etc., et, en général, tous les instruments et appareils qui peuvent être utiles aux travaux scientifiques.

Les lunettes (*ochelarii*), besicles, pince-nez et lorgnons montés en métal, en os commun (*corn-*) ou en nacre, les binocles et les lorgnettes de théâtre, les petites boussoles qu'on importe par douzaines, les règles (*liniile*), les compas, les tire-lignes, les équerres, les rapporteurs, les chaînes pour arpентage, les échelles de proportions, les planchettes, les règles divisées, pour mesurer les vases, ne sont pas soumises à cette tarification; ils suivent le régime des matières dont ils sont fabriqués.

371 Pianinos et petits orgues à touches (la pièce)	35 »
373 bis. Accordéons, harmonicas et aristons (la pièce). . . .	1 »

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce, de douane et de navigation, conclu en date de ce jour, à Berlin, entre l'Allemagne et la Roumanie, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

A l'art. 1^{er} du Traité. — Il est entendu que, dans l'un et l'autre des deux Pays, les dispositions de l'alinea 1 de l'art. 1 ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de police et de sûreté publique, applicables à tous les étrangers.

En outre, le susdit alinéa ne touche en rien aux dispositions légales, actuellement en vigueur en Roumanie, qui réservent aux nationaux le droit d'acquérir des immeubles dans les communes rurales, et d'y débiter des boissons, ou qui régissent sous des conditions spéciales l'établissement des étrangers dans ces communes.

A l'art. 4. — Il est entendu que les ressortissants allemands en Roumanie, comme locataires d'immeubles, jouiront de l'exemption du logement militaire, mais non des autres prestations et réquisitions militaires auxquelles les nationaux pourront être soumis dans cette même qualité.

A l'art. 7 (annexe B). — Sur 25 e 1. Ne seront admis comme vins de coupé au droit réduit de 10 marks les 100 kilogrammes bruts que les vins rouges naturels et les moutés de vin rouge contenant au moins, en volume, 12 0/0 d'alcool, ou bien, s'il s'agit de mouté, son équivalent de glucose, et contenant, en outre, à la température de 100 degrés du thermomètre centigrade, au moins 28 grammes d'extrait sec par chaque litre de liquide, en tant que lesdits vins et moutés sont effectivement employés pour le coupage sous contrôle, dont les sommes seront fixées par le Conseil fédéral de l'Empire allemand.

Est considéré comme coupage le mélange de vin blanc avec des vins ou du mouté de la qualité ci-dessus indiquée et d'une quantité n'excédant pas 60 0/0 de toute la mixture, ainsi que le mélange du vin rouge avec de tels vins ou moutés d'une quantité n'excédant pas 35 1/3 0/0 de toute la mixture.

Sur 25 g 2. Il est entendu que les produits de la meunerie seront fabriqués de céréales d'origine roumaine.

A l'art. 18. — Aucun droit spécial, quel qu'il soit, ne sera prélevé sur

les marchandises allemandes importées en Roumanie par voie d'eau, qui, après avoir acquitté les droits d'entrée, ne seront assujetties à aucun droit additionnel.

Toutefois, les taxes établies dans le seul but d'améliorer les ports et de favoriser l'exécution de certains travaux publics, destinés à faciliter le chargement ou le déchargeement des marchandises, peuvent être perçues, à titre de droit additionnel spécial, tant sur les bâtiments que sur les marchandises dans les conditions des lois et règlements spéciaux publiés à ce sujet.

Les marchandises entrant en Roumanie par voie de terre resteront exemptes de tout droit additionnel.

Aux art. 1^e-18. — Il sera permis aux Compagnies de navigation et aux propriétaires de bateaux allemands, faisant un service régulier de transport, de louer dans le rayon des ports, pour leurs bureaux, ateliers et magasins, des terrains, même appartenant à l'Etat et contre un prix convenable, lorsqu'il n'en aura pas besoin pour d'autres usages.

Il est entendu que lesdits magasins seront considérés comme entrepôts dès qu'ils répondront aux exigences légales.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, le 21 octobre 1893.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce conclu sous la date d'aujourd'hui entre l'Allemagne et la Roumanie, les soussignés à ce dûment autorisés, conviennent que l'annotation suivante doit servir de règle dans l'application des articles 279 et 278 du tarif roumain :

1^e Seront taxés, d'après l'art. 279, les tissus de déchets de douze fils de trame par centimètre carré ou au-dessous ;

2^e Seront taxés, d'après l'art. 278, les tissus, même de déchets, au-dessus de douze fils de trame par centimètre carré et au dessous.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, le 21 octobre 1893.

Légation de Roumanie en Allemagne.

Berlin, 3/15 octobre 1893.

Monsieur le Baron,

Avant de procéder à la signature du traité de commerce négocié entre la Roumanie et l'Allemagne, j'ai pour devoir de prier le Gouvernement impérial de prendre note de deux points que j'ai omis de signaler au cours des négociations.

Premièrement, aux exceptions consignées dans le § 2 de l'art. I, il y a lieu d'ajouter la réserve, pour les nationaux roumains, de l'exercice de la profession de débitant de tabac, qui pré suppose, aux termes de la loi du monopole des tabacs, la qualité de Roumain et la concession d'un brevet par l'autorité compétente.

Deuxièmement, en ce qui concerne les annotations du protocole final à l'article 1, la loi d'organisation de la Dobrudja exige pour l'établissement des étrangers en un lieu quelconque du territoire roumain de la rive droite du Danube l'autorisation préalable des organes supérieurs de l'administration royale.

En outre, me référant aux explications et déclarations échangées pendant les négociations, j'ai pour instruction de spécifier de nouveau par rapport aux questions d'établissement que (les stipulations générales du traité visant seulement les personnes physiques et non les personnes morales), il demeure entendu que, pour les Sociétés commerciales, industrielles ou financières fondées sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autorisation de leur établissement et le contrôle de leur fonctionnement sur le territoire de l'autre Partie restent réservées aux dispositions des lois respectives.

Il est également entendu à cet égard que le bénéfice de toute faveur qui serait concédée dans l'avenir par une des Parties contractantes à une tierce Puissance pourrait être invoquée par l'autre Partie, sous condition de réciprocité.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, etc.

Signé : Gr.-J. GHICA.

Berlin, le 16 octobre 1893.

Monsieur le Ministre,

En vous accusant réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser, sous la date d'hier, concernant le traité de commerce négocié entre l'Allemagne et la Roumanie, je m'empresse de prendre acte, au nom de mon Gouvernement, des réserves contenues dans ladite lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

Signé : Baron DE MARSCHALL.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES.

ITALIE — SUISSE

DIFFÉREND RELATIF AU MODE DE PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE

Documents Diplomatiques⁽¹⁾

Note verbale de la Légation de Suisse au Ministère des Affaires étrangères, à Rome.

(Traduction.)

Rome, le 5 octobre 1893.

Eu prévision de l'éventualité de la perception des droits de douane en or, à l'entrée en Italie, la Légation de Suisse auprès de S. M. le Roi d'Italie est chargée par son Gouvernement de présenter à S. E. le Ministre des Affaires étrangères les observations suivantes :

Le Gouvernement fédéral est d'avis que cette exigence serait en contradiction formelle avec notre traité de commerce, comme aussi avec la Convention monétaire. Le premier stipule en effet le paiement des droits en « lires », c'est-à-dire en monnaie métallique d'argent et la seconde, dans ses articles 3 et 6, prescrit l'acceptation des écus de 5 francs en nombre illimité et celle des monnaies divisionnaires jusqu'à concurrence d'une somme de 100 francs.

Si même l'Italie se bornait à exiger ou bien un agio, en cas d'acquittement des droits en papier, ou bien le paiement en argent, cette exigence causerait sans droit un dommage considérable à l'exportation suisse.

Une semblable mesure serait en outre en contradiction avec l'obligation imposée par la loi au Gouvernement italien d'échanger, aussi longtemps que le cours forcé n'existe pas en Italie, les billets émis par lui, en monnaie métallique, au porteur et à vue, obligation qui est inscrite sur les billets eux-mêmes. Cette mesure pourrait exercer une influence défavorable sur les résultats de la Conférence monétaire qui va se réunir.

La hausse de l'agio de 2 à 3 0/0 jusqu'à 12 et 13 0/0 a amené une réduc-

(1) Documents publiés par le Conseil fédéral.

tion préjudiciable de la valeur des factures des exportateurs suisses en Italie et constitue une modification des bases du traité de commerce.

La situation monétaire de l'Italie a fait perdre à la Suisse la plupart des avantages de ce traité, tandis que l'industrie italienne tire de cet état de choses des profits analogues à ceux que lui procurerait une majoration de droits, et que l'importation en Suisse de produits italiens est favorisée de toutes manières par les conditions du marché qui sont invariablement restées favorables dans ce dernier pays.

Cette inégalité de traitement s'accrèterait encore du moment où nos exportateurs ne pourraient plus acquitter les droits en papier-monnaie qu'avec augmentation de l'agio, tandis que nos factures continueraient à être réglées en billets.

C'est ainsi que, par exemple, un envoi de 100 kilogrammes de tissus de coton imprimés d'une valeur de 700 francs subit actuellement une perte de 64 fr. 80, soit :

12 0/0 de perte sur le prix de facture.	fr. 84.
dont il faut déduire 12 0/0 de prime au change sur le montant du droit d'entrée	19 20
	fr. 64,80

En exigeant le règlement en or, ou en billets avec augmentation de l'agio, le déficit sur le montant de la facture serait de 84 fr., c'est-à-dire de plus du double de la réduction de 40 fr environ qui nous avait été accordée dans le nouveau traité de commerce sur le droit d'entrée à payer par cette sorte de marchandise.

Il ne serait pas possible à la Suisse d'assister impunie à une atteinte aussi préjudiciable à ses intérêts et elle se verrait forcée de recourir à des mesures propres à les sauvegarder.

Le Gouvernement italien devrait d'ailleurs se rendre compte, dans l'intérêt même du siège italien, que tout obstacle mis à l'importation de produits dont le pays n'a pas absolument besoin, entraîne une diminution de cette importation et que, par conséquent, la plus-value qu'on attend des mesures projetées ou bien ne se produirait pas, ou bien ne serait obtenu que dans une faible proportion.

Le Conseil fédéral exprime l'espoir que le Gouvernement royal renoncera définitivement au projet d'exiger le paiement des taxes douanières en or, mesure qui menacerait de porter une grave atteinte aux rapports entre les deux pays, sans donner les résultats avantageux qu'on en espère.

Note verbale du Ministère des Affaires étrangères, à Rome, à la Légation de Suisse.

(*Traduction.*)

Rome, le 16 octobre 1893.

La Note verbale de la Légation suisse en date du 5 octobre 1893, relative à une décision éventuelle du Gouvernement italien obligeant à acquitter en espèces métalliques les droits de douane, renferme des considérations de deux sortes :

D'une part, on voudrait démontrer qu'une semblable obligation est contraire aux prescriptions du traité de commerce et de la convention monétaire en vigueur.

L'autre part, on insiste sur l'aggravation qui en résulterait pour les importateurs suisses et sur le fait que (comme on l'affirme) l'augmentation de droits qui en serait la conséquence restreindrait la consommation, annulant, de la sorte, ou du moins réduisant, dans une forte mesure, les avantages que le fisc italien espère en retirer.

Eu ce qui concerne ces deux considérations, il ne paraît pas très opportun de s'engager dans une discussion d'ordre purement économique. Cette matière est du reste sujette à controverse ; on pourrait faire remarquer en effet que, loin de troubler la proportion existant entre les droits de douane et le prix de la marchandise, proportion qui forme l'essence des tarifs conventionnels, le paiement des droits en espèces métalliques la maintient sans changement, tandis que l'introduction du paiement en valeur de papier aurait, au contraire, pour effet de la diminuer.

En tout cas, en s'abstenant de considérer la question à ce point de vue qui, du reste, échappe à toute discussion diplomatique, et en s'en tenant aux considérations de nature purement juridique contenues dans la Note verbale de la Légation suisse, il est facile de démontrer que les objections qui y sont formulées ne reposent sur aucun fondement.

Si la Légation suisse croit voir dans la mesure à laquelle elle fait allusion une violation du traité de commerce, dans lequel les droits sont exprimés en lires et de la convention monétaire qui, dans ses articles 3 et 6, dispose que les pièces d'argent de 1 franc et les monnaies divisionnaires d'argent seront acceptées, les premières, sans limitation de quantité, les secondes jusqu'à concurrence de 100 francs, c'est uniquement parce qu'elle part de la supposition erronée que le Gouvernement italien songe à imposer l'obligation d'acquitter les droits exclusivement en or. Or, une semblable intention n'a jamais existé.

La mesure actuellement à l'étude consisterait seulement à donner plein effet à la loi du 7 avril 1881, n° 183, dont l'article 14 dispose que les droits de douane doivent être payés en valeur métallique, c'est-à-dire en or, en écus d'argent et en monnaies divisionnaires, ces dernières jusqu'à concurrence de 100 francs, pour chaque paiement. Cette disposition n'a jamais été abrogée par aucune loi, ni par un décret royal. Elle ne fait du reste que continuer le régime inauguré par la loi du 14 juillet 1866. Seulement, un acte d'administration intérieure, révocable en tout temps, a admis depuis un certain temps, à titre d'exception, et non d'une façon permanente, ni pour toutes les denrées, que les droits d'entrée seraient aussi payables en papier. C'est là une exception que l'on ne peut invoquer comme règle et qui ne constitue aucun engagement de la part du Gouvernement.

Ainsi, la loi de 1881 est encore en vigueur aujourd'hui et n'a jamais cessé de l'être. C'est, dans le présent débat, une circonstance décisive, car c'est sous l'empire de cette loi qu'ont été conclus les traités actuellement en vigueur avec la Suisse, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Une application plus stricte de la loi elle-même ne peut donc en aucune façon contraindre au texte ou à l'esprit de ces traités.

Note verbale remise par la Légation de Suisse au Ministère des Affaires étrangères, à Rome, le 30 octobre 1893.

(*Texte original.*)

D'après le discours-programme que le Président du Conseil des Minis-

tres du Royaume d'Italie a prononcé à Dronero, il y a lieu de s'attendre à ce que le Gouvernement royal décidera prochainement que les droits de douane devront être payés en valeurs métalliques ou que les paiements en papier seront soumis à un agio.

Le Conseil fédéral se voit en conséquence engagé à faire remarquer au Gouvernement royal qu'une telle décision ne serait pas compatible avec le traité de commerce italo-suisse de 1892, par la raison qu'avant et pendant les négociations, ainsi que depuis la conclusion du traité, le papier-monnaie existait de fait en Italie et que les droits d'entrée dans ce pays pouvaient être payés en papier. On a donc entendu par là, nécessairement, que les droits fixés par le traité pourraient être payés en lire-papier aussi longtemps que le papier-monnaie existera en Italie. En effet, si le paiement en monnaie métallique ou si une surtaxe à titre d'agio sur le papier étaient décrétés, ces droits seraient en réalité augmentés de 12 0/0.

Dans ces circonstances, et pour le cas où la mesure dont il est question serait adoptée par l'Italie, le Conseil fédéral doit de son côté se réserver la liberté de prendre toutes dispositions qu'il jugerait utiles.

Note verbale remise par la Légation de Suisse au Ministère des Affaires étrangères, à Rome, le 27 novembre 1893.

(*Texte original.*)

Par Notes verbales des 5 et 28 octobre écoulé, le Conseil fédéral a eu l'honneur d'attirer l'attention du Gouvernement royal sur le préjudice qui serait causé au commerce et à l'industrie suisses s'il était donné suite au projet d'exiger le paiement des droits de douane en valeurs métalliques, à l'entrée en Italie, et il lui a fait connaître en même temps les motifs qui engageaient le Conseil fédéral à considérer une telle mesure comme incompatible avec la saine interprétation du traité de commerce conclu entre les deux pays le 19 avril 1892.

Dans sa réponse, le Gouvernement royal a bien voulu faire part au Conseil fédéral des motifs contraires qui l'ont guidé, et depuis lors la mesure a été prise et mise à exécution.

Ce fait et les réclamations qui lui sont parvenues de toutes parts ont engagé le Conseil fédéral à soumettre la question à un nouvel examen approfondi, dont le résultat a été de fortifier encore le Conseil fédéral dans sa conviction que la mesure dont il s'agit est, en équité aussi bien qu'en droit, contraire au traité conclu en 1892.

En effet, le but de ce traité, d'une manière générale et ainsi que le porte son préambule, est d'améliorer et d'étendre les relations commerciales des deux pays ; c'est en vue d'atteindre ce résultat et tout spécialement pour donner au commerce la base solide et certaine qui lui est nécessaire que le traité a fixé le taux minimum des droits de douane qui, pendant toute la durée de la convention, ne saurait être dépassé.

Il s'en suit qu'à partir de l'entrée en vigueur du traité, aucun des deux pays contractants ne saurait être en droit de prendre unilatéralement des mesures qui, d'une manière directe ou indirecte, auraient pour conséquence de majorer les taxes convenues et de porter une grave atteinte au principe ci-dessus rappelé.

Or, ce qui de fait existait à ce moment, c'était la faculté pour l'importateur d'acquitter à volonté les droits en espèces ou en billets acceptés à leur valeur nominale, conformément au décret du 1^{er} mars 1883 et au

télégramme du Trésor du 18 octobre 1891. Cependant le point principal était qu'à cette époque l'Etat, se conformant encore à la loi de 1881 sur l'abolition du cours forcé, opérait régulièrement l'échange à vue et au pair desdits billets contre du numéraire. Dans ces conditions, les billets, de par la nature des choses, représentaient la même valeur que le métal, ou à très peu près, et, par conséquent, au point de vue du paiement des droits, il était indifférent pour l'importateur que le versement s'effectuât en métal ou en papier. C'est donc et uniquement l'observation stricte de la loi de 1881, dans sa disposition principale prescrivant l'échange en tout temps des billets créés par ladite loi, qui marquait la situation de laquelle est émané le traité de 1892.

Aujourd'hui cette situation se trouve complètement renversée. Par suite de la pénurie de métal, l'Etat n'est plus en mesure d'échanger les billets d'une façon normale et de satisfaire par là à son obligation. De cette circonstance est découlée tout naturellement une dépréciation considérable de ces billets, lesquels, à l'heure actuelle, ne valent plus que le 85 % environ de leur montant nominal.

Ces deux ordres de faits, rapprochés, conduisent à la constatation d'un état absolument abnormal, selon lequel le Gouvernement, dérogant à la disposition essentielle et primordiale de la loi, ne s'attache à l'exécution de celle-ci que dans la partie la moins importante et d'ordre secondaire.

Dans ces conditions, l'obligation imposée à l'importateur de payer en métal ou d'acheter avec ses billets des certificats de banque, soumis à l'agio, revient à dire qu'en réalité les droits fixés au traité sont augmentés dans la proportion du montant de l'agio.

En conséquence de ce qui précède, le Conseil fédéral est amené à déclarer qu'il tient la mesure dont il s'agit comme contraire au traité et il aime à espérer qu'après un nouvel examen exercé spécialement au point de vue du traité de commerce, le Gouvernement royal reconnaîtra la justesse des raisons invoquées par le Conseil fédéral en vue du retrait du décret du 8 novembre courant.

Si, contre cette attente, le Gouvernement royal persistait dans l'interprétation donnée par sa Note du 16 octobre et croyait devoir maintenir le décret, il resterait au Conseil fédéral, après ces essais infructueux d'un règlement de la question par la voie diplomatique, à en rechercher la solution prompte et amiable par le moyen de l'arbitrage prévu à l'article 14 du traité de commerce.

Dans cette éventualité et en conservant la vive espérance de ne la voir point se présenter, le Conseil fédéral propose dès à présent au Gouvernement royal de soumettre le différend à un arbitrage.

Il prend la liberté d'ajouter qu'en raison de la nature de la contestation, de son caractère purement économique et du fait que, dans une mesure plus ou moins considérable, l'intérêt de la plupart des pays s'y trouve engagé, il paraîtrait préférable de conférer la mission d'arbitres à une ou plusieurs personnalités scientifiques éminentes plutôt qu'à des gouvernements, sans toutefois qu'il y ait, dans cette indication, rien qui ressemble à une condition posée.

Le Conseil fédéral serait reconnaissant au Gouvernement du Roi de vouloir bien, si la réponse à la réclamation contre le décret du 8 novembre devait être négative, lui faire connaître en même temps sa manière de voir et son désir au sujet de la constitution de l'arbitrage.

Note du Ministère des Affaires étrangères, à Rome, à la Légation de Suisse.

(*Texte original*)

Rome, le 30 janvier 1894.

En conformité à l'engagement pris, je m'empresse de vous informer que mes honorables collègues compétents sont tous d'accord dans l'avis qu'il n'y a pas lieu à revenir sur la décision sanctionnée par le décret royal du 8 novembre dernier au sujet du paiement des droits de douane en monnaie métallique, cette mesure n'étant nullement en opposition avec la lettre ou l'esprit de nos traités de commerce.

Je me réserve de vous exposer, en détail, comme complément de la note verbale du 16 octobre dernier, les raisons sur lesquelles cette résolution repose.

Pour ce qui a trait à la solution du différend par la voie de l'arbitrage, je ne pourrais pas encore vous donner une réponse définitive, attendu qu'il s'agit d'une question touchant, indirectement, à des faits d'ordre intérieur, ce qui comporte un examen très attentif de la part du Gouvernement royal.

Sous-Secrétaire d'Etat :
P. ANTONELLI.

Note du Ministère des Affaires étrangères, à Rome, à la Légation de Suisse.

(*Texte original*.)

Rome, le 4 février 1894.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, un aide-mémoire, où se trouvent développés, en adjonction à la note verbale du 16 octobre 1893 et en réponse à la communication qu'il vous a plu de me faire le 27 novembre dernier, tous les motifs témoignant de la parfaite légalité, même vis-à-vis de la Suisse, du décret royal en date du 8 novembre 1893, portant l'obligation du paiement des droits de douane en monnaie métallique.

Je vous prie de vouloir bien appeler l'attention du Gouvernement fédéral sur ces éclaircissements, que le Gouvernement du Roi regarde comme étant de nature à exclure entièrement tout recours à des moyens de solution inadmissibles dans une question d'ordre intérieur.

A. BLANC.

ANNEXE A LA NOTE PRÉCÉDENTE.

Aide-Mémoire.

(*Traduction.*)

Par sa Note, communiquée par la Légation de Suisse le 27 novembre dernier, le Gouvernement fédéral tend à prouver que le décret du 8 novembre 1893, n° 604, par lequel ont été mises en vigueur les dispositions de la loi du 7 avril 1881, n° 133, est contraire au traité signé à Zurich le 19 avril 1892.

En substance, la réclamation soulevée par le Gouvernement suisse se base sur le fait que ledit décret aurait pour conséquence d'augmenter le taux des droits d'entrée, tandis que le but des traités est de fixer ces derniers en chiffres qui ne sauraient être majorés. Il est rappelé dans ladite Note que, lors de

la signature du dernier traité de commerce, les droits d'importation étaient aussi payés en billets, soit en vertu d'une disposition d'un décret royal du mois de mars 1883, soit en vertu d'instructions administratives du mois d'octobre 1891, dispositions et instructions qui, suivant la Note précitée, seraient liées à l'observation de la loi de 1881 en ce qui concerne l'échange des billets en espèces métalliques, échange qui, en devenant impossible, a produit une dépréciation considérable de ces billets au détriment des importateurs.

Quel que soit le jugement qu'on veuille porter sur les causes et les effets du décret royal du 8 novembre, il est certain que les observations du Gouvernement helvétique ne peuvent être accueillies ni en droit, ni au point de vue de l'équité.

En premier lieu, les Conventions commerciales internationales ont pour base un tarif exprimé en monnaie et non en titres représentatifs de la monnaie sujets à des variations de valeur. Or, la monnaie nationale n'est point le billet d'Etat, ni le billet de banque, dont la valeur peut varier suivant les conditions générales et spéciales du crédit, mais bien les espèces d'or et d'argent, prévues par la loi de 1862 sur l'nnification monétaire et par les Conventions monétaires internationales que la Suisse a signées également.

Les tarifs des droits d'importation annexés aux traités de commerce ne peuvent se rapporter qu'à la monnaie prévue par notre système monétaire, puisqu'ils ne renferment aucune disposition contraire. Une semblable stipulation existe par contre dans le traité de commerce en vigueur entre l'Autriche-Hongrie et la Suisse, lequel, comme du reste tous les autres traités conclus par cet empire, indique expressément dans le tarif des droits à l'entrée en Autriche-Hongrie, que le paiement doit en être fait en *florins d'or*, tandis que la valeur et l'étalon monétaires de la monarchie danubienne étaient, lors de la signature du traité, le *florin d'argent*.

Il n'est point admissible que les traités de commerce établissent facilement le paiement des droits en une valeur autre que la monnaie légale et encore moins en valeur de papier exposée à des variations de prix parfois très rapides et considérables, tandis que l'avantage principal des traités de commerce consiste dans la fixité du taux des droits d'entrée.

Il est à observer en outre que si le droit de douane, pour des raisons d'ordre économique, doit être proportionné à la valeur des marchandises importées de l'étranger, cette valeur étant exprimée en or ou en argent assimilé à l'or, le droit correspondant en question ne peut être payé en papier déprécié, puisque le rapport prévu au moment de la stipulation des traités entre la marchandise et le droit de douane respectif en serait gravement altéré au préjudice du travail national.

D'autre part, la loi du 7 avril 1881, qui a confirmé l'état de fait précédent quant au paiement des droits de douane, n'a jamais été révoquée ; c'est précisément cette loi qui a confirmé l'obligation du paiement des droits d'entrée en espèces métalliques, tout en pourvoyant aux moyens d'abolir le cours forcé du papier-monnaie.

Le décret en question est précisément conforme, dans sa partie essentielle, aux dispositions de cette loi, laquelle, il est bon de le répéter, pourvoyait à l'échange des billets et ordonnait en même temps l'obligation du paiement des droits de douane en métal. Le décret du 1^{er} mars 1883 et spécialement les instructions du mois d'octobre 1891, mentionnées dans la Note suisse, sont des actes de législation purement interne, toujours révocables, à l'égard desquels une discussion est inadmissible.

En outre, les instructions administratives de 1891, admettant par exception le paiement des droits de douane pour la moitié en billets de banque, contenaient la déclaration qu'elles étaient révocables en tout temps.

Une discussion avec une puissance étrangère au sujet du régime de notre circulation de papier-monnaie et de la politique dite du change serait encore moins admissible. En concluant des traités de commerce, on n'a jamais songé à restreindre la liberté d'un Etat à cet égard, et personne n'a jamais consenti

à cette restriction ; on ne peut donc pas prétendre que les conditions de la circulation qui sont dues à des faits indépendants de la volonté de chacun, puissent servir de prétexte pour forcer un pays à percevoir les droits de douane en valeurs dépréciées et à réduire, par là même, les recettes effectives du trésor public et à abaisser les droits de douane.

D'ailleurs, au mois d'avril 1892, lorsque le traité de Zurich fut signé, le change à vue sur la France était déjà coté dans les bourses italiennes à 4 00. Ce nonobstant, le Gouvernement helvétique n'a cherché d'aucune manière à se prémunir contre l'éventualité de la révocation, je ne dirai pas des dispositions données par la voie administrative en 1891, mais pas même des dispositions contenues dans l'art. 10 du décret du 1^{er} mars 1883 concernant les billets de l'Etat. C'est qu'en effet, comme on l'a dit plus haut, les droits de douane ne sont pas fixés en papier, mais en valeur effective et, pour nous, nous le répétons, la valeur effective est celle prévue par la Convention latine du 6 novembre 1883.

C'est dans cet ordre d'idées que la Commission permanente pour l'abolition du cours forcé et le Bureau Central du Sénat se sont déjà prononcés.

Note remise par la Légation de Suisse au Ministère des Affaires étrangères à Rome.

(Texte original.)

Rome, le 8 mars 1894.

Par Notes du 30 janvier et du 4 février écoulés, vous avez bien voulu m'informer, en réponse à la Note du Conseil fédéral du 25 novembre, que vos honorés collègues des ministères compétents sont tous à l'avis qu'il n'y a pas lieu de revenir sur la décision sanctionnée par le décret royal du 8 novembre 1893 concernant le paiement des droits de douane en valeur métallique et que les éclaircissements contenus dans l'aide-mémoire joint à la Note du 4 février, sont regardés par le Gouvernement royal comme étant de nature à faire exclure tout recours à l'arbitrage que le Conseil fédéral a proposé en seconde ligne, comme un moyen de résoudre le différend à l'amiable, si sa réclamation n'était pas reconnue fondée par le Gouvernement royal.

Le Conseil fédéral a pris connaissance avec regret de ce résultat négatif des efforts qu'il a faits jusqu'à présent pour régler la question par la voie diplomatique. Dès lors, et en vue d'arriver à une prompte solution, il croit pouvoir insister sur sa demande de l'arbitrage prévu à l'article 14 du traité de commerce, pour le cas où « les questions concernant l'interprétation et l'application du traité ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique ».

Le Conseil fédéral estime, en effet, que chacune des parties contractantes est tenue de consentir à l'arbitrage, sur la demande qui en est faite par l'autre, après avoir tenté en vain d'aplanir la difficulté, au moyen d'une entente directe, et, bien entendu, sous la réserve admise par les juristes consultés du droit public, que c'est aux arbitres eux-mêmes qu'il appartiendra de statuer préjudiciablement, en cas de désaccord entre les Etats, sur la question de savoir si le différend ou tel de ses points doit être soumis à l'arbitrage.

Il est certain que s'il venait à dépendre de la seule volonté de l'un des contractants, d'en empêcher la constitution du tribunal d'arbitres, celui d'entre eux qui s'attribuerait une telle prérogative pourrait, à son gré, prendre toutes les mesures qu'il jugerait utiles à son intérêt, sans tenir compte de

leur concordance avec les traités, ni des motifs invoqués par l'autre partie, et sauf en cas de réclamation, à se retrancher derrière son interprétation souveraine. Il se rendrait ainsi le maître de la situation ; en même temps, la clause d'arbitrage, qui a été inscrite au traité sur la proposition de l'Italie, perdrat toute utilité pratique et deviendrait une pure lettre morte. Ce n'est certainement pas là le but qu'ont voulu ni pu vouloir poursuivre l'un et l'autre des deux pays.

A un autre point de vue, le Gouvernement royal fait observer que la mesure critiquée est d'ordre intérieur et, par suite, il déclare qu'elle ne saurait ni être soumise à la discussion d'un autre Etat, ni faire l'objet d'un jugement arbitral. Le Conseil fédéral pense au contraire qu'il s'agit ici, à l'évidence, d'une question intimement liée au traité de commerce, à son interprétation et à son application et que, sur le vu des motifs sérieux qui sont invoqués, il ne saurait vraiment appartenir au Gouvernement royal de prononcer seul sur le caractère et la portée d'une semblable mesure.

Pour préciser l'état de la controverse dans la phase actuelle, on peut résumer comme suit, les motifs invoqués de part et d'autre, pour et contre le décret du 8 novembre 1893.

A. Le Gouvernement royal :

1^o Le décret est conforme à la loi de 1881 sur l'abolition du cours forcé qui prescrit le paiement des droits en espèces métalliques.

2^o Le décret ne porte aucune atteinte au traité de commerce ; il est d'ordre intérieur et ne se prête pas à la discussion par un autre Etat. En concluant des conventions commerciales, on n'a jamais pu songer à restreindre la liberté de l'une des parties, en ce qui concerne le régime de la circulation de son papier-monnaie et sa politique du change. Lors des négociations, le Gouvernement helvétique n'a du reste pas cherché à se prémunir contre l'éventualité de la révocation des dispositions administratives de 1891 et du décret du 1^{er} mars 1883 qui permettaient le paiement des droits en papier.

3^o D'une manière générale, les traités de commerce ont pour base un tarif exprimé en monnaie métallique et non en titres représentatifs de la monnaie ; dès lors le tarif conventionnel ne peut se rattacher, pour l'Italie, qu'à la monnaie nationale, c'est-à-dire à celle qui est instituée par le système monétaire de ce pays ; en d'autres termes, il n'est point admissible qu'à défaut de stipulation expresse, les traités de commerce établissent tacitement le paiement des droits en une valeur autre que la monnaie légale. Celle-ci n'est point le billet d'Etat ni le billet de banque, mais consiste dans les seules espèces d'or et d'argent, aux termes de la loi de 1862 et des conventions monétaires internationales.

4^o La valeur des marchandises importées étant exprimée en or ou en argent, le droit de douane doit être payé en de telles espèces et ne peut pas être acquitté en papier déprécié ; sinon, le rapport prévu au moment de la négociation du traité, entre la marchandise et le taux du tarif, en serait gravement altéré.

B. Le Conseil fédéral :

1^o La loi de 1881 établit expressément, par son article 14, l'alternative

du paiement des droits en espèces métalliques ou en billets d'Etat ; par conséquent, le décret du 8 novembre, qui prescrit l'acquittement en métal seulement ou en billets avec une surtaxe d'agio, est en contradiction avec la loi, ainsi que la Cour des comptes de Rome l'a également constaté.

2° Ledit décret est en connexité intime avec le traité de commerce et d'autre part, en contradiction profonde avec cet acte international.

Il faut constater d'abord que la législation italienne en vigueur lors de la conclusion du traité et de sa ratification donnait aux billets d'Etat le cours légal, mais qu'en même temps, ces derniers étaient reçus en paiement des droits de douane, au pair. Ces conditions, acceptées tacitement et *bona fide* par la Suisse, ont donc servi de base à la stipulation du maximum des droits qui pourraient être perçus à l'entrée en Italie. Or, le décret du 8 novembre a modifié unilatéralement ces conditions au préjudice de la Suisse ; il a fait suspendre l'acceptation, par les douanes, des billets au pair, sans altérer toutefois la nature de ceux-ci et en leur conservant, point essentiel, le pouvoir libératoire inhérent au cours légal.

A partir du moment où la douane a refusé d'accepter les billets au pair, le cours légal est devenu onéreux pour les importateurs, débiteurs de droits d'entrée ; en effet, l'importateur italien est tenu de recevoir du Trésor, comme tout détenteur, les billets d'Etat au pair, mais en vertu dudit décret, il se voit obligé de verser, en outre, le montant de l'agio, lorsqu'il paie la douane avec ce même papier. Il est évident que cette mesure équivaut à une augmentation correspondante des droits fixés au traité et variant avec l'agio ; elle rend l'approvisionnement en Suisse plus coûteux à l'importateur italien et l'engage naturellement à favoriser la production indigène au désavantage du fournisseur suisse qui voit les concessions du traité devenir en partie illusoires.

Ces considérations démontrent, contrairement au point de vue du Gouvernement royal, qu'il existe un rapport étroit entre les taux des droits d'entrée conventionnels et la monnaie en laquelle ils doivent être payés ; elles prouvent aussi qu'ensuite du décret du 8 novembre, ce rapport, tel qu'il existait le 19 avril 1892, au moment de la conclusion du traité de commerce, se trouve altéré au détriment des intérêts suisses. Or, il ne saurait être admis qu'une pareille modification puisse être introduite du fait de l'un des deux pays, sans compensation préalablement débattue pour le préjudice causé à l'autre partie. Si le Gouvernement royal avait voulu se réservé sa liberté à cet égard, il aurait dû réclamer l'insertion d'une clause particulière, analogue à celle qui figure aux traités de commerce de l'Autriche-Hongrie, lesquels stipulent expressément le paiement des droits en florins d'or, alors que le florin d'argent est à la base du système monétaire de ce pays. Ainsi, l'exemple de l'Autriche-Hongrie cité dans l'aide-mémoire à l'appui de l'argumentation italienne, vient au contraire la combattre.

Si donc il est démontré qu'en l'absence de stipulation contraire, les modalités de paiement qui servaient de base à la fixation des droits d'entrée ne peuvent être modifiées, pendant la durée du traité, d'une manière préjudiciable à l'autre partie, sans entente avec elle, il faut aussi reconnaître qu'on ne peut pas davantage lui faire un grief de ne s'être pas, dans sa bonne foi, expressément prémunie contre l'éventualité d'un changement dans ses modalités.

3° Si, comme il est allégué, le mot « lires », inscrit dans la rubrique

des droits à l'entrée en Italie, ne peut désigner que la monnaie légale italienne, il faut admettre également que cette expression doit comprendre non seulement les espèces d'or et d'argent créées par la loi fondamentale de 1866, et reconnues par les conventions monétaires internationales, mais encore les billets d'Etat de 5 et de 10 lires, créés en application de la loi de 1881 sur l'abolition du cours forcé et payables à vue et au porteur, comme aussi les billets de banque, auxquels la loi sur les banques du 10 août 1893 a également donné cours légal. C'est cette attribution du cours légal, jointe à la promesse de remboursement à vue, qui fait entrer les billets dans le système monétaire italien et les range sous la dénomination de « lires ». Du reste, ces billets constituent presque la seule monnaie qui circule aujourd'hui dans le royaume et ils revêtent à ce point le caractère de monnaie nationale exigé par le Gouvernement royal pour les paiements en douane, qu'ils sont appelés couramment « lires italiennes », pour les distinguer des « lires » de métal qui ont à peu près disparu.

4^e Contrairement à ce que paraît admettre le Gouvernement royal, il n'est pas toujours possible à l'exportateur de facturer en lires métal les marchandises, ou d'en augmenter le prix en proportion de l'agio ; il peut en résulter un préjudice pour leur écoulement, en sorte qu'elles sont très souvent payées en papier, au détriment de l'exportateur. On ne saurait donc, d'une manière générale, parler d'un écart entre la valeur de la marchandise et le montant des droits de douane, si ces derniers sont acquittés autrement qu'en numéraire.

* * *

Qu'il soit permis d'ajouter à ce résumé une observation visant l'allusion faite à l'*Union latine*. Le Gouvernement royal allègue que les droits de douane ne sont pas fixés en papier, mais bien en valeur effective et que celle-ci consiste dans les monnaies d'or et d'argent prévues par la Convention latine, dont font partie l'Italie et la Suisse. Sur ce point il faut relever que l'Italie, grâce à ses dispositions sur les billets d'Etat et de banque, n'en a pas moins institué une sorte de papier-monnaie. Elle a donné à ces billets, qui sont payables à vue, le cours légal, tout comme aux monnaies métal du système de l'Union et les a assimilés par le fait, aux valeurs d'or et d'argent. A la conférence monétaire de 1885, la délégation suisse a exprimé le vœu d'un retrait, au moins partiel, des billets d'Etat de 5 et de 10 lires dont la création a facilité l'émigration des pièces italiennes dépréciées de 5 lires, dans le territoire des Etats co-signataires et par là, contrevenu à l'esprit de cette convention. L'observation ayant été renouvelée dans une récente conférence monétaire le 10 décembre 1892 à Bruxelles, la délégation italienne a affirmé qu' « au point de vue international « lesdits billets représentent un dépôt d'argent et que, si le Gouvernement « de l'Italie n'est pas disposé à donner son assentiment immédiat au « retrait des petites coupures, ce n'est certainement pas pour s'éloigner « d'une politique monétaire qui a toujours été si sympathique au pays, et « qui vise à la réalisation du but élevé que la Conférence s'est proposé « d'atteindre . »

L'Italie a entendu justifier de cette manière le maintien de ses billets dans la circulation. Aujourd'hui et alors que rien n'a changé dans la nature de ces billets, il semble qu'il règne quelque contradiction entre le langage qui précède et les déclarations figurant dans la Note, aux termes desquel-

les ces mêmes billets ne seraient plus qu'une valeur dépréciée et impropre à l'acquittement des droits à l'entrée du pays.

* * *

De toutes les considérations qui précèdent, il semble nettement ressortir que le décret du 8 novembre est contraire au traité de commerce italo-suisse.

En droit comme en équité, convaincu de la justesse de ses réclamations autant que de l'erreur de l'argumentation qui lui est opposée, le Conseil fédéral, au nom de l'intérêt commun et supérieur de deux nations amies, persiste à voir la bonne solution du différend qui s'est élevé entre elles, dans le jugement, quel qu'il soit, d'arbitres impartiaux.

Il veut croire fermement que la communication qu'il attend de l'obligance du Gouvernement royal lui apportera la preuve de la fidélité à la noble idée que l'Italie, plus que tout autre pays, a contribué à introduire dans les traités internationaux, et permettra qu'il soit procédé à la constitution de l'arbitrage.

Note du Ministère des Affaires étrangères, à Rome, à la Légation de Suisse.

(Texte original.)

Rome, le 8 mai 1891.

Me référant à la note qu'il vous a plu de m'adresser le 8 mars dernier, au sujet de la question du paiement des droits de douane en monnaie métallique, j'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, deux exemplaires d'un mémoire, répondant sur tous les points aux remarques du haut Conseil fédéral que vous avez bien voulu me communiquer.

Je me flatte que les considérations qui y sont développées seront suffisantes à faire admettre par le Gouvernement fédéral le bien fondé de nos raisons et qu'il ne voudra pas, par conséquent, insister davantage sur la question de l'arbitrage.

BLANC.

ANNEXE A LA NOTE PRÉCÉDENTE.

(Traduction.)

Rome, 25 avril 1894.

1° Le Conseil fédéral affirme que l'article 14 de la loi du 7 avril 1881, n° 133, permet expressément de payer les droits en espèces métalliques ou en billets d'Etat. Cela est inexact.

Le Conseil fédéral confond les billets d'Etat avec les billets de l'ancien consortium des banques d'émission. L'article 14 précité ne vise que ces derniers. Ils devaient être retirés de la circulation et équivalaient, par conséquent, pour le trésor, intéressé à les en faire disparaître au plus vite, aux espèces métalliques avec lesquelles ils devaient être rachetés. Le décret du 8 novembre 1893 n'est pas en contradiction avec la loi précitée de 1881, il en fait même mention expresse et, s'il parle seulement de valeur métallique et non de billets du consortium, c'est qu'il n'en existe presque plus dans la circulation italienne.

Il est inexact de prétendre, comme le fait le Conseil fédéral, que la Cour des comptes ait déclaré le décret du 8 novembre en contradiction avec la loi de 1881, par le motif que celle-ci permettait d'acquitter les droits en espèces métalliques ou en billets d'Etat. La Cour n'a pu constater une contradiction

qui n'existaient pas, attendu que le décret royal de 1893 n'a pas touché aux dispositions de la loi, mais a annulé implicitement une disposition insérée en 1883 dans un autre décret royal. Et en effet, dans ses considérants du 10 novembre 1893, la Cour distingue entre la constatation de fait relative aux dispositions concernant le mode de paiement des droits d'entrée, argument du premier *considérant*, et la constatation de ce qu'elle a cru devoir envisager comme une dérogation à la loi sur les banques du 10 août 1893, argument du second *considérant*. C'est seulement cette dernière partie qui, à tort ou à raison, attendu que l'argument est discutable (ainsi qu'il résulte du rapport publié par l'office central du Sénat), a pu fournir à la Cour le motif de la réserve formulée lors de l'enregistrement du décret royal en question. Mais, à cet égard, il semble superflu de rappeler que les questions relatives à la politique en matière de banques sont absolument étrangères aux engagements contractés dans les traités de commerce en vigueur.

2^e Le Conseil fédéral remarque que, lors de la conclusion du traité de commerce du 19 avril 1892, les billets d'Etat avaient cours légal et étaient reçus au pair par les douanes, et que c'est cet état de choses qui a, par conséquent, servi de base à la fixation du maximum des droits que l'on pouvait exiger à l'entrée en Italie. Le Conseil fédéral ajoute que la défense faite aux douanes italiennes de recevoir purement et simplement ces billets au pair équivaut à une augmentation des droits fixés au traité, augmentation variant avec l'agio.

Or, à part la question préjudiciable, c'est-à-dire le fait que la législation financière italienne a toujours, soit depuis juillet 1866, distingué entre la valeur pouvant servir au paiement des droits d'entrée et celle pouvant servir au paiement de tous les autres impôts, y compris les droits de sortie ; à part le fait que la disposition insérée dans le décret du 1^{er} mars 1883 concernant l'usage des billets d'Etat pour le paiement des droits d'entrée, lorsque le papier était au pair avec l'or, ne pouvait porter atteinte au principe qui ressort clairement du texte de l'article 14 de la loi du 7 avril 1881 ; abstraction faite de ces raisons, le Gouvernement italien ne peut admettre comme le voudrait le Conseil fédéral :

a) Que le décret du 8 novembre 1893 ait modifié la mesure des droits fixés au tarif conventionnel ;

b) Qu'une semblable modification, causant un préjudice aux intérêts suisses, doit être considérée comme portant atteinte au traité et donnant lieu, par conséquent, à une compensation discutée préalablement.

La mesure des droits fixés au tarif conventionnel du 19 avril 1892 n'a pas été le moins du monde modifiée par suite du décret de novembre 1893. Bien au contraire, ce décret a rétabli l'équilibre troublé par l'élévation du change qui, après la conclusion du traité et en particulier pendant le second semestre de 1893, alors que les billets étaient reçus en paiement par les douanes, avait réduit le tarif d'un tant pour cent au détriment du trésor et de l'économie italienne.

Pendant l'hiver 1891-92, la Suisse n'a pas contracté sur la base des droits fixés dans notre tarif, réduits plus tard par suite du change de 10, 12, 15 pour cent et même davantage. La valeur des droits fixés au tarif n'était et ne pouvait être différente de celle de la monnaie italienne effective fixée par les lois monétaires. Si, contrairement aux intérêts directs du trésor, le Gouvernement italien, en acceptant pendant quelque temps des billets qui n'étaient pas au pair avec l'or et avec l'écu d'argent, a fait payer aux importateurs une somme inférieure à celle qu'ils auraient dû payer d'après le tarif conventionnel, cela ne veut pas dire qu'en ramenant les droits effectifs à la mesure réelle visée par les traités, il ait porté atteinte aux droits des autres contractants. De même que ces derniers ne peuvent bénéficier irrévocablement d'une réduction quelconque des droits d'entrée volontairement consentie et résultant d'un acte de législation interne, de même, ils ne peuvent avoir la prétention de fixer à leur avantage la réduction qui pourrait résulter de l'autorisation accordée pro

tempore de les payer au pair au moyen d'une valeur en baisse. Le décret qui a rétabli l'obligation d'acquitter les droits d'entrée en espèces métalliques n'a porté aucune atteinte aux traités de commerce. Il n'a certainement fait subir aucune augmentation aux droits fixés dans les tarifs conventionnels : il les a au contraire confirmés et rétablis en faisant disparaître la diminution factice causée par la dépréciation des signes représentatifs de la monnaie.

Rappelons encore que le régime monétaire italien a été institué par la loi organique du 24 août 1862 et a subi quelques modifications en vertu de la convention monétaire du 6 novembre 1885. Le traité de Zurich a été stipulé sous le régime monétaire suivant lequel un poids d'or vaut 15 1/2 fois le même poids d'argent et qui impose l'obligation de recevoir, indifféremment et sans s'inquiéter de la valeur intrinsèque, quatre pièces de 5 lires en argent ou une pièce de 20 lires en or. On ne peut donner à notre lire une valeur différente de celle fixée par la loi monétaire, et lorsque le terme *lire* est inscrit en tête d'un tarif, tout le monde sait ce que cela veut dire.

L'exemple de l'Autriche-Hongrie qui a expressément indiqué dans ses tarifs généraux et conventionnels que les droits doivent être acquittés en or, ne prouve rien contre nous ; il infirme plutôt la thèse soutenue par le Gouvernement fédéral ; il en serait de même de l'exemple de la Russie, si on l'invoquait. En effet, la monnaie russe légale est le rouble d'argent, de même que la monnaie légale d'Autriche-Hongrie était le florin d'argent avant la réforme dite de Steinbach. Comme donc l'unique base du système monétaire de ces deux pays est le monométalisme argent, le paiement des droits d'entrée en or constituait une exception importante et fondamentale au régime de la circulation monétaire et l'on devait, par conséquent, en faire mention expresse dans les tarifs douaniers. Par contre, aucun des tarifs italiens, généraux ou conventionnels, adoptés depuis 1861, n'indique la qualité des espèces monétaires. Il n'y avait en effet aucune raison pour agir ainsi, le régime douanier ne dérogeant pas au régime monétaire. Aussi, personne en Italie n'a-t-il réclamé et n'a-t-il été ému lorsqu'en juillet 1896, trois mois environ après avoir décrété le cours forcé du papier monnaie de la manière la plus rigoureuse, le Gouvernement a décidé que les billets ne seraient plus regus en paiement des droits d'entrée, tandis que tous les autres impôts continuaient à être payables en papier-monnaie et que les dispositions rigoureuses de la loi interdisaient de contracter en prenant pour base la valeur métallique, dispositions auxquelles il fut apporté un tempérament huit ans plus tard par la loi sur les banques de 1874, relative aux lettres de change portant expressément paiement en espèces métalliques, ainsi qu'aux dépôts en compte-court.

3° Le Conseil fédéral observe, à l'appui de sa thèse, que les billets d'Etat et ceux des banques d'émission d'Italie portent la mention qu'ils sont payables à vue en lires italiennes et qu'ils ont cours légal en vertu des dispositions de la loi.

D'après le Conseil fédéral, « cette attribution du cours légal, jointe à la promesse de remboursement à vue, fait entrer les billets dans le système monétaire italien et les range sous la dénomination de *lire* ».

Le Conseil fédéral ajoute que « ces billets constituent pour ainsi dire l'unité monnaie qui circule actuellement dans le royaume et qu'ils revêtent à ce point le caractère de la monnaie nationale exigée par le Gouvernement royal pour les paiements en douane, qu'ils sont appelés couramment « lires italiennes » pour les distinguer des lires de métal qui ont à peu près disparu ».

De telles affirmations reposent évidemment sur une connaissance inexacte de notre législation. D'abord, cours légal ne veut pas dire cours forcé, attendu que le cours légal n'exclut nullement la libre stipulation des espèces, et l'obligation de recevoir des billets tombe devant une stipulation formelle ne les admettant pas comme mode de paiement. D'autre part, la promesse de remboursement à vue des billets du Gouvernement ou de banque, qui tempère et limite l'effet du cours légal du billet et le distingue nettement du cours légal des monnaies d'or et de l'écu d'argent, non seulement ne peut être invoquée

comme une preuve que le billet fait partie du *système monétaire* italien, mais démontre au contraire, de la façon la plus claire, que le billet soumis à des règles particulières et différentes de celles relatives à la monnaie, ne fait pas partie du système monétaire.

Du reste, les billets de la banque d'Angleterre et de la banque de France ont cours légal et sont remboursables à vue, et cependant l'on n'a pas dit et l'on ne peut dire que les deux conditions dérivant de la loi sur les banques ou d'une loi spéciale rangent aussi les billets de ces deux grands établissements dans les systèmes monétaires de l'Angleterre et de la France. C'est ainsi que tombe l'argumentation du Conseil fédéral.

Si, de la perte absolue ou relative au change, on voulait tirer une conséquence absolument opposée à la précédente, cette même suspension du change et la dépréciation sensible des billets qui en résulte démontrent d'une manière irréfutable que ceux-ci ne peuvent être considérés comme de la monnaie d'or et d'argent, et que ce n'est pas sur le cours variable de billets non convertibles au pair en espèces métalliques que l'on peut établir un tarif douanier. De sorte que, comme nous l'avons déjà fait remarquer à plusieurs reprises, à aucune époque de l'histoire économique et financière de l'Italie, on n'a dévié de ce principe que les droits d'entrée doivent être considérés à part en ce qui concerne les espèces avec lesquelles ils peuvent être acquittés.

Il n'est jamais venu à l'esprit de personne en Italie de distinguer les « lires italiennes » des « lires » comme le fait le Conseil fédéral suisse. Et même si cette distinction était exacte, le Conseil fédéral aurait argumenté contre sa propre thèse, attendu qu'il n'est pas question de « lires italiennes » mais de « lires » dans le traité du 19 avril 1892. Ce traité aurait donc mentionné précisément les *lires* que le Conseil fédéral considère comme métalliques en opposition avec les *lires italiennes* qui seraient en papier.

4^e En tout cas, nous nous trouvons en présence d'une question qui doit être examinée à un point de vue bien plus élevé et bien plus général. Personne ne peut nier que le cours élevé des changes et le prix élevé de l'or n'indiquent une dépréciation correspondante dans les billets à cours légal, dépréciation qui se traduit par une diminution de leur valeur et de leur puissance d'acquisition.

Si les droits d'entrée étaient payables au pair en billets, abstraction faite de leur dépréciation, les droits se trouveraient certainement réduits dans une mesure correspondant à la prime de l'or. Par le rétablissement des droits d'entrée en espèces métalliques, l'Italie a voulu parer aux conséquences préjudiciables résultant d'une diminution artificielle des droits d'entrée qui échappe à l'action des traités de commerce. L'Italie n'a pas augmenté les droits, mais les a rétablis dans leur juste mesure telle qu'elle est fixée dans les tarifs conventionnels, non pour nuire à autrui, mais pour se soustraire aux conséquences des concessions librement consenties à une époque où les billets étaient au pair avec l'or.

La perte au change et la dépréciation du papier, phénomènes qui n'ont rien à voir avec les conventions commerciales, ne sont pas un avantage, mais un malheur pour un pays. Cet état de choses qui nous est défavorable ne peut être invoqué aujourd'hui en faveur de la Suisse, et ne l'a du reste été par aucun des autres Etats qui ont conclu des traités de commerce avec l'Italie.

Le point de vue du Conseil fédéral est erroné. Le Conseil fédéral, répétons-le encore, voudrait faire bénéficier de plein droit les exportateurs suisses en Italie des réductions sensibles des droits qui résultent actuellement de la dépréciation des signes représentatifs de la monnaie métallique. Il voudrait que l'on payât les droits avec ces derniers et que les douanes reçussent au pair, système qui n'avait été admis que temporairement en vertu d'un décret de notre administration intérieure, alors qu'il était indifférent d'encaisser les espèces métalliques ou les billets qui étaient au pair avec elles.

Le Conseil fédéral voudrait en somme considérer comme une augmentation du tarif le retour pur et simple à la véritable expression de celui-ci, afin de

demander une compensation, non pour un préjudice dont la Suisse ne souffre pas et n'a pas eu à souffrir, mais pour la privation d'un avantage dont ont joui, pendant quelque temps et indépendamment des stipulations de Zurich, les importateurs de marchandises suisses en Italie.

Il est impossible de comprendre comment, malgré les conclusions auxquelles est arrivée la science, en ce qui concerne les changes internationaux et auxquelles ont abouti les expériences faites sans idées préconçues, un Gouvernement peut affirmer que la dépréciation du papier puisse favoriser le pays dans lequel elle se produit. Du reste, quoi que l'on puisse penser à ce sujet, le Gouvernement italien est convaincu, pleinement convaincu d'avoir usé d'un droit indiscutable en ramenant le tarif conventionnel italien à sa véritable expression par son décret du 8 novembre 1893, confirmé par les décrets du 21 février et du 28 mars 1894 et soumis au Parlement pour être convertis en lois.

Note remise par la Légation de Suisse au Ministère des Affaires étrangères à Rome.

Rome, le 19 mai 1894.

Je viens de recevoir du haut Conseil fédéral la Note suisse répondant à la Note italienne du 8 mai que j'ai l'honneur de remettre ci-joint à Votre Excellence.

Comme les Chambres fédérales se réuniront le 4 juin prochain, il pourrait se faire que le Conseil fédéral, pour répondre à l'attente de l'Assemblée, soit appelé à donner la publicité aux Notes échangées jusqu'à ce moment entre les deux Gouvernements. Il est entendu que la Note que le Cabinet de Rome aura l'obligeance de lui adresser en réponse à celle-ci figurera dans cette publication si elle lui parvenait en temps utile. Si le Conseil fédéral devait en arriver là, il ne ferait que se conformer à un devoir envers l'Assemblée et il aime à croire que le Gouvernement Royal ne verra rien dans cette manière de faire qui puisse susciter des observations de sa part.

BAVIER.

NOTE ANNEXE A LA NOTE PRÉCÉDENTE.

(Texte original.)

Le Conseil fédéral a pris connaissance de la Note et du Mémoire que le Gouvernement royal a bien voulu lui adresser et qui lui sont parvenus le 11 mai.

En résumant dans sa Note du 6 mars 1894 les raisons exposées de part et d'autre, et sous réserve des observations responsiveness qu'elle pouvait appeler, le Conseil fédéral avait le sentiment qu'il ne fallait pas prolonger davantage une discussion évidemment épuisée ; il devait être difficile, en effet, d'arriver par ce moyen à l'entente de deux Gouvernements ayant à cœur de défendre des intérêts manifestement contradictoires. Le Conseil fédéral était en même temps convaincu, et l'événement le montre, que la solution désirée ne pourrait être obtenue que par l'exercice de l'arbitrage tel qu'il est prescrit à l'article 14 pour trancher les questions concernant l'interprétation et l'application du traité qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique.

Dans cette pensée, le Conseil fédéral avait cru devoir mettre l'accent sur ce moyen de solution et il se plaisait à espérer fermement que le Gouvernement italien ne manquerait pas de s'expliquer avec précision à cet égard. Il est obligé de constater que le Cabinet de Rome se borne à reprendre le fond même de la question, sans traiter, en aucun point, de la proposition d'arbitrage. Il ne saurait, dès lors, changer sa manière de voir et, sans suivre le

Gouvernement royal sur ce terrain ni dans certaines des observations du Mémoire, il continue à relever dans le décret du 8 novembre une atteinte au traité de commerce du 19 avril 1892.

Dans ces circonstances, fort d'un texte aussi clair dans son esprit et dans sa lettre et auquel il ne veut pas cesser d'avoir confiance, le Conseil fédéral, invoquant de rechef l'article 14, persiste à proposer l'arbitrage. Et, comme les Notes du 4 février et du 8 mai, non plus que leurs annexes, ne paraissent, sur ce point, contenir l'expression d'une détermination précise, le Conseil fédéral prie le Gouvernement royal de vouloir bien, en vue de la netteté de la situation pour l'avenir et quittant momentanément le débat sur le fond, lui faire connaître définitivement dans sa prochaine Note s'il accepte ou s'il croit devoir refuser de remettre à des arbitres la solution du différend.

Note du Ministère des Affaires étrangères, à Rome, à la Légation de Suisse.

(*Texte original.*)

Rome, le 30 mai 1894.

Dans la Note du Conseil fédéral que vous avez bien voulu me transmettre, en copie, le 17 de ce mois, au sujet de la question du paiement des droits de douane en monnaie métallique, est exprimé le désir de recevoir du Gouvernement du Roi une réponse définitive, exclusivement pour ce qui concerne l'acceptation de l'arbitrage pour la solution de ce différend.

À notre point de vue, le principe de l'arbitrage, que l'Italie a tant contribué à introduire dans les relations internationales, est une garantie si précieuse pour la paix et les bons rapports des Etats, qu'il doit être maintenu dans toute sa pureté, et ne point être compromis par l'objection que lui font ses adversaires, celle d'être en certains cas dangereux pour la liberté et l'indépendance de chaque peuple dans ses affaires intérieures.

Le traité du 29 avril 1892 stipule que les deux Gouvernements « connaissent de résoudre, le cas échéant, par voie d'arbitrage les questions concernant *l'interprétation et l'application du traité*, qui ne pourraient « être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique ».

Il eût été contraire à toute méthode correcte d'exclure explicitement de l'arbitrage éventuel des matières d'ordre intérieur, qui, par leur essence, ne sont pas de compétence arbitrale, et ne peuvent affecter le régime du traité que d'une façon tout à fait indirecte. Parmi ces matières, sont au plus haut degré celles relatives au régime de la circulation et des Banques, comme il a été abondamment démontré par les communications précédentes de mon collègue des Finances, transmises avec confiance, comme documents, à la Légation Helvétique.

Il ne saurait échapper à la clairvoyance du Gouvernement de la Confédération que les questions de la circulation entre Pays, déjà liés uniquement à l'égard de la frappe et de la circulation de l'or et de l'argent par les conventions constituant l'Union latine, ne sauraient sans irrégularité, et sans péril, être encore soumises, sous forme d'arbitrage, à des restrictions ; il y va de la liberté et de l'indépendance intérieure du régime de la circulation, que la Suisse a autant d'intérêt que nous à conserver, en tant que le comportent les engagements de l'Union latine, lesquels d'ailleurs ne sont pas en question dans le cas.

L'intérêt commun des deux Pays, également désireux de préserver leurs

bons rapports, exige donc, selon nous, qu'ils se gardent d'engager le grand et salutaire principe de l'arbitrage dans une voie où il n'a pas d'application légitime et de créer ainsi un précédent qui nuirait à l'introduction dans les traités entre les Etats du pacte d'arbitrage, dont nous devons conserver les justes limites desquelles dépend sa valeur à venir.

BLANC.

Note remise par la Légation de Suisse au Ministère des Affaires étrangères à Rome.

(*Texte original.*)

Rome, le 16 juin 1894.

Le Conseil fédéral a reçu la dépêche du 30 mai 1894 par laquelle M. le Ministre des Affaires étrangères veut bien lui faire définitivement savoir que le Gouvernement du Roi persiste à voir dans la décision sanctionnée par le décret royal du 8 novembre une mesure d'ordre intérieur excluant tout recours à un arbitrage tel qu'il est prescrit, en cas de dissentiment, par l'article 14 du traité.

Le Conseil fédéral me charge maintenant et j'ai l'honneur d'informer V. E. qu'il regrette vivement cette détermination qui laisse subsister entre les deux pays une grave difficulté. Ainsi qu'il l'a déjà fait remarquer au Gouvernement royal, il entendait bien que l'appréciation des arbitres porterait aussi et tout d'abord sur le point de savoir si l'article 14 peut être invoqué en l'espèce, c'est-à-dire s'il s'agit ici d'une question d'ordre intérieur, véritablement étrangère à l'interprétation et à l'application du traité, et cette manière de procéder qui ne préjugeait en rien ni du droit des parties ni des faits, semblait de nature à pouvoir lever toutes les hésitations. Dès lors, la situation créée par la réponse du Gouvernement royal impose au Conseil fédéral le devoir de faire les réserves les plus expresses sur les conséquences qui pourraient en résulter.

BAVIER.

— En même temps qu'il publiait les documents diplomatiques qui précèdent, le Conseil fédéral adressait à l'Assemblée fédérale, à la date du 20 juin, le rapport suivant :

Monsieur le Président et Messieurs,

En réponse à l'interpellation de M. le conseiller national Gobat relative à la difficulté qui s'est élevée entre la Suisse et l'Italie, on a donné oralement au conseil national, dans la session du mois de mars dernier, un aperçu des diverses phases que ce différend avait parcourues jusqu'alors et un exposé de la question.

Nous avons également mis à profit la publication annuelle du rapport de gestion pour présenter à l'assemblée fédérale un résumé de cette contestation.

Nous avons expliqué, en substance, ce qui suit :

Dans le traité de commerce conclu avec l'Italie, on avait établi, pour toute une série d'articles, un maximum des taxes d'importation qui ne devait pas être dépassé, tant que ce traité resterait en vigueur. Cette disposition implique évidemment l'idée que les parties contractantes ne peu-

vent prendre aucune détermination qui, directement ou indirectement, serait de nature à provoquer une surélévation de ces taxes ; une interprétation contraire, en effet, laisserait le champ libre à l'arbitraire des parties, qui pourraient, suivant leur fantaisie, rendre illusoire le but même du traité.

Une détermination de ce genre a cependant été prise par le gouvernement italien, sous forme de décret, le 8 novembre dernier. Lors de la conclusion du traité, les droits de douane pouvaient être acquittés par nos exportateurs non seulement en espèces métalliques, mais encore en papier d'état italien, papier compris dans le système monétaire de ce pays, attendu qu'il constitue un moyen légal de paiement et qu'il doit, en tout temps, être reçu comme tel, à sa valeur nominale, aussi bien par l'état que par les particuliers. Cette liberté dans le mode de paiement fut tacitement admise lors de la conclusion du traité, bien que, à ce moment déjà, le papier italien dût subir au change une perte d'environ 3 0/0, et l'importateur pouvait, à cette époque, solder les droits en papier-monnaie sans aucune augmentation quelconque résultant de la différence du change. C'est d'ailleurs sur cette base que furent fixés les différents droits conventionnels. Le décret italien constitue donc un désavantage pour notre commerce. En vertu de ce décret (1), le papier-monnaie n'est plus accepté en paiement des droits que de la manière suivante : l'importateur les emploie pour l'achat d'un certificat de banque d'émission créé pour la circonstance ; mais, dans cette opération, il doit supporter la perte au change. Cette perte s'est élevée successivement, depuis la conclusion du traité, jusqu'à 16 0/0. Ainsi, par exemple, pour acquitter un droit de 100 francs, l'importateur devait, s'il voulait à cet effet se servir de papier-monnaie, payer 116 francs ; en augmentant chaque taxe stipulée dans le traité de 16 0/0 de sa valeur, on arriverait au même résultat.

En octobre 1893 déjà, lorsque le président du conseil, M. Giolitti, dans un discours-programme, faisait allusion à cette mesure, nous avions fait remarquer au gouvernement italien qu'elle serait en contradiction avec notre traité de commerce. Sitôt le décret rendu, nous avons adressé à ce gouvernement une nouvelle note exposant nos raisons d'une manière détaillée, et, pour le cas où il ne voudrait pas s'y rendre et ordonnerait la

(1) En voici le texte.

Article premier. — A partir du jour qui suivra celui de la publication du présent décret, les droits d'entrée seront payés en valeur métallique, conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi du 7 avril 1881.

Art. 2. — Les instituts d'émission devront délivrer des certificats nominatifs qui serviront au paiement des droits d'entrée.

Ces certificats seront délivrés à toute réquisition contre le versement, en billets de l'état ou des banques, du montant du certificat augmenté du prix du change, réduit de 25 centimes par 100 francs.

Le prix du change à payer aux instituts d'émission correspondra à la moyenne des prix faits pour les chèques délivrés sur l'étranger dans les bourses de Rome, Gênes, Turin, Milan, Venise, Florence, Naples et Palerme, deux jours avant celui où les certificats seront délivrés.

Art. 3. — Les douanes accepteront ces certificats en paiement des droits d'entrée comme monnaie métallique.

Art. 4. — Un décret ministériel réglera les rapports entre le trésor de l'état et les instituts d'émission tels qu'ils résultent des dispositions de l'article 2 du présent décret.

mise à exécution du décret et son application aux taxes stipulées dans le traité, nous demandions que le différend fût réglé par la voie d'un arbitrage. L'article 14 du traité prévoit cette procédure en cas de divergence d'opinions. Il est ainsi conçu :

« Les hautes parties contractantes conviennent de résoudre le cas échéant, par voie d'arbitrage, les questions concernant l'interprétation et l'application du présent traité qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique ».

Cette disposition a été insérée dans le traité sur la proposition des négociateurs italiens.

Dans sa réponse, le gouvernement italien soutenait que le traité de commerce ne pouvait être ici en cause et qu'il s'agissait d'une question d'ordre purement intérieur, qui, par sa nature, échappait à la discussion entre les deux pays, aussi bien qu'au règlement par voie d'arbitrage ; il ajoutait que la « lire », expression figurant en tête de la colonne des droits conventionnels dans le traité de commerce, avait été désignée comme servant de base au paiement de tous droits d'entrée en Italie et que la lire est une monnaie métallique. Selon lui encore, en l'absence d'une disposition formelle du traité, le tarif ne pouvait comprendre que la monnaie nationale, et le papier-monnaie ne saurait être regardé comme faisant partie intégrante du système monétaire italien.

La question a depuis reçu une suite qui nous engage à vous adresser le présent rapport avec les notes échangées entre les deux gouvernements.

Malgré la résistance opposée jusqu'alors par le cabinet de Rome, tant sur le fond que sur la proposition d'arbitrage, nous avions conservé l'espoir que cette dernière clause inscrite au traité sur la demande de l'Italie et acceptée de bonne foi par la Suisse ne serait pas invoquée en vain dans un différend qui revêt à l'évidence tous les caractères prévus par l'art. 14.

Le gouvernement royal ne s'étant jamais prononcé avec précision sur ce point et s'attachant au contraire, dans chacune de ses réponses et notamment encore dans une dépêche du 8 mai, à reprendre seulement le fond de la question, nous avons, dans une note datée du 19 mai, insisté tout particulièrement sur ce moyen de solution et demandé au cabinet de Rome de bien vouloir nous faire connaître définitivement s'il acceptait ou s'il refusait de confier à des arbitres le soin de régler la difficulté.

Nous avons, à notre regret, dû nous convaincre, par la réponse que nous avons reçue à la suite de cette dernière démarche, que le gouvernement italien persiste à voir, dans le décret du 8 novembre, une mesure d'ordre intérieur excluant tout recours à un arbitrage.

Cette réponse a ainsi créé une situation nouvelle. En nous laissant, d'une part, en présence d'une question d'interprétation du traité, elle nous a placés, d'autre part, devant un refus d'appliquer celle de ses dispositions qui a été convenue pour assurer une solution amiable des différends qui pourraient surgir.

Il est vrai que le gouvernement italien motive son attitude en interprétant l'article 14 lui-même et en prétendant qu'il n'est pas applicable en l'espèce.

Nous avons cependant toujours fait observer qu'il ne pouvait être dans la compétence d'une des parties de trancher unilatéralement cette question

préjudiciable, mais qu'il était de la nature même de l'arbitrage de statuer aussi et tout d'abord sur ce point.

Il découle de là que la réponse du gouvernement royal constitue toujours un refus d'exécuter le traité dans une de ses dispositions essentielles, et cette circonstance nous a imposé dès lors le devoir de réfléchir à la suite qu'il conviendra de donner à cette inobservation de l'acte international qui lie les deux pays.

En premier lieu et avant d'aborder l'examen de toute démarche ultérieure, nous avons exprimé au gouvernement italien, dans une note datée du 16 juin, le regret que nous ressentions de cette décision et formulé en même temps toutes nos réserves sur les conséquences qui pourraient résulter de la situation.

Les considérations qui, après cette déclaration destinée à sauvegarder nos droits et à assurer notre liberté d'action, s'imposent à notre réflexion, sont de nature très grave, très complexe et très délicate. Il n'y a pas à douter, nous paraît-il, que la fin de non-recevoir soulevée par l'Italie ne nous permette de poser sérieusement la question de savoir si le traité conserve encore sa force obligatoire et si, par conséquent, il ne serait pas loisible à la Suisse de le dénoncer même avant le terme régulier du 31 décembre 1897. Dans la presse et ailleurs, on a déjà discuté de cette éventualité, comme aussi d'autres mesures qui auraient pour but de répondre, par voie de reciprocité, au décret du 8 novembre, telles, par exemple, que la perception, sur les produits italiens, d'une surtaxe équivalente à la majoration des droits qui frappent l'exportation suisse.

Tout en mettant, d'ores et déjà, en doute l'opportunité d'un semblable procédé, qui ne se justifierait ni par une analogie des conditions financières et monétaires de la Suisse, ni par la compensation du dommage causé à son exportation, nous estimons que nous ne saurions formuler, dès maintenant, des propositions toutes faites à cet égard. En nous représentant la multiplicité des intérêts en cause et la gravité de toute décision de nature à troubler les rapports réguliers des deux nations, nous sommes, avant tout, désireux d'éviter toute précipitation. Le présent rapport et la communication des documents ci-annexés vous permettront déjà, ainsi qu'au peuple suisse, de vous former un jugement exact de la question. Quant à des mesures ultérieures, nous nous réservons de vous soumettre des propositions en temps opportun.

Nous saisissons cette occasion pour vous présenter, monsieur le président et messieurs, les assurances de notre haute considération.

Berne, le 20 juin 1894.

Au nom du conseil fédéral suisse,
Le président de la Confédération :

Le chancelier de la Confédération :

E. FREY.

RINGIER.

BRÉSIL

Note envoyée par le Ministre des Relations extérieures au Chargé d'affaires de Portugal, le comte de Paraty.

Rio-de-Janeiro, le 13 mai 1891.

(Traduction.)

M. le comte de Paraty, chargé d'affaires de Portugal, a bien voulu me communiquer, par une note du 2 du mois dernier, que son Gouvernement avait expédié les ordres nécessaires afin que les insurgés réfugiés à bord des corvettes *Mindello* et *Afonso d'Albuquerque* débarquassent le plus tôt possible sur le territoire portugais, où, gardés dans des dépôts militaires par les autorités compétentes, ils ne pourraient intervenir dans la lutte politique brésilienne.

Je n'ai pas répondu à cette note parce que M. le vice-président de la République a jugé nécessaire d'attendre le dénouement de la situation créée par le voyage des deux corvettes au Rio de la Plata. Son Excellence possède aujourd'hui les informations qu'il attendait de ce point.

Sur les 493 individus qui se sont réfugiés ici à bord des deux corvettes, il n'en est parti que 231 pour le territoire portugais, à bord du *Pedro III*; les autres se sont évadés, et, parmi eux, M. Saldanha da Gama.

Ainsi donc, malgré les assurances données par M. le comte et son Gouvernement, ce que M. le vice-président de la République prévoyait s'est réalisé. Les rebelles ont débarqué en territoire étranger et en grand nombre, non temporairement, pour retourner ensuite à leur asile, mais comme des évadés qui conservent toute leur liberté d'action et peuvent, continuant la révolte, aller se réunir à leurs alliés de Rio-Grande-do-Sul.

Je suis certain que ce fait s'est passé contre la volonté de M. Augusto de Castilho, mais il s'est réalisé, sans doute par manque de vigilance, et est venu aggraver l'acte de concession d'asile que M. le maréchal Floriano Peixoto, dans les circonstances où il s'est effectué, considère comme constituant une offense à la souveraineté nationale.

La révolte de l'escadre, commencée dans le port de Rio, le 6 septembre de l'année dernière, par M. Custidio José de Mello, et continué par M. Saldanha da Gama, s'est terminée, comme vous le savez, le 13 mars de cette année. Pendant ces six longs mois, l'escadre d'abord et ensuite l'escadre et les forteresses de Villegaignon et de l'île das Cobras ont bombardé journalement les forteresses qui s'étaient conservées fidèles au Gouvernement légal de la République, la ville de Niterohy, capitale de l'Etat de Rio-de-Janeiro, et fréquemment la ville de Rio, blessant et tuant des personnes inoffensives et détruisant la propriété publique et particulière. Pendant ce long espace de temps, malgré la présence de navires de guerre étrangers, les insurgés se sont emparés de navires et de chargements appartenant à des nationaux et à des étrangers et ont paralysé le commerce, lui causant des dommages incalculables. Et le Gouvernement fédéral, privé de ressources navales, a dû supporter ces hostilités jusqu'au moment où, avec un grand sacrifice de la fortune publique, il a réussi à organiser une escadre.

M. Saldanha da Gama qui, le 25 décembre encore, par l'intermédiaire des commandants des forces navales étrangères et des agents diplomati-

ques respectifs, menaçait de bombarder Rio avec sa plus grosse artillerie, lorsque cette escadre est arrivée devant la baie, a reconnu qu'il ne pouvait lui résister, et a pris le parti de proposer une capitulation, comme vous le savez, M. le comte, puisque c'est en votre présence que M. de Castilho m'a remis cette proposition, après avoir fait savoir à M. le vice-président de la République qu'il avait accepté de s'en charger.

La réponse de Son Excellence a été prompte et négative, comme elle devait l'être, et je vous l'ai transmise le 12 mars.

Il n'est pas étonnant que M. Saldanha da Gama ait conçu l'espoir de se sauver au moyen d'une capitulation, mais il est certainement étrange que M. le commandant de la corvette *Mindello* se soit chargé d'appuyer sa prétention, alors qu'il savait, car le fait était public et notoire, qu'un décret du Gouvernement fédéral avait déclaré M. Gama déserteur et traître à la patrie.

L'état de choses venait de changer.

Le blocus exercé d'abord par les rebelles s'était retourné contre eux, et M. Auguste de Castilho qui, comme les autres commandants étrangers, avait respecté la situation antérieure où les rebelles avaient tous les avantages, n'aurait pas dû les protéger au moment où les conditions respectives changeaient, alors surtout que son Gouvernement ne les avait pas reconnus comme belligérants. Il les a protégés cependant, d'abord en appuyant la proposition de capitulation, et ensuite en leur accordant refuge en des circonstances qui ne justifiaient pas cette mesure.

Les agents diplomatiques d'Angleterre, d'Italie, des Etats-Unis, de France et de Portugal, vu l'approximation des opérations décisives contre les rebelles, ont demandé à deux fois au Gouvernement, au cas où l'on ne pourrait éviter le bombardement de Rio, par suite de provocation, de marquer le délai minimum de 48 heures, afin que les étrangers demeurant dans la ville, ainsi que les navires étrangers ancrés dans le port, eussent le temps de pourvoir à leur sûreté.

Ce délai a été accordé et on l'a presque immédiatement augmenté de trois heures, à partir de midi du 11 mars; en déclarant que cette concession n'avait trait qu'aux forces du littoral. Cette restriction était toute naturelle, parce que les forteresses de l'entrée de la baie et les batteries de Nitherohy avaient toujours été en activité, et l'accord pour que la Capitale fédérale fût considérée ville ouverte ne pouvait s'appliquer qu'aux batteries établies sur ses points élevés.

Les opérations allaient commencer et chacun devait se maintenir dans la position qui lui appartenait. Celle des commandants des forces navales étrangères était de simples spectateurs, étrangers à la lutte. Le commandant de la division navale de Sa Majesté Fidéissime ne l'a pas entendu ainsi.

Conformément à la promesse du Gouvernement, les forces du littoral se conservèrent silencieuses. Avant l'expiration du délai de 51 heures, il n'y eut, à faire feu, que les forteresses de l'entrée de la baie et les batteries de Nitherohy. Les rebelles ne répondraient point, mais le fait n'avait rien de surprenant, car il s'était reproduit les jours précédents, et d'ailleurs le drapeau blanc, signe distinctif de la révolte, restait arboré sur les points qu'ils occupaient.

Cependant, l'erreur dura peu, parce qu'ils s'étaient réfugiés à bord des corvettes portugaises. Le maintien de leur drapeau fut, peut-être, une ruse que M. Castilho ne remarqua pas, et dont il se rendit complice sans doute involontairement.

L'asile fut accordé dans la matinée du 13, ainsi que vous avez bien voulu, Monsieur le comte, me le communiquer par une note datée du 15.

Ainsi donc, avant l'expiration du délai de 51 heures, et par conséquent, pendant la suspension partielle des opérations, M. de Castilho est intervenu, au détriment de la souveraineté nationale et de la justice publique, dans une question de domaine interne, à laquelle il était et devait se conserver étranger.

Dans votre note ci-dessus mentionnée, vous avez invoqué, Monsieur le comte, les préceptes du droit international et les principes d'humanité généralement reconnus par les nations civilisées. Le Brésil aussi est un pays civilisé, et justement pour ce motif, le Gouvernement fédéral ne comprend pas que ces principes pussent profiter aux rebelles qui, sans les écouter, ont fait barbarement tant de victimes, tirant au hasard sur cette ville pendant plus de six mois, avec les propres canons qui leur avaient été confiés pour le maintien de l'ordre public et la défense du pays.

En invoquant les préceptes du droit international, vous vous êtes référé, Monsieur le comte, au droit intitulé d'asile, droit encore mal défini. Votre Gouvernement a également invoqué les mêmes préceptes, ainsi que le traité d'extradition, dans la réponse verbale que M. le ministre des Affaires étrangères a donnée au Chargé d'Affaires du Brésil, lorsque ce dernier a exigé, verbalement aussi, la relâche des réfugiés.

Le traité d'extradition n'est pas applicable, dans le cas présent, parce qu'il se réfère à des individus réfugiés, non sur un territoire fictif, mais sur le territoire réel où ils ont d'ailleurs pénétré sans le consentement de l'autorité locale. Or, les rebelles protégés par le commandant des forces navales de Portugal ont été reçus par lui à bord et distribués sur les deux corvettes.

Il est vrai que le traité susdit fait une exception en faveur des coupables de crimes politiques ou connexes avec ceux-ci, mais il y a beaucoup à dire sur ce sujet. Cette exception salutaire en quelques cas, est dangereuse en d'autres ; et il ne convient pas de laisser entièrement au gré d'un commandant de forces navales une résolution qui peut, comme présentement, blesser la souveraineté d'un peuple ami et ses intérêts les plus sacrés.

M. Auguste de Castilho a considéré ses protégés comme des coupables de crime politique sans s'occuper, lui étranger au pays et à la question, de la manière dont le Gouvernement fédéral, seul compétent, pourrait la qualifier selon la loi du Brésil. Or, les révoltés avaient encouru les peines de cette loi dès le commencement, et bien qu'ils se soient insurgés en proclamant des idées politiques, leur conduite a dégénéré en crime commun, par la ténacité avec laquelle ils se sont opposés à la manifestation presque unanime du pays et par la cruauté de leurs hostilités envers ce dernier.

J'en viens maintenant au point principal de la question et je mon-

trera que, coupables de crime politique ou non, les révoltés n'avaient pas droit à l'asile sur les corvettes portugaises.

Au moment de la concession qu'ils ont si facilement obtenue, ils se trouvaient, comme on sait, cernés par les batteries du littoral de Rio, par celles de Nitheroky, par les forteresses de l'entrée et par l'escadre qui, prête à entrer en combat, leur barrait complètement la sortie. Ils étaient forcés de se battre ou de se rendre, dans le cercle de feu qui les entourait, à l'intérieur de la baie, où pouvait seulement avoir action la souveraineté territoriale, et dès lors, ils pouvaient être considérés comme prisonniers.

Les navires de guerre portugais qui, comme les autres navires de guerre étrangers, avaient pour unique mission de protéger leurs nationaux, ne pouvaient intervenir dans la lutte, ni rendre inutiles, directement ou indirectement, les opérations préparées au prix de tant d'efforts par le Gouvernement fédéral, non seulement pour subjuger la révolte, mais encore pour soumettre ses auteurs à la justice publique.

Le commandant des forces navales de Sa Majesté Fidéissime n'a été retenu par aucune de ces considérations. Il a donné asile aux rebelles au moment critique et a protégé leur retraite, qu'ils n'auraient pu effectuer sans son concours. Je dis « a protégé leur retraite » — parce qu'il a reçu à son bord non seulement quelques personnes, mais 493 hommes, qui constituaient en grande partie les garnisons de deux forteresses et les équipages de deux ou trois navires de guerre, et pouvaient facilement fournir les équipages de deux fois autant de navires. En effet, d'après la note que vous m'avez adressée, Monsieur le comte, il y avait dans ce grand nombre d'hommes un contre-amiral, un capitaine de vaisseau, deux capitaines de corvettes, vingt-cinq lieutenants de vaisseau de 1^e classe, cinq lieutenants de vaisseau de 2^e classe, 16 enseignes, 69 aspirants de 1^e classe, des médecins, des pharmaciens, des mécaniciens et 344 marins de l'Etat ou du commerce. C'était la partie principale des forces avec lesquelles M. Saldanha da Gama a fait pendant si longtemps la guerre au Gouvernement de son pays.

M. Castilho, qui a protégé la retraite des rebelles, ignore peut-être encore que, avant de lui demander asile, ils ont détruit tout ce qu'ils ont pu dans les deux forteresses et dans les navires de guerre, ou armés en guerre, et ont laissé intactes des mines de dynamite au moyen desquelles ils s'étaient proposé la destruction de ces mêmes forteresses, au cas où elles seraient occupées par le Gouvernement. Ils se sont sauvés après avoir prémedité la mort de leurs compatriotes et, peut-être, la destruction d'une partie de la ville.

M. le vice-président de la République ne pouvait assister impassible à l'acte extraordinaire qui se pratiquait dans le port de cette capitale, sous ses batteries, et au moment où il exerçait le droit, non de guerre, mais de répression. Son silence eût contribué à établir un précédent funeste. Il a donc réclamé, au nom des droits de son pays, en s'adressant verbalement au Gouvernement portugais, à l'effet d'obtenir la remise des réfugiés. Il ne l'a pas obtenue, mais il ne se flattait pas d'une réponse favorable ; il voulait seulement fournir au même Gouvernement l'occasion de déclarer qu'il n'approuvait pas le procédé du commandant de ses forces navales.

Ce fut en vain. Le Gouvernement portugais a, par conséquent, assumé toute la responsabilité de la conduite de ce commandant, depuis la concession du droit d'asile dans le port de Rio, jusqu'à l'évasion d'un grand nombre de réfugiés du Rio de la Plata. Il a, il est vrai, rappelé les deux commandants des deux corvettes, mais cela ne diminue en rien sa responsabilité. Quiconque accorde l'asile est tenu de prendre des mesures efficaces pour que les réfugiés ne puissent abuser de cette faveur, directement ou indirectement, contre le Gouvernement avec lequel ils ont été en lutte. M. le capitaine de frégate Auguste de Castilho n'a pas voulu, su ou pu remplir ce devoir. C'est le Gouvernement de Sa Majesté Fidéissime qui en endosse la responsabilité.

M. le maréchal Floriano Peixoto croit avoir donné, pendant son administration, des preuves évidentes de son sincère désir de maintenir et de développer l'amitié qui, pour des motifs si nombreux et si importants, doit exister entre le Brésil et le Portugal.

C'est donc avec un vif regret qu'il se voit dans l'obligation de suspendre les relations diplomatiques avec le Gouvernement portugais.

Je communique aujourd'hui, par le télégraphe, cette résolution à notre Chargé d'Affaires à Lisbonne, dans les termes suivants :

« Je vous recommande de transmettre la résolution ci-dessus à M. le Ministre des Affaires étrangères, auquel vous demanderez vos passeports ; après quoi, vous vous retirerez avec le personnel de votre légation. »

Votre présence, M. le comte, se trouvant en conséquence sans objet dans ce pays, en qualité de Chargé d'Affaires, je vous remets ci-inclus les passeports dont vous avez besoin pour vous retirer, avec le personnel de la légation dont vous êtes le chef.

En remplissant ce pénible devoir, je profite de l'occasion pour avoir encore une fois l'honneur de vous renouveler, M. le comte, l'assurance de ma haute considération.

CASSIANO DO NASCIMENTO.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE.

(Suite) (1).

Deuxième séance. — Jeudi 12 octobre 1893.

Présidence de M. Roy.

Etaient présents :

MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le Président donne la parole à M. de Foville pour rendre compte des travaux de la Commission nommée à la précédente séance.

M. de Foville donne lecture du projet de rédaction qu'il a préparé et dont les lignes générales ont rencontré l'adhésion de la Commission :

Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle de la Convention du 6 novembre 1885, et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision ;

Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et la Confédération Suisse ont résolu de conclure à cet effet un Arrangement spécial et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après
Sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Par dérogation à l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885, les Caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, trois mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, cesseront de recevoir les pièces d'argent italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes.

M. Zeppa fait observer que l'Italie ayant démonétisé en 1883 les pièces d'argent de 20 centimes, il ne semble pas y avoir lieu de les viser dans la Convention.

M. Saintelette répond que cette démonétisation n'a pas été notifiée aux autres Gouvernements et qu'aucun délai ne leur a été donné pour les retirer de leur circulation et en demander le remboursement au Gouvernement italien.

M. le baron de Renzis reconnaît volontiers que, dans ces conditions,

(1) V. *Archives*, 1894, II, p. 303.

son Gouvernement ne doit pas se refuser à reprendre les espèces en question. Il conviendrait en conséquence de maintenir dans l'art. 1^{er} l'indication des pièces de 20 centimes.

M. le baron de Renzis expose ensuite que l'Italie préférerait que l'Arrangement devint exécutoire à une date fixe, par exemple le 1^{er} mars 1894.

M. Brédif fait observer que l'Arrangement ne peut être exécutoire en France qu'après le vote de la loi qui autorisera le Président de la République à le ratifier. Le Gouvernement français ne peut promettre que cette loi sera votée dans un délai préfixé ; mais il s'engagera volontiers à en saisir les Chambres aussitôt que possible.

M. Montefiore Levi dit que les Gouvernements, en signant la Convention, prendront par ce fait l'engagement implicite de hâter le plus possible l'accomplissement des formes constitutionnelles nécessaires pour sa mise à exécution.

M. le Ministre de Suisse déclare que les instructions du Conseil fédéral ne permettraient pas d'accepter un délai de moins de trois mois pour l'opération du retrait principal. La date du 1^{er} mars 1894 devrait donc être considérée comme trop rapprochée, si le *terminus a quo* n'était pas la fin de décembre 1893. M. Lardy estime qu'il serait avant tout utile de fixer une date pour l'échange des ratifications. La Convention du 6 novembre 1885 contient une clause analogue. Elle porte dans son article final : « La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra, et, au plus tard, le 30 décembre 1885. » M. le Ministre de Suisse émet l'avis que l'échange des ratifications pourrait avoir lieu au plus tard le 30 décembre 1893. Le point de départ du délai de trois mois passé lequel les monnaies divisionnaires de l'Italie cesseraient d'être reçues dans les caisses publiques de Belgique, de France, de Grèce et de Suisse, serait ainsi fixé au 1^{er} janvier 1894.

M. le Président fait observer que la date de convocation du Parlement français n'est pas encore connue, et que, d'autre part, la Chambre des Députés ne pourra être saisie de la Convention qu'après qu'elle aura vérifié les pouvoirs de ses membres et se sera constituée. En égard à ces circonstances, il est manifeste que le Gouvernement français peut n'être pas en mesure de procéder à l'échange des ratifications dans le délai indiqué par M. le Ministre de Suisse.

M. Cramer-Frey demande à la Délégation française si le 30 janvier 1894 ne pourrait pas être indiqué comme terme extrême pour l'échange des ratifications. La Convention pourrait, de la sorte, avoir son effet à compter du 1^{er} mai suivant.

M. de Foville pense que les dispositions de cet ordre prendraient plus utilement place dans un article final. En 1885, c'est également par le dernier article de la Convention que la question a été réglée.

Conformément à cette observation, et d'un commun accord, la discussion sur ce point est ajournée.

L'article 1^{er} est admis en principe.

M. de Foville donne lecture des art. 2, 3 et 4.

Art. 2 — Par dérogation à l'art. 7 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien, six mois après l'expiration du délai fixé par l'arti-

cle 1^{er} du présent Arrangement, cessera d'être tenu de reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 3. — Les délais fixés par les art. 1 et 2 seront augmentés d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant des Colonies françaises.

Art. 4. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité, pour les cinq Etats, la frappe des monnaies divisionnaires d'argent, sont expressément maintenus.

M. de Foville donne lecture de l'art. 5 :

Art. 5. — Le Gouvernement italien ayant prévu le cas où l'émigration de ses monnaies divisionnaires l'obligerait à émettre, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, des « bons de caisse » d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu qu'eu égard à la stipulation de l'article précédent, une émission de ce genre ne serait possible qu'autant qu'elle aurait pour contre-partie et pour gage l'immobilisation d'une somme égale en monnaie divisionnaire d'argent. A aucun moment, le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie ne pourrait être inférieur à la valeur des « bons de caisse » en cours.

M. le baron de Renzis accepte cette rédaction.

M. Sainctelette se demande si la seconde phrase de l'article, d'ailleurs très heureusement rédigé, ne fait pas double emploi avec la première.

M. le Président répond que la première phrase vise seulement l'émission des bons de caisse. La seconde phrase, au contraire, en réglemente la circulation. M. Roy considère qu'elle a, par suite, une utilité véritable.

M. Cramer-Frey fait observer que M. le baron de Renzis a déposé au nom de son Gouvernement, en visant l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885, un décret du 4 août 1893 d'après lequel la couverture de 30 millions de bons de caisse que le Gouvernement italien se propose d'émettre, pourrait être faite, soit en monnaie divisionnaire d'argent, soit, au besoin, en or ou en pièces de 5 fr. en argent.

M. Cramer-Frey pourrait admettre, jusqu'à un certain point, que ces bons de caisse remplacent provisoirement les pièces divisionnaires. Mais il constate que si le Gouvernement italien utilise comme gage de l'émission, ainsi que l'y autorise le décret, des écus de 5 fr. ou de l'or, l'Italie arrivera ainsi à augmenter indirectement son contingent de monnaies divisionnaires au delà de la limite fixée en 1885.

Les Délégués de la Suisse demandent que leurs réserves sur ce point soient constatées au procès-verbal.

M. le baron de Renzis déclare de son côté, au nom de la Délégation italienne, qu'il ne croit pas pouvoir accepter la discussion sur le décret du 4 août 1893.

M. Montefiore Levi déclare que la Délégation belge n'a pas été chargée par son Gouvernement de formuler une appréciation sur le décret royal du 4 août 1893. Elle n'a pas reçu mission d'examiner toutes les questions qui peuvent se poser à l'occasion de la Convention du 6 novembre 1885, mais seulement l'objet spécial qui a motivé la convocation de la Conférence. Dans cet ordre d'idées, et le décret du 4 août 1893 ne devant pas être exécuté dans sa teneur première, la Délégation belge ne croit pas avoir à émettre une opinion.

M. le Président considère également que la rédaction de l'art. 5 permet de ne pas insister sur les observations auxquelles le décret du 4 août 1893 a donné lieu.

M. de Foville lit l'art. 6 :

Art. 6. — Conformément aux dispositions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien communiquera tous les mois aux Gouvernements des autres Etats de l'Union la situation dûment certifiée du dépôt de garantie et des bons de caisse en cours.

M. le baron de Renzis ne croit pas pouvoir accepter cette rédaction. Une disposition analogue existait dans l'art. 7 de l'Arrangement du 5 novembre 1878 ; mais, par l'acte additionnel du 20 juin 1879, le Gouvernement italien a été dispensé, sur sa demande, de l'obligation de communiquer aux autres Gouvernements de l'Union un état des retraits et des destructions qu'il avait effectués. Le Gouvernement du Roi considère, comme en 1879, que la clause proposée n'est pas conciliable avec l'égalité qui doit exister entre les cinq Puissances alliées. M. le baron de Renzis ajoute qu'en fait, les Gouvernements de l'Union trouveront dans les publications officielles du Royaume d'Italie tous les éléments d'appréciation nécessaires sur l'état de la circulation italienne.

M. le Président fait observer que ces publications ne font pas connaître la décomposition de l'encaisse du Trésor.

M. Sainctelette estime que la rédaction soumise à la Conférence fait simplement une application particulière de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885. La composition de l'encaisse italienne et l'état de la circulation italienne sont évidemment des faits monétaires, dont la connaissance intéresse grandement les associés de l'Italie.

M. Montefiore Levi partage ce sentiment. Il prie MM. les Délégués de l'Italie de vouloir bien renoncer à leur opposition.

M. le baron de Renzis insiste sur les considérations qu'il a déjà développées au sujet de l'impossibilité pour le Gouvernement italien d'accepter cette clause.

M. Zeppa rappelle que l'Italie a exécuté loyalement en 1878 les obligations qu'elle avait contractées. Ses coassociés peuvent donc être assurés qu'elle remplira de même les engagements qu'elle prend aujourd'hui.

M. le baron Eug. Beyens pense qu'il serait possible, en prenant pour base l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885, de trouver une rédaction qui ne soulève pas d'objection de la part de MM. les Délégués italiens.

M. le Président remarque que l'article précédent paraît viser les émissions de monnaies et la circulation métallique. Ne suffirait-il pas d'en étendre expressément les dispositions à la circulation fiduciaire ?

M. le Président propose, en conséquence, la rédaction suivante :

Art. 6. — Les prescriptions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de bons de caisse et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

M. le baron de Renzis accepterait cette rédaction, du moment qu'elle

n'implique aucune dérogation au droit commun ; mais il croit devoir persister dans les réserves déjà faites.

M. le Ministre de Suisse rappelle que c'est sur la proposition de la Suisse que la Conférence de 1885 a inséré dans l'art. 11 de la Convention du 6 novembre la disposition d'après laquelle le Gouvernement de la République française a accepté la mission de centraliser et de communiquer aux autres Gouvernements tous les documents relatifs aux monnaies. Il serait heureux que cet article reçût une application un peu plus active que jusqu'ici, les faits monétaires ayant pris, dans les derniers temps, une importance plus considérable qu'à aucune autre époque, depuis la découverte de l'Amérique.

M. de Foville pense que l'application de l'art. 11 serait mieux assurée si les Etats de l'Union s'engageaient à produire les documents dont la communication est prévue par ce texte, dans un délai déterminé.

M. le baron de Renzis s'associe à cette observation.

M. le Président estime que l'art. 11 serait heureusement complété par une disposition prescrivant l'envoi des documents au Gouvernement français dans le premier trimestre de l'année.

Après un échange d'observations entre MM. Allard, Saintelette et Montefiore Levi, qui signale l'avantage que l'Union latine pourrait retirer de la constitution d'une Commission permanente internationale, la Conférence émet le vœu que la plus large extension possible soit donnée aux communications prévues par l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885.

M. de Foville donne lecture d'un article additionnel proposé par MM. les Délégués de la Suisse, qui est ainsi conçu :

Les bons de caisse dont il est fait mention dans l'article précédent devraient être retirés et détruits par les soins du Gouvernement italien dans le délai d'un an à partir de la remise au Gouvernement italien du solde final des monnaies divisionnaires que les autres Etats auront à lui remettre.

M. le Ministre de Suisse rappelle qu'en 1878, lorsque le Gouvernement italien demanda à ses alliés, comme il le fait aujourd'hui, de reluser ses monnaies divisionnaires dans leurs caisses publiques et de les remettre à sa disposition, il prit en même temps l'engagement de détruire les billets qu'il avait précédemment émis. Il serait, semble-t-il, raisonnable et pratique d'adopter une disposition analogue. Précisément parce que l'opération actuelle a un caractère accidentel et temporaire, il semble expéder de stipuler que les billets seront détruits lorsque le rapatriement des espèces métalliques qu'ils remplacent sera complètement effectué. Le retrait des billets serait une mesure utile pour tout le monde et spécialement pour l'Italie.

M. le baron de Renzis demande que cette obligation ne soit pas insérée dans le texte de la Convention. L'analogie entre la situation de 1878 et les circonstances actuelles est loin d'être complète. En 1878, le papier qu'il s'agissait de retirer avait un caractère purement fiduciaire. Les bons de caisse dont il est aujourd'hui question auront une couverture métallique, ils constitueront véritablement une monnaie. L'intention qu'a le Gouvernement italien de les retirer n'est pas douteuse : elle résulte clairement de l'adhésion que ses Délégués ont donnée à l'article 5.

M. le Ministre de Suisse persiste à penser que l'opération de 1878 est absolument comparable à celle qui se prépare. Il y avait alors comme aujourd'hui connexité entre la circulation des billets et la rentrée des espèces métalliques. Il est donc naturel de fixer de même un délai pour le retrait des bons de caisse.

M. le baron de Renzis répond que la clause de 1878 fut abandonnée en 1879. Il ne voit aucun motif de revenir sur la solution qui prévalut définitivement à cette époque. La Délégation italienne réitère sa déclaration que l'émission des bons de caisse a, dans la pensée de son Gouvernement, un caractère essentiellement temporaire ; mais elle ne peut consentir à l'insertion dans le contrat d'une stipulation formelle. Le Gouvernement du Roi désire conserver la faculté d'apprecier lui-même le moment où il lui sera possible de remettre en circulation ses monnaies divisionnaires, avec la certitude qu'elles ne seront pas exportées de nouveau.

M. Zeppa ajoute que les sentiments du peuple italien lui-même sont un sûr garant que les bons de caisse seront retirés aussi promptement que possible.

M. le Ministre de Suisse demande que la question demeure réservée.

M. Zeppa propose de confier à la Commission précédemment nommée le soin d'étudier les autres conditions du rapatriement des monnaies divisionnaires italiennes.

M. le Président propose que cette Commission comprenne un Délégué de la Belgique.

Cette proposition est adoptée.

La Commission sera composée de MM. le Ministre de Suisse, le baron de Renzis, Allard, Brédif et de Foville. Il est entendu que d'autres Délégués pourront prendre part à leur gré aux travaux de la Commission.

La prochaine séance est fixée au samedi 14 octobre, à deux heures et demie.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Les Secrétaires :

DE CLERO,
A. ARNAUNÉ.

Le Président de la Conférence :

ROY.
(À suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SUISSE

Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral
sur sa gestion en 1893.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

(Suite) (4)

Quatrième division. — Bureau de la propriété intellectuelle.

PERSONNEL.

Nous avons à signaler, durant le courant de l'année, la sortie d'un technicien et d'un commis. Nous avons nommé en qualité de commis M. E. Ziegler; quant à la place de technicien, elle n'a pas encore été définitivement repourvue.

1. Protection des inventions. — La statistique des principales opérations du bureau en cette matière est renfermée dans le tableau suivant, qui renseigne également sur l'année 1892, afin de faciliter les comparaisons.

	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.	
	1893.	1892.
Demandes déposées	1847	1802
dont		
pour brevets provisoires	1226	1189
» » définitifs	551	560
» » additionnels	70	53
» protection aux expositions	—	—
Demandes retirées	66	53
Demandes rejetées	56	70
Recours ensuite du rejet de demandes	3	4
Notifications relatives à des demandes à l'examen	2427	2038
dont :		
I. Notifications	1620	1478
II. » 	655	492
III. » 	152	71
autres » 	13	17
Avis secrets	50	54
Brevets principaux délivrés	1648	1531

(1) V. *Archives*, 1894, II, p. 309.

Brevets additionnels délivrés	33	23
Certificats de protection aux expositions	—	—
Rappels de la transformation	149	505
Preuves du modèle présentées	1090	1060
dans :		
pour la confrontation au bureau	868	829
» » en dehors du bureau	69	80
modèles déposés à titre permanent	137	151
photographies déposées à titre permanent	16	—
Preuves du modèle refusées	161	166
Recours ensuite du rejet de modèles	22	48
Délais de priorité, en vertu de l'article 32 de la loi	48	43
Rappels des annuités	1719	1437
Sursis de paiement pour les trois premières annuités	9	2
Annuités payées	4219	3729
dans :		
1 ^{re} s annuités	1677	1662
2 ^{me} s » 	1163	1022
3 ^{me} s » 	582	472
4 ^{me} s » 	366	478
5 ^{me} s » 	356	95
6 ^{me} s » 	75	—
Cessions, etc., enregistrées	103	100
Licences enregistrées	19	19
Licences radierées	3	1
Nantissements enregistrés	4	3
Radiations	1157	980
dans :		
brevets principaux	1135	966
» additionnels	22	14
Total des correspondances reçues qui se rapportent à la protection des inventions	9144	8070

Le nombre des demandes de brevets qui nécessitent un remaniement est toujours trop considérable. Il en résulte pour le bureau un surcroît de travail qui, en partie du moins, pourrait être évité si les intéressés ou leurs mandataires consentaient, dès la première notification, à tenir compte des directions qui leur sont données.

Les allegements à la preuve de l'existence du modèle dont parlait notre dernier rapport, ont été introduits à partir du 1^{er} août 1893, ensuite de la révision, en date du 23 mars 1893, de la loi fédérale sur les brevets d'invention. Ces allegements consistent, d'une part, dans la prolongation du délai pendant lequel la dite preuve peut être fournie (trois ans au lieu de deux ans), et, d'autre part, dans la faculté accordée par le règlement d'exécution du 21 juillet 1893, de pouvoir déposer des photographies à titre permanent.

Les autres points touchés par la révision dont nous parlons, concernent essentiellement la concordance des textes dans les différentes langues nationales.

Ensuite du crédit que vous avez accordé à cet effet, un subside de 100 francs au maximum a pu être délivré aux communes qui tiennent gratuitement à la disposition du public une collection soigneusement reliée et bien classée des exposés d'invention. Ces communes étant en outre déchargées des frais de reliure, il est permis d'espérer qu'elles s'intéresseront à la conservation des dites collections et qu'elles en faciliteront

l'accès dans le but de stimuler le développement industriel des contrées respectives. On signale déjà une fréquentation plus grande de collections publiques d'exposés d'invention et le bureau fédéral ne manque pas d'en faire connaître la liste complète, soit dans ses publications officielles, soit dans les correspondances particulières, lorsque cela pourrait intéresser les personnes qui s'adressent à lui.

L'Allemagne nous ayant proposé l'adoption d'un adjonction au protocole de clôture de la convention de 1892 pour la protection de la propriété industrielle, nous avons adhéré à cette demande. La ratification de la convention n'a toutefois pas encore eu lieu.

Nous faisons suivre ici un tableau statistique renseignant sur les pays étrangers qui font breveter des inventions en Suisse,

Répartition par pays des brevets d'invention délivrés pendant les années 1892 et 1893.

	1893	1892
Brevets principaux	1648	1531
Brevets additionnels	33	23
	Total	1681
	1892	1554
Suisse	562 (= 33.43 0/0)	560 (= 36 0/0)
Etranger	1119 (= 66.57 0/0)	994 (= 64 0/0)
	Total	1681
	Total	1554

Répartition pour l'étranger.

	1893	1892
Allemagne	551	504
France	202	177
Grande-Bretagne	93	97
Autriche-Hongrie	104	74
Etats-Unis A. du N.	61	60
Italie	26	22
Belgique	34	12
Suède et Norvège	11	12
Espagne	6	11
Pays-Bas	4	7
Danemark	6	6
Russie	10	7
Turquie	2	—
Roumanie	1	—
Luxembourg	1	1
Nouvelle Zélande	—	4
Australie	4	3
Mexique	1	—
Canada	2	—
	Total	1119
		994

2. Dessins et modèles industriels. — Durant le cours de l'année, on a pu constater une augmentation du chiffre des dépôts (184 en 1892 et 307 en 1893), notamment de ceux provenant de l'industrie et de la broderie,

dont le nombre a quintuplé de 1892 à 1893. Si ce mouvement se maintient, il pourra être prochainement fait droit à des demandes provenant de cette industrie et tendant à une réduction des taxes prévues par le règlement d'exécution de la loi sur la matière.

La confusion trop fréquente qui est faite entre les brevets d'invention et les dessins et modèles, comme aussi l'abus qui consiste à profiter de la disposition légale d'après laquelle les dépôts peuvent être présentés à couvert, pour dissimuler les objets dont l'admission par le bureau semble douteuse, font désirer que le bureau soit autorisé à examiner préalablement tous les dépôts sans exception, puis à procéder lui-même à la fermeture de ceux qui doivent demeurer secrets pour le public. C'est, en principe, ce qui se fait déjà à l'égard des demandes de brevet, dont la publication est ajournée à la requête du demandeur.

Il a été présenté un recours en 1893, mais le recourant l'a retiré.

3. Marques de fabrique et de commerce. — Le tableau statistique qu'on trouve plus loin indique la répartition par classes de marchandises et par pays des 518 marques enregistrées durant l'année.

Les demandes de dépôt de marques dont les pièces présentaient des causes de rejet se sont élevées à 188. Pour 73 marques, le bureau crut devoir adresser un avis confidentiel touchant les analogies, etc. L'enregistrement de 20 marques a été refusé, tandis que 5 marques étaient volontairement retirées par les personnes en ayant requis l'enregistrement. Des modifications touchant la raison de commerce ou le domicile des propriétaires ont été enregistrées pour 46 marques. Enfin, il y a eu 22 marques transmises et 10 marques retirées.

En l'absence, dans la loi fédérale du 26 septembre 1890, de dispositions transitoires réglant l'application de la loi nouvelle aux marques enregistrées avant l'entrée en vigueur de celle-ci, une question a surgi, c'est de savoir si c'est la durée de protection (15 ans) fixée par la loi fédérale du 19 décembre 1879 qui est applicable à ces marques, ou si, au contraire, c'est la durée de protection (20 ans) établie par la loi fédérale du 26 septembre 1890. Nous nous proposons de vous soumettre prochainement des propositions à ce sujet, afin de sortir d'une indécision qu'il est absolument nécessaire d'écartier, vu la proximité de l'échéance des 15 années de la protection pour les premières marques enregistrées en vertu de la loi fédérale de 1879.

L'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1893. Pour cette première année, le bureau international nous a notifié l'enregistrement de 76 marques, dont 31 provenant de Suisse.

4. Protection de la propriété littéraire et artistique. — Le total des inscriptions effectuées durant l'année s'est élevé à 123, se répartissant en 70 inscriptions obligatoires et 53 inscriptions facultatives.

DÉPARTEMENT DE JUSTICE ET POLICE

A. Administration de la Justice.

I. — DIRECTION DU DÉPARTEMENT.

Le 14 septembre, le département de justice et police a vu mourir son

chef, M. le conseiller fédéral Louis Ruchonnet, dans son fauteuil de président du conseil de la poursuite pour dettes et des faillites.

C'est ainsi que, dans une mort digne de cette vie toute de travail et dans une suprême apparition là où il croyait que son devoir l'appelait, ce chef aimé et respecté a quitté ce milieu dont il avait été pendant douze ans le souffle, l'intelligence et la vie.

Mais la trace de Ruchonnet restera marquée dans le département.

C'est là qu'on retrouvera les vestiges de son heureuse collaboration au code fédéral des obligations ; la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite témoignera de sa haute intelligence et de son inébranlable volonté, et les travaux préliminaires entrepris par lui, en vue de l'élaboration d'un code civil et d'un code pénal suisses, guideront ceux qui seront appelés à lui succéder dans la belle tâche de l'unification de notre législation.

Ceux qui ont eu le bonheur d'être ses collaborateurs se souviendront de cet esprit large et élevé qui embrassait d'un seul coup d'œil l'ensemble d'une question difficile, ils reverront cette merveilleuse puissance de travail que n'abattait pas même la maladie, ils garderont surtout le souvenir de cette inépuisable bonté qui attirait à lui tous les coeurs.

L'influence de Ruchonnet se fera donc sentir longtemps après sa mort dans le département de justice et police, et cela pour le plus grand bien de cette partie délicate et difficile de notre administration fédérale.

Pendant le congé qui avait été accordé à M. Ruchonnet et après sa mort, M. le conseiller fédéral Zemp a, comme suppléant, pris la direction du département jusqu'au 15 janvier 1894, date de l'entrée en fonctions du titulaire actuel.

En juin et juillet, M. le conseiller fédéral Lachenal, qui a remplacé pendant son congé M. le conseiller fédéral Zemp, s'est occupé aussi des affaires de justice, notamment des recours.

II. — LÉGISLATION.

1. La loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale, dont le projet élaboré par le conseil fédéral est du 5 avril 1892, a été adoptée en 1893.

La votation finale sur le texte revisé proposé par le conseil fédéral le 20 mars 1893, a eu lieu dans les conseils le 22 mars. La loi a été publiée le 24 mars ; le délai d'opposition expirait le 22 juin 1893. Aucune demande de référendum n'ayant été formulée, le conseil fédéral décida le 23 juin d'insérer la loi au recueil officiel des lois fédérales, en fixant en même temps au 1^{er} octobre la date de son entrée en vigueur. Par message et projet d'arrêté du 23 juin, le conseil fédéral demanda les crédits supplémentaires dont il avait besoin pour l'exercice (1^{er} octobre au 31 décembre), ensuite de l'entrée en vigueur de la loi ; vous les avez accordés le 28 juin. La veille avait eu lieu l'élection du nouveau tribunal fédéral qui compte actuellement 14 juges et 9 suppléants, nommés pour la période allant du 1^{er} octobre 1893 au 31 décembre 1900, du président et du vice-président, nommés pour la période allant du 1^{er} octobre 1893 au 31 décembre 1894.

L'application de la nouvelle loi n'a jusqu'ici, à notre connaissance, pas soulevé de difficultés, ni provoqué de froissements. La procédure fixée à l'article 194, qui prévoit que, dans des cas douteux, un échange de vues doit se produire au sujet de la compétence entre le tribunal fédéral et le conseil fédéral, a déjà rendu de bons services.

2. Nous avions pu constater que tous les cantons n'avaient pas apporté la sollicitude voulue pour faire transférer, en conformité de la loi fédérale du 25 juin 1891 sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour, les gestions de tutelles du canton d'origine dans le canton du domicile ; aussi notre département de justice et police, par lettre du 25 janvier 1893, et nous-mêmes, par circulaire du 11 avril 1893, avons-nous rappelé aux autorités cantonales les dispositions de la loi en les invitant à pourvoir à leur application. Nous ajoutons qu'en cas d'inexécution de la loi, nous déclinions d'ores et déjà pour l'autorité fédérale toute responsabilité pour le dommage que pourrait faire encourir à qui que ce soit un état de choses non conforme à la loi (F. féd. 1893, II. 461).

3. Le fait que la direction du département a été confiée à un intérinaire nous a empêchés d'aborder l'examen de la révision de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, objet sur lequel il n'existe jusqu'ici qu'un avant-projet du département. Nous ne pouvons d'ailleurs que répéter ici ce que nous disions dans notre dernier rapport au sujet de l'étendue de cette révision et de l'esprit dans lequel elle doit être entreprise. Mentionnons aussi, sans vouloir par là exprimer ici notre propre opinion, que des personnes autorisées estiment qu'aucun abus criant n'ayant été signalé, il peut être surmis à cette révision, la loi sur l'état civil et le mariage devant être englobée, comme se rattachant au droit des personnes et de famille, dans un projet de code civil suisse unifié.

4. C'est aussi pour le motif ci-dessus que le département ne nous a, en 1893, pas présenté de propositions sur :

a. La question de savoir si et comment il pourrait être remédié aux abus dus aux jeux de bourse, préjudiciables à notre état économique et froissant le sentiment populaire (motion Schmid (Uri) et consorts de 1891 à 1892). Le département de justice et police attend encore les rapports du motionnaire, M. le Dr Schmid et de MM. Wolf et Cohn, professeurs à Zurich ;

b. La question de savoir s'il y a lieu de compléter l'article 119 C. O., en ce sens que, s'agissant de créances dues pour des salaires ne dépassant pas 200 francs, le tribunal ne devrait pas avoir le pouvoir de condamner le débiteur à des intérêts moratoires exceptionnels (motion Favon et consorts de 1892-1893), et celle intimement liée à la première, soulevée par une pétition de la fédération des sociétés ouvrières de Genève des 12/13 mars 1893, qui demandait que les délais réduits prévus en matière de poursuite pour effets de change fussent étendus aux poursuites intentées par des ouvriers contre des employeurs pour obtenir paiement de sommes qui leur ont été adjugées par les tribunaux de prud'hommes ou les juges prud'hommes conciliateurs. Notre département a reçu deux rapports sur ces questions, de M. le juge fédéral Soldan et de M. le professeur Dr Eugène Huber. Il désire toutefois examiner lui-même le sujet sous toutes ses faces avant de nous présenter des propositions ;

c. La question de savoir si la loi fédérale sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur en cas de mort d'homme ou de lésion corporelle, du 1^{er} juillet 1875, ne devrait pas être complétée par l'adoption du principe posé à l'article 54 du code fédéral des obligations (motion Brenner et consorts de 1893) ;

d. La question de la réglementation des loteries par une loi fédérale, qui a fait l'objet d'une circulaire que notre département a adressée à tous

les gouvernements cantonaux et dont le conseil national a eu également à s'occuper dans sa séance du 20 mars 1893, lors de l'interpellation Gallati et consorts. Le département a reçu des gouvernements cantonaux les renseignements qu'il désirait ; un avant-projet de loi fédérale a été rédigé par M. le procureur général de la Confédération ;

e. La question de la révision de la loi fédérale sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, soumise au département de justice et police par arrêté du conseil fédéral du 28 février 1893. Le département a reçu du tribunal fédéral un avis de droit qui traite le sujet d'une manière circonspecte ;

f. La question de la garantie à assurer d'une façon plus complète en faveur du droit de réunion (motion Vogelsanger et consorts de 1891), ainsi que les pétitions des assemblées populaires des 1^{er} mai 1892 et 1893 (fête du 1^{er} mai) relatives à l'extension des droits du peuple et à la suppression de la police politique.

Le retard apporté dans le traitement de ces questions n'a pas, ce nous semble, porté préjudice à des intérêts légitimes ; le droit de réunion est, à notre connaissance, du moins, respecté partout en Suisse ; nous rappelons d'ailleurs que ce droit, tel qu'il est défini par l'article 56 de la constitution fédérale, a pour gardien le tribunal suprême de notre pays. En ce qui concerne l'extension des droits politiques, la discussion que soulèvera la motion Brunner et consorts, du 21 décembre 1893, fournira au conseil national l'occasion de s'en expliquer. La suppression de la police politique est une question que les conseils peuvent examiner chaque année lors de la discussion du rapport de gestion du conseil fédéral. Nous croyons pouvoir dire que, si la suppression de la police politique répondait à des motifs urgents et fondés, les chambres n'eussent pas manqué de la réclamer.

5. Les 28-29 mars 1893, vous nous avez transmis une pétition du comité central de la société du Grutli, du 4 décembre 1892, demandant qu'il soit élaboré, le plus promptement possible, un code pénal suisse. Nous sommes en mesure de vous dire qu'en 1893 cette matière a été l'objet de travaux préparatoires importants.

Le second volume des « éléments du droit pénal suisse » a paru au printemps et son auteur, M. le professeur Charles Stooss, a publié, en outre d'un exposé des questions fondamentales que soulève l'élaboration d'un code pénal suisse, un projet motivé de la partie générale de la loi. La traduction française est l'œuvre de M. le professeur Alfred Gautier, dont le travail mérite toute notre reconnaissance. La Commission d'experts convoquée par le département de justice et police a discuté l'avant-projet Stooss, dans les réunions qui ont eu lieu à Berne, sous la présidence de M. le juge fédéral Morel, du 19 au 23 septembre, et du 2 au 7 octobre 1893.

Les membres de l'assemblée fédérale ont reçu l'avant-projet de M. Stooss avec les motifs, ainsi que les procès-verbaux des séances de la commission.

Le département sait que M. le professeur Stooss aura prochainement terminé la partie spéciale de son avant-projet, de sorte que la commission d'experts pourra l'examiner encore dans le courant de cette année.

6. Les travaux préparatoires n'ont pas été moins actifs dans le domaine du droit civil. M. le professeur Dr^e Eugène Huber a soumis, au printemps 1893, à notre département, un programme sur le mode à suivre pour l'élaboration d'un avant-projet de code civil suisse, programme que nous avons communiqué, le 17 novembre 1893, à tous les gouvernements cantonaux, à un grand nombre d'exemplaires. Le département s'exprimait comme suit dans la lettre qui accompagnait cet envoi : « Nous partageons l'opinion du rédacteur qui voudrait que les autorités administratives et judiciaires supérieures des cantons fussent appelées à donner leur avis sur les principes fondamentaux du projet, notamment sur la question de l'étendue à donner à l'unification. » Le département disait en outre qu'il attachait la plus grande importance à avoir l'opinion des hommes connaissant bien le droit de leur canton ainsi que des professeurs des diverses facultés de droit.

Le département demanda, par lettre spéciale, au haut tribunal fédéral sa collaboration.

En décembre 1893, M. le professeur Dr^e Huber a soumis à notre département la première partie détachée d'un code civil suisse, celle traitant des « Effets du mariage », précédée d'un commentaire. Il a fait appel, pour la discuter avec lui, à MM. Frédéric Schreiber, docteur en droit, de Goldau, et Louis Bridel, professeur de droit à Genève, qui ont tous deux publié des travaux remarquables sur le régime matrimonial. La traduction française du projet a été faite par M. le professeur Bridel. Le commentaire servira de base pour l'élaboration ultérieure des motifs à l'appui du projet définitif. Pour le moment, le projet, avec le commentaire, a été envoyé par notre département, à titre confidentiel, à un certain nombre d'experts choisis dans toutes les parties de la Suisse.

Nous aurons à revenir sur ce sujet dans notre rapport pour 1894.

7. Pour ne pas encourir le reproche de n'avoir pas, en temps utile, prévu des peines sévères contre l'anarchisme, qui peut devenir un danger aussi pour notre pays, et de n'avoir rien fait pour réprimer les délits d'anarchie, le conseil fédéral, par message du 18 décembre 1893 (F. féd. 1893, V. page 769), a présenté un projet de loi sur les délits contre la sûreté publique sur le territoire de la Confédération suisse.

Le conseil des Etats, qui avait la priorité, a renvoyé la discussion du projet à la session extraordinaire du printemps 1894. Nous ne pourrons vous faire rapport à ce sujet que l'année prochaine.

III — POURSUITES POUR DETTES ET FAILLITE.

Pendant l'exercice de 1893, le nombre des recours s'est élevé à 225 (188 en 1892). Le tableau que voici indique les diverses solutions qu'ils ont reçues :

Année	Nombre des recours.	Retirés ou liquidés par correspondance.	Pas entré en matière (1).	Ecartés comme non fondés.	Déclarés fondés.	Pendants
1892	188	29	46	64	47	2
1893	225	16	46	87	52	24

Les décisions tranchant des questions importantes ont été publiées dans

(1) Pour cause d'incompétence, comme sans objet, tardifs, intentés par des personnes n'ayant pas qualité.

les « Archives de la poursuite pour dettes et de la faillite, » ce qui nous dispense d'en parler ici.

Il a été posé par des particuliers et des autorités 501 questions (610 en 1892) de nature juridique, auxquelles il a toujours été répondu dès que le temps limité dont dispose le bureau, étant donné la besogne d'autre nature qui incombe à son personnel, le permettait.

Le conseil de la poursuite a tenu, pendant l'exercice, 21 séances d'une demi-journée (1892 : 35).

Les travaux préparatoires pour l'établissement d'une statistique des poursuites et des faillites commencés en 1892 ont été terminés fin 1893. Conformément à un arrêté du conseil fédéral (ordonnance n° 3) du 21 novembre 1893 (Rec. off., XIII. 714), les autorités cantonales de surveillance et celles compétentes en matière de concordat auront à faire des relevés statistiques sur les poursuites, les faillites et les concordats ; le département fédéral de justice et police est chargé de donner à ces autorités les instructions nécessaires à ce sujet. Le département a, en conformité de cette ordonnance, édicté l'instruction n° 1 du 30 décembre 1893 (circulaire n° 17. F. féd. 1894, I. 43).

Les publications officielles de la division de la poursuite pour dettes et des faillites se sont réduites à deux circulaires.

La première demandait des renseignements sur les formalités observées dans les cantons quant à l'adjudication d'immeubles et à la constatation de l'adjudication ; elle avait en vue une réglementation uniforme de la matière. Il n'y a, jusqu'ici, pas été donné d'autre suite, vu le peu d'urgence de la question.

La seconde communiquait aux autorités cantonales de surveillance la décision du 8 août 1893 par laquelle le conseil fédéral a déterminé le droit qu'ont les offices de poursuite et de faillite de saisir, en mains de la poste, des lettres, articles de messagerie, etc.

Par lettre du 20 mai 1893, le gouvernement de Bâle-campagne a demandé qu'il fût couvoqué une conférence de délégués cantonaux qui auraient à discuter de l'opportunité d'une suspension de poursuites en faveur des agriculteurs et de l'étendue à donner à cette mesure. Le conseil fédéral a, en date du 26 mai, rejeté cette proposition par une décision motivée.

Il a paru dans la feuille officielle suisse du commerce, 2357 publications officielles (2141 en 1892).

Le dépôt central a expédié 3,156,110 formulaires et feuillets de registres 4,501,154 en 1892).

Pas plus qu'en 1892, il n'a été fait, par l'autorité fédérale, d'inspection des offices de poursuite et de faillite.

IV. — DROIT PUBLIC SUISSE.

Pendant l'exercice, nous vous avons remis le dernier volume du « *Droit public suisse* » du professeur de Salis, avec un répertoire des lois, la table alphabétique des personnes et des matières.

La traduction française et italienne du troisième volume a paru, celle du quatrième et dernier volume est en préparation et sera prochainement publiée.

Adoptant un avis qu'avait émis M. le conseiller fédéral Ruchonnet,

comme chef du département fédéral de justice et police, nous avons, le 18 juillet 1893, décidé en principe de contribuer aux frais de la publication d'un exposé historique et systématique du droit public suisse, à rédiger aussi par le professeur L.-R. de Salis, docteur en droit, et qui embrasserait la période (1863 à 1874) non traitée par Ullmer. L'utilité d'un ouvrage exposant la jurisprudence suivie en matière de droit public pendant cette période est incontestable. Il ne sera toutefois pas conçu sur le plan du traité relatif aux années 1874 et suivantes. M. le conseiller fédéral Ruchonet était même d'avis que ce travail devait comprendre non pas seulement la période de 1863 à 1874, mais indiquer systématiquement les phases qu'a traversées notre droit public de 1848 à 1874.

Nous ne pourrons vous faire rapport sur ce point que l'année prochaine.

V. — GARANTIE ACCORDÉE A DES CONSTITUTIONS CANTONALES.

L'assemblée fédérale a accordé la garantie fédérale :

1^o A la constitution du canton des Grisons du 2 octobre 1892, par arrêté fédéral du 25 mars 1893 (Rec. off., nouv. série, XIII. 347);

La nouvelle constitution se distingue de l'ancienne sur les points suivants : Elle facilite l'exercice du droit d'initiative. L'administration de l'Etat n'est plus confiée à un collège de membres, mais est divisée en départements. Les membres du gouvernement sont portés de 3 à 5, nommés maintenant par le peuple ;

2^o A la revision partielle de la constitution du canton d'*Appenzell-Rh. int.* du 24 avril 1892, par arrêté fédéral du 25 mars 1893 (Rec. off., nouv. série, XIII. 345);

Par cette revision, Appenzell-intérieur a décidé que son député au conseil des Etats serait nommé à l'avenir par le peuple simultanément avec le représentant du demi-canton au conseil national.

3^o A la revision partielle de la constitution du canton de Zurich, du 23 avril 1893, par arrêté fédéral du 22 décembre 1893 (Rec. off., nouv. série, XIII. 1001);

Cette revision a modifié, dans un sens démocratique, le mode d'élection pour les instituteurs des écoles publiques et les ministres des cultes subventionnés par l'Etat (F. féd. 1893, V. 221).

4^o A la constitution du canton de Berne du 4 juin 1893, par arrêté fédéral du 22 décembre 1893 (Rec. off., nouv. série, XIII. 1003).

La nouvelle constitution remplace celle du 31 juillet 1846. Elle réalise : a) la concordance de la loi cantonale fondamentale avec la constitution fédérale ; b) l'extension des droits du peuple ; c) l'unité du canton, y compris l'assistance publique, les impôts et la législation civile.

Pour plus ample informé, voir notre message du 2 décembre 1893 (F. féd., V. 225).

VI. — CONCORDATS.

Par la loi du 29 novembre 1892/23 avril 1893, le canton d'Argovie s'est retiré, à partir du 1^{er} août 1893, du concordat du 5 août 1852 sur la fixation et la garantie des vices rédhibitoires du bétail (Rec. off., IV. 212).

Ce concordat n'existe plus aujourd'hui qu'entre les cantons de Zurich, Schwyz, Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Thurgovie (Rec. off., nouv. série, XIII. 549).

VII. — ÉTAT CIVIL.

1. Dans son rapport sur la gestion du conseil fédéral en 1892, la commission du conseil des Etats s'étonne que nous ayons passé si légèrement sur les rapports des autorités cantonales de surveillance relatifs à l'inspection des offices d'Etat civil en 1891, et que nous en ayons tout complètement les résultats. Elle espère qu'à l'avenir nous ne manquerons pas de réparer cette lacune dans notre rapport de gestion.

Nous devons faire observer qu'un relevé systématique de ces rapports d'inspection cantonaux, qui sont pour la plupart de longs et consciencieux travaux, ne pourrait être reproduit dans notre rapport de gestion sans lui donner une ampleur inusitée et que, par conséquent, il faudrait en faire l'objet d'un rapport spécial, dont cependant l'urgence ne nous paraît nullement démontrée pour le moment. Et cela d'autant plus que les rapports d'inspection obligent chaque année notre département de justice et police à donner nombre d'instructions aux autorités cantonales de surveillance.

En nous plaçant au bénéfice de ces quelques observations, nous nous bornons à mentionner, comme d'habitude, le fait que les rapports d'inspection pour l'année 1892 nous sont tous parvenus et que, somme toute, ils accusent des résultats satisfaisants. Nous n'avons eu aucun motif d'ordonner en 1893 des inspections extraordinaires, dans le sens de l'art. 12 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage.

2. Une autorité cantonale de surveillance a trouvé matière à réclamation dans le fait que la transmission des actes intéressant l'état civil des Suisses domiciliés à l'étranger laissait à désirer. Nous lui avons répondu ce qui suit :

Les pays avec lesquels la Suisse a conclu des conventions pour la communication réciproque et gratuite des actes de l'état civil sont énumérés dans le « guide pour les officiers de l'état civil », à pages 190 et suivantes. Ce sont le grand-duché de Bade, la Bavière, la Belgique, l'Italie et l'Autriche-Hongrie. En 1890, il a été convenu avec le gouvernement espagnol que les actes de l'état civil réclamés par la voie diplomatique seront délivrés gratuitement de part et d'autre (F. féd. 1891, II. 408). En outre, les traités avec la Belgique et l'Italie, mentionnés dans le « guide », ont été remplacés en 1882 et 1886 par de nouvelles conventions (Rec. off., nouv. série, VI. 149, et IX. 32).

Eu ce qui concerne la France, nous avions soumis à l'assemblée fédérale, par message du 4 décembre 1875, une déclaration à échanger avec ce pays relativement à la communication réciproque des actes de l'état civil, mais les deux conseils n'ont pu s'entendre et l'affaire n'a pas eu de suite. Après avoir conclu avec la France une convention le 23 juillet 1879, pour régler la nationalité et le service militaire des enfants de Français naturalisés Suisses (Rec. off., nouv. série, V. 163), nous espérions qu'on pourrait reprendre les négociations pour l'échange de la déclaration susvisée. Cependant, nous avons dû renoncer définitivement à cette idée sur un rapport de notre légation à Paris et la proposition conforme de notre département de l'intérieur (25 octobre 1883), parce que les inscriptions de naissance n'indiquent pas en France la nationalité de l'intéressé.

Fassons à l'Allemagne. Nous avions proposé à ce pays, en 1873, de conclure un traité sur l'assistance judiciaire gratuite en matière civile. En 1878, l'office des affaires étrangères de l'empire allemand nous fit savoir qu'il

était prêt à discuter toutes les questions de nature à faciliter les relations judiciaires entre la Suisse et l'Allemagne, mais les négociations échouèrent devant les appréhensions des autorités allemandes et devant la législation des états allemands et de l'empire.

3. Par décision du 5 novembre 1879, le conseil fédéral, agissant en vertu de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, article 13, a autorisé le consul suisse à Buenos-Ayres à dresser acte des naissances et décès des ressortissants suisses, ainsi qu'à célébrer les mariages entre Suisses ou entre Suisses et étrangers.

En 1891, lors de la transformation du consulat, ces fonctions ont été reportées à M. Rodé, notre ministre résident, mais ce dernier n'a pas eu l'occasion de les exercer.

M. Rodé a rappelé au contraire, par son rapport du 4 mai 1893, que le congrès argentin avait introduit en 1884 pour la capitale et les territoires nationaux le registre de l'état civil et en 1888 pour toute la république le mariage civil, ajoutant qu'ensuite de cette dernière innovation, la plupart des provinces avaient inauguré simultanément avec la constatation des mariages celle des naissances et des décès, si bien qu'aujourd'hui on tenait des registres pour l'état civil dans toute la république argentine.

De cette façon, le motif qui avait le plus contribué dans le temps à ériger le consulat suisse à Buenos-Ayres en office d'état civil a cessé d'exister. En outre, il ne faut pas oublier qu'en réalité les autorités de la République argentine n'ont jamais reconnu comme valables les mariages célébrés par les consuls étrangers. Ainsi, par exemple, il est arrivé dans la province de Santa-Fé que des époux unis par le consul suisse ont dû célébrer leur mariage une seconde fois, parce que leur première union était considérée comme nulle et non avenue.

L'exercice des fonctions confiées à notre légation en matière d'état civil ne pouvait amener dès lors que la confusion. Nous avons invité notre ministre résident à Buenos-Ayres à s'en abstenir dorénavant et jusqu'à nouvel ordre (13 janvier 1893).

4. Dans quelques cas heureusement isolés, les tribunaux français se sont déclarés compétents pour connaître des demandes en divorce entre Suisses.

En considération de ce fait, nous croyons utile d'intercaler à cette place, sous forme d'extrait, le jugement rendu par le tribunal civil de la Seine le 10 mars 1888 et confirmé par la cour d'appel de Paris (1^{re} chambre) le 26 mars 1889.

Ce jugement, qui est reproduit in extenso dans *Clunet*, journal de droit international privé, année 1893, à pages 374 et suivantes, arrive aux conclusions que voici :

1. Il résulte des dispositions du traité franco-suisse de 1869 que les tribunaux français sont incomptétents pour connaître d'une demande en divorce pendante entre époux suisses.

2. Le tribunal français devant lequel une pareille demande est portée doit d'office se déclarer incomptétent.

3. Il importe peu que le défendeur n'ait point, lors du préliminaire de conciliation, décliné la compétence du tribunal français.

4. En pareille hypothèse, le tribunal français est d'ailleurs compétent

pour statuer sur les mesures concernant le domicile assigné à la femme, la garde des enfants, la pension alimentaire et les mesures conservatoires.

5. Par arrêté du 16 janvier 1891, le gouvernement de Soleure avait décidé que les jugements des tribunaux allemands prononçant le divorce entre époux de nationalité soleuroise domiciliés en Allemagne au début de l'action seraient reconnus dans le canton de Soleure.

Rendu attentif à cet état de choses, le département fédéral de justice et de police a rappelé au gouvernement soleurois les explications contenues dans ses rapports de gestion de 1887 et 1891 (F. féd. 1888, II. 313 et 314, chiffres 27 et 28 ; 1892, II. 309, chiffre 14), explications aux termes desquelles il y a impossibilité légale de reconnaître les jugements étrangers prononçant le divorce entre Suisses.

Le département ajoutait ce qui suit : L'article 9 de l'ancien code civil du canton de Soleure stipule, il est vrai, que, lorsqu'il y a doute sur la question de savoir si, vu le traité en vigueur ou l'absence de traité, les rapports de droit des citoyens ressortissant à un autre état sont régis par tels ou tels us et coutumes, c'est le conseil d'état qui tranche la question. Mais le texte d'une loi cantonale ne prévaut pas sur le droit fédéral. En d'autres termes, l'article 9 de l'ancien code civil soleurois est nul et de nul effet en regard de l'article 43 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage.

Le gouvernement de Soleure a pris acte de ces explications conformes à la jurisprudence constante du conseil fédéral et rapporté son arrêté du 16 janvier 1891.

6. Une juive, née à Dunabourg, s'est mariée à Saint-Pétersbourg en 1878 avec un Américain professant également la religion judaïque.

Comme le prescrivait la loi russe, ce mariage avait été célébré suivant le rite juif. Mais il avait été dissous à Saint-Gall le 24 juin 1890, selon le même rite, ainsi que l'attestait un certificat délivré par le rabbin de la communauté israélite de cette ville.

En 1893, la femme divorcée sollicita du conseil fédéral l'autorisation de se faire naturaliser, elle et sa fille née du mariage dont il s'agit à Moscou en janvier 1880.

Appelé à donner son avis sur cette affaire, notre département de justice et police le fit de la manière suivante :

« Aux termes de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, article 43, les actions en divorce et en nullité de mariage doivent être intentées devant le tribunal compétent. En outre, les étrangers doivent produire la déclaration prévue à l'article 36. Ainsi le veut le droit public suisse. Par conséquent, la rupture du mariage prononcée par le rabbin de Saint-Gall est nulle et le mariage est toujours valable en Suisse. La demande en naturalisation doit être considérée à ce point de vue là. »

D'ailleurs le département n'a pas manqué de transmettre ces observations au rabbin de Saint-Gall, par l'entremise du gouvernement cantonal, en l'invitant à s'y conformer à l'avenir.

Le rabbin eut à cœur de se justifier. Il alléguait ne jamais dissoudre les liens matrimoniaux qui unissent des juifs domiciliés en Suisse avant que le divorce n'ait été prononcé par les tribunaux. Mais, comme le mariage civil et le divorce sont inconnus en Russie, les ministres du culte procé-

dant à ces actes, il s'était cru autorisé à prononcer la rupture d'un mariage juif célébré en Russie.

Quant au gouvernement de Saint-Gall, il déclare ne pas douter qu'à l'avenir le rabbin n'évitât de semblables irrégularités.

7. Une autorité cantonale de surveillance nous a demandé si, en l'absence du père, la mère investie de la puissance paternelle pouvait délivrer la déclaration de consentement prévue aux articles 27 et 30 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage pour le mariage des enfants mineurs.

En nous référant aux indications du « guide », nos 122 et 123, nous avons résolu cette question d'une manière affirmative, tout au moins en ce qui concerne les cas où il est bien et sûrement établi (par exemple par la police locale ou par témoins) que le domicile du père est inconnu et où le droit tutélaire cantonal ne contient pas de prescriptions contraires, dont l'admissibilité devrait être reconnue, le cas échéant, par le tribunal fédéral.

8. Dans un cas spécial, un gouvernement cantonal alléguait pour sa justification que, comme il s'agissait d'une simple formalité, il avait voulu aider les époux à sortir d'embarras.

En ce qui concerne l'omission de publier le mariage au lieu d'origine, nous avons répondu que l'officier de ce lieu aurait fort bien pu être puni pour inobservation de ses devoirs, ainsi que tenu responsable envers les époux de tous les dommages éventuels causés par cette omission (chapitre I^e de la loi fédérale). Personne n'avait le droit de dispenser les époux de publier leur mariage, attendu que, abstraction faite de la publication à l'étranger, qui est réglée par l'article 29, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, cette dernière n'admet la non-publication qu'en cas de danger de mort (article 37, alinéa 2). De son côté, l'officier qui a procédé à la célébration du mariage n'avait pas le droit d'y procéder, même ensuite de l'autorisation accordée par le conseil d'Etat. Les articles 34 à 37 de la loi sur la matière stipulent en effet que les certificats de publication sont transmis avec les oppositions éventuelles à l'office de l'état civil du domicile de l'époux qui procède dans la règle à la célébration du mariage. Mais si le mariage doit avoir lieu dans un autre arrondissement, l'officier de cet arrondissement ne peut y procéder que moyennant l'autorisation écrite de l'officier du domicile de l'époux. Or, cette autorisation n'existe pas dans le cas particulier.

En faisant part de ces observations au gouvernement cantonal, nous lui avons exprimé les regrets que nous avions causés sa manière d'agir.

9. Le département de justice et police du canton de Soleure nous a fait savoir que M. K., procureur général du canton de Soleure, s'était marié à l'église allemande luthérienne de Saint-Georges, à Londres, le 6 août 1893, avec une femme divorcée de son premier mari, et que, à cette occasion, le délai de 300 jours, fixé aux femmes divorcées par l'article 28 de notre loi sur le mariage, n'avait pas été observé. Pour ne prendre qu'à bon escient ses décisions relatives à la transcription de ce mariage dans les registres du lieu d'origine, le département nous demandait si toutes les conditions requises en Angleterre pour la conclusion d'un mariage valable étaient remplies (article 54, alinéa 3, de la constitution fédérale).

Nous savions bien qu'en Angleterre, les femmes ne sont pas soumises par la loi à un délai d'attente comme en Suisse. Cependant, nous avons prié notre légation à Londres de nous renseigner d'une façon aussi exacte

que possible sur la validité du mariage dont il s'agit. Voici en substance la réponse de la légation :

« Le divorce est prononcé en Angleterre par un arrêt provisoire (decreto nisi). Cet arrêt peut être attaqué pendant une période de 6 mois. S'il n'est pas rapporté, un arrêt définitif (decreto absolute) est rendu à l'expiration des 6 mois. Dès que cet arrêt définitif est intervenu, les deux parties ont le droit de se remarier. En fait, la prohibition de remariage est donc limitée à 6 mois. Quant à l'acte de mariage dont il s'agit dans le cas particulier, la légation estime qu'il est parfaitement valable. La légation se déclare prête à le légaliser après l'avoir fait viser par le « Registrar general » d'Angleterre. »

Eu portant ces explications à la connaissance du département de justice et police du canton de Soleure, nous avons ajouté qu'au point de vue des autorités administratives de surveillance, rien ne s'opposait à la transcription du mariage en question dans les registres B des mariages du lieu d'origine. Toutefois il y aurait lieu, disions-nous, d'astreindre préalablement les époux, vu le n° 23 du « Guide », à se procurer le visa du Registrar general anglais et la légalisation de notre légation à Londres. Il n'était pas impossible en effet que la validité du mariage ne fût contestée devant le juge compétent.

Nous avons exprimé à cette occasion notre étonnement et nos regrets de voir que le procureur général du canton de Soleure, qui a pour mission de faire respecter les lois de son pays, les ait lui-même méconnues dans le cas particulier.

10. Un sujet turc, originaire de Nevesca, province de Castorie, appartenant à la religion chrétienne, orfèvre à Montreux, voulait y épouser une Vaudoise. A cet effet, il produisit un passeport et un permis de mariage délivrés, le premier, par le consulat général de Turquie à Vienne le 10 mars 1893, et le second par l'archevêque de Nevesca le 20 du même mois.

Comme il s'agissait de savoir à quelle autorité on devait s'adresser pour requérir la publication de la promesse en Turquie, subsidiairement, quelle était l'autorité ottomane qui délivrait l'attestation qu'une publication n'était pas nécessaire en Turquie et à quelle autorité devait être requise la déclaration de reconnaissance prévue à l'article 37, alinéa 4, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, nous avons soumis le cas à l'ambassade ottomane en France, par l'entremise de notre légation à Paris, et avons reçu la réponse suivante :

En Turquie, les mariages sont assujettis aux règles religieuses de chaque communauté. Il n'y a pas de publications de mariages, et le rôle de l'autorité civile se borne à enregistrer les unions bénies par l'autorité ecclésiastique compétente.

Dans le cas particulier, l'époux, qui appartient à l'église grecque orthodoxe, avait obtenu de l'autorité ecclésiastique supérieure l'autorisation de contracter mariage. L'ambassade ottomane estimait qu'il ne lui restait plus, une fois la cérémonie religieuse célébrée par un prêtre orthodoxe, qu'à faire inscrire son mariage sur les registres de l'état civil de sa commune d'origine.

11. Les parents d'un bourgeois de la ville d'Aarau, mort le 16 décembre 1876 à San-Francisco, avaient requis de l'état civil d'Aarau l'inscription du décès, en produisant à l'appui comme pièces justificatives :

a. Un extrait du registre des décès de San-Francisco du 19 décembre 1876, constataut que le 16 décembre 1876 était mort à l'hôpital de cette ville Guillaume Eder, âgé de 34 ans, menuisier, citoyen suisse ;

b. La déclaration de dame Francisca Jensen, qui affirma le 29 décembre 1892, devant le consul suisse de San-Francisco, que ce Guillaume Eder était bien le bourgeois d'Aarau dont il s'agissait ; qu'elle l'avait connu personnellement, parce qu'il était lié avec feu son mari ; ledit vivait sous un nom d'emprunt pour que son identité ne pût pas être établie.

L'état civil d'Aarau, soit la direction cantonale de l'intérieur, refusa de procéder à l'inscription requise, pour le motif que l'identité était loin d'être établie, n'ayant été affirmée que par un seul témoin et cela 16 ans après le décès. Le gouvernement d'Argovie confirma cette décision.

Le 14 juin 1893, les intéressés recoururent au conseil fédéral, invoquant la circulaire du conseil fédéral du 6 octobre 1876 (F. féd. 1876, III. 667), qui, suivant eux, resterait sans application s'il fallait apporter « la certitude absolue du décès », comme l'exige le gouvernement d'Argovie.

Nous avons écarté le recours comme non fondé, en substance pour les motifs ci-après :

a. Aux termes de l'article 5, lettre c, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, les officiers de l'état civil sont tenus d'inscrire les communications pour les décès, provenant d'autres arrondissements de la Suisse ou de l'étranger et en tant qu'elles concernent des habitants ou des ressortissants de leur arrondissement. L'inscription de ces décès a lieu, aux termes de l'article 1^{er}, lettre a, chiffre 4, du règlement pour la tenue des registres de l'état civil, du 20 septembre 1881, dans le registre B des décès.

L'article 8 de ce règlement statue qu'il n'est pas délivré d'extraits des registres B, mais des copies des extraits ou communications qui ont servi de base aux inscriptions dans ces registres (voir nos 106 et 24 des instructions du guide pour les officiers de l'état civil).

b. L'acte de décès, dont une copie est produite, et qui a été dressé, le 19 décembre 1876, par le fonctionnaire compétent de San-Francisco en conformité des prescriptions de la loi du lieu, est relatif à un menuisier, Guillaume Eder, mort le 16 décembre 1876 à l'hôpital de San-Francisco ; or, ni cette pièce ni les autres au dossier n'établissent suffisamment qu'elles visent le citoyen argovien dont l'inscription de décès est requise (voir no 105 des instructions du guide pour les officiers de l'état civil). Outre que le témoin appelé à affirmer, devant le consul suisse de San-Francisco, l'identité du défunt, n'a déposé que le 29 décembre 1892, soit seize ans pleins après le décès dont il s'agit, le procès-verbal de son interrogatoire n'est nullement fait pour infirmer l'extrait certifié conforme et dressé à San-Francisco le 27 décembre 1892, du registre où est inscrit l'acte de décès de Guillaume Eder. L'article 11 de la loi fédérale sur l'état civil doit trouver son application en l'espèce : Les registres de l'état civil et les extraits délivrés, qui sont attestés conformes par l'officier de l'état civil, sont des actes authentiques qui font pleine foi de leur contenu aussi long-temps que la preuve n'est pas faite de la fausseté ou de l'inexactitude des indications et des constatations sur lesquelles se base l'inscription. Sous ce rapport, le procès-verbal pourra servir à établir en justice l'identité de Guillaume Eder avec le bourgeois d'Aarau dont il s'agit. C'est au juge qu'il appartiendra, comme il lui appartient de par l'article 9, alinéa 2, de

la loi fédérale, de statuer sur cette question ; il aura à examiner si les dires de la veuve et des enfants du bourgeois d'Aarau décédé en 1876 peuvent être considérés comme concluants. Tant que l'identité ne sera pas établie par jugement, il ne saurait être question de procéder à l'inscription requise.

c. C'est à tort que les recourants invoquent la circulaire du conseil fédéral du 6 octobre 1876. Cette circulaire vise l'inscription du décès de personnes disparues ou retrouvées dans un état méconnaissable en suite d'accidents ou de catastrophes (incendies, inondations) et statue qu'en pareil cas, quand le décès est absolument certain (ainsi, une personne ayant disparu dans un incendie, on retrouve des restes humains dans les décombres), l'inscription du décès de cette personne doit avoir lieu, sous ses noms, prénoms, etc., conformément à l'article 22. L'espèce n'a pas d'analogie avec ces cas-là, puisqu'il s'agit ici uniquement d'une rectification, soit de la constatation de l'identité d'une personne dont le décès a été réglementairement inscrit lorsqu'il est survenu.

12. Une affaire de mariage dont le tribunal fédéral s'est déjà occupé quatre fois (arrêts du tribunal fédéral, XVII, pages 583 et suivantes ; XVIII, pages 75 et suivantes, et 790 et suivantes) et au sujet de laquelle le conseil fédéral a aussi statué (F. féd. 1892, II. 311, arrêté du 20 octobre 1891), nous a été déférée à nouveau par voie de recours.

Il s'agissait cette fois d'examiner si l'émancipation accordée à la future épouse en date du 1^{er} juillet 1893 par l'autorité compétente lui avait donné la capacité de contracter mariage, en d'autres termes si l'article 9 de la loi sur la capacité civile du 22 juin 1881, à teneur duquel la capacité requise pour contracter mariage est déterminée par la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, vise le premier et le second alinéa de l'article 27 de cette loi. L'officier de l'état civil recourant soutenait, à l'encontre de l'autorité cantonale de surveillance et de l'avocat des futurs époux, qu'il s'agissait du second alinéa.

Il nous suffira de rappeler que le conseil fédéral, dans le message qu'il a adressé le 7 novembre 1879 à l'assemblée fédérale (F. féd. 1879, III. 764) sur le projet de loi relatif à la capacité civile, disait au sujet de l'article 9 que la loi en vigueur a textuellement reproduit :

« La réserve exprimée par cet article (l'article 9) n'a pas trait précisément à la faculté de contracter mariage, telle qu'elle est réglée aux articles 27, alinéa 1^{er}, et 28 de la loi concernant le mariage. Notre loi, fidèle à sa tendance, n'entend pas toucher à cette matière. Ce qu'elle a en vue, c'est la capacité de contracter mariage sans autorisation préalable, capacité pour laquelle la loi en question exige l'âge de 20 ans révolus. La réserve expresse des dispositions de ladite loi, faite dans le but d'éviter tout malentendu, a une importance toute particulière si, — « ce qui n'a pas eu lieu, » — notre proposition de fixer l'âge de majorité à 21 ans est adoptée. »

L'assemblée fédérale a expressément adopté cette opinion qui est en conséquence déterminante.

13. Un Balois avait fait publier à Bâle en septembre 1892 le mariage qu'il avait l'intention de contracter avec une Bernoise. Sur l'opposition à la célébration de ce mariage faite par les parents du futur époux en vertu de l'article 28, chiffre 3, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, le

7 décembre 1892 le tribunal civil de Bâle (chambre des mariages et tutelles) rendit un jugement qui, basé sur un rapport détaillé du directeur de l'asile des aliénés, interdit au fiancé de se marier pour cause de « faiblesse d'esprit bien caractérisée, qui, jointe à des défauts moraux, a, sinon supprimé toute intelligence, au moins amené un état d'imbécillité. »

Ce jugement, resté sans appel, entra en vigueur le 28 décembre 1892.

Le fiancé alla s'établir plus tard à Herzogenbuchsee où, en avril 1893, il requit l'officier de l'état civil de procéder à la publication de son mariage. Sa requête fut accueillie et le bureau de l'état civil de Bâle invité à faire, de son côté, la publication au lieu d'origine du futur époux.

Le bureau de l'état civil de Bâle, invoquant le jugement susvisé, se refusa à faire la publication, ce qui fut ratifié par l'autorité cantonale de surveillance.

Le fiancé recourut au conseil fédéral, produisant un certificat médical qui, selon lui, constatait son parfait état de santé ; il demandait qu'il fût enjoint au bureau de l'état civil de Bâle de faire la publication requise par le bureau d'Herzogenbuchsee.

Sur le vu de la réponse que fit au recours le gouvernement du canton de Bâle-ville, nous ne sommes, par décision du 17 octobre, pas entrés en matière pour cause d'incompétence sur le recours en tant qu'il visait une prétendue violation de l'article 54 de la constitution fédérale garantissant le droit au mariage et l'avons déclaré nou foudé en tant qu'il arguait à la charge de l'officier de l'état civil de Bâle d'une violation de son devoir professionnel.

Considérants :

a. La compétence du conseil fédéral pour statuer sur le présent recours n'est pas contestée. Il est effectivement, aux termes des articles 102, chiffre 2, et 113, alinéa 2, de la constitution fédérale, 189, chiffre 5, de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale, 12 de la loi fédérale sur l'état civil, compétent pour dire en dernier ressort si le refus de l'officier de l'état civil de Bâle de publier le mariage projeté implique, de la part de ce fonctionnaire, une violation des devoirs de sa charge. En revanche, le conseil fédéral n'est pas compétent pour examiner et décider s'il y a eu violation du droit au mariage garanti par l'article 54 de la constitution fédérale, attendu que les recours basés sur la violation des droits constitutionnels des citoyens sont du ressort du tribunal fédéral aux termes des articles 113, chiffre 3, de la constitution fédérale et 175, chiffre 3, de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale.

b. En ce qui concerne le refus opposé par l'officier de l'état civil de Bâle, il y a lieu d'adopter, sur tous les points, les motifs du gouvernement de Bâle-ville, à teneur desquels le fonctionnaire avait non seulement le droit, mais encore le devoir de ne pas procéder à la publication, l'opposition au mariage basée sur les motifs 2^e de l'article 28 de la loi fédérale sur l'état civil ayant été formée en vertu d'un jugement compétemment rendu, passé en force et disposant pour une durée indéterminée.

Le recourant invoque, à la vérité, la circulaire du conseil fédéral du 6 octobre 1876 (F. féd. 1876, III. 669), aux termes de laquelle l'officier de l'état civil ne peut pas refuser la publication des promesses de mariage pour cause de démence ou d'imbécillité d'un des futurs époux. Mais une fois qu'un jugement passé en force et rendu par le tribunal compétent a

interdit le mariage pour cause de démence ou d'imbécillité, l'officier de l'état civil de qui le fait est connu a le devoir de ne pas procéder à la publication. L'officier de l'état civil a, en sa qualité, à sauvegarder l'intérêt public : or, les empêchements au mariage édictés par l'article 28 de la loi fédérale l'ont été dans l'intérêt public, ainsi qu'il résulte spécialement de l'article 31 même loi, qui stipule que « la nullité du mariage doit être poursuivie d'office lorsqu'il a été célébré contrairement aux dispositions de l'article 28, chiffres 1, 2 et 3. »

De même, l'officier de l'état civil serait tenu, alors qu'a sa connaissance l'un des futurs époux est atteint de démence ou d'imbécillité, de refuser, en motivant sa décision, de procéder au mariage (voir arrêt du tribunal fédéral du 3 mai 1879, affaire Hess, volume V, pages 258 et suivantes).

Il appartient à la personne à laquelle un jugement a interdit de se marier de provoquer l'annulation de ce jugement. Aussi est-ce à tort que le recourant invoque l'article 31 de la loi fédérale sur l'état civil et l'article 28 du règlement d'application ; si son système, basé sur ces deux dispositions, était admis, il concluirait à une violation de la loi, à laquelle il y aurait lieu de remédier d'office.

e. Eu ce qui concerne le certificat médical, qui tendrait à établir que le recourant jouit de la plénitude de ses facultés, il va sans dire qu'il ne saurait, sans autre examen, avoir pour effet d'annuler un jugement, abstraction faite de la circonstance que ce certificat, s'il constate que le recourant se porte bien physiquement, e-t resté muet sur son état intellectuel.

14. Un ressortissant de la commune italienne de Recco, qui était venu en 1850 dans le Tessin, avait eu d'une ressortissante de la commune tessinoise de Mosogno 12 enfants illégitimes, dont 6 sont encore vivants. Le père les avait tous déclarés et expressément reconnus.

En automne 1871, la mère des enfants demanda au conseil d'état, d'abord, puis au grand conseil du canton du Tessin de les faire inscrire comme ses enfants illégitimes dans les registres de l'état civil et de bourgeoisie de sa commune d'origine, Mosogno. Les deux autorités écartèrent sa requête.

De son côté, le conseil d'état du canton du Tessin fit formellement reconnaître, par les autorités italiennes, ces enfants comme citoyens italiens et le tribunal civil de Gênes, par jugement du 14 avril 1875, ordonna qu'il fût en conformité procédé aux inscriptions voulues dans les registres de Recco, ce qui eut lieu en février 1876.

La mère recourut au tribunal fédéral, invoquant l'article 44 de la constitution fédérale. Mais un arrêt du 24 août 1878 la débouta, pour le motif que la décision dont était recours n'avait pas privé des citoyens suisses de leur nationalité, mais avait refusé la qualité de citoyen suisse aux enfants d'un ressortissant, connu, d'un état étranger.

L'affaire semblait terminée.

Neuf ans plus tard, — le 11 août 1887, — les enfants demandèrent au conseil d'état, puis le 9 mars 1891 au grand conseil du canton du Tessin, l'autorisation de renoncer au nom et à la nationalité de leur père pour prendre ceux de leur mère.

Ils produisirent à l'appui de leur requête, qui provoqua une longue enquête, entre autres un acte notarié du 10 novembre 1889, par lequel leur père reconnaît bien vivre depuis plus de 40 ans en concubinage avec

leur mère, qui pendant ce temps-là mit au monde 12 enfants, mais déclare en même temps n'avoir jamais reconnu ces enfants ni les reconnaître. La mère fit une déclaration identique.

Le conseil d'état et le grand conseil du canton du Tessin écartèrent la requête, ce dernier en date du 2 mai 1893, sur quoi, le 18 mai 1893, un recours fut interjeté auprès du conseil fédéral.

Les recourants demandèrent l'adjudication des conclusions de la requête qu'ils avaient adressée au conseil d'état, subsidiairement la confirmation de la décision du grand conseil du 2 mai 1893, qui avait ratifié celle du conseil d'état, en ce sens qu'il fut déclaré que l'autorité administrative n'était pas compétente pour procéder aux rectifications requises, mais que le conseil d'état serait tenu de soumettre le recours aux tribunaux qui auraient à dire s'il y avait lieu de procéder à ces rectifications et à attribuer aux recourants l'état civil qui leur appartient.

Conformément à l'usage, le Conseil d'Etat du Tessin fut invité à fournir au sujet de ce recours les explications qu'il croirait devoir présenter; puis nous avons écarté le recours en substance par les motifs suivants :

a. A teneur des articles 102, chiffre 2, et 113, alinéa 2, de la constitution fédérale, 59, chiffre 7, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale du 27 juin 1874, alors encore en vigueur, 2, 12 et 60 de la loi fédérale sur l'état civil, le Conseil fédéral exerce la haute surveillance en matière d'état civil; il veille à l'application de la loi fédérale et statue à ce titre en dernier ressort sur les recours visant les mesures et décisions prises par des autorités cantonales dans ce domaine et imputant à ces autorités de n'avoir pas remplis les devoirs de leur charge ou d'avoir excédé leur compétence.

b. En vertu de l'article 11 de la loi fédérale sur l'état civil, les registres de l'état civil du lieu de naissance des recourants, aussi bien que les extraits délivrés et attestés conformes par l'officier de l'état civil, font pleine foi de leur contenu, aussi longtemps que la preuve n'est pas faite de la fausseté ou de l'inexactitude des indications et des constatations sur lesquelles se base l'inscription.

c. Or, les recourants n'ont pas rapporté la preuve que leur père italien ne les ait pas reconnus en les déclarant à l'état civil et ne les ait pas fait inscrire sous son nom. Ils n'ont pas établi davantage que leur mère ait alors fait opposition à cette reconnaissance. Il résulte au contraire d'un rapport du ministère public du canton du Tessin, en date du 22 juin 1890, que le père en personne a déclaré chacune de ces naissances au bureau de l'état civil, qu'il a, en même temps, expressément reconnu chacun des enfants, s'est occupé de leur trouver des parrains et de prévenir le curé. C'est lui aussi qui, avec l'aide de la mère, les a élevés et les a fait inscrire comme ses enfants dans les registres scolaires lorsqu'ils eurent atteint l'âge voulu. Ainsi, en présence de ces constatations, ne saurait-on attribuer d'importance à sa déclaration du 20 novembre 1889, pas plus qu'à celle de la mère qui est venue prétendre après lui qu'il n'avait jamais reconnu ces enfants et ne les reconnaîtrait pas.

d. Dès lors, le Conseil d'Etat du canton du Tessin n'a nullement excédé sa compétence quand il a écarté, en 1891, la requête de la mère tendant à faire inscrire les recourants sous son nom dans les registres de l'état civil et de leur commune d'origine et fait toutes diligences pour obtenir la

reconnaissance et l'inscription de ces enfants au lieu d'origine de leur père.

e. C'est en vain que l'on cherche à démontrer que l'article 9 de la loi fédérale sur l'état civil, qui donne aux pouvoirs administratifs de surveillance le droit de modifier par eux-mêmes les inscriptions contestées, les aurait autorisés à inscrire les recourants comme enfants illégitimes de leur mère et exclusivement comme tels. L'histoire des phases par lesquelles a passé l'article 9, que le Conseil fédéral a retracée en détail dans son arrêté du 19 mai 1890, affaire famille Orelli (F. féd. 1891, II, 413 et suivantes), nous enseigne au contraire que le législateur a entendu restreindre ce droit des autorités administratives aux rectifications d'erreurs manifestes et incontestées, ce qui n'est nullement le cas en l'espèce. Cela résulte aussi de l'article 11 de la loi fédérale sur l'état civil qui attribue aux registres de l'état civil et aux extraits attestés conformes par l'officier de l'état civil le caractère d'actes authentiques, faisant foi de leur contenu. Du moment que le législateur entendait garantir ce caractère d'authenticité aux actes de l'état civil, il est obligé, et c'est ce qu'il a fait, de prescrire la voie judiciaire, avec toutes ses garanties, pour toutes les rectifications à y apporter, erreurs de plume ou autres erreurs manifestes.

f. C'est par erreur aussi que les recourants allèguent que l'article 12 de la loi fédérale sur l'état civil oblige les autorités administratives de surveillance à saisir d'office les tribunaux des demandes en rectification d'actes d'état civil, parce qu'un intérêt public serait en jeu. Il s'agit, au contraire, d'un intérêt privé que les intéressés ont à faire valoir devant les tribunaux compétents. Le n° 46 des « instructions » dispose, il est vrai, comme le disent les recourants, que dans les cas où il n'y a pas d'erreur manifeste, l'autorité administrative veillera à ce que les tribunaux soient saisis de la question de rectification. Mais cela ne veut pas dire que les autorités administratives aient à poursuivre la rectification par elles-mêmes ; elles doivent plutôt renvoyer les intéressés ou les officiers de l'état civil à se pourvoir, en pareil cas, devant les tribunaux et veiller à ce qu'ils se conforment à cette injonction. L'autorité administrative intervient directement au cas seulement où des intérêts généraux, des questions de principe sont en jeu.

VIII. — REGISTRE DU COMMERCE.

A. Partie générale et statistique. — 1. Les dispositions relatives à l'obligation de s'inscrire au registre du commerce, telles qu'elles sont contenues dans le nouveau règlement sur le registre du commerce et la feuille officielle du commerce, du 6 mai 1890, entré en vigueur le 1^{er} janvier suivant, ont eu pour conséquence d'augmenter, en 1891, comparativement aux années précédentes, de plus de moitié le nombre des inscriptions.

De 7,736 qu'il était en 1890, le chiffre des inscriptions au registre du commerce est monté à 16,308 en 1891. En l'absence de règles suffisantes, nombre de personnes tenues de s'inscrire étaient portées à ignorer l'obligation qui leur incombe et les autorités empêchées de les contraindre avec toute l'énergie voulue à remplir cette obligation. Tel n'est plus le cas aujourd'hui.

Après avoir réparé, en 1891, la plupart des fautes commises précédemment, il fallait s'attendre d'emblée à voir baisser de nouveau le chiffre des inscriptions. Déjà en 1892, on n'en comptait plus que 11,777 (c'est par

erreur que le rapport de gestion de cette année-là disait 11,447) et, en 1843, que 8,339. Mais ce dernier chiffre est encore sensiblement plus élevé que la moyenne des années 1884 à 1890, qui était de 6,360 inscriptions.

b. *Droit d'établissement.* — aa. *Observation générale.* — Depuis le 1^{er} octobre 1893, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'organisation judiciaire fédérale, du 22 mars précédent, ce n'est plus nous, mais bien le tribunal fédéral qui connaît, en vertu de cette loi, des recours concernant le droit d'établissement. Par contre, le droit de statuer sur les recours des étrangers pour violation des droits qui leur sont garantis par les traités internationaux, tel l'établissement, est resté dans notre compétence et, en cas d'appel, dans celle de l'assemblée fédérale. Comme déjà en 1874, cette séparation de pouvoirs se base sur le fait que, dans les cas de ce genre, il y a lieu de prévenir ou de prévoir des complications avec l'étranger et, par conséquent, de tenir compte aussi, par ci par là, de considérations politiques. Nous nous sommes l'ailleurs entendus dans ce sens avec le tribunal fédéral par voie de correspondance.

bb. *Refus de l'établissement.* — 7. Par arrêté du 24 janvier 1893, nous avons statué que les autorités du canton de Glaris n'avaient pas le droit, par des motifs tirés de la loi scolaire cauionale ou de la loi cantonale d'établissement, de rejeter une demande d'établissement dans la commune de Mollis, présentée par le représentant légal du mineur Charles-Arnold Bosshard, de Hottingen.

Notre arrêté est publié *in extenso* dans la feuille fédérale de 1893 (I. 433).

cc. *Retrait de l'établissement.* — 8. Par jugement du 9 décembre 1892, le tribunal cantonal d'Appenzel-Rh. int. a condamné Conrad Kunzler, tisserand en soie, de Walzenhausen, domicilié à Oberegg (Appezell-Rh. int.), à 105 francs d'amende et aux frais (12 francs), ainsi qu'à la privation des droits civiques pendant deux années, pour adultère, commis avec la nommée Marie Eugster-Bischofberger, à Eugst, commune d'Oberegg, vivant séparée de son mari.

Un recours en cassation, adressé au Conseil d'Etat par Mme Eugster et Conrad Kunzler, a été écarté par arrêté du 9 janvier 1893.

Le jugement du tribunal cantonal du 9 décembre 1892, devenu ainsi définitif, Conrad Kunzler a été expulsé par le Conseil de district d'Oberegg. Un recours contre cette décision a été écarté par arrêté du Conseil d'Etat du 30 janvier 1893.

M. le Dr Otto Zoller, avocat à Hérisau, a adressé alors, au nom de Conrad Hunzler, un recours de droit public au Conseil fédéral.

Nous l'avons écarté le 12 mai 1893, pour les motifs suivants :

1^o L'assemblée fédérale, par arrêté du 23 décembre 1875, dans l'affaire Pierre Dahlinten, d'Entlebuch, contre le gouvernement d'Unterwalden-le-Bas, et le Conseil fédéral, dans les considérants de son arrêté du 17 juin 1876, au sujet du recours de J.-J. Frey, d'Aaldorf (Thurgovie), ont reconnu que tout jugement pénal ne devait pas entraîner l'application de l'article 45 de la constitution fédérale, savoir le refus ou le retrait de l'établissement.

Il est même douteux que l'on puisse faire produire de semblables con-

séquences à un jugement portant privation des droits civiques. En effet, le jugement pénal mentionné à l'article 45 doit avoir été rendu par suite d'un crime ou d'un délit (voir F. féd. 1875, IV. 146; 1876, II. 316; 1877, II. 80; Salis, Droit fédéral suisse, II, nos 412 et 498). D'autre part, le Conseil fédéral a, par ses arrêtés des 16 avril 1880 et 3 juin 1881, dans les causes S.-J. Widiner, de Bütschwil, à Wyl (St-Gall), et A. Naf, d'Urnasch, à St-Gall, reconnu qu'une condamnation à la privation des droits civiques pour banqueroute simple suffisait pour entraîner le refus ou le retrait de l'établissement (voir F. féd. 1880, II. 772; 1882, II. 719; Salis, II, no 424). Il s'agissait là cependant d'une infraction que les codes pénaux ne qualifient pas de crime.

Il est donc impossible d'admettre cette allégation du recourant, que l'article 45, alinéa 2, de la constitution fédérale n'autorise le retrait de l'établissement que lorsqu'il s'agit d'une condamnation pour infraction grave, pour crime.

On ne peut admettre non plus que sa manière de voir se trouve confirmée par l'alinéa 3 de l'article 45 précité, à teneur duquel l'établissement peut être retiré à ceux qui ont été condamnés, à plusieurs reprises, pour délit grave, et le Conseil d'Etat du canton d'Appenzell-Rh. int. réplique avec raison que, dans la pratique, pour décider si une infraction doit être considérée comme grave, dans le sens de la disposition constitutionnelle précitée, les autorités fédérales ne se guident pas d'après les distinctions établies par les codes pénaux, mais examinent chaque cas particulier, en attachant une importance spéciale à ceux mettant en danger la sécurité et la moralité publiques (voir Salis, II, nos 427 et 428).

2º Il est, dès lors, indubitable qu'une condamnation pour adultère tombe sous le coup de l'article 45, paragraphe 2.

En droit commun, du reste, aussi bien que dans les codes pénaux des cantons suisses, à la seule exception de Genève, l'adultére est considéré comme une action punissable, comme un délit contre les mœurs, qu'il est permis de frapper de la privation des droits civiques (voir Stooss, Principes du droit pénal suisse, 1^{er} volume, page 365; II^e volume, page 272).

3º Le recourant fait enfin observer que le canton d'Appenzell-Rh. int. ne possède pas de code pénal et que la punition des infractions y est abondamment à l'arbitraire du juge. Mais cet argument n'a ici aucune valeur juridique, car l'infraction punie par le juge appenzellois est considérée, aussi bien par l'opinion que par les codes pénaux de la Suisse, comme un délit, et, au reste, l'absence d'un droit pénal écrit est sans importance pour la décision des autorités fédérales.

Mais il existe à Appenzell-Rh. int. un droit coutumier. Le passage suivant d'un jugement du tribunal de ce canton, portant condamnation pour viol, nous indique comment on conçoit la tâche de la justice pénale : N. doit subir, pour son crime, un châtiment sévère, car la conscience juridique du peuple demande une compensation manifeste, dans le but de ramener, encore une fois, N. sur le chemin de l'aveu et de l'amélioration, etc. (voir Stooss, I^{er} volume, page 78).

L'article 45, alinéa 2, de la constitution fédérale trouve donc ici son application.

3. *Questions confessionnelles.* — 9. Par arrêté du 20 janvier 1893, nous avons déclaré fondé le recours d'Albert Steck, de Berne, député au grand Conseil audit lieu, contre un décret du grand Conseil du canton de Berne,

du 17 novembre 1892, relatif à l'obligation de prêter le serment religieux lors de l'entrée en fonctions comme député, et invité le grand Conseil, à admettre, sans retard, le recourant à ses délibérations, éventuellement en lui imposant un serment dépouillé du caractère religieux.

Notre arrêté se lit dans la feuille fédérale de 1893 (I. 281).

B. Administration de la police.

I. — TRAITÉS ET CONVENTIONS

1. Les négociations pour la conclusion d'un nouveau traité d'extradition avec l'Autriche-Hongrie (F. féd., 1893, II, 12, n° 1) ont suivi leur cours.

Toutes les modifications que nous avons proposées relativement au projet de 1888 ont obtenu l'adhésion du Gouvernement autrichien.

De notre côté, nous avons souscrit aux nouvelles propositions de l'Autriche, sauf à l'une d'entre elles qui nous a suggéré une contre-proposition.

Si, comme nous avons tout lieu de le croire, cette dernière est acceptée par le Gouvernement autro-hongrois, le projet de traité n'exigera plus que la signature des contractants.

Nous serons probablement en mesure de vous soumettre ce projet dans le courant de l'année 1894.

2. En ce qui concerne les négociations avec la République Argentine, le Guatémala, le Mexique, la Suède et la Norvège, pour lier des traités d'amitié, d'établissement et de commerce, nous nous référerons à l'exposé qu'en fait le rapport de gestion du département des affaires étrangères.

3. Un Autrichien, qui avait commis un vol à Neuchâtel, s'était réfugié à Tunis.

Invitée à nous prêter son concours pour obtenir l'extradition de cet individu, la France nous l'a refusé par le motif que le traité d'extradition franco-suisse du 9 juillet 1869 ne s'étendait pas à la Tunisie.

Le Gouvernement allemand nous a également déclaré se trouver dans l'impossibilité matérielle de faire intervenir son consulat général à Tunis. Etant Autrichien, l'individu poursuivi ne pouvait être considéré comme placé sous protection allemande.

Par contre, à l'instigation de la France, nous avons échangé avec elle une déclaration étendant à ce pays les effets du traité d'extradition franco-suisse.

Cette déclaration a été signée à Paris, le 12 avril 1893, et est entrée immédiatement en vigueur (Rec. off., nouv. série, XIII, 360).

Elle a été portée à la connaissance des cantons par circulaire du 21 avril 1893.

4. Les Gouvernements allemand et italien ne sont pas tombés d'accord pour la conclusion d'une convention aux termes de laquelle l'autorisation de transporter *via* territoire suisse les individus extradés d'Italie en Allemagne et *vice versa* aurait dû être requise du Conseil fédéral par la voie diplomatique (voir F. féd., 1893, II, 12, chiffre 3).

Nous nous sommes vus en conséquence obligés de dénoncer la déclaration signée le 25 juillet 1873 entre la Suisse, l'Empire allemand et l'Italie et de mettre ainsi fin au mode de procéder qu'elle consacrait pour l'exécution de ces transports. A l'avenir, quand le Gouvernement allemand ou le Gouvernement italien voudra livrer à l'autre un malfaiteur *via* territoire

suisse, il devra en aviser le Conseil fédéral par la voie diplomatique, et ce dans chaque cas particulier, conformément à l'article 32 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892.

Les cantons intéressés ont été avisés de cet état de choses par circulaire du 25 août 1893 (F. féd., 1893, IV, 1).

II. — EXTRADITIONS ET POURSUITES PÉNALES.

5. En 1892, nous avons eu à nous occuper de 288 affaires d'extradition (319 en 1892 et 352 en 1891). L'extradition a été demandée par la Suisse à l'étranger dans 99 cas (107 en 1892 et 134 en 1891) et par l'étranger à la Suisse dans 189 cas (212 en 1892 et 218 en 1891).

Nous avons reçu, en outre, 8 demandes en autorisation de transit qui toutes ont été accordées en conformité de l'article 32 de la loi sur l'extradition et mises à exécution par les agents de police suisses.

Les demandes d'extradition de l'étranger se répartissent par Etats de la manière suivante :

Allemagne.	111
France.	38
Italie.	29
Autriche-Hongrie.	6
Belgique.	2
Espagne.	1
Grande-Bretagne.	1
Russie.	1

Dans 149 cas, l'extradition a été accordée; dans 27 autres, les individus poursuivis n'ont pas été découverts; dans 2 cas, l'extradition a été refusée, 9 demandes ont été retirées; 2 cas étaient pendants à la fin de l'année.

En vertu de l'article 23 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, 8 de ces demandes ont été renvoyées par nous au Tribunal fédéral qui a accordé l'extradition dans 6 cas et l'a refusée dans les 2 autres. Le Tribunal fédéral a refusé l'extradition dans l'affaire Koster, parce que le fait pour lequel l'Allemagne réclamait l'extradition (incitation au faux serment) avait un caractère politique, et dans l'affaire Marracini, sujet italien, parce qu'il s'agissait d'un délit purement politique.

A l'égard de 7 individus, qui étaient poursuivis pour crimes de droit commun en même temps que pour désertion, nous n'avons accordé l'extradition que sous la réserve prévue à l'article 11, 2^e alinéa, de la loi sur l'extradition. Nous avons fait la même réserve à l'égard de 3 Allemands, qui étaient accusés en outre de dommage aux propriétés, de fraude et de mendicité, et de deux Italiens qui étaient poursuivis en même temps pour banqueroute simple et pour soustraction d'objets saisis. Dans un de ces derniers cas (Mariotto), nous avons fait observer que l'acte incriminé ne rentrait pas dans les prévisions de l'article 2, chiffre 10, du traité d'extradition italo-suisse invoqué par l'Italie, puisque cet article ne prévoit l'extradition que pour les soustractions « commises par les officiers ou dépositaires publics. »

Quant aux demandes formulées par la Suisse, nous en avons transmis :

49 à la France,
32 à l'Allemagne,
6 à l'Italie,

3 à l'Autriche-Hongrie,
 2 à la Belgique,
 1 aux Etats-Unis d'Amérique,
 1 au Luxembourg,
 1 à la Roumanie.

En outre, nous avons fait rechercher 2 individus simultanément en France, en Allemagne, en Italie et en Belgique.

Des demandes adressées par la Suisse à l'étranger, 68 ont été accordées. Dans 11 cas, les recherches sont demeurées infructueuses; dans un autre, l'extradition a été refusée pour cause de prescription; 11 demandes ont été retirées; 8 cas sont reportés à 1894.

Nous avons échangé avec la Roumanie une promesse de réciprocité assurant l'extradition pour vol, abus de confiance, falsification de documents et usage de documents falsifiés. Nous vous avons déjà informés de cet échange par lettre spéciale, conformément à l'article premier, alinéa 5, de la loi sur l'extradition.

6. Indépendamment des extraditions accordées par le Conseil fédéral et le Tribunal fédéral, nous avons reçu avis, conformément à l'article 29 de la loi sur l'extradition, de 84 extraditions opérées *brevi manu* par les cantons.

A propos de ces extraditions sommaires, les dispositions des traités et les instructions contenues dans notre circulaire du 28 juin 1892 ont été souvent méconnues par les cantons, en ce sens qu'ils ont accordé l'extradition pour des délits ne rentrant pas dans les prévisions des traités, ou bien alors qu'elle devait être subordonnée à une réserve et par conséquent la demande en être faite au Conseil fédéral par le Gouvernement étranger. Il est arrivé également que des extraditions de ce genre ont eu lieu avant que, saisi de la demande par la voie diplomatique, le Conseil fédéral ait pu en aviser le canton. Pour remédier à ces inconvénients, pour assurer l'exécution uniforme et régulière des traités d'extradition conclus avec l'étranger, notre département de justice et police a invité les directions de police cantonales qui font le plus souvent usage du droit qu'elles ont d'accorder l'extradition *brevi manu* à lui soumettre chaque fois le dossier avant la mise à exécution de l'extradition, afin qu'il puisse donner au besoin les instructions voulues. Si rien ne s'oppose à ce que le délinquant soit immédiatement transféré à la frontière, le canton en est avisé par voie télégraphique, de sorte que, en aucun cas, il ne peut y avoir retard dans la mise à exécution de l'extradition.

7. Comme il nous l'a fait savoir, le Gouvernement wurtembergeois estime qu'en matière d'extradition, la procédure sommaire usitée en Suisse dans une large mesure à la demande des autorités wurtembergeoises subalternes ou à l'instigation des autorités cantonales suisses présente de nombreux inconvénients.

Il ajoutait qu'après en avoir référé à l'office des affaires étrangères à Berlin, il avait interdit à ses autorités, en application des dispositions du traité d'extradition germano-suisse, article 7, de requérir ou se faire accorder des extraditions de ce genre.

Nous en avons informé les Gouvernements cantonaux en les invitant à donner pour instruction à leurs autorités de ne pas laisser entrevoir vis-à-vis des autorités allemandes la possibilité d'une extradition sommaire lors-

qu'elles les avisent qu'un individu poursuivi est arrêté, et de renoncer à provoquer de leur part une demande à cet effet.

8. L'exécution des articles 19 et 20 de la loi sur l'extradition laisse également à désirer. A teneur de ces articles, les autorités cantonales doivent informer sans délai le Conseil fédéral (ou directement notre département de justice et police) lorsqu'un malfaiteur recherché par l'étranger vient à être arrêté sur leur territoire. Malheureusement, plusieurs cantons négligent de se conformer à cette prescription. Il en résulte des inconvénients, tel celui de faire rechercher l'individu dans tous les cantons, tandis qu'il est déjà arrêté dans l'un d'eux. Si on ne nous donne pas avis de l'arrestation, nous ne pouvons pas non plus veiller à l'observation de l'article 17, alinéa 2, de la loi sur l'extradition, qui dit que l'individu arrêté provisoirement sera mis en liberté si la demande d'extradition n'est pas régulièrement produite par l'Etat étranger dans un délai déterminé.

Trop souvent encore, les cantons, quand ils requièrent auprès d'une autorité étrangère, par télégramme ou autrement, l'arrestation d'un individu, omettent de nous en aviser pour que nous puissions confirmer la réquisition et laisser entrevoir l'envoi de la demande d'extradition. Il en résulte que nos légations et consulats sont obligés le plus souvent de prendre des informations et notre département de justice et police d'écrire lettres sur lettres, tandis qu'en observant cette prescription aussi simple que possible, les autorités cantonales pourraient facilement éviter toutes ces complications.

9. En vertu de l'article 31 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, nous avons remboursé en 1893, aux cantons de Berne, Lucerne, Soleure, Bâle-ville, Appenzell-Rh. ext., Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie et Vaud, pour frais d'extraditions accordées aux Etats étrangers, en tout 1,414 fr. 48.

Dans un cas, le Gouvernement de Bâle-ville nous a réclamé le remboursement de ses frais jusqu'au moment où un Saint-Gallois, poursuivi en Allemagne et arrêté sur son territoire, avait été remis aux autorités saint-galloises compétentes pour le juger.

Nous avons répondu ce qui suit :

Les frais d'arrestation, de détention et d'extradition ne sont supportés par la Confédération, en vertu de l'article 31 de la loi sur l'extradition, que lorsqu'il s'agit d'extraditions ordonnées par le Conseil fédéral ou le Tribunal fédéral vis-à-vis des puissances étrangères. On n'a jamais voulu attribuer d'autre signification à cette disposition législative dont les termes clairs et nets excluent d'ailleurs tout malentendu. Il s'agissait purement et simplement de décharger les cantons des frais que leur occasionne une affaire internationale au sujet de laquelle ils interviennent avant tout dans l'intérêt d'un Etat étranger.

Par contre, en arrêtant un Suisse qui a commis un crime à l'étranger, le canton sur le territoire duquel le délinquant s'est réfugié ne fait que ce qui incomberait au canton chargé de le juger. Ce dernier est donc tenu, ainsi que cela a eu lieu jusqu'ici, de requérir de l'autre canton l'extradition de l'individu en application de la loi fédérale du 24 juillet 1852 (Rec. off., III. 161) et des modifications apportées le 24 juillet 1867 (Rec. off., IX. 83). Or, cette loi prescrit, article 15, chiffre 1^{er}, que le canton requérant boni-

fiera au canton requis les frais d'entretien pendant la détention. Le canton de Bâle-ville pouvait se référer à cet article vis-à-vis des autorités saint-galloises.

10. L'extradition d'un Suisse condamné par défaut à Lucerne en 1878, pour falsification de documents, nous a été refusée par l'Allemagne. Motifs :

A teneur du traité d'extradition germano-suisse du 24 janvier 1874, article 5, il s'agissait de savoir s'il y avait prescription. Cette question était subordonnée à celle de savoir si la condamnation encourue était définitive aux termes de la loi allemande.

D'après l'article 481 du Code de procédure pénale allemand, les jugements portant condamnation ne sont exécutoires qu'à partir du moment où ils sont passés en force de chose jugée. En sens inverse, un jugement ne saurait être définitif aussi longtemps qu'il n'est pas exécutoire. Tel était le dilemme.

Or, à teneur de l'article 293 du Code de procédure pénale lucernois, du 7 juin 1865, le jugement dont il s'agit dans le cas particulier était, d'une manière générale, passé en force de chose jugée, « autant que possible », dit cet article. Mais il y a l'article 295 : si le condamné vient à être arrêté, le jugement n'est définitif que s'il renonce à en demander la révision dans les cinq jours de la signification. En d'autres termes, le jugement n'était pas exécutoire sans autre et ne pouvait pas être considéré comme définitif au sens de la loi allemande.

Il y avait donc ici prescription, non pas d'une peine définitivement prononcée, au sens de l'article 70 du Code pénal allemand, mais de l'action pénale à teneur de l'article 67 dudit Code et des délais de prescription qui y sont fixés. Comme cette prescription n'avait pas été interrompue, elle était acquise pour la falsification de documents dont il s'agissait (cas Geisseler).

11. L'article 8 du traité d'extradition avec l'Allemagne, du 24 janvier 1874, stipule un délai de 20 jours pour la détention provisoire d'un individu arrêté en vue de son extradition. A l'occasion d'un cas spécial, on s'est demandé si ce délai commençait à courir au moment de l'arrestation ou seulement à partir du lendemain à la première heure. Nous nous sommes déclarés pour la première alternative, en faisant observer qu'elle se trouvait d'ailleurs consacrée par l'article 7, 2^e alinéa, de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892.

12. Par arrêt du Tribunal fédéral (page 193 du recueil 1892), l'extradition de Cesare Guerrini, sujet italien, a été accordée à l'Italie en vertu de l'article 2, n° 5 (incendie) du traité d'extradition avec ce pays. Guerrini était recherché par le juge d'instruction de Ravenne pour avoir, dans la nuit du 18 au 19 janvier 1892, fait placer des bombes explosives à l'abord de deux maisons dans le but de causer un dommage à ces immeubles. Le juge requérant qualifiait cet acte d'infraction à l'article 301 (tentative d'incendie) du Code pénal italien. Plus tard, Guerrini s'est vu condamner par les Tribunaux italiens en vertu de l'article 154 dudit Code, pour menaces réitérées au moyen de matières explosives et d'écrits anonymes.

Guerrini se plaignit à raison de ce fait auprès de nous par l'entremise du Gouvernement italien, disant que les Tribunaux n'avaient pas le droit de

le juger pour le délit prévu à l'article 154 du Code pénal italien, essentiellement autre que celui pour lequel il a été livré à l'Italie. Ce délit n'est pas visé d'ailleurs par le traité d'extradition italo-suisse de 1868.

En nous transmettant le mémoire de Guerrini, la légation d'Italie faisait observer que, de l'avis de son Gouvernement, l'Etat qui requiert l'extradition a l'obligation de ne pas poursuivre l'individu extradé pour d'autres infractions, mais qu'il n'est pas lié par la qualification du délit énoncé dans le mandat d'arrêt, qu'au contraire il peut altérer la qualification du fait pour lequel l'extradition a été demandée. D'où la conclusion qu'en jugeant Guerrini, les Tribunaux italiens avaient le droit de substituer le délit prévu par l'article 154 du Code pénal italien à celui de l'article 301 du même Code.

Nous avons répondu à la légation que nous ne pouvions souscrire à ce raisonnement sans formuler quelques réserves. D'abord nous ignorons, disions-nous, que la pratique l'ait sanctionné. Il est admis par un certain nombre de jurisconsultes, c'est vrai, mais la plupart des auteurs cependant, de ceux qui ont écrit dans ce domaine, disent que, en l'absence de convention, la qualification du délit énoncé par l'Etat requérant dans la demande d'extradition est obligatoire pour le Tribunal qui doit juger l'individu. Ils n'admettent pas qu'aucun changement puisse y être apporté, surtout quand la nouvelle qualification ne constitue pas, à teneur du traité international, un délit justifiant l'extradition.

Mais il y a plus. Nous éprouvons quelque difficulté, ajoutions-nous, à réprimer nos scrupules en ce qui concerne le jugement simultané d'infractions autres (menaces au moyen de lettres) que celles dont il était question dans la demande d'extradition, bien que ces infractions aient été connues déjà alors. Il en est ainsi, alors même que lesdites infractions n'ont pas été jugées à titre d'infractions spéciales, mais confondues avec le délit qui avait motivé l'extradition, à titre d'attributs, et que, d'après les considérants admis par le Tribunal, elles n'aient pas exercé une influence prépondérante sur la mesure de la peine.

Par ce motif surtout, nous avons renoncé à prendre des conclusions, nous bornant aux observations ci-dessus. Le Gouvernement italien ne nous a pas fait de réponse à ces observations.

13. En 1893, nous avons reçu 8 demandes de faire poursuivre des Suisses qui avaient commis des délits sur territoire étranger et s'étaient réfugiés en Suisse, 5 de l'Allemagne, 2 de la France et une de la Grande-Bretagne. 6 de ces demandes ont abouti à la condamnation des individus poursuivis, tandis que les 2 autres n'étaient pas encore liquidées à la fin de l'année.

De notre côté, nous avons demandé à l'Allemagne dans 6, à la France et à l'Italie chacune dans deux, et à l'Autriche dans un cas de faire exercer des poursuites judiciaires contre des ressortissants de ces Etats qui avaient commis des délits en Suisse et s'étaient réfugiés impunis dans leur pays d'origine. Dans 3 cas, les prévenus ont été condamnés et dans 1 acquittés. Les autres cas sont reportés à 1894.

Nous avons demandé en outre aux Etats-Unis d'Amérique de faire poursuivre 2 Suisses coupables de bigamie et résidant en Amérique. Les autorités américaines ont ouvert des enquêtes à ce sujet. En attendant, le résultat de ces dernières ne nous a pas encore été communiqué.

14. Un Neuchâtelois avait été condamné par défaut à Nancy pour banqueroute simple. Comme il s'était réfugié en Suisse, l'ambassade de la République française nous pria de le détrér aux Tribunaux de son pays. Nous n'avons pu faire droit à cette demande, parce que le délit commis ne constituait pas un délit justifiant l'extradition aux termes du traité d'extradition franco suisse du 9 juillet 1869. Au reste, du moment que le prévenu avait été condamné par défaut, la France, encore qu'il eût été jugé en Suisse, ne pouvait renoncer à le poursuivre, de sorte qu'il courrait le risque d'être poursuivi deux fois pour le même fait.

15. En se référant à l'article 1^{er} du traité d'extradition helvético-anglais du 26 novembre 1880, la légation de Grande-Bretagne à Berne nous a demandé de faire exercer des poursuites judiciaires contre un Suisse domicilié à Zurich, le nommé N. N., qui était accusé d'avoir commis de graves abus de confiance au préjudice de son patron à Londres, en sa qualité de fondé de procuration et de gérant de la succursale établie par ce dernier au Caucase (Russie). A l'appui de cette demande, la légation nous a transmis plusieurs mandats d'arrêt, tous décernés par le magistrat compétent de Londres, et un procès-verbal d'audition du lésé, interrogé sous la foi du serment. Bien que commis en Russie, les faits reprochés à N. N. étaient considérés par les autorités britanniques, disait-elle, au même titre que s'ils avaient été commis en Angleterre, vu que ce dernier avait agi en qualité d'employé et de fondé de procuration d'une maison anglaise.

Grâce aux recherches faites dans le canton de Zurich, on put constater que l'individu poursuivi était ressortissant du canton d'Argovie. A teneur du traité d'extradition avec la Grande-Bretagne, article 1^{er}, alinéa 2, l'accusé est jugé par les Tribunaux de son canton, lorsqu'il y a impossibilité de l'extrader à raison de sa qualité de Suisse. En conséquence, nous avons invité le Gouvernement argovien à faire juger N. N. par ses autorités cantonales.

Mais ce Gouvernement refusa tout d'abord de se nantir du cas. Comme motifs à l'appui de son refus, il alléguait, d'une part, que l'accusé était domicilié à Zurich et devait, par conséquent, vu l'article 2 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, être jugé par les autorités de ce canton et, d'autre part, que la Russie n'avait pas requis les poursuites, bien que les faits eussent été commis sur son territoire.

Après avoir examiné cette affaire à fond, nous sommes arrivés à la conclusion que le traité d'extradition entre la Suisse et la Grande-Bretagne était applicable au cas particulier et qu'il incombarait aux autorités argoviennes de poursuivre N. N. et de le juger.

Le traité d'extradition helvético-anglais stipule, il est vrai, que ses dispositions ne sont applicables qu'aux crimes ou délits commis sur le territoire des parties contractantes.

Mais voici comment N. N. avait procédé. Il avait falsifié les livres qu'il tenait et réussi, de la sorte, à tromper son patron relativement à l'emploi des sommes perçues. N. N. était aux gages du lésé. C'est donc à Londres, siège de la maison, qu'il devait lui rendre compte de sa gestion. Comme on le voit, les délits commis ont produit tous leurs effets en Angleterre. Partant, les autorités britanniques avaient le droit de poursuivre l'accusé.

En droit pénal, le délit est réputé commis au lieu où le résultat s'est produit. C'est là que l'auteur est réputé avoir agi. Dans le cas particulier,

la tentative d'escroquerie commise par la falsification des livres s'est accomplie à Londres. En d'autres termes, les autorités britanniques, à moins que les faits ne fussent pas confirmés par les autorités chargées de l'enquête et du jugement, avaient le droit incontestable d'invoquer le traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Angleterre.

Or, du moment que le traité était applicable, ses dispositions l'étaient aussi à la poursuite de l'accusé en Suisse. L'article 1^{er}, alinéa 2, du traité, stipule à ce sujet qu'un Suisse dont l'extradition ne peut avoir lieu à raison de sa nationalité, est poursuivi suivant la législation de son canton d'origine. Par cette expression de « législation », on entend non seulement le droit pénal du canton, mais aussi sa juridiction, car l'un ne va pas sans l'autre. Au reste, il était de règle, avant l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, qu'un Suisse qui avait commis un délit à l'étranger devait être jugé par les autorités de son canton d'origine et non par celles du canton où il était domicilié. Cette règle devait être consacrée d'une façon indéniable par le traité d'extradition avec l'Angleterre. La disposition de ce traité y relative est donc amplement suffisante pour trancher, dans le cas particulier, la question des poursuites. Elle seule, d'ailleurs, fait règle, attendu que les rapports de la Suisse avec les Etats étrangers, avec lesquels nous avons conclu des traités d'extradition, sont régis par les dispositions de ces traités aussi longtemps que ceux-ci sont en vigueur et non par la loi fédérale de 1892 sur l'extradition.

Au reste, en ce qui concerne l'individu poursuivi, il n'y avait pas de canton de domicile pouvant être chargé, le cas échéant, de le juger. Les autorités zürichoises avaient en effet déclaré que N. N. n'avait encore obtenu aucun permis d'établissement dans leur canton. Il ne restait donc que le canton d'Argovie pour juger son ressortissant. Ses autorités devaient être requises à cet effet, si l'on voulait que la Suisse pût remplir ses obligations internationales vis-à-vis de l'Angleterre.

En définitive, le cas fut renvoyé à la préfecture argovienne compétente pour ouvrir l'enquête.

III. — COMMISSIONS ROGATOIRES.

16. Notre département de justice et police a été appelé, en 1893, à coöperer dans 155 cas (137 en 1892, et 112 en 1891) à la transmission de Commissions rogatoires adressées par des autorités étrangères aux Tribunaux suisses et *vice versa*. Ces mandats judiciaires se rapportaient à des affaires civiles dans 74 cas et pénales dans les 81 autres.

La Suisse en a adressé 19 aux Etats-Unis d'Amérique, 13 à la Grande-Bretagne, 10 à la France, 9 à la Belgique, 6 à la Russie, 5 à la République argentine, 2 à l'Espagne, 2 à la Roumanie, 1 à Calcutta, 1 à la Chine, 1 à l'Egypte, 1 à Monaco, 1 à la Serbie, 1 à Singapore, 1 à Sumatra.

Quant aux Commissions rogatoires provenant de l'étranger, nous en avons reçu 42 de la France, 17 de l'Espagne, 9 de l'Autriche, 4 de la Bulgarie, 3 de la Russie, 2 de l'Allemagne, 2 de l'Egypte, 1 de la Belgique, 1 de la Grande-Bretagne, 1 de l'Uruguay.

A la fin de l'année, ces Commissions rogatoires étaient toutes exécutées, sauf 5 adressées de Suisse aux autorités étrangères.

17. La légation austro-hongroise nous a requis d'intimer à un Autrichien résidant en Suisse l'ordre d'aller faire son service militaire en Autriche. Nous avons déclaré ne pouvoir faire droit à cette demande (cas Auer).

Par principe, nous refusons de coopérer à l'exécution de mesures requises par un Etat étranger dans un but militaire. Les institutions politiques de la Suisse nous interdisent d'agir différemment.

Ce principe est consacré par la pratique sans aucune distinction à l'égard de toutes les questions ou affaires dans lesquelles une coopération est requise en faveur d'institutions militaires étrangères, par exemple pour la perception de taxes militaires ou la recherche de réfractaires.

Nous avons refusé également de coopérer à l'instruction d'une enquête ouverte à l'étranger dans une affaire de contrebande, instruction en vue de laquelle on nous demandait de faire interroger des personnes domiciliées en Suisse et de leur signifier des citations ou des jugements. En l'absence de conventions, l'assistance judiciaire internationale, d'Etat à Etat, n'a pas lieu quand il s'agit de délits fiscaux.

IV. — RAPATRIEMENTS.

18. Le nombre des demandes de rapatriement d'enfants abandonnés et d'individus tombés à la charge de la bienfaisance publique s'est élevé en 1893 à 132 (120 en 1892 et 118 en 1891), concernant 178 personnes.

La Suisse en a reçu de l'étranger 55, savoir : 46 de la France, 3 de l'Allemagne, 3 de l'Italie, 1 de l'Autriche, 1 de la Belgique et 1 de la Russie, concernant 55 personnes, dont 7 enfants abandonnés, 47 aliénés et un indigent. De ces 55 personnes, 5 n'ont pas été reconnues ; 47 reconnues par la Suisse ont été rapatriées ; dans un cas, la demande de rapatriement a été retirée avant la fin des négociations ; 2 demandes sont reportées à 1894.

De son côté, la Suisse a transmis à l'étranger, par la voie diplomatique, 77 demandes de rapatriement, savoir à la France 36, à l'Italie 33, à l'Allemagne 4, à l'Autriche 3 et au Danemark 1, concernant 123 personnes, dont 70 orphelins et enfants abandonnés et 20 individus tombés à la charge de la bienfaisance publique. De ces personnes, 86 ont été reconnues par les Etats étrangers et rapatriées, tandis que, pour 4, le rapatriement n'a pas été admis ; à l'égard de 18 individus, on n'était pas encore fixé au 31 décembre. Onze demandes, concernant 15 personnes, ont été retirées par les Gouvernements cantonaux avant la fin des négociations.

19. Les cantons nous ont demandé à différentes reprises de faire soit auprès de l'Italie, soit auprès de la France, les démarches nécessaires pour obtenir le rapatriement de personnes tombées dans l'indigence et par suite à la charge de la bienfaisance publique. Comme il ne s'agissait pas de personnes malades, devant trouver asile dans un établissement, nous avons écarté ces demandes et donné pour instruction aux cantons d'expulser les intéressés en vertu du traité d'établissement franco ou italo-suisse, par simple arrêté du Conseil d'Etat, et de les conduire à la frontière, munis de leurs papiers de légitimation.

20. Un Gouvernement cantonal nous a priés de négocier le rapatriement d'un sujet belge tombé à la charge de la bienfaisance publique.

Il ne nous a pas été possible non plus de faire droit à cette demande. On estime en Belgique que nous sommes tenus d'accorder aux indigents belges domiciliés sur notre territoire une assistance durable, attendu qu'en cas d'indigence, les Suisses domiciliés en Belgique y bénéficient aussi de secours durables.

Nous ne pouvons que laisser aux cantons le soin d'expulser les indigents.

belges en vertu de l'article 4 du traité d'établissement helvético-belge du 4 juin 1887 et de procéder à leur renvoi en recourant à cet effet aux moyens les mieux appropriés.

21. A la demande de la préfecture de Lorrach, grand-duché de Bade, les autorités de police de Bâle avaient consenti à se charger d'un ressortissant bernois tombé à la charge de l'assistance publique à Lorrach par suite de maladie. Elles croyaient que la commune d'origine était tenue de payer les frais d'entretien et nous priaient d'aviser le Gouvernement bernois.

Nous n'avons pu faire droit à cette demande. En effet, le canton de Berne n'eût pas manqué d'objecter, et cela à bon droit, que les autorités de Bâle n'étaient pas obligées de se charger de leur ressortissant. Le consentement donné par les autorités de Bâle était absolument contraire au traité d'établissement avec l'Allemagne et au mode de procéder suivi jusqu'ici pour le rapatriement des malades. Pour être obligé de se charger d'un malade, il faut, comme on le sait, que la commune d'origine ait consenti à son rapatriement après y avoir été invitée dans la règle par l'entremise du Gouvernement étranger et du Conseil fédéral, sur le vu d'un certificat médical et d'une attestation que l'intéressé est en état de supporter le voyage. En d'autres termes, l'autorité de la frontière n'a pas le droit, en aucun cas, de consentir au rapatriement d'individus qui ressortissent à d'autres communes, soit d'imposer par le fait même une obligation à ces dernières.

Dans le cas particulier, les autorités de police de Bâle n'auraient pas dû entrer en matière; elles auraient dû renvoyer la préfecture de Lorrach à s'adresser à son Gouvernement pour demander au Conseil fédéral, ainsi que cela se pratique habituellement, de consentir au rapatriement.

22. La légation allemande nous a demandé de prendre à notre charge le nommé Weiss (Adolphe), né à Wald, canton de Zurich, le 4 mai 1872, parce que, étant atteint d'aliénation mentale, il tombait en Allemagne à la charge de l'assistance publique. Weiss est le fils naturel de Adam Weiss, de Wies, grand-duché de Bade, et de Barbara Kurz, de Wald. Il a été légitimé par le mariage de ses père et mère, célébré à Wald le 3 juin 1872.

Guidés par les motifs suivants, nous avons estimé que, loin d'être Suisse, Adolphe Weiss était Badois et par le fait sujet allemand.

Règle générale, les enfants naturels valablement légitimés sont assimilés aux enfants légitimes. Cette règle était admise par les lois zurichoises et badoises de 1872. A teneur de ces lois, l'enfant légitime possède la nationalité du père, encore qu'il soit né illégitime.

Il s'agit donc uniquement de savoir si Adolphe Weiss a été légitimé valablement. Aux termes de la loi badoise, un Badois peut légitimer son enfant naturel. Sous ce rapport, Adam Weiss jouissait de la capacité civile aussi bien d'après la loi de son pays que d'après celle de son domicile et les règles du droit international privé l'autorisent à légitimer son enfant dans les formes en vigueur au lieu de son domicile.

A teneur des lois suisses, la légitimation d'Adolphe Weiss est incontestablement valable et déploie ses effets au point de vue des lois des deux pays, en particulier de l'article 4 de la loi allemande sur l'acquisition et la perte de la nationalité allemande, du 1^{er} juin 1870, qui dit que l'enfant légitimé en conformité de la loi acquiert sans autre le droit de cité du père.

Si l'autorité allemande devait réfuter cette interprétation de la loi alle-

mande, il n'en serait pas moins vrai qu'Adolphe Weiss a été légitimé valablement, dans les formes en vigueur au lieu du domicile, et que sa légitimation entraîne toutes les conséquences rattachées à cet acte par les lois des deux pays. Aux yeux des autorités suisses, Adolphe Weiss a irrévocablement acquis la nationalité de son père, sans autre, par le seul fait de sa légitimation, et doit être considéré comme sujet allemand.

Mais il y a plus. La forme que revêt la légitimation d'Adolphe Weiss répond aux exigences de la loi badoise. Les articles 331 et 334 du Code civil badois sont ainsi conçus :

Art. 331. — « Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration. »

Et l'article 334 : « La reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par un acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans son acte de naissance. »

La reconnaissance d'Adolphe Weiss a été faite dans son acte de naissance et ensuite par un acte authentique. Adolphe Weiss est non seulement inscrit à l'état civil comme fils d'Adam Weiss, il a aussi été baptisé comme tel. Le baptême a eu lieu la veille du mariage, le 2 juin 1872. L'inscription y relative a été faite par le fonctionnaire compétent, le même que celui qui avait enregistré la naissance. Il est donc bien établi qu'Adolphe Weiss est fils reconnu d'Adam Weiss, et ce par une double inscription officielle, faite avant le mariage des parents.

Nous n'avons pu consentir à nous charger de cet aliéné.

La légation allemande nous a répondu que le Gouvernement du grand-duché de Bade avait examiné la question de savoir si, par suite de légitimation, Weiss avait acquis la nationalité badoise dans le sens de l'article 4 de la loi allemande du 1^{er} juin 1870, mais qu'il devait la résoudre négativement. Suivant lui, cette question était réglée non pas d'après les lois du pays où le père est domicilié, mais d'après celles du pays où il a droit de cité. A teneur du Code civil badois, les enfants nés hors mariage ne sont valablement légitimes que si le père et la mère les ont légalement reconnus avant leur mariage, par un acte authentique, ou dans l'acte même de célébration. Or, les actes de naissance et de baptême d'Adolphe Weiss n'impliquent pas cette reconnaissance exigée par la loi ; ils n'établissent pas en effet, d'une manière suffisante, que le père ou celui qui se donne comme tel ait déclaré son adhésion à ces inscriptions. Le Gouvernement badois n'est pas en mesure de savoir si Adolphe Weiss est valablement légitimé et doit être considéré comme ressortissant badois.

Nous avons déclaré ne pouvoir entrer en matière sur ces explications, attendu que, comme nous l'avions déjà exposé précédemment, Adolphe Weiss a été légitimé par son père, et cela valablement au point de vue de nos lois ; il a, de la sorte, acquis la nationalité allemande.

Les autorités suisses se trouvaient dans l'impossibilité de le considérer comme Suisse ou comme ancien ressortissant suisse et de consentir à prendre soin de lui.

V. — DROIT DE CITÉ.

23. Outre les nombreux rapatriements, où l'origine des intéressés doit

être préalablement établie, notre département de justice et police a dû faire, dans 18 cas, des recherches sur le droit de cité de 56 personnes dont l'origine suisse ou étrangère était devenue douteuse et devait être, par conséquent dûment établie.

Dans 6 cas, nous avons été requis par l'étranger. Dans 2, nous avons refusé de reconnaître les intéressés.

Restent 12 cas, impliquant 45 personnes. Ici, nous sommes intervenus auprès de l'étranger pour en obtenir la reconnaissance des intéressés. Nos démarches ont abouti dans 6 cas (25 personnes), tandis que, dans un autre, l'individu n'a pas été reconnu, 5 cas sont reportés en 1894.

24. La fille illégitime d'une Suissesse, née dans le canton de Vaud, a été reconnue, lors de l'inscription de sa naissance au registre de l'état civil, par un ressortissant du grand-duché de Bade.

Nous avons demandé au gouvernement badois de considérer cette enfant comme ressortissante de la commune de son père.

Mais ce gouvernement nous a répondu négativement. A teneur de la loi allemande sur l'acquisition et la perte de la nationalité allemande, du 1^{er} juin 1870, qui a abrogé (article 25) toutes les prescriptions contraires et par conséquent aussi l'article 10 du code civil badois, un enfant illégitime, dont la mère est étrangère, n'acquiert le droit de cité allemand du père que par une légitimation obtenue en conformité des dispositions de la loi.

Or, d'après l'article 331 du code civil badois, la légitimation ne pouvait avoir lieu, une fois l'enfant reconnu de part et d'autre, que par le mariage subséquent des père et mère, tandis que dans le cas particulier, il n'y avait pas eu mariage.

En suite de ce refus, l'intéressée fut reconnue en qualité de ressortissante par la commune suisse de la mère (cas Dubelbeiss).

25. En 1876, le nommé Georges Panian, sujet autrichien, fut agrégé avec sa famille à la commune de Birmensdorf, canton d'Argovie, mais sans acquérir le droit de cité cantonal, parce qu'il ne pouvait ni payer l'émolument de naturalisation prévu par la loi, ni produire un document attestant qu'il était libéré des liens qui le rattachaient à son ancienne patrie.

Il n'obtint un acte de manumission qu'en 1892. Mais, dans l'intervalle, il était tombé dans l'indigence. Le gouvernement argovien refusa la naturalisation de la famille Panian, de même aussi que la reconnaissance de son indigénat à Birmensdorf. La légation austro-hongroise crut devoir protester contre ce refus.

Nous avons répondu qu'aux termes de la loi argovienne de 1824 sur les naturalisations, le droit de cité communal et le droit de cité cantonal formaient un tout indissoluble, tant et si bien que l'un ne pouvait absolument pas subsister sans l'autre.

Panian avait bien acquis dans le temps l'indigénat à Birmensdorf, c'est vrai, mais pas le droit de cité cantonal, motif pour lequel cet indigénat n'avait jamais été ni définitif, ni valable en droit. Aussi Panian ne pouvait-il être considéré ni comme ressortissant de cette commune, ni comme citoyen suisse. Le fait que les enfants Panian avaient été inscrits dans les registres de l'état civil suisse lors de leur naissance comme issus d'un père originaire de Birmensdorf ne changeait rien à la chose. En effet, il n'appartient pas aux officiers de l'état civil de disposer par leurs inscriptions dans les registres du droit de cité et de la nationalité d'une personne. Nous demandions en conséquence que l'acte de manumission délivré par les

autorités autrichiennes fût rapporté et les papiers de légitimation de la famille Panian en sa qualité de ressortissante autrichienne renouvelés.

Sur ces entrefaites, la légation austro-hongroise déclara que l'acte délivré à Georges Panian en 1892, attestant sa libération des liens qui le rattachaient à la nationalité autrichienne, était valable et ne pouvait être ni rapporté, ni annulé. Le rapatriement de Panian et de sa famille était dès lors exclu.

Mais nous avons pu objecter que ce refus de recevoir la famille Panian était en contradiction avec la déclaration échangée entre le Conseil fédéral et le gouvernement austro-hongrois les 21/28 octobre 1887 (Rec. off., nouv. série, X. 266), aux termes de laquelle chacune des deux parties s'est engagée, sur la demande de l'autre, à recevoir ses ressortissants, alors même que ceux-ci auraient perdu leur droit de cité d'après la législation du pays d'origine. Ensuite de cette objection, le ministère austro-hongrois de l'intérieur donna des ordres nécessaires pour que la famille Panian fût de nouveau reconnue en qualité de ressortissante de Schopfthal, province de Carniole.

26. Par suite de la maladie prolongée et de la mort de M. le Dr J.-J. Trachsler, fonctionnaire fédéral en matière d'heimatlosat, les affaires d'heimatlosat sont restées quelque peu stationnaires en 1893. Toutefois, plusieurs des enquêtes pendantes ont reçu une forte impulsion, de sorte qu'elles pourront être clôturées en 1894.

Nous avons trouvé qu'il n'était plus nécessaire de nommer un fonctionnaire spécial pour les affaires d'heimatlosat. Ces affaires sont traitées par notre département de justice et police, qui veillera à une solution aussi prompte que possible des cas non encore liquidés.

VI. — POLICE. AFFAIRES DIVERSES.

27. En cas d'infraction à la convention franco-suisse du 28 décembre 1880, arrêtant des dispositions uniformes sur la pêche dans les eaux frontières (Rec. off., nouv. série, VI. 543), la France nous transmet dans la règle par la voie diplomatique les procès-verbaux de constat en vertu desquels les contrevenants domiciliés en Suisse passent en jugement.

Par contre, la Suisse est obligée d'avoir recours à un autre système.

A teneur de l'article 62 de la loi française du 15 avril 1829 (loi relative à la pêche fluviale), les actions en réparation de délits de pêche se prescrivent par un mois à compter de la date du procès-verbal. Or, si l'on expédiait aux tribunaux français les procès-verbaux de contravention par l'entremise du gouvernement français, ce délai s'écoulerait toujours sans avoir été utilisé, à raison des longueurs inhérentes à la voie diplomatique. Les autorités suisses en sont donc réduites à user des stipulations de l'article 2 de la convention additionnelle à la convention pour la réglementation de la pêche dans les eaux frontières, conclue le 30 juillet 1891 et mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1893 (Rec. offic., nouv. série, XIII. 227). Aux termes de cet article, les procès-verbaux de constat doivent être adressés au commissaire suisse pour la surveillance de la pêche. Ce dernier les transmettra directement à son collègue français qui, à son tour, en saisira les autorités compétentes (affaire Boissenot).

28. A teneur de loi allemande du 27 février 1888, concernant l'introduction de la loi sur l'industrie, le décret du 5 février 1810 est encore en

vigueur à l'heure qu'il est en Alsace-Lorraine en ce qui concerne l'exercice de la profession de libraire.

L'article 33 de ce décret est ainsi conçu : « Les brevets ne pourront être accordés aux libraires qui voudront s'établir à l'avenir, qu'après qu'ils auront justifié de leurs bonne vie et mœurs, et de leur attachement à la patrie et au souverain. »

Or, les étrangers n'étant pas en mesure, cela se conçoit, de justifier de leur attachement à la patrie et au souverain, exigé par cette disposition de la loi, ils n'obtiennent jamais non plus l'autorisation d'exercer la profession de libraire en Alsace-Lorraine.

A teneur du décret de 1810, les imprimeurs se trouvent dans le même cas (affaire Ehrat).

29. Un ouvrier allemand de passage en Suisse est mort victime d'un accident en faisant l'ascension du Santis. Il a été inhumé à Thal où des habitants d'Hundwyl (Appenzell-Rh. ext.) avaient transporté son cadavre.

Invitées à rembourser les frais d'inhumation, les autorités allemandes s'y refusèrent. Vu l'article 11 du traité d'établissement germano-suisse du 31 mai 1890, les frais occasionnés à l'un des 2 états par l'inhumation des ressortissants de l'autre état ne peuvent être réclamés, disent-elles, des caisses publiques des pays d'origine. Les survivants du défunt n'avaient pas de fortune et les frais en question (200 francs environ) devaient être supportés par la commune d'Hundwyl.

Estimant injuste de laisser ces frais à la charge d'une commune pauvre, nous avons prié la légation allemande d'en procurer le remboursement. Le défunt n'était ni domicilié, ni en séjour à Hundwyl ou dans le canton d'Appenzell-Rh. ext. C'est par hasard qu'il y avait trouvé la mort. Malgré cela, rien n'avait été négligé pour retrouver le corps et pour l'inhumer décemment.

Finalement, les autorités allemandes reconnaissent qu'effectivement on se trouvait en présence de circonstances spéciales et mirent à la disposition de la commune d'Hyndwil une somme équitable, toutefois à la condition que cette adhésion de leur part à notre demande ne pût être invoquée à titre de précédent dans les cas analogues (cas Werner).

30. Il arrive fréquemment que les autorités communales suisses exigent des ressortissants allemands qui veulent s'établir dans un canton, non seulement la production du certificat de légation prévu à l'article 2 du traité d'établissement germano-suisse du 30 mai 1890, mais encore le dépôt de l'acte d'origine, d'un passeport ou d'un papier analogue.

Pareille exigence est en contradiction avec le traité sus-visé, aux termes duquel il suffit qu'un Allemand soit en possession d'un certificat valable de la légation allemande ou bavaroise pour avoir le droit de s'établir en Suisse. Si le titulaire est marié, sa famille devra également figurer sur le certificat.

La circulaire du conseil fédéral du 8 septembre 1891 (F. féd. 1891, IV. 342) contient à ce sujet des instructions plus détaillées.

31. Un gouvernement cantonal nous a priés d'intervenir en faveur d'époux allemands que leur commune d'origine refusait de reconnaître pour ses ressortissants, attendu que le mari avait déserté et perdu la nationalité

allemande par un séjour de 10 ans à l'étranger. Il s'agissait de leur procurer des papiers de légitimation.

Nous n'avons pu faire droit à cette demande, sachant par expérience qu'il est inutile de réclamer auprès de l'Allemagne dans les cas de ce genre.

En attendant, les autorités allemandes n'en ont pas moins l'obligation, vu l'article 8 du traité d'établissement germano-suisse du 31 mai 1890, de recevoir en tout temps, si la demande vient à leur en être faite, les personnes dont il s'agit. Il n'est donc pas à craindre que ces dernières tombent jamais d'une manière permanente à la charge de notre pays.

32. A l'occasion d'un cas spécial, nous avons constaté que, à teneur de l'article 2, alinéa 2, de l'ordonnance rendue par le ministère wurtembergeois de l'intérieur le 13 août 1879, les actes d'origine sont délivrés dans le royaume de Wurtemberg par la préfecture du district où le requérant ou, lorsqu'il s'agit de femmes mariées, le mari de ces femmes a ou avait en dernier lieu son domicile et non purement et simplement sa résidence momentanée. Si ni l'une ni l'autre de ces conditions n'est remplie, l'acte d'origine est délivré par la direction de la ville de Stuttgart.

33. En 1889 (F. féd. 1890, II, 127 n° 24), nous nous sommes vus obligés de protester contre l'application de certaines dispositions édictées par le gouvernement austro-hongrois dans les nouvelles « Instructions pour les bureaux de péage à la frontière du Tyrol et du Vorarlberg. »

Le gouvernement impérial et royal a tenu compte de nos objections. Il a retranché des « Instructions » dont il s'agit les dispositions à teneur desquelles les bureaux de péage austro-hongrois de St-Margrethen et de Buchs auraient eu le droit d'arrêter les voyageurs, de les soumettre à un interrogatoire, de les fouiller au besoin et de visiter leurs effets.

Nous avons pu donner alors notre adhésion pleine et entière aux « Instructions », modifiées.

Par contre, le gouvernement austro-hongrois n'a pas accepté notre proposition de régler le service de police aux gares de St-Margrethen et de Buchs comme il l'est aux stations internationales de Chiasso et de Luino. Il estime qu'en présence des communications faites sur ce point au sujet des « Instructions » mentionnées tout à l'heure, une entente spéciale n'est absolument pas nécessaire.

34. A l'occasion d'informations prises en Hongrie, nous avons constaté que l'obtention du permis d'établissement est régie dans ce pays, en ce qui concerne les étrangers, par les dispositions suivantes (loi XXII de 1886, article 15) :

« Les étrangers peuvent habiter dans la commune, s'y établir et être admis à en faire partie.

« L'étranger qui veut fixer définitivement sa résidence dans une commune est tenu d'en faire la déclaration ; et, s'il justifie de moyens durables d'existence pour lui et sa famille, de manière qu'ils ne soient pas une charge pour la commune, l'autorisation de séjour ne peut lui être refusée qu'en cas de soupçons fondés relatifs à sa moralité ; il sera toujours admis à s'en justifier.

« L'étranger qui, après trois mois de résidence dans une commune, est sommé par l'administration d'avoir à déclarer s'il entend y fixer son domicile, commet une contravention punissable d'une amende prononcée par les autorités administratives et qui peut s'élever jusqu'à 300 florins lorsqu'il

n'obtempère pas à cette sommation dans un délai de huit jours qui doit lui être expressément imparti par la mise en demeure. Dans ce cas, et aussi dans celui où il ne quitte pas la commune après que l'autorisation de s'y établir lui a été refusée, il peut y être contraint par mesure de police.

« Une résidence de trois mois dans la commune fait supposer de la part d'un étranger l'intention d'y fixer son domicile.

« Les étrangers peuvent obtenir l'autorisation de s'y établir aux mêmes conditions que les nationaux, en justifiant d'une résidence fixe dans la commune pendant deux ans et d'une bonne conduite pendant ce temps.

« L'admission au nombre des membres d'une commune ne peut être obtenue que sous la condition de l'obtention simultanée de la nationalité hongroise ; mais, s'il habite dans le pays depuis cinq ans, la commune peut admettre un étranger éventuellement, pour le cas où il obtiendrait plus tard cette nationalité. »

Les personnes qui veulent acquérir la nationalité hongroise doivent renoncer à leur ancienne nationalité.

35. Les douaniers suisses en station à Luino sont astreints par l'autorité de ce lieu au paiement de taxes sur les domestiques et sur les chiens.

A l'effet de s'y soustraire, ils invoquaient l'article 15, 2^e alinéa, de la convention italo-suisse du 23 décembre 1873 concernant le chemin de fer du Gothard (Rec. off., XI. 467), ainsi conçu :

« Les employés italiens attachés à la gare de Chiasso seront exemptés en Suisse de toute contribution directe et personnelle ; les employés suisses attachés à celle de Luino jouiront de la même exemption en Italie. »

Notre département de justice et police a estimé que les taxes dont il s'agit ne sont pas assimilables à une contribution directe et personnelle et qu'on ne pouvait pas s'en référer sous ce rapport à l'article 15 de la convention susvisée.

A l'occasion de la perception d'une taxe sur les chiens dans les stations internationales de Chiasso et de Luino, nous avons déjà admis en 1888 (F. féd. 889, II. 1606 n° 22) que la municipalité de Chiasso avait le droit de soumettre les douaniers italiens de son ressort à une taxe sur les chiens, parce qu'il ne s'agissait là que d'une simple taxe de police.

A nos yeux, la perception d'une taxe sur les domestiques revêt également le caractère d'un impôt indirect. Une taxe de ce genre frappe en effet plutôt le luxe, les dépenses d'une famille que sa fortune ou ses ressources.

36. Un Suisse domicilié à Messine se croyait autorisé à réclamer en vertu de la convention d'établissement italo-suisse contre son inscription au rôle des contribuables de cette ville pour les travaux de construction de routes. Notre département de justice et police n'a pas estimé que cette réclamation fut bien fondée. Il a déclaré au contraire qu'en aucun cas le réclamant ne saurait invoquer la convention d'établissement avec l'Italie ou une autre convention pour s'affranchir de l'impôt en question. L'article 4 de la convention visée se borne à stipuler que les Suisses en Italie ne peuvent être astreints ni au service militaire, ni à aucun impôt militaire ou autre prestation pécuniaire ou matérielle correspondante. Mais il ne fait pas d'autre réserve et il n'existe pas non plus de précédent de nature à en justifier d'autres. Les Italiens domiciliés en Suisse sont traités dans ce sens. Ils seraient aussi bien imposés pour la construction de

routes que les nationaux eux-mêmes. Tout mode de procéder contraire aurait pour effet de placer les étrangers dans une position beaucoup plus avantageuse que les propres ressortissants et entraînerait les inconvenients les plus divers, les conséquences les plus fâcheuses.

37. En matière de succession, il n'y a pas de convention entre la Suisse et la Russie. Les successions des Suisses décédés en Russie sont liquidées en vertu des lois russes. C'est la justice de paix ou le tribunal civil du lieu où se trouvent les biens délaissés qui procède à la liquidation. Parfois aussi, le soin de liquider la succession d'un Suisse est laissé au consulat suisse intéressé, lorsqu'il en fait la demande. Mais cela n'a lieu que pour des successions peu importantes et seulement pour la fortune mobilière. Dans ce cas, le consulat suisse doit faire savoir officiellement à l'autorité russe compétente, sur la base de documents ayant une valeur légale, quel est ou quels sont les héritiers légitimes et leur degré de parenté avec le défunt. Les droits de succession que la Russie perçoit et déduit de la fortune avant sa remise sont établis d'après ses indications. Une fois en possession de la succession, le consulat suisse ne peut s'en dessaisir qu'après s'être assuré que toutes les dettes du défunt sont payées, et surtout que personne n'élève des prétentions sur la succession en vertu des lois russes. Ce n'est que lorsqu'il n'y a pas de réclamation de ce genre à redouter qu'il peut transmettre aux autorités suisses le produit des biens délaissés pour être réparti aux ayants droit conformément aux lois suisses.

38. Le 1^{er} mai 1893, nous avons adressé aux chancelleries d'état cantonales une nouvelle circulaire relative au séjour des étrangers en Russie. Cette circulaire se lit dans la feuille fédérale de 1893, volume II, page 1129.

39. Il arrive souvent que les passeports de nos légations et consulats à l'étranger sont falsifiés ou altérés et ensuite sont employés à des usages abusifs. Sur la proposition du département des affaires étrangères, nous avons adopté un formulaire de passeport dont l'impression, le format, le papier et l'apparence extérieure sont uniformes. Des exemplaires en seront expédiés en nombre suffisant à nos légations et consulats.

A cette occasion, on a soulevé la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de supprimer l'emploi de notre certificat d'origine à l'étranger, comme papier de légitimation. Notre département de justice et police s'est prononcé dans le sens de la négative, ce par les motifs suivants :

En Suisse, tout citoyen du pays a droit de cité dans une commune. Sauf renonciation expresse, ce droit est imprescriptible et inaliénable. Celui qui le possède reçoit de sa commune un acte d'origine. On ne connaît pas d'autre titre de légitimation.

Le passeport suisse n'est pas un certificat de nationalité. C'est un certificat d'identité. Le livret de service militaire n'établit pas non plus la nationalité du titulaire. Aussi nos légations et consulats ne doivent-ils pas délivrer de passeports sur la présentation du livret militaire.

D'ailleurs, l'acte d'origine est reconnu par les traités internationaux (avec l'Allemagne, le Danemark et la principauté de Lichtenstein) comme papier de légitimation valable, sinon comme seul valable (Allemagne) pour s'établir dans ces pays.

Il ne saurait donc être question d'en supprimer l'usage à l'étranger.

40. Une direction de police cantonale nous a demandé si on pouvait mentionner le mariage d'un individu sur l'acte d'origine qui lui avait été délivré pour célibataire ou s'il fallait absolument délivrer un nouvel acte.

Nous avons répondu que l'emploi d'un formulaire d'acte d'origine pour homme marié autre que celui établi par le concordat du 28 janvier 1854 (Rec. off., IV. 343) était en contradiction avec ce concordat. On ne pouvait donc pas approuver la mention du mariage sur l'ancien acte.

Les informations prises auprès de quelques cantons ont permis de constater que les actes d'origine pour célibataires sont régulièrement annulés en cas de mariage du titulaire.

41. La société suisse pour la réforme pénitentiaire a célébré le vingt-cinquième anniversaire de sa fondation à St-Gall les 9 et 10 octobre 1893.

Pour donner suite à l'invitation qui avait été faite au conseil fédéral par le comité central de la société, nous avons délégué à ce jubilé M. le docteur Charles Stooss, professeur à Berne.

Les objets suivants figuraient à l'ordre du jour :

- 1^o Secours aux familles des détenus par les sociétés de patronage ;
- 2^o Les prisons préventives en Suisse, leur état actuel et les améliorations à y apporter.

La discussion a révélé bien des choses utiles sur l'état actuel de ces deux institutions. Les familles des détenus en préventive sont souvent dans la plus grande misère, sans que les communes interviennent. Quant aux prisons préventives, leur état actuel en Suisse est de beaucoup inférieur en plusieurs endroits à celui des pénitenciers. Il arrive fréquemment que des prévenus sont incarcérés avec d'autres individus dans des locaux infects, qui, par leur mauvais état, nuisent à la santé et tuent le moral.

Un bulletin de ces délibérations sera publié ultérieurement.

42. On nous a signalé en 1892 une nouvelle espèce d'exploiteurs internationaux, opérant sous le nom pompeux d'« Académie universelle » et de « Société scientifique européenne ». Leur siège principal est à Bruxelles. Ils expédient des circulaires dans lesquelles ils promettent des médailles et des diplômes, moyennant finance à verser préalablement pour frais de prétendus droits d'immatriculation. Ces exploiteurs avaient fondé un établissement à Lausanne. Grâce à l'intervention de la police, l'existence de cette succursale fut de courte durée (Rullo).

Bien qu'activement recherchés par les autorités de leur pays, les chevaliers d'industrie espagnols continuent à inonder la Suisse de lettres, usant toujours des mêmes procédés connus. On nous a transmis des cautions une soixantaine de ces lettres en 1893. Nous n'avons pas manqué de les faire parvenir, comme les précédentes, aux autorités espagnoles chargées d'exercer les poursuites.

C. Ministère public de la Confédération.

I. — DROIT PÉNAL FÉDÉRAL.

1. Les dix-sept cas où la sécurité des chemins de fer avait été mise en péril et qui étaient restés pendant à la fin de l'année ont tous été liquidés.

En 1893, le ministère public de la Confédération a eu à s'occuper de soixante-dix nouveaux cas de ce genre et de deux cas où le service des postes avait été mis en péril.

Dans 45 cas, l'affaire n'a pas eu de suite, soit qu'il y ait eu absence d'indices de culpabilité, soit que le dossier ait été retourné aux cantons avec prière de faire juger le cas en application de la loi sur la police des chemins de fer.

Par contre, 55 cas ont été renvoyés aux tribunaux cantonaux en vertu de l'article 74 du code pénal fédéral et, depuis le 1^{er} octobre, en vertu des articles 125 et suivants de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale du 22 mars 1893, entrée en vigueur à cette époque.

De ces derniers, 29 ont été liquidés par jugement et 11 par une ordonnance de non-lieu, l'auteur étant resté inconnu, tandis que les 15 autres attendent encore une solution.

La sécurité des bateaux à vapeur a été mise en péril dans un cas. Désérés aux tribunaux de Genève, les accusés ont été acquittés.

2. L'affaire concernant l'accident de chemin de fer survenu à Zollikofen, déjà mentionnée dans les précédents rapports, s'est terminée en 1893. Par jugement du 22 février 1893, le tribunal de Fraubrunnen a acquitté tous les accusés renvoyés devant sa juridiction et mis les frais à la charge de la Confédération, ainsi que les dommages-intérêts alloués aux accusés. Ensuite d'appel, la chambre de police bernoise, par sentence du 21 août 1893, a, en modification partielle du jugement de 1^{re} instance, déclaré J. Gribi, chef de gare à Munchenbuchsee, coupable d'avoir, par négligence, mis en péril la sécurité des chemins de fer, et l'a condamné, en vertu des lois applicables, à 60 jours de prison, à 100 francs d'amende et à une partie des frais.

Gribi a recouru en grâce auprès de l'assemblée fédérale.

3. Dans les cas renvoyés à leur jugement en vertu du code pénal fédéral, article 74, les tribunaux bernois ont mis directement à la charge de la Confédération, à différentes reprises, les frais de procédure et ceux de recours, ainsi que les dépens envers les prévenus acquittés. A teneur de la jurisprudence actuelle, qui, à nos yeux, était en harmonie avec la loi du 25 juin 1880, concernant les frais de l'administration de la justice fédérale, article 20, le règlement de compte avait lieu régulièrement entre le gouvernement cantonal et la Confédération, qui se réservait le droit d'examiner si le compte réclamé était juste, c'est-à-dire en tous points compatible avec les prescriptions légales. Nous avons d'ailleurs toujours refusé de payer les frais de recours et les dommages-intérêts aux accusés. Mais, pour mettre fin au conflit, nous avons invoqué par voie de recours la décision du tribunal fédéral. Ce dernier a statué que, dans les cas de ce genre, les tribunaux cantonaux ont le droit de mettre directement à la charge de la Confédération les frais de procès, y compris les dommages-intérêts accordés aux prévenus acquittés. Le tribunal fédéral a estimé que, bien que les poursuites aient lieu à la diligence des tribunaux cantonaux, c'est la Confédération qui requiert le jugement et supporte aussi les frais.

4. Le ministère public de la Confédération a eu à s'occuper de 7 cas de perturbations dans le service des télégraphes et téléphones. 6 de ces cas ont été liquidés par jugement, tandis que, dans le 7^e, le prévenu a été placé dans un asile d'aliénés, pour être soumis à une surveillance médicale.

5. Dans un cas de perturbation télégraphique, le tribunal cantonal a rendu son jugement sans délégation préalable dans le sens de l'article 74

du code pénal fédéral. Cette procédure incorrecte est due en partie sans doute au fait que la plainte portée auprès des tribunaux cantonaux par les organes de l'administration des télégraphes avait déjà été considérée à tort comme un renvoi aux tribunaux cantonaux en vertu du code pénal fédéral.

Afin de pouvoir déléguer la compétence à qui de droit, nous avons donné les ordres nécessaires pour qu'à l'avenir les actes nous fussent transmis aussitôt les faits établis.

6. Il y a eu 9 cas de falsification de livrets de service militaire, consistant en altération de notes pédagogiques, en fausses inscriptions de quittances pour taxes militaires et en fausses constatations d'arrivées et de départs. Ces cas ont tous été renvoyés aux tribunaux cantonaux.

7. Le département fédéral des postes avait autorisé le comité d'organisation de l'exposition internationale de timbres-poste, à Zurich, à émettre des cartes postales commémoratives, en nombre limité et valables pour un temps déterminé.

Ces cartes, qui étaient ornemées de gravures, ont été contrefaites, y compris le timbre-poste, et les faussaires ont cherché à faire usage de leurs faux, à les faire passer pour des cartes postales véritables.

Par les motifs suivants, nous avons estimé que ce fait constituait, en ce qui concerne la contrefaçon du timbre-poste suisse, une falsification de documents fédéraux dans le sens de l'article 61 du code pénal fédéral et renvoyé le cas au tribunal de Zurich.

La carte postale munie du timbre d'affranchissement de l'administration des postes doit être considérée comme document fédéral. En effet, l'administration des postes perçoit une taxe pour l'expédition des lettres et en donne quittance sous la forme de timbres-poste. Or, contrefaire un timbre-poste suisse, c'est falsifier une quittance délivrée par l'autorité fédérale (administration des postes) ou, en d'autres termes, un document fédéral.

Le tribunal zurichois a partagé cette manière de voir et condamné les accusés pour falsification de documents fédéraux.

8. Un individu astreint au paiement des droits de douane avait changé la date d'un passavant et prélevé à l'aide de cette pièce fausse le montant du droit déposé.

Déféré par nous au tribunal cantonal pour falsification d'un document fédéral, il a été condamné en vertu de l'article 61 du code pénal fédéral.

9. Il y a eu 4 cas de suppression de lettres ou violation du secret des lettres commises par des fonctionnaires ou employés postaux dans l'exercice de leurs fonctions et un cas de contravention à la loi fédérale sur la procédure à suivre pour les demandes populaires.

10. A la date du 24 juin, l'union ouvrière (Arbeiter-union) de Berne nous a priés d'examiner la question de savoir s'il y avait eu intervention fédérale dans l'échauffourée du 19 juin à Berne et de renvoyer éventuellement le cas au juge d'instruction fédéral. Comme le conseil fédéral avait constaté qu'il n'y avait pas eu intervention fédérale, nous ne sommes pas entrés en matière sur la demande d'instruire l'affaire en vertu de la procédure fédérale.

11. Statuant sur un recours en cassation, le tribunal fédéral a résolu

négativement la question de savoir si les administrations fédérales avaient le droit de porter plainte directement auprès des tribunaux cantonaux pour contravention à la loi sur les péages et les spiritueux (alcools). Motifs : La loi fédérale du 30 juin 1849 est muette en ce qui concerne le droit de porter plainte auprès du tribunal dans les cas de contravention aux lois fiscales. C'est par conséquent le droit cantonal qui est applicable et, si ce dernier le prescrit, l'administration fédérale doit recourir à l'intermédiaire du procureur général cantonal pour porter plainte, sous réserve des attributions du ministère public fédéral, qui, vu l'article 19 de la loi citée, a, dans les cas de ce genre, les mêmes droits que le procureur général cantonal.

Or, pour assurer une procédure uniforme, c'est maintenant le ministère public fédéral qui porte régulièrement plainte dans tous les cas de l'espèce et veille à l'instruction de l'affaire.

A teneur de l'article 125, alinéa 3, de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1893, le conseil fédéral peut aussi soumettre au tribunal fédéral les contraventions aux lois fiscales. En application de cette disposition, nous avons déjà renvoyé au jugement de la cour pénale fédérale un cas de contravention à la loi sur les péages.

12. Le ministère public fédéral a déféré aux tribunaux cantonaux 18 cas de contravention aux lois fiscales de la Confédération (loi sur les péages et loi sur les spiritueux). A lui seul, le canton de Genève n'en compte pas moins de 11.

13. Indépendamment de la demande en grâce de J. Gribi, déjà mentionnée, l'assemblée fédérale en a reçu une seconde d'un nommé Arthur Boffa à Lugano, qui a été condamné à 16,800 francs d'amende pour contravention à la loi sur les spiritueux.

Dans ce dernier cas, il s'agira notamment de savoir si la grâce est admissible en ce qui concerne les jugements rendus en vertu de la loi fédérale du 30 juin 1849, sur le mode de procéder à la poursuite des contraventions aux lois fiscales et de police de la Confédération.

L'assemblée fédérale n'a liquidé ni l'un ni l'autre de ces deux cas en 1893.

II. — POLICE POLITIQUE.

14. La police politique n'a pas donné lieu en 1893 à des mesures spéciales. On a bien constaté par-ci par-là, dans quelques centres de population, la présence d'un nombre assez considérable d'éléments étrangers révolutionnaires ; mais d'après les rapports que nous avons reçus des directions de police cantonales, il ne s'est produit aucun fait de nature à justifier une intervention. Il n'y a guère eu que des Suisses impliqués dans les troubles de St-Imier et de Berne. D'ailleurs, les actes d'insubordination commis n'étaient pas en rapport avec les menées d'anarchistes étrangers et devaient être réprimés en vertu du droit pénal cantonal.

A Zurich, on a ouvert une enquête contre les socialistes dits indépendants, qui s'étaient de nouveau signalés à l'attention des autorités, et on s'est fait présenter les statuts et l'état des membres de la société. L'enquête a établi que ces indépendants, sans recommander expressément l'emploi de la force, ont cependant des tendances révolutionnaires très prononcées.

Voici d'ailleurs le but qu'ils poursuivent (imprimé au revers de la carte de sociétaire) :

Article premier. — La société a pour but de propager dans les milieux ouvriers les doctrines du socialisme (expropriation des moyens de production : fabriques, machines ; transfert de la propriété foncière, des mains des particuliers en celles de la collectivité). Ce but ne peut être atteint que par le soulèvement des prolétaires.

Article 2. — Par conséquent, la société tient pour commandé par les circonstances d'élucider tout ce qui touche à l'organisation politique actuelle de la société bourgeoise (état, législation, église, etc.) et d'asseoir chez les pauvres la conviction que les organes politiques constituent en mains des riches un instrument d'oppression vis-à-vis des pauvres. Elle repousse tout compromis avec les représentants des classes opulentes.

Art. 3. — L'exploitation des classes ouvrières est la même dans tous les pays où le capital est au service de la production. Il faut que les actes du prolétariat soient internationaux. La société se déclare solidaire des prolétaires qui luttent dans n'importe quel pays pour l'émancipation de leur classe.

Article 4. — Les moyens dont la société dispose pour la propagation de ses idées sont les assemblées, la presse, les brochures.

Nous avons provisoirement renoncé à d'autres mesures. Par contre, la police a avisé le comité de la société que les autorités ne toléreraient, de la part d'étrangers, aucune ingérence dans les affaires intérieures du pays et que toute velléité de propagande en faveur de leurs théories, faite en dehors de la société au moyen d'écrits révolutionnaires ou de toute autre manière, pourrait avoir pour conséquence l'expulsion immédiate des sociétaires.

15. Les 10 et 11 décembre, un placard anarchiste portant pour titre : « La guerre des pauvres contre les riches », signé « groupes anarchistes suisses » et daté Paris, « La Révolte, éditeurs », a été répandu au Locle et à la Chaux-de-fonds.

Ce factum déclarait juste et légitime la propagande anarchiste par les faits, l'emploi de la force, et recommandait d'avoir recours à ces moyens.

L'enquête ouverte a établi que le nommé Charles Albert Bitterlin, de nationalité française, qui se déclare anarchiste, avait coopéré sciemment au colportage de ce placard. Par arrêté du 19 décembre, nous avons décidé l'expulsion de cet individu hors du territoire suisse.

En outre, Bitterlin a été condamné par les tribunaux neuchâtelois, avec trois autres inculpés de nationalité suisse, à quatre mois de prison et 1.000 francs d'amende, pour menaces et provocation aux délit (article 152 du code pénal neuchâtelois).

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

BELGIQUE

Le bureau spécial institué au département des affaires étrangères, en exécution de l'article 82 de l'acte général de la Conférence antiesclavagiste de Bruxelles du 2 juillet 1890, a publié, dans le courant du mois de juin de l'année dernière, un premier recueil de documents et renseignements concernant la répression de la traite des esclaves en Afrique, que lui avaient fait parvenir les puissances signataires de cet acte international.

Un second recueil, comprenant les documents communiqués au bureau pendant l'année 1893, vient de paraître récemment. Sans être aussi volumineuse que la précédente, cette nouvelle publication n'en présente pas moins un vif intérêt, et se recommande à l'attention de tous ceux que ne laisse pas indifférente la question de la répression de la traite africaine.

Les règlements concernant l'importation et le trafic des armes, des munitions et des spiritueux, tiennent une place importante parmi les documents publiés. Ils montrent que les puissances n'ont pas cessé de se préoccuper des moyens de restreindre l'introduction en Afrique de ces articles, que l'on a considérés avec raison comme constituant l'un des auxiliaires les plus puissants de la traite.

Le recueil renferme, en outre, plusieurs rapports détaillés, émanant des autorités coloniales et des commandants des croiseurs anglais, au sujet de la répression du trafic des esclaves, tant dans l'intérieur du continent africain que dans les eaux de l'Océan Indien, du golfe d'Oman et du golfe Persique.

Des renseignements statistiques concernant les bateaux négriers arrêtés et capturés, ainsi que les esclaves libérés à la suite de ces captures, prouvent que les efforts tentés jusqu'à ce jour ne sont pas restés sans résultats.

Il y a lieu de signaler encore, dans le même ordre d'idées, les différents jugements rendus par la Cour de vice-amirauté de Zanzibar et dont les copies ont été transmises par le gouvernement britannique.

La question de l'établissement et de l'entretien des esclaves libérés est traitée d'une manière approfondie dans un mémoire adressé par le chancelier de l'Empire d'Allemagne au Conseil colonial, ainsi que dans les procès-verbaux des séances que cette assemblée a consacrées à cette question.

Enfin le bureau publie cette année le premier rapport du bureau international maritime de Zanzibar, dont la mission est de recueillir tous les renseignements relatifs à la traite sur mer et de faciliter la tâche des officiers des croiseurs dans la zone de l'Océan indien et de la mer Rouge placée sous leur surveillance.

FRANCE

Par un décret paru à l'*Officiel* du 2 juillet, le cabinet qui avait donné sa démission lors de la nomination de M. Casimir-Perier à la présidence de la République, a été réinstallé dans ses fonctions. Voici la liste de nos ministres :

Présidence du conseil et intérieur : M. Dupuy.
 Justice : M. Guérin.
 Affaires étrangères : M. Hanotaux.
 Finances : M. Poincaré.
 Guerre : M. le général Mercier.
 Marine : M. Félix Faure.
 Instruction publique : M. Leygues.
 Travaux publics : M. Barthou.
 Commerce : M. Lourties.
 Agriculture : M. Viger.
 Colonies : M. Delcassé.

Le 2 juillet, le Président de la République a reçu, à l'hôtel de la Présidence, le corps diplomatique étranger qui venait lui offrir ses félicitations.

Le ministre des affaires étrangères assistait à cette réception.

Son Exc. le nonce a prononcé l'allocution suivante :

« Monsieur le Président,

• Le corps diplomatique n'est resté étranger à aucune des émotions de la crise douloureuse que la France vient de traverser.

« La profonde horreur excitée dans toute la nation par le crime abominable qui atteignait d'une façon si tragique son premier magistrat entouré de l'estime et du respect de tous, s'est accrue, pour chacun de nous, des sentiments de douleur dont nos gouvernements n'ont cessé, pendant ces derniers jours, de nous envoyer à plusieurs reprises l'expression émue.

« Mais, malgré la stupeur du premier moment et au milieu même de son deuil trop légitime, la France a su garder le calme qui convient à une grande nation, et par le jeu régulier des institutions qu'elle s'est données, elle vient de faire passer en de dignes mains l'autorité qui survit quand même aux plus odieux attentats.

« Au nom de nos souverains et chefs d'Etat et en notre nom personnel, nous venons donc offrir nos sincères et respectueuses félicitations à l'homme éminent que ses hautes qualités, déjà si appréciées de chacun de nous, viennent de désigner choix au de ses concitoyens.

« A ces félicitations nous joignons de tout cœur, au début de cette grande magistrature dont vous venez d'être investi, les vœux que nous formons pour vous, monsieur le Président, et qui s'unissent, dans notre pensée, à ceux que nous formons pour la France. Puisse ce noble pays voir se développer de plus en plus, sous votre sage direction, non seulement cette prospérité d'ordre matériel que le monde admire, mais aussi ces biens d'ordre supérieur qui sont la plus solide garantie de salut pour les sociétés humaines !

« Dans ce but, permettez à celui qui a l'honneur et qui se félicite d'avoir à vous adresser en ce jour la parole, d'appeler les bénédictions divines sur vous, monsieur le Président, et sur cette généreuse nation française dont les destinées intéressent au plus haut point la cause de la civilisation et de l'humanité. »

Le Président de la République a répondu :

« Je suis profondément touché des paroles que Votre Excellence vient de m'adresser. Les sympathies dont elle s'est fait l'éloquent interprète trouveront leur écho dans le pays tout entier.

« En présence de l'unanimité et douloureuse émotion qui a accueilli l'attentat commis sur son chef vénéré et des hommages universellement rendus à une mémoire qui lui restera chère entre toutes, la France a éprouvé la force des sentiments qui l'unissent aux autres nations ; la part que le monde civilisé a prise à son deuil est un adoucissement à sa douleur.

« En portant leur choix sur l'un de ceux qui ont eu à diriger la politique extérieure de la France, les représentants du pays ont marqué avec éclat le prix que le gouvernement de la République attache au maintien des relations amicales, des amitiés précieuses qui sont le plus sûr gage de la paix et du progrès.

« Aussi ne puis-je qu'être particulièrement sensible aux vœux du corps diplomatique.

« Ils m'affermissoient dans l'espoir que les rapports de mutuelle confiance, inaugurés avec chacun de vous, messieurs, contribueront à me faciliter l'accomplissement de la grande et lourde tâche que vient de m'assigner le suffrage des élus de la nation. »

L'introducteur des ambassadeurs a successivement nommé au Président chaque chef de mission, qui, à son tour, a présenté le personnel de son ambassade ou de sa légation.

Message adressé par M. Casimir-Perier, président de la République française, au Sénat et à la Chambre des Députés, le 3 juillet 1894.

Messieurs les sénateurs,
Messieurs les députés,

Appelé par l'Assemblée nationale à la première magistrature du pays, je ne suis pas l'homme d'un parti, j'appartiens à la France et à la République.

Un crime odieux, que la conscience nationale flétrit, a enlevé à la patrie le citoyen intègre qui fut pendant sept années le gardien vigilant de nos institutions.

Puisse le souvenir de ce héros du devoir m'inspirer et me conduire !

Le poids des responsabilités est trop lourd pour que j'ose parler de ma reconnaissance.

J'aime trop ardemment mon pays pour être heureux le jour où je deviens son chef. Qu'il me soit donné de trouver dans ma raison et dans mon cœur la force nécessaire pour servir dignement la France.

L'acte de l'Assemblée nationale assurant en quelques heures la transmission régulière du pouvoir, a été aux yeux du monde une consécration nouvelle des institutions républicaines.

Paris, que le Gouvernement de la République remercie, a fait avant-hier une admirable démonstration de gratitude et de respect. Un pays qui, au milieu de si cruelles épreuves, se montre capable de tant de discipline morale et de tant de virilité politique, saura unir ces deux forces sociales sans lesquelles les peuples périssent : la liberté et un gouvernement.

Résolu à développer les mœurs nécessaires à une démocratie républicaine, c'est en d'autres mains que j'ai le ferme dessein de remettre dans sept ans les destinées de la France. Aussi longtemps qu'elles me seront confiées, respectueux de la volonté nationale et pénétré du sentiment de ma responsabilité, j'aurai le devoir de ne laisser ni méconnaître ni prescrire les droits que la Constitution me confère.

Sûre d'elle-même, confiante en son armée et en sa marine, la France, qui vient de recevoir des gouvernements et des peuples d'unanimes et tou- chants témoignages de sympathie, la France peut, la tête haute, affirmer son amour de la paix ; digne d'elle-même, elle demeurera le grand foyer de lumière intellectuelle, de tolérance et de progrès.

Le Sénat et la Chambre des députés sauront répondre aux vœux du pays en se consacrant à l'examen de toutes les mesures qui peuvent servir au bon renom de la France, développer son agriculture, son industrie, son commerce, forfifier encore le crédit public.

Le Parlement saura prouver que la République, loin d'être la rivalité sté- rile des ambitions individuelles, est à la recherche permanente du mieux

matériel et moral ; elle est l'expansion nationale des pensées fécondes et des nobles passions ; elle est, par essence, le gouvernement qui s'émeut des souffrances imméritées, et dont l'honneur est de ne jamais décevoir ceux auxquels elle doit autre chose que des espérances.

C'est à servir ces idées que le Gouvernement vous convie. Le cœur de la France les a inspirées à ses représentants. Pour en préparer le triomphe, unissons nos efforts.

Le passé donne des enseignements, mais c'est vers l'avenir que la France tourne ses regards : comprendre son temps, croire au progrès et le vouloir, c'est assurer l'ordre public et la paix sociale.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Par le Président de la République :

*Le président du Conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

GRANDE BRETAGNE

Voici la lettre par laquelle lord Kimberley, secrétaire des affaires étrangères dans le cabinet Rosberry, explique à M. Hardinge, — agent britannique à Zanzibar et commissaire pour les possessions anglaises de l'Afrique orientale, — la portée du traité anglo-congolais du 12 mai 1894 (1).

« Foreign Office, 23 mai 1894.

« Monsieur,

« Quand le gouvernement de Sa Majesté décida d'assumer le protectorat de l'Ouganda, il lui devint nécessaire de considérer la position de la Grande-Bretagne dans cette partie de la sphère d'influence britannique que l'accord anglo-allemand désigne sous le nom de bassin occidental du Nil. On savait qu'en 1890 il avait été conclu entre l'administrateur de l'Etat libre du Congo et feu sir William Mackinnon des arrangements en vertu desquels la Compagnie de l'Est africain consentait à renoncer au profit de l'Etat libre aux droits qu'elle pouvait acquérir dans les territoires désignés, en sa qualité de Compagnie à charité exerçant son administration dans la sphère britannique avec la sanction de la couronne. Les documents indiquant les arrangements qui ont pu être conclus n'ont pas été officiellement communiqués au gouvernement de Sa Majesté ni sanctionnés par lui et ils ne pouvaient, bien entendu, avoir aucune validité sans cette sanction. Mais l'administration de l'Etat libre paraît avoir considéré qu'en vertu de ces arrangements elle avait le droit d'envoyer des explorations dans les territoires ainsi déterminés. Ces expéditions ont, dit-on, voyagé dans une grande partie de ces territoires et il paraît que leurs chefs firent des traités et établirent des postes.

« Le ministre de Sa Majesté à Bruxelles a reçu de temps en temps des instructions tendant à faire observer que, bien que le gouvernement de Sa Majesté ne fut point exactement informé de la destination et de la marche de ces expéditions, les territoires ainsi explorés étaient reconnus comme faisant partie de la sphère d'influence britannique.

« Le gouvernement de Sa Majesté, en examinant cette situation au point de vue de ses rapports avec le protectorat de l'Ouganda, a désiré, pour mettre fin à toute controverse à ce sujet, conclure un accord qui fut satisfaisant pour les deux parties. Il ne pouvait reconnaître les sacrifices qui avaient été faits pour tenter d'ouvrir le pays par Sa Majesté le Roi des Belges, dont les

(1) V. ce Traité, *Archives*, 1894, II, p. 176.

efforts pour propager la civilisation en Afrique avaient mérité sa chaleureuse sympathie.

« Le gouvernement pressentit Sa Majesté et la trouva toute disposée à conclure un accord qui, tout en permettant au roi des Belges de continuer l'œuvre commencée par lui, enregistrerait en même temps sa reconnaissance de la position de la Grande-Bretagne dans la sphère britannique. Il serait tenu compte, en même temps des droits que l'Egypte et, par elle, la Turquie, peuvent avoir sur les provinces équatoriales dont l'administration a été abandonnée par suite de l'évacuation du Soudan.

« Vous trouverez ci-inclus un exemplaire de l'accord par lequel Sa Majesté ayant reconnu, au nom de l'Etat du Congo, la sphère d'influence britannique telle que la définit l'accord anglo-allemand de 1890, reçoit de la Grande-Bretagne le bail du territoire spécifié dans l'accord, sous de certaines conditions.

« Le gouvernement de Sa Majesté britannique ne doute pas qu'en vertu de cet accord, cette partie de la sphère britannique ne soit administrée dans un esprit entièrement conforme aux exigences de la civilisation et des Actes de Berlin et de Bruxelles.

« L'accord opère aussi certaines rectifications de frontières, qui ont pour effet d'écartier les causes éventuelles de malentendus locaux, et complète des délimitations déjà conclues avec l'Italie au nord et l'Allemagne au sud par la fixation des frontières entre la sphère d'influence britannique et la puissance limitrophe à l'ouest.

« Finalement, l'article 3 donne à bail à la Grande-Bretagne un port à l'extrême nord du lac Tanganyika. Comme l'extrême sud du lac est placée dans la sphère britannique de l'Afrique centrale, cette concession facilitera matériellement la communication entre les deux sphères d'influence britannique. Dans le but d'assurer l'accès de ce port, nous avons obtenu la location d'une route passant à travers le territoire de l'Etat libre, reliant le port avec le lac Albert-Edouard dont la rive orientale se trouve dans la sphère britannique.

« La navigation du lac Tanganyika ayant été déclarée libre par l'article 2 de l'Acte de Berlin de 1885, cet arrangement assure au commerce britannique une communication ininterrompue dont la valeur est complétée par les garanties de liberté de transit stipulées dans l'article 4 de l'Acte de Berlin et l'article 8 de la Convention anglo-allemande de 1890.

« Une carte est annexée à cette note, afin de montrer les conséquences de l'accord.

« KIMBERLEY. »

MAROC

Voici le texte de la proclamation adressée par le nouveau sultan Abdel Aziz à tous les chefs et gouverneurs du Maroc :

Aux enfants des croyants et vassaux du prince des croyants.
 Le tout-puissant Allah a voulu qu' son sublime prophète, l'inoubliable Emir al Muménin, mon père bien-aimé Mouley Hassan, à qui Allah accorda les lumières du paradis, montât aux régions de la vérité et de la paix. Par sa volonté qui commande l'obéissance, par celle de ses vizirs (maintenant les nôtres) : Sid Mohammed Benelarb, Sid Bahamet et Sid Fedul et Gharnit, par celle de son armée (maintenant la nôtre), par la volonté enfin de tous les vrais croyants qui obéissent à ses ordres, j'ai été élu Emir des croyants et ai déjà été proclamé tel dans presque toutes les parties de l'empire. Je vous recommande de faire la même proclamation afin qu'avec l'aide d'Allah je règne sur vous. Puisse Allah répandre ses faveurs sur tous les croyants, inspirer à moi et à mes vizirs des actes justes et combattre ceux qui, séduits par les archanges du mal, voudraient s'opposer à mes ordres et à mes désirs qui sont enfantés par les décrets du tout-puissant Allah et ne respirent que la paix !

SUÈDE ET NORVÈGE

Le Storthing norvégien a, au milieu de juillet, adopté, par 63 voix contre 48, le budget pour la représentation diplomatique commune aux pays scandinaves, mais avec cette réserve que la légation de Vienne sera supprimée et qu'à partir du 1^{er} janvier prochain la représentation consulaire de la Norvège sera distincte de celle de la Suède. L'année prochaine, le Storthing refusera toute participation aux frais de la représentation diplomatique commune, et la Suède devra supporter seule cette charge, à moins qu'on ne cède à Stockholm sur la question de principe qui, depuis deux ans, divise les deux gouvernements. Le Storthing actuel aura ainsi maintenu jusqu'au bout ses revendications en faveur de l'autonomie diplomatique de la Norvège. Reste à savoir s'il sera approuvé sur ce point par le pays. On sait, en effet, que le Storthing est arrivé à l'expiration de son mandat parlementaire et que les électeurs vont être appelés à se prononcer en dernier ressort sur ce grave différend.

SUISSE

Circulaire du conseil fédéral à tous les Etats confédérés concernant l'interprétation de l'article 1^{er} de la convention réglant la nationalité et le service militaire des enfants de Français naturalisés Suisses.

(Du 6 juillet 1894.)

Fidèles et chers confédérés,

Faisant suite à nos circulaires des 27 juillet 1880, 19 janvier 1883 et 18 juin 1894, nous venons vous annoncer que notre attention a été attirée à nouveau sur l'interprétation qu'il y a lieu de donner à la dernière phrase de l'article premier de la convention conclue le 23 juillet 1879 entre la Suisse et la France pour régler la nationalité et le service militaire des enfants de Français naturalisés Suisses, article ainsi conçu :

« Les individus dont les parents Français d'origine, se font naturaliser « Suisses, et qui sont mineurs au moment de cette naturalisation, auront le « droit de choisir, dans le cours de leur vingt-deuxième année, entre les « deux nationalités suisse et française. »

« Ils seront considérés comme Français jusqu'au moment où ils auront « opté pour la nationalité suisse. »

Malgré les rigueurs de la législation française, qui tend de plus en plus à imposer l'indigénat à tous les étrangers nés sur le territoire de la République, même de parents qui ne s'y trouvaient qu'accidentellement, nous tenons à donner à la convention une interprétation correcte et loyale et à en respecter la lettre et le sens exacts.

Nous vous invitons donc à traiter exclusivement comme Français les fils de Français naturalisés Suisses qui, à l'époque de la naturalisation, étaient mineurs, jusqu'au moment où ils auront accompli les formalités prévues par l'article 2 de la convention du 23 juillet 1879, c'est-à-dire où ils auront opté régulièrement entre 21 et 22 ans, pour la nationalité suisse. Vous voudrez bien, en conséquence, donner, aux autorités compétentes de votre canton, l'ordre de ne plus leur délivrer d'actes d'origine, de ne pas leur accorder le droit de vote et de ne pas les appeler au service militaire avant que leur option ne soit un fait accompli.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 6 juillet 1894.

Au nom du conseil fédéral suisse,

Le président de la Confédération :

Le chancelier de la Confédération : E. FREY,

RINGIER.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} juillet. — *L'Afrique romaine, promenades archéologiques en Algérie et en Tunisie. Les Campagnes*, par Gaston Boissier. — *Le caractère des races humaines et l'avenir de la race blanche*, par Alfred Fouillée. — *Marie de Médicis, les Concini et l'évêque de Luçon*, par Gabriel Hanotaux. — *La condition de la femme aux États-Unis. Notes de voyage : Premières impressions, A Chicago. Les clubs de femmes*, par Tu. Bentzon. — *Aubanel et la poésie provençale*, à propos de publications récentes, par Eug. Lintilhac. — *L'éducation et la réforme de l'instruction publique en Angleterre*, par G. Valbert (à propos de l'excellent livre de Max Leclerc).

15. — *Le passage du Némen. I. L'irruption*, par Albert Vandal. — *Le mécanisme de la vie moderne : Les grands magasins*, par le vicomte d'Avenel (article plein de détails curieux). — *Bamalân et Baïram, Souvenirs d'un voyage en Egypte et en Syrie*, par Ph. Berger. — *Les écrivains du vingtième siècle*, par René Doumic. — *Les revues allemandes*, par T. de Wyzewa.

Revue politique et littéraire.

23 juin. — *L'Etat du Congo et la neutralité belge*, par Fr. Despagnet, professeur de droit international à la Faculté de Bordeaux (article important). — *Le suffrage féminin en Angleterre et en Amérique*, par A. Moireau. — *L'alliance de la Vendée avec l'Angleterre* (août-décembre 1893), par Ch.-L. Chassin.

30 juin. — *Un citoyen*, par Paul Laffitte (éloge mérité du président Carnot). — *Deux lettres inédites de Francis Garnier*. (Elles ont été écrites à ses parents en 1861 et nous font connaître l'homme qui était excellent.) — *La politique à l'école et au lycée*, par Francisque Sarcey (article plein de bon sens). — *Les Conventionnels poètes : Robespierre, Fabre d'Eglantine, Camille Desmoulins, Saint-Just, Collot d'Herbois*, par G. de Dubor. (Étude piquante sur le bagage poétique de la plupart des conventionnels qui votèrent la mort de Louis XVI; c'étaient en général des poètes tendres et langoureux). — *A propos de la question des Syndicats : la loi et les mœurs*, par E. Berr. — *L'assassinat du duc de Berry* (13 février 1820), détails anecdotiques. — *Le banditisme en Algérie*.

7 juillet. — *Université et politique*, par Jean Jaurès, député (réponse à l'article de Fr. Sarcey). — *Les examens en Chine*, par T.-L. Ballock. (Indication des mesures prises pour éviter la fraude).

14. — *Nos cinq Présidents*, par Hector Depasse. — *La folie du Sultan Murad*, par Chryssaphidès. (L'auteur prétend dire la vérité sur la folie de Murad et sur les causes qui l'ont provoquée). — *Pendant la campagne de Russie. Lettres inédites du baron Guillaume Peyrusse, trésorier-payeur des armées*.

21. — *La France d'aujourd'hui appréciée par une Anglaise*, par Alfred Rambaud. (A propos d'un livre publié récemment en Angleterre et qui contient des études remarquables sur notre pays, spécialement sur l'Alsace.) — *Chinatorvas*, par M^{me} Dugard (courte notice sur les Chinois à San Francisco). — *L'Université et la politique* (lettre d'un professeur à propos de la polémique entre MM. Sarcey et Jaurès).

28. — *Leconte de Lisle*, par Léon Barracand. — *Souvenirs de Sébastopol recueillis et rédigés par S. M. I. Alexandre III* (récits d'un officier et d'une sœur de charité). — *Les dernières années de la Restauration*, d'après les mémoires du baron d'Haussez, qui fut ministre de la marine dans le dernier Cabinet de Charles X. — *La moisson d'or de Cunani*, par Paul Mimande (il s'agit d'un territoire contesté entre la France et le Brésil). — *Les grèves américaines*, par F. Amouretti.

Revue d'histoire diplomatique.

1894, III. — Discours du président de la Société d'histoire diplomatique à l'assemblée générale du 31 mai 1894. (Le président est le duc de Broglie.) Rapport du secrétaire général, M. de Maulde (portraits remarquables des membres décédés, notamment du duc de Saxe-Cobourg Gotha). — *Une négociation secrète sous le Directoire : l'Affaire de Besançon (1795-1796)*, par Léonce Pingaud. (Episode très curieux sur lequel l'auteur a su réunir beaucoup de renseignements précis.) — *Une Cour et un aventurier au XVIII^e siècle : le baron de Ripperda*, par Gabriel Syveton. — *Mémoire d'Artuid sur le Conclave de Venise*, publié par le comte Boulay de la Meurthe, qui signale diverses erreurs commises par Artaud.

Annales de l'Ecole des sciences politiques.

13 juillet. — *Les variations du revenu et du prix des terres en France du XVII^e et au XVIII^e siècle*, par L. Zolla. — *De l'association en France*, par F. de Colonjon (aperçu général). — *L'évolution industrielle de l'Inde. Contribution à l'étude du développement de la grande industrie dans l'Extrême-Orient*, par H. Brepier. — *Bes effets politiques du renouvellement partiel*, par Pouzet. (Suite d'une étude très intéressante de politique et de droit constitutionnel; l'article est consacré aux renouvellements partiels et à l'opinion publique sous le Directoire.) — *La réforme électorale en Belgique*, par L. Arnaud. — Chronique parlementaire et politique : *Espagne*, par J. Cruchon.

Revue de droit international et de législation comparée.

1894, III. — *La question de Melilla et la politique internationale de l'Espagne*, par Torres-Campos. — *Le droit international devant l'histoire*, par Ern. Nys. (Leçon d'ouverture d'un cours d'histoire du droit international que personne n'est plus qualifié pour faire que M. Ern. Nys, qui a éclairé par ses savantes recherches de nombreux points de l'histoire du droit international). — *Le suffrage politique chez les principaux peuples civilisés*, par H. Pascaud. — Revue de la jurisprudence roumaine en matière de droit international, par G. Flaischlen. — Compte-rendu sommaire de la session de l'Institut de droit international tenue en mars 1894, par Ed. Rolin. — *L'assistance judiciaire gratuite des étrangers* et la Convention du 31 octobre 1892 entre la Belgique et les Pays-Bas, par C.-D. Asser. — Note sur les travaux du Congrès juridique ibéro-américain, par Ern. Lehr. (Le Congrès a pris diverses résolutions importantes qui touchent au droit international public et privé.)

Revue du droit public et de la science politique.

III. — *La question de l'Eglise*, par Doniol. — *L'état de siège d'après le droit public italien*, par Coutuzzi. — *Le problème colonial*, par A. Girault. — *L'impôt fédéral sur le revenu aux Etats-Unis*, par Blackmar. — Chronique politique pour la France, la Belgique et le Portugal.

Revue politique et parlementaire (1).

N° 4, juillet. — *Notre programme*, par Marcel Fournier. — *Le régime parlementaire en 1894*, par Jules Simon. — *La réforme parlementaire par*

(1) Nous appelons l'attention sur cette nouvelle *Revue*; le sommaire de son premier numéro indique suffisamment l'importance et la variété des questions qui y seront traitées. La Revue, dirigée par notre collègue, M. Marcel Fournier, lauréat de l'Institut, n'est l'or-

la révision du règlement de la Chambre, par Th. Ferneuil. — *Le régime fiscal des mutations*, par J. Boudemot, député. — *La loi sur les bureaux de placement*, par Yves Guyot. — *La réforme fiscale en Prusse*, par A. Rafalovich. — *Les accidents de travail*. Etat actuel de la question devant le Parlement français, par Maurice Bellom, ingénieur des mines. — *La question des chemins de fer devant le Parlement et devant l'opinion*, par Descubes, député. — *Les évolutions de la propriété foncière et le socialisme en Grèce*, par A. Douarche, conseiller à la Cour de Paris. — *L'Institut de droit international et la session de Paris en 1894*, par André Weiss. — La vie politique et parlementaire : *en France*, par Félix Roussel, *en Suisse*, par Numa Droz, ancien président de la Confédération, *en Italie*, par Colajanni, député. — *Etat des travaux parlementaires au 1^{er} juin 1894*. (Tableau complet et méthodiquement dressé qui rendra de grands services.)

Bulletin de la Société de législation comparée.

Juin-juillet. — Note sur un *avant-projet de Code pénal suisse*, par G. Leloir. — *Etude sur la profession d'avocat en Portugal*, par J.-J. Tavares de Medeiros. — Note sur *les rapports entre la Norvège et la Suède*, par A. Færden. (Rectification par un norvégien d'une chronique législative due à un Suédois) — Note sur une loi autrichienne récente relative aux accidents du travail, par M. Maurice Bellom.

Revue algérienne et tunisienne.

Juin. — *Du régime des successions vacantes en Algérie*, par Paul Sumien (travail approfondi).

La propriété industrielle.

1^{er} mai. — *Etude sur l'art. 8 de la loi française du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention*, par Eug. Pouillet. — *La nouvelle loi allemande sur les marques de marchandises*. — Projets de modification de la législation sur les brevets en Italie et en Norvège. — *La contrefaçon des marques de fabrique en Constantinople* (extrait du Bulletin de la Chambre de commerce française de Constantinople).

1^{er} juin. — *Loi danoise sur les brevets d'invention du 13 avril 1894* (traduction et étude; il est probable que le Danemark adhérera prochainement à l'Union de la propriété industrielle).

1^{er} juillet. — Protection accordée par la législation de Tasmanie aux brevets, dessins et marques de fabrique des États de l'Union. — Règlement norvégien pour la Commission des brevets (du 20 janvier 1894). — Les lois allemandes de 1891 sur les brevets d'invention et les modèles d'utilité : leur application d'après le bureau des brevets. — Lettre d'Italie sur l'obligation d'exploiter les inventions brevetées, l'enregistrement des licences d'exploitation, la protection du nom (différences entre le nom et la marque). — Analyse du rapport du contrôleur général britannique des brevets pour 1893 (accroissement continu des demandes de brevets qui se sont élevées à 25,120 en 1893). — De quelle façon peut-on obtenir la radiation de l'enregistrement international d'une marque, si la personne qui a requis cet enregistrement n'a pas été la première à se servir de la marque?

gane d'aucun groupe ou parti politique. Elle veut seulement contribuer à faciliter et à rendre plus sérieuse l'élaboration législative. Elle le fera de deux façons, au moyen d'études approfondies sur les principales questions législatives discutées en France et à l'étranger qui seront demandées aux personnes les plus compétentes, et surtout au moyen de documents, de matériau et de faits. Les membres des Parlements, les administrateurs, les juriconsultes, les publicistes, les diplomates, en un mot ceux qui s'intéressent aux affaires publiques, trouveront donc des ressources précieuses dans la nouvelle publication dont nous désirons vivement le succès.

L. R.

Le droit d'auteur.

15 juin. — Règlement italien du 6 août 1893 concernant les reproductions photographiques. — Nouvelles de la propriété littéraire et artistique : rapports de l'Allemagne avec la Russie en matière de droits d'auteur; le sort du projet de loi danois sur la propriété littéraire; Traité de l'Espagne avec le Vénézuela et négociations avec d'autres pays; causes de la dénonciation par la Russie de la Convention littéraire de 1861 avec la France. — Circulaire de la Société royale de Londres au sujet de l'établissement d'un Répertoire bibliographique international.

15 juillet. — Circulaire adressée aux Présfets de France au sujet des droits d'auteur à percevoir sur les auditions musicales gratuites (du 1^{er} mai 1894; cette circulaire constate un accord heureusement intervenu entre les auteurs d'une proposition de loi sur les auditions musicales gratuites et le Syndicat de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.) — *La statistique internationale des œuvres intellectuelles.* (La production actuelle des œuvres littéraires s'élève à plus de 30,000 œuvres originales par an dans cinq pays, savoir l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, la France et l'Italie; après une introduction générale, viennent des détails intéressants et précis sur un grand nombre de pays.)

Le Mémorial diplomatique.

7 juillet. — *L'entente internationale et l'anarchie.*

14. — *Les puissances européennes et l'anarchie. — La question coréenne,* par Alf. Berl.

21. — *Diplomatie anglo-congolaise. — La représentation diplomatique suédo-norvégienne,* par Erik Sjoestedt. — *La bourgeoisie en 1847,* par le baron Imbert de Saint-Amand.

28. — *La prise de Kassala. — Le Ministère des finances de Russie: M. Witte, le traité de commerce austro-russe,* par Paul Roquère. — *L'Afrique,* par Grégoire Liwolff (à propos d'un ouvrage publié récemment en Angleterre sur le Développement de l'Afrique). — *Du cours en France des monnaies divisionnaires d'argent italiennes,* par Max Botton.

Un aide de camp de Napoléon, 1800-1812. 1 vol. in-8°, Firmin-Didot, Paris, 1894.

Cet aide de camp est le général comte de Ségur, dont les *Mémoires*, quand ils parurent pour la première fois en 1873, ne passèrent pas inaperçus, mais ne furent pourtant pas alors accueillis comme ils auraient dû l'être. Les temps n'étaient pas favorables, et les sentiments inspirés par la chute du second Empire influaient sur l'appréciation du premier. Il s'est produit une réaction, peut-être excessive, et tout ce qui se rattache au premier Empire excite un intérêt particulier, comme l'a montré le succès, très mérité du reste, des Mémoires du général de Marbot dont nous avons parlé en détail. Le comte Louis de Ségur, petit-fils du général, a pensé que maintenant les Mémoires de son grand-père auraient plus de chance de réussir auprès du public; il les a dégagées de ce que l'auteur y avait mêlé de l'histoire générale de son temps et les a ainsi présentées de la façon la plus agréable. C'est un volume qui se lit avec beaucoup de plaisir et qui contient beaucoup de détails curieux et attachants.

Le Gérant : Féchoz.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

PAYS-BAS — RUSSIE

Convention sur l'extradition réciproque des malfaiteurs

23 octobre/4 novembre 1893 (1).

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du royaume des Pays-Bas, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Son Maître de la Cour et Chevalier Cyrille de Struve, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour des Pays-Bas;

Sa Majesté la Reine-régente du royaume des Pays-Bas :

Le sieur Gysbert van Tienhoven, Ministre des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le gouvernement de la Russie et le gouvernement des Pays-Bas s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée :

1^o a. Attentat contre la vie ou la liberté du souverain, de la souveraine, du régent ou d'un autre chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessein de les rendre incapables de régner ;

b. Attentat contre la vie ou la liberté de la Reine non régnante, de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine ;

2^o Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant ;

3^o Menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef ;

(1) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 23 décembre/4 janvier 1894.

4° Avortement, provoqué par la femme enceinte ou par d'autres ;

5° Sévices, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis avec prémeditation ou sévices graves ;

6° Viol ; attentat à la pudeur ; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au-dessous de l'âge de seize ans, ou une femme au-dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance ; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans ; excitation d'une personne au-dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité, ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers ;

7° Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs, punissable d'après les lois des deux pays ;

8° Bigamie ;

9° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant ;

10° Enlèvement de mineurs ;

11° Contrefaçon ou altération de monnaies, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie, comme non contrefaits et non altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier-monnaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein ;

12° Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, punissable selon les articles 216 et 217 du Code pénal néerlandais ;

13° Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef ; la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux, ni falsifiés, lorsque l'auteur savait, au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés ;

14° Faux serment ;

15° Corruption de fonctionnaires publics, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef ; concussion ; détournement commis par les fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels ;

16° Incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse ;

17° Destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ;

18° Actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens ;

19° Le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20° Emeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

21° Le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

22° Vol;

23° Escroquerie;

24° Abus de blanc-seing;

25° Détournement;

26° Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 2. — L'extradition n'aura pas lieu :

1° Lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le gouvernement de ce pays requiert l'extradition;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté;

3° Si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si, d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Art. 5. — L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi, ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un fait prévu par la convention, antérieur à l'extradition, sans le consentement du gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'art. 7 de la présente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire, lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa

peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Art. 6. — Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'art. 1^{er}, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Art. 7. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de l'envoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont s'agit pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. — Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Art. 9. — En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée :

Du côté de la Russie, par tout juge d'instruction et fonctionnaire chargé des fonctions de juge d'instruction ;

Du côté des Pays-Bas, par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire).

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Art. 10. — L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si, dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Art. 11. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 12. — Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition

devra avoir lieu, sauf le cas où le gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenus pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où il figurera comme témoin.

Art. 13. — Lorsque, dans une cause pénale, non politique, la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 14. — Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servait de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 15. — Les gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraire sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 16. — La présente convention, laquelle n'est pas applicable aux colonies, ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution, la convention du 13 août 1880 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après la déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à La Haye, le 4 novembre 1893.

(L. S.) Signé : C. STRUVE.
— — —
G. TIENHOVEN.

AUTRICHE-HONGRIE — RUSSIE

Convention commerciale.

6 mai 1893.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, désirant favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure, dans ce but, une convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

M. Nicolas Giers, son Conseiller privé actuel, Secrétaire d'Etat, Sénateur et Ministre des Affaires étrangères et M. Serge Witte, son Conseiller privé et Ministre des Finances ;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

M. le comte Antoine de Wolkenstein-Trostburg, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement de n'accorder aucun abaissement de taxe, privilège, faveur ou immunité quelconque aux sujets ou aux produits d'un autre Etat, en ce qui concerne les droits de douane, à l'entrée et à la sortie par les frontières de terre ou de mer, droits d'importation, d'exportation et autres, qui ne soit aussi et à l'instant, étendu sans condition aux nationaux et aux produits respectifs de leurs pays; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit, l'entreposé, la réexportation, les droits locaux, le courtage, les tarifs et les formalités de douane, de même que pour tout ce qui a rapport à l'exercice du commerce et de l'industrie, à la navigation, à l'acquisition et la possession de propriétés de tout genre, les Russes dans la monarchie Austro-Hongroise et les Autrichiens ou Hongrois en Russie jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — La Monarchie Austro-Hongroise s'engage à ne prélever pendant toute la durée de la présente convention, sur les céréales russes à leur importation en Autriche-Hongrie, des droits autres ni plus élevés que ceux qui sont inscrits dans le tarif général douanier austro-hongrois en vigueur au moment de la signature de la présente convention. (Classe VI, n° 23, 23 bis, 24 et 26.)

La Russie s'engage à ne prélever pendant la durée de la présente convention sur les articles énumérés dans le tarif A annexé au traité de commerce et de navigation, conclu le 10 février (29 janvier) 1894, entre la Russie et l'Allemagne, à leur importation de la Monarchie austro-hongroise en Russie, des droits autres ni plus élevés que ceux qui sont inscrits dans ledit tarif A.

Art. 3. — Ne sont pas censées déroger aux dispositions de la présente convention :

1^o Les obligations imposées à l'une des Hautes Parties contractantes par les engagements d'une union douanière, notamment les faveurs accor-

dées par la Monarchie austro-hongroise, de ce chef, à la principauté de Liechtenstein et à la Bosnie et à l'Herzégovine ;

2^e Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local d'une zone frontière s'étendant jusqu'à 15 kilomètres de largeur ;

3^e Les facilités douanières qui ne sont pas applicables dans la Monarchie austro-hongroise aux pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée, notamment : les facilités douanière, appliquées en vertu du tarif général austro-hongrois, à l'importation dans la Monarchie austro-hongroise, du pétrole brut roumain de production indigène, dans une quantité maximum de 200,000 quintaux métriques par an, en tant que ces facilités se rapportent exclusivement à la Roumanie ;

Les facilités douanières accordées par la Monarchie austro-hongroise à la Serbie, en vertu de l'article III de l'annexe C au Traité du 9 août 1892, relativement à l'importation des céréales et autres produits agricoles serbes dans le territoire douanier austro-hongrois ;

Les facilités douanières accordées à l'importation dans la Monarchie austro-hongroise de vins italiens, de production nationale, en tant que ces facilités se rapportent exclusivement à l'Italie ;

Les facilités douanières accordées par la Monarchie austro-hongroise à l'Italie et à la Suisse, en vertu des traités du 6 et du 10 décembre 1891 pour certains articles d'origine locale, en tant que les facilités susmentionnées se rapportent exclusivement à l'Italie, respectivement à la Suisse, et que l'importation de ces articles ne dépasse pas les conditions ni les quantités prévues par les traités respectifs ;

4^e Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation aux habitants du gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrielles et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie). Il est bien entendu, en outre, que les dispositions de l'article 1^{er} de la présente convention ne s'appliquent ni aux stipulations contenues dans le Traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège, le 26 avril (5 mai) 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce avec les Etats et pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront, dans aucun cas, être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les Hautes Parties contractantes, par le traité du 2/14 septembre 1860 et par la présente convention.

La présente convention est destinée à remplacer les dispositions correspondantes, notamment les articles 12 et 20 du traité de commerce et de navigation du 2/14 septembre 1860. Les dispositions de ce traité, en tant qu'elles ne sont pas dérogées par la présente convention, resteront en vigueur, jusqu'à leur révision sur laquelle les Hautes Parties contractantes s'entendront dans un délai plus ou moins rapproché.

Art. 5. — La présente convention s'étend aux pays appartenant aux territoires douaniers des Hautes Parties contractantes.

Elle entrera en vigueur, le 1/13 juillet 1894 ou plus tôt si faire se peut, et restera exécutoire jusqu'au 18/31 décembre 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce dernier terme, son intention de faire cesser les effets de la convention, celle-ci continuera à être obligatoire jusqu'à l'ex-

piration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 6. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le 6/18 mai 1894.

(L. S.) Signé : GIERS.

— — — A. WOLKENSTEIN.

— — — SERGE WITTE.

Déclaration

Si pendant la durée de la convention commerciale avec la Russie, la Monarchie austro-hongroise accordait à l'importation d'une tierce puissance, soit d'une manière permanente ou comme mesure provisoire et cela à quelque titre que ce soit, les facilités douanières accordées par l'art. III de l'annexe C au traité conclu le 9 Août (28 juillet) 1892 entre la Monarchie austro-hongroise et la Serbie à l'importation des céréales et autres produits agricoles serbes dans le territoire douanier austro-hongrois, l'importation des céréales russes bénéficierait immédiatement et de plein droit des mêmes facilités.

Ne sont pas censées déroger aux dispositions de la présente déclaration, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local d'une zone frontière s'étendant jusqu'à 15 kilomètres de largeur, sous la réserve, toutefois, que les expéditions faites par voie ferrée ne pourraient en aucun cas être considérées comme trafic frontière.

Saint-Pétersbourg, le 6/18 mai 1894.

Signé : A. WOLKENSTEIN.

NOTE de M. le comte de Wolkenstein - Trotsburg, ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie près la Cour Impériale de Russie, en date du 6/18 mai 1894.

Au moment de procéder à la signature de la convention commerciale, conclue aujourd'hui à Saint-Pétersbourg entre la Russie et la Monarchie austro-hongroise, le soussigné a l'honneur de déclarer, d'ordre de son Gouvernement, ce qui suit :

« Le quatrième alinéa du point n° 3 du troisième article de la convention ayant établi que les facilités douanières accordées par la Monarchie austro-hongroise à l'Italie et à la Suisse, en vertu des traités du 6 et du 10 décembre 1891, pour certains articles d'origine locale, en tant que les facilités sus mentionnées se rapportent exclusivement à l'Italie, respectivement à la Suisse, et que l'importation de ces articles ne dépasse pas les conditions ni les quantités prévues par les traités respectifs, ne sont pas censées déroger aux dispositions de ladite convention, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique — désireux d'écartier toute incertitude au sujet des facilités douanières précitées, croit devoir rappeler que dans l'espèce, il s'agit :

« 1. Des facilités douanières accordées par la Monarchie austro-hongroise à l'Italie, en vertu du traité du 6 décembre 1891, relativement à l'importation ;

- « a. De fromages italiens, dits Stracchino, Gorgonzola et Parmigiano;
- « b. De chapeaux de paille grossiers, non garnis, originaires de la Vénétie;
- « c. De cuir à semelle, originaire de la Vénétie et de la province de Brescia dans la quantité maximum de 2.000 quintaux par an;
- « d. De tuiles cannelées vernissées ou non, produites par la Vénétie jusqu'à concurrence de 25,000 quintaux par an;
- « e. De poterie en argile ordinaire de la Vénétie, même lavée, vernissée, avec une décoration grossière de fleurs et semblable de plusieurs couleurs, en tant que les facilités sus mentionnées se rapportent exclusivement à l'Italie;
- « 2° Des facilités accordées par la Monarchie austro-hongroise à la Suisse en vertu du traité du 10 décembre 1891, relativement à l'importation de la poterie ordinaire de terre argileuse commune, décorée de peinture grossière à une ou plusieurs couleurs ou d'autres peintures de ce genre et la poterie pour jouets d'enfants, provenant de la vallée du Rhin, en tant qu'elle fait partie du canton de Saint-Gall, jusqu'à concurrence de 250 quintaux par an, en tant que les facilités sus mentionnées se rapportent exclusivement à la Suisse. »

Signé : A WOLKENSTEIN.

FRANCE — VÉNÉZUÉLA

Convention d'arbitrage.

24 février 1891 (1).

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement des États-Unis du Vénézuéla, sont convenus de soumettre à un arbitre les réclamations de M. Antoine Fabiani, contre le gouvernement Vénézuélien.

L'arbitre devra :

1^o Décider si, d'après les lois du Vénézuéla, les principes généraux du droit des gens et la Convention en vigueur entre les deux Puissances contractantes, le Gouvernement Vénézuélien est responsable des dommages que Fabiani dit avoir éprouvés, pour dénégation de justice;

2^o Fixer, au cas où cette responsabilité serait reconnue pour tout ou partie des réclamations dont il s'agit, le montant de l'iudemnité péquinaire que le Gouvernement Vénézuélien devra verser entre les mains de M. Fabiani, et qui s'effectuera en titres de la d.^ette diplomatique du Vénézuéla 3 0/0.

Les deux Gouvernements sont d'accord pour prier M. le Président de la Confédération Suisse, de vouloir bien se charger de cet arbitrage.

La présente déclaration restera soumise à l'approbation du Congrès du Vénézuéla.

Fait en double exemplaire à Caracas, le 4 février 1891.
L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Française.

Signé : BLANCHARD DE FARGES.

Le Ministre des relations extérieures du Vénézuéla.

Signé : CARLOS F. GRISANTI.

(1) Les ratifications ont été échangées le 7 octobre 1891.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE.

(*Suite*) (1).

Troisième séance. — Samedi 14 octobre 1893.

Présidence de M. Roy.

Etaient présents :

MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient aux précédentes réunions.

La séance est ouverte à 3 heures.

Le procès-verbal de la première séance est lu et adopté.

M. le Préident prie M. Brédif de donner lecture du projet de rédaction que la Commission nommée à la précédente séance l'a chargé de préparer.

Avant qu'il soit procédé à cette lecture, M. le baron de Renzis tient à déclarer que les Délégués de l'Italie n'ont pas d'instructions détaillées sur les conditions d'exécution du rapatriement des monnaies d'appoint italiennes. Ils ne peuvent, en conséquence, adhérer aux articles proposés que sous réserves. M. le baron de Renzis demande que le projet d'Arrangement fasse ultérieurement l'objet d'une seconde lecture. Dans l'intervalle, la Délégation italienne consultera son Gouvernement : elle sera ainsi en mesure de donner des réponses précises.

M. Montefiore Levi déclare que les Délégués belges sont autorisés à accepter *ad referendum* les projets de Convention qui seront soumis à la Conférence.

M. Cramer-Frey déclare également que la Délégation suisse se réserve d'en référer à son Gouvernement avant d'accepter définitivement les propositions ou résolutions de la Conférence.

M. Brédif donne lecture de l'article 7 :

Art. 7. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises par chacun des quatre autres Etats à la disposition du Gouvernement italien et portées par chacun d'eux à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 p. 0/0 du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées et de 3 1/2 p. 0/0 à

(1) V. *Archives*, 1894, II, p. 303 et III, p. 67.

partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie. Aucun envoi nouveau ne sera effectué qu'après règlement de l'envoi précédent.

M. le baron de Renzis reconnaît qu'il est équitable que le compte courant ouvert entre l'Italie et les autres Etats de l'Union soit productif d'intérêt : les Gouvernements alliés seront obligés, en effet, de conserver sans emploi les monnaies retirées de la circulation tant que l'Italie n'en aura pas demandé la remise. Quant au taux de cet intérêt, la Délégation italienne devra demander l'avis de son Gouvernement. M. le baron de Renzis demande pourquoi la rédaction proposée fait également mention d'un taux de 3 1/2 p. 0/0.

M. Brédif répond que le rehaussement du taux de l'intérêt à compter du dixième jour qui suivra chaque envoi d'un lot de monnaies en Italie a pour objet d'indiquer que les couvertures doivent être fournies dans le délai de dix jours.

M. le baron de Renzis estime que le délai devrait courir seulement du jour de la réception des monnaies par le Gouvernement italien et non du jour de leur envoi par les Gouvernements alliés.

M. Brédif répond que le compte d'intérêts sera tenu par les Gouvernements belge, français, grec et suisse, qui connaîtront bien le jour de l'envoi, mais pourront ignorer le jour de la réception.

M. le Président ajoute qu'en fait, les monnaies, étant expédiées par grande vitesse, seront sûrement parvenues en Italie avant l'expiration du délai de dix jours.

Les premier et deuxième paragraphes de l'article 7 sont adoptés.

Sur la demande de M. le baron de Renzis, la discussion du troisième paragraphe est ajournée.

M. Brédif donne lecture de l'article 8.

Art. 8. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, afin que les opérations d'échange puissent s'effectuer dans des conditions d'égalité complète pour tous les intéressés, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien et qu'il serait en outre informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée, d'en répartir le montant entre les quatre Etats au *prorata* des immobilisations accusées par chacun d'eux.

M. Cramer-Frey explique que, dans la pensée du Conseil fédéral, chaque Etat de l'Union devait remettre directement à l'Italie les espèces qu'il aurait retirées de la circulation. L'article en discussion prévoit au contraire que l'opération sera, dans une certaine mesure, centralisée par la France. La Délégation suisse est donc obligée d'en référer à son Gouvernement. Dès à présent, M. Cramey-Frey croit devoir faire remarquer que la situation de la Suisse, au point de vue monétaire, est absolument exceptionnelle. On l'a reconnu en toute occasion, notamment en 1878 et en 1885. La circulation totale de la Suisse, en monnaies d'or et d'argent de toutes coupures, ne dépasse pas de beaucoup 100 millions de francs. Les monnaies divisionnaires italiennes représentent 18 à 20 millions de francs au plus, soit environ 50 p. 100 de la totalité ; c'est ce

qui résulte du recensement opéré l'an dernier. Si le projet soumis à la Conférence était adopté, la Confédération serait exposée à voir se produire dans sa circulation un vide très important, relativement plus important, dans tous les cas, que celui qui se réalisera dans la circulation des autres pays, notamment de la France. La Délégation suisse estime que cette situation exceptionnelle appelle un traitement exceptionnel. Elle désirerait que le contingent des espèces à rapatrier par la Suisse ne fût pas fixé d'après une proportion rigoureusement mathématique, mais qu'une sorte de forfait fût établi en sa faveur.

M. Montefiore Levi dit que l'article 8 réglemente les obligations de l'Italie envers les autres Etats plutôt que celles des autres Etats vis-à-vis de l'Italie. D'après ce texte, chaque Etat, après avoir retiré les monnaies italiennes de sa circulation, notifiera à l'Italie et à la France le montant des retraits. L'Italie fera connaître les sommes dont elle désire obtenir l'envoi. Le Gouvernement français indiquera à chacun des quatre autres Etats la somme pour laquelle il doit participer à l'envoi, eu égard aux espèces immobilisées dans ses caisses et offertes à l'Italie. M. Montefiore Levi regrette que l'opération ne soit pas complètement centralisée par le Gouvernement français comme en 1878. Peut-être la France voudra-t-elle laisser à ses coassociés la faculté de demander le bénéfice d'une centralisation absolue. Si elle n'y peut consentir, M. Montefiore Levi considère que la demande de la Suisse mérite d'être prise en considération.

M. le Président fait observer que la Suisse ne sera appelée à coopérer aux envois que dans la mesure des retraits qu'elle aura effectués. Il ne semble donc pas que sa circulation puisse être réduite au point de lui créer des embarras.

M. le baron de Renzis dit que les demandes de l'Italie seront particulièrement fortes au début de l'opération. Ne pourrait-on l'autoriser à prendre toutes les sommes offertes quelle qu'en soit l'importance, sauf à tenir compte, dans la répartition ultérieure entre les autres Etats, des versements qui excéderaient le contingent proportionnel alloué à chacun d'eux ?

M. le Ministre de Suisse insiste sur les inconvénients signalés par M. Cramer-Frey. Un retrait de 20 millions de francs de monnaies divisionnaires pourrait avoir pour la Suisse, eu égard à sa circulation restreinte, des conséquences comparables à celles que produirait, en France, le retrait de 200 millions de francs des mêmes monnaies. Les instructions du Conseil fédéral portent en substance l'échange direct entre la Suisse et l'Italie, pendant la période du retrait, de toute quantité de monnaie divisionnaire italienne supérieure à 200,000 francs, avec couverture dans la huitaine, sauf un délai ultérieur d'un mois, stipulé pour permettre à l'Italie de présenter des réclamations de détail sur des erreurs de triage, etc. Lors du premier retrait de 1879, la Suisse avait été remboursée au comptant ; lorsqu'on a réglé en 1885 la clause de liquidation des écus de 5 francs, la situation spéciale de la Confédération a été prise en considération par ses alliés monétaires qui ont admis le remboursement au comptant en or, pour tout envoi d'un million au moins. C'est une situation analogue que les Délégués suisses ont été chargés de réclamer, afin d'éviter des perturbations graves dans la circulation intérieure du pays.

M. Montefiore Levi fait remarquer que la Belgique se trouve, quoique à un degré moindre, dans la même situation que la Suisse. Dans le cas où un traitement de faveur serait stipulé pour cette puissance, la Belgique considérerait peut-être comme équitable que le bénéfice lui en fût étendu.

M. le Président dit que des stipulations particulières de cette nature rompraient la symétrie qui doit exister dans les traitements faits à chaque des Etats de l'Union. Au surplus, la Délégation française n'a pas d'instructions sur la question posée par M. le Ministre de Suisse.

M. Allard considère que les embarras que redoute la Suisse auraient pu se produire et avoir une gravité réelle, si les monnaies divisionnaires de toute l'Union avaient été nationalisées. Mais il ne lui paraît pas que la Confédération soit exposée à manquer de monnaies divisionnaires dans la combinaison plus restreinte qu'examine aujourd'hui la Conférence. Les monnaies suisses que les pièces italiennes avaient refoulées en France et jusqu'en Belgique vont certainement refluer vers le territoire helvétique : elles y combleront le vide que pourra produire le rapatriement des espèces italiennes.

La question demeure réservée.

M. Brédif donne lecture de l'article 9 :

Art. 9. — En outre, un mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le Gouvernement français devra faire connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union.

M. Cramer-Frey craint que l'obligation de recourir à l'intermédiaire du Gouvernement français n'entraîne des retards. Ne pourrait-on pas permettre à chaque Etat d'effectuer ses envois au fur et à mesure des retraits opérés, jusqu'à concurrence d'un contingent mensuel à déterminer ?

M. Brédif ne pense pas que la combinaison proposée par la Commission entraîne des retards, puisque le Gouvernement italien devra être avisé en même temps que le Gouvernement français.

M. Sainctelette fait observer que si chacun des quatre Etats demandait à faire les envois au fur et à mesure des rentrées, la conduite de l'opération ne pourrait plus être centralisée, comme la Commission l'avait proposé en vue de ménager les intérêts de chacune des Puissances contractantes.

M. Zeppa ajoute que le fractionnement des envois compliquerait la tenue du compte courant, en multipliant les dates à compter desquelles doivent courir les intérêts.

M. Brédif émet l'idée que l'on pourrait peut-être donner satisfaction à la Suisse en convenant qu'elle fournirait la première un certain contingent dont le chiffre resterait à déterminer.

M. Brédif donne lecture de l'article 10 :

Art. 10. — Le Gouvernement italien s'engage à demander livraison, chaque mois, d'un minimum de douze millions de monnaies divisionnaires, et ce jusqu'à complet épuisement des stocks dont le montant lui aura été notifié en conformité de l'article précédent.

M. le baron de Renzis préférerait que le minimum des sommes à demander par l'Italie fût fixé par trimestre et non par mois. Le Gouver-

nement du Roi aurait, de la sorte, plus de facilité pour choisir l'époque où il pourra faire ses règlements et en réduisant autant que possible leur influence sur le change.

M. Brédif pense que l'on pourrait, en vue de donner satisfaction à la demande de M. le baron de Renzis, fixer le minimum à 35 millions par trimestre.

M. le Ministre de Suisse fait observer que cette modification aggraverait les difficultés dont se préoccupe son Gouvernement, à supposer qu'on ne lui accorde pas un tour de faveur. Il pourrait arriver, en effet, que la Trésorerie italienne, en considération de l'état du change, fût amenée à retarder ses règlements jusqu'à la fin du trimestre. Dans ce cas, ce n'est pas durant un mois seulement, mais durant un trimestre entier que la circulation suisse se trouverait diminuée du montant des monnaies divisionnaires remises à l'Italie. Les instructions du Conseil fédéral n'ont jamais eu en vue la possibilité que la Suisse fût à découvert vis-à-vis de l'Italie au-delà du temps matériel nécessaire pour l'envoi des espèces et le renvoi de la couverture, soit huit ou dix jours.

M. Montefiore Levi ne verrait pas d'objection à ce que l'Italie, dans le cas où ses demandes seraient supérieures au contingent trimestriel de 35 millions, fût autorisée à recevoir la différence du Gouvernement suisse.

M. Brédif répond que cette combinaison pourrait entraîner des conséquences contraires à l'égalité de traitement qui doit exister entre les membres de l'Union.

M. le baron de Renzis propose d'introduire dans l'article 10 la clause ci-après, qui pourrait dispenser de maintenir le paragraphe 3 de l'article 7 :

Lorsque la couverture d'un envoi de monnaie divisionnaire sera réglée, l'Italie aura le droit de réclamer une nouvelle livraison. Si, dans un trimestre, les remises qui lui sont faites dépassent 35 millions, l'excédent pourra venir en déduction du minimum de 35 millions à demander dans le trimestre suivant.

M. Brédif donne lecture de l'article 11 :

Art. 11. — Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à la charge du Gouvernement italien et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu tous les six mois.

M. le Président propose ensuite à la Conférence d'examiner le mode de règlement de l'opération.

M. le baron de Renzis demande que la couverture des envois de monnaies divisionnaires continue d'être faite, comme elle l'a été jusqu'à présent, en or, en pièces de 5 francs en argent ou en traits.

M. le Président ne croit pas que les dispositions de la Convention de 1885 aient leur application dans les circonstances actuelles. La Convention a disposé en vue d'une liquidation éventuelle de l'Union ; il ne s'agit pas aujourd'hui de dissoudre l'Union et de la liquider, mais d'autoriser une opération exceptionnelle, par dérogation aux clauses de la Convention. On sait, d'autre part, que la dépréciation de l'argent s'est singulièrement aggravée depuis 1885 et que les inconvénients de la circulation de l'argent ont beaucoup augmenté. Le Gouvernement français pense

donc qu'il serait équitable de stipuler que le remboursement aura lieu seulement en monnaie d'or.

M. Zeppa dit que l'Italie ne possède que peu d'écus à son effigie. Son stock de pièces d'argent de cette coupure consiste principalement en monnaies de ses alliés. M. Zeppa considère, en outre, que l'Italie devant, au cas de liquidation, retirer et rembourser les pièces de frappe italienne, c'est à son détriment et non à celui des autres Etats de l'Union que s'est aggravée la dépréciation de ces espèces.

M. le baron de Renzis estime que la clause du remboursement en or porterait atteinte au principe fondamental du pacte monétaire. Les Etats associés, qui voient dans le maintien de l'Union un moyen d'enrayer la dépréciation de l'argent, doivent-ils adopter une stipulation qui trahirait leur désiance à l'égard de ce métal et contribuer ainsi à le discréder? D'autre part, comme l'a fort bien expliqué M. Zeppa, les pièces de 5 fr. en argent ne sont pas assez abondantes en Italie, pour que les autres Etats puissent craindre d'en recevoir une notable quantité en paiement. Enfin, les monnaies divisionnaires qui vont être remises à l'Italie ne sont pas moins dépréciées que les écus de 5 fr.; il serait donc équitable d'autoriser le remboursement au moyen de cette monnaie.

M. le Président fait remarquer que la limitation des contingents pour la monnaie divisionnaire et la suspension de la frappe pour les écus de 5 fr. pouvaient également être considérées comme défavorables au crédit du métal blanc. Cependant on n'a pas reculé devant ces mesures nécessaires. M. le Président rappelle aussi que le remboursement en or des pièces de 5 fr., au cas de liquidation, comporte une certaine limite.

Après un échange d'observations entre MM. Montefiore Levi, le baron de Renzis, M. Zeppa et M. le Président, MM. les Délégués italiens déclarent qu'ils prendront les instructions de leur Gouvernement.

M. le Président donne la parole à M. de Foville pour la lecture des derniers articles du projet de convention.

M. de Foville lit l'article 12 :

Art. 12. — Le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies divisionnaires dont le poids aura été réduit par le frai.

M. Sainctelette se demande si cet article est nécessaire. Les monnaies frayées dont il s'agit sont celles que le Gouvernement italien a négligé de refondre conformément à l'art. 4 de la Convention du 6 novembre 1885. L'Italie doit manifestement les recevoir. Il suffirait de constater au procès-verbal l'opinion de la Conférence.

M. de Foville n'a aucun doute sur le sens du texte rappelé par M. Sainctelette. Il croit néanmoins qu'il y aurait avantage à éviter toute équivoque.

M. le baron de Renzis accepte l'article, du moment qu'il s'agit de l'application pure et simple des Conventions antérieures.

M. de Foville lit l'article 13 :

Art. 13. — Lorsque les Caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse pourra, si besoin est, être prohibée.

M. le baron de Renzis demande si cette prohibition aura la même

portée que les prohibitions douanières établies dans l'intérêt d'un monopole d'Etat. Un voyageur qui portera sur lui 50 fr. de monnaie divisionnaire italienne contreviendra-t-il aux lois de douane ?

M. de Foville répond que la prohibition existe en France depuis longtemps et a été récemment édictée en Belgique pour les monnaies de bronze. Aucune réclamation ne s'est jamais produite au sujet de l'application qui en est faite.

M. de Foville lit l'article 14 :

Art. 14. — Les articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse.

M. Brédif, à l'occasion de cet article, demande s'il ne conviendrait pas de réservier à chaque Etat la faculté de réclamer à son tour, vis-à-vis de l'Italie, la nationalisation de ses monnaies divisionnaires. La Conférence voudra sans doute examiner ce point.

M. le Ministre de Suisse considère la question comme fort délicate. Il s'agit de savoir si la Belgique, la France, la Grèce ou la Suisse pourront, moyennant une simple notification au Gouvernement italien, obtenir que les Caisses publiques italiennes soient fermées à leurs monnaies divisionnaires. Il ne suffit pas de stipuler la réciprocité ; il faut encore examiner comment serait exécutée cette clause de réciprocité. Or il est impossible de fixer dans la Convention les conditions de la nationalisation éventuelle des monnaies de l'un des Etats. Les détails d'exécution ne peuvent être prévus à l'avance. Le rapatriement des monnaies divisionnaires françaises qui peuvent se trouver en Italie souleverait très probablement des questions assez différentes de celles qui se posent à l'occasion du rapatriement des monnaies italiennes. On adopterait donc une clause dont les conséquences sont impossibles à prévoir. M. Lardy considérerait comme peu pratique et comme fâcheux, à certains égards, d'introduire dans la Convention une stipulation dont la portée serait forcément indéterminée. Il se contenterait de l'adjonction au texte proposé par M. de Foville des mots « tant entre ces quatre Etats que vis-à-vis de l'Italie ».

M. Sainctelette dit qu'en tout état de cause il demeure entendu que les règles relatives à l'échange des monnaies divisionnaires restent telles que les a fixées l'art. 7 de la Convention de 1885. M. Sainctelette aurait des objections sérieuses à formuler contre la nationalisation générale des monnaies divisionnaires. Si la France demandait à ses coassociés d'exclure de leurs Caisses publiques les monnaies divisionnaires françaises, il en résulterait pour eux, et notamment pour la Belgique, une gêne véritable. M. le Délégué belge admettrait, au contraire, que chaque Etat eût la faculté de demander la réciprocité vis-à-vis de l'Italie, c'est-à-dire la fermeture des Caisses publiques italiennes aux monnaies divisionnaires belges, françaises, grecques ou suisses. Les dispositions adoptées aujourd'hui à l'égard des monnaies divisionnaires italiennes constitueraint, de la sorte, une simple application d'un nouveau droit commun, dont chacun à son tour pourrait réclamer le bénéfice.

M. Cramer-Frey pense que la clause de réciprocité aurait des consé-

quences auxquelles la Conférence n'est pas préparée à souscrire. Chacun des Etats serait libre, en somme, de renoncer à l'état d'union ou d'y demeurer pour ses monnaies divisionnaires. M. Cramer-Frey estime que la nationalisation des monnaies de l'un quelconque des Etats de l'Union ne doit pouvoir se produire qu'en vertu de l'accord préalable de tous les coassociés.

M. le Président fait remarquer que la clause de réciprocité aurait pour objet de dispenser de la réunion d'une Conférence. Les conditions d'exécution seraient arrêtées entre les Gouvernements intéressés sans qu'il fût nécessaire de faire appel aux autres Etats.

M. Montefiore Levi ne verrait pas d'inconvénient à ce que la réciprocité vis-à-vis de l'Italie fût stipulée d'une manière ferme en vue du rapatriement immédiat des monnaies divisionnaires des autres Etats qui peuvent se trouver dans la Péninsule. Au contraire, une clause de réciprocité qui ne viserait que l'avenir lui paraîtrait de nature à introduire dans l'Union un élément de faiblesse et un germe de désaccord.

La question est réservée.

M. de Foville donne lecture des articles 15 et 16 :

Art. 15. — Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que le bénéfice des dispositions de l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourra en être ainsi qu'après le consentement unanime des quatre autres Etats.

Art. 16. — La présente Convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra, et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

Ces articles sont admis en principe.

La Conférence fixe sa prochaine séance au mardi 24 octobre, à deux heures et demie.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Les Secrétaires,
DE CLERCQ, A. ARNAUNÉ.

Le Président de la Conférence,
ROY.

ANNEXE.

Rédaction provisoire examinée par la Conférence dans ses deuxième et troisième séances.

Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle de la Convention du 6 novembre 1885, et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision,

S. M. le Roi des Belges, le Président de la République française, S. M. le Roi des Hellènes, S. M. le Roi d'Italie et la Confédération suisse ont résolu de conclure à cet effet un Arrangement spécial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après :

Sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Par dérogation à l'art. 6 de la Convention du 6 novem-

bre 1883, les Caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, trois mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, cesseront de recevoir les pièces d'argent italiennes de 2 fr., 1 fr., 50 cent. et 20 centimes.

Art. 2. — Par dérogation à l'art. 7 de la Convention du 6 novembre 1883, le Gouvernement italien, six mois après l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} du présent Arrangement, cessera d'être tenu de reprendre des particuliers ou des Caisses publiques des autres Etats, les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 3. — Les délais fixés par les art. 1 et 2 seront augmentés d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant des colonies françaises.

Art. 4. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité, pour les cinq Etats, la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 5. — Le Gouvernement italien ayant prévu le cas où l'émigration de ses monnaies divisionnaires l'obligerait à émettre, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, des *Bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 francs, il est et demeure entendu qu'eux égard à la stipulation de l'article précédent, une émission de ce genre ne serait possible qu'autant qu'elle aurait pour contre-partie et pour gage l'immobilisation d'une somme égale en monnaie divisionnaire d'argent. A aucun moment, le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie ne pourrait être inférieur à la valeur des *Bons de caisse* en cours.

Art. 6. — Les prescriptions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1883 sont applicables aux émissions de *Bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

Art. 6 bis. — Les *Bons de caisse* dont il est fait mention dans l'article précédent devraient être retirés et détruits par les soins du Gouvernement italien dans le délai d'un an à partir de la remise au Gouvernement italien du solde final des monnaies divisionnaires que les autres Etats auront à lui remettre.

Art. 7. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises par chacun des autres Etats à la disposition du Gouvernement italien et portées par chacun d'eux à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 p. 0/0 du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées et de 3 1/2 p. 0/0 à partir du deuxième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

Art. 8. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, afin que les opérations d'échange puissent s'effectuer dans des conditions d'égalité complète pour tous les intéressés, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et qu'il serait en outre informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les quatre Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux. (Réservé par la Délégation Suisse.)

Art. 9. — En outre, un mois après l'expiration des délais prévus aux art. 2 et 3, le Gouvernement français devra faire connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union.

Art. 10. — Le Gouvernement italien s'engage à demander livraison, chaque trimestre, d'un minimum de 30 millions de ses monnaies divisionnaires, et ce, jusqu'à complet épuisement des stocks dont le montant lui aura été notifié en conformité de l'article précédent.

Paragraphe additionnel proposé par M. le baron de Renzis.

Lorsque la couverture d'un envoi de monnaies divisionnaires sera réglée, l'Italie aura le droit de réclamer une nouvelle livraison. Si, dans un trimestre, les remises qui lui seront faites dépassent 35 millions, l'excédent pourra venir en déduction du minimum de 35 millions à demander dans le trimestre suivant.

Art. 11. — Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à la charge du Gouvernement italien et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu tous les six mois.

Art. 12. — Le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies divisionnaires dont le poids aura été réduit par le frai.

Art. 13. — Lorsque les Caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront pas à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse pourra, si besoin est, être prohibée.

Art. 14. — Les art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse. (Réservé.)

Art. 15. — Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que le bénéfice des dispositions de l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi qu'après le consentement des quatre autres Etats.

Art. 16. — Le présent Arrangement sera ratifié; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra, et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

Quatrième séance. — Mercredi 25 octobre 1893.

Présidence de M. Roy.

Etaient présents MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient aux précédentes réunions.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

M. le baron de Renzis dépose, au nom de la Délégation italienne, un nouveau projet de rédaction de l'Arrangement relatif aux monnaies divisionnaires italiennes.

M. le Président demande s'il ne conviendrait pas de remettre à la prochaine séance la discussion de cette rédaction nouvelle, de façon à permettre aux diverses Délégations d'examiner à loisir la portée des modifications proposées.

M. le baron de Renzis fait observer que le texte présenté par les Délégués italiens est, quant au fond, peu différent de celui qui a été annexé au procès verbal de la troisième séance. Les articles ont été classés dans un ordre qui a paru plus logique; quelques dispositions de détail ont été modifiées. Au surplus, les articles de la rédaction primitive ont été reproduits en regard des articles nouveaux. On peut donc prendre pour base de la discussion le texte que la Conférence a déjà examiné dans ses deuxième et troisième séances.

M. le Président remarque, dans le contre-projet, la suppression des art. 6 et 6 bis de la rédaction provisoire. La Conférence pourrait peut-

être examiner immédiatement la question du maintien de ces deux dispositions.

M. Roy demande à la Délégation suisse si elle n'a pas d'objection à la suppression de l'art. 6 bis qu'elle avait présenté.

M. le Ministre de Suisse répond que l'art. 6 bis se rattache intimement à l'art. 6 proposé par la Délégation française. Il demande si les Délégués de la France abandonnent cet article.

M. Brédif fait observer que le document imprimé qui est soumis à la Conférence émane de la Délégation italienne et non de la Délégation française, qui ne retire pas l'art. 6.

Sur l'invitation de M. le Président, M. le baron de Renzis explique pourquoi le texte rédigé par les Délégués italiens ne reproduit pas les dispositions de l'art. 6. Le Gouvernement italien a toujours considéré que l'émission des bons de caisse est une opération d'ordre intérieur. La Conférence, de son côté, tout en faisant ses réserves sur les dispositions du décret du 4 août 1893 qui autorisent le Gouvernement royal à gager ces bons au moyen de monnaies d'or ou d'écus de 5 fr., n'a pas contesté que le dépôt de garantie pût être légitimement constitué en monnaies divisionnaires d'argent. Les obligations de l'Italie vis-à-vis de ses coassociés ont exécutées, en effet, du moment que le contingent fixé par la Convention du 6 novembre 1885 n'est pas dépassé. D'autre part, le Gouvernement italien espère pouvoir retirer les bons de caisse et rétablir une circulation purement métallique, dès que les monnaies divisionnaires qui ont émigré hors du Royaume lui auront été remises par les quatre autres Etats. Il s'agit, en somme, d'une opération qui n'affecte que la circulation intérieure de l'Italie et dont la durée sera limitée. Pourquoi en faire mention dans un acte international? La Délégation italienne avait cru, en conséquence, devoir formuler des réserves et demander à consulter son Gouvernement. Elle avait assuré toutefois la Conférence que, dans la pensée du Gouvernement royal, le gage des bons de caisse devait, en fait, être constitué en monnaies divisionnaires, à l'exclusion des monnaies d'or ou des écus de 5 fr. La Délégation est aujourd'hui formellement autorisée à déclarer qu'il ne sera pas fait usage de la faculté ouverte par le décret du 4 août, d'émettre des bons de caisse représentés par de l'or ou des écus. Elle croit donc qu'il est inutile de maintenir l'art. 6. L'Italie a sans doute l'obligation morale de faire connaître aux autres Etats de l'Union la composition du dépôt de garantie. D'ailleurs, d'après un décret ministériel en date du 16 septembre 1893, aucune émission de bons de caisse ne peut avoir lieu qu'après vérification, par la Cour des Comptes, de l'immobilisation dans les caisses du Trésor du dépôt de garantie. Par suite de cette déclaration, les Etats étrangers peuvent donc être assurés que le dépôt de garantie ne comprendra pas de l'or ou des écus. Il n'est donc pas nécessaire d'étendre à la circulation fiduciaire les dispositions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885.

M. le baron de Renzis dépose sur le bureau de la Conférence le décret ministériel du 16 septembre 1893 et le règlement y annexé.

M. Montefiore Levi s'explique malaisément les objections de la Délégation italienne au maintien de l'art. 6. M. le baron de Renzis déclare qu'il s'agit d'une mesure temporaire. Mais on ne peut avoir la conviction absolue que les bons de caisse ne resteront pas en circulation plus long-

temps que l'Italie — et les amis de l'Italie — ne le souhaitent. L'opération n'a pas davantage un caractère purement intérieur. Elle affecte les intérêts des autres Etats de l'Union. En effet, une certaine quantité de monnaies divisionnaires italiennes restera sûrement dans leur circulation ; elle s'augmentera même, par suite des infiltrations, qui sont inévitables. Quant à la sécurité que peut donner le contrôle de la Cour des Comptes, M. Montefiore Levi fait observer que le règlement du 16 septembre 1893 n'est applicable qu'à l'émission de 30 millions de francs autorisée par le décret du 4 août précédent ; or, l'Arrangement en discussion prévoit que d'autres émissions peuvent être faites. A ces divers points de vue, il est utile de maintenir l'art. 6.

M. Montefiore Levi ne s'oppose pas, au contraire, à la suppression de l'art. 6 *bis*. Elle lui semblerait même désirable. Tant que la circulation de l'Italie ne sera pas redevenue normale, les autres Etats ont plutôt intérêt à ce que les monnaies divisionnaires italiennes restent immobilisées dans les caisses du Trésor. C'est leur meilleure garantie contre l'infiltration de ces espèces sur leur territoire.

M. Sainctelette fait observer que, si l'émission de bons de caisse par le Gouvernement italien ne constituait réellement qu'une affaire d'ordre intérieur, les dispositions de l'art. 5 n'auraient pas plus de raison d'être que celles de l'art. 6. La Délégation italienne n'a pas demandé la suppression du premier de ces articles. Elle a donc implicitement reconnu que l'opération aurait des conséquences en dehors de la Péninsule.

M. Allard constate que l'art. 11 de la convention du 6 novembre 1885 prévoit la communication de renseignements concernant la circulation, non seulement des cinq Etats de l'Union, mais du monde entier. Il serait étonnant que les Gouvernements associés, qui ont pris l'engagement de se communiquer les documents relatifs à la situation monétaire des autres peuples, n'aient pas l'obligation de produire ceux qui ont trait à leur propre circulation. L'Union va autoriser, dans l'intérêt de l'Italie, la transformation en monnaie de papier d'une partie de sa circulation métallique. Il est indispensable que les Etats cosignataires de l'Arrangement soient exactement renseignés sur les mesures qui seront prises par le Gouvernement italien.

M. Zeppa ne croit pas qu'il soit nécessaire d'introduire dans l'Arrangement une clause particulière. Le Gouvernement italien déclare, en effet, qu'il se considère comme suffisamment lié par l'art. 11 de la convention du 6 novembre 1885. Il en a d'ailleurs exécuté les dispositions fidèlement, puisqu'il a communiqué à la Conférence le décret du 4 août 1893 et le règlement du 16 septembre suivant.

M. Montefiore Levi répond que l'Arrangement autorise une situation monétaire que n'avait pas prévue la convention du 6 novembre 1885. On pourrait dire que l'obligation stipulée par l'art. 11 de cette convention a trait uniquement aux faits que l'on pouvait prévoir en 1885 et non à des faits nouveaux, en contradiction même avec l'esprit du pacte monétaire. Un article spécial est donc nécessaire.

M. le baron de Renzis estime qu'il y aurait avantage à réduire le plus possible le nombre des articles de l'Arrangement. C'est, en partie, pour ce motif que la Délégation italienne propose la suppression de l'art. 6. Elle est autorisée à faire la déclaration formelle que le Gouvernement du Roi communiquera aux autres Etats de l'Union, au sujet des bons de

caisse, des documents analogues à ceux qu'il leur fournit sur ses monnaies divisionnaires. Cet engagement, constaté par le procès-verbal, vaudra autant que s'il était inséré dans le texte même de l'Arrangement.

M. Montefiore Levi reconnaît qu'une déclaration aussi formelle peut suffire. Cependant, il ne comprend pas très bien pourquoi la Délégation italienne répugne autant à ce qu'une obligation qu'elle accepte en principe soit expressément constatée par l'Arrangement. M. Montefiore Levi ne croit pas qu'il y ait des inconvénients à allonger le texte d'une convention, lorsqu'il en doit résulter plus de clarté.

M. le baron de Renzis répond qu'on risque de donner une importance excessive à cette question en lui donnant une solution dans l'Arrangement lui-même. Un article spécial pourrait sembler impliquer une intention de contrôle que l'art. 11 de la convention du 6 novembre 1885 ne dénote pas.

M. Sainctelette fait observer que c'est en vertu de l'art. 11 précité que les Gouvernements se donnent réciproquement connaissance de l'importance de leurs frappes, du titre et du poids moyens des espèces fabriquées. Les faits qui leur seraient signalés, en vertu de l'art. 6 en discussion, sont exactement du même ordre.

M. le Président se prononce également pour le maintien de l'art. 6. Les bons de caisse ne sont pas une monnaie : ils ne sont donc pas visés par l'art. 11 de la convention de 1885. Dès lors, il est nécessaire de dire expressément que cet article leur sera applicable.

M. de Foville rappelle que l'art. 6 avait été d'abord rédigé dans des termes qui avaient paru à la Délégation italienne impliquer une intention de contrôle sur les actes de son Gouvernement. Alors, en vue de lui donner satisfaction, M. le Président avait proposé la rédaction actuelle. M. le baron de Renzis y avait adhéré en principe. M. le Premier Délégué de l'Italie propose aujourd'hui de supprimer purement et simplement cet article, qui serait remplacé par une déclaration insérée au procès-verbal. M. de Foville ne pense pas que cette question de forme soit indifférente. S'il en était ainsi, le plus grand nombre des articles d'une convention pourraient disparaître : une série de déclarations en tiendraient lieu. Or, les déclarations présentent, entre autres inconvénients, celui de ne pas faire corps avec l'instrument diplomatique, de ne pas le suivre dans son évolution législative. Ce n'est pas d'après les procès-verbaux, c'est d'après son texte qu'une convention est jugée par les Parlements. A ce point de vue M. de Foville attachera d'autant plus d'importance au maintien de l'art. 6, que le projet italien subsitue à l'art. 5, qui avait cependant rencontré l'adhésion de la Conférence et spécialement celle de MM. le baron de Renzis et Zappa, une disposition (art. 12) conçue en termes beaucoup plus vagues, qui semblerait donner au Gouvernement italien une sorte de blanc-seing.

M. le baron de Renzis déclare incidemment que la Délégation italienne avait voulu condenser davantage la rédaction de l'art. 5. Elle ne fait pas de difficulté de revenir au texte primitif.

M. le baron de Renzis demande ensuite que l'art. 6 soit réservé.

M. le Président demande à MM. les Délégués de la Suisse s'ils réclament le maintien de l'art. 6 bis.

M. le Ministre de Suisse déclare que le Conseil fédéral, après un nouvel examen de la question, autorise la Délégation à ne pas insister d'une manière absolue pour le maintien de l'art. 6 bis.

M. le Président fait remarquer que l'adoption de l'art. 6 rendrait moins utiles les dispositions de l'art. 6 bis.

M. Cramer-Frey croit qu'en effet la Délégation suisse pourra plus facilement consentir à la suppression de l'art. 6 bis si l'art. 6 est maintenu.

M. le baron de Renzis demande à faire une déclaration au sujet des bons de caisse. Le Gouvernement du Roi avait espéré que l'Arrangement projeté pourrait être conclu dans un délai plus court. Tenant compte des dispositions favorables de la Conférence, le Trésor avait commencé de recueillir des monnaies divisionnaires, destinées à constituer, avec celles qui lui seraient remises par les autres Etats, le gage d'une émission ultérieure de bons de caisse. Par suite de ces mesures préliminaires, les petites coupures d'argent sont devenues plus rares dans la circulation et le Gouvernement italien a dû hâter l'émission des bons de caisse plus qu'il ne le désirait. Une première émission aura lieu le 27 octobre. Elle sera garantie, suivant le vœu de la Conférence et conformément aux dispositions du règlement du 16 septembre 1893, par des monnaies divisionnaires d'argent, qui ont été retirées de la circulation ou qui proviennent de remises faites par la France et la Suisse.

M. le Président demande si la Conférence entend aborder l'examen des autres articles.

M. Cramer-Frey fait observer qu'il est difficile d'apprécier, sans un examen préalable, qui n'a pu être fait, la portée des différences qui existent entre la rédaction primitive et le contre-projet italien. Il propose le renvoi de l'une et de l'autre à la Commission précédemment nommée. La Conférence pourrait aborder immédiatement les questions de fond qui ont été réservées.

M. Montefiore Levi et M. le baron de Renzis sont d'avis que la Conférence peut continuer l'examen comparatif des deux projets.

M. le Ministre de Suisse demande qu'en tout cas, le projet déjà examiné par la Conférence soit pris comme base de discussion. C'est le seul que les diverses Délégations aient pu communiquer à leurs Gouvernements et sur lequel elles aient reçu des instructions.

Cette proposition est adoptée.

Après diverses observations de MM. Montefiore Levi, Cramer-Frey, De Foville, le baron de Renzis et le Président, il est entendu que le premier membre de phrase du préambule portera, au lieu de « la revision partielle », « la revision partielle et temporaire ».

M. le Président fait remarquer que, dans la contre-proposition des Délégués italiens, l'art. 2 est formé par l'art. 9 du projet primitif, l'art. 2 de ce dernier texte devenant l'art. 8 du nouveau. Cet art. 8 porte en substance que le Gouvernement italien cessera d'être tenu de reprendre des particuliers ou des Caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises, dès le jour où le montant total des retraits opérés dans ces Etats aura été notifié à l'Italie. L'art. 2 du pro-

jet porte, au contraire, que l'obligation de l'Italie à cet égard ne cessera que six mois après l'expiration du délai fixé par l'art. 1^{er}.

M. de Foville constate qu'en outre, d'après la rédaction primitive, les obligations de l'Italie subsistent pendant un délai de six mois tant vis à-vis des particuliers que vis-à-vis des Caisses publiques ; la nouvelle rédaction affranchirait le Gouvernement italien de son obligation vis-à-vis des particuliers.

M. le baron de Renzis fait observer que les Caisses publiques du Royaume resteront ouvertes aux monnaies italiennes.

M. de Foville répond qu'il ne s'agit pas de la réception des monnaies italiennes par les Caisses publiques d'Italie, mais du remboursement de ces monnaies par le Trésor italien dans les conditions fixées par la convention du 6 novembre 1885. L'obligation de reprendre les monnaies divisionnaires italiennes des particuliers des quatre autres Etats et de les leur rembourser en or ou en écus de 5 fr. cessera, d'après le projet italien, six mois plus tôt que d'après le projet primitif.

M. Allard rappelle qu'en 1878 un délai d'un an avait paru nécessaire pour le retrait des monnaies divisionnaires italiennes. Il n'existe aucun motif de réduire aujourd'hui ce délai. Tout au contraire, eu égard aux circonstances actuelles, le terme de l'opération devrait être plus éloigné qu'en 1878. En effet, par suite de l'état du change, les espèces italiennes ont une tendance à sortir d'Italie. M. le Délégué belge se demande même si tout terme ne devrait pas être supprimé. Le Gouvernement italien va reprendre les pièces à son effigie qui circulent à l'étranger et les immobiliser dans les caisses du Trésor. Mais les pièces italiennes qui circulent en Italie vont plus que jamais émigrer sur le territoire des quatre autres Etats. Est-il juste que leurs ressortissants supportent la perte que feront ces monnaies ? On allègue qu'en Italie ces espèces conserveront leur valeur légale. En effet, elles continueront d'être reçues au pair par le Trésor italien. Mais le Trésor ne les remboursera plus en or ou en écus. M. Allard ne voit aucune raison de délier le Gouvernement italien des obligations que tous les Gouvernements ont contractées à cet égard en 1885.

M. le Ministre de Suisse considère comme avantageux qu'il ne soit question dans l'Arrangement que des obligations des Etats entre eux. Mais M. Lardy ne se sent pas préparé à discuter une rédaction nouvelle, déposée au début de la séance et qu'il n'a pas eu le temps d'étudier. M. le Ministre de Suisse insiste de nouveau sur la motion faite par M. Cramer-Frey. La Conférence aurait avantage à ajourner l'examen comparatif des deux rédactions et à aborder immédiatement la discussion des points réservés, notamment la question du traitement particulier réclamé par la Suisse. L'ensemble de l'Arrangement pourrait ensuite être renvoyé à une Commission, qui en arrêterait la rédaction définitive.

M. Montefiore Levi déclare que la Délegation belge se propose de déposer des amendements. La continuation de la présente discussion lui permettra de les faire connaître sans délai à la Conférence.

M. le baron de Renzis, répondant aux observations de M. Allard, explique que son Gouvernement ne peut rester inégalement exposé aux demandes de remboursement des particuliers. Il faut que l'opération ait un terme fixe.

M. Montefiore Levi comprend les objections faites par M. le baron de Renzis aux observations de M. Allard. Il n'insistera pas, d'autant plus que les stipulations de la convention de 1885 conservent leur force pour le cas de dissolution de l'Union monétaire. Le jour où l'Union serait liquidée, l'Italie serait tenue de reprendre toutes les monnaies à son effigie qui lui seraient présentées soit par les autres Etats, soit par les particuliers.

M. Zeppa reconnaît que l'Arrangement actuel est en effet purement suspensif. Si l'Union était dissoute, l'Italie aurait, au regard des monnaies divisionnaires, les mêmes obligations que les quatre autres Etats.

M. Montefiore Levi propose de supprimer dans l'art 2 les mots « des particuliers ».

Cette modification est admise.

M. le baron de Renzis demande pourquoi le projet de la Commission a fixé deux délais successifs : l'un de trois mois, le second de six mois. M. le baron de Renzis ne s'explique pas bien l'utilité de ce double délai. Si le second délai n'est que la prolongation du premier, ne serait-il pas plus simple de ne fixer qu'un seul délai, en l'allongeant ?

M. Brédif répond que le premier délai de trois mois est réservé aux particuliers en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, pour apporter les monnaies italiennes dans les caisses publiques de ces quatre Etats. Passé ce terme, ces monnaies ne seront plus reçues par le Trésor. Le second délai, de six mois, est réservé aux quatre Etats eux-mêmes pour accomplir les diverses opérations de triage, de centralisation, de vérification, de transmission au Gouvernement italien. Le projet de la Délégation italienne (art. 2) n'accorde qu'un mois pour toutes ces opérations. Ce terme est absolument hors de proportion avec les délais que l'opération comporte, surtout si l'on ne veut pas la grever de frais de transport excessifs.

M. le baron de Renzis adhère au principe du double délai.

M. Montefiore Levi pense qu'il y aurait avantage à allonger d'un mois le délai réservé aux particuliers pour le dépôt dans les Caisses publiques, en raccourcissant d'un mois le second délai.

Cette proposition est adoptée.

M. Montefiore Levi estime qu'il y a une certaine contradiction dans les termes de l'art. 2 et de l'art. 10. D'après ce dernier article, le Gouvernement italien doit demander livraison, chaque trimestre, d'un minimum de 35 millions de monnaies divisionnaires, et ce jusqu'à complet épuisement des stocks dont le montant lui aura été notifié. D'autre part, l'art. 2 porte que le Gouvernement italien cessera d'être tenu de recevoir ses monnaies divisionnaires des Caisses publiques des autres Etats dans un délai préfixé de six mois. Il est certain que si, à l'expiration des six mois, les demandes de l'Italie n'ont pas épuisé les immobilisations faites par les autres Etats et notifiées par eux au Gouvernement italien, celui-ci sera néanmoins tenu de reprendre le solde. Pour éviter toute incertitude, M. Montefiore Levi propose d'ajouter à l'art. 2 la disposition suivante :

• Toutefois, le Gouvernement italien sera tenu de prendre livraison

et d'opérer le règlement de toutes les monnaies dont le retrait lui aurait été notifié conformément aux dispositions de l'art. 1^{er}. ,

L'art. 2 est adopté avec les modifications proposées par M. Montefiore Levi.

M. Sainctelette pense qu'il y aura lieu d'insérer, en outre, dans l'Arrangement un article spécial stipulant formellement qu'en cas de dissolution de l'Union, l'Italie sera tenue de reprendre toutes ses monnaies divisionnaires, tant des particuliers que des caisses publiques, dans les conditions prévues par la convention du 6 novembre 1885.

Cette proposition est admise.

Les art. 3 et 4 ne donnent lieu à aucune observation.

M. le baron de Renzis renonce à l'amendement que la Délégation italienne avait déposé sur l'art. 5.

M. Montefiore Levi, d'après les instructions spéciales de son Gouvernement, demande qu'il ne soit fait, dans l'art. 5, aucune allusion au décret du 4 août 1893, qu'il considère comme contraire aux dispositions de la Convention du 6 novembre 1885. M. le Premier Délégué belge dépose, en conséquence, un nouveau projet de rédaction de l'article 5.

M. Zeppa fait observer que le décret du 4 août 1893 ne viole en aucune façon la Convention de 1885, puisque, ainsi que la Délégation italienne l'a formellement déclaré, le Gouvernement royal n'usera pas de la faculté de gager les bons de caisse au moyen de monnaies d'or ou d'écus de 5 francs.

La question est ajournée.

La prochaine séance est fixée au jeudi 26 octobre, à deux heures.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Les Secrétaires,

DE CLERCQ.

A. ARNAUNÉ.

Le Président de la Conférence,

Roy.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRIÈME SÉANCE

Rédaction proposée par la Délégation italienne.

Article premier. — Par dérogation à l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885, les Caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, trois mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, cesseront de recevoir les pièces d'argent italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes.

Rédaction provisoire examinée par la Conférence, dans ses séances des 12 et 14 octobre 1893.

Article premier. — Par dérogation à l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, trois mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, cesseront de recevoir les pièces d'argent italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes.

Art. 2. — Un mois après l'expiration des délais prévus par l'article premier, le Gouvernement français, aussi pour le compte des autres Etats, devra faire connaître au Gouvernement italien le montant total des pièces divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Pays de l'Union.

Art. 3. — Les délais fixés par les articles précédents seront augmentés d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant des Colonies françaises.

Art. 4. — Les pièces italiennes d'appoint en argent retirées de la circulation, dont le montant sera dénoncé aux termes des articles précédents, seront tenues à la disposition du Gouvernement italien et portées par chacun des autres Etats à un compte courant profitif d'intérêt. Cet intérêt sera de 20/0 à partir du jour où avis sera donné au Gouvernement italien d'une immobilisation desdites monnaies tenues à sa disposition, à la condition cependant que la somme immobilisée ne soit pas inférieure à un million de francs, et de 30/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi, jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

Art. 5. — Pendant la période de retrait, le Gouvernement italien pourra demander l'envoi immédiat des sommes dont l'immobilisation lui aura été annoncée aux termes de l'article précédent.

Le montant total des monnaies divisionnaires italiennes, qui, d'après l'art. 2 du présent Arrangement, aura été immobilisé dans les caisses des Etats devra être retiré par le Gouvernement italien, en raison d'un *minimum* de 35 millions par chaque trimestre, à partir du jour de l'avis porté par le susdit art. 2, jusqu'à complet épuisement de la quantité existante.

Après règlement de la couverture d'un envoi demandé par le Gouvernement italien, il pourra réclamer une nouvelle livraison.

Art. 9. — En outre, un mois après l'expiration des délais prévus aux art. 2 et 3, le Gouvernement français devra faire connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union.

Art. 3. — Les délais fixés par les art. 1 et 2 seront augmentés d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant des Colonies françaises.

Art. 7. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises par chacun des quatre autres Etats à la disposition du Gouvernement italien et portées par chacun d'eux à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 0/0 d. jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées et de 3 1/2 0/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie

Art. 10. — Le Gouvernement italien s'engage à demander livraison, chaque trimestre, d'un minimum de 35 millions de ses monnaies divisionnaires, et ce, jusqu'à complet épuisement des stocks dont le montant lui aura été notifié en conformité de l'article précédent.

Lorsque la couverture d'un envoi de monnaies divisionnaires sera réglée, l'Italie aura le droit de réclamer une nouvelle livraison. Si, dans un trimestre, les remises qui lui seront faites dépassent 35 millions, l'excédent pourra venir en déduction du minimum de 35 millions à demander dans le trimestre suivant.

Si, dans un trimestre, les remises qui lui seront faites dépassent 35 millions, l'excédent pourra venir en déduction du *minimum* de 35 millions à demander dans le trimestre suivant.

Le remboursement, par le Gouvernement italien, des pièces qui lui auront été remises, s'effectuera, soit en or, soit en traites sur les pays créateurs.

Art. 6. — La transmission des pièces divisionnaires et celle des couvertures s'opèrera directement entre chacun des Gouvernements faisant partie de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, afin que les opérations d'échange puissent s'effectuer dans des conditions d'égalité complète pour tous les intéressés, il a été convenu que le Gouvernement français serait informé par les autres Gouvernements du montant des monnaies recueillies par chacun d'eux, et qu'il recevrait lui seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien. Il sera également chargé, dès qu'une demande lui sera adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les Gouvernements alliés, au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Art. 7. — Le Gouvernement italien ne pourra refuser les espèces réduites par le frai.

Art. 8. — L'art. 7 de la Convention du 6 novembre 1885 cessera pour le Gouvernement italien d'être en vigueur à la date de la dénonciation du total des monnaies retirées par les autres Etats, sauf bien entendu les obligations portées pour lui par l'art. 5 du présent Arrangement.

Art. 9. — Les art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse, tant entre ces quatre Etats que vis-à-vis de l'Italie.

Art. 8 (réservé par la Délégation suisse). — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opèrera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, afin que les opérations d'échange puissent s'effectuer dans des conditions d'égalité complète pour tous les intéressés, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et qu'il serait en outre informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les quatre Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Art. 12. — Le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies divisionnaires dont le poids aura été réduit par le frai.

Art. 2. — Par dérogation à l'article 7 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien, six mois après l'expiration du délai fixé par l'art. 1^{er} du présent Arrangement, cessera d'être tenu de reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 14 (réservé). — Les art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse, tant entre ces quatre Etats que vis-à-vis de l'Italie.

Art. 10. — Le même que l'article 13 ci-contre.

Ajouter :

« Pendant la période du retrait, l'Italie pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires. »

Art. 11. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité, pour les cinq Etats, la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 12. — Le Gouvernement italien ayant prévu le cas où l'émigration de ses monnaies divisionnaires l'obligerait à émettre des billets d'une coupure inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu, qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, la circulation effective, tant en monnaies divisionnaires d'argent qu'en billets d'une valeur inférieure à 5 fr., complètement couverts par des monnaies divisionnaires italiennes, ne pourra dépasser le montant autorisé par l'art. 9 de la Convention du 6 novembre 1885.

Art. 13. — Lorsque les caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse pourra, si besoin est, être prohibée.

Art. 4. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité, pour les cinq Etats, la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 5. — Le Gouvernement italien ayant prévu le cas où l'émigration de ses monnaies divisionnaires l'obligerait à émettre, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, des *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, une émission de ce genre ne serait possible qu'autant qu'elle aurait pour contre-partie et pour gage l'immobilisation d'une somme égale en monnaie divisionnaire d'argent. A aucun moment, le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie ne pourrait être inférieur à la valeur des *bons de caisse* en cours.

Art. 6. — Les prescriptions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

Art. 6 bis (réservé). — Les *bons de caisse*, dont il est fait mention dans l'article précédent, devraient être retirés et détruits par les soins du Gouvernement italien dans le délai d'un an à partir de la remise au Gouvernement italien du solde final des monnaies divisionnaires que les autres Etats auront à lui remettre.

Art. 11. — Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à la charge du Gouvernement italien et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats.

Art. 13. — Les expéditions de monnaies seront faites aux trésoreries de Côme, Turin et Milan. Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à la charge du Gouvernement italien.

vernement italien et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu tous les six mois.

Art. 14. — Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que le bénéfice des dispositions de l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi qu'après le consentement des quatre autres Etats.

Art. 15. — Le présent Arrangement sera ratifié; les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra, et au plus tard, le 30 janvier 1894.

Le règlement de ce compte aura lieu tous les six mois.

Art. 15. — Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que le bénéfice des dispositions de l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi qu'après le consentement des quatre autres Etats.

Art. 16. — Le présent Arrangement sera ratifié; les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra, et au plus tard, le 30 janvier 1894.

Cinquième séance. — Jeudi, 26 octobre 1893.

Présidence de M. Roy.

Etaient présents MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient aux précédentes réunions.

La séance est ouverte à deux heures.

Le procès-verbal de la troisième séance est lu et adopté.

M. le Président donne lecture de l'art. 5 de l'avant-projet préparé par la Commission, dont la discussion avait été ajournée. Cet article est ainsi conçu :

Art. 5. — Le Gouvernement italien ayant prévu le cas où l'émigration de ses monnaies divisionnaires l'obligerait à émettre, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, des bons de caisse d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, une émission de ce genre ne serait possible qu'autant qu'elle aurait pour contre-partie et pour gage l'immobilisation d'une somme égale en monnaie divisionnaire d'argent. A aucun moment, le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie ne pourrait être inférieur à la valeur des bons de caisse en cours.

Il rappelle que la Délégation belge a proposé, à titre d'amendement, la rédaction suivante :

Art. 5. — Le Gouvernement italien pourra, dans le but de prévenir l'émigration future de ses monnaies divisionnaires, émettre, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, des bons de caisse d'une valeur inférieure à 5 fr., mais moyennant de leur donner comme garantie et comme gage une encaisse strictement égale de monnaies divisionnaires d'argent italiennes. A aucun moment, le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie ne pourra être inférieur à la valeur des bons de caisse en cours.

M. Montefiore Levi explique qu'en proposant cette rédaction, le Gou-

vernemment belge a eu en vue d'éviter de viser, même indirectement, le décret du 4 août 1893, dont la Conférence ne doit pas connaître ; ce décret est, en effet, contraire à l'esprit du pacte monétaire de 1885.

M. de Foville estime que cette rédaction soulève d'assez sérieuses objections. Il semble abnormal de parler au futur d'une émission de bons de caisse qui, dès le 27 de ce mois, d'après la déclaration des Délégués italiens, sera un fait accompli. — On peut en Conférence ignorer le décret du 4 août, mais il paraît difficile, au point de vue parlementaire, d'affecter la même ignorance.

Pour tenir compte de ces objections, M. Brédif propose de dire : « Le Gouvernement italien ayant recours, pour remédier à l'émigration des monnaies divisionnaires, à une émission de bons de caisse, etc... »

M. Montefiore Levi estime que cette rédaction est aussi peu acceptable que la rédaction primitive qu'elle accentue. Elle vise peut-être plus directement un fait qu'on ne peut viser sans protester, puisqu'il est contraire à l'esprit de la convention de 1885.

M. Brédif répond que la rédaction belge comporte implicitement une autorisation donnée à l'Italie d'émettre des billets, et il craint que, lorsque le nouvel arrangement viendra devant les Chambres, une autorisation ainsi donnée ne soulève de très vives critiques.

M. le baron de Renzis dit que la formule proposée par M. Montefiore Levi présente aux yeux de la Délégation italienne un double inconvenienc. D'abord elle parle au futur d'un fait passé, ensuite elle implique une autorisation donnée à l'Italie par les autres Etats ; et l'Italie estime qu'en prenant la mesure critiquée, elle est restée dans la plénitude de son droit.

M. le baron Eug. Beyens demande si l'Italie aurait des objections à la formule suivante :

« Le Gouvernement italien s'engage, pour remédier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires, à n'émettre, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, des bons de caisse d'une valeur inférieure à 5 fr. que moyennant l'obligation de leur donner comme garantie et comme gage... » (le reste comme à l'amendement proposé par la Délégation belge).

M. de Foville pense que cette proposition ne fait pas disparaître les objections qu'il a présentées. Il s'agit toujours de légitimer pour l'avenir, en ce qui concerne un fait passé. Il estime qu'il est bien subtil de ratifier par une autorisation postérieure une mesure que l'on croit critiquable.

M. Montefiore Levi répond que le décret du 4 août est contraire à l'esprit de la Convention de 1885, tandis que l'émission de billets ne viole que la lettre du pacte monétaire. L'infraction commise est donc moins grave, et il voit de sérieux avantages à ne faire aucune allusion à un passé que la Conférence veut et doit ignorer.

M. le Président insiste sur les considérations déjà développées par MM. Brédif et de Foville au sujet de la difficulté qu'il y aura à faire accepter par le pouvoir législatif l'autorisation donnée à l'Italie d'émettre des billets.

M. Montefiore Levi croit qu'il sera facile de répondre aux critiques qui viendraient à être faites dans les Chambres, en donnant connaissance de la déclaration formelle faite par le Gouvernement italien qu'il n'utili-

sera pas pour la couverture de son émission des monnaies d'or ou de l'argent à plein titre ; c'est surtout cette disposition du décret du 4 août qui est en opposition avec la Convention monétaire.

M. Brédif croit qu'il est difficile d'ignorer un fait qui a été officiellement annoncé à la Conférence. Mais on peut se dispenser de l'appréhender et prendre les précautions nécessaires pour que la mesure décrétée par l'Italie entre dans l'esprit et la lettre de la Convention de 1885. Dans cet ordre d'idées, on pourrait peut-être dire : « Le Gouvernement italien s'engage à ce que l'émission de bons de caisse qu'il a faite ne soit que la représentation des monnaies divisionnaires qu'il a immobilisées dans ses caisses. » De la sorte, on ne pourra reprocher aux Puissances, comme dans la rédaction belge, d'accorder à l'Italie une nouvelle concession.

M. de Foville appuie cette manière de voir.

M. le Président résume la discussion. Il pense que le but poursuivi par M. Montefiore Levi devrait pouvoir être atteint par l'emploi de la formule suivante :

Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires, ayant cru pouvoir recourir à l'émission de bons de caisse, etc.

Cette rédaction ne rencontre pas d'opposition.

A la suite d'un échange d'observations entre MM. Montefiore Levi, le baron de Renzis et Sainctelette, l'article 5 est adopté dans la forme suivante :

Art. 5. — Le Gouvernement italien, en vue de remédier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de bons de caisse d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'imobilisation, dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaie divisionnaire d'argent.

Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des billets en cours.

L'art. 6 de l'avant-projet est ainsi conçu :

Art. 6. — Les prescriptions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1883 sont applicables aux émissions de bons de caisse et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinées à servir de gage à ces émissions.

M. le baron de Renzis déclarant ne pas insister sur les réserves qu'il a formulées à la précédente séance, cet article est adopté.

Par suite de l'adoption de cet article, MM. les Délégués suisses déclarent avoir été autorisés à ne pas insister pour le maintien de l'article 6 bis.

La Conférence aborde ensuite l'examen de l'art. 7, dont M. le Président donne lecture :

Art. 7. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises par chacun des quatre autres Etats à la disposition du Gouver-

nement italien et portées par chacun d'eux à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 % du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées et de 3 1/2 % à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

A la demande de M. le baron de Renzis, l'examen de cet article est ajourné pour être joint à la discussion de l'art. 10 qui concerne le remboursement des expéditions de monnaies divisionnaires faites à l'Italie.

M. le Président donne lecture de l'art. 8 :

Art. 8. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, afin que les opérations d'échange puissent s'effectuer dans des conditions d'égalité complète pour tous les intéressés, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envoi faites par le Gouvernement italien, et qu'il serait en outre informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les quatre Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Cet article a été réservé par la Délégation suisse. La Délégation belge a, de son côté, proposé l'amendement suivant :

Art. 8. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements faisant partie de l'Union et le Gouvernement italien.

Toutefois, afin que les opérations d'échange puissent s'effectuer dans des conditions de *proportionnalité* complète pour les intéressés, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envoi faites par le Gouvernement italien et qu'il serait en outre, *de même que le Gouvernement italien*, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les quatre Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

M. Lardy n'a pas d'objection à formuler contre le principe posé par l'article qui vient d'être lu. Il est disposé à l'adopter, sous la réserve que la Suisse pourra bénéficier de conditions spéciales en ce qui concerne le règlement de sa situation particulière vis-à-vis de l'Italie. Il se réserve de revenir sur cette question à l'occasion de l'art. 10 ; la formule proposée par MM. les Délégués belges lui paraît d'ailleurs préférable à celle du projet primitif.

Les Délégués français et italiens s'y rallient également et l'art. 8 est adopté dans les termes proposés par la Délégation belge.

L'art. 9 de l'avant-projet est rédigé comme suit :

Art. 9. — En outre, un mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le Gouvernement français devra faire connaître au Gouvernement italien le montant total des pièces divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Pays de l'Union.

La Délégation belge a proposé la suppression de cet article. M. Monte-

fiore Levi expose que cette disposition paraît, en effet, faire double emploi avec la stipulation qui figure dans l'art. 8 précédemment adopté et aux termes de laquelle le Gouvernement français, *de même que le Gouvernement italien*, doit être informé de l'importance des retraits opérés par chacun des autres Etats.

M. Brédif répond que l'art. 9 a été introduit à la demande de l'Italie. Cet Etat a intérêt à être informé dans un délai déterminé de l'importance des stocks existant chez ses coassociés, et c'est pour cela qu'on a fixé un délai obligatoire pour la notification à faire au Cabinet de Rome. Les stipulations de l'art. 9 sont donc indépendantes de celles de l'article 8.

M. Montefiore Levi déclare ne pas insister et l'article 9 est adopté.

Il est ensuite donné lecture de l'article 10 de l'avant-projet :

Art. 10. — Le Gouvernement italien s'engage à demander livraison, chaque trimestre, d'un minimum de 35 millions de ses pièces divisionnaires, et ce jusqu'à complet épuisement des stocks dont le montant lui aura été notifié en conformité de l'article précédent.

La Délégation italienne propose, sous forme d'amendement, la rédaction suivante :

Pendant la période du retrait, le Gouvernement italien pourra demander l'envoi immédiat des sommes dont l'immobilisation lui aura été annoncée aux termes de l'article précédent.

Le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui, d'après l'art. 2 du présent Arrangement, aura été immobilisé dans les caisses des Etats, devra être retiré par le Gouvernement italien, en raison d'un minimum de 35 millions par chaque trimestre, à partir du jour de l'avis porté par le susdit art. 2, jusqu'à complet épuisement de la quantité existante.

Après règlement de la couverture d'un envoi demandé par le Gouvernement italien, il pourra réclamer une nouvelle livraison.

Si, dans un trimestre, les remises qui lui seront faites dépassent 35 millions, l'excédent pourra venir en déduction du minimum de 35 millions à demander dans le trimestre suivant.

Le remboursement, par le Gouvernement italien, des pièces qui lui auront été remises, s'effectuera soit en or, soit en traites sur les pays créditeurs.

M. Cramer-Frey, se référant aux déclarations précédentes faites par la Délégation suisse, rappelle qu'il serait impossible à la Suisse d'accepter les conditions dont il vient d'être donné lecture. Ni l'état de la circulation suisse, ni la composition de cette circulation, ni la situation même de la Trésorerie fédérale ne permettent d'accepter une combinaison qui aboutirait à immobiliser dans la caisse fédérale, pendant trois mois, 10, 15, peut-être 20 millions de monnaies divisionnaires italiennes. Les Délégués suisses avaient pour instructions de demander que, dès la promulgation de la convention, la Suisse pût renvoyer de la monnaie divisionnaire en Italie, au fur et à mesure qu'elle la recueillerait, par quantité minima de 200,000 fr. par exemple, et qu'elle en devrait recevoir le remboursement immédiat. A la suite des entretiens que M. Cramer-Frey a pu avoir avec les chefs des Départements fédéraux intéressés, pendant l'interruption des réunions de la Conférence, le Conseil fédéral

a consenti à modifier sa manière de voir, qui avait paru rencontrer une certaine opposition dans la Conférence.

Aujourd'hui la Suisse demande à pouvoir renvoyer à l'Italie, dans le premier trimestre, jusqu'à concurrence de 6 millions par mois, soit au total 18 millions. Dans le cas où ces 18 millions n'auraient pas épousé le total de monnaies divisionnaires existant dans la Confédération et où il resterait un solde, ce solde rentrerait dans le total des remboursements que l'Italie aurait à faire aux autres Etats, et la Suisse participerait à ces remboursements proportionnellement à ses retraits.

La Délégation suisse croit, en conséquence, devoir formuler sa demande dans les termes suivants :

Toutefois, pour tenir compte de la situation exceptionnelle de la Suisse, il est convenu que le Gouvernement italien sera tenu de recevoir et de rembourser, pendant la période de retrait prévue à l'art. 1^{er} et pendant le mois suivant, et cela dans les dix jours, dès la réception de chaque envoi, tous les envois de monnaies divisionnaires que le Gouvernement suisse lui ferait parvenir. Les envois mensuels ne pourront pas excéder la somme de 6 millions de francs et le total des envois pendant ladite période ne pourra excéder la somme de 18 millions. Si le montant des retraits effectués en Suisse excéderait la somme de 18 millions, le surplus serait remboursé au Gouvernement fédéral conformément aux stipulations générales du présent Arrangement.

M. le baron de Renzis rappelle que la Délégation italienne a demandé à lier la discussion de l'art. 7 de l'avant-projet à celle de l'art. 10, parce qu'elle a un amendement à proposer à cet art. 7 en ce qui concerne le taux de l'intérêt du compte-courant ouvert à l'Italie par les autres Etats. L'avant-projet fixe cet intérêt à 2 1/2 0/0 à partir du jour de l'avis adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées, et à 3 1/2 0/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à l'encaissement de la couverture.

L'Italie demande que le premier intérêt soit abaissé de 2 1/2 à 2 0/0, et elle justifie sa demande en faisant remarquer qu'elle aurait le droit de demander que le remboursement soit effectué, comme le prévoit la clause de liquidation de la Convention de 1885, en or ou en écus de 5 fr. Elle consent à payer en or ou en traites sur les pays créditeurs, mais elle pense qu'il serait équitable qu'on lui tienne compte du sacrifice qu'elle fait, en lui concédant une réduction d'intérêt. Etant donné d'ailleurs les sommes sur lesquelles porte l'opération, l'intérêt de 2 0/0 paraît suffisant.

M. Montefiore Levi déclare que son Gouvernement aurait été disposé à accepter le remboursement des monnaies divisionnaires dans les conditions de la convention de 1885, pour ne pas affaiblir, si légèrement que ce soit, les effets de cet acte ; dans cette hypothèse, il avait accepté le taux de 2 1/2 0/0 qui avait paru admis en principe. Il n'est pas en mesure de se prononcer sur la proposition qui est faite et il doit réservé l'avis de son Gouvernement. Il prévoit toutefois que cet avis sera favorable.

M. Brédif déclare que la France est également animée des dispositions les plus conciliantes. Il accepterait en conséquence la réduction proposée, si, en échange, l'Italie consentait à entrer en arrangement avec nous pour le rapatriement de sa monnaie divisionnaire de bronze. Cette question ne rentre pas, il est vrai, dans le programme de la Conférence.

Si la France demande à lier les deux questions, c'est que des retraits de monnaies trop fréquents ont l'inconvénient de troubler le public. Il serait préférable de ne faire qu'une seule opération et de retirer en même temps les monnaies divisionnaires d'argent et les pièces de bronze de frappe italienne. En conséquence, M. Brédif demande si MM. les Délégués italiens, qui ont été avertis officieusement des *desiderata* du Gouvernement français, sont en mesure de donner une réponse.

M. le baron de Renzis dit qu'il n'est pas préparé à traiter cette question et qu'il en référera à Rome.

MM. les Délégués suisses déclarent, de leur côté, que ce qui intéresse surtout la Confédération, c'est moins le taux de l'intérêt que la certitude d'être remboursés le plus tôt possible.

M. le baron de Renzis expose que l'Italie a une autre demande à présenter. Elle désire pouvoir obtenir le renvoi de ses monnaies divisionnaires, même pendant la période du retrait.

M. Brédif répond qu'à son avis, aucun doute ne peut exister à cet égard et que, même pendant cette période, l'Italie doit reprendre sa monnaie jusqu'à concurrence de 35 millions, comme après l'expiration du délai de retrait. Cette conséquence lui paraît découlant implicitement du texte de l'art. 10.

MM. les Délégués belges considèrent que la question posée par M. le baron de Renzis est nouvelle.

M. Zeppa considère qu'il y a deux hypothèses à envisager : pendant la période de retrait, l'Italie aura la faculté de demander de la monnaie à ses alliés jusqu'à concurrence de 35 millions par trimestre ; quand les caisses publiques des autres Etats seront fermées, elle aura l'obligation de leur demander cette somme.

Le baron de Renzis dit que le Ministre du Trésor n'a l'intention d'émettre des billets que dans les proportions strictement nécessaires aux besoins du commerce. Il serait anormal de l'obliger à en émettre des quantités plus considérables. Il est étrange, en outre, d'obliger l'Italie à reprendre sa monnaie à un moment où les caisses des autres Etats ne lui sont pas fermées. Comme le papier chasse l'argent, les pièces rapatriées s'insiltreraient de nouveau dans les autres Etats, et l'Italie serait exposée à les payer deux fois.

M. Brédif croit que l'on s'exagère les conséquences des observations qu'il a présentées. Rien n'empêche l'Italie de faire sa demande dans les derniers jours du quatrième mois qui clôt le premier délai : les espèces lui parviendront dans les premiers jours du cinquième mois. Comme, à cette époque, les caisses publiques des Etats de l'Union seront fermées aux monnaies divisionnaires italiennes, l'Italie ne se trouvera dans la nécessité ni de les immobiliser, ni même d'émettre des bons de caisse. Tout danger d'émigration de ces pièces aura été écarté dans la mesure du possible.

M. Zeppa rappelle que, dans les arrangements antérieurs de 1878 et 1879, pendant la période du retrait des pièces, l'Italie n'avait aucune obligation. En proposant l'avant-projet soumis à la Conférence, on avait d'abord pensé que l'Italie pourrait demander 12 millions par mois ; pour éviter l'influence sur le change, il a paru préférable de procéder par trimestre et par envois de 35 millions. On ne peut pas faire à l'Italie une

obligation de demander cette somme, c'est une faculté dont elle usera en cas de besoin.

M. le Président pense que, pour donner satisfaction à l'Italie, il y aurait lieu de prévoir deux stipulations distinctes : pendant la période de retrait, faculté pour l'Italie de demander 35 millions ; après cette période, obligation pour elle de présenter cette demande.

M. Montefiore Levi dit qu'étant donné les circonstances qui ont provoqué la réunion de la Conférence, on doit supposer que l'Italie est disposée à rentrer le plus tôt possible en possession de ses monnaies.

M. de Foville ne le conteste pas ; mais il n'en est pas moins vrai que si l'Italie n'use pas, pendant le premier terme de quatre mois, de la faculté qui lui sera donnée ; si, d'autre part, elle ne formule sa première demande qu'à l'expiration du trimestre suivant, les autres Etats se trouveront avoir immobilisé pendant sept mois, non sans trouble pour leur propre circulation, les monnaies divisionnaires italiennes.

M. Zeppa ne croit pas cette éventualité vraisemblable, car on ne peut douter du désir de l'Italie d'avoir, le plus tôt possible, ses monnaies divisionnaires.

M. le baron de Renzis déclare de nouveau qu'il paraît anormal d'obliger l'Italie à reprendre ses monnaies pendant qu'elles peuvent encore circuler dans les autres Etats : c'est l'obliger à émettre des bons de caisse pour une somme supérieure aux 30 millions prévus par le décret du 4 août ou à restreindre sa circulation de monnaie divisionnaire au-dessous du contingent qui lui est assigné par la convention de 1885.

M. Allard ne s'explique pas les répugnances de l'Italie à cet égard ; que ses monnaies divisionnaires soient enfermées dans les caisses du Trésor italien ou dans celles des autres Etats, elles n'en sont pas moins distraites de la circulation.

M. le baron de Renzis répond que la pénurie de monnaie divisionnaire se fait sentir, surtout dans la Haute Italie, et que, dès lors, l'émission des bons de caisse semble au Gouvernement italien devoir être limitée aux besoins strictement nécessaires.

M. Sainctelette fait remarquer que l'immobilisation pendant sept mois dans les caisses des Etats associés des monnaies divisionnaires italiennes, les enlève à la circulation générale de l'Union ; si l'Italie en prend dans les trois mois du retrait une somme de 30 millions, aucun vide ne se produit puisqu'on émet des billets en échange.

M. Zeppa répond que la fabrication des billets est une opération coûteuse et que l'Italie ne veut pas user de cette ressource au delà de ses besoins.

M. de Foville rappelle que le décret du 4 août, auquel il faut bien toujours revenir — quoiqu'on veuille l'ignorer fictivement — prévoit seulement une émission de 30 millions. Ne pourrait-on pas décider que pendant la période de retrait, l'Italie ne pourra présenter de demande que jusqu'à concurrence de 30 millions au lieu de 35 ?

M. le baron de Renzis rappelle que la Suisse a présenté une demande de préemption, et il fait connaître que le Gouvernement italien trouve cette demande équitable et serait heureux qu'il pût y être donné satisfaction. Peut-être y a-t-il moyen de concilier les propositions de la France avec les demandes de la Suisse. La Délégation italienne est prête

à accepter l'obligation de demander, même pour la période du retrait, que le montant des envois de monnaies divisionnaires à faire à l'Italie atteigne le chiffre de 35 millions, si dans ce total la part de la Suisse est fixée à 15 millions, les autres 20 millions étant répartis proportionnellement entre les autres Etats.

La discussion est alors ouverte sur la proposition présentée par MM. les Délégués suisses.

M. Brédif rappelle que la Délégation française a déjà déclaré qu'elle croyait juste de tenir compte de la situation particulière de la Suisse. Mais il y a une question de mesure. Si les 18 millions demandés par la Suisse lui étaient accordés, il ne resterait aux autres Etats que 17 millions à se partager pour le premier trimestre. La Suisse, ajoute-t-il, qui se plaint, comme en 1885, d'une situation monétaire très gênée, n'a pas usé des facilités mises à sa disposition par la Convention du 6 novembre ; son contingent de monnaies divisionnaires n'est pas épuisé ; il semble qu'elle devrait commencer par frapper les 3 millions qui lui restent à émettre. La France est disposée à entrer dans les vues du Gouvernement suisse, en raison des conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouve ce pays ; mais elle estime que la Suisse pourrait se contenter d'un forfait de 2 à 3 millions par mois ; avec les 3 millions restant à frapper cela ferait pour la Suisse, pour le premier mois, les 6 millions qu'elle a réclamés.

M. Lardy est un peu étonné du reproche qu'on semble faire à la Suisse de n'avoir pas frappé tout le contingent auquel elle avait droit ; eu égard à la dépréciation de l'argent, c'est plutôt un service qu'elle a rendu à ses coassociés de ne pas émettre de nouvelles monnaies. D'ailleurs, l'infiltration considérable de monnaies italiennes qui s'est produite, a rendu inutile cette frappe.

M. Brédif répond qu'il n'a nullement entendu faire un reproche et qu'il s'est borné à constater un fait. Puisque la monnaie divisionnaire italienne est surabondante en Suisse, pourquoi ne pas utiliser, pour la remplacer dans la circulation de ce pays, des écus de 5 fr. qui viendront s'ajouter à la frappe de 3 millions.

M. Montefiore Levi déclare que la proposition suisse lui a causé une certaine surprise. Il admet que la situation de la Suisse permet de réclamer un traitement spécial. Mais la Suisse, après avoir annoncé que le stock de monnaies divisionnaires italiennes circulant chez elle est d'environ 18 à 20 millions, en réclame de suite 18 millions et demande pour le reste à contribuer au prorata avec ses associés. Cette demande ne paraît pas équitable : chacun doit supporter, dans une certaine mesure tout au moins, les conséquences de la situation. La Belgique voulait bien admettre que la Suisse pût réclamer un certain préceptif, mais elle entendait le fixer à un chiffre notablement inférieur à celui indiqué par M. Brédif. Dans ces conditions, la Délégation ne peut qu'en référer à son Gouvernement.

M. Cramer-Frey dit que tout le contingent normal de la Suisse en pièces divisionnaires est frappé, et qu'en outre, la Suisse a frappé la moitié du contingent exceptionnel de 6 millions qui lui a été alloué en 1885. Par suite du retrait des monnaies italiennes, la Confédération sera obligée de recourir à une nouvelle frappe. Mais cette frappe, ne pouvant dépasser 3 millions, sera insuffisante et il se produira un vide énorme

dans la circulation. De plus, comme la caisse fédérale ne serait pas en situation de rembourser à vue toutes les pièces italiennes qui lui seront rendues, la Confédération serait obligée de contracter un emprunt pour se procurer les fonds nécessaires à l'opération. Cette obligation semble excessive et c'est pourquoi M. Cramer-Frey ne croit pas possible de faire une réduction sur le chiffre de 18 millions demandé par le Conseil fédéral.

M. Lardy ajoute que les instructions du Conseil fédéral sont impératives sur ce point. A la suite des entretiens que M. Cramer-Frey a eus avec les chefs des Départements fédéraux des affaires étrangères et des finances, ces instructions ont été confirmées. La spéculation a inondé la Suisse de pièces divisionnaires italiennes. Une enquête faite l'année dernière a permis de constater que la circulation des monnaies divisionnaires italiennes représentait 49 0/0 de la circulation totale. Depuis lors la situation s'est encore aggravée : la Suisse demande qu'on y porte remède.

M. le Ministre rappelle que la Confédération suisse n'est pas un pays centralisé et que la situation de la Trésorerie y est toute particulière. Presque tous les impôts et presque toutes les dépenses sont du domaine de l'autorité cantonale. Le Trésor fédéral ne perçoit guère que les recettes des postes et des douanes et fait face avant tout avec ces ressources aux dépenses militaires. De plus, la Suisse ne possède pas, comme la France ou la Belgique, de banque unique. Ses banques d'émission sont dans des conditions spéciales, la loi ne s'occupant que des conditions dans lesquelles doit être faite la couverture. Par conséquent, il n'est pas possible, pour couvrir l'opération du retrait, d'émettre des bons du Trésor ou de faire un arrangement analogue à ceux que les Gouvernements français et belge pourraient faire avec la Banque de France ou la Banque nationale de Belgique. Afin de se procurer les 18 à 20 millions nécessaires pour rembourser à ses nationaux les monnaies italiennes retirées, la Suisse devrait donc faire un emprunt. Est-il possible, est-il politique, est-il raisonnable, au point de vue international, d'imposer à la Suisse cette obligation pour le compte d'un autre Etat ? Les Délégués suisses ne le croient pas possible.

Il doit y avoir des moyens de tenir compte de cette situation et de venir en aide à la Suisse. Celle-ci a besoin de 6 millions par mois. Ne pourrait-on pas décider qu'en plus du premier retrait de 35 millions à répartir proportionnellement entre les quatre Etats, un préciput de 3 millions par mois serait accordé à la Suisse.

L'amendement proposé par la Délégation suisse est réservé.

Sur la proposition de M. Cramer-Frey, il est décidé que les remboursements en or à faire par l'Italie, seront effectués au moyen de pièces d'or frappées dans les conditions de la convention de 1885. C'est la reproduction de la stipulation qui figure dans la clause de liquidation, et cela évite le paiement en lingots ou en monnaies n'ayant pas cours dans l'Union. Une stipulation en ce sens sera ajoutée à l'article de l'avant-projet.

M. le Président donne lecture de l'art. 11 :

Art. 11. — Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à la

charge du Gouvernement italien et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu tous les six mois.

Après un échange d'observations entre MM. Allard, Brédif et le baron de Renzis, cet article est adopté avec la substitution dans la dernière phrase aux mots « tous les six mois » de ceux-ci : « le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier. »

L'art. 12 est ainsi conçu :

Art. 12. — Le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies divisionnaires dont le poids aura été réduit par le frai.

La Délégation belge demande la suppression de cet article parce qu'elle considère que l'obligation de l'Italie résulte suffisamment et absolument des termes de la convention de 1885. La répéter dans le nouvel arrangement, c'est plutôt affaiblir la Convention.

M. de Foville fait observer qu'il est quelquefois arrivé que des pièces réduites par le frai ont été refusées. L'article proposé a pour but d'épêcher le retour de ces difficultés : la Convention de 1885 n'en peut être affaiblie et il y a un réel avantage à constater nettement les obligations de l'Italie.

M. Lardy appuie cette manière de voir, et M. Montefiore Levi ayant déclaré ne pas insister, l'art. 12 est adopté.

Il est donné lecture de l'art. 13.

Art. 13. — Lorsque les caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse pourra, si besoin est, être prohibée.

La Délégation italienne a proposé d'ajouter à cet article le paragraphe suivant :

« Pendant la période du retrait, l'Italie pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires. »

D'autre part, la Délégation belge a présenté, à titre d'amendement, la rédaction suivante :

Art. 13. — Lorsque les caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse pourra être prohibée par chacun des Gouvernements intéressés.

Cette rédaction est acceptée. Le paragraphe additionnel proposé par l'Italie est ensuite adopté dans les termes suivants :

« A partir de la promulgation du présent Arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires. »

L'art. 14 ayant été réservé à la demande de la Délégation française, la Conférence aborde l'examen de l'art. 15 :

Art. 15. — Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que le bénéfice des dispositions de l'art. 6 de la Convention du

6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi qu'après le consentement unanime des autres Etats.

La Délégation belge propose, comme amendement, la rédaction suivante :

Art. 15. — Chacun des Gouvernements intéressés se réserve de demander, etc... (le reste comme au projet).

M. Montefiore Levi explique que, malgré les précautions prises par l'arrangement en discussion, il peut arriver que la monnaie italienne s'infiltre de nouveau en quantité considérable dans les autres pays de l'Union et qu'il n'y ait pas d'autre remède à cet état de choses que la rentrée de l'Italie dans l'Union. Il paraît équitable que chaque Etat puisse faire cette demande, si tel est son intérêt ; il est d'ailleurs entendu que la rentrée est subordonnée au consentement unanime.

M. de Foville répond que du moment où l'on ne peut pas obliger l'Italie à rentrer dans l'Union, la disposition indiquée par M. Montefiore Levi n'aurait pas de sanction. Il est dès lors inutile de l'introduire dans l'Arrangement. Chaque Etat a toujours le droit de demander à l'Italie de rentrer dans l'Union pour ses monnaies divisionnaires, et l'Italie a, d'autre part, le droit de ne pas déférer à cette demande. Une disposition expresse ne changerait rien à cette situation.

M. Montefiore Levi répond que sa proposition n'est que la contre-partie exacte de la situation créée à l'Italie par la rédaction primitive ; la même absence de sanction existerait dans les deux cas. Au surplus, il déclare ne pas insister.

L'art. 15 est adopté.

L'art. 16 est ainsi conçu :

Art. 16. — Le présent Arrangement sera ratifié ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

M. le Président rappelle que par un amendement présenté sur l'article 11, la Délégation italienne a proposé de décider que les expéditions de monnaies seraient faites aux Trésoreries de Come, Turin et Milan.

M. de Renzis explique que cette désignation a été faite parce que la pénurie de monnaie divisionnaire se fait surtout sentir dans la Haute Italie. Le Gouvernement italien tient d'ailleurs à ce que les expéditions soient faites à ses Trésoreries et non aux gares des chemins de fer par exemple. Les trois Trésoreries désignées sont les plus rapprochées des frontières suisse et française.

M. Allard ne voit pas l'utilité de cette disposition.

M. Brédif croit qu'il serait préférable que l'Italie indiquât, au fur et à mesure de ses besoins, les lieux sur lesquels elle désirerait que les expéditions soient faites. La limitation des lieux de réception peut, dans certains cas, offrir des inconvénients. Il pense en conséquence qu'il serait préférable de décider, les frais étant à la charge de l'Italie, que « le Gouvernement italien désignera les Trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies seront faites ».

M. de Renzis se rallie à cette manière de voir.

La prochaine séance est fixée au lendemain 27.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Les Secrétaires :

DE CLERQ,

A. ARNAUNÉ.

Le Président de la Conférence :

ROY.

PREMIÈRE ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA CINQUIÈME SÉANCE

Amendements présentés par la Délégation belge.

Art. 5. — Le Gouvernement italien pourra, dans le but de prévenir l'émigration future de ses monnaies divisionnaires, émettre, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, des bons de caisse d'une valeur inférieure à 5 fr., mais moyennant de leur donner comme garantie et comme gage une encaisse strictement égale de monnaies divisionnaires d'argent italiennes. A aucun moment, le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie ne pourra être inférieur à la valeur des bons de caisse en cours.

Art. 6 bis. — Supprimé.

Art. 8. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements faisant partie de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, afin que les opérations d'échange puissent s'effectuer dans des conditions de proportionnalité complète pour tous les intéressés, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et qu'il serait en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les quatre Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Art. 9. — Supprimé.

Art. 12. — Supprimé.

Art. 13. — Lorsque les caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse pourra être prohibée par chacun des Gouvernements intéressés.

Art. 14. — Les art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse, tant entre ces quatre Etats que vis-à-vis de l'Italie.

En cas de dénonciation de l'Union latine, cette Convention ressortira ses pleins effets pour chacun des cinq Etats contractants.

Art. 15. — Chacun des Gouvernements intéressés se réserve de demander, ultérieurement, que le bénéfice des dispositions de l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi qu'après le consentement des quatre autres Etats.

DEUXIÈME ANNEXE

Amendement proposé par la Délégation suisse.

Ajouter après l'art. 6 du projet italien (art. 10 de la rédaction provisoire), un article ainsi conçu :

« Toutefois, pour tenir compte de la situation exceptionnelle de la Suisse, il est convenu que le Gouvernement italien sera tenu de recevoir et de rembourser, pendant la période de retrait prévue à l'art. 1^{er} et pendant le mois suivant, et cela dans les dix jours, dès la réception de chaque envoi, tous les envois de monnaies divisionnaires que le Gouvernement suisse lui ferait parvenir. Les envois mensuels ne pourront pas excéder la somme de 6 millions de francs et le total des envois pendant ladite période ne pourra excéder la somme de 18 millions. Si le montant des retraits effectués en Suisse excéderait la somme de 18 millions, le surplus serait remboursé au Gouvernement fédéral conformément aux stipulations générales du présent Arrangement.

Sixième séance. — Vendredi, 27 octobre 1893.

Présidence de M. Roy.

Etaient présents MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient à la précédente séance.

La séance est ouverte à 2 h. 1/2.

M. le Président propose à la Conférence de reprendre l'examen des articles qui ont été réservés dans les précédentes réunions.

La discussion est ouverte de nouveau sur l'art. 7.

M. le baron de Renzis a fait connaître à son Gouvernement la demande de la Délégation française au sujet des monnaies de bronze. Aucune réponse ne lui est encore parvenue. M. le premier Délégué italien rappelle que l'Italie a déclaré renoncer à la faculté de payer en écus les monnaies divisionnaires d'argent qui lui seront remises, en vue d'obtenir une réduction du taux de l'intérêt. La France lui demande une nouvelle concession. M. le baron de Renzis fait remarquer que la Belgique, la Grèce et la Suisse pourraient formuler la même demande que la France. Le Gouvernement du Roi aura besoin de réfléchir avant de contracter des obligations dont la portée lui est inconnue. Aucun recensement des monnaies de billon n'a été fait : on ne sait pas quelle peut être l'importance de la circulation de ces espèces, et, par suite, l'étendue des engagements que l'Italie prendrait vis-à-vis de la France. M. le baron de Renzis ne s'explique pas que l'acquiescement de l'Italie sur la question des monnaies de bronze soit considérée par la France comme une condition *sine qua non* de l'abaissement du taux de l'intérêt à fixer par l'art. 7. Aucune connexité n'existe, en réalité, entre les dispositions de cet article et l'échange des monnaies de bronze. Cette opération pourrait donc être réglée par un Arrangement séparé. La concession que l'Italie a offerte pour obtenir une réduction du taux de l'intérêt, consiste dans sa renonciation au remboursement en écus de 5 fr. prévu par la convention de 1885.

Au surplus, comme il l'a déjà déclaré, M. le baron de Renzis n'a pas encore d'instructions.

M. Montefiore Levi considère que la question soulevée par la Délégation française n'est pas du ressort de la Conférence. C'est une affaire à régler entre les deux Gouvernements de France et d'Italie.

M. Brédif répond qu'en effet la Conférence n'a pas à se prononcer sur la demande de la France. Mais les instructions de la Délégation française lui prescrivent de rattacher les deux questions de l'abaissement du taux

de l'intérêt et de l'échange des monnaies de bronze. Elle est donc dans la nécessité d'attendre la réponse du Cabinet de Rome sur le second point.

M. Zeppa demande quelle sera exactement la nature de l'opération. S'agit-il simplement d'échanger des quantités égales de pièces françaises et italiennes? Dans le cas où les pièces italiennes retirées en France dépasseraient les quantités de pièces françaises retirées en Italie, cette dernière Puissance serait-elle tenue de reprendre l'excédent?

Sur une demande de M. Sainctelette, M. le chevalier Mortara explique qu'il a été frappé par l'Italie 76 millions de francs en monnaie de bronze. L'importance de ces fabrications est due particulièrement au goût marqué des provinces méridionales pour les espèces de bronze. Elles y sont préférées, en raison de leur poids, aux monnaies divisionnaires d'argent, notamment aux pièces de 20 centimes que l'on a été amené ainsi à démonétiser, et même aux pièces de 50 centimes. Au surplus, les espèces italiennes n'ont pas suffi aux besoins du public. Les pièces de bronze françaises sont en nombre considérable dans toute la Péninsule. En outre, il a été introduit, surtout dans le Midi, beaucoup de pièces grecques et argentines. Dans les derniers mois, l'importation de ces dernières a été assez forte pour que le Trésor ait cru devoir prévenir le public qu'elles n'avaient pas cours. Les conventions commerciales ne permettant pas de les prohiber, on a établi pour les pièces de bronze argentines et grecques, des droits de douane représentant 100 0/0 de la valeur nominale des espèces. En dépit de ces taxes, les importations frauduleuses ont continué dans une certaine mesure. La circulation des monnaies de bronze étrangères en Italie est donc considérable. Mais il est impossible d'avancer un chiffre.

M. le baron de Renzis est porté à croire que la quotité par tête d'habitant ne doit pas être inférieure à 4 ou 5 fr. La quantité d'espèces françaises ne saurait être déterminée en l'absence de tout recensement. L'Italie ne peut prendre l'engagement éventuel de racheter, après compensation jusqu'à due concurrence avec le numéraire français, un solde dont l'importance lui est totalement inconnue.

M. le chevalier Mortara fait observer que les Etats de l'Union ne sont pas tenus de se rembourser mutuellement les espèces de bronze à leur effigie.

M. Sainctelette considère que si la demande d'échange, en ce qui concerne le bronze, peut être repoussée en droit, elle est fondée en équité.

M. Zeppa ne peut admettre que l'Italie soit obligée de payer en or, ou même en argent, des monnaies de bronze dont la valeur réelle est très inférieure à leur valeur nominale. Il se demande s'il ne conviendrait pas de faire un simple échange jusqu'à concurrence des quantités de numéraire français retirées en Italie. Du reste, la question ne lui paraît pas se rattacher à celle dont s'occupe la Conférence. M. Zeppa pense qu'à un moment donné, le Gouvernement italien serait tout prêt à régler ce point avec le Gouvernement français. Actuellement, il lui semble de nature à retarder les travaux de la Conférence.

M. Brédif répond que si l'échange laissait un excédent de bronze italien, le Gouvernement français ne pourrait le garder à son compte. Il

ajoute que, d'autre part, le bronze italien ne pourrait être rendu à la circulation par le Gouvernement français, puisqu'il est prohibé.

L'art. 7 demeure réservé.

M. le Président rappelle que l'art. 8 n'a pu être adopté dans la précédente séance, eu égard à la demande faite par la Suisse d'un traitement exceptionnel.

M. Montefiore Levi rappelle que la discussion a porté jusqu'à présent sur le quantum du forfait ou du préciput que la Suisse réclame. M. le premier Délégué belge désire soumettre à la Conférence une proposition qui a trait, au contraire, au fonctionnement du régime particulier dont la Suisse demande le bénéfice.

Le principal inconvénient de la combinaison présentée par la Délégation Suisse est de contraindre les autres Etats à immobiliser dans leurs caisses pendant très longtemps les monnaies divisionnaires italiennes qu'ils auront retirées. M. Montefiore Levi pense qu'il n'est pas impossible d'éviter cette immobilisation prolongée, tout en donnant satisfaction à la Suisse et aussi à l'Italie.

L'Arrangement, suivant lui, paraît se recommander à l'attention de la Conférence. Le retrait des monnaies italiennes commencerait en Suisse aussitôt après l'échange des ratifications ; au contraire, il n'y serait procédé dans les trois autres Etats, les Colonies françaises exceptées, que deux ou trois mois plus tard. Pendant la première période, la Suisse ferait seule des envois à l'Italie : mais il serait convenu que ces remises ne devraient pas dépasser un certain nombre de millions à déterminer. La Suisse jouirait ainsi du tour de faveur qu'elle demande. Les autres Puissances, de leur côté, n'auraient pas à souffrir d'une immobilisation des monnaies italiennes dans leurs caisses, puisqu'elles ne commenceraient les retraits qu'après l'expiration des deux premiers mois. La seconde période, pendant laquelle la Belgique, la France et la Grèce opéreraient leurs retraits, durerait trois mois. La Suisse pourrait, pendant le même laps de temps, parachever ses retraits. Elle prendrait alors dans les envois une part proportionnelle aux retraits qu'elle effectuerait encore, dans les termes de l'art. 7.

Le délai de trois mois paraît suffisant à M. Montefiore Levi, étant donné que les populations seraient prévenues, par le fait même des retraits effectués en Suisse, que les caisses de leurs propres Gouvernements ne tarderaient pas à y procéder à leur tour.

Le délai de retrait serait ainsi de six mois au lieu de quatre.

M. le baron de Renzis fait observer que l'intérêt de l'Italie demande que les caisses des quatre autres Etats soient fermées le plus rapidement possible à ses monnaies divisionnaires. La combinaison suggérée par M. Montefiore Levi a pour première conséquence d'allonger de deux mois la période pendant laquelle ces monnaies seront encore reçues dans les autres Etats de l'Union. C'est un inconvénient grave pour l'Italie.

M. Sainctelette pense que l'objection ne porte pas, puisque l'Italie ne versera pas dans la circulation les espèces qui lui seront remises, mais les emploiera à constituer un dépôt de garantie.

M. le baron de Renzis répond qu'il existe encore en Italie des quantités notables de monnaie divisionnaire. Le Gouvernement royal peut

bien immobiliser les espèces qui lui seront remises par les autres Gouvernements. Il ne peut mettre la main sur celles qui circulent encore dans la Péninsule. Or, celles-ci ont déjà une tendance à émigrer. Elles seront exportées en bien plus grande quantité, lorsqu'il suffira de les transporter dans les pays voisins pour que le Gouvernement italien soit tenu de les racheter en or. Cette spéculation se produira sûrement dès que les opérations du retrait auront commencé. La prolongation de la période des retraits lui fournira des facilités nouvelles, pour le plus grand désavantage du Trésor italien.

M. Montefiore Levi est d'avis que cette émigration se produira en effet. Mais le délai de quatre mois prévu à la rédaction provisoire sera mis à profit si amplement par les spéculateurs que, pendant le délai supplémentaire de deux mois, l'opération ne prendra probablement pas une extension appréciable.

M. le baron de Renzis dit que la sortie des monnaies italiennes s'effectue par une foule de petits canaux. Les voyageurs y contribuent pour une part importante. Des personnes qui n'auraient pas eu peut-être l'occasion de quitter l'Italie pendant les quatre premiers mois, peuvent être appelées à l'étranger pendant les deux mois suivants. La spéculation accidentelle, que ne dédaigneraient probablement pas certaines d'entre elles, ajouterait un contingent nouveau d'exportations à celles qui se seront déjà produites.

M. Sainctelette avait compris, d'après de précédentes explications de M. le baron de Renzis, que les monnaies divisionnaires qui circulent encore en Italie, se trouvent surtout dans le midi de la Péninsule, d'où leur émigration est plus difficile.

M. le baron de Renzis répond que les relations de l'Italie méridionale avec les autres pays de l'Union, avec la France notamment, sont très aisées et, en fait, très régulières.

M. Cramer-Frey craint qu'une forte part des monnaies italiennes qui circulent dans l'Union ne se dirigent vers la Suisse. Si celle-ci commence seule à opérer des retraits, les quantités que la Suisse aurait à retirer pourront se trouver notablement accrues. Cela étant, il deviendra plus difficile encore de déterminer, d'une façon pratique et utile, le quantum pour lequel la Confédération devra bénéficier d'un tour de faveur.

M. Montefiore Levi ne partage pas cette appréhension. Les ressortissants des autres Etats sauront que leurs Gouvernements ne tarderont pas à procéder, à leur tour, au retrait. Ils n'auraient donc aucun intérêt à transporter les monnaies italiennes en Suisse, en perdant les frais du transport.

M. Cramer-Frey croit que dans certaines conditions de change, on pourrait avoir intérêt à diriger ces monnaies sur la Suisse.

M. Allard ne le pense pas. Dans aucun cas, la monnaie italienne n'aura plus de valeur à Genève qu'à Paris. Les frais de transport seraient donc dépensés en pure perte.

M. le Ministre de Suisse estime que la combinaison proposée par M. Montefiore Levi ne fait pas disparaître les difficultés en considération desquelles la Suisse demande le bénéfice d'un traitement exceptionnel. La Confédération sera toujours exposée à n'obtenir que dans un délai assez long la couverture des monnaies qu'elle aura remises à l'Italie. Le

resserrement qu'elle redoute pour sa circulation ne lui serait donc pas évité.

M. Cramer-Frey ajoute que le délai de deux mois est beaucoup trop court. L'opération du retrait ne peut durer moins de trois mois.

M. Montefiore Levi fait observer que les autres Etats acceptent, de leur côté, certains embarras afin de donner à la Suisse des facilités plus grandes. Il est d'avis que l'on pourrait, dans le but de tenir compte des observations faites par MM. les Délégués d'Italie et de Suisse, ramener le délai total de six mois à cinq ; ce délai comporterait ainsi deux mois pour la Suisse et trois mois pour les autres Etats : ce qui semble raisonnable et suffisant.

M. le baron de Renzis trouve le délai de cinq mois trop long. L'Italie serait forcée, si ce délai était adopté, d'émettre plus de bons de caisse qu'elle n'en a l'intention.

M. de Foville considère que la combinaison proposée est fort ingénue, mais qu'elle a le tort d'être très compliquée. Au début, tous les Etats semblaient désireux de hâter le plus possible le cours de l'opération. On demandait à l'Italie de ne pas laisser s'attarder dans les caisses des quatre autres Etats les monnaies retirées. On assignait un minimum trimestriel à ses demandes d'espèces. Et maintenant, c'est un maximum qui serait stipulé pour les rapatriements à faire pendant les deux premiers mois. Maximum d'abord, minimum ensuite. M. le Délégué français craint que la pensée de la Conférence, si on entre dans cette voie, ne soit pas très bien comprise par l'opinion.

M. le Président se demande si l'on ne pourrait pas aboutir par une autre voie à une solution acceptable.

D'après l'art. 7 en discussion, le Gouvernement italien s'engage à demander, au minimum, 35 millions de francs par trimestre. Si la Délegation italienne admettait que ce minimum fut porté, pour le premier terme, à 45 millions, la différence, soit 10 millions, pourrait être allouée à la Suisse à titre de préciput ; puis chacun des quatre Etats, y compris la Suisse, prendrait dans la répartition des 35 millions restants une part proportionnelle à ses retraits.

M. le baron de Renzis déclare qu'il prendra les instructions de son Gouvernement.

M. le Ministre de Suisse consultera également le Conseil fédéral. M. Lardy croit pouvoir dire dès à présent, sans préjuger les résolutions de son Gouvernement, que la seconde formule lui paraît préférable à la première. Le délai de deux mois imparti à la Suisse, dans la première combinaison, est extrêmement court ; la somme qui pourrait être effectivement retirée de la circulation pendant ces deux mois, serait probablement très inférieure au préciput que la Délegation considère comme indispensable. La seconde combinaison assure à la Suisse le bénéfice d'un contingent déterminé à forfait. Reste la question du quantum. Le chiffre de 10 millions paraît trop faible à M. le Ministre de Suisse.

M. Cramer-Frey craint également que la part proportionnelle de la Suisse dans les premiers envois, même augmentée de 10 millions, ne laisse la Confédération à découvert pour une somme trop élevée. Un fort découvert obligerait le Gouvernement fédéral à contracter un emprunt.

M. Allard ne s'explique pas très bien les appréhensions de M. Cramer-Frey. En définitive, les moyens de trésorerie auxquels recourront les

autres Etats, ne sont pas hors de la portée d'une Puissance dont le crédit est aussi solide que celui de la Suisse. Il ne peut être question, pas plus pour elle que pour les autres Etats, d'une émission d'emprunt proprement dit. Et, au surplus, tandis que la Belgique supportera l'immobilisation de la totalité de ses retraits, la Confédération n'aura guère de mesures à prendre que pour une partie assez faible des sommes qu'elle aura recueillies.

M. Cramer-Frey demande, d'après les instructions du Conseil fédéral, que le Gouvernement suisse soit admis à remettre au Gouvernement italien les monnaies retirées, au fur et à mesure des retraits.

M. le Président fait remarquer que l'art. 7 pose en principe que les envois seront faits sur la demande du Gouvernement italien.

M. le baron de Renzis ne peut acquiescer à la demande de la Délégation suisse. L'opération que le Gouvernement italien va entreprendre portera vraisemblablement sur une centaine de millions et sera contrariée par l'état du change. Il est indispensable qu'il ait le droit de choisir lui-même le moment où il estimera que les expéditions d'espèces et le renvoi des couvertures auront le moins d'influence sur le change. Si la Délégation italienne a demandé que le minimum des envois fût fixé par trimestre et non par mois, c'est que le Trésor italien pourra se mouvoir plus aisément dans ce délai plus large. En accédant à la demande de la Suisse, l'Italie perdrat le bénéfice de la concession qui lui a été faite. Elle ne peut y renoncer ; ce serait abandonner à la Suisse la conduite de l'opération.

M. Zeppa s'associe aux observations de M. de Renzis. La Conférence avait admis jusqu'à présent, comme base incontestée de l'arrangement, que les envois de numéraire seraient provoqués par l'Italie. Il était convenu seulement que l'Italie ne pourrait laisser passer un trimestre sans faire de demandes et que ces demandes ne pourraient être moindres de 35 millions. Ce principe est tout à fait raisonnable. Le Gouvernement italien est seul à même de déterminer le moment pour lequel il lui sera le plus avantageux de préparer ses couvertures.

M. le Ministre de Suisse fait remarquer que l'amendement présenté à la dernière séance par la Délégation suisse tient précisément compte des nécessités que viennent d'exposer MM. le baron de Renzis et Zeppa. Il limite à 6 millions par mois et au total à 18 millions les sommes pour lesquelles l'Italie courrait le risque du change. Un risque portant sur 6 millions par mois paraît peu considérable. L'Italie peut être assurée d'ailleurs que la Suisse n'accumulera pas les monnaies retirées dans ses caisses jusqu'à concurrence de 18 millions pour les envoyer en bloc. La Confédération n'aurait pas les moyens d'immobiliser une somme aussi forte. Son intérêt est de faire des envois successifs de petites sommes ; il est conforme à celui de l'Italie.

M. le baron de Renzis propose une nouvelle combinaison, de nature, pense-t-il, à concilier tous les intérêts. L'Italie s'engagerait à prendre 45 millions dans les quatre mois qui suivraient l'échange des ratifications. La Suisse fournirait 8 millions dans les deux premiers mois, et 8 millions dans les deux mois suivants. Elle serait ainsi assurée de retrouver promptement la disposition de 16 millions.

M. Montefiore Levi remarque que ce préciput de 16 millions réduit à 29 millions la somme à répartir entre les quatre Etats proportionnellement à leurs retraits.

M. le baron de Renzis explique que ce ne serait plus un préciput, mais un forfait. La Suisse ne prendrait pas part à la répartition proportionnelle des 29 millions. Le contingent de cet Etat, pour les quatre premiers mois, atteindrait vraisemblablement un chiffre très voisin de ceux qui résulteraient des premières combinaisons.

M. Brédif ne comprend pas très bien les objections que la Délégation suisse formule contre la combinaison suggérée par M. Montefiore Levi. La Suisse, opérant seule pendant deux mois, serait certaine d'écouler une assez forte somme de monnaies retirées et d'en obtenir à bref délai la couverture.

M. Montefiore Levi ajoute que la Suisse aurait un moyen d'accélérer les retraits de façon à se mettre en mesure de faire à l'Italie de plus forts versements : ce serait de fermer ses caisses avant les autres Etats, par exemple à la fin du troisième mois.

M. le Ministre de Suisse répète que le délai de deux mois est trop court. D'un autre côté, on ne pourrait laisser les caisses suisses ouvertes pendant cinq mois, sans s'exposer à un afflux considérable de monnaies italiennes, qui augmenterait les retraits à effectuer par la Suisse. Un délai de trois mois a toujours été considéré par le Conseil fédéral comme un minimum.

M. Brédif pense que ces difficultés disparaîtraient peut-être si la Suisse, au lieu d'opérer ses retraits avant les trois autres Etats, procédait à cette opération après que ceux-ci l'auraient terminée.

MM. Montefiore Levi et de Foville appuient l'observation de M. Brédif.

M. le Ministre de Suisse dit que ces diverses combinaisons seront portées par la Délégation suisse à la connaissance du Conseil fédéral.

M. Lardy reconnaît, d'ailleurs, qu'en offrant à la Suisse, pour les quatre premiers mois, 10 millions sur les 18 que la Délégation suisse est chargée de demander, la Délégation italienne fait une concession sérieuse.

M. Brédif fait observer que les autres Puissances s'imposeraient également des sacrifices. L'Italie devait prendre d'abord 12 millions par mois. On a adopté, pour lui donner plus de latitude, le terme de trois mois et porté la somme au triple environ, soit 35 millions. Le terme de trois mois ayant été porté à quatre, le minimum des demandes de l'Italie devait aussi être rehaussé, au profit de toutes les Puissances. Dans la combinaison proposée, la Suisse profiterait seule des 10 millions d'augmentation.

M. le baron de Renzis pense qu'il serait peut-être plus expédient de maintenir à 35 millions, dans l'art. 7, le minimum des demandes de l'Italie pour le premier terme de quatre mois, et d'inscrire dans un article spécial l'engagement pris par l'Italie de demander en outre à la Suisse 10 millions pendant les deux premiers mois.

M. le Ministre de Suisse demande si l'Italie acceptera les envois par fractions d'un million, par exemple.

M. le baron de Renzis dit que la question pourra faire l'objet d'un arrangement particulier entre les deux Etats.

M. de Foville estime qu'il est en effet préférable de n'insérer dans la

Convention qu'une formule de règlement unique, applicable à tous les Etats intéressés.

La question demeure réservée, les diverses Délégations n'ayant pas d'instructions de leurs Gouvernements respectifs.

M. le Président met en discussion l'art. 14 et rappelle que la Délégation belge a proposé un paragraphe additionnel, ainsi conçu :

En cas de dénonciation de l'Union, la Convention du 6 novembre 1885 ressortira ses pleins effets pour chacun des cinq Etats contractants.

M. Montefiore Levi estime que ce paragraphe additionnel est nécessaire, pour spécifier d'une façon formelle que l'art. 7 de la Convention du 6 novembre 1885 n'est pas abrogé, que l'effet en est simplement suspendu, et que l'application n'en pourrait être contestée en cas de dissolution de l'Union.

M. le baron de Renzis dit que ce paragraphe additionnel exposera l'Italie à reprendre et à rembourser dans l'année de la liquidation, en cas de dénonciation de l'Union, des pièces qui auront déjà été rachetées par le Gouvernement italien, la circulation des bons de caisse n'étant que temporaire. Il ajoute que, s'il y a en circulation dans les Etats de l'Union des pièces ayant le titre et le poids légal, mais de fausse fabrication, à l'effigie de l'Italie, ce pays serait obligé de reprendre des monnaies dont il n'aurait jamais soupçonné l'existence.

M. Montefiore Levi répond, en ce qui concerne la dernière observation de M. le baron de Renzis, que tous les Etats de l'Union sont exposés à la même éventualité. Le danger, d'ailleurs, n'est pas très grand, car l'émission de monnaies neuves de fausse fabrique est très difficile. M. le premier Délégué belge ne peut que maintenir l'amendement. Il est certain que toute la monnaie italienne ne sera pas retirée de la circulation des quatre Etats intéressés ; il est non moins certain que des espèces italiennes s'infiltrent par la suite sur leur territoire. Les quatre Etats ne peuvent pas consentir à ce que leurs ressortissants perdent le droit éventuel de se faire rembourser ces monnaies. Il fait remarquer au surplus que l'Italie aura entre ses mains le moyen absolument efficace d'éviter toute possibilité d'avoir à racheter plusieurs fois les mêmes monnaies, c'est de maintenir dans ses caisses, contre émission de petites coupures, la totalité des monnaies divisionnaires qui seront rentrées en Italie à la suite du présent Arrangement.

M. de Foville appuie les observations de M. Montefiore Levi. Il ajoute que les fabrications clandestines de monnaies italiennes se produiront d'autant moins en Belgique, en France, en Suisse, que ces espèces n'y seront plus reçues dans les caisses publiques. L'Arrangement, loin d'aggraver pour l'Italie ce risque particulier, l'atténue notablement.

M. Sainctelette demande quel est le sens exact du dernier membre de phrase terminant l'art. 14 « tant entre ces quatre Etats que vis-à-vis de l'Italie ». La première partie de l'article indique suffisamment que les monnaies des quatre autres Etats continueront d'être reçues par les caisses publiques de chacun d'eux et même par celles de l'Italie. La seconde partie n'aurait-elle pas l'inconvénient de paraître exclure un droit de réciprocité que chacun des quatre Etats désire probablement se réservier vis-à-vis de l'Italie en réclamant pour ses propres monnaies la

fermeture des caisses publiques italiennes. Dès lors, ne conviendrait-il pas de supprimer cette seconde partie de l'article ?

Cette suppression est adoptée.

M. le Président rappelle que la question de la réciprocité de traitement, posée sur l'art. 14 dans la troisième réunion de la Conférence, a été expressément réservée. M. le Président incline à penser que la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse auraient avantage à se réserver la faculté de demander à l'Italie le rapatriement de leurs monnaies divisionnaires. La clause de réciprocité les dispenserait de provoquer la réunion d'une Conférence. Les conditions d'exécution seraient arrêtées entre chacune d'elles et l'Italie, sans qu'il fût nécessaire de faire appel aux autres Etats.

M. Cramer-Frey persiste à penser que la fermeture des caisses italiennes aux monnaies de l'un quelconque des autres Etats comporterait une révision partielle de la Convention. Cette révision ne peut être opérée que du consentement unanime des Etats de l'Union.

M. Allard fait remarquer que l'Arrangement en discussion n'a été rendu nécessaire que par l'état du change italien. Pour que les autres Gouvernements eussent intérêt à réclamer à leur tour la fermeture des caisses italiennes à leurs monnaies, il faudrait que la situation fût devenue absolument contraire et que le change italien fit prime dans les autres Etats. Si ces conjonctures survenaient, l'arrangement actuel n'aurait plus de raison d'être, car l'Italie elle-même aurait déjà demandé le retour à la Convention de 1885. Il semble donc inutile d'adopter une clause qui ne pourrait avoir d'effet qu'à un moment où l'Arrangement lui-même aurait cessé d'être en vigueur.

M. Zeppa dit que, même en dehors de cette éventualité, les autres Etats peuvent avoir intérêt à demander la fermeture des caisses italiennes à leurs monnaies. Peut-être voudront-ils, par exemple, rapatrier les monnaies à leur effigie, pour éviter d'avoir à en fabriquer de nouvelles. Cette combinaison pourrait être réalisée par un Arrangement particulier, sans qu'il fût besoin de réunir une Conférence.

M. Montefiore Levi croit que la question se poserait plus utilement sur l'art. 15. On pourrait intercaler dans cet article, entre les premier et deuxième paragraphes, la disposition ci-après :

La Belgique, la France, la Grèce et la Suisse se réservent, de leur côté, de demander que les caisses publiques italiennes soient fermées à leurs monnaies divisionnaires.

M. de Foville fait observer que la question comporterait deux solutions : la première, limitée aux rapports de chacun des quatre Etats avec l'Italie ; la seconde, plus générale, concernant les relations des cinq Etats entre eux.

M. Montefiore Levi ne pourrait consentir à ce que chaque Etat pût, à son gré, nationaliser ses monnaies divisionnaires d'une façon absolue. Il verrait même, avec regret, admettre cette faculté pour chaque Etat vis-à-vis de l'Italie seule, sans un accord préalable avec les autres Etats associés.

La rédaction suivante des art. 14 et 15 lui semblerait acceptable :

Art. 14. — Les art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent

applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse. Leurs monnaies divisionnaires continueront d'être reçues par les caisses publiques italiennes, dans les conditions des art. 6 et 7 précités. En cas de dissolution de l'Union, l'art 7 de la Convention précitée du 6 novembre 1883 sortirait son plein et entier effet entre les cinq Etats.

Art. 15. — Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que le bénéfice des dispositions de l'art. 5 de la Convention du 6 novembre 1883 soit rendu aux monnaies italiennes. La Belgique, la France, la Grèce et la Suisse se réservent, de leur côté, de demander que les caisses publiques italiennes soient fermées à leurs monnaies divisionnaires. Mais, dans les deux cas, le consentement unanime des autres Etats serait nécessaire.

La révision des procès-verbaux aura lieu le samedi 28 octobre. La Commission se réunira le lundi 30 pour revoir, notamment au point de vue de l'ordre des articles, la rédaction du projet d'Arrangement.

La séance est levée à 6 heures 1/2.

Les Secrétaires :

DE CLERCQ.

A. ARNAUNÉ.

Le Président de la Conférence :

ROY.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA 6^e SÉANCE.

Nouvelle rédaction.

Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle et temporaire de la Convention du 6 novembre 1883 et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision ;

Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et la Confédération suisse ont résolu de conclure à cet effet un Arrangement spécial et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

lesquels, après, etc.

sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Par dérogation à l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1883, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, quatre mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, cesseront de recevoir les pièces d'argent italiennes de 2 fr., 1 fr., 50 centimes et 20 centimes.

Art. 2. — Par dérogation à l'art. 7 de la Convention du 6 novembre 1883, le Gouvernement italien, cinq mois après l'expiration du délai fixé par l'article premier du présent Arrangement, cessera d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Le Gouvernement italien sera toutefois tenu de prendre livraison et d'opérer le règlement de toutes les monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié, conformément aux stipulations des art. 7 et suivants.

Art. 3. — Les délais fixés par les art. 1 et 2 seront augmentés d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant des Colonies françaises.

Art. 4. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité, pour les cinq Etats, la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 5. — Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de *Bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *Bons de caisse* en cours.

Art. 6. — Les prescriptions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *Bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

Art. 7. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises par chacun des autres Etats à la disposition du Gouvernement italien et portées par chacun d'eux à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 0/0 du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées, et de 3 1/2 0/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie. Les remboursements de l'Italie seront faits soit en monnaies d'or de 10 fr. et au-dessus, frappées dans les conditions de la Convention du 6 novembre 1885, soit en traites sur les pays créditeurs.

Art. 8. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, afin que les opérations d'échange puissent s'effectuer dans des conditions de proportionnalité complète pour tous les intéressés, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et qu'il serait en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les quatre autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux (*réservé*).

Art. 9. — En outre, un mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le Gouvernement français devra faire connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union.

Art. 10. — Le Gouvernement italien s'engage à demander livraison, chaque trimestre, d'un minimum de 35 millions de ses monnaies divisionnaires, et ce, jusqu'à complet épuisement des stocks dont le montant lui aura été notifié en conformité de l'article précédent (*réservé*).

Art. 11. — Le Gouvernement italien désignera les trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies seront faites. Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à la charge du Gouvernement italien et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier.

Art. 12. — Le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frâi.

Art. 13. — Lorsque les caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse pourra être prohibée par chacun des Gouvernements intéressés, à partir de la promulgation du présent Arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

Art. 14. — Les art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse, tant entre ces quatre Etats que vis-à-vis de l'Italie (*réservé*).

Art. 15. — Le Gouvernement italien se réserve de demander, ultérieurement, que le bénéfice des dispositions de l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourra en être ainsi qu'après le consentement unanime des quatre autres Etats.

Art. 16. — Le présent Arrangement sera ratifié ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

Septième séance. — Jeudi 2 novembre 1893.

Présidence de M. Roy.

Etaient présents MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient aux précédentes réunions.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Les procès-verbaux des quatrième, cinquième et sixième séances sont lus et adoptés.

M. le Président met en discussion la nouvelle rédaction du projet d'Arrangement préparé en Commission, les 30 et 31 octobre.

Il donne lecture du préambule et de l'art. 1^{er}.

Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle et temporaire de la Convention du 6 novembre 1885, et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision :

Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral suisse ont résolu de conclure à cet effet un Arrangement spécial et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après, etc.

Sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Gouvernements belge, français, grec et suisse s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de 2 fr., 1 fr., 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au Gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

Le préambule et l'art. 1^{er} sont adoptés sans observations.

Art. 2. — Quatre mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

M. Zeppa demande que le délai de quatre mois prévu par cet article soit réduit à trois. Le Gouvernement italien voit un danger à ce que la fermeture des caisses des autres Etats ait lieu au bout d'un délai trop long. Qu'a-t-on en vue en proposant de porter à quatre mois le délai primitivement fixé à trois mois ? C'est d'empêcher que les nationaux des quatre autres Etats ne conservent des monnaies divisionnaires que l'Italie ne leur rembourserait pas. Ce danger est écarté du moment où l'Italie a accepté l'obligation, que lui impose l'art. 14 du projet d'Arrangement,

de reprendre, à l'expiration de l'Union, tout le stock de monnaies divisionnaires à l'effigie italienne existant dans leur circulation.

M. le baron de Renzis appuie ces observations. Les chances de perte pour l'Italie seront réduites d'un quart, si le délai pendant lequel elle ne peut s'opposer à l'émigration de ses monnaies est abaissé de quatre à trois mois.

M. le Président rappelle que l'engagement pris par l'Italie dans l'article 14 concerne un avenir peut-être très lointain. En fait, pour un pays comme la France, un délai de trois mois, pour recueillir, compter, trier et immobiliser dans les caisses les pièces italiennes en circulation, paraît bien court.

M. Montefiore Levi partage cette manière de voir. Il est en effet possible que, malgré toutes les diligences faites, toutes les pièces divisionnaires italiennes existant dans la circulation des quatre Etats ne soient pas rentrées dans les caisses publiques au bout de trois mois. En ce qui le concerne toutefois, M. Montefiore Levi ne fait pas une condition absolue de l'adoption du terme de quatre mois, et il se ralliera à la proposition de M. Zeppa, si elle reçoit également l'assentiment du Gouvernement français, qui est le plus intéressé dans la question.

M. Brédif ne peut que renouveler les déclarations faites par M. le Président. Le délai de trois mois est trop court dans la pratique et il est à craindre que cette disposition ne soulève des critiques dans les Chambres.

M. Montefiore Levi ajoute qu'en réalité l'opération du retrait ne pourra pas commencer aussitôt après l'échange des ratifications. Des mesures préparatoires seront à prendre, rédaction et impression de circulaires, apposition d'affiches : elles absorberont certainement quinze jours.

M. Zeppa remarque que l'on s'est contenté de trois mois en 1878.

M. Brédif répond qu'en réalité l'opération dont parle M. Zeppa s'est prolongée pendant plus d'une année. L'Arrangement porte la date du 6 novembre 1878 : il prévoyait la fermeture des caisses publiques pour le 15 décembre 1879.

M. Allard fait observer que la Conférence a consenti de prime abord, en vue de donner satisfaction à l'Italie, à réduire le délai d'un an à six mois. Le terme a été successivement ramené à cinq mois, puis à quatre mois : il semble difficile de le réduire à trois mois.

M. le baron de Renzis dit que l'Italie a toujours demandé que la fermeture des caisses eût lieu après trois mois. C'est ce délai qu'elle a réclamé dans la correspondance diplomatique et notamment dans la note dont il a donné lecture à la Conférence. L'Italie a le plus grand intérêt à ce que les caisses des autres Etats restent le moins longtemps possible ouvertes aux monnaies italiennes.

M. Allard comprend les appréhensions du Gouvernement italien. Mais, de leur côté, les Représentants des autres Etats ont à considérer qu'un délai par trop court augmenterait de beaucoup les quantités de monnaies italiennes qui resteront dans leurs circulations respectives.

M. le baron de Renzis répond que ces monnaies conserveront leur valeur, puisqu'elles ne cesseront pas d'être reçues par les caisses italiennes. Les étrangers qui auront conservé ces espèces perdront seulement les frais du transport en Italie.

M. Allard dit qu'ils perdront également la différence du change, qui est seule importante.

M. Brédif fait remarquer que la Suisse considère comme indispensable un délai minimum de trois mois. Il n'est pas surprenant que la France, dont le territoire est beaucoup plus étendu, ait besoin d'un délai de quatre mois.

L'art. 2 est réservé.

M. le Président donne lecture de l'art. 3.

Art. 3. — Le délai fixé par l'article précédent sera augmenté d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant des Colonies françaises.

L'article est adopté.

M. le Président met en discussion l'art. 4, qui est ainsi conçu :

Art. 4. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises et tenues à la disposition du Gouvernement italien par sommes d'au moins 500,000 fr. et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 0/0 à partir du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées. Il sera porté à 3 1/2 0/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie. Les remboursements de l'Italie seront faits soit en monnaies d'or de 10 fr. et au-dessus, frappées dans les conditions de la Convention du 6 novembre 1885, soit en traites sur les pays créditeurs.

Après un échange d'observations entre MM. Lardy, de Foville, Montefiore Levi, le baron de Renzis et Sainctelette, les mots « et tenues » sont supprimés dans la première phrase.

Sur la deuxième phrase, M. Brédif fait connaître, au nom de la Délegation française, que son Gouvernement ne peut acquiescer à la réduction du taux de l'intérêt à 2 1/2 0/0. Le taux de 2 1/2 est en effet celui des bons du Trésor français.

M. le baron de Renzis reconnaît que l'intérêt à servir par l'Italie ne peut être inférieur à celui qui est payé par le Gouvernement français.

La deuxième phrase de l'art. 4 est adoptée.

M. Brédif rappelle qu'il a été précédemment admis que les monnaies divisionnaires renvoyées au Gouvernement italien par les autres Gouvernements ne seraient pas remboursées en écus de 5 fr. Le paiement au moyen de traites, autorisé par le dernier membre de phrase de l'art. 4, semble impliquer cependant la faculté d'envoyer des écus de 5 fr. comme couverture aux banquiers sur lesquels les traites seraient tirées. S'il en était ainsi, le résultat que l'on se proposait d'éviter, en écartant d'une façon expresse le remboursement en écus de 5 fr., pourrait se produire. La faculté du paiement en traites peut donc être difficilement admise. M. Brédif remarque, au surplus, que le Gouvernement italien ne paraît pas avoir d'intérêt à se réservé cette faculté. En effet, s'il veut éviter la perte du change, il devra se résoudre à payer en or le papier qui lui sera fourni sur les Pays créditeurs. Que cet or soit remis aux banquiers qui lui vendront des traites, ou qu'il serve à désintéresser directement les

autres Gouvernements, l'opération aura les mêmes conséquences pour le Trésor italien.

M. le baron de Renzis ne peut admettre l'obligation de payer exclusivement en monnaie d'or. L'or et l'argent ont également cours dans les pays de l'Union. Aucune distinction ne lui semble pouvoir être faite entre ces deux sortes de monnaies, au point de vue du paiement des traites.

M. le Président fait remarquer que, si les écus italiens circulent en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, c'est en vertu de conventions auxquelles l'Arrangement en discussion a précisément pour objet de déroger. Il insiste de nouveau sur l'observation présentée par M. Brédif : si les traites remises par l'Italie étaient payées en écus italiens, les Gouvernements de l'Union recevraient en paiement une monnaie dont l'exclusion a été admise par le Gouvernement italien.

M. le baron de Renzis dit que l'Union monétaire des cinq Etats repose sur le principe du double étalon. La clause du paiement en or serait contraire à ce principe.

M. de Foville rappelle que, dans l'une des dernières séances, un membre de la Délégation belge a constaté que le Gouvernement italien avait lui-même pris une mesure contraire à l'égalité des deux métaux, en prescrivant que l'encaisse des banques fût composée d'or pour les trois quarts et d'argent pour le quart seulement.

M. le baron de Renzis dit que le décret royal auquel il vient d'être fait allusion n'a pas la portée qu'on lui attribue. Il n'a pas eu pour objet de faire substituer l'or à l'argent dans l'encaisse des banques ; lorsque ce décret a été pris, ces encaisses comprenaient déjà de l'or jusqu'à concurrence des trois quarts. Le Gouvernement a simplement légalisé une situation de fait. M. le premier Délégué italien ne voit pas comment son Gouvernement pourra se procurer des traites payables exclusivement en or dans les pays à double étalon. Tout le papier de commerce tiré sur la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse, est payable dans la monnaie qui a cours dans ces pays, c'est-à-dire en or ou en argent, au choix du débiteur. Le Gouvernement italien ne trouvera pas d'autre papier sur le marché. Pour obtenir des traites payables en or seulement, il serait obligé de consentir aux banquiers des commissions plus élevées.

M. le Président reprend l'observation de M. de Foville. Puisque les banques italiennes doivent avoir les trois quarts de leur encaisse en or, pourquoi le Gouvernement italien n'admettrait-il pas un traitement analogue en faveur des Etats de l'Union ?

M. le baron de Renzis considère que son Gouvernement, pour rester dans l'esprit de la Convention monétaire, ne doit pas prévoir de mode de paiement en dehors de ceux qui sont admis par la législation même des Etats de l'Union.

M. Allard fait observer que les écus de 5 fr. n'ont pas de pouvoir libératoire en dehors du territoire des Etats qui les ont émis. Ces pièces sont simplement admises dans les caisses publiques des autres membres de l'Union.

M. de Foville ajoute qu'en effet les particuliers ne sont pas tenus de les recevoir en paiement : elles n'ont pas cours légal.

M. le baron de Renzis dit que, ces monnaies devant être reçues par

les caisses publiques, il n'y a pas lieu de faire de distinction tant que l'Union monétaire subsistera.

M. Zeppa fait remarquer que la Délégation française s'est d'abord contentée de l'exclusion des écus de 5 fr. Le Gouvernement royal l'a admise, bien qu'elle fît brèche au principe même de l'Union. Mais la demande dont la Conférence est saisie aujourd'hui est absolument nouvelle.

M. de Foville répond que dès le début il a été question du paiement en or et que M. de Renzis lui-même a plus d'une fois parlé comme s'il admettait le principe de ce mode de remboursement.

M. le baron de Renzis maintient que la question est toute nouvelle. Il s'explique très bien les motifs qu'a le Gouvernement français de désirer le remboursement en or. Son Gouvernement peut avoir des raisons analogues d'écartier cette stipulation.

M. Montefiore Levi pense que le sens de l'art. 4 serait suffisamment précisé, si on y ajoutait les mots « à l'exclusion des écus ».

M. le baron de Renzis estime qu'il faudrait dire « à l'exclusion des *envois* d'écus ». Le Gouvernement italien, en effet, n'a jamais songé à s'interdire que la remise directe de cette monnaie. M. le premier Délégué italien dit qu'en fait, le Trésor public français ne recevra pas d'écus italiens. Il ne recevra même aucune monnaie métallique. Le Gouvernement français recevra des traites sur Paris, que la Banque de France encaissera pour son compte et dont elle le créditera dans les formes ordinaires.

M. Montefiore Levi déclare de nouveau que son Gouvernement accepte le paiement en traites ; il ajoute, confirmant la déclaration qu'il a faite à la cinquième séance, qu'il aurait même admis le paiement en écus, en vue de toucher le moins possible à la Convention monétaire. M. Montefiore Levi regrette que la Conférence n'ait pas été saisie plus tôt de la demande du Gouvernement français.

M. le Président dit que l'on a toujours raisonné dans l'hypothèse du paiement en or, et il invoque les termes mêmes du procès-verbal de la troisième séance :

M. de Foville ajoute que les circonstances ont amené en France des centaines de millions d'écus belges et des centaines de millions d'écus italiens.

M. le Délégué français s'explique très bien que la Belgique, dont les écus sont ainsi venus se mêler en France aux écus italiens, se désintéresse de la question. Mais M. Montefiore Levi doit comprendre que ses Collègues français se placent à un point de vue différent.

M. Montefiore Levi ne croit pas, en ce qui le concerne, qu'il y ait lieu de refuser le paiement en numéraire ayant cours.

M. le Président dit que la Délégation française rendra compte de ces observations à son Gouvernement.

Il constate qu'en tout cas le texte de l'art. 4 ne fait pas d'allusion à l'interdiction d'exporter des écus d'Italie. Une simple prétérition semble insuffisante.

M. le baron de Renzis dit que la Délégation italienne a fait, sur ce point, des déclarations formelles, qui sont constatées par ce procès-verbal.

M. le Président répond que le procès-verbal ne fait pas corps avec

l'instrument diplomatique et n'est pas nécessairement publié. Ne pourrait-on pas spécifier expressément que les remboursements « ne seront pas faits en argent, mais en or ou en traites » ?

M. le baron de Renzis considère cette formule comme admissible.
La question est réservée.

M. le Président donne lecture de l'art. 5.

Art. 5. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et qu'il serait en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux art. 2 et 3, le Gouvernement français devra faire connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union.

Sur la proposition de M. Montefiore Levi, les mots *fera connaître* sont substitués, dans le dernier alinéa de l'article 5, aux mots *devra faire connaître*.

M. Lardy fait remarquer que le délai de trois mois prévu par le même alinéa semble avoir pour point de départ deux dates différentes, fixées l'une par l'art. 2, l'autre par l'art. 3.

Après un échange d'explications entre MM. le Président, le baron de Renzis, Montefiore Levi et Brédif, il est reconnu que le Gouvernement français devra faire deux notifications à l'Italie, la première au bout de sept mois, pour les monnaies retirées en Belgique, en Grèce, dans la France continentale et en Suisse ; la seconde au bout de huit mois, pour les Colonies françaises.

M. Montefiore Levi propose d'ajouter, pour plus de clarté, à la fin du même alinéa, les mots *et les Colonies françaises*.

Cette addition est admise.
L'art. 5 est adopté.

M. le Président donne lecture de l'art. 6 :

Art. 6 (réservé). — Le Gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le règlement d'un minimum de 35 millions de francs de monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum égal pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, jusqu'à complet épuisement des quantités dont le montant lui aura été notifié aux termes de l'article précédent.

Aussitôt après le règlement de la couverture d'un envoi partiel de monnaies demandé par le Gouvernement italien, ce Gouvernement pourra réclamer une nouvelle livraison.

Sur la proposition de M. Brédif, le mot *règlement* est remplacé par le mot *remboursement*.

M. le Président donne lecture de l'art. 7 :

Art. 7. — Lorsque le Gouvernement italien aura repris et remboursé aux

autres Etats la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié, il cessera, par dérogation à l'art. 7 de la Convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

L'art. 7 est adopté.

M. le Président donne lecture de l'art. 8 :

Art. 8 (réservé). — Eu égard aux conditions particulières de la circulation monétaire de la Suisse, le Gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Arrangement, remettre au Gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'art. 4, 10 millions de francs de monnaies divisionnaires italiennes, en dehors du minimum de 35 millions fixé pour la même période par l'art. 6.

Quant au surplus des retraits opérés par le Gouvernement suisse, les remises à faire au Gouvernement italien seront réglées par voie de répartition proportionnelle, conformément aux dispositions des art. 4 et 5 du présent Arrangement.

M. le Ministre de Suisse expose qu'il a fait connaître à son Gouvernement les combinaisons suggérées par les Membres de la Conférence, en vue de régler la situation particulière de la Suisse.

Le Conseil fédéral a répondu à la Délégation que depuis plusieurs mois l'importation des monnaies divisionnaires italiennes était incessante. Lors de l'enquête faite l'an dernier, il avait été constaté que les espèces italiennes représentaient déjà 49 0/0 de la circulation des monnaies divisionnaires, bien qu'à ce moment l'agio sur le change italien ne dépasse pas 2 à 3 0/. Il n'a pas été procédé à une nouvelle enquête ; mais il paraît certain que la proportion des pièces italiennes doit avoir considérablement augmenté depuis que la perte sur le change a atteint 12 et 14 0/. Les résultats du recensement des monnaies divisionnaires récemment effectué en France par les soins de M. le Directeur du mouvement général des fonds corroborent pleinement cette supposition. Si l'on se reporte à la carte que M. de Foville a fait dresser et qu'il a insérée dans le *Bulletin de statistique du Ministère des Finances*, on constate d'un coup d'œil que, dans les départements français voisins de la frontière italienne, la proportion des monnaies italiennes est supérieure à 50 0/, qu'elle dépasse même, dans quelques-uns, 70 0/. La Suisse entière est exactement dans la situation de ces départements. C'est également un pays frontière. Sa circulation de pièces italiennes doit être aussi forte.

La Conférence voudra bien remarquer que, dans ces conditions, l'obligation pour la Suisse de ne pas fermer ses caisses, jusqu'à l'échange des ratifications et pendant les quatre mois suivants, à des monnaies sur lesquelles existera un agio de 14 0/, l'expose à de très graves embarras. A supposer qu'il n'y ait pas actuellement en Suisse autant de monnaies italiennes que le croit le Conseil fédéral, il est à redouter que de très fortes importations ne se produisent pendant la période de retrait.

De deux choses l'une : ou bien il reste encore une forte quantité de monnaies divisionnaires en Italie, et alors leur émigration est à craindre ; ou bien elles ont déjà émigré, et ces monnaies divisionnaires sont en Suisse et dans les autres Etats de l'Union. L'une comme l'autre de ces éventualités est également redoutable. La Suisse est donc animée d'un grand esprit de conciliation en consentant à un préciput de 15 millions seulement, en présence de risques d'une portée actuellement indétermi-

nable. Il doit d'ailleurs être bien entendu que la Suisse participerait aux envois, pour le surplus des 15 millions, proportionnellement à ses retraits. Elle demande en outre que ses envois puissent être fractionnés et qu'ils soient remboursés rapidement, dans des conditions à déterminer par un Arrangement spécial avec l'Italie.

M. le Président fait observer que, le contingent que l'Italie s'engage à prendre dans les quatre premiers mois demeurant fixé à 45 millions, il resterait, après défalcation des 15 millions réclamés par la Suisse, à répartir 30 millions sur lesquels la Suisse prendrait encore une part proportionnelle à ses retraits.

M. Sainctelette demande à la Délégation suisse si son Gouvernement ne pourrait pas renoncer à prendre une part dans les 30 millions restant à distribuer au prorata des retraits opérés et accepter les 15 millions comme un forfait.

M. Cramer-Frey répond qu'un forfait de 15 millions pourrait être insuffisant. On ne peut pas prévoir en ce moment quelle sera l'importance des retraits opérés en Suisse.

M. Montefiore Levi apprécie les difficultés qui préoccupent la Délégation suisse. Mais il ne s'explique pas pourquoi elle repousse la proposition qu'il a faite. La combinaison donnerait pleine satisfaction à la Suisse, puisque cette Puissance commencerait l'opération du retrait et pourrait la clore avant toutes les autres. La Confédération serait ainsi assurée de pouvoir écouter rapidement la plus forte partie des monnaies italiennes qui se trouveraient sur son territoire. En écartant ce mode d'opérer, elle se met dans l'obligation de demander aux autres Etats des sacrifices qu'il leur paraît bien difficile de s'imposer.

M. le Président fait observer que la Délégation italienne a fait, elle aussi, des objections au système proposé par M. Montefiore Levi.

M. le baron de Renzis dit qu'en effet cette combinaison, très équitable au regard de la Suisse, lui paraît souverainement injuste pour l'Italie. C'est dans le Pays où l'émigration des monnaies italiennes a été, dit-on, le plus considérable, où l'on redoute le plus une infiltration de ces monnaies, que les caisses publiques resteraient ouvertes le plus longtemps. Cela est directement contraire à l'intérêt de l'Italie. Si le Gouvernement suisse consentait à fermer ses caisses deux mois après l'échange des ratifications, peut-être la Délégation italienne pourrait-elle accepter la solution de M. Montefiore Levi. Ce que l'Italie désire par-dessus tout, c'est de hâter la fermeture des caisses publiques ; elle pourrait consentir, pour obtenir des délais plus courts, à augmenter ses demandes d'envois de monnaies.

M. le Ministre de Suisse répond qu'un délai de deux mois serait trop court. D'autre part, il est probable que les gros retraits se produiront à la fin de l'opération, à un moment où les trois autres Etats prendront part aux envois de monnaies en Italie. Dans ces conditions, la Suisse risquerait trop de ne pouvoir écouter ses monnaies italiennes dans les délais qu'elle considère comme indispensables.

M. le baron de Renzis déclare que, si la rentrée des monnaies italiennes devait s'opérer par grandes masses, dans les derniers mois seulement de l'opération, mieux vaudrait pour l'Italie rester sous le régime de la Convention du 6 novembre 1885, qui lui permet de se procurer des espèces au moment précis où elle en a besoin.

M. le Ministre de Suisse insiste à nouveau sur les observations qu'il a déjà présentées. Il répète que le Conseil fédéral est extrêmement préoccupé des embarras qui peuvent se produire dans la circulation de la Suisse.

M. de Foville exprime de son côté la crainte qu'un arrangement dans lequel un régime aussi peu égal serait appliqué à des Pays voisins, ne soit pas facilement accepté par les Chambres.

La suite de la discussion est remise à la prochaine séance.

Sur la proposition de M. Allard, la Conférence décide d'annexer à son procès-verbal la carte de la circulation des monnaies divisionnaires en France que M. de Foville a publiée dans le *Bulletin de statistique du Ministère des Finances*.

La prochaine séance est fixée au vendredi 4 novembre, à deux heures et demie.

La séance est levée à six heures.

Les Secrétaires :

DE CLERQ,

A. ARNAUNÉ.

Le Président de la Conférence :

ROY.

PREMIÈRE ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA 7^e SÉANCE.

Projet de rédaction présenté par la Commission (31 octobre 1893).

Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle et temporaire de la Convention du 6 novembre 1885, et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision,

Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral suisse ont résolu de conclure à cet effet un arrangement spécial et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après, etc.

Sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Gouvernements belge, français, grec et suisse s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au Gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

Art. 2. — Quatre mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

Art. 3. — Le délai fixé par l'article précédent sera augmenté d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant des colonies françaises.

Art. 4 (réservé). — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises et tenues à la disposition du Gouvernement italien par sommes d'au moins 500,000 fr. et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 % à partir du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées. Il sera porté à 3 1/2 % à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie. Les remboursements de l'Italie seront faits soit en monnaies d'or de 40 fr. et au-dessus,

frappées dans les conditions de la Convention du 6 novembre 1885, soit en traités sur les pays créateurs.

Art. 5. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Toutefois, il a été convenu que le Gouvernement français recevrait seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et qu'il serait en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux art. 2 et 3, le Gouvernement français devra faire connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union.

Art. 6 (réservé). — Le Gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le règlement d'un minimum de 35,000,000 de francs de monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum égal pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, jusqu'à complet épuisement des quantités dont le montant lui aura été notifié aux termes de l'article précédent.

Aussitôt après le règlement de la couverture d'un envoi partiel de monnaies demandé par le Gouvernement italien, ce Gouvernement pourra réclamer une nouvelle livraison.

Art. 7. — Lorsque le Gouvernement italien aura repris et remboursé aux autres Etats la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié, il cessera, par dérogation à l'art. 7 de la Convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 8 (réservé). — Eu égard aux conditions particulières de la circulation monétaire de la Suisse, le Gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Arrangement, remettre au Gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'art. 4, 10 millions de francs de monnaies divisionnaires italiennes, en dehors du minimum de 35 millions fixé pour la même période par l'art. 6.

Quant au surplus des retraits opérés par le Gouvernement suisse, les remises à faire au Gouvernement italien seront réglées par voie de répartition proportionnelle, conformément aux dispositions des art. 4 et 5 du présent Arrangement.

Art. 9. — Le Gouvernement italien désignera les trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies seront faites. Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à sa charge et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier.

Art. 10. — Le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

Art. 11. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité pour les cinq Etats la frappe des monnaies divisionnaires d'argent, sont expressément maintenus.

Art. 12. — Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de bons de caisse d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu que, eu égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des bons de caisse en cours.

Art. 13. — Les prescriptions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

Art. 14. — Lorsque les caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse pourra être prohibée par chacun des Gouvernements intéressés.

Art. 15. — A partir de la promulgation du présent Arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

Art. 16. — Les art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse.

Art. 17. — Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que le bénéfice des dispositions de l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi qu'après le consentement unanime des quatres autres Etats.

Art. 18. — Au cas où, la Convention du 6 novembre 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'art. 15 du présent Arrangement resterait seul applicable et l'obligation, imposée à chaque Etat par l'art. 7 de la Convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait remise en vigueur.

Art. 19. — Le présent Arrangement sera ratifié; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

Huitième séance. — Vendredi 3 novembre 1893.

Présidences successives de MM. Roy et Lardy.

Etaient présents MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient aux précédentes réunions.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

La Conférence ayant examiné dans sa précédente séance les huit premiers articles de l'avant-projet d'Arrangement, M. le Président met en discussion l'art. 9.

Art. 9. — Le Gouvernement italien désignera les trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies seront faites. Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à la charge du Gouvernement italien et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier.

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

L'art. 10 est ainsi conçu :

Art. 10. — Le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

M. le baron de Renzis fait observer que cette formule semble imposer au Gouvernement italien une obligation nouvelle, tandis qu'en réalité il ne s'agit que de l'application, à un cas particulier, des principes posés dans la Convention monétaire de 1885. Il lui paraîtrait, en conséquence, préférable de viser expressément cette Convention dans l'article 10 de l'Arrangement en discussion.

M. Brédif dit que la Convention du 6 novembre 1885 n'énonce pas directement l'obligation de reprendre les monnaies frayées : elle dispose, dans son art. 4, que les Gouvernements de l'Union doivent refondre ces monnaies, ce qui implique le devoir de les reprendre.

M. Sainctelette pense que la formule suivante pourrait donner satisfaction à M. le baron de Renzis : « Par application des art. 4 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885, etc... »

Après un échange d'observations entre MM. Brédif, Sainctelette, de Foville, Zeppa, Montefiore Levi, la proposition de M. le baron de Renzis est adoptée, et l'art. 10 reçoit la rédaction suivante :

Art. 10. — Par application des art. 4 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

L'article 11 est ensuite adopté, sans observation, dans la forme suivante :

Art. 11. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité, pour les cinq Etats, la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

M. le Président donne lecture de l'art. 12 :

Art. 12. — Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu que, eu égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *bons de caisse* en cours.

M. le baron de Renzis expose que, dans le but de simplifier et de condenser autant que possible la teneur de cet article et d'éviter l'apparence de critique que la rédaction actuelle paraît renfermer à l'égard des mesures prises par l'Italie, le Cabinet de Rome verrait avec plaisir qu'on lui substituât la formule suivante :

En vue de l'émission par le Gouvernement italien, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, de *bons de caisse*....

M. de Foville fait observer que l'expression « *en vue de* » vise une éventualité future, et qu'à l'heure présente l'émission des *bons de caisse* est, depuis le 27 octobre, un fait accompli. Dès lors, la rédaction primitive lui paraît préférable à celle qui est proposée par M. premier Délégué d'Italie.

M. Zeppa demande si l'on ne pourrait pas substituer l'expression « vu l'émission, etc. » à celle de « *en vue de* ». L'intention du Gouvernement italien étant de s'opposer à la sortie de ces monnaies, il demande également si l'on ne pourrait pas remplacer le mot *remédier* par celui d'*arrêter*.

M. le Président répond que l'expression « vu l'émission » soulève aussi des objections. Mais il pense que l'on pourrait donner satisfaction à la demande de l'Italie en substituant, par exemple, à l'expression « *en vue* »

de remédier à l'émigration des monnaies divisionnaires », celle « pour obvier à l'émigration ». Ce dernier mot indique que l'on essaye d'arrêter la sortie des monnaies, si on ne l'arrête pas complètement.

Cette proposition est admise.

M. Montefiore Levi fait observer, en ce qui concerne le dépôt de garantie affecté à la couverture des *Bons de caisse* que le dépôt ne devrait comprendre que des monnaies divisionnaires italiennes. Il demande que cette obligation soit constatée dans l'article en discussion.

M. Zeppa répond que l'Italie possède encore dans sa circulation une certaine quantité de monnaies divisionnaires des autres Etats. Si la proposition de M. Montefiore Levi venait à être adoptée, l'Italie ne pourrait employer ces monnaies comme dépôt de garantie.

M. Montefiore Levi insiste en faisant remarquer que l'Arrangement en discussion a précisément pour but d'assurer la rentrée en Italie des monnaies divisionnaires italiennes et leur immobilisation dans les caisses du Trésor royal comme garantie de l'émission des billets.

M. Sainctelette appuie ces observations. Il fait remarquer que, si le gage de l'émission des bons se trouvait constitué en monnaies divisionnaires étrangères, l'émigration des monnaies italiennes vers les autres Etats serait facilitée. Plus l'Italie immobilisera de monnaies étrangères, plus les autres Etats de l'Union seront exposés à une infiltration de monnaies non remboursables.

M. Zeppa demande ce que l'Italie peut faire alors des monnaies divisionnaires des autres Etats de l'Union qui circulent chez elle.

M. Allard répond que ces monnaies valent de l'or dans les pays qui les ont émises. L'Italie n'a qu'à les renvoyer en France, en Belgique et en Suisse.

M. le baron Eug. Beyens fait observer que la combinaison dont a parlé M. Zeppa aboutirait à une augmentation du contingent particulier de l'Italie en monnaies divisionnaires, le contingent général de l'Union restant le même.

M. le Président insiste dans le même sens. Si, dit-il, dans l'hypothèse soumise à la Conférence, une pièce de 1 fr. française, belge ou suisse pouvait être le gage d'un bon de 1 lire, l'Italie se trouverait avoir à la fois en circulation, contrairement aux règles adoptées, une pièce de 1 lire et un bon de monnaie de même valeur.

M. Montefiore Levi ajoute que, dans cette hypothèse, il est probable que les pièces italiennes continueraient à émigrer.

M. Sainctelette partage la manière de voir de M. le Président. La masse des monnaies divisionnaires italiennes se trouverait divisée en deux parties, l'une échangeable composée des pièces, l'autre non échangeable composée des billets. Si l'Italie met le tout ensemble en circulation, il est certain qu'elle augmente son contingent.

La Délégation italienne déclare ne pas insister, et il est décidé que le gage de l'émission des bons de caisse aura lieu exclusivement en pièces italiennes. L'art. 12 est dès lors rédigé comme suit :

Art. 12. — Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et

pour gage l'immobilisation, dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *bons de caisse* en cours.

L'art. 13 ne motive aucune observation.

Art. 13. — Les prescriptions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

M. le Président met en discussion l'art. 14 :

Art. 14. — Lorsque les caisses publiques belges, françaises, grecques et suisses n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, l'importation de ces monnaies en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, pourra être prohibée par chacun des Gouvernements intéressés.

M. Allard se demande si la rédaction proposée ne pourrait pas être interprétée comme impliquant pour chacun des Etats de l'Union le droit de réclamer la prohibition par les autres.

M. Lardy propose de dire « la Belgique, la France, etc., auront la faculté de prohiber, chacune en ce qui la concerne, l'importation des monnaies italiennes ».

M. Brédif fait remarquer que le texte en discussion n'indique pas avec une clarté suffisante si la prohibition doit être générale et simultanée dans les quatre Etats ou si elle peut être édictée par l'un d'eux isolément.

En vue de tenir compte des observations qui viennent d'être échangées, M. de Foville propose pour l'art. 14 la rédaction suivante :

Art. 14. — Lorsque les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation.

Cette rédaction est admise.

L'article 15 est ensuite adopté, sans observation, dans la forme suivante :

Art. 15. — A partir de la promulgation du présent Arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

M. le Président donne lecture de l'art. 16 :

Art. 16. — Les art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse.

Il rappelle qu'à l'occasion de cet article s'est posée la question de réciprocité, c'est-à-dire la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de prévoir pour chacun des Etats de l'Union la faculté de réclamer la fermeture des caisses italiennes à ses monnaies divisionnaires d'argent. N'y a-t-il pas lieu d'introduire, à cet effet, un article additionnel ?

M. Montefiore Levi ne peut que se référer à cet égard à la rédaction et aux observations qu'il a présentées à la sixième séance. Il demanderait l'insertion dans l'art. 16 du paragraphe suivant :

La Belgique, la France, la Grèce, la Suisse se réservent, de leur côté, de demander que les caisses publiques italiennes soient fermées à leurs monnaies divisionnaires.

Il a ajouté toutefois que cette demande ne pourrait recevoir de suite que du consentement unanime des autres Etats. M. Montefiore Levi verrait en effet des inconvénients à ce que chaque Etat pût à son gré nationaliser ses monnaies divisionnaires, soit d'une façon absolue, soit même vis-à-vis de l'Italie seule, sans un accord préalable avec ses coassociés.

M. Brédif ne comprend pas la nécessité de ce consentement des autres Etats. Actuellement, chaque Pays, en rendant à l'Italie ses monnaies, serait en droit de demander à celle-ci, en échange, qu'elle lui rendit les siennes. Pourquoi ne pas garder à cet égard sa liberté pour l'avenir, du moment surtout où il ne s'agit d'établir de réciprocité que vis-à-vis de l'Italie seule ?

M. Montefiore Levi répond que cette demande présentée par la France ne lui paraît actuellement offrir aucun inconvénient ; mais il n'est pas sûr qu'il en soit de même à l'avenir.

M. le Président ne voit pas l'intérêt que la Belgique pourrait avoir à ce que les pièces françaises divisionnaires continuassent ou non à circuler en Italie.

M. Montefiore Levi répond qu'il s'agit d'une question de principe. Il voit des inconvénients à laisser, en cette matière, une liberté complète à un Etat : un concert préalable lui semble préférable.

M. Brédif explique que ce concert préalable résultera de l'Arrangement en discussion.

M. Montefiore Levi, tout en faisant observer que ce concert préalable pourrait être constaté par simple échange de correspondance diplomatique entre les Etats intéressés, déclare ne pas insister.

M. Saintelette estime que si la faculté de réclamer la réciprocité est admise, il est indispensable de la formuler dans l'Arrangement. La disparition des pièces italiennes de la circulation de l'Union entraînera un vide dont on ne peut actuellement apprécier l'importance ; il peut être utile de prévoir la rentrée des pièces circulant en Italie à l'effigie des autres Etats. Une clause à cet effet doit donc être insérée. Comme M. Montefiore Levi, M. Saintelette préférerait que la question ne pût être tranchée que d'un accord unanime : toutefois, il n'insiste pas.

En réponse à une question de M. le Président, M. Lardy déclare que la Délégation suisse n'a pas d'instructions spéciales sur le point qui vient d'être soulevé. Actuellement, la question n'a pour la Suisse qu'une minime importance, à raison du petit nombre de monnaies divisionnaires de frappe suisse circulant en Italie. Mais il est difficile de préjuger l'avenir. Il n'est pas vraisemblable que, si les circonstances venaient à se modifier et qu'un Etat se trouvât, vis-à-vis de l'Italie, dans la situation actuelle de l'Italie vis-à-vis de ses associés, les Etats qui ne seraient pas directement intéressés fissent des objections sérieuses au règlement de la question entre les deux seuls pays en cause. Pour ce motif, M. Lardy est partisan du concert préalable.

Les Délégués français reconnaissent que la question n'offre pas, pour la France, un intérêt actuel. Mais, en matière monétaire, l'expérience prouve qu'on n'a pas toujours prévu ce qui est arrivé. Le retrait de la circulation française des pièces italiennes peut causer des embarras : il

peut donc y avoir utilité pour la France à s'assurer à l'avance le moyen de rentrer, à un moment donné, en possession de la monnaie divisionnaire française qui circule en Italie.

M. Cramer-Frey ne méconnaît pas cet intérêt. Il croit toutefois qu'il y a avantage à toucher le moins possible, sans le consentement de tous, à la Convention de 1885 et à ne pas rompre, par des pactes particuliers, le régime d'uniformité établi entre tous les associés par cette Convention. M. Cramer-Frey partage donc la manière de voir de la Délégation belge.

M. de Foville est peu touché de ces objections. La Suisse, qui invoque l'intérêt de l'uniformité quand il s'agit de prévoir entre deux Etats la réciprocité du régime actuellement appliqué à l'Italie, est loin de respecter ce principe quand il s'agit du règlement de ses créances particulières vis-à-vis de l'Italie. Il paraît difficile d'admettre que si la France et l'Italie sont d'accord pour le rapatriement en France des monnaies françaises qui peuvent se trouver dans la Péninsule, il puisse, en théorie, suffire de l'opposition d'un autre Etat, absolument désintéressé dans la question, comme la Grèce, par exemple, pour empêcher le règlement de cette affaire.

M. Cramer-Frey répond que la Délégation suisse prendra les instructions de son Gouvernement.

M. le Président Roy, étant appelé chez M. le Ministre des Finances, prie M. le Ministre de Suisse de vouloir bien le remplacer au fauteuil.

Sur l'invitation de M. le Président Lardy, M. Brédif soumet à la Conférence, en vue de régler cette question de la réciprocité, la rédaction suivante, dont il propose de faire un article additionnel.

Chacun de ces Etats aura toutefois le droit de provoquer, dans les conditions du présent Arrangement, le retrait de la circulation et la remise de celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Italie.

M. de Foville ne voit pas l'utilité de faire de cette disposition l'objet d'un article spécial ; il préférerait qu'elle prit place dans l'art. 16 dont elle formerait le second alinéa.

M. Sainctelette demande la suppression, dans le projet d'article qui vient d'être lu, des mots « dans les conditions du présent Arrangement. » Il lui paraît difficile en effet que, si l'éventualité envisagée dans cet article vient à se réaliser, les circonstances soient assez semblables à celles que l'Italie traverse actuellement, pour que les conditions du règlement de ces difficultés nouvelles puissent rester les mêmes que celles établies par l'Arrangement.

M. Zeppa demande au contraire le maintien de la phrase précitée. La réciprocité ne peut être équitable que si elle s'exerce dans des conditions identiques.

M. de Renzis ajoute que tout changement dans les conditions actuellement formulées s'effectuerait peut-être au détriment de l'Italie.

M. Sainctelette déclare ne pas insister, et après un échange d'observations auquel prennent part MM. Montefiore Levi, Brédif, de Foville, Sainctelette et de Renzis, la rédaction proposée par M. Brédif est adoptée, sous réserve, en ce qui concerne la Suisse, des instructions du Con-

seil fédéral. Il est en même temps décidé que la disposition dont il s'agit formera le deuxième paragraphe de l'art. 16.

M. le Président donne lecture de l'art. 17 :

Art. 17. — Le Gouvernement italien se réserve de demander, ultérieurement, que le bénéfice des dispositions de l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885 soit rendu aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi qu'après le consentement unanime des quatre autres Etats.

Sur la proposition de M. Montefiore Levi, les mots « que du consentement unanime » sont substitués aux mots « qu'après le consentement unanime ».

M. Sainctelette fait observer qu'en réclamant de nouveau le bénéfice de l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien devra accepter les obligations de l'art. 7 de la même Convention. Il y aurait donc lieu de viser également cet art. 7.

M. de Foville propose la rédaction suivante : « les dispositions des art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 redeviendront applicables... »

Cette rédaction est admise.

M. le Président donne lecture des art. 18 et 19 :

Art. 18. — Au cas où, la Convention du 6 novembre 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'art. 15 du présent Arrangement resterait seul applicable et l'obligation, imposée à chaque Etat par l'art. 7 de la Convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait remise en vigueur.

Art. 19. — Le présent Arrangement sera ratifié ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

Ces articles sont acceptés.

M. Brédif demande que l'Algérie soit nominativement désignée dans l'art. 3, l'expression « les Colonies françaises » n'étant pas ordinairement appliquée à cette possession. M. le Délégué français fait remarquer que les communications avec les régions méridionales de l'Algérie ne sont pas très aisées. Le délai supplémentaire d'un mois, stipulé pour les retraits opérés dans les Colonies, se justifie pleinement pour ceux qui pourront être effectués en Algérie.

M. de Foville demande qu'il soit bien entendu que le mot « colonies » comprendra, au besoin, toutes les possessions françaises, colonies proprement dites ou protectorats.

Ces deux propositions sont admises.

M. Brédif, revenant sur l'art. 6, expose que la Délégation française prévoit certaines difficultés matérielles dans l'expédition des envois de monnaies qui seront demandés par le Gouvernement italien. La plupart des trésoreries générales françaises ne sont pas organisées de manière à pouvoir faire, le jour même de la demande, des expéditions un peu considérables. D'autre part, les Compagnies de chemins de fer elles-

mêmes seraient certainement quelque peu embarrassées pour assurer, à toute réquisition, le transport immédiat de sommes très importantes. La Délégation italienne n'aura probablement pas d'objection à ce qu'il soit spécifié que les envois partiels ne dépasseront pas un certain nombre de millions?

M. Zeppa dit, de son côté, que l'Italie ne demandera pas en une seule fois des sommes très fortes. Un maximum de 10 millions pourrait être stipulé.

M. Montefiore Levi se demande si, d'après le texte en discussion, les Gouvernements de l'Union pourraient être tenus de faire en une fois l'envoi des sommes réclamées par l'Italie.

M. Brédif ne croit pas que le point soit douteux. Sans doute, le Gouvernement italien ne voudrait pas exiger que l'envoi fût fait en une fois. Mais il semble plus expédition de s'entendre d'avance sur une limite. Le chiffre de 10 millions paraît très acceptable. M. Brédif croit que l'on pourrait introduire dans l'art. 6 une phrase ainsi conçue : « Il est entendu, toutefois, que chaque envoi partiel ne pourra dépasser 10 millions de francs. »

M. le baron de Renzis pense que cette phrase, si elle était insérée dans l'art. 6, pourrait paraître susceptible d'une interprétation désobligeante pour son Gouvernement. L'art. 6 contient, en effet, cette autre disposition : « Après le règlement d'un envoi partiel, l'Italie pourra demander un nouvel envoi. » La Délégation ne pourrait consentir à la juxtaposition de ces deux membres de phrase, qui semblerait insinuer que le crédit de l'Italie n'est pas supérieur à une dizaine de millions.

M. de Foville comprend et admet l'objection de M. le baron de Renzis. Mais aucun doute ne pourra exister sur le sens de la limitation proposée, si la phrase figure dans l'art. 5. On pourrait l'introduire dans cet article après la première phrase. Dans le même ordre d'idées, il serait préférable de procéder par voie d'affirmation au lieu d'employer la forme négative. M. de Foville propose, en conséquence, la rédaction suivante : « Chacun des envois demandés par le Gouvernement italien pourra atteindre le chiffre de 10 millions de francs. »

La double proposition des Délégués français est adoptée.

M. Roy reprend la place au fauteuil de la présidence.

M. le Président déclare que la Délégation française n'a pas encore d'instructions définitives au sujet du mode de remboursement des envois de monnaies qui seront faits à l'Italie. La question doit faire l'objet d'une délibération très prochaine du Conseil des Ministres. M. le premier Délégué français est cependant autorisé à insister sur la suggestion qu'il avait faite au cours de la dernière séance et à exprimer le désir que la Délégation italienne admette de rembourser les trois quarts en or et le quart en traitements.

M. le baron de Renzis hésite à penser qu'il y ait lieu de conclure un arrangement, en présence d'une demande qu'il considère comme nouvelle. La Délégation italienne n'a pas d'instructions et ne se sent pas autorisée à discuter. En principe, la clause du remboursement en or ne devrait pas avoir pour l'Italie de conséquences très différentes de la clause du remboursement en or ou en traitements. Le commerce de Paris ne

fait aucune différence entre l'or et l'argent, parce que les règlements se font en billets de la Banque de France qui valent de l'or. Le Trésor français recevra également des billets de la Banque de France, ou, ce qui revient au même, un crédit sur cet établissement. En fait, toutefois, la clause du remboursement en espèces d'or obligerait le Gouvernement italien à rechercher cette monnaie sur tous les marchés et à payer des primes pour l'obtenir.

M. le Président insiste sur l'observation faite par M. Brédif à la précédente séance. Le Gouvernement italien s'est engagé expressément à ne pas fournir de couverture en écus de 5 fr. Si les banquiers dont il achètera les traites sont couverts de leurs tirages en écus de 5 fr., l'opération aura pour la circulation française les mêmes résultats que si les espèces avaient été remises directement au Trésor français.

M. Zeppa répète que si les traites sont payables en or, le Trésor italien devra payer aux banquiers des commissions plus élevées.

M. le Président considère que si le Gouvernement italien paye lui-même ces traites en or, le prix n'en peut être surélevé. Il ajoute que la Délégation française s'inspire, en limitant au quart les paiements à faire en traites, des dispositions relatives aux encaisses des banques italiennes.

M. le baron de Renzis pense que ces dispositions sont étrangères au débat. La Délégation italienne se plaît à reconnaître l'accueil très courtois qui lui a été fait par les représentants du Gouvernement français. Elle regrette de ne pouvoir accéder à une demande qui se produit au moment où les travaux de la Conférence paraissaient toucher à leur terme, et lorsque les bases de l'Arrangement semblaient définitivement assises.

M. le Président fait observer que l'article 4 avait été expressément réservé.

M. le baron de Renzis répond que l'art. 4 avait été seulement réservé par la Délégation française en ce qui concerne le taux de l'intérêt et par la Délégation italienne en ce qui touche le remboursement en écus de 5 fr.

M. le Président rappelle que la rédaction provisoire soumise à la Conférence par la Délégation française ne contenait aucune disposition relative au mode de remboursement, et que lorsqu'il a posé lui-même la question, au nom de ses collègues, il a demandé expressément le remboursement en or. La clause du remboursement en traites est apparue pour la première fois dans la contre-rédition italienne. Elle a été insérée dans la rédaction nouvelle par la Commission de la Conférence et si les Délégués français ne s'y sont pas opposés, c'est que l'article leur avait paru réservé dans sa totalité, à raison, non seulement de leurs propres demandes et de celles de la Délégation italienne, mais encore de l'amendement qu'avait déposé la Délégation suisse.

M. le Président ne peut que prier la Délégation italienne de vouloir bien soumettre la question à son Gouvernement.

M. Montefiore Levi avait toujours compris que la Délégation française admettait le paiement en traites. Les Délégués belges ne pourraient accepter une autre formule sans nouvelles instructions de leur Gouvernement. La demande du Gouvernement français leur paraît avoir l'inconvénient d'affaiblir l'Union monétaire. On n'en perçoit pas très bien les

avantages. Une traite sur Paris vaut, en effet, de l'or. M. Montefiore Levi comprendrait très bien qu'il fût spécifié que le Gouvernement italien ne pourra pas envoyer des écus à un banquier de Paris, afin de faire traite sur lui. Mais l'idée du paiement en or lui paraît toute nouvelle.

M. le baron de Renzis demande à la Délégation française de faire part à son Gouvernement des observations qui ont été formulées par les Délégations de Belgique et d'Italie. M. le premier Délégué italien pense qu'il est nécessaire de soumettre au Gouvernement français ces considérations, craignant que l'insistance des Délégués français sur cette demande inattendue ne puisse rendre infructueux les longs travaux de la Conférence.

Il est entendu que les diverses Délégations prendront les instructions de leurs Gouvernements respectifs.

M. Sainctelette demande, au nom de la Délégation belge, la communication à la Conférence, dans les termes de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885, d'un état des envois de monnaies divisionnaires d'argent italiennes qui ont été faits à l'Italie depuis un an ou tout au moins depuis le 1^{er} juillet dernier par la France et par la Suisse.

M. Cramer-Frey fait remarquer que son Gouvernement pourra fournir des renseignements sur les envois faits par la Caisse fédérale, mais non sur ceux des banques privées. Les documents ainsi établis seront donc forcément incomplets.

M. Sainctelette répond que le document suisse sera complété par le document italien.

M. Cramer-Frey dit qu'il peut y avoir eu des échanges entre les banques privées d'Italie et de Suisse.

M. Allard ne le pense pas. Les banques suisses auraient eu contre elles le change : elles auraient perdu 14 0/0 à l'opération. Il ne peut donc y avoir eu que des envois officiels.

La proposition de M. Sainctelette est adoptée.

La prochaine séance est fixée au samedi 4 novembre, à trois heures et demie.

La séance est levée à cinq heures.

<i>Les Secrétaires :</i>	<i>Le Président de la Conférence :</i>
DE CLERCQ.	ROY.
A. ARNAUNÉ.	

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA 8^e SÉANCE.

Avant-projet d'arrangement.

Le Gouvernement italien, pour remédier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle et temporaire de la Convention du 6 novembre 1885 et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision,

Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral suisse ont résolu de conclure à cet effet un arrangement spécial et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après, etc.

Sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Gouvernements belge, français, grec et suisse s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de 2 fr., 1 fr., 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au Gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

Art. 2. — Quatre mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'art. 6 de la Convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

Art. 3. — Le délai fixé par l'article précédent sera augmenté d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant de l'Algérie et des Colonies françaises.

Art. 4 (réservé). — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises à la disposition du Gouvernement italien par sommes d'au moins 500,000 fr. et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 % à partir du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées. Il sera porté à 3 1/2 % à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie. Les remboursements de l'Italie seront faits, soit en monnaie d'or de 10 fr. et au-dessus, frappées dans les conditions de la Convention du 6 novembre 1885, soit en traîtes sur les pays créateurs.

Art. 5. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Chacun des envois demandés par le Gouvernement italien pourra atteindre le chiffre de dix millions de francs. Toutefois, le Gouvernement français recevra seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et il sera en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux art. 2 et 3, le Gouvernement français fera connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union et dans les Colonies françaises.

Art. 6 (réservé). — Le Gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le remboursement d'un minimum de 35 millions de francs de ses monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum égal pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, jusqu'à complet épuisement des quantités dont le montant aura été notifié aux termes de l'article précédent.

Aussitôt après le remboursement de la couverture d'un envoi partiel de monnaies demandé par le Gouvernement italien, ce Gouvernement pourra réclamer une nouvelle livraison.

Art. 7. — Lorsque le Gouvernement italien aura repris et remboursé aux autres Etats la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aurait été notifié, il cessera, par dérogation à l'art. 7 de la Convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 8 (réservé). — Eu égard aux conditions particulières de la circulation monétaire de la Suisse, le Gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Arrangement, remettre au Gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'art. 4, 10 millions de francs de monnaies divisionnaires italiennes, en dehors du minimum de 35 millions fixé pour la même période par l'art. 6.

Quant au surplus des retraits opérés par le Gouvernement suisse, les remises à faire au Gouvernement italien seront réglées par voie de répartition propor-

tionnelle, conformément aux dispositions des art. 4 et 5 du présent Arrangement.

Art. 9. — Le Gouvernement italien désignera les trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies seront faites. Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à sa charge et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier.

Art. 10. — Par application des art. 4 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

Art. 11. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité pour les cinq Etats la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 12. — Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 fr., il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *bons de caisse* en cours.

Art. 13. — Les prescriptions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

Art. 14. — Lorsque les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation.

Art. 15. — A partir de la promulgation du présent Arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

Art. 16. — Les articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse.

Chacun de ces quatre Etats aura toutefois le droit de provoquer, dans les conditions du présent Arrangement, le retrait et la remise de celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Italie.

Art. 17. — Le Gouvernement italien se réserve de demander, ultérieurement, que les dispositions des art. 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 redeviennent applicables aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi que du consentement unanime des quatre autres Etats.

Art. 18. — Au cas où, la Convention du 6 novembre 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'art. 13 du présent Arrangement resterait seul applicable et l'obligation, imposée à chaque Etat par l'art. 7 de la Convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait remise en vigueur.

Art. 19. — Le présent Arrangement sera ratifié ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

9^e Séance. — Samedi, 4 novembre 1893.

Présidence de M. Roy.

Etaient présents MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient aux précédentes réunions, à l'exception de M. Arnauné, qui s'était excusé.

La séance est ouverte à 3 heures 1/2.

M. le Président annonce à la Conférence la mort de M. Tirard, ancien Président du Conseil, ancien Ministre du Commerce et des Finances, décédé le matin. Il fait l'éloge des grandes qualités qui caractérisaient cet homme d'Etat. Il rappelle que M. Tirard a plus d'une fois présidé des Commissions monétaires et qu'il eût sans doute dirigé les travaux de la Conférence actuelle si l'état de sa santé le lui eût permis. M. le Président pense donc que MM. les Délégués étrangers partageront les regrets que la mort de M. Tirard fait éprouver à la Délégation française et à tous ceux qui ont pu le connaître et l'apprécier.

M. le baron de Renzis, au nom de la Délégation italienne, M. Montefiore Levi, au nom de la Délégation belge, et M. Lardy, au nom de la Délégation suisse, s'associent entièrement aux paroles de M. le Président. La plupart des Délégués étrangers connaissaient personnellement M. Tirard et avaient pu apprécier en lui non seulement les mérites de l'homme public, mais les vertus de l'homme privé; ils ressentent donc très vivement sa perte. Ils demandent que l'expression de leurs regrets soit consignée au procès-verbal et prient M. le Président d'être l'interprète de la Conférence auprès de la famille de M. Tirard.

M. le Président remercie ses Collègues et dit qu'il se chargera de porter à la connaissance de M^{me} Tirard, les condoléances de la Conférence.

Il demande ensuite si la Délégation italienne est en mesure de faire connaître la réponse de son Gouvernement à la proposition faite par la France à la précédente séance, relativement au payement des couvertures en or.

M. le baron de Renzis répond qu'il n'a pas d'instructions. Placé en face d'une éventualité aussi grave, le Ministre des affaires étrangères ne s'est pas cru autorisé à prendre seul une décision : la question devra être examinée par le Gouvernement tout entier, et les Délégués italiens ont été chargés de réclamer la remise de la discussion à une prochaine séance. M. de Renzis exprime, toutefois, le désir de savoir si la demande de la France constitue un ultimatum ou au contraire une proposition sujette à discussion.

M. le Président répond que le Gouvernement français aurait désiré être, pour la totalité, payé en or. Il a consenti, toutefois, à limiter sa demande, et il propose que les payements n'aient lieu en or que jusqu'à concurrence des trois quarts, le reste pouvant être effectué en traites. Si le Gouvernement italien accepte le principe du payement ainsi fractionné, peut être lequantum de la proportion pourra-t-il être discuté. Mais cette discussion ne peut être introduite utilement tant que l'acquiescement de l'Italie n'est pas acquis.

M. de Renzis dit qu'il désire éviter tout malentendu. L'Italie est convaincue qu'elle payera en or, puisque, pour se procurer des traites, elle devra les payer en tenant compte du change : on est d'accord sur le principe. Il lui semble donc que ce qu'il y a lieu de chercher, c'est une formule précisant bien que les payements ne seront pas faits au moyen d'envois d'écus servant de couverture aux traites à émettre, mais en or ou en billets de banque qui, en fait, valent de l'or. Agir autrement serait porter une atteinte injustifiée au crédit de l'Italie.

M. le Président croit devoir rappeler que la rédaction primitive de l'article 4 porte que les payements auront lieu « soit en or, soit en traites ».

Il en résulte que les payements pourraient être faits intégralement en traites, c'est-à-dire en billets de banque. Or, puisque ces billets sont émis dans des pays à double étalon, ils sont remboursables dans la pratique, en écus de 5 francs qui ont la pleine valeur libératoire. Le Gouvernement français ne peut accepter une combinaison qui augmenterait le stock d'écus qu'il possède déjà.

M. Zeppa répond que par l'acceptation des lettres de change, qui équivalent dans la pratique à de l'or, on évite les frais matériels de transport du numéraire, transport coûteux et difficile.

M. Brédif estime que ces envois matériels ne présentent pas de difficultés bien considérables : en tous cas ces difficultés seraient les mêmes s'ils s'agissait d'envois d'argent. Il fait remarquer que dans tous les cas, l'Italie devra recourir à des expéditions d'or, soit pour couvrir les banquiers qui lui serviront d'intermédiaires, soit pour payer directement les Gouvernements de l'Union. C'est ce dernier moyen que la Délégation française désire voir employer, parce que c'est le seul qui soit de nature à empêcher effectivement les introductions de pièces de 5 francs italiennes.

M. Zeppa réplique que l'obligation de payer les traites en or, constitue en quelque sorte une surtaxe que devra payer l'Italie. Les banquiers feront payer plus cher leurs traites au Gouvernement royal, si ces effets doivent être payés en or.

Sur la demande de M. le baron de Renzis, qui espère être en mesure de faire connaître pour la prochaine séance la réponse de son Gouvernement, la discussion est ajournée.

M. le Président annonce ensuite que le Gouvernement français est disposé à adhérer, en ce qui le concerne, à la demande de préceptum présentée par la Suisse ; le chiffre minimum des remboursements à faire par l'Italie pendant les quatre premiers mois qui suivront les ratifications étant fixé à 45 millions, la France consentirait à ce que la Suisse se fit rembourser, hors part, 15 millions et vint pour le surplus, au prorata de ses retraits, en concurrence avec les autres Etats.

Les Délégations Belge et Italienne exposent que, de leur côté, elles ne font pas d'objection à la demande de la Suisse. Il leur paraît toutefois que, par suite de l'adoption de cette demande, la rédaction actuelle de l'art. 8 devrait être remaniée.

Sur la proposition de M. le Président, la Conférence se forme en Commission en vue de procéder à cette étude.

La séance est reprise, et la rédaction suivante proposée par M. Monte-fiore Levi est adoptée.

« Art. 8. — Eu égard aux exigences spéciales de la circulation monétaire de la Suisse, le Gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent arrangement, remettre au Gouvernement italien, une somme de 15 millions de francs de monnaies divisionnaires imputable sur le minimum prévu à l'article 6.

« Néanmoins, le Gouvernement fédéral suisse participera aux répartitions effectuées en exécution de l'article 5, dans la proportion des retraits qu'il aurait opérés en sus des sommes remises en vertu du paragraphe précédent. »

« La modification apportée à l'article 8 entraîne un remaniement de l'article 6, en ce qui concerne la fixation des minima à rembourser par le Gouvernement italien. La première phrase de cet article est, en conséquence, amendée comme suit :

« Le gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le remboursement d'un minimum de 45 millions de ses monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications, et d'un minimum de 35 millions, pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, etc.....»

Il est d'ailleurs entendu que, si pendant les quatre premiers mois, les quatre autres Etats n'étaient pas en mesure de fournir à l'Italie la somme de 45 millions de francs, fixée comme minimum par l'article 6, l'obligation de l'Italie de prendre la différence entre ce chiffre de 45 millions et la somme qui lui aurait été remise ne se reporterait pas sur le trimestre suivant.

On convient ensuite de substituer dans le préambule au mot *remédier*, le mot *obvier* ainsi que cela a été fait dans une précédente réunion, en ce qui concerne l'article 2.

Dans le second paragraphe de l'article 16, le mot *obtenir* remplace de même celui de *provoquer*.

Apprécient enfin l'utilité qu'il y aurait à déterminer un délai pour le paiement des envois de monnaies divisionnaires faits à l'Italie, la Conférence fixe ce délai à trois mois. Une disposition est introduite, à cet effet, dans l'article 4 à la suite des stipulations qui fixent le taux de l'intérêt des sommes portées au compte courant de l'Italie par les autres Etats. La troisième phrase de l'article 4 est, en conséquence, modifiée comme suit :

« Il (*cet intérêt*) sera porté à 3 1/2 0/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie, en aucun cas, le paiement ne pourra être retardé au-delà de trois mois à dater de l'expédition des espèces.

La suite de l'article est réservé.

La prochaine réunion est fixée au lundi 6 novembre.

La séance est levée à 5 heures.

Les Secrétaires,
De CLERCQ,
A. ARNAUNÉ.

Le Président,
ROY.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA 9^e SÉANCE

Avant-projet d'arrangement.

Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle et temporaire de la Convention du 6 novembre 1883 et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision,

S. M. le Roi des Belges, le Président de la République française, S. M. le Roi des Hellènes, S. M. le Roi d'Italie et le Conseil Fédéral Suisse ont résolu de

conclure à cet effet un arrangement spécial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après, etc.

Sont convenus des articles suivants :

Art. 1^e. — Les Gouvernements belge, français, grec et suisse s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au Gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

Art. 2. — Quatre mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

Art. 3. — Le délai fixé par l'article précédent sera augmenté d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 4. (Réservé.) — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises à la disposition du Gouvernement italien par sommes d'au moins 500,000 francs et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 p. 0/0 à partir du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées. Il sera porté à 3 1/2 0/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi jusqu'à la date de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie ; en aucun cas, le paiement ne pourra être retardé au-delà de trois mois à dater de l'expédition des espèces. Les remboursements de l'Italie seront faits

Art. 5. — La transmission de monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Chacun des envois demandés par le Gouvernement italien pourra atteindre le chiffre de dix millions de francs. Toutefois, le Gouvernement français recevra seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et il sera en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le Gouvernement français fera connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union et dans les colonies françaises.

Art. 6. — Le Gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le remboursement d'un minimum de 45 millions de francs de ses monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum de 35 millions pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, jusqu'à complet épuisement des quantités dont le montant aura été notifié aux termes de l'article précédent.

Aussitôt après le remboursement d'un envoi partiel de monnaies demandé par le Gouvernement italien, ce Gouvernement pourra réclamer une nouvelle livraison.

Art. 7. — Lorsque le Gouvernement italien aura repris et remboursé aux autres Etats la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié, il cessera, par dérogation à l'article 7 de la Convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 8. — Eu égard aux exigences spéciales de la circulation monétaire de la Suisse, le Gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Arrangement, remettre au Gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'article 4 une somme de 15

millions de francs de monnaies divisionnaires imputable sur le minimum de 45 millions prévu à l'article 6.

Néanmoins le Gouvernement fédéral suisse participera aux répartitions effectuées en exécution de l'article 5, dans la proportion des retraits qu'il aurait opérés en sus des sommes remises en vertu du paragraphe précédent.

Art. 9. — Le Gouvernement italien désignera les trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies seront faites. Tous les frais résultant du présent Arrangement seront à sa charge et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et 1^{er} janvier.

Art. 10. — Par application des articles 4 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

Art. 11. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité pour le cinq Etats la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 12. — Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 francs, il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *bons de caisse* en cours.

Art. 13. — Les prescriptions de l'article 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

Art. 14. — Lorsque les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation.

Art. 15. — A partir de la promulgation du présent Arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

Art. 16. — Les articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse.

Chacun de ses quatre Etats aura toutefois le droit d'obtenir, dans les conditions du présent Arrangement, le retrait et la remise de celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Italie.

Art. 17. — Le Gouvernement italien se réserve de demander, ultérieurement, que les dispositions des articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 redeviennent applicables aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi que du consentement unanime des quatre autres Etats.

Art. 18. — Au cas où, la Convention du 6 novembre 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'article 15 du présent Arrangement resterait seul applicable et l'obligation, imposée à chaque Etat par l'article 7 de la Convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait remise en vigueur.

Art. 19. — Le présent Arrangement sera ratifié ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

10^e Séance.— Lundi, 6 novembre 1893.

Présidence de M. Roy.

La séance est ouverte à 3 heures.

ARCH. DIPLO. 1894. — 2^e SÉRIE, T. LI (113)

Etaient présents MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient aux précédentes réunions.

M. le Président fait connaître à la Conférence que, conformément à la mission qui lui avait été confiée, il s'est fait auprès de la famille de M. Tirard, l'interprète des regrets que la perte de cet homme d'Etat avait fait éprouver aux différentes Délégations. Il a adressé à M^e Tirard, une lettre dont il demande la permission de donner lecture :

Paris, le 4 novembre 1893.

« Madame,

« J'ai eu la pénible mission d'annoncer à la Conférence monétaire, réunie en ce moment à Paris, la perte cruelle que vous venez d'éprouver. Les délégations belge, grecque, italienne, suisse et française, dont la plupart des membres se sont plus d'une fois assemblés sous la présidence de M. Tirard, m'ont chargé d'être auprès de vous l'interprète de leurs profonds regrets et de leur douloureuse sympathie. A cet hommage rendu à la mémoire de M. Tirard, à la dignité et à la loyauté de son caractère, permettez-moi, Madame, de joindre mes condoléances personnelles et l'expression des sentiments respectueux

« De votre très humble serviteur,

« Roy. »

M. le Président vient de recevoir la réponse suivante :

Paris, le 6 novembre 1893.

« Monsieur le Président,

« M^e Tirard me charge d'avoir l'honneur de vous prier d'exprimer à la Conférence monétaire ses douloureux remerciements pour la part que les Délégations des cinq Puissances veulent bien prendre au deuil qui l'a frappée.

« M^e Tirard est particulièrement touchée du souvenir qu'avaient conservé de M. Tirard, MM. les Délégués étrangers et français qui avaient assisté aux précédentes Conférences de l'Union latine et à la Conférence de Bruxelles, ainsi que des termes dans lesquels vous avez bien voulu lui exprimer leurs regrets et leur sympathie.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon respectueux dévouement.

« A. ARNAUNÉ,

« Ancien chef de Cabinet de M. Tirard,
« au Ministère des finances. »

M. le Président demande ensuite à M. le baron de Renzis, si la Délégation italienne a reçu les instructions qu'elle attendait, relativement à la proposition de la France, concernant le mode de remboursement par l'Italie des monnaies divisionnaires qui lui seront rendues par les autres Etats.

M. le baron de Renzis répond que son Gouvernement a vu toute la gravité des propositions faites par le Gouvernement français. L'établissement, pour les remboursements à faire par l'Italie, d'une proportion quelconque

entre les paiements en monnaies d'or et les paiements en traites, lui a paru une modification anormale et inattendue de l'Union monétaire.

En consentant, ainsi que l'ont formellement déclaré ses Délégués, à ne pas effectuer les paiements au moyen de l'envoi d'écus de cinq francs qui serviraient de couvertures aux banquiers qui fourniraient les traites, l'Italie porte déjà une grave atteinte à l'esprit du pacte monétaire qui établit la parité entre l'argent à plein titre et l'or. Les notes diplomatiques adressées par l'Italie à ses coassociés avant la réunion de la Conférence, avaient en effet clairement établi que, dans la pensée du Gouvernement italien, il n'y avait rien à changer aux clauses générales qui régissent l'Union, et que les mesures qu'on demandait de prendre en ce qui concerne les monnaies divisionnaires avaient un caractère provisoire et temporaire, et n'avaient pour cause que la nécessité d'obvier à des inconvénients que l'Italie signait à ses associés. Lorsque le Gouvernement français a consenti à convoquer la Conférence pour examiner le seul point du régime de la monnaie divisionnaire, il avait paru implicitement entendu qu'aucun autre changement ne serait apporté à l'Union. Cette préoccupation ressort également des premières délibérations de la Conférence, et notamment des déclarations faites par la Délegation belge, qu'il convenait d'éviter toute mesure pouvant avoir pour effet d'ébranler l'Union.

Il est possible qu'il soit conforme à l'intérêt de tous de ne pas dénoncer l'Union, mais il est également de l'intérêt de tous que cette Union ne soit pas une prison. En demandant que l'on mentionne dans la Convention que les paiements de l'Italie ne seront pas faits en écus, nous avons admis, ajoute M. de Renzis, que nous ne pourrions envoyer d'Italie en France des écus pour couvrir nos banquiers. Nous savons que la France possède déjà un stock considérable d'écus étrangers, et nous comprenons qu'elle ne veuille pas l'augmenter. La France étant le pays le plus intéressé dans l'opération, l'Italie ne pouvait que tenir grand compte de ces appréhensions, et c'est pour cela qu'elle a accepté l'exclusion des écus.

Mais mettre une différence marquée, proportionnelle, entre l'or et les traites sur Paris, c'est porter une atteinte des plus graves à la valeur libératoire de l'argent en France. Cette responsabilité, l'Italie ne veut pas la prendre; elle la laisse tout entière au Gouvernement français, qui a formulé la proposition du paiement des trois quarts en or et du surplus en traite. L'Italie a fait toutes les concessions pour arriver à une solution rapide. Les Délégués italiens se sont prêtés avec un esprit de conciliation que M. de Renzis espère voir reconnaître par la Conférence, à toutes les combinaisons et à tous les arrangements qui pouvaient faciliter la réalisation du résultat que l'on avait en vue. Ils n'ont pas demandé de faveur, parce qu'ils pensaient que, dans une question d'argent, on ne pouvait raisonner avec des sentiments ni faire appel à la bienveillance particulière que les Etats de l'Union avaient pu professer, en d'autres temps, à l'égard de l'Italie.

Il semble à M. de Renzis que l'équité est tant soit peu ébranlée avec les dernières demandes de la France, qui se produisent d'une manière imprévue. Vouloir de l'or en plus ou moins grande quantité, comme paiement de monnaies divisionnaires d'argent, est peu équitable. Pourquoi le Gouvernement français veut-il de l'or? Est-ce que l'opération qu'il va entreprendre lui coûte de l'or? Nullement. Les monnaies divisionnaires qu'il recevra des contribuables, il va les échanger contre des monnaies division-

naires de frappe française, et non contre de l'or. Pourquoi les monnaies divisionnaires italiennes, en passant par les mains du Gouvernement français, se changerait-elles en or? La France ne veut évidemment pas gagner, elle ne réclame que le payement des sacrifices qu'elle fait; or, les Délégués italiens sont persuadés qu'il n'y a pas de sacrifices faits par la France, qui lui imposent l'obligation de réclamer de l'Italie cette contribution en or.

Le Gouvernement français déclare ne pas vouloir accepter des traites sur Paris, qui valent de l'or cependant, puisqu'elles sont payables en billets de la Banque de France. Personne cependant ne doute que le billet de la Banque de France ne vaille de l'or. Cent francs d'or valent, en billets espagnols 160 pesetas, en billets italiens 110 ou 112 lires; le billet de banque français est au pair et même, dans certains pays, il fait prime. Pourquoi le Gouvernement français veut-il lui donner une valeur libératoire moindre que celle que le monde entier se plaît à lui reconnaître?

Enfin l'Italie ne s'explique pas pourquoi on veut fixer dans le traité cette proportion du contingent à payer en or. Si c'est à titre d'imposition qu'on le réclame, cette obligation est dure et imméritée. Si, ainsi que cela paraît ressortir d'observations formulées par les Délégués français dans une précédente séance, la proportion des trois quarts trouve son point de départ dans la mesure prise en 1883 en Italie à l'égard de l'encaisse des banques d'émission, M. de Renzis ne peut que répéter que les deux questions n'ont aucun rapport. Le législateur italien n'a fait que consolider un état de choses déjà existant.

En demandant à l'Italie de l'or en grande quantité, on risque de faire renchérir le prix de ce métal sur les marchés de Londres et de Paris. C'est une nouvelle charge qui est imposée à l'Italie. En présence des sacrifices consentis par l'Italie pour rester dans l'esprit du pacte monétaire, étant donné la situation anormale contre laquelle l'Italie doit lutter, le Gouvernement italien a dû mettre en balance les sacrifices que lui impose l'Union latine et ceux qui résulteraient pour lui de la dénonciation de la Convention de 1885. Que MM. les Délégués veuillent bien se reporter aux conditions prévues par cet acte pour la liquidation. Qu'en résulte-t-il? La première année on ne fait rien : la seconde on échange les monnaies divisionnaires, et, comme il n'est pas dit comment se fait cet échange, on doit admettre que les différences doivent se solder comme celles des échanges d'écus, c'est-à-dire en écus ou en traites. Les divers Etats de l'Union ont ensuite cinq ans pour rapatrier les écus; l'intérêt du compte courant n'est que de 1 0/0. Si l'Italie dénonce actuellement l'Union, dès la deuxième année elle pourra payer ses monnaies divisionnaires en écus, même en écus italiens, et les autres Etats seront obligés de les accepter. Puis on procédera au rapatriement des écus; mais le remboursement des écus n'a pas lieu intégralement : en signant l'acte additionnel à la Convention du 6 novembre 1885, la Belgique a fait modifier à son profit la clause de liquidation. Un maximum de 200 millions, dont le bénéfice peut être réclamé par les autres Etats, a été fixé et l'intérêt reste établi à 1 0/0. L'Italie n'aura à se préoccuper que du rapatriement de 150 ou 200 millions d'écus. N'y a-t-il pas une différence énorme entre les conditions que M. de Renzis vient de résumer sommairement et celle que l'on voudrait imposer aujourd'hui à l'Italie?

Les Délégués italiens sont, d'ailleurs, les premiers à reconnaître que le maintien de l'Union latine est utile à tous, surtout après l'abrogation du *Sherman act*, pour obvier à une baisse trop rapide de l'argent; mais ils doivent tenir compte de la situation très dure qu'on veut faire à leur pays, au point de vue surtout de l'opinion publique, qui ne comprendrait pas qu'on imposât une sorte de pénalité à l'Italie; le remboursement à faire ne porte pas, en effet, sur des sommes tellement considérables qu'on doive s'en effrayer. En se plaçant sur ce terrain, M. de Renzis déclare que son Gouvernement n'a pas cru pouvoir accepter la proposition de la France, dans les termes où M. le Président l'avait formulée dans l'avant-dernière séance. Si une autre combinaison se présente, ils la discuteront. Les Délégués italiens considéraient que le projet d'arrangement, tel qu'il est annexé au procès-verbal de la neuvième séance, était virtuellement conclu. Pour eux, cet arrangement existe de fait, comme il existait dans la pensée de tous. Ils sont prêts à le signer et ne peuvent qu'attendre que les autres pays se mettent d'accord.

M. le Président croit devoir faire remarquer qu'en France, pays à double étalon, le billet de banque est payable indifféremment en or ou en argent. Ce n'est donc pas de l'or, ce peut être de l'argent.

M. le baron de Renzis rappelle que, dans une précédente séance, M. Roy avait proposé une rédaction, acceptée par l'Italie, qui impliquait que l'Italie n'enverrait pas dans les pays créateurs des écus destinés à servir de couverture à ses traites. Il comprend que la France ne veuille pas augmenter son stock d'écus; mais l'établissement d'une proportion entre les paiements en or et ceux en traites semble impliquer une imposition qui se traduit par une prime à payer par l'Italie.

M. le Président demande si l'Italie a accepté ou non le principe de la proportion, ou si ses objections ne portent que sur le quantum.

M. le baron de Renzis répond que la combinaison projetée a de graves inconvénients. Elle ne repose que sur une prétendue assimilation avec le régime de l'encaisse des banques; or, depuis la nouvelle loi sur les banques, la situation a changé, et à côté de l'or et de l'argent, les banques sont autorisées à admettre dans leur encaisse des traites sur l'étranger, ce qui implique bien l'équivalence de ces trois genres de valeurs, or, argent et traites.

M. Sainctelette fait observer qu'en Belgique les traites sur les pays à étalon d'or sont considérées comme de l'or.

M. Allard ajoute que les statuts de la banque nationale de Belgique, approuvés par la loi, autorisent cette Banque à compter comme espèces dans son encaisse toutes les traites sur l'étranger, non seulement celles sur les pays à étalon d'or, mais celles sur les pays à étalon double, d'or et d'argent, tels par exemple, que l'Allemagne.

M. le Président renouvelle sa question. L'Italie s'oppose-t-elle à ce que l'arrangement projeté indique pour les paiements une proportion entre les paiements à faire en or et ceux à effectuer en traites, proportion que la France propose, du reste, de fixer aux trois quarts?

M. le baron de Renzis répond que cette proposition est inacceptable, et il ne peut que se référer aux explications qu'il a fournies au début de la séance pour décliner toute responsabilité à cet égard.

M. le Président déclare qu'avant de savoir si le principe de sa demande

est admis, la France ne peut examiner aucune combinaison. Si ce principe était admis, peut-être pourrait-on chercher un terrain de conciliation.

M. Montefiore Levy suggère, dans cet ordre d'idées, de fixer à la moitié au lieu des trois quarts la proportion des paiements en or. Il conviendrait, en outre, pour tenir compte des légitimes préoccupations de la France, de préciser que l'Italie ne pourra faire d'envois d'écus comme couverture des traités.

M. le Président dit que la Délégation française n'est pas autorisée à accepter la proportion indiquée par M. le Délégué belge.

M. le baron de Renzis propose une suspension de séance pour permettre à la Délégation italienne de se concerter sur la proposition de M. Montefiore Levi. Il dit que ses collègues et lui n'ont pas et ne peuvent pas avoir de propositions à faire. Ils ne veulent pas assumer d'autre responsabilité que celle d'avoir accepté, d'avoir subi, les moyens peut-être très onéreux, mis par les autres Etats à la disposition de l'Italie pour remédier à une situation dont la gravité est connue et dont la prolongation pourrait avoir de sérieux inconvénients.

M. de Foville ne voudrait pas laisser arriver à son terme une question délicate sans essayer de répondre à la très remarquable argumentation de M. le baron de Renzis, en tant qu'elle tendrait à faire considérer comme injustifié, ou du moins comme excessif, le désir formulé par le Gouvernement français. M. le premier Délégué de l'Italie a fait preuve dans son exposé d'un art infini et d'une parfaite courtoisie. Il n'en est pas moins vrai que son discours semblerait accuser, tout bas, la France et son Gouvernement de n'avoir obéi qu'à un caprice inexplicable, en demandant à l'Italie de payer en or les monnaies divisionnaires d'argent dont elle souhaite le rapatriement. Et la Délégation française a le droit, elle a même le devoir d'opposer à ce reproche discret, mais persistant, les raisons extrêmement sérieuses qui l'autorisent et l'obligent à maintenir sa demande.

M. le baron de Renzis a dit que cette demande lui paraissait contraire aux principes fondamentaux de l'Union latine. Il est certain qu'elle eût été difficile à expliquer au lendemain du pacte de 1865. Mais il faut bien reconnaître que l'économie primitive de notre association monétaire a reçu plus d'une alteinte. Ceux qui s'étonnent que la France fasse ici une distinction entre les paiements en or et les paiements en argent savent bien pourtant que, depuis près de vingt ans, il n'y a plus parité complète entre l'étalon d'or et l'étalon d'argent. Nos hôtels monétaires, restés ouverts à l'or, ont dû se fermer à l'argent le jour où sa valeur relative a commencé à flétrir. Depuis lors, l'Italie ne s'est-elle pas montrée parfois moins soucieuse qu'aujourd'hui des prérogatives légales du métal blanc ? La Délégation belge et la Délégation française ont eu l'occasion de rappeler à la Conférence qu'à un moment donné le Gouvernement italien, sans consulter les autres Etats de l'Union, avait cru pouvoir prescrire aux Instituts d'émission du Royaume d'avoir toujours les trois quarts de leur encaisse en or. La France ne fait ici qu'imiter cet exemple, en demandant que l'or entre aussi pour trois quarts dans les remboursements à faire par l'Italie. Il est vrai que M. le baron de Renzis s'est appliqué à affaiblir la portée de ce précédent, en disant que le décret de 1883 n'avait fait que consacrer et consolider l'état de choses alors existant. Mais il n'en diminuait pas moins artificiellement la part de l'argent dans la circulation monétaire de la Péninsule ; et la preuve, c'est que, si, au lendemain de ce décret, quel-

ques millions d'écus de 5 francs s'étaient présentés aux guichets des banques italiennes, ils y auraient trouvé porte close.

A une époque plus ancienne et aujourd'hui encore, par suite de difficultés dont personne ne songe à contester la réalité, le Gouvernement italien a mis en circulation des monnaies de papier, dont les conventions constitutives de l'Union latine étaient loin de prévoir l'emploi. Le cours forcé des billets italiens, suivant une loi dont tous les siècles ont éprouvé l'effet, a chassé peu à peu les espèces métalliques et c'est ainsi que les écus frappés en Italie sont venus en foule s'ajouter à la circulation française et la grossir inutilement. En ce moment même, n'est-il pas question d'une mesure nouvelle aux termes de laquelle les droits de douane, à l'entrée du territoire italien, ne seraient plus payables qu'en or ?

M. le baron de Renzis demande à M. de Foville la permission de l'interrompre un instant pour faire remarquer qu'il n'est pas question d'une mesure nouvelle, mais de la remise en vigueur d'une disposition législative, dont l'application avait été suspendue, il y a deux ans, par une simple dépêche du Directeur du Trésor, et qui, par suite, n'a rien perdu de sa force obligatoire. Cette disposition n'impose pas le paiement en or, mais le paiement en monnaie métallique, c'est-à-dire en or ou en argent à l'exclusion des billets. Elle n'a donc pas la portée qu'on lui suppose.

En ce qui concerne le cours forcé, M. le baron de Renzis fait observer que les Gouvernements ne sont pas toujours libres de l'éviter. Il croit pouvoir rappeler que la Délégation de Tours voulut, elle aussi, émettre du papier à cours forcé et qu'elle y renonça uniquement parce que ses premières tentatives échouèrent.

M. le Président répond qu'il était précisément le ministre des finances de la Délégation de Tours et que, si l'idée d'une émission de papier fut agitée à cette époque, il n'y fut donné aucune suite.

M. le baron de Renzis demande à ajouter qu'en 1885 lorsque la clause de liquidation fut demandée par la France, l'Italie se prêta de bonne grâce à son insertion dans la Convention monétaire. La Délégation Italienne croit devoir rappeler cette acte de déférence envers la France, au moment où elle réclame à son tour un traitement qu'elle considère comme équitable.

M. de Foville se félicite d'avoir provoqué l'explication que la Conférence vient d'entendre. L'obligation de payer les droits de douane en monnaie métallique, or ou argent, équivaudra pour les importateurs à une assez lourde surtaxe, étant donné le cours actuel du change : mais ce n'est pas la question commerciale qui est ici en discussion, c'est la question monétaire, et, à ce point de vue, il n'y a rien à dire si la douane ne doit pas faire de différence entre l'argent et l'or.

Ce qui est certain, c'est que l'équilibre espéré par les fondateurs de l'Union latine n'a pas duré longtemps et que la France est devenue peu à peu comme le déversoir, où s'accumulait toute la monnaie blanche que les pays voisins laissaient sortir de chez eux. Les écus français émigraient peu et les écus étrangers affluaient en France.

M. Cramer-Frey constate que cette observation n'est pas applicable à la Suisse.

M. de Foville en convient volontiers. La Suisse n'a monnayé que fort peu d'argent et elle est habituée à se servir des monnaies frappées par ses voisins. Mais la France, elle, qui a toujours eu, de par ses propres fabrications, un approvisionnement monétaire considérable, n'en a pas moins vu arriver en foule les écus italiens et les écus belges, que des causes diverses faisaient voyager. Et les préoccupations que devait faire naître, dès le début, cette invasion, deviennent naturellement plus vives à mesure que la dépréciation de l'argent augmente. Or, à cet égard, l'année qui va finir a singulièrement aggravé la situation. Il y a un an, une autre Conférence monétaire siégeait à Bruxelles et cherchait, avec autant d'insuccès que de bonne volonté, le moyen d'opérer le sauvetage d'un métal dont la valeur ne cessait de décroître. Et depuis lors ce métal a encore perdu, coup sur coup, ses deux principaux débouchés. Autrefois une partie considérable de la production des mines d'argent trouvaient à se placer en Orient : au mois de juin dernier, les hôtels monétaires de l'Inde se sont fermés à la frappe des roupies. Et il y a quelques jours seulement que les Etats-Unis ont à leur tour été à l'argent le bénéfice de la loi Sherman. De là ces baisses successives qui, bientôt peut-être, infligeront au métal blanc, plus de 50 % de perte. La France, devenue dépositaire de la presque totalité de l'argent monnayé de l'Union, voit ce fardeau s'alourdir à mesure que la cote de l'argent s'abaisse, et il est tout naturel que l'opinion publique, ici, en arrive à se demander si les avantages de l'Union latine en compensent partout les charges.

Dans ces conditions, n'est-il pas légitime de vouloir que l'Arrangement qui se prépare ait pour effet de réparer, dans une certaine mesure, les inégalités de la situation? C'est sur la France que pèse surtout la baisse de l'argent. Il est naturel que la France, en donnant satisfaction à l'Italie, cherche à relever un peu, dans sa circulation, la part proportionnelle de l'or. Et il ne suffirait pas pour cela que l'Italie s'engageât à ne pas nous expédier ce qui peut lui rester encore d'écus italiens. L'Italie s'est arrangée de manière à avoir trois fois plus d'or que d'argent. La France serait prête à lui rendre, si le change s'y prêtait, une partie des nombreux écus qui ont franchi les Alpes, et en attendant, étant donné les obstacles naturels ou artificiels qui retiennent cet argent dans la circulation française, la France désire profiter de l'occasion qui s'offre à elle d'alléger un peu le fardeau résultant pour elle de l'accumulation des écus étrangers et de la dépréciation du métal blanc. Comme l'Italie, de l'aveu de M. de Renzis, sera toujours obligée d'exporter de l'or, on ne voit guère quel intérêt elle pourrait avoir à en refuser la livraison directe au Gouvernement français, et M. de Foville croit les considérations qu'il vient d'indiquer très suffisantes pour bien faire voir que la demande formulée par la France répond à un intérêt sérieux et ne constitue pas une exigence arbitraire.

M. Montefiore Levi comprend parfaitement les préoccupations du Gouvernement français, mais il ne s'explique pas très bien comment la circulation des écus pourra être diminuée en France par le fait du remboursement en or des monnaies divisionnaires italiennes. La quantité d'or en circulation pourra augmenter : la quantité d'écus ne sera pas réduite.

M. de Foville répond que les proportions relatives de l'or et de l'argent seront changées, ce qui est déjà un résultat appréciable. D'autre part, si le Gouvernement italien était amené à renforcer l'encaisse de ses banques, on ne pourrait que s'en féliciter.

M. Zeppa insiste sur l'observation de M. Montefiore Levi. Il pense également que la circulation des écus de France ne sera pas réduite et que le seul résultat de la mesure sera de rendre les remboursements plus onéreux pour l'Italie.

M. le Président fait observer que de toute façon l'Italie devra débourser de l'or.

M. Zeppa dit qu'il pense à l'effet moral de la solution demandée par la France plutôt qu'aux conséquences matérielles qu'elle peut avoir pour l'Italie, les remboursements à opérer n'étant pas de ceux dont on doive se préoccuper. En aucun cas, l'Italie ne pourrait accepter le paiement des trois quarts en or.

M. Cramer-Frey dit que M. de Foville a très bien expliqué comment l'opinion publique était amenée à se préoccuper de la baisse de l'argent. Peut-être s'exagère-t-elle les dangers que fait courir cette dépréciation. Cependant, il est juste de tenir compte de cet état d'esprit, que l'on peut constater ailleurs qu'en France. Entrant dans cet ordre d'idées, peut-être serait-il possible de trouver un moyen terme qui donnerait satisfaction à l'opinion et au Parlement tout à la fois en France et en Italie. M. Cramer-Frey est disposé à penser qu'une entente pourrait s'établir sur la base du paiement de la moitié au moins en or et du surplus en traitements.

M. le Président remarque que la Délégation belge, de son côté, a suggéré la même transaction. Il demande si la Délégation italienne serait disposée à s'y raillier.

M. le baron de Renzis désirerait connaître d'abord l'avis de la Délégation française.

M. le Président fait observer qu'il ne peut prendre de nouvelles instructions sans savoir si la Délégation accepte le principe du paiement en or et en traitements.

La séance est suspendue d'un commun accord.

A la reprise de la séance, M. le Président fait connaître que le Gouvernement français, tout en regrettant que le règlement pour trois quarts en or et pour un quart en traitements n'ait pas été adopté, ne croit pas pouvoir repousser une solution que les Délégations belge et suisse considèrent comme équitable.

M. le baron de Renzis déclare de son côté qu'en présence de l'accord qui s'est établi entre les autres Délégations, la Délégation italienne ne croit pas devoir refuser son adhésion.

La Conférence examine alors, en Commission, le texte de la disposition qui doit être ajoutée à l'article 4.

La rédaction suivante est adoptée, pour cet article :

« Art. 4. — Les monnaies italiennes retirées de la circulation seront mises à la disposition du Gouvernement italien par sommes d'au moins cinq cent mille francs (500,000 fr.) et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 0/0 à partir du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées à son profit. Il sera porté à 3 1/2 0/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi des espèces jusqu'à la date du paiement effectif ou de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

« En aucun cas le paiement ne pourra être retardé au-delà de trois mois à dater de l'expédition.

« Chaque remboursement comprendra moitié au moins de monnaies d'or de 10 fr. et au-dessus, frappées dans les conditions de la Convention du 6 novembre 1885. Le surplus sera payé en traites sur les pays créateurs; l'échéance de ces traites n'excédera pas le délai fixé par le paragraphe précédent. »

La Conférence procède ensuite à une lecture d'ensemble du projet d'Arrangement.

Les articles 1 à 7 ne donnent lieu à aucune observation.

Sur l'article 8, M. le Ministre de Suisse rappelle qu'à la dernière séance il avait été convenu que les Délégations d'Italie et de Suisse se mettraient en rapport pour régler directement le détail des conditions de renvoi et de remboursement des monnaies divisionnaires faisant l'objet du préceptum mentionné à l'article 8.

Sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements, dont la réponse est encore attendue, les Délégations des deux Etats sont tombées d'accord que, pendant la période de quatre mois après l'échange des ratifications, le Gouvernement italien rembourserait, dans les dix jours, tous les envois de 500,000 francs et au-dessus que la Suisse serait dans le cas de faire, jusqu'à épuisement du préceptum de 15 millions. Toutefois le Gouvernement italien ne serait pas tenu de rembourser à la Suisse, de ce chef, une somme supérieure à 4 millions par mois.

Si pendant un mois de cette période, les envois étaient inférieurs à 4 millions, le solde serait reporté au mois suivant et ainsi de suite. Inversement, si le Gouvernement italien demandait à la Suisse et recevait d'elle plus de 4 millions dans le même mois, l'excédent viendrait en déduction du versement de 4 millions à recevoir le mois suivant à compte du préceptum.

M. le baron de Renzis s'associe aux déclarations de M. le Ministre de Suisse.

Les articles 9 à 19 ne donnent lieu à aucune observation.

La Conférence se réunira de nouveau, en Commission, le jeudi 9 novembre, à 2 heures, pour arrêter le texte des derniers procès-verbaux.

La séance est levée à 6 h. 1/2,

Les Secrétaires,

DE CLERQ,

A. ARNAUNÉ.

Le Président de la Conférence,

ROY.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA 10^e SÉANCE

Projet d'arrangement.

Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la revision partielle et temporaire de la Convention du 6 novembre 1885 et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette revision,

S. M. le Roi des Belges, le Président de la République française, S. M. le Roi des Hellènes, S. M. le Roi d'Italie, et le Conseil Fédéral Suisse ont résolu

de conclure à cet effet un arrangement spécial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après, etc.

Sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Les Gouvernements belge, français, grec et suisse, s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au Gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

Art. 2. — Quatre mois après l'échange des ratifications du présent Arrangement, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

Art. 3. — Le délai fixé par l'article précédent sera augmenté d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 4. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises à la disposition du Gouvernement italien par sommes d'au moins cinq cent mille francs (500,000 francs) et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de deux et demi pour cent (2 1/2 p. 0/0) par an à partir du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées à son profit. Il sera porté à trois et demi pour cent (3 1/2 p. 0/0) à partir du dixième jour qui suivra l'envoi des espèces jusqu'à la date du paiement effectif ou de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

Le paiement, dans tous les cas, ne pourra être retardé au delà de trois mois à dater de l'expédition.

Chaque remboursement comprendra moitié au moins de monnaies d'or de 10 francs et au-dessus frappées dans les conditions de la Convention du 6 novembre 1885. Le surplus sera payé en traitements sur les pays créateurs; l'échéance de ces traitements n'excédera pas le délai fixé par le paragraphe précédent.

Art. 5. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Chacun des envois demandés par le Gouvernement italien pourra atteindre le chiffre de dix millions de francs (10,000,000 francs). Le Gouvernement français recevra seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et il sera en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le Gouvernement français fera connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union et dans les Colonies françaises.

Art. 6. — Le Gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le remboursement d'un minimum de quarante-cinq millions de francs (45,000,000 francs) de ses monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum de trente-cinq millions (35,000,000 francs) pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, et ce jusqu'à complet épuisement des quantités dont le montant aura été notifié aux termes de l'article précédent.

Aussitôt après le remboursement d'un envoi fait en conformité de la demande du Gouvernement italien, ce Gouvernement pourra réclamer une nouvelle livraison.

Art. 7. — Lorsque le Gouvernement italien aura repris et remboursé aux autres Etats la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été

notifié, il cessera, par dérogation à l'article 7 de la Convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 8. — Eu égard aux exigences spéciales de la circulation monétaire de la Suisse, le Gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Arrangement, remettre au Gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'article 4, une somme de 15 millions de francs (15,000,000 francs) de monnaies divisionnaires imputable sur le minimum de quarante-cinq millions de francs prévu à l'article 6.

Néanmoins le Gouvernement fédéral suisse participera aux répartitions effectuées en exécution de l'article 5, dans la proportion des retraits qu'il aurait opérés en sus des sommes remises en vertu du paragraphe précédent.

Art. 9. — Le Gouvernement italien désignera celles de ses trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies divisionnaires seront faites. Tous le frais de transport et autres résultant du présent Arrangement seront à sa charge et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier.

Art. 10. — Par application des articles 4 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

Art. 11. — Les contingents auxquels les Conventions antérieurs ont limité pour les cinq Etats la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 12. — Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 francs, il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *bons de caisse* en cours.

Art. 13. — Les prescriptions de l'article 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

Art. 14. — Lorsque les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation.

Art. 15. — A partir de la promulgation du présent Arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

Art. 16. — Les articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse.

Chacun de ces quatre Etats aura toutefois le droit d'obtenir, dans les conditions du présent Arrangement, le retrait et la remise de celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Italie.

Art. 17. — Le Gouvernement italien se réserve de demander, ultérieurement, que les dispositions des articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 redeviennent applicables aux monnaies divisionnaires italiennes; mais il ne pourrait en être ainsi que du consentement unanime des quatre autres Etats.

Art. 18. — Au cas où, la Convention du 6 novembre 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'article 15 du présent Arrangement resterait seul applicable et l'obligation, imposée à chaque Etat par l'article 7 de la Convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent serait remise en vigueur.

Art. 19. — Le présent Arrangement sera ratifié; les ratifications en

seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

11^e Séance.— Mercredi, 15 novembre 1893.

Présidence de M. Roy.

Etaient présents :

MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient aux précédentes réunions.

La séance est ouverte à 2 heures.

La Conférence adopte les procès-verbaux des 7^e 8^e 9^e et 10^e séances.

M. le Président propose ensuite à la Conférence de procéder à la signature de l'Arrangement.

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, MM. les Plénipotentiaires apposent leurs signatures sur l'Arrangement, dont le texte en quintuple exemplaire, a été préalablement collationné.

Cette formalité étant accomplie, M. le baron de Renzis remercie M. le Président de la haute impartialité avec laquelle il a dirigé les travaux de la Conférence. Il se félicite de l'heureux résultat auquel ils ont abouti; il espère que les Parlements des cinq Puissances donneront promptement leur approbation à l'Arrangement qui consacre l'accord établi entre les Gouvernements. En terminant, M. le premier Délégué d'Italie demande à remercier les Secrétaires de la fidélité avec laquelle ils ont su rendre la physionomie des séances.

M. Montefiore Levi s'associe aux déclarations de M. le baron de Renzis. Il remercie à son tour M. le Président, dont tous les membres de la Conférence ont apprécié l'impartialité et l'affabilité. Il tient également à remercier les Secrétaires du zèle qu'ils ont apporté dans l'accomplissement de leur tâche.

M. le Président remercie M. le baron de Renzis et M. Montefiore Levi du témoignage qu'ils veulent bien rendre des efforts qu'il a faits pour l'accomplissement de la mission dont la Conférence avait bien voulu le charger. Il a été flatté d'avoir été choisi pour présider une réunion de personnes dont la compétence est si grande dans les questions monétaires. Ce sera l'un des derniers et non des moins chers souvenirs de sa longue carrière. Il s'associe aux éloges qui ont été adressés aux Secrétaires et les prie spécialement de les consigner au procès-verbal.

Le procès-verbal de la séance est lu et adopté.

La séance est levée à 3 heures.

Les Secrétaires,

DE CLERCO,

A. ARNAUNÉ.

Le Président de la Conférence,

Roy.

Seconde Conférence de Droit international privé

TENUE A LA HAYE (JUIN-JUILLET 1894)

Protocole final (1).

13 juillet 1894.

Les soussignés, Délégués des Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la Suède, de la Norvège et de la Suisse, se sont réunis à La Haye, le 25 juin 1894, sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas, pour continuer les délibérations commencées au mois de septembre 1893, dans le but d'arriver à une entente sur divers points de droit international privé.

A la suite des délibérations, consignées dans les procès-verbaux des séances et sous les réserves qui y sont exprimées, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements respectifs les règles suivantes :

I.

Dispositions concernant le mariage.

A. Conditions pour la validité du mariage.

Article premier. — Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux, sauf à tenir compte, soit de la loi du domicile, soit de la loi du lieu de la célébration, si la loi nationale le permet. En conséquence et sauf cette réserve, pour que le mariage puisse être célébré dans un pays autre que celui des époux ou de l'un d'eux, il faut que les futurs époux se trouvent dans les conditions prévues par leur loi nationale respective.

Art. 2. — La loi du lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers, qui serait contraire à ses dispositions concernant :

- 1^o La nécessité de la dissolution d'un mariage antérieur;
- 2^o Les degrés de parenté ou d'alliance, pour lesquels il y a une prohibition absolue;
- 3^o La prohibition absolue de se marier, édictée contre les coupables de l'adultére, à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissous.

Art. 3. — Les étrangers doivent, pour se marier, établir que les conditions, nécessaires d'après leurs lois nationales pour contracter mariage, sont remplies.

Ils pourront faire cette preuve, soit par un certificat des agents diplomatiques ou consulaires ou bien des autorités compétentes de leur pays, soit par tout autre mode jugé suffisant par l'autorité locale, qui aura, sauf convention internationale contraire, toute liberté d'appréciation dans les deux cas.

(1) Nous donnerons ultérieurement les procès-verbaux de cette importante Conférence, comme nous avons donné ceux de la première.

Art. 4. — Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré suivant la loi du pays où il a eu lieu.

Il est toutefois entendu, que les pays dont la législation exige une célébration religieuse, pourront ne pas reconnaître comme valables les mariages contractés par leurs nationaux à l'étranger sans observer cette prescription.

Il est également entendu que les dispositions de la loi nationale, en matière de publications, devront être respectées.

Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités du pays auquel appartiennent les époux.

Art. 5. — Sera également reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa législation, si les deux parties contractantes appartiennent à l'Etat dont relève la légation ou le consulat, et si la législation du pays où le mariage a été célébré ne s'y oppose pas.

B. *Effets du mariage sur l'état de la femme et des enfants.*

Article premier. — Les effets du mariage sur l'état et la capacité de la femme ainsi que sur l'état de leurs enfants qui seraient nés avant le mariage, se règlent d'après la loi du pays auquel appartient le mari lorsque le mariage a été contracté.

Art. 2. — Les droits et les devoirs du mari envers la femme et de la femme envers le mari sont déterminés par la loi nationale du mari. Toutefois ils ne peuvent être sanctionnés que par les moyens que permet également la loi du pays où la sanction est requise.

Art. 3. — En cas de changement de nationalité du mari seul, les rapports des époux restent régis par leur dernière loi nationale commune. Mais l'état des enfants nés depuis le changement de nationalité est régi par la loi nationale nouvelle du père.

C. *Divorce et séparation de corps.*

Article premier. — Les époux ne sont admis à former une demande en divorce que si leur loi nationale et la loi du lieu où la demande est formée les y autorisent.

Art. 2. — Le divorce ne peut être demandé que pour les causes admises à la fois par la loi nationale des époux et par la loi du lieu où l'action est intentée. En cas de contradiction entre la loi nationale des époux et celle du pays où la demande a été formée, le divorce ne pourra pas être prononcé.

Art. 3. — La séparation de corps peut être demandée :

1° Si la loi nationale des époux et la loi du lieu où l'action est intentée l'admettent également;

2° Si la loi nationale n'admet que le divorce et si la loi du lieu où l'action est intentée n'admet que la séparation de corps.

Art. 4. — La séparation de corps ne peut être demandée que pour les causes admises à la fois par la loi nationale des époux et par la loi du lieu où l'action est intentée. Dans le cas prévu par l'article 3, 2°, on se référera aux causes de divorce admises par la loi nationale.

Art. 5. — La demande en séparation de corps peut être formée :

1^o Devant le tribunal compétent du lieu où les époux sont domiciliés. Si, d'après leur législation nationale, les époux n'ont pas le même domicile, le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur.

Toutefois est réservée l'application de la loi nationale qui, pour les mariages religieux, établirait une juridiction spéciale exclusivement compétente pour connaître des demandes en divorce ou en séparation de corps;

2^o Devant la juridiction compétente d'après la loi nationale des époux.

Art. 6. — Si les époux n'ont pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précédents, être considérée comme leur loi nationale.

II.

Dispositions concernant la tutelle.

Article premier. — La tutelle d'un mineur est régie par sa loi nationale.

Art. 2. — Si, d'après la loi nationale, il n'y a pas, dans l'Etat auquel ressortit le mineur, une autorité compétente pour pourvoir à la tutelle, l'agent diplomatique ou consulaire de cet Etat, résidant dans la circonscription où la tutelle s'est ouverte de fait, exerce, si la loi nationale l'y autorise, les attributions conférées par cette loi aux autorités de l'Etat auquel ressortit le mineur.

Art. 3. — Toutefois la tutelle du mineur résidant à l'étranger se constituera devant les autorités compétentes du lieu et sera régie par leur loi dans les cas suivants :

a. Si, pour des raisons de fait ou de droit, la tutelle ne peut être constituée conformément aux articles 1 et 2 ;

b. Si ceux qui sont appelés à constituer la tutelle, d'après les articles précédents, n'y ont pas pourvu ;

c. Si la personne autorisée à cette fin par la loi nationale du mineur, lui a nommé un tuteur résidant dans le même pays que le mineur.

Art. 4. — Dans les cas prévus par l'art. 3, a et b, les autorités nationales du mineur pourront toujours pourvoir à la constitution de la tutelle si les empêchements qui avaient d'abord arrêté leur action, ont disparu. Elles devront alors avertir préalablement les autorités étrangères, qui avaient organisé la tutelle.

Art. 5. — Dans tous les cas, la tutelle s'ouvre et prend fin aux époques et pour les causes déterminées par la loi nationale du mineur.

Art. 6. — En attendant l'organisation régulière de la tutelle de l'étranger mineur ou l'intervention des agents diplomatiques ou consulaires, les mesures nécessaires pour la protection de sa personne et la conservation de ses biens, seront prises par les autorités locales.

Article 7. — L'administration tutélaire s'étend à la personne et à l'ensemble des biens du mineur, quel que soit le lieu de leur situation. Cette règle reçoit exception, quant aux immeubles, si la législation du pays de leur situation prescrit à cet égard un régime spécial.

Art. 8. — Le Gouvernement informé de la présence sur son territoire d'un étranger mineur à la tutelle duquel il importera de pourvoir, en instruira, dans le plus bref délai, le Gouvernement du pays de cet étranger.

III.

Dispositions concernant la procédure civile.**A. Communication d'actes judiciaires et extra-judiciaires.**

Article premier. — En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de l'étranger se feront sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux, adressée à l'autorité compétente de l'Etat étranger.

La transmission se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Art. 2. — La signification sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 3. — Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récipissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise, constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double qui aurait été transmis dans ce but.

Art. 4. — Les dispositions des articles qui précédent, ne s'opposent pas :

1^o A la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger;

2^o A la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination ;

3^o A la faculté pour chaque Etat de faire faire, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si les lois des Etats intéressés ou les conventions intervenues entre eux l'admettent.

B. Commissions Rogatoires.

Article premier. — En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Art. 2. — La transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction, faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, et certifiée conforme.

Art. 3. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission est adressée, sera obligée d'y saisir. Toutefois elle pourra se refuser à y donner suite :

1° Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

2° Si l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

En outre, cette exécution pourra être refusée, si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 4. — En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Art. 5. — Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'article 3, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'article 4, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Art. 6. — L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, même non prévue par la législation de l'Etat requis, pourvu que la forme dont il s'agit, ne soit pas prohibée par cette législation.

C. *Caution judicatum solvi.*

Article premier. — Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé à raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats.

Art. 2. — Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution ou dépôt en vertu, soit de l'article 1^{er}, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront rendues exécutoires dans chacun des autres Etats contractants par l'autorité compétente, d'après la loi du pays.

Art. 3. — L'autorité compétente se bornera à examiner :

1° Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2° Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

D. *Assistance judiciaire.*

Article premier. — Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats au bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée.

Art. 2. — Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

Art. 5. — L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autres autorités des Etats contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance, conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

Art. 4. — Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux étrangers qui ont obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Art. 5. — La condamnation aux frais et dépens du procès prononcée dans un des Etats contractants contre l'étranger admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et dispensé de la caution ou dépôt en vertu, soit de l'article précédent, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, sera rendue exécutoire dans chacun des autres Etats contractants par l'autorité compétente, d'après la loi du pays.

Art. 6. — L'autorité compétente se bornera à examiner :

1^o Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition réunit les conditions nécessaires à son authenticité;

2^o Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

E. *Contrainte par corps.*

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des Etats contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays.

IV.

Dispositions concernant la faillite.

La Conférence, après avoir examiné l'avant-projet d'un règlement contenant des principes généraux sur la faillite dans les rapports internationaux présenté par la Ve commission, estime que cet avant-projet, sauf à être révisé et complété, peut servir utilement de base à de nouvelles délibérations.

Article premier. — La déclaration de faillite, prononcée dans l'un des Etats contractants par l'autorité compétente d'après la loi de cet Etat, est reconnue et produit ses effets dans l'autre Etat contractant, sauf l'application des dispositions contenues dans les articles suivants.

Art. 2. — Pour être reconnu et produire ses effets dans un autre Etat que celui où il a été prononcé, le jugement déclaratif de la faillite doit être revêtu dans l'autre Etat de l'exequatur accordé par l'autorité désignée par la loi de cet Etat.

Art. 3. — L'exequatur sera accordé si le requérant prouve :

- a. Que le jugement déclaratif de la faillite a été rendu par l'autorité compétente d'après la loi de l'Etat où il a été prononcé;
- b. Que le jugement est exécutoire dans cet Etat;
- c. Que la déclaration de faillite embrasse tous les biens du failli et n'est pas, par conséquent, limitée à une succursale ou à une branche de son entreprise.

Art. 4. — L'exequatur est accordé sur requête des syndics, curateurs ou autres administrateurs de la faillite, sous quelque dénomination que ce soit, dûment nommés, conformément à la loi de l'Etat où la faillite a été déclarée, ou de toute autre partie intéressée, les requérants dûment entendus ou appelés, ou, quand la loi de l'Etat où l'exequatur est requis le prescrit, par commission rogatoire à adresser au tribunal compétent.

Art. 5. — Les restrictions à la capacité du failli, la nomination et les pouvoirs des administrateurs de la faillite, les formes à suivre dans la procédure de faillite, l'admission des créances, la formation du concordat et la distribution de l'actif entre les créanciers nationaux ou étrangers, seront réglés par la loi du lieu où la faillite a été déclarée.

Art. 6. — Les jugements portant homologation d'un concordat ou réhabilitation du failli sont exécutoires et produiront leurs effets dans l'autre Etat contractant après avoir été revêtus de l'exequatur en conformité de l'article 2.

L'exequatur sera accordé si le requérant prouve qu'il s'agit :

- a. D'une faillite prononcée par un jugement qui dans le même Etat a obtenu l'exequatur;
- b. D'un jugement exécutoire dans l'Etat où il a été rendu.

Les dispositions de l'art. 4 seront applicables aux demandes d'exequatur, faites en vertu du présent article.

Art. 7. — S'il arrivait qu'après une déclaration de faillite, prononcée dans l'un des Etats contractants et revêtue de l'exequatur dans l'autre, le débiteur était encore une fois déclaré en état de faillite, avant la liquidation finale de la première faillite, les autorités de l'autre Etat contractant refuseront l'exequatur à cette seconde déclaration de faillite.

V.

Dispositions concernant les Successions, les Testaments et les Donations à cause de mort.

Article premier. — Les successions sont soumises à la loi nationale du défunt.

Art. 2. — La capacité de disposer par testament ou par donation à cause de mort ainsi que la substance et les effets de ces dispositions sont régis par la loi nationale du disposant.

Art. 3. — Les testaments et donations à cause de mort sont, en ce qui concerne la forme, reconnus comme valables, s'ils satisfont aux prescriptions soit de la loi nationale du disposant, soit de la loi du lieu où ils sont faits.

Néanmoins, lorsque la loi nationale du déposant exige comme condition substantielle, que l'acte ait la forme authentique ou la forme holographie, ou telle autre forme déterminée par cette loi, la donation ou le testament ne pourra être fait dans une autre forme.

Sont valables en la forme, les testaments des étrangers, s'ils ont été reçus, conformément à leur loi nationale, par les agents diplomatiques ou consulaires de leur nation. La même règle s'applique aux donations à cause de mort.

Art. 4. — La loi nationale du défunt ou du disposant est celle du pays auquel il appartient au moment de son décès.

Néanmoins, la capacité du disposant est soumise aussi à la loi du pays auquel il appartenait au moment où il dispose.

Art. 5. — L'incapacité de disposer au profit de certaines personnes, soit d'une manière absolue, soit au delà de certaines limites, est régie par la loi nationale du disposant.

Art. 6. — La capacité des successibles, légataires ou donataires, est régie par leur loi nationale.

Art. 7. — L'acceptation sous bénéfice d'inventaire et la renonciation sont, quant à la forme, régies par la loi du pays où s'est ouverte la succession.

Art. 8. — Les immeubles héréditaires et ceux légués ou donnés sont soumis à la loi du pays de leur situation, en ce qui concerne les formalités et les conditions de publicité que cette loi exige pour le transfert, la constitution ou la consolidation des droits réels, vis-à-vis des tiers.

Art. 9. — Les conventions relatives au partage sont comme telles soumises à la loi qui régit les conventions.

Les actes de partage sont, quant à la forme, soumis à la loi du lieu où ils sont faits ou passés, ce, sans préjudice des conditions ou formalités prescrites, au sujet des incapables, par la loi nationale de ces derniers.

Art. 10. — Les biens héréditaires ne sont acquis à l'Etat, sur le territoire duquel ils se trouvent, que s'il n'y a aucun ayant droit conformément à la loi nationale du défunt.

Art. 11. — Nonobstant les articles qui précèdent, les tribunaux d'un pays n'auront pas égard aux lois étrangères, dans le cas où leur application aurait pour résultat de porter atteinte, soit au droit public de ce pays, soit à ses lois concernant les substitutions ou fidéi-commis, la capacité des Etablissements d'utilité publique, la liberté et l'égalité des personnes, la liberté des héritages, l'indignité des successibles ou légataires, l'unité du mariage, le droit des enfants illégitimes.

Art. 12. — Les autorités de l'Etat, sur lequel la succession s'est ouverte, et les agents diplomatiques ou consulaires de la nation à laquelle le défunt appartenait, concourent à assurer la conservation des biens héréditaires.

Fait à la Haye, le 13 juillet 1894.

Conférence de Droit international privé

TENUE A LA HAYE (SEPTEMBRE 1893) (*Suite*) (1)

ALLEMAGNE.

Dispositions de la Législation de l'Empire qui concernent des matières de Droit International Privé.

(*Traduction.*)

I. — Code de Procédure civile

Compétence. — § 12. Le tribunal à la compétence duquel une personne est soumise en vertu de son statut de juridiction général, est compétent pour toutes les demandes qui seraient introduites contre elle, à moins qu'une juridiction exclusive ne soit établie pour certaines demandes.

§ 13. Le statut de juridiction général d'une personne est déterminé par son domicile.

§ 18. Le statut de juridiction général d'une personne qui n'a pas de domicile est déterminé par le lieu de sa résidence dans l'Empire d'Allemagne, et si elle n'y possède pas de résidence connue, par le dernier domicile.

§ 19. Les communes, les corporations, ainsi que les sociétés, associations et autres communautés de même nature, les fondations, les établissements et les masses de biens qui peuvent être actionnés comme tels, seront assujettis à la juridiction du tribunal dans le ressort duquel ils sont établis. Sera considéré comme lieu de leur établissement, s'il n'en appert autrement, l'endroit où fonctionne leur administration.

Les sociétés ayant pour objet l'exploitation d'une mine sont soumises à la juridiction du tribunal dans le ressort duquel la mine est située ; les administrations, dans les cas où elles peuvent être actionnées en cette qualité, sont soumises à la juridiction du tribunal dans le ressort duquel elles ont leur siège.

Indépendamment du statut de juridiction établi par les dispositions du présent paragraphe, il est loisible d'établir un statut de juridiction particulier par voie d'ordonnance ou autrement.

§ 22. Lorsque, pour l'exploitation d'une fabrique, d'un commerce ou d'une autre industrie, une personne aura un établissement où se traitent directement les affaires, toutes les demandes relatives à l'exploitation de cet établissement pourront être formées contre cette personne devant le tribunal du lieu où se trouve l'établissement.

Les personnes qui administrent, à titre de propriétaires, usufruitiers ou fermiers, une terre pourvue de bâtiments d'habitation et d'exploitation pourront également être actionnées devant le tribunal du lieu de leur

(1) V. Archives, 1894.

exploitation, en tant que ces actions ont rapport aux droits et obligations qui résultent de l'exploitation de ce bien.

§ 24. Relativement aux demandes d'intérêt matériel dirigées contre une personne n'ayant pas de domicile dans l'Empire d'Allemagne, le tribunal compétent sera celui dans le ressort duquel se trouveraient des biens de ladite personne ou l'objet litigieux. Lorsqu'il s'agit d'obligations, le domicile du débiteur sera réputé être le lieu où se trouvent les biens, et lorsqu'une chose aura été affectée à la garantie de l'obligation, aussi le lieu où se trouve cette chose.

§ 25. Le tribunal de la situation de l'objet sera seul compétent pour connaître des actions en revendication de la propriété, en revendication ou en affranchissement d'une charge ou d'un service foncier. Il en sera de même pour les actions en horrage et en partage et les actions possessoires, en tant qu'il s'agit d'immeubles.

Quant aux actions qui concernent une servitude ou une charge foncière, la compétence se déterminera par la situation de l'héritage grevé.

§ 26. Pourront être intentées conjointement devant le tribunal compétent en matière réelle, l'action hypothécaire et celle relative à l'obligation personnelle, l'action en radiation d'une hypothèque et celle en extinction de l'obligation personnelle, l'action en reconnaissance d'une charge foncière et celle en paiement d'arrérages, pourvu que les actions combinées aient été formées contre le même défendeur.

§ 27. Pourront également être portées devant le tribunal compétent en matière réelle, les actions personnelles qui seraient formées contre le propriétaire ou le détenteur d'un immeuble comme tel, ainsi que les actions pour dommages causés à un héritage ou pour indemnité à cause d'éviction d'un fonds.

§ 28. Les actions ayant pour objet des droits d'hérédité, des réclamations résultant de legs ou autres dispositions à cause de mort, ou le partage de la succession, pourront être portées devant le tribunal dont le défunt était justiciable à l'époque de son décès.

La juridiction dont relève la succession pourra connaître aussi des actions des créanciers de la succession pour obligations du défunt ou des héritiers comme tels, lorsque la succession se trouve encore en tout ou en partie dans le ressort du tribunal, ou lorsqu'il y a plusieurs héritiers et que la succession n'a pas encore été partagée.

§ 29. Les demandes tendant à faire prononcer l'existence ou la non-existence d'une convention, à obtenir son exécution ou sa résiliation ou une indemnité pour cause d'inexécution ou d'exécution incomplète, seront de la compétence du tribunal du lieu de l'exécution de l'obligation.

§ 30. Les demandes ayant pour objet des affaires commerciales conclues pendant les foires et marchés, à l'exception cependant des marchés annuels ou hebdomadaires, seront portées devant le tribunal du lieu des foires et marchés si, lors de l'introduction de la demande, le défendeur ou la personne chargée de le représenter au procès séjourne à la résidence ou dans le ressort de ce tribunal.

§ 33. Le tribunal compétent pour la demande sera également compétent pour la reconvention, pourvu qu'il y ait connexité entre la reconvention et l'objet de la demande principale ou les moyens opposés à celle-ci.

Cette disposition ne sera pas applicable lorsque, à l'égard de la demande reconventionnelle, la compétence du tribunal n'aura pas pu être prorogée.

§ 38. Un tribunal de premier ressort, bien qu'incompétent en principe, devient néanmoins compétent par l'accord exprès ou tacite des parties.

§ 40. La prorogation sera sans effet juridique si elle ne porte pas sur un objet déterminé et sur les différends qui en résultent.

La prorogation n'est pas admise quand le différend n'a pas pour objet des réclamations d'intérêt matériel, ou lorsqu'il existe une juridiction exclusive pour la demande.

Capacité d'ester en justice. — § 50. La capacité d'une partie d'ester en justice, la représentation des parties n'ayant pas cette qualité par d'autres personnes (représentants légaux) et la nécessité d'un mandat spécial pour procéder en justice sont réglées par les dispositions du droit civil, sauf les modifications contenues dans les paragraphes ci-après.

§ 53. Un étranger qui, d'après la loi de son pays, ne possède pas la qualité d'ester en justice est censé l'avoir pour le cas où, d'après la loi du tribunal saisi du procès, il jouirait de cette qualité.

§ 102. Lorsque le demandeur sera un étranger, il sera tenu de fournir au défendeur, si celui-ci le requiert, un cautionnement pour le paiement des frais du procès.

Ce cautionnement n'est pas exigé :

1° Lorsque, d'après les lois de l'Etat auquel appartient le demandeur, un Allemand en pareil cas n'est pas obligé de fournir caution ;

2° Pour les demandes fondées sur des actes authentiques ou des effets de commerce ;

3° Pour les demandes reconventionnelles ;

4° Pour les demandes formées par suite d'une sommation publique ;

5° Pour les demandes résultant de réclamations au sujet desquelles il existe une inscription dans le registre terrier ou d'hypothèques d'une autorité allemande.

§ 103. Le défendeur pourra également demander caution lorsque, dans le cours du procès, le demandeur perd la qualité d'Allemand ou lorsque le motif pour lequel l'étranger était dispensé de fournir caution a cessé d'exister et qu'une partie non contestée de la demande ne constitue pas une couverture suffisante.

Assistance judiciaire. — § 106, al. 2. Les étrangers ne peuvent réclamer l'assistance judiciaire qu'autant qu'il y a garantie de réciprocité.

Significations. — § 106. Lorsqu'une partie n'a de domicile ni au lieu où siège le tribunal saisi du procès, ni dans la circonscription du tribunal cantonal où siège le tribunal saisi du procès et qu'elle n'a pas constitué pour le procès de fondé de pouvoir domicilié dans ce lieu ou dans cette circonscription, le tribunal, s'il en est requis, pourra ordonner qu'elle charge une personne qui s'y trouve domiciliée de recevoir les pièces qui lui seraient destinées. Cette ordonnance pourra être rendue sans débats préalables. Aucun recours n'est admis.

Lorsque la partie n'a pas de domicile dans l'Empire d'Allemagne, elle sera tenue, même sans décision préalable du tribunal, de désigner son fondé de pouvoir chargé de recevoir les significations, à moins qu'elle n'ait nommé fondé de pouvoir au procès une personne domiciliée dans le lieu ou dans la circonscription indiquée au premier alinéa.

§ 182. Toute signification à effectuer à l'étranger se fera par voie de requête adressée, soit à l'autorité compétente de l'Etat étranger, soit au consul ou ambassadeur de l'Empire résidant dans ledit Etat.

§ 106. Si la résidence d'une partie est inconnue, la signification pourra se faire par une notification publique.

La notification publique pourra également être employée lorsque, pour une signification à faire en pays étranger, l'observation des dispositions prescrites est impossible ou ne permet d'espérer aucun résultat.

Preuve du droit étranger. — § 265. Le droit en vigueur dans un autre pays, les coutumes et statuts n'auront besoin d'être prouvés qu'autant qu'ils ne sont pas connus du tribunal. Pour la recherche de ces règles de droit, le tribunal n'est pas obligé de s'en tenir aux preuves fournies par les parties ; il aura la faculté de puiser à d'autres sources, afin de s'éclairer et pourra ordonner dans ce but tout ce qui lui paraîtra nécessaire.

Exécution des jugements étrangers. — § 660. — Le jugement d'un tribunal étranger ne sera exécutoire que dans le cas où son exécution aura été déclarée admissible par un jugement.

La demande tendant à obtenir ce jugement sera portée devant le tribunal cantonal ou régional à la juridiction duquel le défendeur est soumis à raison de son statut de juridiction général, ou, à défaut, devant le tribunal cantonal ou régional devant lequel le débiteur peut être actionné en conformité du § 24.

§ 661. Le jugement d'exécution sera rendu sans examen préalable de la décision.

Le jugement d'exécution ne sera pas rendu :

1° Si le jugement du tribunal étranger, d'après le droit qui le régit, n'a pas encore acquis l'autorité de la chose jugée ;

2° Lorsque l'exécution aurait pour conséquence de contraindre la partie à accomplir un acte à l'égard duquel une contrainte ne peut être exercée d'après le droit régissant le tribunal allemand qui statue sur l'admissibilité de l'exécution forcée ;

3° Si, d'après le droit régissant le tribunal allemand qui statue sur l'admissibilité de l'exécution forcée, les tribunaux de l'Etat auquel appartient le tribunal étranger n'étaient pas compétents ;

4° Si le débiteur condamné appartient à la nationalité allemande et ne s'est pas défendu au procès, à moins que l'assignation ou ordonnance introductory d'instance ne lui ait été signifiée en personne dans l'Etat où réside le tribunal saisi du procès, ou bien dans l'Empire d'Allemagne par la voie d'une commission rogatoire ;

5° Si la reciprocité n'a pas été garantie.

§ 662. L'exécution forcée se fera en vertu d'une expédition du jugement revêtue de la formule exécutoire (grosse).

La grosse sera délivrée par le greffier du tribunal de première instance et, quand le procès est pendant devant un tribunal supérieur, par le greffier de ce tribunal.

II. — Code de procédure criminelle.

§ 419. Le plaignant est tenu de fournir caution pour les frais probables qui seraient occasionnés au Trésor public et à l'inculpé, sous les mêmes

conditions auxquelles le demandeur est obligé de fournir caution sur la demande du défendeur pour les frais de procès dans les affaires civiles.

La caution sera effectuée par une consignation en numéraire ou en valeurs.

A l'égard du montant de la caution, du délai pour la fournir, ainsi que de l'assistance judiciaire, les dispositions édictées pour les affaires civiles seront appliquées.

III. — Code des faillites.

§ 4. Les créanciers étrangers ont les mêmes droits que les créanciers allemands.

Le chancelier de l'Empire pourra, avec l'assentiment du conseil fédéral, ordonner l'application d'un système de représailles envers les personnes de nationalité étrangère ou envers leurs successeurs à titre universel ou particulier.

§ 207. Si un débiteur, sur le patrimoine duquel une faillite a été ouverte à l'étranger, possède des biens en Allemagne, l'exécution forcée sur ces biens peut avoir lieu.

Les exceptions à cette règle pourront être établies par ordre du chancelier de l'Empire avec l'assentiment du Conseil fédéral.

§ 208. Si un débiteur, qui n'est soumis à aucun tribunal Allemand à raison de son statut de juridiction général, possède en Allemagne un établissement pour l'exploitation d'une fabrique, d'un commerce ou d'une autre industrie, la procédure de faillite pourra être ouverte sur les biens de ce débiteur qui se trouvent en Allemagne, si cet établissement est investi de la faculté de conclure directement des affaires.

Il en sera de même dans le cas où le débiteur, qui n'est soumis à aucun tribunal allemand à raison de son statut de juridiction général, exploite en Allemagne, en qualité de propriétaire, d'usufruitier ou de fermier, une terre pourvue de bâtiments d'habitation et d'exploitation.

Pour la procédure, la compétence appartient exclusivement au tribunal cantonal dans le ressort duquel se trouve situé l'établissement ou la terre.

Lorsqu'une faillite aura été ouverte à l'étranger, l'ouverture de la faillite en Allemagne pourra être déclarée sans qu'il soit nécessaire de justifier de l'insolvabilité du débiteur.

IV. — Loi sur le change.

Art. 84. — La capacité de s'engager par lettre de change est déterminée, pour les étrangers, par la loi du pays auquel ils appartiennent. Néanmoins un étranger, incapable d'après la loi de son pays, mais capable d'après la loi allemande de s'obliger par lettre de change, peut s'obliger par lettre de change en Allemagne.

V. — Loi du 6 février 1875 concernant les registres de l'Etat civil et le Mariage.

Art. 38, al. 1. — Les dispositions soumettant à une autorisation le mariage des militaires, des fonctionnaires et des étrangers, ne sont pas modifiées par la présente loi. L'absence de cette autorisation est sans effet sur la validité du mariage contracté.

VI. — Loi du 4 Mai 1870 concernant la célébration des Mariages, etc., pour les sujets de la Confédération se trouvant à l'étranger.

Article premier. — Le Chancelier de la Confédération peut conférer à tout agent diplomatique de la Confédération, pour toute l'étendue de l'Etat près de la Cour ou du gouvernement duquel il est accrédité, et à tout consul de la Confédération pour la circonscription de son ressort, le pouvoir général de célébrer civilement des mariages valables entre personnes appartenant à la Confédération et aussi de constater les naissances, les unions et les décès pour ces mêmes personnes.

Art. 3. — La célébration du mariage doit être précédée de la publication d'un ban. Avant qu'il y soit procédé, il faut justifier au fonctionnaire que les conditions exigées par les lois du pays des fiancés pour l'accomplissement d'un mariage ont été remplies.

Les fiancés ont en outre à fournir en forme authentique :

1^o Lur acte de naissance ;

2^o La déclaration du consentement des personnes dont l'assentiment est nécessaire d'après les lois de la patrie des futurs.

Les fonctionnaires peuvent dispenser de l'apport de ces pièces lorsque les faits qu'elles ont pour but d'établir leur sont personnellement connus, ou que, par un moyen quelconque, ils en acquièrent une connaissance certaine.

Ils peuvent aussi ne pas tenir compte des irrégularités peu importantes qui se trouvent dans les pièces, par exemple d'une orthographe différente dans les noms, ou d'une différence dans les prénoms, lorsqu'ils ont acquis autrement toute certitude de l'identité des parties.

Les fonctionnaires sont autorisés à demander aux futurs une affirmation ayant la valeur d'un serment de l'exactitude des faits qui ne seraient pas établis devant eux d'une manière suffisante, soit par les actes produits, soit par les autres moyens de preuve fournis à l'appui.

Art. 4, 5, 6 concernent la publication des bans.

Art. 7. — Le mariage est contracté en présence de deux témoins par les questions solennelles adressées par le fonctionnaire à chacun des fiancés séparément et l'un après l'autre, à savoir :

S'ils déclarent qu'ils veulent contracter mariage avec l'autre partie présente ;

Par la réponse affirmative des fiancés ;

Et par les paroles du fonctionnaire qui en sont la conséquence, à savoir : Qu'il les déclare au nom de la loi valablement unis et époux.

Art. 8. — Le mariage tire ses effets civils de sa conclusion devant le fonctionnaire.

Art. 9. — Les actes transcrits sur le registre des célébrations de mariage doivent contenir :

1^o Les prénoms et noms de famille, la nationalité, l'âge, la situation ou la profession, le lieu de naissance et le domicile des personnes qui se marient ;

2^o Les prénoms et noms de famille, l'âge, la situation ou la profession, le domicile de leurs parents ;

3^o Les prénoms et noms de famille, l'âge, la situation ou la profession, le domicile des témoins qui ont assisté ;

4^o Les déclarations des futurs en réponse aux demandes du fonctionnaire ainsi que la constatation de leur union qui en a été la suite ;

5° La signature des personnes présentes

Art. 10. — Les dispositions qui précèdent sur la célébration des mariages peuvent être appliquées non seulement lorsque les deux fiancés appartiennent à la Confédération, mais encore lorsque l'un d'eux seulement a cette qualité.

AUTRICHE

I. — Code civil.

Art. 4. — Les lois civiles obligent tous les citoyens des pays pour lesquels elles ont été faites. Les citoyens demeurent soumis à ces lois pour les actes et les affaires qu'ils entreprennent hors du territoire de l'Etat, en tant qu'elles restreignent leur capacité personnelle pour contracter et que ces mêmes actes ou affaires doivent également produire des effets légaux dans l'intérieur de l'Empire.

Il sera expliqué dans le chapitre suivant jusqu'à quel point ces lois obligent les étrangers.

Art. 33. — Les étrangers jouissent en général des mêmes droits civils et sont tenus aux mêmes obligations que les nationaux, lorsque la qualité de régnicole n'est pas expressément exigée pour la jouissance de ces droits. Les étrangers doivent aussi, pour jouir des mêmes droits que les nationaux, prouver, dans les cas douteux, que l'Etat auquel ils appartiennent traite les sujets de nos Etats, relativement au droit en question, de la même manière que ses propres citoyens.

Art. 34. — La capacité personnelle des étrangers dans les actions judiciaires doit, en général, être jugée d'après les lois locales auxquelles l'étranger se trouve soumis en raison de son domicile, ou en raison de sa naissance s'il n'a pas de domicile réel ; à moins que la loi, dans des cas particuliers, n'en ait ordonné autrement.

Art. 35. — Une affaire consommée dans nos Etats par un étranger, et par laquelle celui-ci confère des droits à des tiers sans les obliger réciproquement envers lui, doit être jugée, soit d'après ce Code, soit d'après la loi à laquelle cet étranger est soumis comme sujet, suivant que l'une ou l'autre législation favorise le plus la validité de cette transaction.

Art. 36. — Lorsqu'un étranger contractera dans ce pays une obligation synallagmatique avec un régnicole, elle sera jugée sans exception d'après les dispositions de ce Code ; mais lorsqu'il l'aura conclue avec un étranger, elle ne sera jugée d'après ce Code, qu'autant qu'il ne sera pas prouvé que les parties en la contractant avaient une autre législation en vue.

Art. 37. — Lorsque des étrangers contractent avec des étrangers ou avec des sujets de nos Etats en pays étranger, ces transactions doivent être jugées d'après les lois du lieu où l'affaire a été conclue, à moins qu'une autre législation n'ait manifestement servi de base à la conclusion du contrat, et à moins que la disposition contenue en l'article 4 ci-dessus ne s'y oppose.

Art. 38. — Les envoyés, les chargés d'affaires officiels et les personnes qui sont à leur service, jouissent des priviléges établis par le droit des gens ou par les traités publics.

Art. 39. — Lorsqu'un étranger mineur voudra se marier dans nos Etats et ne pourra présenter le consentement nécessaire, il lui sera nommé par

le tribunal autrichien, sous la juridiction duquel il se trouverait placé par son état et par son domicile, un curateur qui devra déclarer devant ce tribunal son consentement au mariage ou son refus.

Art. 52. — Lorsque le consentement au mariage aura été refusé à un mineur ou à une personne placée en curatelle, et que ceux qui demandent à se marier se croient lésés par ce refus, ils ont le droit d'implorer l'appui du juge compétent.

Art. 225. — Lorsqu'un bien immobilier du mineur est situé dans une autre province ou dans un Etat étranger, l'autorité pupillaire doit requérir le tribunal ordinaire de cette province ou de l'Etat étranger de procéder à l'inventaire et à l'estimation, et de lui en donner communication ; mais elle doit laisser à ce tribunal le soin de nommer un curateur pour l'immeuble.

Art. 276. — La nomination d'un curateur pour les absents, ou pour des ayants-droit momentanément inconnus au tribunal, a lieu lorsqu'ils n'ont pas laissé de fondé de pouvoir ordinaire, et lorsque l'absence d'un représentant mettrait leurs droits en péril par suite de retards, ou entraînerait la poursuite des droits d'un tiers. Si le lieu de la résidence d'un absent est connu, le curateur doit l'instruire de la situation de ses affaires et gérer celles-ci, comme celles d'un mineur, si l'absent n'a pris aucune autre mesure.

Art. 300. — Les choses immobilières sont soumises aux lois du district du lieu dans lequel elles sont situées ; toutes les autres choses, au contraire, sont soumises aux mêmes lois que la personne de leur propriétaire.

II. — Loi sur les lettres de change.

XV. Législation étrangère.

Art. 84. — La capacité d'un étranger de contracter des obligations par lettres de change est réglée par les lois de l'Etat auquel il appartient. Toutefois un étranger incapable de s'obliger par lettres de change d'après la loi de sa patrie est obligé par les engagements en vertu de la loi sur les lettres de change qu'il a contractés en Autriche, lorsque, d'après les lois autrichiennes, il a la capacité de s'obliger par lettres de change.

Art. 85. — Les qualités essentielles requises d'une lettre de change tirée à l'étranger, aussi bien que de toute autre déclaration faite par lettre de change dressée à l'étranger, sont à juger d'après les lois du lieu où l'acte a été passé.

Si toutefois les déclarations de change faites à l'étranger répondent aux exigences de la loi du pays, leur défaut de forme d'après les lois étrangères ne peut donner ouverture à la demande en annulation des déclarations postérieurement apposées à la lettre de change dans le pays.

Les déclarations de change par lesquelles des nationaux s'obligent envers des nationaux à l'étranger sont également valables en vertu de la loi sur les lettres de change si même elles ne répondent qu'aux exigences de la législation autrichienne.

Art. 86. — Les formalités à observer relativement à une lettre de change sur une place étrangère pour faire valoir ou pour conserver le droit de change sont réglées par la loi en vigueur à cette place.

III. — Code des faillites.

Art. 51. — Les traités internationaux règlent en premier lieu le trai-

tement dans une faillite en ces pays, des droits des créanciers de nationalité étrangère.

A défaut de traités de ce genre, il faut appliquer ce principe, que les étrangers ont dans la faillite les mêmes droits que les nationaux, si ceux-ci dans l'Etat auquel les étrangers appartiennent y ont également dans les faillites les mêmes droits que les nationaux de cet Etat. En cas de doute, la reciprocité est présumée.

Si le juge du pays a quelque motif spécial d'admettre le contraire, c'est à l'étranger qui produit à la faillite, de prouver dans un délai déterminé, par pièces authentiques, d'après quels principes les citoyens autrichiens sont traités dans le même cas, dans l'Etat auquel il appartient. Le juge autrichien de la faillite prendra ces mêmes principes pour base de sa décision relativement au droit de l'étranger.

En cas de besoin, il devra en être référé au Ministre de la Justice.

Art. 52. — Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux droits cédés par des étrangers à des nationaux, si la cession n'a eu lieu qu'après l'ouverture de la faillite.

Art. 58. — L'ouverture et les opérations de la faillite ont lieu régulièrement devant la Cour judiciaire, dans la circonscription de laquelle le failli a son domicile ordinaire. Entre plusieurs tribunaux compétents, la priorité dans la déclaration de faillite crée compétence.

Art. 59. — La faillite introduite par l'action de déclaration de faillite, s'étend à toute la fortune mobilière du failli, en quelque lieu qu'elle se trouve, et ensuite à sa fortune immobilière située dans les provinces où est en vigueur la présente loi.

Art. 61. — En tant que les traités internationaux ou des ordonnances spéciales ne fixent point une autre procédure envers d'autres Etats :

a. La fortune mobilière d'un failli autrichien située à l'étranger doit être comprise dans la faillite ouverte en Autriche, et en conséquence la demande de remise de cette fortune doit être adressée aux autorités étrangères.

b. Par contre, la fortune mobilière d'un failli étranger située en Autriche doit sur sa demande être transmise au tribunal étranger de la faillite.

La procédure de la faillite relative à la fortune immobilière, demeure réservée aux tribunaux de l'Etat où se trouve cette fortune.

Si les autorités d'un Etat étranger refusent la remise de la fortune mobilière, ou ne l'accordent que dans des limites restreintes, il y a lieu d'appliquer les principes de la reciprocité.

Le tribunal doit porter tous les cas de cette nature à la connaissance du Ministre de la Justice.

Art. 193. — Dans la faillite commerciale, la déclaration et la procédure appartiennent à la juridiction commerciale des cours judiciaires, dans la circonscription desquelles la société a son siège, ou le négociant son domicile.

IV. — Loi sur la juridiction en matière civile.

§ 4. Si la compétence d'un tribunal autrichien relativement à un individu de nationalité étrangère ou aux biens d'un étranger est contestée par le tribunal de l'Etat étranger, le juge autrichien ne pourra continuer la procédure à moins que des intérêts publics ou la garantie des droits privés ne le rendent nécessaire. Il portera la cause avec le dossier complet par l'intermédiaire de la Cour supérieure à la connaissance de la Cour suprême qui la communiquera avec son avis au ministère de la justice.

§ 16. Le domicile ordinaire d'un individu est au lieu où il s'est établi dans l'intention prouvée ou résultant clairement des circonstances, d'y fixer sa résidence permanente.

§ 27. Les sujets autrichiens, exerçant des fonctions d'employés autrichiens en pays étrangers, restent sous la juridiction à laquelle ils étaient soumis pendant leur résidence dans l'Etat autrichien.

Si le lieu de leur résidence ne peut être constaté, ils sont considérés comme ayant eu leur domicile à Vienne.

§ 28. Les sujets de l'Empire autrichien, qui se font accréditer de la part d'un gouvernement étranger, restent sous la juridiction à laquelle ils sont soumis selon leur condition privée.

Les consuls des Puissances étrangères, qu'ils soient sujets autrichiens ou sujets étrangers, sont toujours soumis aux tribunaux autrichiens dans le ressort desquels ils ont leur résidence.

§ 29. Peuvent être traduits devant les tribunaux autrichiens les sujets d'un Etat étranger :

a. Devant le tribunal ordinaire de leur domicile, s'ils ont un domicile dans les Etats autrichiens ;

b. Devant le tribunal spécial à ce destiné dans tous les cas où, conformément aux dispositions de la présente loi, les sujets autrichiens peuvent être assignés hors du ressort du tribunal de leur domicile (§ 31 et suivants) ;

c. Dans le cas où on ne peut invoquer ni le tribunal spécial ni le tribunal ordinaire (lit. a. b.), devant le tribunal de chaque lieu où ils sont trouvés, pour toutes les obligations qui ont été contractées dans l'Etat autrichien où elles doivent être remplies ;

d. Par réciprocité dans tous les cas où l'Etat auquel ils appartiennent, reçoit des actions contre des sujets autrichiens.

§ 70. La mise à exécution des jugements rendus par des tribunaux étrangers, en tant que, selon les dispositions de la législation et des traités en vigueur, les jugements étrangers sont en général susceptibles d'exécution dans l'Etat autrichien, peut être consentie uniquement par la Cour de première instance dans le territoire de laquelle l'exécution doit avoir lieu.

§ 79. Si un sujet autrichien est décédé en pays étranger, le règlement de sa succession appartient au tribunal du district de son dernier domicile ordinaire en Autriche ou, si le lieu de son domicile ne peut être constaté, au tribunal de district ou à celui de première instance (§ 78) dans la circonscription desquels ses biens immeubles sont situés en tout ou en majeure partie et, s'il n'a laissé que des biens meubles, la majeure partie de ces biens. En cas de doute, la priorité dans l'ouverture de la succession constitue la compétence.

§ 80. Si un sujet étranger est décédé dans les Etats autrichiens ou y a laissé de la fortune, le règlement de la succession, ainsi que la décision à l'égard de toutes les contestations relatives aux droits de succession, appartiendra, quant à la succession mobilière, au tribunal étranger, à moins que l'application des principes de la réciprocité n'exige une autre procédure.

Les dispositions de la loi sur le règlement des successions décident s'il y a exception relativement aux successions des étrangers ayant établi leur domicile ordinaire dans les Etats autrichiens quand tous les intéressés se soumettent aux autorités et lois autrichiennes, puis dans quelles limites

les tribunaux autrichiens doivent en tout cas pourvoir à la sûreté des effets et des écrits du défunt, à la satisfaction des créanciers qui sont sujets autrichiens ou des étrangers résidant en Autriche et à la garantie provisoire des réclamations des héritiers et légataires qui se trouvent en Autriche.

§ 81. Quant aux biens immeubles situés dans les Etats autrichiens faisant partie de la succession d'un étranger, le règlement de la succession appartient toujours au tribunal de district autrichien ou à la Cour de première instance (§ 78), dans la circonscription desquels ces biens immeubles sont situés en tout ou en majeure partie, à moins qu'il n'existe une convention contraire avec l'Etat auquel le décédé a appartenu.

V. — Code de procédure civile.

§ 111. Les actes authentiques font pleine foi du fait qu'ils contiennent.

§ 112. Sont réputés actes authentiques : c) les actes dressés dans des pays étrangers par les personnes y ayant le droit de recevoir des actes authentiques, s'ils sont revêtus des légalisations usitées dans le pays respectif.

§ 391. Si le demandeur est domicilié hors des provinces héréditaires ou si son domicile est inconnu, il lui sera nommé un curateur à ses risques et frais et il en sera avisé par un édit public afin qu'il puisse au besoin constituer un autre représentant.

§ 392. Si toutefois son domicile hors des provinces héréditaires est connu, l'action introduite contre lui sera non seulement publiée de la manière prescrite à l'article précédent, mais en outre la requête lui sera dûment adressée et remise à la poste contre un bulletin de dépôt.

Décret aulique du 11 mai 1833 n° 2612, Recueil des lois judiciaires.

Les dispositions du Code de procédure civile relatives à la signification des actions à des personnes demeurant hors du pays, mais dont le lieu de résidence est connu, sont modifiées ainsi qu'il suit :

Le juge est tenu de faire parvenir la signification de la demande au défendeur dont la résidence à l'étranger est connue, ou par la voie d'une commission rogatoire adressée directement au tribunal, de la demeure du défendeur ou par l'intermédiaire des autorités supérieures, en lui nommant en même temps un curateur qui le représentera tant qu'il ne constituera pas lui-même un représentant et le fera connaître au tribunal. Seulement dans le cas où le juge ne recevrait pas en temps prescrit le certificat constatant la signification de la part de l'autorité étrangère à ce requise, il citera sur une nouvelle requête du demandeur le défendeur au moyen d'un édit selon les dispositions du Code de procédure civile relatives à la signification aux personnes dont la résidence est inconnue. Toutefois si le juge de première instance s'était adressé à l'autorité supérieure pour obtenir la signification, elle devra préalablement s'informer auprès de cette dernière. Les tribunaux étrangers commis à la signification seront avisés en même temps que la législation permet à la partie poursuivante de demander la sommation publique si le certificat de signification n'arrive pas en temps prescrit.

§ 406. Si le demandeur ne dispose pas notoirement dans la province où l'instance a été introduite, de moyens suffisants, il offrira lors de la demande introductory d'instance à fournir au défendeur une caution suf-

fisante pour les frais du procès ou à prêter serment qu'il est hors d'état de le faire.

Faute de quoi la demande ne sera pas admise, mais retournée à son auteur.

§ 407. Le demandeur sera tenu de prêter ce serment, si le défendeur ne l'en dispense pas.

§ 408. Le défendeur peut requérir une augmentation de caution, s'il le juge propre, sans que cette demande incide puisse retarder la procédure quant au principal.

Décret aulique du 18 mai 1792 n° 16, Recueil des lois judiciaires.

a. La mise à exécution d'un jugement rendu par le tribunal d'un Etat étranger contre un sujet autrichien ne pourra être ordonnée contre ce dernier par les tribunaux du pays, soit sur une commission rogatoire du tribunal étranger, soit sur la demande de la partie poursuivante que sous la condition : 1^e que le tribunal étranger ait été compétent pour rendre le jugement contre le sujet autrichien ; 2^e que l'Etat étranger auquel appartient le tribunal qui a prononcé la sentence, prête également assistance judiciaire en vertu des jugements autrichiens.

Décret aulique du 18 janvier 1799 n° 452, Recueil des lois judiciaires.

Bien que, conformément aux dispositions en vigueur et au décret aulique du 18 mai 1792 n° 16, les jugements d'un tribunal étranger doivent sous les conditions fixées être mis à exécution par les tribunaux du pays, cependant ni les tribunaux étrangers ni les parties n'auront droit à une autre ingérence de la part du tribunal autrichien que celle imposée au juge par le Code de procédure civile pour l'exécution d'un jugement autrichien. Les tribunaux ne peuvent donc pas prendre des dispositions d'office ni se charger du recouvrement des créances et de la transmission des sommes perçues ; il appartiendra au contraire au créancier de poursuivre la mise en exécution conformément aux dispositions du Code de procédure civile, soit en personne soit par un fondé de pouvoir. Toutes les fois qu'il s'agit de la mise à exécution d'un jugement étranger, il ne peut être procédé autrement que conformément aux dispositions du Code de procédure civile, c'est-à-dire sur une requête régulière de la partie poursuivante et par la voie ordinaire d'exécution et non par les dispositions prises d'office sur l'instance des tribunaux étrangers, et les jugements des tribunaux étrangers n'ont aucun droit à un traitement différent de celui qui est prescrit pour les jugements des tribunaux du pays ; afin que, si d'une part le créancier est aidé dans l'obtention de son droit, le débiteur de l'autre part ne subisse aucun préjudice dans sa propriété. De même, il est impossible que les tribunaux d'exécution se chargent d'office du recouvrement des créances et de la transmission des sommes encaissées ainsi que de la gestion de fonds privés dans l'intérêt de personnes *sui juris* et s'engagent de quelque manière que ce soit ; le bon ordre et la justice exigent seulement que si un jugement a été régulièrement rendu contre un sujet autrichien par un juge compétent à l'étranger et qu'il s'agisse de sa mise à exécution par le tribunal autrichien, la partie poursuivante obtienne et poursuive la

mise à exécution d'après les dispositions du Code de procédure civile, soit en personne soit par un fondé de pouvoirs dûment constitué.

Décret aulique du 15 février 1805 n° 711 à la Cour d'appel de Lemberg et Cracovie.

Pour ordonner la mise à exécution d'un jugement étranger, il est avant tout nécessaire que la compétence du juge étranger, la question si le jugement a acquis force de chose jugée et le traitement égal des sujets autrichiens et les nationaux dans l'Etat étranger soient mis hors de doute. En tout cas la partie poursuivante peut pour la mise à exécution d'un jugement étranger s'adresser directement au tribunal autrichien et il sera procédé dans ce cas conformément aux dispositions du Code de procédure civile; tandis que si le tribunal étranger requiert un tribunal autrichien de mettre à exécution un jugement, une expédition du jugement doit toujours être jointe à la commission rogatoire.

Attendu que, d'après la législation autrichienne, le juge ne doit jamais agir d'office et qu'en vertu de l'art. 311 du Code de procédure civile l'objet de l'exécution doit être désigné au juge et qu'il appartient à la partie poursuivante d'obtenir les actes ultérieurs dans le cours de l'exécution, il sera procédé, dans les cas où un tribunal étranger demande la mise à exécution d'un jugement, de la manière suivante :

a. Si l'objet de l'exécution *n'est pas désigné* dans la commission rogatoire du juge étranger, le juge nommera d'office un avoué pour la partie poursuivante, afin qu'il désigne l'objet de l'exécution et présente au nom de la partie étrangère la requête d'exécution.

b. Si, au contraire, le juge étranger a désigné dans sa commission rogatoire l'objet de l'exécution, le tribunal autrichien accordera en ce qui concerne cet objet la saisie-exécution, le droit de gage ou le premier acte d'exécution de la même manière que s'il avait été commis de la part d'un tribunal autrichien; en même temps il nommera d'office pour le créancier absent un avoué qui poursuivra l'exécution conformément à la loi et veillera aux droits de la partie.

Tout ce que le tribunal autrichien disposera en vertu de la commission rogatoire d'un tribunal étranger, doit être porté à la connaissance de ce dernier pour être communiqué à la partie poursuivante qui du reste sera parfaitement libre ou de s'entendre avec l'avoué *nommé à ses risques* ou de constituer un autre fondé de pouvoirs en sa place. Si la commission rogatoire d'un tribunal étranger donnait lieu à des doutes ou à des difficultés, la réquisition ne pourra néanmoins pas être purement rejetée, mais il faudra indiquer à l'autorité étrangère ce qui aux termes de la loi s'oppose à la mise à exécution de la réquisition et au besoin les additions et éclaircissements à fournir.

Dans tous les cas, il y aura lieu de s'entendre avec l'autorité étrangère afin que les taxes du tribunal ainsi que les honoraires du représentant nommé d'office soient couverts.

VI. — Loi sur la procédure en affaires non contentieuses.

§ 21. Le tribunal auquel d'après la loi réglant la compétence en affaires de droit civil appartient la liquidation de la succession d'un indigène, est appelé à la faire en ce qui concerne tous les biens meubles sans distinction

du lieu où ils sont situés et en ce qui concerne les biens immeubles du défunt qui sont situés dans l'Empire d'Autriche.

§ 22. D'après la loi régulant la compétence en affaires de droit civil, la liquidation des biens immeubles d'un étranger décédé qui sont situés en dedans des frontières de l'Etat autrichien, appartient, sans aucune restriction, au tribunal autrichien compétent si une convention contraire n'a pas été faite par des traités internationaux.

Le tribunal est donc tenu à apprécier les droits de tous les intéressés et à surveiller le paiement de tous les droits de succession conformément aux lois de ce pays.

§ 23. En ce qui concerne la fortune mobilière d'un étranger qui est décédé dans l'état autrichien ou à l'étranger, les tribunaux autrichiens, si le décédé appartient à un Etat qui agit d'après les mêmes principes, abandonneront aux autorités de l'état du défunt la liquidation de la succession ainsi que la connaissance de toutes actions concernant un héritage et se borneront à pourvoir à la sûreté de la succession et des préentions des héritiers et légataires qui sont sujets autrichiens ou des étrangers qui séjournent en Autriche, ensuite au paiement des créanciers de ce pays, conformément aux instructions contenues dans les §§ 137 à 139.

Si l'étranger décédé appartient à un Etat qui ne reconnaît pas de la même manière la compétence des tribunaux autrichiens quant à la succession laissée dans cet Etat par des sujets autrichiens — question sur laquelle en cas de doute l'instruction du Ministre de la Justice doit être requise — ou dont la manière de procéder ne peut pas être découverte, le principe de la reciprocité doit être observé dans le premier cas, mais dans le deuxième cas la succession qui se trouve dans le pays d'un tel étranger, doit être traitée de la même manière dont est traitée la succession d'un sujet du pays.

§ 24. Si dans le cas où la liquidation de la succession d'un étranger qui a son domicile ordinaire dans l'Etat autrichien, devrait être faite conformément aux dispositions susmentionnées (§ 23) par l'autorité étrangère, les intéressés qui se trouvent dans le pays, demandent que la liquidation de la succession soit faite par l'autorité autrichienne, cette dernière est tenue de faire la liquidation de la succession d'après les lois autrichiennes en tant qu'après une citation préalable par édit, les intéressés qui se trouvent à l'étranger et qui ont peut-être énoncé des préentions sur la succession, se soumettent à cette procédure.

Les §§ 140 à 144 statuent comment il faut s'y prendre et notamment comment il faut procéder en ce qui concerne les successions des sujets Turcs qui sont décédés dans l'Etat autrichien.

§ 25. La liquidation de la succession mobilière des étrangers dont la nationalité ne peut pas être découverte ou qui ont déjà perdu la nationalité dans l'Etat auquel ils ont appartenu, doit être faite par les tribunaux autrichiens et conformément aux lois autrichiennes.

§ 137. Si, dans le cas de décès d'étrangers, la liquidation de la succession et la décision d'actions concernant l'héritage doivent, conformément aux dispositions du § 23, être abandonnées à l'autorité étrangère, l'autorité judiciaire du pays doit pourtant sur la demande des héritiers et des légataires qui sont citoyens autrichiens ou qui sont des étrangers séjournant

dans l'Etat autrichien, ajourner la délivrance de la succession ou d'une partie de la succession suffisante pour leur garantie jusqu'à ce qu'il soit définitivement décidé sur leurs prétentions par les autorités judiciaires de l'étranger.

§ 138. Mais pour les créanciers qui sont citoyens autrichiens ou étrangers résidant en Autriche et qui ont saisi un tribunal de leurs réclamations contre le défunt de son vivant ou au moins en font l'objet d'une action avant la délivrance réelle de la succession, ou les produisent judiciairement, les tribunaux autrichiens doivent toujours prendre soin que la délivrance du montant de la succession ne se fasse qu'après leur paiement ou qu'après la mise en sûreté pour leurs réclamations.

§ 139. Pour cette raison, dans le cas de la mort d'un étranger, tous les héritiers, légataires et créanciers appartenant à la catégorie mentionnée ci-dessus (§§ 137 et 138) qui croient pouvoir éléver des prétentions contre la succession, doivent être sommés par un édit fixant un délai convenable d'annoncer leurs réclamations avant l'expiration de ce délai, faute de quoi la succession sera délivrée à l'autorité judiciaire étrangère ou à la personne qui sera suffisamment légitimée par cette autorité.

§ 140. Si, dans le cas de la mort d'étrangers qui ont eu leur domicile régulier en Autriche (§ 24), les héritiers qui se trouvent dans ce pays demandent que la liquidation de la succession soit faite par l'autorité judiciaire autrichienne, les héritiers et légataires étrangers, s'il y en a, seront aussi sommés par édit, d'annoncer leurs prétentions, faute de quoi la liquidation sera faite par le tribunal autrichien entre les intéressés qui ont présenté cette demande. Dans le cas où ensuite de cet édit qui doit être inséré aussi dans les journaux étrangers, personne ne se présente, ou si les personnes qui se présentent sont d'accord que la liquidation se fasse par le tribunal autrichien, cette liquidation doit être faite conformément aux lois de ce pays.

Mais si les intéressés qui se sont présentés ou l'autorité étrangère compétente insistent sur la liquidation devant le juge étranger, il doit être donné suite à cette demande.

§ 183. Si un étranger laisse en mourant un enfant mineur qui se trouve en Autriche, le tribunal est tenu de lui constituer un tuteur jusqu'à ce que l'autorité étrangère compétente ait pris une autre disposition.

§ 282. Les certificats concernant la loi en vigueur en Autriche sont expédiés à ceux qui en ont besoin pour la poursuite ou pour la défense de leurs droits à l'étranger, par le Ministre de la Justice. Dans les certificats de cette catégorie, la loi actuellement en vigueur doit être désignée précisément et sa teneur essentielle doit être citée d'après ses propres termes, mais tout éclaircissement ou application de la loi sur un cas litigieux doit être évité.

X. — Conventions.

L'Autriche a conclu un grand nombre de conventions touchant au droit international privé : on ne peut songer à les reproduire, ni même à les énumérer, mais seulement à donner quelques exemples.

Les plus importantes conventions de ce genre ont été conclues avec la Serbie.

En voici les principales dispositions.

A. — Convention du 6 mai 1881 avec la Serbie de se prêter réciproquement secours dans les affaires civiles.

Article premier. — Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes sont autorisés à poursuivre et à défendre leurs droits devant les tribunaux de l'autre Partie contractante aussi contre les sujets de cette dernière Partie. Les tribunaux de chacune des Parties contractantes doivent en cette matière leur appliquer un traitement égal à celui des nationaux.

En tant que les lois sur la procédure civile de l'une ou de l'autre des Parties contractantes contiennent des dispositions au sujet de la juridiction, du cautionnement pour les frais de la procédure et au sujet de la contrainte par corps, qui seraient exclusivement applicables aux étrangers, ces dispositions ne seront point appliquées aux sujets des deux Parties contractantes.

Spécialement est accordée aux extraits dûment légalisés des livres de commerce tenus dans le ressort de l'une des Parties contractantes la même force probante devant les tribunaux de l'autre Partie qu'aux extraits des livres de commerce tenus dans le pays même.

Les sujets de chacune des Parties contractantes jouiront aussi absolument des mêmes droits que les nationaux, lorsqu'ils auront à faire valoir des réclamations contre une faillite.

Art. 2. — Les tribunaux des deux Parties contractantes se prêteront secours dans les affaires civiles suivant les dispositions énumérées ci-dessous.

Le secours ne peut avoir lieu dans aucun cas :

1^o Si l'acte proposé n'est pas de la compétence du tribunal requis. Lorsque cependant l'obstacle peut être écarté par la transmission de la requête au tribunal compétent, le tribunal requis est tenu d'effectuer cette transmission sans entrer en délibération ;

2^o S'il s'agit d'un acte à effectuer par un tribunal, une partie ou un tiers, et si cet acte est inadmissible d'après la loi valable pour ce tribunal.

Art. 3. — Les tribunaux requis ou, s'il y a lieu, les tribunaux supérieurs de la Partie contractante à laquelle appartiennent ces tribunaux, statuent exclusivement sur l'admissibilité du secours judiciaire à prêter, aux termes de la Convention présente et sur la légalité d'un refus de ce secours.

Art. 4. — L'envoi des lettres rogatoires de même que celui des réponses aura lieu par voie diplomatique.

Les lettres rogatoires seront accompagnées d'une traduction allemande ou française, lorsqu'elles ne seront point écrites dans la langue du tribunal requis. Il en est de même pour les annexes d'une lettre rogatoire dont le contenu doit être connu par le tribunal requis afin que ce dernier puisse donner cours à la demande faite. Une traduction allemande ou française doit être jointe à la réponse, lorsque celle-ci n'est point rédigée dans la langue du tribunal requérant.

Art. 5. — Les frais de secours judiciaire seront supportés par le tribunal requérant. Quant aux dépenses au comptant nécessaires, elles devront être avancées par le tribunal requis. Ces principes seront aussi appliqués dans le cas d'une exécution.

Art. 6. — Les tribunaux de chacune des Parties contractantes, étant données les conditions de l'article 2, auront à faire suivre les demandes qu'un tribunal de l'autre Partie contractante leur adresse en vue de signi-

fifications, d'auditions et de preuves à recueillir, avec toute la promptitude possible. Le résultat de l'acte doit être porté à la connaissance du tribunal requérant en joignant les récépissés, procès-verbaux et autres pièces.

Cette disposition s'appliquera aussi à des demandes de significations, d'auditions et de preuves à recueillir, qui seront faites par l'une des Parties contractantes dans des affaires non contentieuses.

Art. 7. — Une exécution n'a lieu, en vertu des dispositions de la Convention présente, que lorsqu'il s'agit d'une demande portant sur une somme d'argent ou sur d'autres biens.

L'exécution est effectuée d'après les règles en vigueur dans le pays où elle doit avoir lieu.

Art. 8. — Sous les conditions établies par l'article 2, l'exécution est admise :

1^o Sur la base de sentences, d'ordres de paiement et autres jugements des tribunaux civils de chacune des Parties contractantes autant et aussi long-temps que ces actes judiciaires constituent, d'après la loi valable pour le tribunal qui a prononcé, un titre exécutoire ;

2^o Sur la base de transactions faites, en matière contentieuse, devant les tribunaux civils de chacune des Parties contractantes, en tant que ces transactions constituent un titre exécutoire d'après la loi valable pour le tribunal devant lequel la transaction a été faite.

3^o Sur la base de jugements rendus par des arbitres en tant que ces derniers seraient appelés à se prononcer sur la cause, soit ensuite d'un compromis dressé par écrit, soit en vertu d'une disposition légale, établissant la compétence d'un tribunal arbitral pour certaines affaires.

Art. 9. — L'exécution ne sera effectuée sur la base d'un jugement que :

1^o Lorsque, dans le cours du procès, la signification au défendeur contre lequel le jugement exécutoire a été rendu, a eu lieu suivant les règles et que, par suite de quelqu'autre irrégularité de la procédure, le défendeur n'a pas été privé de sauvegarder ses droits pendant le cours du procès.

La signification ne sera considérée régulière que si l'acte judiciaire en vertu duquel le procès a été introduit, a été signifié au défendeur en sa personne dans le territoire sur lequel le jugement a été rendu, ou bien lorsque la signification a été faite sur le territoire de l'autre Partie contractante, par l'autorité compétente requise à cet effet.

2^o Lorsque le tribunal qui a rendu le jugement était compétent d'après les règles valables pour le tribunal requis.

3^o Lorsque le tribunal qui a rendu le jugement y aura apposé la formule constatant qu'il a passé en force de chose jugée.

Art. 10. — Il n'y aura pas d'exécution de jugements prononcés par des tribunaux criminels sur les demandes portant sur une somme d'argent ou sur d'autres biens.

Art. 11. — L'exécution n'aura lieu sur la base d'une transaction judiciaire que lorsque le tribunal devant lequel elle a été faite y aura apposé la formule exécutoire.

Art. 12. — L'exécution d'un jugement arbitral n'aura lieu que lorsque la clause exécutoire y aura été apposée par un tribunal du pays où le jugement arbitral a été rendu.

Art. 13. — En même temps que la lettre rogatoire demandant l'exécution, on transmettra au tribunal requis une expédition authentique du

document servant de titre à l'exécution. Ce document sera accompagné de la traduction exigée par l'article 4.

Le tribunal dans le rayon duquel l'exécution doit être effectuée statuera sur l'admissibilité de celle-ci après débats sommaires.

Ces débats se borneront à constater l'existence des conditions sous lesquelles, en vertu de la présente Convention, l'exécution est admise.

L'audience devra être fixée au plus court délai possible qui ne dépassera point de quinze jours la date à laquelle la lettre rogatoire demandant l'exécution est parvenue au tribunal requis.

Art. 15. — Lorsque le jugement ou la transaction sur la base duquel l'exécution doit avoir lieu se fondent sur une lettre de change ou sur un acte notarié ou bien sur un autre titre qui d'après les lois du pays a le caractère d'un acte authentique et que les conditions établies par la présente Convention pour l'exécution auront été suffisamment prouvées par les documents produits, le tribunal requis doit procéder à la fixation du délibéré mentionné dans l'article précédent et accorder en même temps l'exécution provisoire jusqu'à caution. Cette exécution sera effectuée sans délai. Dans ces cas la lettre rogatoire sera accompagnée d'une copie légalisée de la lettre de change, de l'acte notarié ou de l'acte équivalent, de même que d'une traduction de cette copie, en conformité des stipulations de l'article 4. L'extinction de la caution dont il s'agit ne peut avoir lieu — avant qu'il soit rendu un arrêt décisif sur l'admissibilité de l'exécution — que dans le cas où il sera fourni une garantie suffisante pour la créance totale de la partie poursuivante.

Art. 15. — Lorsque dans la lettre rogatoire demandant l'exécution un fondé de pouvoirs de la partie poursuivante n'est point désigné, le tribunal qui procède à l'exécution devra lui constituer un représentant et en avertir le tribunal requérant (Art. 5).

Art. 16. — Lorsque sur le territoire de l'une des Parties contractantes une faillite est ouverte, et que le failli est établi dans ce pays, les tribunaux de l'autre Partie contractante ont, sur la demande du tribunal saisi de la faillite, à pourvoir, d'après les lois valables pour eux, à la sécurité, à l'inventaire et à la remise au tribunal saisi, de toute propriété mobilière appartenant au failli et qui pourrait se trouver dans leur rayon.

Mais la remise au tribunal saisi de la faillite n'aura point lieu lorsque, d'après les lois de l'endroit où se trouvent les biens qu'il s'agirait de remettre, des droits de revendication ou de restitution, des droits de rétention ou des priviléges, des gages ou des droits réels sont réclamés; ou bien lorsqu'une séparation de tels biens, notamment d'une hoirie, est demandée. Dans ce cas, il ne peut être remis au tribunal saisi de la faillite que ce qui reste des biens après que satisfaction entière aura été donnée aux ayants droit du genre sus-indiqué.

Pour ce qui concerne les dispositions à l'égard des biens immeubles d'un failli, elles seront en tous cas de la compétence des tribunaux de l'Etat dans lequel ces biens sont situés.

Un excédent du prix obtenu par la vente des immeubles sur la somme distribuée entre les créanciers qui y ont droit, sera remis au tribunal saisi de la faillite.

Lorsqu'à l'ouverture de la faillite on présume que des créanciers se trouvent sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'ouverture de la

faillite devra être publiée aussi dans les journaux de l'autre pays, désignés à cet effet, et d'après les dispositions qui y sont en vigueur.

B. — *Convention du 6 mai 1881 avec la Serbie, concernant le règlement des successions, l'organisation provisoire de la tutelle ou curatelle et la communication réciproque des actes de l'état civil.*

Art. 1. — Les sujets des Hautes Parties contractantes pourront disposer par testament, legs, donation ou autrement, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires des Etats respectifs.

Ils seront habiles à recevoir, de la même manière que les nationaux, les biens situés dans l'autre pays, qui leur seraient dévolus à titre de donation, legs, testament, ou même par succession *ab intestat*, et les dits héritiers, légataires ou donataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession ou mutation autres, ni plus élevés que ceux qui seraient imposés, dans les cas semblables, aux nationaux eux-mêmes.

Ils auront la faculté de faire dresser leurs dispositions de dernière volonté par des fonctionnaires consulaires de leur nation.

Dans le cas où la succession serait composée, en partie ou en totalité, de biens immeubles et que, d'après les traités en vigueur, la personne à laquelle ces biens sont dévolus ne serait pas habile à les acquérir, il sera accordé, de part et d'autre, aux intéressés un délai, à fixer selon les circonstances du cas spécial, afin de pouvoir effectuer la vente de ces immeubles de la manière la plus avantageuse.

Lorsque ce délai est expiré et qu'aucun résultat n'a été obtenu, les tribunaux procéderont à la vente aux enchères publiques des biens immeubles en faveur des ayants droit susmentionnés.

Art. 2. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Pour ce qui concerne les successions mobilières laissées par des sujets de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, soit qu'à l'époque du décès ils y fussent établis ou simplement de passage, soit qu'ils fussent décédés ailleurs, les réclamations reposant sur le titre d'héritéité ou de legs seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes du pays auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de ce pays.

Art. 3. — En cas de décès d'un sujet de l'une des parties contractantes sur l'un des territoires de l'autre, les autorités locales devront immédiatement et au plus tard dans les vingt-quatre heures après que le décès sera parvenu à leur connaissance, en faire communication au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus rapproché du lieu du décès. Ceux-ci devront suivre le même procédé à l'égard des autorités locales, lorsqu'ils auront été informés les premiers.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente qui, dans le cas où les lois du pays le lui prescrivent, pourra y assister et apposer également ses scellés.

Lorsqu'elle aura été informée la première du décès, et en tant que, suivant les lois du pays, elle est tenue à apposer les scellés sur la succession, l'autorité locale invitera l'autorité consulaire à procéder en commun à cet acte.

Dans le cas où l'apposition immédiate des scellés paraîtrait absolument nécessaire, mais où cette opération, par suite de la distance des lieux, ou pour d'autres motifs, ne pourrait avoir lieu en commun, l'autorité locale aura la faculté de mettre les scellés préalablement sans le concours de l'autorité consulaire et vice-versa.

Dans ces deux cas, une communication sera adressée, dans les vingt-quatre heures, à l'autorité qui n'est pas intervenue et qui sera libre de croiser ensuite son sceau avec celui déjà apposé.

Les scellés de l'autorité locale et réciproquement ceux de l'autorité consulaire ne devront pas être levés, sans que l'autorité locale, respectivement l'autorité consulaire, assiste à cette opération.

Toutefois, si après un avertissement adressé par l'autorité consulaire, à l'autorité locale, ou vice-versa par l'autorité locale à l'autorité consulaire, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, l'autorité, à qui l'invitation a été adressée, ne s'était pas présentée dans un délai de vingt-quatre heures — ou si elle avait sa résidence hors du rayon de l'autorité qui a donné l'avertissement, dans un délai de trois jours à compter de la réception de l'avis, — l'autre autorité pourra procéder seule à la dite opération;

2^o Former l'inventaire de tous les biens mobiliers et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si, après en avoir été prévenue, celle-ci croyait devoir assister à cet acte. L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ces actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce;

3^o Ordonner la vente aux enchères publiques des objets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile. L'autorité consulaire en préviendra l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites et par l'autorité compétente, d'après les lois du pays. Dans le cas où l'autorité consulaire n'interviendrait pas à cet effet et où ce serait l'autorité locale qui aurait à effectuer la vente, elle devra inviter l'autorité consulaire à y assister;

4^o Déposer, en lieu sûr, les effets et valeurs inventoriés, conserver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra. Ces dépôts devront avoir lieu d'accord avec l'autorité locale appelée à assister aux opérations antérieures si, par suite de la convocation préalable, il se présente des sujets du pays ou d'une Puissance tierce comme intéressés dans la succession, soit *ab intestat*, soit à titre de testament;

5^o L'autorité locale statuera au plus tard dans une semaine, à partir du jour de la formation de l'inventaire, sur la question de savoir si, d'après les lois du pays, il y a lieu de fixer un terme, pendant lequel ses nationaux et les sujets d'une Puissance tierce, résidant dans le pays où le décès est survenu, pourraient faire valoir leurs prétentions à l'égard de la succession. Ce terme ne dépassera pas trois mois.

Dans le cas où l'autorité locale aurait fixé le dit terme, l'autorité consulaire, tant que ce terme ne sera pas expiré, se bornera à prendre les mesures de précaution et d'administration qui ne pourront porter préju-

dice à la validation des droits et des personnes susmentionnées devant le tribunal compétent. Elle se bornera également à ce procédé, même après l'expiration du dit terme, dans le cas où une contestation se serait élevée qui serait de la compétence des tribunaux du pays — et cela aussi longtemps que cette contestation sera pendante.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au paiement intégral de toutes les créances, les autorités consulaires devront, conformément aux lois du pays, remettre immédiatement à l'autorité judiciaire ou bien, s'il y a lieu, aux syndics ou au curateur de la faillite, selon leur compétence, tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession, les susdites autorités consulaires demeurant chargées de représenter les héritiers ou légataires, absents, mineurs ou incapables ;

6^o Administrer ou liquider, eux-mêmes ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la partie mobilière de la succession, sans que l'autorité locale puisse intervenir dans ces opérations, sauf toujours les restrictions mentionnées au n° 5 de cet article pour les cas y énumérés, et conformément à la règle que les fonctionnaires consulaires devront s'abstenir de décider sur une réclamation quelconque élevée par les parties intéressées, et qu'ils devront résérer la décision du tribunal compétent, qui sera celui du pays, dans tous les cas où la réclamation ne reposera pas sur le titre d'hérédité ou du legs.

Après que le jugement concernant les réclamations susmentionnées, réservées à la décision des tribunaux du pays, aura été prononcé, ou après que la somme requise pour leur acquittement aura été déterminée et qu'une caution proportionnée aura été fournie, l'entièvre succession mobilière, en tant qu'elle ne sera pas engagée à titre de caution en faveur des héritiers et légataires, sujets de l'Etat où se trouve la succession ou étrangers y résidant, devra, après la levée des scellés apposés par l'autorité locale, être remise, pour en disposer, ultérieurement, à l'autorité consulaire.

Art. 4. — Lorsqu'un sujet autrichien ou hongrois, en Serbie, ou un sujet serbe, dans l'un des territoires de la Monarchie austro-hongroise, sera décédé sur un point où il ne se trouve pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens que le défunt aura laissés (article 3 § 3), et sera obligée d'en donner avis, dans le plus bref délai possible, à la Légation ou à l'autorité consulaire la plus rapprochée de l'endroit où se sera ouverte la succession.

Cependant, dès l'instant que le fonctionnaire consulaire le plus rapproché du point où se serait ouverte la dite succession, se présenterait personnellement ou par l'intermédiaire d'un délégué, l'intervention de l'autorité locale devra se conformer aux prescriptions de l'article 3 de la présente Convention.

Art. 5. — Les biens meubles laissés par un sujet serbe en Autriche ou en Hongrie ne seront soumis en Autriche-Hongrie et vice-versa les biens meubles laissés par un sujet autrichien ou hongrois en Serbie, ne seront soumis en Serbie à aucune taxe qui pourrait être imposée à titre du décès, du droit de succession ou de la reprise de l'héritage.

Art. 6. — Lorsqu'un sujet des Parties contractantes se trouvera intéressé dans la succession, ouverte sur un des territoires de l'autre Partie, soit d'un de ses nationaux, soit d'un indigène, soit d'un sujet d'une tierce

Puissance, les autorités locales informeront sans délai de l'ouverture de la succession l'autorité consulaire la plus rapprochée.

Art. 7. — Les valeurs et effets appartenant aux marins ou passagers, sujets de l'une des Parties contractantes, morts à bord d'un navire de l'autre Partie, seront envoyés au Consul de la nation respective pour être remis à l'autorité du pays du défunt.

Art. 8. — Lorsqu'un sujet autrichien ou hongrois décédé en Serbie ou un sujet serbe décédé en Autriche-Hongrie y a laissé un enfant mineur, ou bien s'il y avait lieu de constituer un curateur à un sujet autrichien ou hongrois résidant en Serbie ou à un sujet serbe résidant dans la Monarchie austro-hongroise, l'autorité locale compétente organisera, d'accord avec le Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire du rayon ou, à défaut de ces derniers, avec le Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus rapproché, la tutelle ou la curatelle autant que l'autorité compétente du lieu de domicile n'aura pas pris d'autres mesures à ce sujet.

Art. 9. — Il ne sera pas requis de légalisation pour les documents expédiés par les autorités judiciaires des territoires d'Etat des Parties contractantes en matière civile ou pénale.

Ces documents seront revêtus du sceau de l'autorité judiciaire qui les expédie.

Les documents expédiés par les notaires publics, huissiers et autres fonctionnaires judiciaires, devront être légalisés.

La légalisation sera considérée régulière, si le document aura été revêtu de la signature et du sceau d'office d'une autorité judiciaire de l'Etat où réside le fonctionnaire qui a dressé le document.

Les actes sous seing privé qui auront été légalisés par une autorité judiciaire, ne seront pas soumis à une légalisation ultérieure.

Art. 10. — Les Parties contractantes s'engagent à se transmettre réciproquement les actes de l'état civil (actes de naissance, de mariage ou de décès) rédigés dans leur territoire d'Etat et qui concernent les sujets de l'autre Partie, si les actes sont jugés nécessaires pour l'usage officiel et qu'ils seront réclamés par l'autorité compétente.

L'expédition ainsi que la communication des actes de l'état civil qui auront été réclamés pour l'usage officiel par l'autorité compétente se fera sans être soumise à des frais quelconques.

Cependant si ces actes étaient réclamés en faveur des particuliers, la rédaction et la communication n'auront lieu gratuitement que lorsqu'il s'agira d'une personne indigente et que son indigence aura été certifiée par l'autorité compétente.

Art. 11. — Les parties contractantes s'engagent à astreindre les fonctionnaires civils et ecclésiastiques chargés de tenir les registres de l'état civil à transmettre tous les six mois en Serbie à la Légation de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et réciproquement en Autriche-Hongrie à la Légation de Son Altesse le prince de Serbie, des extraits ou certificats, dûment légalisés, des actes de naissance, de mariage et de décès, concernant les sujets de l'autre Partie contractante. La remise aura lieu d'office, sans délai, ni frais, en la forme usitée dans le pays. Les dits extraits ou certificats devront contenir toutes les indications essentielles portées par les registres, et faire, autant que possible, mention du lieu d'origine ou de domicile des personnes auxquels ils se réfèrent.

Les extraits ou certificats qui seraient dressés dans une autre langue que la langue latine ou allemande, seront accompagnés d'une traduction dans une de ces deux langues ou d'une traduction française, dûment certifiée par l'autorité compétente.

C. — *Convention consulaire avec la Serbie, du 6 mai 1881.*

Art 11. — Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires des deux Parties ainsi que leurs Chanceliers et Secrétaires auront le droit de recevoir dans leur chancellerie, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous les sujets de leur pays.

Il seront également autorisés à recevoir :

1^o Les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous actes de droit civil qui les concernent et auxquels on voudrait donner forme authentique;

2^o Tous les contrats par écrit et actes conventionnels passés entre leurs nationaux ou entre ces derniers et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et de même tout acte conventionnel concernant des sujets de ce dernier pays seulement, pourvu, bien entendu, que les actes susmentionnés aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur les territoires de la Partie contractante, qui a nommé les dits fonctionnaires.

Les déclarations et les attestations contenues dans les actes ci-dessus mentionnés, qui auront été reconnus authentiques par les dits fonctionnaires et revêtus du sceau du Consulat Général, Consulat, Vice-Consulat ou de l'Agence consulaire, auront en justice, dans les territoires de la Monarchie austro-hongroise, comme en Serbie, la même force et valeur que si ces actes avaient été passés par devant d'autres employés publics de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, pourvu qu'ils aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat qui a nommé les fonctionnaires consulaires, et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans les pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans les cas où l'authenticité d'un document public enregistré à la chancellerie de l'une des autorités consulaires respectives serait mise en doute, la confrontation du document en question avec l'acte original ne sera pas refusée à la personne y intéressée qui en ferait la demande et qui pourra, si elle le juge utile, assister à cette confrontation.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires pourront légitimer toute espèce de documents émanant des autorités ou fonctionnaires de leurs pays, et en faire des traductions qui auront dans le pays où ils résident la même force et valeur que si elles avaient été faites par les interprètes jurés du pays.

D. — *Traité de commerce avec la Serbie du 9 août 1892.*

Art. 14. — 1. Les sujets de l'une des Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre, des mêmes droits que les nationaux pour ce qui concerne la protection des inventions, des dessins et modèles industriels, des marques de fabrique et de commerce, de la raison sociale et du nom commercial.

Sont assimilées sous ce rapport aux sujets toutes les personnes qui sont domiciliées ou ont leur établissement industriel principal sur le territoire de l'une des Parties contractantes.

2. Lorsqu'une demande de brevets pour une invention ou dessin, un modèle ou une marque de fabrique et de commerce, est déposée, pour s'en assurer la protection dans les territoires de l'une des Parties contractantes, et que dans le délai de trois mois le dépôt de cette demande est effectué dans les territoires de l'autre partie contractante, il est établi :

a) que cette demande postérieure aura la priorité sur toutes les demandes déposées dans les territoires de l'autre Partie contractante après l'époque du dépôt de la première demande ; et

b) que l'objet pour lequel une demande de brevet a été présentée ne perdra pas le caractère de nouveauté dans les territoires de l'autre Partie contractante par suite de circonstances survenues après la date du dépôt de la première demande ;

3. Le délai prévu plus haut court :

a) pour ce qui concerne les dessins et modèles, ainsi que les marques de commerce et de fabrique, à partir de la date de la présentation de la première demande ;

b) pour ce qui concerne les inventions, à partir de la date où le brevet a été délivré sur la première demande.

Le jour du dépôt de la demande ou de la délivrance du brevet n'est pas compté dans le délai.

Sera considéré comme jour de la délivrance du brevet, le jour où la résolution portant sur la délivrance définitive du brevet est remise à la partie intéressée.

4. L'importation d'une marchandise fabriquée dans les territoires de l'une des deux parties contractantes sur les territoires de l'autre n'entraînera pas, dans ces derniers territoires, la déchéance du droit de protection, accordé à cette marchandise sur la déposition d'un dessin ou d'un modèle.

5. On ne pourra pas refuser au propriétaire d'une marque de commerce ou d'une fabrique, enregistrée dans les territoires de l'une des Parties contractantes, l'enregistrement dans les territoires de l'autre, pour la seule raison que cette marque n'est pas conforme aux prescriptions qui y sont en vigueur relativement à la composition et à la forme extérieure de la marque.

Ne seront pas considérées comme prescriptions ayant rapport à la composition et à la forme des marques, les dispositions qui défendent l'usage du portrait du souverain ou des membres de la famille régnante, ou l'usage d'armoiries de l'Etat, d'autres armoiries publiques ou enfin l'emploi des marques considérées contraires à l'ordre public ou étant en opposition avec la situation réelle de manière à induire en erreur le public.

6. Chacune des Parties contractantes adoptera les mesures nécessaires, en tant qu'elles n'auraient pas été prises ultérieurement, contre l'exposition et la mise en vente de marchandises qui, dans une intention frauduleuse, en préjudice du commerce légitime, sont revêtues des armoiries d'Etat de l'autre Partie contractante ou portent, comme indication de provenance, le nom ou les armoiries de localités ou de districts, situés dans les territoires de l'autre Partie contractante.

7. Les sujets de l'une des Parties contractantes qui veulent s'assurer la

propriété d'une marque, d'un dessin ou d'un modèle dans les territoires de l'autre Partie contractante, auront à remplir les formalités prescrites par la législation de cette dernière. Ils devront, en particulier, faire déposer leurs marques, dessins et modèles, conformément aux prescriptions en vigueur, en Serbie au tribunal de commerce à Belgrade, en Autriche-Hongrie, pour les Royaumes et provinces représentés au Reichsrath : à la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne, et pour les pays de la Couronne de Saint-Etienne : à la Chambre de commerce et d'industrie à Budapest.

HONGRIE

La Hongrie, à part ses parties ayant formé autrefois la Transylvanie et les confins militaires de la Hongrie propre, ainsi que la ville de Fiume avec son district, où le Code civil autrichien est resté en vigueur, ne possède pas encore, sur le reste de son territoire, un Code civil. La matière du droit privé est régie par des lois spéciales, les us et coutumes et la jurisprudence, les décisions de la Cour suprême, rendues toutes les chambres réunies, ayant autorité de loi.

I. — Lois.

Loi L : 1879 sur la nationalité.

Art. 3. — Les enfants légitimes d'un Hongrois et les enfants naturels d'une Hongroise acquièrent par la filiation la nationalité hongroise, bien que, dans l'un et l'autre cas, le lieu de la naissance soit à l'étranger.

Art. 5. — Une étrangère qui épouse un Hongrois acquiert la nationalité hongroise.

Art. 6. — La nationalité hongroise est acquise par naturalisation à tout étranger qui obtient, soit un titre de naturalisation délivré par un fonctionnaire mentionné à l'art. 11, soit des lettres de naturalisation émanant de Sa Majesté, conformément à l'art. 17, et qui a prêté serment d'allégeance.

Art. 7. — La nationalité hongroise acquise par un Hongrois qui a obtenu la naturalisation s'étend à sa femme et à ses enfants mineurs soumis à la puissance paternelle.

Art. 33. — Les enfants qui sont légitimés par leur père naturel, suivant les lois de la patrie de ce dernier, perdent la nationalité hongroise, excepté s'ils n'acquièrent pas par cette légitimation la nationalité de leur père et s'ils demeurent après la légitimation dans les pays de la Couronne de Hongrie.

Art. 34. — La femme qui épouse un étranger perd la nationalité hongroise.

Art. 35. — La femme étrangère, qui ayant épousé un Hongrois devient veuve, se sépare de son mari ou divorce, ne perd pas la nationalité hongroise.

Art. 37. — La femme qui a épousé un étranger recouvre sa nationalité quand son mariage a été déclaré nul par les juges compétents.

Loi XVI: 1876 sur la formalité des testaments, des conventions sur successions futures et des donations à cause de mort.

Art. 3. — Les testaments, conventions sur successions futures et dona-

tions à cause de mort, faits à l'étranger, sont valables, s'ils ont été faits dans les formes du pays étranger.

Loi XVI : 1884 sur le droit d'auteur.

Art. 79. — La présente loi s'applique aux œuvres des citoyens hongrois, quand même elles ont paru en pays étranger.

La présente loi ne s'applique pas aux œuvres des auteurs étrangers.

Sont exceptées de cette règle et jouissent de la protection dans les termes de la présente loi :

- a. Les œuvres d'étrangers qui ont paru chez des éditeurs nationaux ;
- b. Les œuvres des étrangers qui habitent d'une façon continue en Hongrie au moins depuis deux ans et payent sans interruption l'impôt.

Sauf bien entendu l'existence de traités garantissant la protection réciproque.

Loi XXXIII : 1881 sur l'annulation et la prescription des titres de circulation.

La loi ne permet pas l'annulation par un tribunal hongrois, des titres émis par l'autre partie de la monarchie (Autriche) ou par un Etat étranger (art. 22), et l'annulation du titre émis par des sociétés ou entreprises étrangères n'est accordée devant les tribunaux du pays que sous la condition que l'émission a été faite par une succursale, représentation ou agence générale résidant à l'intérieur (art. 25).

Loi XXVII : 1876 sur les lettres de change.

L'article 94 décide que la capacité des étrangers sera appréciée dans le sens le plus favorable à la validité de l'acte, de sorte que l'étranger inapable d'après sa loi nationale peut être considéré comme capable, s'il satisfait aux conditions de capacité exigées par la présente loi.

Le Code de commerce de 1875 a supprimé la condition de l'autorisation pour toutes sociétés anonymes, y compris les sociétés étrangères. Il exige par contre un capital de garantie pour les sociétés d'assurances (art. 453, 461).

Loi XVII : 1881 sur la faillite.

Les droits des créanciers étrangers dans une faillite ouverte en Hongrie sont déterminés par les traités internationaux. A défaut de traités, les créanciers sont assimilés aux nationaux si la loi de leur pays accorde le même traitement aux créanciers hongrois. Cette réciprocité doit être prémise sauf au tribunal, s'il y a quelque doute à cet égard, à en exiger la preuve. Ces dispositions sont applicables aux créances qui, depuis l'ouverture de la faillite, auraient été cédées par des étrangers à des nationaux (art. 71).

Quant aux biens, la loi et la juridiction hongroises s'appliquent à la faillite de toute personne domiciliée en Hongrie, en ce qui concerne ses biens meubles, en quelque lieu qu'ils se trouvent. Elles ne s'étendent pas au contraire aux meubles qui se trouvent en Hongrie lorsque le domicile du failli est à l'étranger. Cette règle comporte cependant une double restriction : en premier lieu, les tribunaux hongrois peuvent retenir sous leur juridiction les meubles dépendant d'une faillite ouverte à l'étranger en invoquant le principe de la réciprocité; en second lieu, quand il s'agit d'une société étrangère, le capital assigné à ses opérations en Hongrie et

le capital de garantie qui a pu être exigé par application du Code de Commerce sont dans tous les cas réservés à la juridiction hongroise et forment la masse d'une faillite distincte, qui est déclarée d'office (articles 73, 75).

Pour les immeubles, la loi hongroise ne s'applique d'une manière absolue qu'à ceux qui sont en Hongrie. En l'absence de traités internationaux, les immeubles situés à l'étranger demeurent soumis en matière de faillite à la loi et à la juridiction du lieu de leur situation (art. 73, 75).

Loi LX : 1881 sur la procédure d'exécution.

Art. 3. — L'exécution des décisions des tribunaux étrangers ou des actes exécutoires étrangers revêtus de formules exécutoires, est réglée en principe par les dispositions des traités.

A défaut de traités, l'exécution ne peut avoir lieu qu'en cas de réciprocité dont il doit être justifié par celui qui la poursuit et de plus sous les conditions suivantes :

a. Que l'exécution soit poursuivie en vertu d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée, ou d'une transaction consacrée par justice ;

b. Que si le sujet hongrois a été condamné par défaut, l'acte de citation lui ait été régulièrement signifié en mains propres dans le pays où le jugement a été rendu, ou en cas d'absence de sa part par l'entremise d'un tribunal hongrois ;

c. Que les tribunaux du pays dans lequel a été rendue la décision ou conclu l'accord qu'il s'agit d'exécuter aient été compétents en vertu des dispositions de la présente loi ;

d. Que le résultat poursuivi par la voie de l'exécution ne tombe sous la prohibition d'aucune loi hongroise.

Art. 4. — L'exécution des décisions judiciaires rendues et transactions passées dans l'autre Etat de la monarchie (Autriche) sera ordonnée purement et simplement sur la demande des tribunaux de cet Etat, sous condition de réciprocité, sauf le cas où le résultat poursuivi par voie d'exécution tomberait sous la prohibition d'une loi hongroise.

Art. 5. — Dans les questions qui intéressent le statut personnel des sujets hongrois, les décisions judiciaires rendues contre un sujet hongrois par un tribunal étranger ne peuvent être exécutées en Hongrie.

Art. 10. — Les jugements étrangers ne peuvent être exécutés sans que le défendeur ait fourni ses explications.

II. — Conventions.

Traité conclu avec la Serbie, en date du 6 mai 1881 (Loi XXXII de l'année 1882), concernant le secours en matière judiciaire que les tribunaux des deux parties doivent se prêter dans les affaires de droit civil :

Art. 2. — Les tribunaux des deux parties contractantes se prêteront secours dans les affaires civiles suivant les dispositions énumérées ci-dessous. Le secours ne peut avoir lieu dans aucun cas :

1^o Si l'acte proposé n'est pas de la compétence du tribunal requis. Lorsque cependant l'obstacle peut être écarté par la transmission de la requête au tribunal compétent, le tribunal requis est tenu d'effectuer cette transmission sans entrer en délibération ;

2^o S'il s'agit d'un acte à effectuer par un tribunal, une partie ou un

tiers, et si cet acte est inadmissible d'après la loi valable pour ce tribunal.

Art. 8. — Sous les conditions établies par l'art. 2, l'exécution est admise :

1^o Sur la base de sentences, d'ordres de payement ou d'autres jugements des tribunaux civils de chacune des parties contractantes, autant et aussi longtemps que ces actes judiciaires constituent, d'après la loi valable pour le tribunal qui a prononcé, un titre exécutoire;

2^o Sur la base des transactions faites, en matière contentieuse, devant les tribunaux civils de chacune des parties contractantes, en tant que ces transactions constituent un titre exécutoire d'après la loi valable pour le tribunal devant lequel la transaction a été faite;

3^o Sur la base de jugements rendus par les arbitres, en tant que ces derniers seraient appelés à prononcer sur la cause, soit ensuite d'un compromis dressé par écrit, soit en vertu d'une disposition légale, établissant la compétence d'un tribunal arbitral pour certaines affaires.

Art. 16. — Lorsque sur le territoire de l'une des parties contractantes une faillite est ouverte, et que le failli est établi dans ce pays, les tribunaux de l'autre partie contractante ont, sur la demande du tribunal saisi de la faillite, à pourvoir, d'après les lois valables pour eux, à la sécurité, à l'inventaire et à la remise au tribunal saisi, de toute propriété mobilière appartenant au failli et qui pourrait se trouver dans leur rayon, etc.

Sauf le cas de droits de revendication, rétention, priviléges, gages ou autres dans lesquels la remise ne peut pas avoir lieu.

Pour ce qui concerne les dispositions à l'égard des biens immeubles d'un failli, elles seront en tout cas de la compétence des tribunaux de l'Etat dans lequel ces biens sont situés, etc., etc.

Déclarations de réciprocité échangées avec la Roumanie, 25 août 1871, et avec le Conseil Fédéral suisse pour le Canton de Vaud, le 7 mars 1885, concernant l'exécution des jugements et décisions rendus en matière civile par les autorités judiciaires respectives.

Traité du 2 février 1880 (loi XXVII : 1880) avec l'empire d'Allemagne réglant le mode et la condition de la légalisation des actes.

Les traités concernant le bénéfice de l'assistance judiciaire conclus avec :

- La France, le 14 mai 1879 (loi XIV : 1880).
- La Belgique, le 19 juillet 1880 (loi V : 1881).
- L'Italie, le 9 février 1883 (loi XXXIX : 1883).
- La Suisse, le 8 janvier 1884 (loi XXXVI : 1884).
- L'Allemagne, le 9 mai 1886 (loi X : 1887).
- Le Luxembourg, le 12 novembre 1888 (loi XXXVI : 1889).

Traité concernant le règlement des successions conclu avec la Serbie, le 6 mai 1881 (loi XXXIII : 1882).

Art. 2. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Pour ce qui concerne les successions mobilières laissées par des sujets de l'une des parties, soit qu'à l'époque du décès ils y fussent établis ou simplement de passage, soit qu'ils fussent décédés ailleurs, les réclamations reposant sur le titre d'hérédité ou de legs seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes du pays auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de ce pays.

Art. 3. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1^o Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, etc.;

2^o Former l'inventaire de tous les biens mobiliers et effets du défunt, etc.;

3^o Ordonner la vente aux enchères publiques des objets mobiliers de la succession, etc.;

4^o Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, etc.;

5^o L'autorité locale statuera, au plus tard dans une semaine, à partir du jour de la formation de l'inventaire, sur la question de savoir, si, d'après les lois du pays, il y a lieu de fixer un terme, pendant lequel ses nationaux et les sujets d'une puissance tierce, résidant dans le pays où le décès est survenu, pourraient faire valoir leurs prétentions à l'égard de la succession, etc.

Les conventions consulaires conclues avec le Portugal, le 9 janvier 1874 (loi XXXII : 1874), et avec l'Italie, le 15 mai 1874 (loi XIII : 1875), renferment des dispositions analogues.

Il existe encore concernant le règlement des successions des arrangements avec d'autres pays, tels que :

Les Etats-Unis : traité de commerce du 27 août 1829 ; Russie : traité de commerce et de navigation du 2/14 septembre 1860 ; ces deux traités ratifiés et reconnus obligatoires pour la Hongrie par l'art. 62 de la loi VII de l'année 1867.

Les républiques de l'Uruguay et de l'Argentine : traités d'amitié, de commerce et de navigation du 7 décembre 1870 (XLVII : 1871), et du 27 octobre 1870 (loi XLVIII : 1871).

Le Siam : traité de commerce du 17 mai 1869 (loi XXVIII : 1871).

La France : convention du 11 décembre 1866, renouvelée par la convention du 14 décembre 1884, ratifiée pour ce qui concerne la Hongrie par la loi VI de l'année 1884.

BELGIQUE

I. — Constitution.

Art. 128. — Tout étranger, qui se trouve sur le territoire de la Belgique, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi.

II. — Lois.

Code civil et lois qui l'ont modifié.

Art. 3. — Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire.

Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi belge.

Art. 11. — L'étranger jouira en Belgique des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Belges par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra.

Art. 13. — L'étranger qui aura été admis par l'autorisation du Roi, à établir son domicile en Belgique, y jouira de tous les droits civils, tant qu'il continuera d'y résider.

Art. 15. — Un Belge pourra être traduit devant un tribunal de Belgique, pour des obligations par lui contractées, en pays étranger, même avec un étranger.

Art. 16. — En toutes matières, autres que celles de commerce, l'étranger qui sera demandeur, sera tenu de donner caution pour le payement des frais et dommages-intérêts résultant du procès, à moins qu'il ne possède en Belgique des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce payement.

Art. 47. — Tout acte de l'état civil des Belges et des étrangers, fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé dans les formes usitées dans le dit pays.

Art. 48. — Tout acte de l'état civil des Belges en pays étranger sera valable, s'il a été reçu, conformément aux lois belges, par les agents diplomatiques ou par les consuls.

Art. 59. — S'il naît un enfant pendant un voyage de mer, l'acte de naissance sera dressé dans les vingt-quatre heures en présence du père s'il est présent et de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment ou à leur défaut parmi les hommes de l'équipage. Cet acte sera rédigé, savoir, sur les bâtiments du Roi par l'officier d'administration de la Marine et sur les bâtiments appartenant à un armateur ou négociant, par le capitaine, maître ou patron du navire. L'acte de naissance sera inscrit à la suite du rôle d'équipage.

Art. 60. — Au premier port où le bâtiment abordera, soit pour relâche, soit pour toute autre cause que celle de son désarmement, les officiers de l'administration de la marine, capitaine, maître ou patron, seront tenus de déposer deux expéditions authentiques des actes de naissance qu'ils auront rédigés, savoir, dans un port belge, au bureau du préposé à l'inscription maritime — (commissaire maritime) — et dans un port étranger, entre les mains du consul.

L'une de ces expéditions restera déposée au bureau de l'inscription maritime (commissaire maritime), ou à la chancellerie du consulat ; l'autre sera envoyée au ministre de la marine, qui fera parvenir une copie, de lui certifiée, de chacun des dits actes, à l'officier de l'état civil du domicile du père de l'enfant, ou de la mère, si le père est inconnu ; cette copie sera inscrite de suite sur les registres.

Art. 86. — En cas de décès pendant un voyage de mer, il sera dressé acte dans les vingt-quatre heures, en présence de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment, ou, à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage. Cet acte sera rédigé, savoir, sur les bâtiments du Roi, par l'officier d'administration de la marine, et sur les bâtiments appartenant à un négociant ou armateur, par le capitaine, maître ou patron du navire. L'acte de décès sera inscrit à la suite du rôle de l'équipage.

Art. 87. — Au premier port où le bâtiment abordera, soit de relâche,

soit pour toute autre cause que celle de son désarmement, les officiers de l'administration de la marine, capitaine, maître ou patron, qui auront rédigé des actes de décès, seront tenus d'en déposer deux expéditions, conformément à l'article 60.

A l'arrivée du bâtiment dans le port du désarmement, le rôle d'équipage sera déposé au bureau du préposé à l'inscription maritime (commissaire maritime) ; il enverra une expédition de l'acte de décès, de lui signée, à l'officier de l'état civil du domicile de la personne décédée ; cette expédition sera inscrite de suite sur les registres.

Art. 171. — Dans les trois mois après le retour du Belge sur le territoire du royaume, l'acte de célébration du mariage contracté en pays étranger sera transcrit sur le registre public des mariages du lieu de son domicile.

Art. 991. — Si le bâtiment aborde dans un port étranger dans lequel se trouve un consul de Belgique, ceux qui auront reçu le testament seront tenus de déposer l'un des originaux, clos ou cacheté, entre les mains de ce consul, qui le fera parvenir au ministre de la marine, et celui-ci en fera faire le dépôt au greffe de la Justice de paix du lieu du domicile du testateur.

Art. 993. — Il sera fait mention sur le rôle du bâtiment, à la marge, du nom du testateur, de la remise qui aura été faite des originaux du testament, soit entre les mains d'un consul, soit au bureau d'un préposé de l'inscription maritime (commissaire maritime).

Art. 999. — Un Belge qui se trouvera en pays étranger pourra faire ses dispositions testamentaires par acte sous signature privée, ainsi qu'il est prescrit en l'art. 970, ou par acte authentique, avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé.

Art. 1000. — Les testaments faits en pays étranger ne pourront être exécutés sur les biens situés en Belgique, qu'après avoir été enregistrés au bureau du domicile du testateur, s'il en a conservé un, sinon au bureau de son dernier domicile connu en Belgique, et dans le cas où le testament contiendrait des dispositions d'immeubles qui y seraient situés, il devra être, en outre, enregistré au bureau de la situation de ces immeubles, sans qu'il puisse être exigé un double droit.

Loi du 16 décembre 1851 sur les priviléges et les hypothèques :

Art. 77. — (Remplaçant l'art. 2128 C. C.) :

A défaut de dispositions contraires dans les traités ou dans les lois politiques, les hypothèques consenties en pays étranger n'auront d'effet, à l'égard des biens situés en Belgique, que lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été revêtus du visa du président du tribunal civil de la situation des biens.

Ce magistrat est chargé de vérifier si les actes et les procurations qui en sont le complément réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus.

L'appel de la décision du président sera interjeté par requête adressée à la cour, qui statuera comme en matière d'appel de référé.

Art. 2 additionnel. — Le mineur étranger, quand même la tutelle aurait été déferlée en pays étranger, aura hypothèque légale sur les biens

de son tuteur situés en Belgique, dans le cas et en conformité des dispositions énoncées au § 1^{er}, section 1^{re}, chap. III de la présente loi.

Pareillement la femme étrangère, même mariée en pays étranger, aura hypothèque légale sur les biens de son mari situés en Belgique, dans le cas et en conformité du § 2, section 1^{re} du même chapitre.

Si l'inscription est fondée sur des actes passés à l'étranger, elle ne pourra être prise qu'après que ces actes auront été visés par le président du tribunal de la situation des biens, conformément à l'article 77 de la présente loi.

Loi du 27 avril 1865, qui abroge la loi du 20 mai 1837, relative à la réciprocité internationale en matière de successions et de donations, et qui remplace les art. 726 et 912 C. C.

Art. 2. — Les art. 726 et 912 du Code civil sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 3. — Les étrangers ont le droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Belges dans toute l'étendue du royaume.

Art. 4. — Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et belges, ceux-ci prélevent sur les biens situés en Belgique une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger, dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales.

Loi du 20 mai 1882 (qui remplace l'article 170 C. C.).

Article unique. — L'art. 170 du Code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

1^o Les mariages en pays étranger entre Belges et entre Belges et étrangers seront célébrés dans les formes usitées dans le dit pays ;

2^o Les mariages entre Belges pourront également être célébrés par les agents diplomatiques et les consuls de Belgique, conformément aux lois belges ;

3^o Les agents diplomatiques et les consuls de Belgique pourront célébrer les mariages entre Belges et étrangères, s'ils en ont obtenu l'autorisation spéciale du Ministre des Affaires Etrangères ;

4^o Les mariages sont publiés conformément aux lois belges en Belgique par l'officier de l'éta: civil et par les agents diplomatiques et les consuls dans les chancelleries où les unions seront célébrées ;

5^o Les mariages célébrés dans les formes prescrites par les n°s 1, 2 et 3 de la présente loi seront valables si les Belges n'ont point contrevenu aux dispositions prescrites sous peine de nullité du Ch. 1^{er}, tit. V, liv. 1^{er} du Code civil ;

6^o La capacité de la femme étrangère est réglée par son statut personnel.

Loi du 16 août 1887, qui remplace les art. 151 à 153 C. C.

Art. 1. — L'article 88 de la loi sur la milice est remplacé par les dispositions suivantes :

Les miliciens et les remplaçants qui ont achevé leur quatrième année de service ou qui sont envoyés en congé illimité, conformément à l'article 85, peuvent contracter mariage.

Il en est de même des volontaires de toutes les catégories qui ont reçu un congé illimité.

Art. 2. — L'article 103 de la même loi est ainsi modifié :

Les individus soumis aux obligations de la présente loi et âgés de dix-neuf à vingt-huit ans accomplis ne peuvent être mariés que sur la production d'un certificat constatant qu'ils ont satisfait aux obligations imposées par les lois antérieures sur la milice, soit par la présente loi. Il est défendu, dans ce cas, à tout officier de l'état civil de procéder aux publications de mariage sous peine d'une amende correctionnelle de 300 à 800 francs.

Art. 3. — Les articles 151, 152 et 153 du Code civil sont remplacés par la disposition suivante :

Les enfants légitimes, ayant atteint la majorité fixée par l'art. 148, sont tenus, avant de contracter mariage, de demander, par un acte respectueux et formel, le conseil de leur père et de leur mère, à moins que ceux-ci ne soient dans l'impossibilité de manifester leur volonté.

A défaut de consentement sur un acte respectueux, il pourra être passé outre, un mois après, à la célébration du mariage.

En cas d'indigence des futurs époux, l'acte respectueux n'est pas requis si le père ou la mère dont le conseil doit être demandé n'a pas de demeure connue en Belgique.

Un mois au moins avant la célébration du mariage, ce fait sera attesté sous serment devant l'officier de l'état civil par les futurs époux et quatre témoins.

L'officier de l'état civil dressera procès-verbal de la prestation de serment et de l'affirmation tant des futurs époux que des témoins. Copie de ce procès-verbal sera envoyée dans les trois jours au procureur du Roi.

Art. 4. — En cas d'indigence, l'acte de consentement requis par l'art. 73 du Code civil peut être reçu par l'officier de l'état civil du domicile de l'ascendant, et à l'étranger par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, par les agents diplomatiques, les consuls et vice-consuls de Belgique.

Art. 5. — Les pièces nécessaires au mariage des indigents et à la légitimation de leurs enfants naturels seront, à leur demande, réclamées et réunies par les soins de l'officier de l'état civil de la commune dans laquelle les parties auront déclaré vouloir se marier. Les expéditions de ces pièces pourront, sur la demande de l'officier de l'état civil, être réclamées et transmises par les procureurs du Roi.

Art. 6. — Les procureurs du Roi pourront, dans le même cas, agir d'office et procéder à tous actes d'instruction préalables à la célébration du mariage.

Art. 7. — Tous jugements de rectification ou d'inscription des actes de l'état civil, toutes homologations d'actes de notoriété et généralement tous actes judiciaires ou de procédure nécessaires au mariage des indigents, seront poursuivis et exécutés d'office par le ministère public.

N. B. — L'art. 4 de cette loi a été interprété par l'art. 9 de la loi du 26 décembre 1891.

Loi du 26 décembre 1891. Art. 7 (qui remplace l'art. 169 C. C.) : Le procureur du Roi près le tribunal de 1^{re} instance dans l'arrondissement duquel les impétrants se proposent de célébrer leur mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai.

La même faculté est accordée aux chefs de mission et consuls de carrière de Belgique, ainsi qu'aux agents non rétribués du corps consulaire belge jusqu'au grade de vice-consul inclusivement, pour autant qu'ils ne résident pas au siège d'une légation ou d'un consulat de carrière, sauf à ceux-ci à rendre immédiatement compte à la Légation ou au Consulat de carrière dont ils relèvent des causes de la dispense ou du refus de l'accorder.

Art. 9 (qui interprète l'art. 4 de la loi du 16 août 1887) :

L'article 4 de la loi du 16 août 1887, apportant des modifications à quelques dispositions relatives au mariage, est interprété de la manière suivante :

Eu cas d'indigence, l'acte de consentement prescrit par l'article 73 du Code civil pourra être reçu par l'officier de l'état-civil du domicile ou de la résidence de l'ascendant et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, par les agents diplomatiques, les consuls et vice-consuls de Belgique.

Code de procédure civile et lois qui l'ont modifiée.

Art. 69. — Seront assignés,

8^e Ceux qui n'ont aucun domicile connu en Belgique au lieu de leur résidence actuelle : si ce lieu n'est pas connu, l'exploit sera affiché à la principale porte de l'auditoire du tribunal où la demande est portée ; une seconde copie sera donnée au procureur du Roi, lequel visera l'original.

Art. 166. — Tous étrangers, demandeurs principaux ou intervenants, seront tenus, si le défendeur le requiert, avant toute exception, de fournir caution de payer les frais et dommages-intérêts auxquels ils pourraient être condamnés.

Art. 167. — Le jugement qui ordonnera la caution fixera la somme jusqu'à concurrence de laquelle elle sera fournie : le demandeur qui consignera cette somme, ou qui justifiera que ses immeubles situés en Belgique sont suffisants pour en répondre, sera dispensé de fournir caution.

Art. 546. — Les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les actes reçus par les officiers étrangers ne seront susceptibles d'exécution en Belgique que de la manière et dans les cas prévus par les articles 2123 et 2128 du Code civil.

N. B. — La question de savoir si l'art. 546 est abrogé par l'art. 10 de la loi du 25 mars 1876 est controversée.

Art. 905. — Ne pourront être admis au bénéfice de cession, les étrangers, les stellionataires, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour cause de vol ou d'escroquerie, ni les personnes comptables, tuteurs, administrateurs et dépositaires.

Arrêté du 9 septembre 1814 :

Art. 1. — Les arrêts et jugements rendus en France, et les contrats qui y auront été passés, n'auront aucune exécution dans la Belgique.

Art. 2. — Les contrats y tiendront lieu de simple promesse.

Art. 3. — Nonobstant ces jugements, les habitants de la Belgique pourront de nouveau débattre leurs droits devant les tribunaux qui y sont établis, soit en demandant, soit en défendant.

N. B. — La question de savoir si cet article est abrogé par l'article 10 de la loi du 25 mars 1876 est controversée.

Arrêté du 1^{er} avril 1814 :

(Art. 1 à 3 remplaçant l'art. 69, 9^e du Code de procédure civile.)

Art. 1. — Les exploits à faire à des personnes non domiciliées dans la Belgique se feront par édit et missive, de la manière suivante :

L'huissier affichera ces exploits à la porte de la cour supérieure de justice, ou au tribunal qui devra respectivement en connaître, et il en adressera le double sous enveloppe par la poste ordinaire qu'il en chargera, à la résidence de celui que l'emploi concerne.

Art. 2. — Si la résidence n'est pas connue, les exploits seront insérés par extraits dans des journaux imprimés dans le lieu où siège la dite cour ou le dit tribunal, et s'il n'y a pas de journal, les exploits seront insérés par extrait dans un de ceux du département.

Art. 3. — Néanmoins tous ces exploits pourront être faits à la personne, si elle se trouve dans la Belgique.

Loi du 26 mars 1833, concernant la signification d'exploits à l'étranger :

Article unique. — Lorsqu'un directeur de la poste aux lettres déclarera qu'il se trouve dans l'impossibilité de se charger d'une copie d'exploit présenté à son bureau en exécution de l'art 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} avril 1814, l'huissier fera mention de cette déclaration dans son exploit et adressera copie de cet acte, sous enveloppe chargée, au Ministre des Affaires Etrangères.

Loi du 28 juin 1889 concernant les exploits à signifier à des personnes non domiciliées en Belgique :

Article unique. — Les exploits à signifier en matière pénale ou fiscale, à la requête de Parquets ou de toutes autres Autorités, à des personnes non domiciliées dans le royaume, dont la résidence sera connue à l'étranger, se feront de la manière suivante :

L'huissier affichera une copie de l'exploit à la porte principale de la cour ou du tribunal qui devra en connaître ou qui aura rendu l'arrêt ou le jugement, et il en fera parvenir immédiatement une autre copie à la personne que l'exploit concerne, soit en la lui adressant directement à sa résidence, par la poste, sous pli recommandé, soit en la transmettant au Ministre des Affaires Etrangères par la poste également sous pli recommandé.

Loi du 25 mars 1876 sur la compétence (Titre I du livre préliminaire du Code de procédure civile).

Art. 10. — Ils connaissent, enfin, (les tribunaux de 1^{re} instance) des décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

S'il existe entre la Belgique et le pays où la décision a été rendue un traité conclu sur la base de la réciprocité, leur examen ne portera que sur les cinq points suivants :

1^o Si la décision ne contient rien de contraire à l'ordre public, ni aux principes du droit public belge ;

2^o Si, d'après la loi du pays où la décision a été rendue, elle est passée en force de chose jugée ;

3^o Si, d'après la même loi, l'expédition qui en est produite, réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

4^o Si les droits de la défense ont été respectés ;

5^o Si le tribunal étranger n'est pas uniquement compétent à raison de la nationalité du demandeur.

Art. 52. — Les étrangers pourront être assignés devant les tribunaux du royaume, soit par un Belge, soit par un étranger, dans les cas suivants :

1^o En matière immobilière ;

2^o S'ils ont en Belgique un domicile ou une résidence ou s'ils y ont fait élection de domicile ;

3^o Si l'obligation qui sert de base à la demande est née, a été ou doit être exécutée en Belgique ;

4^o Si l'action est relative à une succession ouverte en Belgique ;

5^o S'il s'agit de demandes en validité ou en mainlevée de saisies-arrêts formées dans le royaume, ou de toutes autres mesures provisoires ou conservatoires ;

6^o Si la demande est connexe à un procès déjà pendant devant un tribunal belge ;

7^o S'il s'agit de faire déclarer exécutoires en Belgique les décisions judiciaires rendues ou les actes authentiques passés en pays étranger ;

8^o S'il s'agit d'une contestation en matière de faillite, quand cette faillite est ouverte en Belgique ;

9^o S'il s'agit d'une demande en garantie ou d'une demande reconventionnelle, quand la demande originale est pendante devant un tribunal Belge ;

10^o Dans le cas où il y a plusieurs défendeurs, dont l'un a en Belgique son domicile ou sa résidence.

Art. 53. — Lorsque les différentes bases indiquées au présent chapitre sont insuffisantes pour déterminer la compétence des tribunaux belges à l'égard des étrangers, le demandeur pourra porter la cause devant le juge du lieu où il a lui-même son domicile ou sa résidence.

Code de Commerce.

Loi du 18 mai 1873, modifiée par celle du 22 mai 1886 sur les sociétés commerciales.

Art. 128. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et ayant leur siège en pays étranger, peuvent faire leurs opérations et ester en justice en Belgique.

Art. 129. — Toute société dont le principal établissement est en Belgique est soumise à la loi belge bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger.

Art. 130. — Les articles relatifs à la publication des actes et des bilans

et l'article 66 sont applicables aux sociétés étrangères qui fonderont en Belgique une succursale en siège quelconque d'opération.

Les personnes préposées à la gestion de l'établissement belge sont soumises à la même responsabilité envers les tiers que si elles géraient une société belge.

Loi du 25 ventôse an XI sur le notariat :

Art. 9. — Les actes seront reçus par deux notaires, ou par un notaire assisté de deux témoins, citoyens belges, sachant signer et domiciliés dans l'arrondissement communal où l'acte sera passé (1).

Loi du 31 décembre 1851 sur les consulats.

Art. 9. — Les lois belges sont applicables aux consuls et aux autres employés des consulats, lorsque les lois ou les usages du pays dans lequel ils résident, ou les conventions diplomatiques, n'y mettent pas obstacle.

Art. 10. — Le consul exerce les fonctions d'officier de l'état-civil, conformément aux dispositions du Code civil.

Art. 11. — Il exerce les fonctions de notaire dans les cas prévus par le même Code.

Art. 12. — Il reçoit les contrats maritimes prévus par les dispositions du Code de Commerce, en présence de deux témoins qui signeront avec lui.

Art. 13. — Il fait, dans les limites des usages et des conventions diplomatiques, tous les actes conservatoires, en cas d'absence ou de décès d'un belge en pays étranger et de naufrage d'un navire belge.

Art. 14. — Il légalise les actes et documents expédiés dans l'étendue de sa juridiction et destinés à être produits ailleurs.

Art. 15. — Il dresse ou reçoit tous autres actes autorisés par les lois, les usages ou les conventions diplomatiques.

Art. 16. — Les actes dressés ou reçus par les consuls ou leurs chanceliers, qui, par suite d'une impossibilité matérielle, ne pourront pas être revêtus des formalités prescrites par les lois belges, seront néanmoins valables, pourvu qu'ils contiennent la mention expresse des causes de cette impossibilité.

Loi du 29 mai 1858 relative aux attributions des consuls en matière notariale dans les pays hors chrétienté.

Article unique. — Par extension des articles 11 et 12 et sans dérogation aux articles 16 et 20 de la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire, le consul peut, dans les pays hors chrétienté, recevoir tous les actes et contrats du ministère des notaires, en se conformant aux lois sur le notariat.

Arrêté royal du 29 avril 1890, contenant règlement sur le transport des émigrants :

Art. 46. — Tout capitaine est tenu de dresser, conformément à la loi,

(1) S'il est impossible de se conformer à la condition de nationalité des témoins, ceux-ci pourront être pris parmi des étrangers, mais mention expresse de cette impossibilité devra être faite dans les actes (art. 16 de la loi du 31 décembre 1851).

les actes de l'état-civil que les événements de la traversée comporteront et d'en faire le dépôt au consulat de Belgique du port d'arrivée.

Arrêté royal du 10 février 1887 :

Article unique. — Par dérogation à l'arrêté royal du 14 novembre 1827 (1), les biens et deniers délaissés ainsi que les gages mérités par les marins étrangers décédés, disparus ou absents, seront remis au commissaire maritime pour être délivrés au consul ou autre agent de leur nation, lorsque, aux termes d'un accord international (traité, arrangement ou déclaration), le consul se trouvera désigné pour donner bonne et valable décharge à l'égard des ayants droit.

III. — Conventions.

ÉTAT-CIVIL.

a. Communication d'actes de décès.

Déclarations échangées entre le Gouvernement belge et le Gouvernement austro-hongrois. — Le Gouvernement belge et le Gouvernement austro-hongrois, désirant assurer la communication réciproque d'actes de décès, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1. — Le Gouvernement belge et le Gouvernement austro-hongrois s'engagent à astreindre les fonctionnaires civils et ecclésiastiques, chargés de la tenue de l'état-civil, à transmettre en Belgique à la légation de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à Bruxelles, en Autriche-Hongrie, à la légation de S. M. le Roi des Belges à Vienne, les actes de décès des personnes mortes sur leur territoire et qui étaient nées ou qui avaient leur domicile dans l'autre Etat contractant, et cela sans en être requis, sans délais ni frais, en la forme usitée dans le pays.

Art. 2. — Les actes dressés en Belgique dans la langue flamande seront accompagnés d'une traduction française, dûment certifiée par l'autorité compétente ; de même, il sera joint aux actes dressés en Autriche-Hongrie dans une autre langue que la langue latine, une traduction en latin, dûment certifiée par l'autorité compétente.

Art. 3. — La présente déclaration sera échangée contre une déclaration correspondante du Gouvernement austro-hongrois et elle sortira ses effets un mois après sa date.

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1871.

Déclarations échangées entre le Gouvernement belge et le Gouvernement espagnol. — Le Gouvernement belge et le Gouvernement espagnol désirant assurer la communication réciproque d'actes de décès, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1. — Les deux gouvernements contractants s'engagent à astreindre les fonctionnaires civils et ecclésiastiques chargés de la tenue des registres de l'état-civil à transmettre, en Belgique à la légation de S. M. C., en Espagne et dans les provinces d'outre-mer à la légation de S. M. le Roi des Belges, les actes de décès des personnes mortes sur leur territoire respectif et qui étaient nées ou qui avaient leur domicile dans l'autre Etat et

(1) D'après cet arrêté, les biens et deniers ainsi que les gages délaissés mérités par les marins décédés, restés en arrière ou disparus dans le cours du voyage, devaient être déposés à la caisse des consignations judiciaires.

cela sans être requis, sans délais ni frais, en la forme usitée dans le pays.

Art. 2. — Les actes dressés en Belgique dans la langue flamande et ceux dressés en Espagne ou dans ses provinces d'outre-mer dans la langue espagnole seront accompagnés d'une traduction française dûment certifiée par l'autorité compétente en Belgique, et par les ministères d'Etat ou d'outre-mer en Espagne.

Art. 3. — Il est entendu toutefois que les actes de l'état-civil demandés par les légations des pays respectifs à la requête des particuliers non munis d'un certificat d'indigence resteront soumis au paiement des droits exigibles dans l'un et l'autre pays.

Art. 4 — La présente déclaration sera échangée contre une déclaration correspondante du Gouvernement espagnol et elle sortira ses effets un mois après sa date.

Fait à Bruxelles, le 27 janvier 1872.

(L. S.)

b. Communication d'actes de l'Etat-Civil.

Déclaration échangée entre la Belgique et l'Italie. — Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, désirant assurer la communication des actes intéressant l'état-civil de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1. — Les deux gouvernements contractants s'engagent à se remettre réciprocument, aux époques déterminées et sans frais, des expéditions, dûment légalisées, des actes de reconnaissance d'enfants naturels, lorsque ces actes auront été reçus par un officier de l'état-civil, des actes de mariage et des actes de décès sur le territoire et concernant des citoyens de l'autre Etat.

Art. 2. — La transmission des actes de décès s'étendra, en outre, aux personnes mortes en Belgique et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en Italie.

Il en sera de même pour les actes de décès des personnes mortes en Italie et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en Belgique.

Art. 3. — Les officiers de l'état-civil en Belgique et en Italie se donneront mutuellement avis, par la voie diplomatique, des reconnaissances et légitimations d'enfants naturels inscrits dans les actes de mariage.

Art. 4 — Tous les six mois, les expéditions desdits actes dressés pendant le semestre précédent seront remises par le Gouvernement belge à la légation d'Italie à Bruxelles, et par le Gouvernement italien à la légation de Belgique à Rome.

Art. 5. — Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions des dits actes ne préjugera pas les questions de nationalité.

Les actes de l'état-civil demandés de part et d'autre à la requête des particuliers non pourvus d'un certificat d'indigence resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des deux pays.

Art. 6. — La présente déclaration sortira ses effets à dater du 1^{er} juillet 1876.

Fait en double expédition à Rome, le 17 juillet 1876.

Des arrangements semblables à celui dont le texte précède ont été conclus par la Belgique avec la France, le 25 août 1875 ; avec la Principauté

de Monaco, le 25 novembre de la même année ; avec le Grand-Duché de Luxembourg, le 21 mars 1879 ; avec la Roumanie, le 4 mars 1881, et avec la Suisse le 2 février 1882. (Ce dernier arrangement ne stipule pas la communication des actes de reconnaissance.)

C. — Mariages.

En suite d'un arrangement intervenu au mois de novembre 1889 entre le Gouvernement Belge et le Gouvernement de Sa M. Britannique et afin de mieux assurer la validité des mariages entre Anglais et Belges, la légation de Belgique à Londres a été autorisée à délivrer, le cas échéant, aux intéressés, une déclaration constatant l'exécution des formalités prescrites par les lois belges, et dont l'omission pourrait donner lieu à des instances en nullité.

Voici le modèle de cette déclaration (1) :

Le Ministre de Belgique à Londres déclare :

I. Que les Belges ne peuvent se marier sans avoir obtenu le consentement de leurs parents ou d'autres personnes indiquées par la loi ;

II. Que d'après les pièces qui lui ont été présentées, M... (nom, prénoms et profession) né à... le ... demeurant à ... et qui se propose de contracter mariage avec M ... (nom, prénoms et profession) né à ... le ... demeurant à ... est de nationalité belge ;

III. Que les publications de son futur mariage, prescrites par la loi belge, ont été régulièrement faites aux domiciles spécifiés par la loi (2) ;

IV. Que le futur époux a produit les pièces (indiquer ces pièces) qui établissent, soit qu'il a obtenu pour son mariage le consentement des parents ou d'autres personnes dont le consentement est exigé, soit que les parents dont le consentement eût été nécessaire, sont décédés, soit qu'un acte respectueux a été signifié, lequel acte supplée à leur consentement émane (art. 148, 149, 150, 154, 165, 158, 159 et 160 du C.C. ; loi du 16 août 1887, art. 3) ;

V. Qu'aucune opposition à ce mariage ne s'est produite jusqu'à ce jour, et que, s'il ne s'en révèle pas jusqu'au moment de la célébration du mariage, les futurs époux seraient admis à contracter mariage en Belgique :

Le Ministre déclare, en outre, que le mariage contracté en pays étranger, entre un Belge et un étranger, est valable s'il a été célébré conformément aux lois du pays et à la condition :

1^o Que les futurs époux aient l'âge requis par la loi ; 18 ans pour le futur et 15 ans pour la future (art. 144 du C. C.) ou qu'ils aient obtenu une dispense d'âge (arrêté royal du 5 janvier 1864) ;

2^o Que le consentement de chacun des deux époux ait été absolument libre (art. 146 du C. C.) ;

(1) En conformité d'arrangements antérieurs, des déclarations analogues sont délivrées, le cas échéant, par la légation de Belgique à Berne aux Belges qui se marient en Suisse et par la légation de Belgique à Rome aux Belges qui contractent mariage en Italie.

(2) Pour être d'accord avec les dispositions de la loi du 26 décembre 1891, le paragraphe III doit être modifié comme suit : « que la publication de son futur mariage prescrite par la loi belge a été régulièrement faite à la résidence spécifiée par la loi « ou bien » : au domicile spécifié par la loi « ou bien encore : au lieu de naissance. »

3^e Que l'un des deux époux ne soit pas dans les liens d'un précédent mariage (art. 447 du C. C.);

4^e Que le mariage projeté ne viole pas les défenses du mariage entre parents et alliés au degré prohibé (art. 161 à 163 du C. C.) ou que les dispenses prévues par la loi aient été obtenues (C. C., art. 164; loi du 28 février 1837).

Le Ministre déclare encore que l'étrangère qui épouse un Belge devient Belge par le fait seul de son mariage (art. 12 du C. C.) et que les enfants issus du mariage, même nés en pays étranger, sont Belges (art. 10 et 312 du C. C.).

En foi de quoi, nous avons délivré le présent certificat pour valoir ce que de raison.

Fait à Londres, le 18 . . .

Le Ministre de Belgique,

(L. S.) (Signature).

Arrangement avec l'Allemagne.

(8 Octobre 1875).

Le Gouvernement royal Belge et le Gouvernement impérial Allemand ayant jugé utile de faciliter les mariages de leurs sujets respectifs sur le territoire de l'autre Etat, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont conclu la convention suivante :

Article premier.—Les Belges voulant contracter une union en Allemagne avec des Allemandes et les Allemands voulant contracter une union en Belgique avec des Belges ne seront pas tenus, lorsqu'ils auront établi leur nationalité, de prouver, par la présentation d'un certificat de l'autorité de leur pays d'origine, que le mariage concède à la future épouse et aux enfants issus de cette union la nationalité du père et qu'en conséquence, sur la demande qui en serait faite, ils seront reçus avec leur famille susnommée, après le mariage accompli, dans le pays d'origine.

Art. 2. — Les sujets respectifs devront cependant, si les lois de leur pays ou celles du lieu de leur célébration du mariage l'exigent, présenter un certificat de l'autorité compétente de leur patrie constatant que, d'après les lois civiles de leur pays, il n'y a pas, à sa connaissance, d'empêchement à la célébration du mariage.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente déclaration en double original.

Berlin, le 8 octobre 1875.

D. — Legalisation des pièces à produire pour mariage.

Déclaration échangée entre la Belgique et la Prusse, le 6 septembre 1851.

— Le Gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges, appréciant les avantages qu'il y aurait à introduire en Belgique et en Prusse des facilités réciproques en ce qui concerne la légalisation des pièces à produire à l'état-civil, en cas de mariages de Belges en Prusse ou de Prussiens en Belgique, le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, près Sa Majesté le Roi de Prusse, a été autorisé à déclarer et déclare que le Gouvernement belge est prêt à donner des ordres, pour que les pièces qu'auront à produire les individus appartenant à la Prusse, qui voudront contracter mariage en Belgique, soient admises

par les officiers de l'état-civil, lorsqu'elles seront légalisées par le Président d'un tribunal ou par une administration provinciale, sans qu'aucune autre légalisation soit nécessaire, pourvu que l'authenticité des pièces ainsi légalisées ne paraisse pas douteuse.

Cette déclaration a été échangée contre une déclaration semblable faite par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Déclaration échangée entre la Belgique et le Grand Duché de Luxembourg (1), le 25 février 1867. — Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, appréciant les avantages qu'il y aurait à introduire en Belgique et dans le Grand Duché de Luxembourg, des facilités réciproques en ce qui concerne la légalisation des pièces à produire à l'état-civil, en cas de mariages de Belges dans le Grand Duché de Luxembourg ou de Luxembourgeois en Belgique, le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, a été autorisé à déclarer et déclare que le Gouvernement Belge donnera des ordres pour que les pièces qu'auront à produire les individus appartenant au Grand-duché de Luxembourg et qui voudront contracter mariage en Belgique, soient admises par les officiers de l'état-civil, lorsqu'elles auront été légalisées dans le Grand Duché, par le président d'un tribunal ou par une administration provinciale, ou même par un juge de paix ou son suppléant, sans qu'aucune autre légalisation soit nécessaire, pourvu que l'authenticité des pièces ainsi légalisées ne paraisse pas douteuse.

En foi de quoi, nous, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, avons signé le présent acte pour être échangé contre une déclaration correspondante faite par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg.

Déclaration échangée entre la Belgique et la France, le 18 octobre 1879. — Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de la République Française, voulant simplifier la légalisation des pièces à produire par les nationaux de l'un des deux pays pour contracter mariage dans l'autre;

Les soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs et considérant l'utilité réciproque de la mesure dont il s'agit, qui résulte de la contiguïté des territoires, de la fréquence des relations de voisinage et de la similitude de législation, qui est de nature à en faciliter l'application, sont convenus de ce qui suit :

Les actes à produire pour contracter mariage, en Belgique par les Français, et en France par les Belges, seront à l'avenir, admis par les officiers de l'état-civil des deux pays respectivement, lorsqu'ils auront été légalisés soit par le président d'un tribunal, soit par un juge de paix ou son suppléant. Aucune autre légalisation ne sera exigée par l'officier de l'état-civil, hormis le cas où il y aurait lieu de mettre en doute l'authenticité des pièces produites.

Le présent arrangement est conclu pour une période de cinq années à compter de ce jour, mais il continuera d'être observé si aucune des deux

(1) Une entente analogue existe entre la Belgique et les Pays-Bas.

parties n'a notifié, trois mois au moins avant l'expiration dudit terme, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, etc... .

Actes du Ministère des Notaires.

Les conventions consulaires conclues par le Gouvernement Belge avec l'Espagne, le 19 mars 1870 ; avec l'Italie, le 22 juillet 1878 ; avec les Etats-Unis d'Amérique, le 9 mars 1880 ; avec le Portugal, le 10 novembre 1883 ; avec la Roumanie le 51 décembre 1880 (12 janvier 1881) et avec la Serbie, le 5/17 janvier 1885, renferment la clause suivante, en vertu de laquelle, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ont le droit de recevoir et de dresser tous les actes et contrats du Ministère des Notaires.

Art. 10. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation.

Les dits agents auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions des dits actes, et les documents officiels de toute espèce, soit en original ou copie, ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous les tribunaux de Belgique et de... .

Il est ajouté *in fine* :

1^o Dans la Convention avec l'Espagne : « ainsi que dans ses provinces d'autre mer. »

2^o Dans la Convention avec la Serbie : « pourvu qu'ils aient ensuite été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où ils doivent recevoir leur exécution. »

Successions.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 17 août 1860 entre la Belgique et la Bolivie.

Art. 24. — Au décès d'un Belge en Bolivie et si les héritiers ne se trouvent pas sur les lieux, les scellés seront apposés sur les biens meubles et les papiers de la succession par l'autorité compétente, qui en donnera immédiatement avis à l'agent consulaire belge, dans l'arrondissement duquel le décès aura eu lieu. Cet agent aura le droit d'assister à la levée des scellés et à l'inventaire, sans qu'au reste il soit en rien dérogé à la législation en vigueur en Bolivie.

L'agent consulaire belge sera, après inventaire, constitué d'office dépositaire des meubles et des papiers et administrateur des biens de la succession.

Traité d'amitié, de Commerce et de Navigation, conclu le 2 novembre 1865 entre la Belgique et la Chine.

Art. 14. — Les propriétés de toute nature appartenant à des Belges dans l'Empire chinois, seront considérées par les Chinois comme inviolables et seront toujours respectées par eux.

Convention consulaire conclue le 19 mars 1870 entre la Belgique et l'Espagne.

Art. 15. — En cas de décès d'un Belge en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, ou d'un Espagnol en Belgique, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

En cas de minorité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Des stipulations semblables se trouvent dans la Convention consulaire avec l'Italie (22 juillet 1878) et dans les traités d'amitié, d'établissement et de commerce avec l'Etat libre d'Orange (1^{er} avril 1874) et avec la République Sud-Africaine (3 février 1876).

Convention consulaire conclue le 9 mars 1880 entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique.

Art. 15. — En cas de décès d'un Belge aux Etats-Unis, ou d'un Citoyen des Etats-Unis en Belgique, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

Les Consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires auront le droit de poser personnellement ou par délégué tous actes en lieu

et place des héritiers ou des créanciers absents ou mineurs, jusqu'à ce que ceux-ci soient dûment représentés.

Mêmes dispositions dans la Convention consulaire avec la Roumanie (31 décembre 1880, 12 janvier 1881).

*Convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas, le 17 avril 1855,
pour régler l'admission des Consuls belges dans les Colonies
Néerlandaises.*

Art. 11. — Lorsqu'un citoyen belge vient à décéder sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités néerlandaises chargées, selon les lois de la Colonie, de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

*Traité d'amitié et de commerce conclu le 31 juillet 1857 entre la Belgique
et la Perse.*

Art. 6. — En cas de décès de l'un de leurs sujets respectifs sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat, il sera procédé de la même manière qu'à l'égard des successions appartenant aux sujets de la nation la plus favorisée.

*Convention consulaire conclue le 10 novembre 1880 entre la Belgique
et le Portugal.*

Art. 15. — En cas de décès d'un Belge en Portugal ou d'un Portugais en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient ; ceux-ci, de leur côté devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents des pays où la succession est ouverte.

Mêmes dispositions dans la convention consulaire avec la Serbie (5/17 janvier 1885).

*Traité de commerce conclu le 5/17 janvier 1885 entre la Belgique
et la Serbie.*

Art. 8. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du

pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par des citoyens de l'autre pays, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis ou y fussent simplement de passage, soit qu'ils fussent décédés ailleurs, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'Etat auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de l'Etat.

Traité d'amitié et de commerce conclu le 29 août 1868 entre la Belgique et le Royaume de Siam.

Art. 15. — En cas de décès de l'un de leurs sujets respectifs dans les Etats de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, ses biens seront délivrés à l'exécutrice testamentaire, et, s'il n'y en a pas, à la famille ou aux associés du défunt. Si le défunt n'a laissé ni parents ni associés, sa succession sera remise, dans les Etats des Hautes Parties contractantes, pour autant que les lois du pays le permettent, à la garde des officiers consulaires respectifs, pour que ceux ci en disposent, comme d'habitude, conformément aux lois et usages du pays.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 14 octobre 1839, entre la Belgique et la Régence de Tunis.

Art. 16. — Les biens des sujets belges décédés dans les Etats du Bey, comme les biens des sujets du Bey, décédés dans les Etats de S. M. le Roi des Belges, seront remis entre les mains des consuls ou vice-consuls des deux pays respectifs de la manière la plus prompte et la plus sûre, pour être, par eux, restitués aux héritiers.

Convention du 20 décembre 1880 réglant l'exercice du droit accordé aux sujets belges de posséder des biens immeubles dans la Régence de Tunis.

Art. 6. — Si un propriétaire belge vient à mourir sans avoir fait de testament en ce qui concerne sa propriété immobilière, la succession à la dite propriété immobilière sera régie par la même loi que la succession ab intestat à ses propriétés mobilières, sans que les autorités tunisiennes puissent y mettre aucun obstacle ou empêchement quelconque.

Art. 7. — Comme il a été établi de tout temps que le Consul de Belgique ou, en son absence, son délégué, est l'administrateur légal de la succession des sujets belges décédés sans testament dans la Régence de Tunis, il est convenu, en outre, que ce droit d'administration s'étendra aussi aux terrains, aux maisons et aux établissements de tout sujet belge qui viendrait à mourir ab intestat.

Sur la déclaration écrite du consul belge ou, en son absence, de son délégué, déclaration revêtue du sceau du Consulat et constatant qu'il a vendu la propriété immobilière appartenant au défunt, les cours et les autorités

légales seront tenues de reconnaître cette vente comme valable et devront, sur le témoignage de deux notaires, certifiant que la vente a été effectuée dans les formes légales, délivrer à tout acquéreur soit indigène, soit étranger se trouvant dans les conditions stipulées à l'art. 5 de la présente convention, tous les titres et pièces nécessaires pour mettre le dit acquéreur, en cas de contestation, de vente, de transfert ou d'hypothèque, en mesure de prouver son droit sur la dite propriété.

Art. 8. — Les stipulations du précédent article s'appliqueront aussi aux propriétés immobilières appartenant à des sujets belges insolubles et que le consul ou, en son absence, son délégué vendrait de commun accord avec les intéressés, pour le payement des dettes du propriétaire.

Art. 9. — La déclaration écrite du Consul de Belgique, ou, en son absence, de son délégué constatant qu'il a disposé de la propriété immobilière d'un sujet belge pour les causes et aux fins spécifiées aux art. 7 et 8 dégagera de toute responsabilité les autorités légales et les cours qui devront reconnaître et confirmer les transferts de la propriété, et, pour s'assurer que les opérations ont été faites en due forme, ces autorités et cours auront la faculté de déléguer leurs propres notaires pour assister aux dites opérations.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 3 août 1883,
entre la Belgique et la Sublime Porte Ottomane.*

Art. 7. — Les biens des sujets belges décédés dans les Etats de la Sublime Porte, comme les biens des sujets ottomans décédés dans les Etats belges, seront remis entre les mains des ministres, chargés d'affaires, consuls, ou vice-consuls, des deux pays respectifs, de la manière la plus prompte et la plus sûre, pour être, par eux, restitués à leurs héritiers.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 16 septembre 1853,
entre la Belgique et la République Orientale de l'Uruguay.*

Art. 24. — Au décès d'un citoyen de l'Uruguay en Belgique et si les héritiers légitimes ne se trouvent pas sur les lieux, les scellés seront apposés sur les biens meubles et les papiers de la succession par l'autorité compétente, qui en donnera immédiatement avis à l'agent consulaire de l'Uruguay dans l'arrondissement duquel le décès aura eu lieu. Cet agent aura le droit d'assister à la levée des scellés et à l'inventaire, sans qu'il soit, quant au reste, dérogé à la législation en vigueur en Belgique. L'agent consulaire de l'Uruguay sera, après inventaire, constitué d'office dépositaire des meubles et des papiers et administrateur des biens de la succession.

La réciprocité sera observée au décès d'un Belge dans la République Orientale de l'Uruguay.

V. Extrait, concernant les successions, des instructions relatives aux rapports des agents de l'Etat Indépendant du Congo avec les Consuls étrangers.

(Bulletin officiel de l'Etat n° 11, année 1886)

Art. 7. — En cas de décès d'un sujet de son pays, le consul peut prendre,

concurремment avec l'autorité locale, toutes les mesures qui sont nécessaires pour sauvegarder les intérêts des héritiers. En cas d'empêchement ou d'absence des héritiers ou des exécuteurs testamentaires, il sera invité à assister, le cas échéant, à l'apposition des scellés, à la formation de l'inventaire et à coopérer à l'administration de la succession.

Dans le ressort du tribunal de 1^{re} instance du Bas Congo, toutes les mesures relatives à l'administration de la succession seront provoquées par les officiers du ministère public, soit d'accord avec le Consul, comme il est dit plus haut, soit seuls, s'il n'y a pas de consul, ou si la succession s'est ouverte dans une localité où ne réside pas le consul et que celui-ci n'intervient pas.

Pour que le ministère public puisse agir à ces fins, il sera utile que les officiers de l'état-civil l'informent autant que possible des décès des étrangers ne laissant pas d'héritiers au Congo.

Hors du ressort de ce tribunal, l'autorité locale peut se trouver dans l'obligation de prendre seule toutes les mesures de conservation ou d'administration de la succession.

Les biens meubles composant la succession peuvent être remis, par les soins de l'administrateur général, au consul du pays auquel appartient le défunt, le partage de la succession devant dans ce cas s'effectuer d'après les lois de ce pays.

Il est interdit à l'administrateur général d'autoriser la remise de la succession au consul, si celle-ci lui paraît devoir donner lieu à des contestations, ou si elle fait l'objet d'une saisie mobilière opérée en conformité du titre III de l'ordonnance sur la procédure civile et commerciale.

Il est d'ailleurs entendu que, dans le cas où il naîtrait des contestations, celles-ci seraient décidées exclusivement par les tribunaux de l'Etat.

Lorsque la succession comprend des immeubles situés dans l'Etat, la mutation en aura lieu suivant les dispositions légales sur le régime foncier.

Le droit des gens soumet les immeubles, en ce qui concerne le partage des successions, aux lois du pays où ils sont situés.

Tant que l'Etat n'a pas sur ce point sa législation propre, les héritiers pourront, en l'absence de tout testament, invoquer à l'appui de leurs droits les lois du pays du défunt. Il est donc utile que le conservateur des titres fonciers, lorsqu'il se trouve en présence de demandes en mutation occasionnées par des décès, s'éclaire de l'avis du Consul compétent.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 1^{er} mars 1884,
entre la Belgique et le Venezuela.*

Art. 19. — Les biens immeubles possédés par des Belges au Venezuela et par des Vénézuéliens en Belgique, seront régis par les lois du pays où ces immeubles se trouvent situés.

Art. 20. — La forme extérieure des actes entre vifs et des actes de dernière volonté sera déterminée par les lois du pays où ces actes sont passés.

Note. — L'on n'a pas jugé nécessaire de reproduire ici les clauses des nombreux traités réglant le droit de succéder et d'acquérir. La législation en vigueur en Belgique fut d'abord celle du Code civil qui, par son art. 11, consacrait le système de la réciprocité diplomatique. A ce système la loi du 20 mai 1837 ajouta celui de la réciprocité simple, mais cette dernière loi

fut abrogée par celle du 27 avril 1865, qui remplace les articles 726 et 912 du Code civil, et aux termes de laquelle les étrangers ont le droit de succéder, de disposer et recevoir en Belgique de la même manière que les Belges dans toute l'étendue du Royaume. (Voir plus haut page 261.)

Déclaration échangée entre la Belgique et la France le 31 mai 1887.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de la République Française, désirant régler dans certains cas le payement de salaires dus aux marins belges et français, ainsi que le traitement des successions des marins décédés des deux nations, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Si un marin français engagé à bord d'un navire belge ou si un marin belge engagé à bord d'un navire français se trouve être absent au moment du désarmement du navire, les salaires qui lui sont dus, seront remis directement par l'autorité maritime française ou belge du port où le désarmement a lieu, entre les mains du consul de la nation à laquelle appartient le marin absent.

Art. 2. — Si un marin belge engagé sur un navire français meurt, soit à bord, soit sur le territoire français, le Gouvernement français veillera à la conservation de la succession dudit marin.

Si ce marin vient à mourir pendant qu'il est engagé à bord d'un navire français, que le décès survienne dans un port français ou sur le territoire de la même nation, le Gouvernement français aura soin, dans le plus bref délai possible, de remettre la succession au consul belge qui réside dans ce port ou dans le lieu le plus voisin de l'endroit où le décès est survenu. S'il meurt en mer, à bord d'un navire français, la succession sera remise au consul de Belgique dans le premier port où le navire fait escale, après le décès.

Le Gouvernement belge suivra des règles analogues pour le traitement de la succession d'un marin français qui, pendant qu'il est engagé à bord d'un navire belge, meurt, soit sur le territoire belge, soit en mer.

Si un marin français, engagé à bord d'un navire belge, meurt sur le territoire français ou inversement, si un marin belge engagé à bord d'un navire français meurt sur le territoire belge, la succession du défunt sera remise, défalcation faite des frais, au consul de Belgique ou de France le plus proche, afin que celui-ci puisse la faire parvenir à l'autorité compétente dans le pays du défunt. Si un marin appartenant à l'une des deux nations et engagé à bord d'un navire de l'autre nation meurt sur le territoire d'un Etat tiers, la succession de ce marin, déposée dans le port où a lieu le décès, entre les mains du consul de la nationalité du navire, sera remise, défalcation faite des frais, au consul de l'autre nation dans le même port.

Dans le cas où la nationalité du marin inscrit au rôle d'équipage, soit comme sujet français, soit comme sujet belge, soulèverait des doutes pour le Gouvernement qui se trouve en possession de la succession, celui-ci prendra néanmoins soin de la faire succession et en remettra, aussitôt que possible, à l'autre Gouvernement un inventaire, avec l'indication de sa valeur, l'accompagnant de tous les renseignements qu'il possède relativement au défunt. Il aura également à délivrer la succession à l'autre Gouvernement, immédiatement après en avoir reçu l'assurance que le défunt était réellement son sujet.

Il est entendu qu'au moment de la remise des salaires d'un marin absent ou de celle des valeurs et effets laissés par un marin décédé, lesdites remises seront toujours appuyées, dans le premier cas, d'un état de décompte des salaires, dans le second cas, d'un procès-verbal d'inventaire.

Art. 3. — Le terme de « marin » employé dans la présente déclaration comprend tout individu engagé à un titre quelconque, ou passager à bord d'un navire.

Le terme de « succession » comprend les salaires dus, l'argent, les effets ou les objets qu'un marin décédé aurait laissés à bord d'un navire.

Le terme de « consul » comprend les consuls généraux, consuls, vice-consuls, ainsi que toute personne chargée de la gestion intérimaire des affaires d'un consulat-général, d'un consulat ou d'un vice-consulat.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1887, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Bruxelles, le 31 mai 1887.

DANEMARK

La législation danoise ne contient pas beaucoup de lois ayant pour but direct de rendre le droit étranger applicable. Seulement l'Instruction pour la Cour suprême, datée du 7 décembre 1771, art. 30, donne la règle générale que le droit étranger peut être invoqué dans le cas où la Cour juge cette application absolument nécessaire, par exemple dans des causes qui dérivent de contrats conclus en pays étranger.

Les règles détaillées sur cette matière sont principalement établies par la jurisprudence, appuyées sur quelques dispositions légales, et exposées dans les œuvres théoriques des jurisconsultes, dans les décisions et réponses administratives et dans les décisions judiciaires.

Une pareille situation des sources du droit fait naturellement surgir des doutes et des dissensiments par rapport au droit applicable dans certains cas. Toutefois il y a un certain nombre de règles qu'on peut regarder comme généralement admises, du moins jusqu'à un certain point.

LÉGISLATION

I

La capacité des personnes est généralement déterminée par les lois du domicile, et non point par les lois d'origine. La question de savoir si une personne est majeure ou non doit donc être décidée conformément aux lois du pays où elle demeure (1), du moins si elle a passé un contrat dans ce pays.

Le § 84 de la loi scandinave sur les lettres de change (7 mai 1880) s'exprime ainsi : « La capacité d'un étranger de s'engager par lettre de change est régie par la loi de son pays. Cependant, si, d'après cette loi, il est incapable de s'engager ainsi, et que pourtant il le fait dans le Royaume, il en

(1) *Zeitschrift für internationales Privatrecht und Strafrecht*, I, p. 104 et 227; II, p. 391. A. W. Schœl, *Privatrechts almindelige Del*, I, p. 377.

sera responsable en tant que, d'après les lois du Royaume, il est capable de s'engager par lettre de change. »

Conformément à la règle mentionnée ci-dessus sur la capacité, la règle générale a été établie que l'état des personnes est régi par la loi du domicile (1).

II

On est d'accord que les immeubles sont régis par la loi du lieu où ils sont situés (2).

Quant aux biens meubles, la question est discutée. Il va sans dire qu'on respectera les droits acquis sur un bien meuble possédé par une personne étrangère en pays étranger, si plus tard le meuble est transporté en Danemark et qu'on y reconnaîsse comme réels de tels droits (3). Toutefois, la loi sur l'enregistrement des navires danois (1^{er} avril 1892, § 48) prescrit qu'une hypothèque acquise sur un navire avant l'enregistrement, pour conserver sa validité, doit être également enregistrée dans les trois mois après l'enregistrement du navire.

III

Quant aux droits d'obligation, la loi danoise sur les lettres de change (7 mai 1880, § 85) prescrit ce qui suit : « La validité d'une obligation par lettre de change quant à la forme se juge d'après la loi du lieu où l'engagement a été pris. Néanmoins, si les engagements par lettre de change qui ont été pris à l'étranger sont conformes aux prescriptions de la présente loi, les déclarations inscrites plus tard sur la lettre de change dans le Royaume seront valables, quand même les engagements pris à l'étranger seraient défectueux au point de vue de la loi étrangère. De même, les engagements par lettre de change, pris à l'étranger par un Danois envers un Danois, un Norvégien ou un Suédois, sont valables s'ils sont conformes aux prescriptions de la présente loi. »

§ 86. « Quant aux formalités à suivre pour faire dans un lieu étranger les actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation du droit résultant de la lettre de change, ce sont les règles de ce lieu qui les régissent. »

Comp. le Code maritime danois (1^{er} avril 1892) :

§ 10. Hors du Royaume le capitaine fera... son rapport de navigation devant l'autorité de l'endroit ayant qualité à cet effet.

§ 41. Les experts doivent être nommés conformément à la loi ou la coutume du pays où l'expertise aura lieu ; si la constitution d'experts n'y est pas en usage, le capitaine devra se procurer des certificats de personnes expertes en la matière.

Quant au timbrage des documents, les §§ 89 et 90 de la loi du 19 février 1861 prescrivent ce qui suit.

§ 89. « Cette loi concerne tous les documents, assujettis au timbre suivant leur nature qui seront expédiés ou faits dans le Royaume de Danemark — non compris toutefois les îles Féroë, — sans égard au fait que

(1) *Zeitschrift*, I, p. 104.

(2) A. W. Scheel, I, p. 391. — J. H. Deunter : *Privatrettens almindelige Del*, p. 103.

(3) *Zeitschrift*, II, p. 391.

l'auteur ou les parties seraient domiciliés dans le Royaume ou au dehors. »

§ 90. « Un document fait hors du Royaume ou dans les îles Féroë, n'est assujetti au timbre que dans les cas qui suivent : (a) s'il concerne des propriétés ou autres biens dans le Royaume, ou s'il est destiné à y être exécuté, en tant toutefois qu'au moins l'une des parties est domiciliée dans le pays, dans quel cas cette partie, si elle est détenteur du document ou d'un exemplaire d'icelui, sera tenue de le pourvoir du timbre dû dans les six semaines après son retour au Royaume, sans quoi le document sera regardé comme écrit illégalement sur papier non timbré; (b) si le document est enregistré, ou si quelque créance qui s'y appuie est notifiée ou réclamée devant un tribunal du Royaume, ou s'il est fait à son sujet requête au Roi, aux ministères ou aux autorités instituées par le Roi, dans quel cas le document devra être timbré conformément à la présente loi. Quand un document est objet de transfert dans le Royaume, il faut, sans égard au lieu où le document a été fait, que le transport soit fait sur papier timbré suivant les prescriptions de la présente loi. Seront toutefois exceptées à cet égard les lettres de change qui, même quand elles sont créées hors du Royaume sur papier non timbré, sont transmissibles par la voie de l'endossement sans emploi de timbre ; d'autre part, les lettres de change créées hors du Royaume ou dans les îles Féroë, devront être soumises au timbrage, si elles ont été tirées pour être payées dans le Royaume, et y arrivent, ainsi que si elles sont acceptées ou font l'objet de réclamations ou de notifications devant un tribunal. »

La législation danoise ne contient point de règles décidant la question de savoir quelles lois doivent déterminer les effets des contrats : ces questions épineuses sont généralement réservées pour être discutées par la jurisprudence, selon les circonstances dans lesquelles les contrats ont été conclus (1).

Quelques prescriptions légales ont été invoquées à l'appui du principe que les effets des obligations devaient être jugés d'après les lois du pays où les contrats avaient été conclus, par exemple, Code danois de Christian V, livr. V, chap. 6, titr. 1 : « Si l'on veut faire assurer un navire ou son contenu, on fera à cet effet des actes formels et clairs et, si les actes se font dans les pays et terres du Roi, on se conformera aux prescriptions qui suivent. »

Mais cet article de loi, qui ne regardait encore que les formes des contrats, est aboli, et le nouveau Code maritime et commercial ne contient pas de règle analogue.

L'instruction pour la Cour suprême citée ci-dessus, suppose que les droits étrangers peuvent être invoqués, surtout si les contrats ont été conclus en pays étranger ; mais l'Instruction ne détermine pas dans quel cas, et la jurisprudence n'est pas d'accord sur cette question (2).

IV.

Le Code maritime danois du 1^{er} avril 1892, § 113, prescrit : « Le règle-

(1) A. S. Orsted : *Eunomia*, IV, p. 8 suiv.; A. W. Scheel, loc. cit. I, p. 400 suiv.; J. H. Deuntzer, p. 106 suiv.

(2) A. W. Scheel, I, p. 407; J. H. Deuntzer, p. 106.

ment et la contribution de l'avarie commune se font au port où le navire et la charge se séparent, conformément à la loi qui y est en vigueur.

V.

Quant aux lois sur les mariages, l'ordonnance royale du 30 mars 1827, § 2, prescrit que les peines édictées par les lois pénales seront appliquées, si, hors du Royaume, un sujet du Roi conclut un mariage dans les degrés de parenté ou d'alliance défendus, ou se rend coupable de bigamie, et sera aussi puni, quiconque essayera de se soustraire autrement aux prescriptions ou aux défenses des lois danoises, relatives à ce qui doit être observé avant qu'on puisse se marier. En outre, selon les circonstances de l'affaire, le Roi se réserve d'annuler par sa résolution un tel mariage, s'il n'est pas nul d'après le droit commun.

Du reste, les questions concernant les lois qui doivent régler l'établissement du mariage, et ses effets pour les personnes et les biens, sont généralement abandonnées à la jurisprudence (1).

Le droit de succession, selon la jurisprudence danoise, se règle conformément aux lois qui régissent les rapports de la personne décédée, c'est-à-dire, la loi du domicile du décédé, excepté seulement la succession dans les fiefs, les majorats et autres biens immeubles situés dans le pays et soumis à un ordre de succession particulier (2).

Si la personne qui a fait un testament dans un certain pays change de domicile et va s'installer en Danemark, un jugement a décidé que, pour rester valable, le testament doit être refait conformément à la loi danoise, si la dite personne en a le temps, et si ce testament ne l'est pas déjà (3).

VI.

A. Les procès relatifs aux biens immeubles doivent toujours être intentés devant la juridiction de l'immeuble.

Cod. danois I, 2, 18 : Si surgit un procès à propos de terre, maison, propriété et hornes, le for sera celui où est située la propriété qui fait l'objet de la contestation, bien que la personne en cause demeure ou séjourne ailleurs; mais l'assignation et les délais se règlent selon son domicile.

Cod. danois V, 10, 3 : Si quelqu'un ayant une propriété dans le Royaume demeure hors du royaume et que son bien devienne objet de litige, il devra avoir un fondé de pouvoir dans le Royaume autorisé à et tenu de répondre à toute poursuite et réplique, lorsqu'il est légalement cité à comparaître à propos de la propriété, et à ce sujet subir condamnation, d'après la loi du pays, le tout sous peine que la terre soit adjugée au demandeur.

Cod. danois, livre I, chap. 2, titr. 19 : Si quelqu'un demeurant dans une ville ou un canton, a lieu d'intenter un procès à telle personne domiciliée hors de cette même ville, ou de ce même canton, pour..... dette notoire qui, d'après l'engagement par écrit de ladite personne, doit être payée dans la ville, ou ledit canton, ou pour une autre obligation semblable à laquelle on s'est engagé à faire droit dans ledit lieu, en ce cas et pourvu que le défendeur se trouve présent en ce lieu, le demandeur

(1) *Zeitschrift, etc.* I, p. 227.

(2) *Zeitschrift, etc.* I, p. 229.

(3) *Zeitschrift, etc.* bi.

pourra, en observant les délais légaux, citer et poursuivre cette partie adverse devant le tribunal de la ville, ou du canton où la partie adverse a contracté son engagement, aussi librement que si c'était le for personnel de la partie adverse.

2. Loi établissant un tribunal maritime et commercial à Copenhague, du 19 février 1861, § 20 :

1^o Si quelqu'un, durant un séjour à Copenhague, a contracté un engagement qui, d'après une convention expresse ou d'après ce que les faits manifestent comme la véritable intention des parties, devait être rempli avant que la personne en question quittât la ville, on pourra, à ce propos, l'y poursuivre, bien qu'il ne soit pas présent au dit lieu.

2^o Un commerçant qui a un établissement à Copenhague pourra être poursuivi devant le tribunal maritime et commercial de cette ville à propos d'engagements relatifs au genre de commerce qu'il y fait, quand même il a son domicile hors de Copenhague.

3^o Les procès entre sociétaires de commerce et d'entreprises maritimes concernant leurs intérêts dans la société peuvent, tant que subsiste la société, être intentés dans la ville de Copenhague, pourvu que cette ville soit le foyer de son activité.

3. *Loi sur les registres commerciaux, raisons sociales et procurations, 1^{er} mars 1889, art. 34 :*

Les procès intentés au propriétaire d'une raison sociale à propos d'une affaire quelconque concernant son établissement pourront être portés devant la Commission de conciliation et le tribunal du lieu où se trouve le comptoir de l'établissement d'après la déclaration inscrite sur le registre du commerce. En outre, le comptoir de l'établissement pourra être considéré comme domicile, en cas de pareils procès, en ce qui concerne les assignations et les délais. Si l'établissement a une succursale ailleurs et que l'obligation dérive de l'administration de cette succursale, l'affaire pourra être également portée devant la Commission conciliatrice et le tribunal dudit lieu, et le comptoir de la succursale est alors considéré comme domicile en ce qui concerne les assignations et les délais.

C. *Code danois, livre I, chap. 2, tit. 20 :*

Si quelqu'un s'est engagé, sous son seing privé, ou bien par déclaration faite par devant un tribunal, à se soumettre à un tribunal auquel il ne ressortit pas, il sera tenu de comparaître devant ledit tribunal et d'y subir jugement.

D. *Code danois, livre I, chap. 2, tit. 23 :*

Si un étranger ou un indigène poursuit quelqu'un devant le tribunal auquel ressortit ce dernier, le demandeur ou son fondé de pouvoir sera tenu de se soumettre au même tribunal et d'y faire droit à sa partie adverse, si dans ladite affaire la partie adverse a contre lui une action fondée en justice.

E. *Ordonnance du 30 novembre 1821 :*

Comme il y a eu des divergences d'opinions sur la question de savoir en quel lieu celui qui, conformément aux lois du pays, aura obtenu une saisie (provisoire) sur la personne ou les biens d'un étranger, doit intenter la demande en validité de la saisie indiquée par le Code I, 21-20, ordon-

nons, conformément à la nature des faits, l'esprit du Code danois et les règles qui, en pareil cas, sont en vigueur dans les législations étrangères, ce qui suit, comme interprétation authentique de la loi :

Dans le cas susdit, l'affaire sera poursuivie sur tous les points devant le *tribunal ordinaire* du lieu où la saisie provisoire a été faite, et dans le cas où la saisie serait faite sur des effets possédés par un étranger *sous différentes juridictions* du Royaume, ce sera devant le tribunal où l'on a *fait la première saisie*, à moins que la cause, suivant sa nature particulière, ne ressortisse à quelque autre tribunal du Royaume. Si la personne en question ne séjourne pas *personnellement* dans le Royaume, ou si elle n'a pas un *mandataire* autre que le *détenteur des effets*, la demande en validité de la saisie provisoire pourra avoir lieu sur citation donnée à ce dernier. Du reste, le requérant de la saisie provisoire ne rencontrera dans la faillite du débiteur à l'étranger, même si cette faillite aurait été déclarée avant la saisie provisoire, aucun obstacle à demander la validité de cette saisie de la manière ci-dessus indiquée, et à faire en temps dû la réalisation des effets provisoirement saisis.

F. Loi sur le partage des successions et des biens de la communauté, 3 novembre 1874, §§ 55, 84—85—86 :

§ 55. Celui qui veut faire valoir des droits contre le défunt pour obtenir ensuite une saisie sur la masse de la succession, peut poursuivre les héritiers devant le tribunal du lieu où la succession est administrée.

Les héritiers sont tenus de comparaître sur assignation, dont signification est faite au tribunal des partages, dans un délai de comparution réglé d'après le lieu du greffe de ce tribunal, augmenté d'un supplément de 14 jours; il incombe au tribunal des partages de faire part aux héritiers de l'assignation.

§ 84. Les procès qui ont pour objet de faire valoir des droits d'hérédité ou des prétentions à des legs ou donations après décès, ainsi que les procès qui font valoir des créances sur le testateur envers les héritiers en tant que tels, pourront être intentés devant le tribunal sous la juridiction duquel se trouvait le défunt au moment du décès.

§ 85. Les procès à fin de remboursement de ce qu'a reçu quelqu'un, en qualité d'héritier ou de créancier d'une succession sujette à l'administration judiciaire, en vertu d'une distribution provisoire ou d'une répartition définitive reconnues en tout ou en partie illégales, peuvent être intentés auprès du tribunal du lieu où se fait le partage.

§ 86. Dans les cas où, en vertu des §§ 55 et 85, les héritiers ou créanciers peuvent être cités en justice dans le lieu où est ouverte la succession, ou bien dans le lieu où, en vertu du § 84, la poursuite peut être intentée auprès du tribunal compétent suivant le domicile du défunt, il sera loisible au demandeur de citer la partie adverse en conciliation devant la Commission de conciliation dudit lieu, à condition toutefois que la citation des parties domiciliées hors de la juridiction aura lieu dans un délai de 14 jours au moins.

G. Loi du 11 avril 1890 :

§ 1. Si la personne qu'on doit assigner est domiciliée à l'étranger ou qu'on ignore le lieu de sa résidence, le délai sera fixé par apostille sur l'assignation par le président du tribunal ou, si le tribunal ne se compose

que d'un juge, par ce dernier; avant d'apostiller, le juge pourra exiger que l'assignant rende compte verbalement ou par écrit de ce qu'il sait concernant le domicile ou le séjour de la partie adverse.

Les règles données ci-dessus s'appliquent aussi aux assignations devant le tribunal maritime et commercial de Copenhague, sauf que la règle de la loi du 19 février 1861, § 23, sur le raccourcissement du délai d'assignation par arrêt du président du tribunal dans les cas urgents, reste toujours en vigueur.

§ 3. L'assignation peut être notifiée, non seulement au domicile de l'assigné ou, quand il s'agit de patrons et de marins, à bord du navire auquel ils appartiennent, mais encore au comptoir de l'assigné, dans son atelier ou tel autre local fixe de son commerce, la notification étant faite parlant à l'assigné en personne ou parlant à telle personne appartenant au ménage, au navire, ou au comptoir, ou travaillant dans son atelier, ou employé dans son commerce, qui se trouve présente. Si l'assigné n'a ni domicile fixe, ni comptoir, ni atelier, ni autre établissement, la notification peut avoir lieu dans sa résidence temporaire. — Parlant à l'assigné en personne, la notification de l'assignation peut en outre être faite légalement dans le comptoir, l'atelier ou tout autre local fixe d'établissement où il est en place ou travaille et également, si c'est en vain qu'on a cherché à notifier l'assignation en son domicile, à son bord, comptoir, atelier ou établissement, c'est-à-dire dans le lieu où on le trouve.

Si l'assigné séjourne hors du Royaume et que l'assignation ne puisse pas lui être notifiée dans le royaume, d'après les règles données dans l'alinéa ci-dessus, l'assignation sera notifiée à sa résidence à l'étranger et de la manière qui y est prescrite. Si l'on ignore sa résidence, l'assiguation a lieu par une sommation publique trois fois répétée dans le journal la *Berlingske Tidende*, et dans les cas où son dernier domicile dans le Royaume aura été un endroit en dehors du diocèse de Seeland, la sommation se fera aussi par l'organe la *Stiftstidende* de la localité du dit domicile.

H. Loi sur l'exécution, dans le royaume de Danemark, de jugements et arrêts rendus par les tribunaux Suédois, 19 février 1861 :

§ 1. Les jugements et arrêts (*utslay, beslut*), rendus par les tribunaux Suédois pourront, en tant qu'ils portent sur autre chose qu'une peine, être exécutés dans le royaume de Danemark par saisie des biens. Seront assimilés aux jugements les arrêts rendus par le gouverneur général de Stockholm, par un préfet, par un des magistrats que la loi Suédoise investit de la même autorité que lesdits préfets pour vider certaines causes civiles, ou bien par un collège d'Etat; il en est de même des comptes relatifs aux frais de grosse et de timbre dont sont marqués les dossiers judiciaires de Suède.

§ 2. Le jugement, l'arrêt ou le compte (§ 1) dont l'exécution est requise devra être revêtu de l'attestation du gouverneur général ou d'un préfet certifiant qu'il est expédié dans la forme requise pour la saisie et que ledit acte a la propriété de donner ouverture à la saisie, conformément à ce que la législation suédoise dispose relativement aux jugements irrévocables.

§ 3. Les jugements et arrêts rendus en Suède seront, en ce qui concerne la saisie dans le royaume de Danemark, soumis aux mêmes règles de prescription que les jugements rendus ici. Seront toutefois exceptés de la prescription péremptoire les jugements suédois, qui portent sur la fixa-

tion d'une obligation d'alimenter des épouses séparées de corps ou abandonnées, ou des enfants soit légitimes soit naturels.

§ 4. Si le partage judiciaire des biens du débiteur en Suède est commencé, le droit à la saisie, reconnu par la loi présente, s'évanouit.

§ 5. Quant à la compétence de l'huissier en matière d'exécution des jugements suédois, ainsi qu'aux frais afférents à ce genre d'exploits, la prescription ne s'appliquera qu'à l'égard des jugements rendus par les tribunaux du royaume de Danemark.

§ 6. Un sujet suédois ne pourra être poursuivi devant un tribunal danois, hors les cas où pourraient être intenté un procès analogue si le défendeur était danois. Si l'édit Suédois séjourne en Danemark au delà de huit semaines, il pourra, durant ce séjour, être poursuivi pour dette ou autre obligation, au lieu où il se trouve.

§ 7. Le premier Président de Copenhague, ou le Préfet compétent, est tenu de fournir, sur la demande d'un créancier privé, les certificats requis pour qu'un jugement, un arrêt ou un arrêté puissent avoir plein effet de saisie en Suède. S'il s'agit de jugements, le certificat établira qu'ils ont été rendus par le tribunal du Royaume et rédigés dans la forme requise pour la saisie; en fait de transactions conciliaires, les certificats établiront le consentement des parties devant une commission conciliatrice ou un tribunal du Royaume et la rédaction des actes susdits dans la forme requise pour la saisie. En matière d'arrêtés émanant du premier Président de Copenhague ou d'un Préfet, et allouant des aliments aux épouses séparées de corps ou abandonnées, aux enfants légitimes ou naturels, le certificat établira qu'ils sont expédiés dans la forme requise pour la saisie et que, d'après la législation danoise, ils donnent ouverture à la saisie.

Toutefois, si des aliments ont été alloués à un enfant naturel par un arrêté qui se base sur le fait que le père de l'enfant illégitime a omis de prêter le serment qui lui incombe, le certificat ne devra être délivré qu'à l'expiration des trois mois qui suivront la notification du jugement relatif au serment, et pas avant qu'il n'ait été établi que le condamné n'a pas, avant l'expiration dudit délai, assigné la partie adverse devant le tribunal qui a rendu le jugement à fin d'assister à la prestation du serment, ou bien interjeté appel.

§ 8. Les prescriptions de la présente loi seront en vigueur à partir du jour fixé par le Roi, après qu'une convention aura été conclue avec la Suède relativement à l'entrée simultanée en vigueur d'une pareille loi dans ce dernier pays. Ce à quoi se conformeront tous ceux que les présentes concernent.

I. Loi sur les partages, etc., 30 novembre 1874 :

§ 87 : Si un Danois qui a domicile dans le royaume est mort à l'étranger et qu'on n'y procède pas au partage de sa succession, il sera loisible au Ministère de la Justice de renvoyer l'administration de cette succession à celui des tribunaux de partage qui se trouvera le mieux à même d'administrer cette succession.

TRAITÉS

La règle générale du droit danois est qu'en fait de droit civil, les étran-

gers sont traités à l'égal des Danois (1), et partant on ne peut voir qu'une expression du droit danois en vigueur dans la décision suivante de l'article I^e du traité avec la Suisse, du 1^{er} février 1875 : « Les citoyens suisses qui s'établissent dans le Royaume de Danemark ou qui y séjournent, pendant un temps plus ou moins long, seront traités sur le même pied que les sujets danois en tout ce qui concerne le choix de leur résidence, la faculté d'acquérir des propriétés par voie d'achat ou d'héritage, d'aliéner leurs biens meubles et immeubles, le libre accès devant les tribunaux, le paiement des droits et impôts, etc. Ils seront également traités sur le même pied dans les Colonies, excepté au Groenland, où, conformément aux règles existantes, aucun citoyen suisse ne pourra s'établir ni faire du commerce, sans une autorisation spéciale du Gouvernement Danois. »

Toutefois il faut une autorisation spéciale et conforme aux traités pour que les étrangers puissent voir protéger leurs productions intellectuelles.

Loi sur les contrefaçons, etc. 29 décembre 1857 (comp. loi sur la reproduction d'objets d'art, 31 mars 1864, § 9 ; loi du 23 février 1866, § 10 ; du 21 février 1868, § 5 ; 24 mai 1879, § 3) :

§ 23. A la charge de réciprocité, les clauses de la présente loi pourront, par ordonnance Royale, s'appliquer, en tout ou en partie, aux ouvrages publiés ailleurs.

Protection des marques de fabrique, noms et raisons sociales. — Loi du 2 juillet 1880, § 19 : « Une ordonnance Royale pourra arrêter que les nationaux et étrangers qui, dans un lieu hors du Danemark, font le même genre d'affaires que celui dont il est parlé au § 2, seront admis en Danemark, pour leurs marques de fabrique, noms et raisons sociales, à la même protection que celle qui est garantie par la présente loi, pourvu que l'Etat étranger en question accorde la même protection aux marques de fabrique, noms et raisons sociales du Danemark. En ce cas, les règles ci-dessus établies seront aussi applicables aux marques de fabrique étrangères qu'on voudra faire enregistrer dans ce Royaume ; à cette fin, on observera ce qui suit :

1^o La requête en enregistrement devra être accompagnée d'une déclaration du requérant établissant qu'un fondé de pouvoir indiqué par lui et résidant dans ce Royaume défendra en son nom aux procès qu'on pourrait lui intenter conformément à la loi présente.

2^o En remettant la requête, son auteur devra justifier d'avoir satisfait aux conditions auxquelles il peut prétendre à la protection de ladite marque de fabrique dans ledit Etat étranger.

3^o L'enregistrement n'assure à la marque de fabrique aucun droit de protection dans ce Royaume au delà des limites dans lesquelles et du laps de temps pendant lequel ladite marque jouit de protection dans le pays étranger en question. »

Ordonnance du 13 octobre 1880 : « Attendu que, d'après le § 19 de la loi

(1) *Zeitschrift, etc.*, I, p. 104.

du 2 juillet 1880, sur la protection des marques de fabrique, il peut être arrêté, par ordonnance Royale, que les nationaux et étrangers qui dans un lieu hors du Danemark font le même genre d'affaires dont il est parlé au § 2 de ladite loi, seront admis dans ce Royaume à la même protection pour leurs marques de fabrique, noms et raisons sociales, que celle qui est garantie par ladite loi, pourvu que dans ledit pays étranger il soit accordé protection analogue aux marques de fabrique, noms et raisons sociales du Danemark, et attendu que telle protection des marques de fabrique est assurée aux sujets danois en Allemagne, au Venezuela, en Belgique, dans la Grande-Bretagne et Irlande, ainsi qu'en France, par les conventions conclues entre les Gouvernements desdits Etats, les 17 mars, 21 juin, 17 et 28 novembre de l'an dernier, ainsi que le 7 avril de la présente année, Ordonnons par le présent acte que les dispositions contenues dans ladite loi du 2 juillet 1880 sur l'admission à la protection garantie aux marques de fabrique par la susdite loi, seront applicables au profit des nationaux et étrangers qui, en Allemagne, au Venezuela, en Belgique, dans la Grande-Bretagne et Irlande, ainsi qu'en France, produisent ou vendent les marchandises destinées aux opérations de commerce.

Des dispositions analogues ont été établies plus tard dans des traités conclus avec les Pays-Bas, le 14 janvier 1881 (comp. l'ordonnance du 2 février 1881) ; avec le Brésil, 25 avril 1881 (comp. l'ordonnance du 7 juin 1881) ; avec la République Argentine, le 9 janvier 1883 (comp. l'ordonnance du 20 mars 1888) ; avec l'Autriche et la Hongrie, 9 février 1881 (comp. l'ordonnance du 2 juin 1888).

Une nouvelle loi du 11 avril 1890 arrête ce qui suit :

§ 14 : « Dans l'hypothèse de la réciprocité, il peut être arrêté par ordonnance Royale que la protection assurée par cette loi s'étendra aussi à ceux qui, hors de ce Royaume, font le même genre d'affaires que celui dont il est parlé au § 1. En ce cas, les dispositions de la loi seront applicables, avec observation des règles spéciales suivantes relatives aux marques de fabrique qui sont enregistrées :

1^o La notification sera accompagnée d'un certificat établissant que le prétendant a satisfait aux conditions requises, dans l'Etat étranger, pour obtenir la protection de la marque de fabrique.

2^o Le prétendant devra, pour tous les procès relatifs à la marque de fabrique, adopter pour juridiction la Cour maritime et commerciale de Copenhague, et également indiquer un fondé de pouvoir résidant dans ce Royaume et auquel on pourra intenter, au nom du prétendant, les procès que l'on dirigerait contre lui.

3^o La marque de fabrique ne sera protégée dans une plus grande mesure ni pour un plus grand laps de temps que dans l'Etat étranger.

En outre, relativement à des marques de fabrique enregistrées dans un Etat qui fait des concessions analogues pour les marques de fabrique de Danemark, une ordonnance Royale pourra arrêter les dispositions suivantes :

4^o La marque de fabrique, à moins qu'elle ne soit contraire aux bonnes

mœurs et à l'ordre public, sera enregistrée sous la forme dans laquelle elle est valable dans l'Etat étranger.

5° Si, dans le délai de quatre mois, au plus, après que la marque de fabrique a été notifiée dans l'Etat étranger, quelqu'un l'a notifiée pour être enregistrée dans ce Royaume, une pareille notification sera considérée, par rapport à d'autres notifications, comme faite simultanément avec la notification opérée dans l'Etat étranger.

6° Si l'enregistrement est refusé en vertu du § 4, n° 5, et que, durant un procès intenté au détenteur de la marque antérieurement notifiée ou enregistrée, le prétendant justifie que ladite marque est celle dont il s'est servi originairement et que l'autre s'est appropriée, il pourra obtenir un jugement lui reconnaissant le droit de faire enregistrer sa marque, avec privilège de l'employer pour le genre de marchandises pour lequel il employait cette marque au moment où la protection mutuelle entrat en vigueur, pourvu qu'il intente le procès à ce sujet dans le délai de six mois, à partir de l'entrée en vigueur de la protection mutuelle. Toutefois, ceci ne restreint aucunement le droit garanti par le § 10, troisième alinéa.

7° Si la convention se conclut avec un pays dont la législation relative aux marques de fabrique concorde avec la présente loi, il peut de plus être arrêté que des marques de fabrique antérieures, qui dans ce pays sont légalement enregistrées pour les gens qui y font le commerce du fer et des bois, marques consistant, seulement ou principalement, en chiffres, lettres ou noms, et sans forme particulièrement saillante, devront, quand elles sont protégées dans l'Etat étranger, jouir, dans ce Royaume, de cette protection particulière que personne autre ne puisse se servir des chiffres, lettres ou noms dont se compose la marque, pour marquer les mêmes sortes de marchandises, à moins que ces autres personnes ne désignent par là leurs propres noms ou raisons sociales, ou bien les initiales de celles-ci ou de ceux-là, ou qu'elles les aient déjà employées, avant l'entrée en vigueur de la réciprocité. Toutefois, l'enregistrement ayant cet effet ne pourra avoir lieu que dans les limites du temps prescrit plus particulièrement par l'ordonnance Royale, et la publication de l'enregistrement devra, soit indiquer pour quel genre de marchandises l'enregistrement s'est effectué, soit donner à entendre qu'il a lieu en vertu de la présente disposition de la loi.

Les étrangers en Danemark peuvent intenter procès et défendre aux procès devant les tribunaux sans avoir à fournir préalablement caution pour les frais de procédure (1). Promesse en a été donnée conformément aux traités dans une convention entre le Danemark et l'Italie, le 25 juin 1883, et dont voici le texte :

Article premier. — Les Italiens jouiront dans le Royaume de Danemark avec l'Islande et les Colonies, et réciproquement les Danois jouiront dans le Royaume d'Italie, du bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, qui leur sera accordé d'après les mêmes règles et dans les mêmes formes qu'aux nationaux.

(1) *Zeitschrift, etc.*, I, p. 104.

Art. 2. — Le certificat d'indigence et autres documents servant d'appui à la demande doivent avoir été délivrés par les autorités de la résidence habituelle du solliciteur.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est présentée, ces documents doivent être légalisés gratuitement par l'agent diplomatique du pays où ils seront produits. Lorsqu'il réside dans le pays où la demande est présentée, l'autorité compétente peut exiger que les renseignements ultérieurs soient recueillis auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient, soit par l'intéressé lui-même, soit par la voie diplomatique.

Art. 3. — Les Italiens admis en Danemark, et les Danois admis en Italie, au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, seront dispensés, de plein droit, de toute caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, qui ne serait pas également exigé d'un demandeur national d'après la législation du pays où l'action est intentée.

Il en est de même d'une convention, entre le Danemark et la Suède, du 7 juillet 1887, dont voici le texte :

Un sujet suédois, qui veut poursuivre un sujet danois devant un tribunal danois, n'est pas tenu de fournir caution ni autre garantie pour les frais de procédure ou dommages-intérêts qui pourraient en être alloués au défendeur. Tant que la présente disposition sera en vigueur, les sujets danois seront également exempts de l'obligation qui incombe aux étrangers, en vertu de la loi du 19 novembre 1886, de fournir aux tribunaux suédois caution ou autre garantie pour les frais de procédure ou dommages-intérêts, et partant ne seront soumis à cet égard à d'autres obligations que celles qui incombent aux sujets suédois.

Sur l'exécution réciproque des jugements et arrêts danois et suédois, voir plus haut, page 285.

Le partage de biens appartenant à des étrangers, qui, à leur mort, étaient domiciliés en Danemark, ressortit, d'après ce qui est dit plus haut, p. 284, aux tribunaux danois. Toutefois, certains traités sanctionnent une exception, à l'avantage des sujets étrangers domiciliés en Danemark, et réciprocement.

Comp. la loi sur les partages, 3 novembre 1874, § 87, page 284.

Traité entre le Danemark et l'Angleterre, 1670.

Art. 15. — « Si quem alterutrius subditorum in alterius dominiis aut territoriis mori contigerit, ei licitum erit pecunias res et bona quacunque sua quocunque modo disponere. Et si quis intra alterius regna aut provincias absque tali dispositione prius facta moriatur, tunc bona ab eo relicta mobilia vel immobilia cuiuscunq; generis aut conditionis fuerint, fideliter conscribantur in usum legitimi heredis, et in satisfactionem ejusmodi debitorum, ad quae solvenda defunctus revera tenebatur. Atque eum in finem, ut primum illius alterius subditus in alterius dominiis morietur, consul vel publicus Minister, qui tunc temporis ibi residebit, jus habebit ejusmodi pecunias ac bona possidere et coram aliquo illius loci magistratu earundem rerum inventaria faciet. Qui res et bona postea apud ipsum remanebunt, quo heredibus ac creditoribus, ut supra dictum est, responderunt. Sin autem nullus ejusmodi consul aut publicus Minister ibi fuerit,

tunc licebit duobus mercatoribus defuncti conterraneis bona ejus relicta possidere, conservare parique modo heredibus et creditoribus respondere. Quod tamen ita debet intelligi, quod nullæ chartæ aut rationum libri per hunc articulum dicti magistratus inspectioni exponentur, sed tantum bona defuncti realia et merces, quodque dictus magistratus intra spatiū quadraginta octo (48) horarum post notitiam et requisitionem factam adesse tenebitur; aliter quod dicta inventaria absque jus interventu fient. »

Le soin de conserver et de renvoyer à destination la succession des marins appartenant à l'un des pays et ayant fait du service à bord des bâtiments appartenant à l'autre pays, est admis comme obligatoire par déclaration entre le Danemark et la Grande-Bretagne, du 11 avril 1877, et entre le Danemark et la France, du 1^{er} avril 1856.

Voici le texte de cette dernière déclaration :

Article premier. — Si un marin danois, engagé à bord d'un navire français, ou un marin français, engagé à bord d'un navire danois, se trouve être absent au moment du désarmement du navire, les salaires qui lui sont dus, seront remis directement par l'autorité maritime française ou danoise du port où le désarmement a lieu, entre les mains du consul de la nation à laquelle appartient le marin absent.

Art. 2. — Si un marin danois engagé sur un navire français, meurt, soit à bord, soit sur le territoire français, le Gouvernement veillera, autant que possible, à la conservation intacte de la succession dudit marin.

Si ce marin vient à mourir pendant qu'il est engagé à bord d'un navire français, que le décès survienne dans un port français ou sur le territoire de la même nation, le Gouvernement français aura soin, dans le plus bref délai possible, de remettre la succession au Consul danois qui réside dans ce port ou dans le lieu le plus voisin de l'endroit où le décès est survenu. S'il meurt en mer, à bord d'un navire français, la succession sera remise au Consul danois dans le premier port où le navire fait escale après le décès.

Le Gouvernement danois suivra des règles analogues pour le traitement de la succession d'un marin français qui, pendant qu'il est engagé à bord d'un navire danois, meurt, soit dans un port danois, soit sur le territoire danois, soit en mer.

Si un marin danois, engagé à bord d'un navire français, meurt sur le territoire danois ou, inversement, si un marin français, engagé à bord d'un navire danois, meurt sur le territoire français, la succession du défunt sera remise, défalcation faite des frais, au Consul français ou danois le plus proche, afin que celui-ci puisse la faire parvenir à l'autorité compétente, dans le pays du défunt.

Si un marin, appartenant à l'une des deux nations et engagé à bord d'un navire de l'autre nation, meurt sur le territoire d'un Etat tiers, la succession de ce marin, déposée dans le port où a eu lieu le décès entre les mains du Consul de la nationalité du navire, sera remise, défalcation faite des frais, au Consul de l'autre nation, dans le même port.

Dans le cas où la nationalité du marin inscrit au rôle d'équipage, soit comme sujet danois, soit comme sujet français, soulèverait des doutes pour le Gouvernement qui se trouve en possession de la succession, celui-ci prendra néanmoins soin de ladite succession et en remettra aussitôt que

possible à l'autre Gouvernement un inventaire avec l'indication de sa valeur, en l'accompagnant de tous les renseignements qu'il possède relativement au défunt. Il aura également à délivrer la succession à l'autre Gouvernement immédiatement après en avoir reçu l'assurance que le défunt était réellement son sujet.

Il est entendu qu'au moment de la remise des salaires d'un marin absent ou de celle des valeurs et effets laissés par un marin décédé, lesdites remises seront toujours appuyées : dans le premier cas, d'un état de décompte des salaires, dans le second cas, d'un procès-verbal d'inventaire.

Art. 3. — Le terme de « marin » employé dans la présente Déclaration, comprend tout individu engagé, à un titre quelconque, ou passager à bord d'un navire.

Le terme de succession comprend les salaires dus, l'argent, les effets ou les objets qu'un marin décédé aurait laissés à bord d'un navire.

Le terme de consul comprend les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ainsi que toute personne chargée de la gestion intérimaire d'un Consulat général, d'un Consulat ou d'un Vice-Consulat.

L'assistance réciproque à rendre aux marins qui sont délaissés sans ressources, par suite de naufrage ou d'autres causes indépendantes de leur volonté, est promise par déclaration entre le Danemark et la Suède et la Norvège, 10 août 1883, le Danemark et la Grande-Bretagne, 25 juillet 1883, le Danemark et l'Empire d'Allemagne, 7 avril 1885, le Danemark et l'Italie, 21 mai 1885.

Voici le texte de cette dernière déclaration :

Lorsqu'un marin de l'un des Etats contractants, après avoir servi à bord d'un navire appartenant à l'autre Etat, se trouvera, par suite de naufrage ou pour d'autres causes, délaissé sans ressources, soit dans un pays tiers, soit dans les colonies de ce pays, soit dans le territoire ou les colonies de l'Etat dont le navire porte le pavillon, le Gouvernement de ce dernier Etat sera tenu d'assister ce marin jusqu'à ce qu'il s'embarque de nouveau ou trouve un autre emploi, ou jusqu'à son arrivée dans son propre pays, ou, enfin, jusqu'à son décès.

Il est toutefois entendu que le marin placé dans la situation prévue au paragraphe précédent, devra profiter de la première occasion qui se présentera pour justifier, devant les autorités compétentes de l'Etat appelé à lui prêter assistance, de son dénûment et des causes qui l'ont amené. Il devra prouver, en outre, que ce dénûment est la conséquence naturelle de son débarquement. Faute de quoi, le marin sera déchu de son droit d'assistance.

Il sera également déchu de ce droit dans le cas où il aura déserté ou aura été renvoyé du navire pour avoir commis un crime ou un délit, ou l'aura quitté par suite d'une incapacité de service occasionnée par une maladie ou une blessure résultant de sa propre faute.

L'assistance comprend l'entretien, l'habillement, les soins médicaux, les médicaments, les frais de voyage, et, en cas de mort, les dépenses de funérailles.

ESPAGNE

I. — Constitution de 1876.

La Constitution espagnole permet aux étrangers de s'établir librement en Espagne, d'y exercer leur industrie ou de s'y adonner à toute profession dont l'exercice n'exige pas des titres espagnols, mais ne les admet pas, sans une naturalisation préalable, à l'exercice d'une charge quelconque qui comporte autorité ou juridiction ; elle met des limites aux détentions arbitraires, sanctionne l'inviolabilité du domicile et de la propriété et accorde la tolérance religieuse. Articles 2, 4, 6, 10 et 11.

II. — Code civil de 1889.

Art. 8. — Les lois pénales, de police et de sûreté publique obligent tous ceux qui habitent le territoire espagnol.

Art. 9. — Les lois qui règlent les droits et les devoirs de famille, l'état, la condition et la capacité légale des personnes, obligent les Espagnols, même s'ils résident en pays étranger.

Art. 10. — Les biens meubles sont régis par la loi du pays de leur propriétaire ; les biens immeubles par celle du pays où ils sont situés.

Néanmoins les successions légales et testamentaires, comme tout ce qui touche à l'ordre de succession, et à l'importance des droits successoraux et à la valeur intrinsèque de ces dispositions, se règlent d'après la loi du pays de la personne décédée, quelle que soit la nature de ces biens et le pays où ils se trouvent.

Art. 11. — Les formes et les solennités des contrats, testaments et de tous les actes publics, se règlent d'après les lois du pays où ils sont faits.

Quand les actes susdits sont faits à l'étranger par des agents diplomatiques ou consulaires d'Espagne, on observera dans leur rédaction les solennités établies par les lois espagnoles.

Malgré les dispositions de cet article et du précédent, les lois prohibitives concernant les personnes, leurs actes, leurs biens, celles qui ont pour objet l'ordre public et les bonnes mœurs ne perdront point leur effet, quels que soient les lois, jugements, dispositions ou conventions accordés à l'étranger.

Art. 27. — Les étrangers jouissent en Espagne des droits que les lois civiles accordent aux Espagnols, sauf ce qui est dit à l'article 2 de la Constitution de l'Etat et dans les traités internationaux.

Art. 28. — Les corporations, fondations et associations, reconnues par la loi et domiciliées en Espagne, jouiront de la nationalité espagnole tant qu'elles conserveront la qualité de personnes juridiques, conformément aux règles du Code. Les associations domiciliées à l'étranger auront en Espagne la situation et les droits déterminés par les traités et les lois spéciales.

Art. 55. — Le mariage contracté dans un pays étranger, où les actes ne sont pas recueillis sur un registre régulier et authentique, peut se prouver par un des moyens de preuve admis quel qu'il soit.

Art. 91. — Si les intéressés sont étrangers, et qu'ils n'aient pas deux ans de résidence en Espagne, ils prouveront par un certificat en forme donné par l'autorité compétente, que, dans le lieu où ils ont eu leur domi-

cile ou leur résidence, durant les deux années précédentes, on a fait les publications du mariage qu'ils voulaient contracter, avec les solennités exigées.

Art. 100, § dernier. — Les consuls et vice-consuls exerceront les fonctions de juges municipaux (*juges de paix*) pour les mariages d'Espagnols contractés à l'étranger.

Art. 688, § dernier. — Les étrangers pourront faire un testament olographe en leur langue propre.

Art. 728. — Si le testament a été fait par un étranger sur un navire espagnol, le Ministre de la Marine remettra le testament au Ministre d'Etat pour que ce dernier lui donne, par voie diplomatique, la destination qui lui appartient.

Art. 732. — Les Espagnols pourront tester hors du territoire espagnol, en se soumettant aux lois du pays où ils se trouvent.

Ils pourront également tester en pleine mer, au cours d'un voyage, sur un navire étranger, en se soumettant aux lois du pays auquel ce navire appartient.

Ils pourront encore faire un testament olographique, sans l'obligation du papier timbré, encore que cette forme de testament ne soit pas reconnue par les lois de ce pays.

Art. 733. — Le testament réciproque, par l'art 669, ne sera pas valable en Espagne s'il est fait par des Espagnols, même à l'étranger et dans un pays où les lois le permettent.

Art. 734. — Les Espagnols, qui se trouvent en pays étranger, pourront encore faire authentiquement un testament public ou mystique devant l'agent diplomatique ou consulaire d'Espagne, résidant au lieu de sa rédaction.

Dans ces cas, l'agent remplira les fonctions de notaire, et on observera les formalités établies. Néanmoins, la condition de domicile des témoins ne sera pas nécessaire.

Art. 735. — L'agent diplomatique ou consulaire remettra au Ministère d'Etat, pour être déposée dans ses archives, une copie, certifiée par sa signature et son sceau, du testament public, ou de l'acte authentiquant un testament mystique.

Art. 736. — L'agent diplomatique ou consulaire, entre les mains duquel un Espagnol aurait déposé son testament olographique ou mystique, l'enverra au Ministre d'Etat, lorsque le testateur sera mort, avec un certificat du décès.

Le Ministre d'Etat fera publier, dans la *Gaceta de Madrid* (journal officiel), l'avis de la mort pour que les intéressés à la succession puissent recevoir le testament et faire dresser l'acte dans la forme prescrite.

Art. 1325. — Lorsque le mariage est contracté en pays étranger entre un Espagnol et une étrangère, ou entre un étranger et une Espagnole et que les contractants n'ont fait aucune déclaration ou stipulation relative à leurs biens, on considérera, lorsque le mari sera Espagnol, que les époux sont soumis au régime de la société d'acquêts, et lorsque ce sera l'épouse qui sera Espagnole, qu'ils sont soumis au régime de droit commun dans le pays du mari : le tout sans préjudice de ce qu'établit ce code relativement aux biens immeubles.

III. — Décret royal du 17 novembre 1852 sur la condition des étrangers.

Art. 17. — Tous les étrangers auront libre entrée et sortie des ports et villes d'Espagne et la libre locomotion sur le territoire, en se conformant aux règles établies par les lois pour les sujets espagnols, comme aussi aux règlements des ports et de police.

Art. 18. — Ils peuvent aussi acquérir et posséder des biens immeubles, exercer des industries et prendre part à toutes les entreprises qui ne sont pas réservées par les lois et dispositions en vigueur aux sujets espagnols.

Art. 19. — Les étrangers domiciliés peuvent faire le commerce en gros et en détail, sous les conditions que les lois et règlements exigent des Espagnols, et ils auront le droit de profiter de tous les avantages de la ville où ils auront leur domicile.

Art. 20. — Les étrangers de passage pourront faire le commerce en gros en se soumettant aux lois et dispositions en vigueur dans le royaume.

Art. 28. — En cas de décès d'un étranger, domicilié ou de passage, s'il n'y a aucun héritier connu, l'autorité locale, d'accord avec le consul de la nation à laquelle appartenait le défunt, doit former l'inventaire de tous ses biens et effets et prendre les autres mesures nécessaires à la conservation de la succession jusqu'à la présentation de l'héritier légitime ou de son mandataire.

En matière de succession des étrangers, tant testamentaires que *ab intestat*, les tribunaux espagnols sont seulement compétents pour connaître de la saisie de biens à l'instance des créanciers du défunt et de toutes les autres réclamations qui ont pour objet l'exécution d'obligations ou la poursuite de responsabilités, contractées ou encourues en Espagne ou en faveur de citoyens espagnols.

Art. 29. — Les étrangers domiciliés et de passage sont soumis aux lois d'Espagne et aux tribunaux espagnols pour les délits qu'ils commettent sur le territoire espagnol et pour l'accomplissement des obligations qu'ils contractent en Espagne, ou hors de l'Espagne, pourvu que ce soit en faveur des sujets espagnols.

Art. 32. — Les étrangers domiciliés et de passage ont droit à se faire rendre justice par les tribunaux espagnols conformément aux lois dans les demandes qu'ils intentent pour l'accomplissement des obligations contractées en Espagne, ou qui doivent y être exécutées ou qui touchent à des biens qui y sont situés.

Art. 33. — Dans les affaires entre étrangers ou contre des étrangers, quand même elles ne procèdent ni d'action réelle, ni d'action personnelle, pour obligations contractées en Espagne, les juges ne laisseront pas d'être compétents, quand il s'agira d'éviter une fraude, ou d'adopter des mesures urgentes et provisoires pour retenir un débiteur qui essaye de fuir afin d'échapper à un paiement, ou de la vente d'effets exposés à se perdre dans des magasins, ou de la curatelle provisoire d'un incapable.

IV. — Code de commerce de 1835.

Art. 15. — Les étrangers et les compagnies constituées à l'étranger pourront exercer le commerce en Espagne en se soumettant aux lois de leur pays pour ce qui concerne leur capacité de contracter, et aux dispositions du code de commerce pour tout ce qui concerne la création de leurs

établissements sur le territoire espagnol, ou leurs opérations commerciales, ou la juridiction des tribunaux nationaux, sous les modifications établies ou à établir dans les traités et conventions avec les autres Etats.

Art. 21. — Les compagnies étrangères, pour s'établir en Espagne ou y organiser des succursales, doivent inscrire au registre de commerce leurs statuts et les autres documents exigés des compagnies espagnoles. Elles doivent inscrire aussi un certificat délivré par le consul espagnol constatant qu'elles ont été constituées et autorisées conformément à leurs lois respectives.

V. — Code de procédure civile de 1881.

Art. 51. — La juridiction ordinaire est l'unique compétente pour connaître des procès civils intentés en Espagne entre étrangers et entre étrangers et sujets espagnols.

Art. 534. — Le défendeur a droit, avant toute défense au fond, de proposer exception au demandeur étranger de fournir caution pour paiement des frais et des dommages que pourrait encourir le demandeur dans les cas et dans les mesures exigées aux Espagnols par les lois du pays auquel appartient le demandeur.

Art. 300. — Les commissions rogatoires adressées par les juges espagnols aux juges étrangers pour les prier de faire dans leur ressort une assignation ou tout autre acte judiciaire, seront transmises par la voie diplomatique ou par le moyen et selon la forme établis dans les traités ; à défaut de traités, d'après les règles fixées par le gouvernement.

En tous cas on devra s'en tenir au principe de réciprocité.

Ces mêmes règles seront applicables à l'exécution en Espagne des commissions rogatoires des juges étrangers adressées aux juges espagnols pour les prier de faire tout acte judiciaire.

Art. 351. — Les jugements rendus par les tribunaux étrangers auront en Espagne la force exécutoire qui sera établie dans les traités internationaux.

Art. 352. — A défaut de traités, ils auront la même force que les jugements rendus par les juges espagnols ont au pays où le jugement étranger a été prononcé.

Art. 353. — Si le jugement relève d'un pays où la loi ne reconnaît aucune force exécutoire aux jugements rendus par les tribunaux espagnols, le dit jugement n'aura aussi aucune force exécutoire en Espagne.

Art. 354. — Hors les cas prévus dans les règles précédentes, pour que les jugements rendus par les tribunaux étrangers soient susceptibles d'exécution en Espagne, ils doivent réunir les conditions suivantes :

1^o Qu'ils soient prononcés dans un procès intenté pour l'exercice d'une action personnelle ;

2^o Que le procès, dont il s'agit, ne soit pas suivi par contumace ;

3^o Que l'obligation dont l'accomplissement a été prononcé par le juge, soit licite d'après la loi espagnole ;

4^o Que les jugements soient constatés dans un document muni de toutes les formalités exigées par la loi du pays et par la loi espagnole pour être considéré comme authentique et avec force probante.

Art. 355. — La demande tendant à obtenir l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal étranger sera portée devant la cour suprême, sauf

les cas où elle doit être portée devant un autre tribunal d'après les traités ou conventions internationales.

A la demande on ajoutera la traduction officielle du jugement.

Art. 356. — Le tribunal, sur la demande de la partie intéressée et en vue de la manifestation de la partie condamnée et de l'officier du Ministère Public, prononcera un arrêt, en déclarant susceptible ou non d'exécution le jugement étranger.

L'arrêt du tribunal est exécutoire.

VI. — Conventions.

L'Espagne est liée aux Etats étrangers par différents traités, dont les principaux sont les suivants :

Convention sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale conclue avec la Sardaigne en 1851, appliquée aujourd'hui aux jugements prononcés dans le Royaume d'Italie, d'après la jurisprudence espagnole.

Conventions consulaires de 1862 avec la France, de 1867 avec l'Italie, de 1870 avec le Portugal et de 1879 avec la Suisse.

Conventions sur l'assistance judiciaire de 1872 avec la Belgique, de 1882 avec l'Italie, et de 1884 avec la France.

Déclaration échangée entre le Gouvernement belge et le gouvernement espagnol en 1872 sur la communication réciproque des actes de décès.

Convention conclue en 1876 avec la Russie sur l'intervention des Consuls dans les testaments de leurs nationaux.

FRANCE

Lois.

Code civil.

Art. 3. — Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire. Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française. Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français même résidant en pays étranger.

Art. 11. — L'étranger jouira en France des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra.

Art. 726 et 912, abrogés par la loi du 14 juillet 1819 qui stipule en outre : Article premier. — « En conséquence, les étrangers auront le droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Français, dans toute l'étendue du Royaume ». — Art. 2. — « Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et français, ceux-ci prélèveront, sur les biens situés en France, une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales ».

Art. 13. — L'étranger qui aura été autorisé, par décret, à fixer son domicile en France, y jouira de tous les droits civils. L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée. En cas de décès avant la naturali-

sation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profitera à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation.

Art. 14. — L'étranger, même non résidant en France, pourra être cité devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français, et pourra être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étrangers envers des Français.

Art. 15. — Un Français pourra être traduit, devant un tribunal de France, pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger (1).

Art. 16. — En toutes matières, autres que celles de commerce, l'étranger qui sera demandeur, sera tenu de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès, à moins qu'il ne possède en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer le paiement. — V. aussi art. 166 et 176 du Code de Procédure civile.

Art. 47. — Tout acte de l'état civil des français et des étrangers, fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays. Lorsqu'un de ces actes, concernant des Français, sera transmis au Ministère des Affaires étrangères, il y restera déposé pour en être délivré expédition (2).

Art. 170. — Le mariage, contracté en pays étranger entre Français, et entre Français et étrangers, sera valable, s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'art. 63, au titre des *Actes de l'Etat civil*, et que le Français n'ait point contrevenu aux dispositions contenues au chapitre précédent.

Art. 171. — Dans les trois mois après le retour du Français sur le territoire du Royaume, l'acte de célébration du mariage contracté en pays étranger sera transcrit sur le registre public des mariages du lieu de son domicile.

Art. 999. — Un Français qui se trouvera en pays étranger, pourra faire ses dispositions testamentaires par acte sous signature privée, ainsi qu'il est prescrit en l'art. 970, ou par acte authentique, avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé.

Art. 2123. — ... L'hypothèque ne peut pareillement résulter des jugements rendus en pays étranger, qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français, sans préjudice des dispositions contraires qui peuvent être dans les lois politiques ou dans les traités.

Art. 2128. — Les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner

(1) Aucun texte ne prévoit le cas où un procès s'élèverait *entre étrangers*. La jurisprudence admet que les tribunaux français peuvent se déclarer incomptétents en pareil cas ; elle apporte, du reste, à cette règle, de très nombreuses exceptions. Depuis longtemps, cette règle de la jurisprudence et la disposition expressive de l'art. 14 du Code civil sont l'objet de vives critiques même en France. Un projet pour la Réforme du Code de procédure civile, dont une première partie a été soumis au Parlement, s'est occupé de la question. Après avoir, dans une série d'articles, posé les règles générales de compétence, le projet continue dans les termes suivants : « Les dispositions qui précèdent (art. 1 à 8), « sont applicables aux actions à intenter contre un étranger. L'étranger qui n'a en France « ni domicile ni résidence, peut être assigné par un Français devant le tribunal du domicile « du demandeur, même à raison d'obligations qui n'ont pas pris naissance et ne sont « pas exécutoires en France, lorsque, d'après la législation du pays auquel ressortir l'étranger, les tribunaux de son pays seraient incomptétents, ou lorsqu'un Français pourrait, « dans les mêmes conditions, être cité devant les tribunaux » (art. 9).

(2) Cette dernière phrase a été ajoutée par une loi du 6 juin 1893.

d'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités.

Code de procédure civile.

Art. 546. — Les jugements rendus par les tribunaux étrangers, et les actes reçus par les officiers étrangers, ne seront susceptibles d'exécution en France que de la manière et dans les cas prévus par les art. 2123 et 2128 du Code civil.

Conventions.

La France a conclu un grand nombre de conventions touchant au droit international privé ; on ne peut songer à les reproduire, ni même à les énumérer, mais seulement à donner quelques exemples.

Les plus importantes conventions de ce genre ont été conclues avec la Suisse :

Traité du 15 juin 1869, sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile.

Il est divisé en trois parties : 1^e Compétence et actions en justice ; 2^e Exécution des jugements ; 3^e Transmission d'exploits et actes judiciaires et extra-judiciaires ; Commissions rogatoires.

Traité du 23 juillet 1879, pour régler la position des enfants des Français naturalisés en Suisse. (Il a pour but d'éviter à ces enfants les inconvénients d'une double nationalité).

Traité du 23 février 1882, sur l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France.

En voici les principales dispositions :

Article premier. — Les Français seront reçus et traités dans chaque canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourront l'être à l'avenir les ressortissants des autres cantons. Ils pourront, en conséquence, aller et venir et séjourner temporairement en Suisse, en se conformant aux lois et aux règlements de police. Tout genre d'industrie ou de commerce permis aux ressortissants des divers cantons le sont également aux Français, et sans qu'on puisse en exiger aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse.

Art. 3. — Les Suisses jouiront en France des mêmes droits et avantages que l'article premier ci-dessus assure aux Français en Suisse.

En ce qui touche l'exécution des jugements, la France a deux autres conventions, l'une du 24 mars 1760, complétée par une déclaration du 11 septembre 1860, avec l'Italie, l'autre du 16 avril 1846 avec le Grand-Duché de Bade.

De nombreuses conventions dispensent de la caution *judicatum solvi*, admettant les sujets respectifs au bénéfice de l'assistance judiciaire.

Pour le règlement des successions, des dispositions sont insérées dans de nombreuses conventions consulaires ; elles ont surtout un caractère administratif. En outre, on trouve dans deux conventions des règles sur le fond du droit, ce sont celles du 11 décembre 1866 avec l'Autriche-Hongrie et du 1^{er} avril 1874, avec la Russie ; elles sont presque identiques.

Voici, du reste, l'article premier de la dernière convention :

La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou

contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières ainsi qu'au droit de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par le sujet de l'autre pays seront jugées par les tribunaux de l'autorité compétente de l'Etat auquel appartenait le défunt, et conformément aux lois de l'Etat, à moins qu'un sujet du pays où la succession est ouverte n'ait des droits à faire valoir à ladite succession.

Dans le dernier cas, et si la réclamation est présentée avant l'expiration du délai fixé par l'art. 5 (délai de six mois), l'examen de cette réclamation sera déféré aux tribunaux ou autorités compétentes du pays où la succession est ouverte, qui statueront conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant, et s'il y a lieu, sur la quote-part qui doit lui être attribuée.

Lorsqu'il aura été désintéressé de cette quote-part, le reliquat de la succession sera remis à l'autorité consulaire qui en disposera, à l'égard des autres héritiers, conformément aux stipulations de l'art. 8.

(*A suivre.*)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret prohibant l'importation en France, en Algérie et dans les Colonies, des monnaies divisionnaires italiennes.

24 juillet 1894 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Finances et d'après l'avis conforme du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et du Ministre des Colonies,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu la loi du 22 mars 1894, qui approuve l'arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, dont l'article 14 est ainsi conçu : « Lorsque les caisses publiques de la France, de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura le droit d'en prohiber l'importation. »

Décrète :

Article premier. — L'importation des monnaies divisionnaires d'argent italiennes est prohibée en France à partir du 25 juillet 1894, en Algérie et dans les colonies à partir du 25 août 1894.

Art. 2. — Le Ministre des Finances, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois* et publié au *Journal Officiel*.

Fait à Paris, le 22 juillet 1894.

CASIMIR-PÉRIER.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*
Le Ministre des Finances,
R. POINCARÉ.
V. LOURTIES.

*Le Ministre des Colonies,
DELCASSÉ.*

FRANCE

Décret relatif à l'organisation de la justice dans la colonie du Dahomey et ses dépendances.

26 juillet 1894 (1).

Le Président de la République française.

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 15 mai 1889, portant réorganisation du service de la justice au Sénégal;

Vu le décret du 1^{er} août 1889, réglant l'organisation politique et administrative des Rivières du Sud, des établissements français de la Côte d'Or et des établissements français du golfe du Bénin;

Vu le décret du 17 décembre 1891, portant organisation de la colonie de la Guinée française et dépendances;

Vu le décret du 10 mars 1893, constituant en trois colonies distinctes les possessions françaises de la Guinée, de la côte d'Ivoire et du Bénin;

Vu le décret du 21 juin 1894, portant réorganisation de la colonie du Dahomey et dépendances.

Décrète :**TITRE PREMIER****DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

Article premier. — La colonie du Dahomey et dépendances cesse de relever, au point de vue judiciaire, du conseil d'appel de la Guinée française.

TITRE II**DES JURIDICTIONS DE PREMIÈRE INSTANCE**

Art. 2. — Il est institué dans la colonie du Dahomey et dépendances deux justices de paix à compétence étendue dont les sièges sont fixés, savoir :

1^o A Porto-Novo;

2^o A Ouidah.

Art. 3. — Les fonctions de juge de paix, de greffier et d'huissier, sont remplies par des officiers, fonctionnaires ou agents désignés par le gouverneur.

Les greffiers remplissent, en outre des attributs de leur charge, les fonctions de notaire.

Art. 4. — Les tribunaux de paix de Porto-Novo et Ouidah connaissent :

1^o En premier et dernier ressort, de toutes les affaires attribuées aux juges de paix en France, de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à 100 francs de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail ;

(1) *Journal Officiel* du 1^{er} août 1894.

2° En premier ressort seulement, et à charge d'appel devant le conseil d'appel dont il sera parlé plus loin, de toutes les autres affaires.

En matière commerciale, leur compétence est celle des tribunaux de commerce de la métropole.

Art. 5. — La procédure dans les affaires énumérées à l'article précédent est, à moins d'impossibilité reconnue, celle déterminée par les justices de paix en France.

Art. 6. — Les affaires civiles portées devant les tribunaux de paix du Dahomey et dépendances sont dispensées du préliminaire de conciliation.

Toutefois, dans toutes les causes, excepté dans celles qui requièrent célérité ou celles où le défenseur est domicilié hors du ressort des nouveaux tribunaux, aucune citation ne peut être donnée sans qu'au préalable les juges de paix aient appelé devant eux les parties par un avertissement, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1855.

Art. 7. — Indépendamment des fonctions départies aux juges de paix par le Code civil, le Code de procédure civile et le Code de commerce, les juges de paix de Porto-Novo et de Ouidah ont les attributions dévolues aux présidents des tribunaux de première instance.

Ils surveillent spécialement l'administration des successions vacantes.

Art. 8. — Les tribunaux de paix du Dahomey et dépendances connaissent, en matière de simple police et de police correctionnelle, lorsque le prévenu est d'origine européenne ou assimilée :

1° En premier et dernier ressort, de toutes les contraventions déférées par les lois et règlements aux tribunaux de simple police, lorsque la peine consistera seulement en une amende, ou, s'il y a condamnation à l'emprisonnement, lorsque le temps pour lequel cette peine est prononcée n'excédera pas deux mois ;

2° En premier ressort seulement, et à charge d'appel devant le conseil d'appel dont il sera parlé plus loin, des délits à l'occasion desquels aura été prononcée une peine supérieure à celles indiquées par le paragraphe précédent.

Art. 9. — En matière correctionnelle et de simple police, les juges de paix suivront la procédure des tribunaux de simple police en France.

Toutefois, ils seront investis, en tous cas, des pouvoirs conférés par les articles 268 et 269 du Code d'instruction criminelle, et les jugements pourront être exécutés sans signification préalable.

Art. 10. — En matière correctionnelle et de simple police, les fonctions du ministère public seront remplies par les titulaires de ces emplois prévus à l'article 3 ci-dessus.

Les juges de paix sont saisis par le ministère public ou directement à la requête de la partie civile.

Art. 11. — Des arrêtés du gouverneur fixeront la compétence territoriale des justices de paix du Dahomey et dépendances.

Art. 12. — Des arrêtés du gouverneur pourront autoriser ou ordonner la tenue d'audiences foraines.

TITRE III

DE LA JURIDICTION D'APPEL

Art. 13. — L'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de paix du Dahomey et dépendances est porté devant un conseil d'appel siégeant au chef-lieu et composé du gouverneur ou de son délé-

gué, président, et de deux assesseurs choisis au commencement de chaque année, par le gouverneur, parmi les fonctionnaires ou officiers en service dans la colonie. Lorsqu'un des assesseurs sera absent ou empêché, il sera pourvu d'office, par le gouverneur, à son remplacement.

Les fonctions du ministère public seront remplies par les titulaires désignés à l'article 3 ci-dessus.

Art. 14. — Les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de paix du Dahomey et dépendances pourront être attaqués par la voie de l'annulation devant le conseil d'appel pour excès de pouvoirs ou violation de la loi. Lorsque celui-ci annulera un jugement rendu par une des justices de paix, il prononcera le renvoi de l'affaire devant le même tribunal, qui devra se conformer, pour le point de droit, à la doctrine adoptée par le conseil d'appel.

TITRE IV

DE LA JURIDICTION CRIMINELLE

Art. 15. — Le conseil d'appel constitué en tribunal criminel, connaît des crimes commis sur les territoires dépendant du gouvernement du Dahomey et dépendances, et de toutes les affaires qui sont déférées en France aux cours d'assises.

Art. 16. — Lorsque le tribunal criminel devra procéder au jugement d'une affaire dans laquelle seront impliqués comme accusés des Européens ou assimilés, il s'adjoindra le concours de deux assesseurs supplémentaires.

Art. 17. — Ceux-ci ont voix délibérative sur la question de culpabilité seulement.

La condamnation est prononcée à la majorité de trois voix contre deux.

Art. 18. — Les deux assesseurs supplémentaires prévus à l'article 16 sont désignés par la voie du sort sur une liste de douze fonctionnaires ou notables de nationalité française, dressée chaque année, dans la seconde quinzaine de décembre, par le secrétaire général, et approuvée par le gouverneur.

Art. 19. — Les juges de paix rempliront les fonctions de magistrat instructeur. Les fonctions du ministère public et celles de greffier seront exercées par les titulaires de ces emplois prévus à l'article 3 du présent décret.

Le tribunal criminel est saisi par le ministère public.

Art. 20. — Les formes de la procédure, ainsi que celles de l'opposition devant le tribunal criminel, sont, à moins d'impossibilité constatée, celles qui sont suivies en matière correctionnelle en France.

Art. 21. — Les décisions du tribunal criminel ne sont pas sujettes à appel. Elles sont susceptibles du recours en cassation dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle.

Art. 22. — Les crimes et délits ayant un caractère politique ou qui seraient de nature à compromettre l'action de l'autorité française seront jugés par le tribunal criminel sans le secours des assesseurs supplémentaires.

TITRE V

LÉGISLATION

Art. 23. — En toute matière, les tribunaux du Dahomey et dépendances

se conforment à la législation civile, commerciale et criminelle du Sénégal, en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

Art. 24. — Les administrateurs, résidents et chefs de poste sont officiers de police judiciaire.

Ils peuvent procéder à l'arrestation du délinquant en cas de crime ou de flagrant délit.

Art. 25. — Toutes les fois qu'un indigène de leur ressort se sera rendu coupable d'un crime ou d'un délit nécessitant une instruction, ils pourront, sans attendre un réquisitoire du magistrat compétent, se livrer à cette instruction et détenir les prévenus pendant tout le temps de sa durée.

Art. 26. — L'instruction terminée, ils dirigeront, s'il y a lieu, le prévenu sur le tribunal correctionnel du ressort, en le faisant accompagner des pièces de l'enquête.

S'ils jugent qu'il n'y a ni crime ni délit, ils mettront le prévenu en liberté, sans pouvoir pour cela rendre une ordonnance de non-lieu.

Les pièces de l'instruction seront envoyées au magistrat du ressort qui, suivant les circonstances, classera l'affaire, demandera un supplément d'enquête, prononcera le renvoi du prévenu devant le tribunal correctionnel, ou en fera saisir le tribunal criminel.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 27. — Sont maintenues les juridictions indigènes actuellement existantes, tant pour le jugement des affaires civiles entre indigènes que pour la poursuite des contraventions et délits commis par ceux-ci envers leurs congénères,

Art. 28. — Les indigènes pourront, en tout état de cause, saisir de leur procès les tribunaux français.

Art. 29. — Le secrétaire général au chef-lieu du gouvernement, ou, en cas d'absence, le fonctionnaire qui le remplace, ainsi que les administrateurs dans leurs cercles et les résidents ou chefs de poste rempliront les fonctions d'officier de l'état civil.

Ils tiendront en triple expédition les registres, dont un exemplaire restera déposé au greffe de la justice de paix du ressort, un autre au greffe du conseil d'appel ; le troisième sera envoyé au ministère des colonies pour être classé aux archives coloniales, conformément à l'édit de juin 1776.

Art. 30. — Les juges de paix du Dahomey et dépendances prêtent serment verbalement ou par écrit devant le conseil d'appel.

Les juges de paix reçoivent le serment de leur greffier.

Le conseil d'appel reçoit le serment de ses membres.

Art. 31. — Avant d'entrer en fonctions, les administrateurs, résidents et chefs de poste, qui sont officiers de police judiciaire, prêtent verbalement ou par écrit, devant le tribunal de paix du ressort, le serment prescrit pour les magistrats de l'ordre judiciaire.

Art. 32. — Sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret les dispositions du décret du 15 mai 1889, portant organisation de la justice au Sénégal, et celles du décret du 11 mai 1892, organisant le service judiciaire de la Guinée française et ses dépendances.

Art. 33. — Le Ministre des Colonies et le Garde des Sceaux, Ministre de

la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal Officiel* de la République française, au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin Officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 26 juillet 1894.

CASIMIR-PERIER.

— Ce décret est ainsi motivé par le Rapport suivant adressé au Président de la République par M. Delcassé, ministre des Colonies :

Monsieur le Président,

La colonie du Bénin est actuellement régie, au point de vue judiciaire, par le décret du 11 mai 1892, qui règle le service de la justice dans la Guinée française et dépendances. D'un autre côté, la nécessité de la séparation de nos divers établissements de la côte occidentale d'Afrique a été successivement admise par les décrets des 1^{er} août 1889, 17 décembre 1891, 10 mars 1893 et, en dernier lieu, par celui du 21 juin 1894, qui a organisé le Dahomey et dépendances.

L'application du principe d'autonomie ayant donné des résultats satisfaisants, le moment paraît venu de doter le Dahomey d'une organisation judiciaire spéciale. Cette mesure s'impose d'autant plus que l'organisation actuelle ne répond plus aux besoins de la colonie ainsi qu'aux intérêts bien compris des habitants.

En effet, la distance qui sépare le Dahomey de la Guinée est considérable, et il en résulte des retards prolongés dans la suite donnée aux affaires, dont le règlement a lieu le plus souvent en dehors de la présence des intéressés. Aussi, les justiciables se plaignent avec raison d'un système qui, ne facilitant pas la revendication de leurs droits, lèse leurs intérêts.

Le projet de décret qui vous est soumis aujourd'hui a pour but de remédier à ces inconvénients. Il donne au Dahomey son indépendance judiciaire et reproduit en somme, dans ses parties essentielles, le décret du 11 mai 1892. D'autre part, il ne crée pas de dépenses nouvelles, puisque le personnel chargé du service de la justice sera choisi parmi les fonctionnaires ou agents déjà en service dans la colonie.

Dans ces conditions, d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

FRANCE

Décret réglant l'organisation et l'administration du Dahomey et dépendances.

22 juin 1894(1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies,

Vu les décrets du 1^{er} août 1889, du 17 décembre 1891 et du 10 mars 1893, relatifs à l'organisation des possessions françaises de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du golfe de Bénin;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

Décrète :

Article premier. — L'ensemble des possessions françaises de la côte occidentale d'Afrique situées sur la Côte des Esclaves, entre la colonie anglaise de Lagos à l'est et le Togo allemand à l'ouest, prend la dénomination de « Dahomey et ses dépendances ».

(1) *Journal Officiel* du 23 juin.

L'administration supérieure de cette colonie est confiée à un gouverneur, qui est chargé en outre de l'exercice du protectorat de la République sur les territoires de l'intérieur compris dans la zone d'influence française.

Art. 2. — Le gouverneur exerce dans toute l'étendue de la colonie les pouvoirs déterminés par les décrets et règlements en vigueur, et notamment par l'ordonnance organique du 7 septembre 1840.

Il est ordonnateur de toutes les dépenses, mais il peut déléguer ses pouvoirs en matière financière au secrétaire général.

Art. 3. — En cas de décès ou d'absence de la colonie, le gouverneur est remplacé par le secrétaire général, à moins d'une désignation spéciale faite par le ministre.

Art. 4. — Le conseil d'administration de la colonie du Dahomey et dépendances est composé ainsi qu'il suit :

- Le gouverneur, président;
- Le secrétaire général;
- Le commandant des troupes;
- Le chef du service administratif;
- Un habitant notable français et un habitant notable indigène, désignés par le gouverneur.

Deux membres suppléants, ayant la même origine, sont désignés pour remplacer les deux habitants notables en cas d'absence.

Art. 5. — Le conseil d'administration du Dahomey et dépendances peut se constituer en conseil de contentieux administratif. Dans ce cas, il fonctionne conformément aux dispositions des décrets des 5 août et 7 septembre 1881, qui sont rendus applicables dans toute l'étendue de la colonie du Dahomey et dépendances.

Les deux membres qui seront adjoints au conseil d'administration siégeant au contentieux devront être choisis, à défaut des magistrats prévus par l'article 1^{er} du décret du 5 août 1881, parmi les fonctionnaires de la colonie pourvus, autant que possible, du diplôme de licencié en droit.

Les fonctions du ministère public sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 7. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal Officiel* de la République française, au *Bulletin des Lois* et au *Journal Officiel*.

Fait à Paris, le 22 juin 1894.

CARNOT.

Pour le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
DELCASSÉ.

— Ce décret est motivé par le *Rapport* suivant, adressé au Président de la République par M. Delcassé, ministre des Colonies :

Monsieur le Président,

Le décret organique du 10 mars 1893, qui a constitué en trois groupes distincts nos possessions de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et de la Côte des Esclaves, a donné à chacun de ces établissements, sous l'administration supérieure d'un gouverneur, une existence propre destinée à favoriser leur développement commercial.

Cette autonomie, reconnue indispensable tant à cause de la distance séparant ces différents points de la côte occidentale d'Afrique que par suite de la diversité des intérêts spéciaux à chacun de ces territoires, s'imposait plus particulièrement en ce qui concerne les établissements français situés entre le Togo allemand et les territoires anglais de Lagos.

La colonie du Bénin a pris, en effet, un essor rapide, et, malgré les deux expéditions successives qui ont dû, au cours de ces dernières années, être entreprises contre le Dahomey, elle s'est développée d'une manière prompte et continue. Au point de vue politique, la capture du roi Behanzin et son exil ayant suivi l'entrée de nos troupes à Abomey, la situation est nette et le pays semble pouvoir être considéré comme entièrement pacifié. Au point de vue commercial, le mouvement des importations et des exportations n'a cessé de croître dans de très remarquables proportions.

Il importe donc d'affermir une situation qui se présente sous d'aussi favorables auspices.

D'autre part, l'expérience acquise pendant l'année qui vient de s'écouler, ainsi que les événements survenus au cours de cette période, et dont la conclusion naturelle est la substitution du gouvernement civil au régime militaire, ont permis de constater qu'il n'était peut-être pas inutile d'apporter quelques compléments au décret au 10 mars, et de le spécialiser en quelque sorte à la colonie du Bénin.

J'ai préparé à cet effet un projet de décret dont voici l'analyse :

J'ai cru tout d'abord devoir introduire dans ce projet une modification dans la dénomination même de la colonie. Des motifs d'ordre tout à fait politique et géographique m'ont amené à vous proposer de substituer à l'expression de « colonie du Bénin » celle de « colonie du Dahomey ». Le vocable « Bénin » s'applique plus justement aux vastes territoires anglais portant ce nom, qui sont situés à l'ouest des bouches du Niger.

L'expression actuellement employée ne me paraît donc plus en situation ; et il me semble, aussi bien, pour éviter des erreurs géographiques que dans le désir très naturel de consacrer le souvenir de la conquête, que cette dénomination doive être adoptée.

Les articles 2 et 3 de ce projet déterminent les pouvoirs du gouverneur et les attributions du secrétaire général.

Il m'a paru indispensable de déterminer bien exactement la situation hiérarchique de ce dernier fonctionnaire, afin d'éviter toute difficulté et tout conflit.

L'article 4 fixe la composition du conseil d'administration.

Le décret du 10 mars n'était pas suffisamment explicite en la matière ; et, d'un autre côté, l'article 9 du décret du 17 décembre 1891, réglant l'organisation de la colonie de la Guinée française et dépendances, plus complet sur ce point, ne pouvait plus être appliqué au Bénin.

En résumé, le projet que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute appréciation, monsieur le Président, ne modifie pas dans son essence l'ordre de choses existant. Il ne crée pas de nouveaux rouages administratifs, et, par conséquent, n'augmente pas les dépenses. Ce n'est, en réalité, que le comlementaire et le complément du 10 mars 1893 d'après les besoins actuels de la colonie.

FRANCE

Décret portant organisation du service judiciaire dans le protectorat français de la côte des Somalis.

4 septembre 1894 (1).

Le Président de la République française,

(1) *Journal Officiel* du 10 septembre.

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets du 2 septembre 1887 et 22 juin 1889, concernant l'organisation judiciaire à Obock;

Décreté :

Article premier. — Un fonctionnaire délégué par le chef du protectorat de la côte des Somalis remplira à Djibouti les fonctions de juge de paix à compétence étendue.

Il connaîtra uniquement des causes intéressant les Français, Européens ou assimilés.

Art. 2. — En matière civile et en premier ressort, le juge de paix du protectorat statue sur toutes les affaires soumises, en France, aux juges de paix et aux tribunaux civils.

En matière commerciale, sa compétence est celle des tribunaux de commerce de la métropole.

Art. 3. — Le juge de paix connaît, en matière de simple police et de police correctionnelle, en premier ressort, des contraventions et délits commis sur le territoire du protectorat par des Français, Européens ou assimilés.

Art. 4. — L'appel des jugements rendus par le juge de paix est porté devant un conseil d'appel siégeant à Djibouti et composé du chef du protectorat et de deux assesseurs.

Art. 5. — Le conseil d'appel, constitué en tribunal criminel spécial, connaît des crimes commis sur le territoire du protectorat par des Français, Européens ou assimilés.

Art. 6. — Les fonctions du ministère public et de greffier devant le conseil d'appel jugeant, soit en cette qualité, soit à titre de tribunal criminel spécial, sont exercées par des fonctionnaires ou agents désignés par le chef du protectorat.

Le juge de paix remplit les fonctions de magistrat instructeur.

Art. 7. — Les jugements prononcés par le conseil d'appel ou par le tribunal correctionnel spécial ne peuvent être attaqués que par la voie du recours en cassation, dans l'intérêt de la loi et conformément aux art. 441 et 442 du Code d'instruction criminelle.

Art. 8. — En toute matière, le juge de paix, le conseil d'appel et le tribunal spécial se conformeront aux lois, décrets et règlements promulgués dans le protectorat, lesquels toucheront les seuls Français, Européens ou assimilés relevant directement de la justice française.

En toute matière également, la procédure à suivre devant ces mêmes juridictions est, autant que possible, celle des justices de paix. Toutefois, le président du tribunal criminel spécial est investi des pouvoirs qui sont conférés aux présidents des cours d'assises, en France, par les articles 268, 269 et 270 du Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Indépendamment des fonctions départies aux juges de paix par le Code civil, le Code de procédure civile et le Code de commerce, le juge de paix du protectorat exerce les attributions dont se trouvent investis les présidents des tribunaux de première instance. Il surveille spécialement l'administration des successions vacantes.

Art. 10. — Avant d'entrer en fonctions, le juge de paix prête serment verbalement ou par écrit, s'il y a lieu, devant le chef du protectorat.

Le conseil d'appel reçoit le serment de ses membres.

Art. 11. — Il n'est rien modifié au régime des juridictions mixtes ou indigènes, institué dans le protectorat pour le règlement ou le jugement des affaires administratives, civiles, commerciales ou pénales, intéressant, soit les indigènes entre eux, soit les indigènes conjointement avec des Français, Européens ou assimilés.

Art. 12. — Le Ministre des Colonies et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin Officiel* du ministère des colonies.

Fait à Pont-sur-Seine, le 4 septembre 1894.

CASIMIR-PERRIER.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
DELCASTÉ.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*
E. GUÉRIN.

— Ce décret est motivé par le *Rapport* suivant, adressé au Président de la République par M. Delcassé, ministre des colonies :

Monsieur le Président,

Le développement de Djibouti, chef-lieu du protectorat de la République sur la côte des Somalis, rend nécessaire aujourd'hui d'y organiser régulièrement le service de la justice française.

Les engagements que nous avons pris vis-à-vis des indigènes, dont nous devons respecter les coutumes et les institutions, ne comportent pas le fonctionnement de Tribunaux investis d'une compétence générale; aussi les juridictions françaises ne seront-elles saisies que des affaires concernant les Français, Européens ou assimilés. Dans tous les cas, aucun indigène n'y sera intéressé.

Par application des mêmes principes et pour répondre aux mêmes exigences, les Français, Européens et assimilés, relevant directement de la justice française, seront seuls touchés par la promulgation des lois, décrets et règlements généraux émanant de la métropole.

La création d'un Conseil d'appel assurera aux justiciables la garantie des deux degrés de juridiction.

Ce même Conseil, constitué en Tribunal criminel spécial, connaîtra les crimes commis sur les territoires du protectorat par des Français, Européens ou assimilés.

Quant à la procédure qu'il serait impraticable d'assujettir à toutes les formalités prévues par nos Codes, elle se rapprochera autant que possible de celle des justices de paix de France.

Le projet de décret inclus a donc pour objet de doter notre protectorat de la côte des Somalis d'un service judiciaire autonome, en harmonie avec sa situation actuelle, tout en respectant les juridictions spéciales, mixtes ou indigènes, conformes aux usages du pays.

Les fonctions judiciaires étant dévolues à des fonctionnaires en service dans le protectorat, l'organisation n'entrainera aucune dépense nouvelle de personnel aux frais du budget colonial ou du budget local du protectorat.

Dans ces conditions, et d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Au dîner de gala qui a eu lieu à Koenigsberg, le 6 septembre, l'Empereur, s'adressant aux invités, leur a souhaité la bienvenue comme représentants de la province.

Après avoir exprimé sa reconnaissance pour l'accueil chaleureux qui lui avait été fait, l'empereur a continué en ces termes :

« Je m'efforcerai constamment de travailler pour le bonheur et le bien-être économique de la Prusse orientale. Il me semble presque que les soucis auxquels l'agriculture est en proie ont fait naître dans ses rangs des doutes au sujet de la promesse que j'ai faite il y a quatre ans.

« J'ai dû reconnaître que mes meilleures intentions avaient été mal comprises, voire même combattues; on est allé jusqu'à prononcer le mot d'« opposition ». Une opposition de nobles prussiens contre le roi est un non-sens. La noblesse prussienne n'a de raison d'être que si elle a le roi à sa tête.

« Comme mon grand-père, je représente aussi la dignité royale par la grâce de Dieu.

« J'ai parfaitement conscience que nous traversons des temps difficiles, et je pense sans cesse aux moyens de vous venir en aide. Il faut que vous me souteniez dans cette tâche, non par des manifestations bruyantes, ni par les moyens habituels aux partis d'opposition professionnels, mais bien par la confiance en moi. Je suis disposé à écouter tout le monde. Afin de m'assurer moi-même si j'ai rempli mes promesses, j'ai fait dresser un état des améliorations qui ont été effectuées jusqu'à ce jour dans la province sous mon gouvernement.

« Depuis quatre ans, on a alloué sur le budget de l'Etat pour les chemins de fer, pour des prêts consentis à des sociétés d'endiguement, pour la régularisation du cours de la Vistule et le canal à la mer : 85,600,000 marcs pour la Prusse orientale et 24,230,000 marcs pour la Prusse occidentale. J'ai donc tenu ma promesse, mais je continuerai encore davantage à porter toute mon attention sur le développement de cette contrée.

« Les difficultés du temps présent doivent être regardées comme une épreuve infligée par Dieu. La fête d'avant-hier, l'inauguration du monument, nous rappelle que notre devoir est de résister aux attaques dirigées contre les bases mêmes de la société et de l'Etat.

« Combattons pour la religion, la morale et l'ordre contre les partis subversifs.

« Puisse la noblesse devenir un modèle éclatant pour la partie de la population encore hésitante!

« Dans l'espoir que la Prusse orientale marchera en première ligne dans ce combat, je bois à la prospérité de ses habitants! »

Les Allemands à l'étranger et les étrangers en Allemagne.

D'après une publication de la livraison trimestrielle de la statistique de l'empire allemand, voici quel serait le nombre des Allemands à l'étranger et des étrangers en Allemagne, sauf en ce qui concerne la Russie et aussi quelques Etats sans importance au point de vue de l'émigration :

Allemands à l'étranger ...	3.458.665
Etrangers en Allemagne. .	472.867

Comme on voit, cet échange constitue une perte considérable pour l'Allemagne : pour 100 Allemands qui sont émigrés dans d'autres pays, il n'y a que 13,7 étrangers qui se soient établis en Allemagne. En ce qui concerne les relations de l'empire avec les différents pays étrangers, nous donnons les chiffres pour les plus importants d'entre eux. Voici donc le nombre des Allemands dans ces différents pays et, entre parenthèses, celui des sujets de chacun de ces Etats qui sont immigrés en Allemagne :

Belgique, 36,547 (10,194); Danemark, 31,112 (23,317); France, 83,506 (19,659); Grande-Bretagne et Irlande, 53,591 (15,534); Italie, 5,234 (15,570); Luxembourg, 9,995 (12,585); Hollande, 28,732 (37,055); Autriche, 99,363 (194,836); Hongrie, 6,596 (6,706); Suède, 1,622 (10,924); Suisse, 94,207 (41,105); Etats-Unis de l'Amérique du Nord, 2,784,894 (17,555); Nouvelle-Bretagne, 27,752 (318); Brésil, 44,087 (1,476); colonies anglaises en Australie, 49,684 (666).

ALSACE-LORRAINE

Une statistique publiée par les soins du ministre de l'intérieur de Strasbourg fixe à plus de 300,000 les Alsaciens et les Lorrains des provinces annexées qui ont émigré depuis 1871. Les Français résidant en Alsace-Lorraine sont au nombre de 16,004. Ce sont, pour la plupart, des indigènes ayant opté pour la France aussitôt après l'annexion, afin d'échapper à l'obligation du service militaire allemand. Ils sont âgés en moyenne de trente-six à quarante ans. En 1885, le nombre de personnes se trouvant dans ces conditions était encore de plus de 20,000, mais un grand nombre d'entre elles ont dû quitter pendant la période particulièrement rigoureuse de 1885 à 1890. On sait qu'aujourd'hui les jeunes gens qui acquièrent la nationalité française sont obligés d'abandonner le territoire de l'Alsace-Lorraine sans esprit de retour.

Statistique des réfractaires.

Une statistique annuelle de l'empire allemand vient d'être publiée. Elle nous donne des chiffres intéressants en ce qui concerne le nombre des jeunes gens condamnés comme s'étant soustraits au service militaire en Alsace-Lorraine.

Pour l'ensemble du territoire allemand, le nombre des réfractaires a suivi une marche ascendante : de 14,119 en 1882, il s'est élevé à 19,287 en 1890, après avoir atteint 21,420 en 1888; soit 44, 57 et 64 par 100,000 habitants.

En Alsace-Lorraine, ces chiffres ont atteint dans cette période de huit années leur point culminant en 1890, soit 2,405 au lieu de 1,546 en 1882.

Le nombre des Alsaciens-Lorrains quittant leur pays pour échapper au service militaire allemand suit donc, depuis 1882, une marche ascendante, et, comme on vient de le voir, il y a quatre ans, ils étaient 2,405, soit 218 par 100,000 habitants. Ajoutons que le nombre des jeunes gens portés aux rôles de la conscription s'élève annuellement à 44 ou 45 000, et que, de 1876 à 1879, le nombre des condamnés par contumace pour avoir émigré sans permis a atteint 3,700 comme moyenne annuelle.

AUTRICHE-HONGRIE

Les délégations se sont réunies à Buda-Pesth le 14 septembre.

Dans le projet de budget commun pour 1893, présenté aux délégations, les dépenses totales sont fixées à 149,379,913 florins, chiffre supérieur de 4,131,413 florins à celui du budget de cette année.

Il faut déduire de ce chiffre de 149,379,913 florins l'excédent des recettes des douanes, évalué à 47,539,720 florins, chiffre supérieur de 3,169,540 florins à celui du budget de 1894, et il faut y ajouter un excédent de dépenses pour les troupes de la Bosnie et de l'Herzégovine, s'élevant à 3,582,000 florins, chiffre inférieur de 28,000 à celui du budget de cette année.

On affectera au ministère des affaires étrangères 3,684,500 florins ; au ministère de la guerre, 143,553,088 florins, chiffre supérieur de 4,061,580 florins à celui de 1894.

Le budget ordinaire de l'année accuse une augmentation de dépenses de 3,618,693 florins et le budget extraordinaire une diminution de 50,693 florins.

Au budget ordinaire de la marine, les dépenses sont augmentées de 214,380 florins ; au budget extraordinaire, elles sont augmentées de 289,200 florins.

Le compte définitif de l'exercice de 1893 indique un excédent de recettes de 12,673,291 florins provenant des douanes, et celui de 1892 un excédent de recettes de 3,857,120 florins.

L'accroissement du budget ordinaire de l'armée s'explique par les augmentations d'effectifs décidées l'année dernière, ainsi que par une nouvelle augmentation des effectifs d'officiers, destinée à amener la satisfaction des besoins en temps de guerre, par de nouvelles augmentations de l'effectif des troupes et de la cavalerie, par des mesures prises pour faciliter la mobilisation, par la transformation des seize bataillons de chasseurs tyroliens en quatre régiments et par l'achèvement de la réorganisation des troupes de pionniers.

Une grande partie des augmentations de dépenses est imputable à l'entretenir des troupes et aux gratifications.

Dans le budget extraordinaire de l'armée figure la totalité des dépenses de l'introduction de la poudre sans fumée ; par suite de la hausse des prix, les dépenses de l'agrandissement de la fabrique de Blumeau et de l'achat d'une fabrique de nitro-cellulose sont augmentées de 2 millions.

Pour les fortifications, le crédit est fixé à 1,975,000 florins. La justification de cette dépense est réservée pour la discussion du budget.

On demande un crédit plus élevé pour l'amélioration du camp de baraquements de la Galicie, à cause de l'usure progressive des baraquements et de la nécessité de prévenir des dommages plus considérables.

L'augmentation du budget ordinaire de la marine résulte surtout des dépenses pour un troisième navire à envoyer en mission.

Dans le budget extraordinaire de la marine figure le premier crédit pour six nouveaux torpilleurs de haute mer, qui coûteront en tout 1,080,000 florins.

A la délégation autrichienne, le baron de Chlumecky, président du Reichsrath, a été élu président. Il a prononcé un discours engageant les délégués à examiner les projets de lois du gouvernement avec la volonté d'accorder les crédits nécessaires, tout en tenant compte de la capacité imposable du pays.

Quoique la politique sage et conséquente du comte de Kalnoky, a dit le baron de Chlumecky, ait consolidé et renforcé la triple alliance et que le développement des traités de commerce ait donné de nouveaux gages de paix, il ne faudrait pas se dissimuler pourtant que, dans un moment où tous les efforts en Europe tendent à l'augmentation de la puissance militaire, le

jour si désiré d'un désarmement général ne paraît pas encore venu. L'Autriche ne peut pas entrer seule dans cette voie. La délégation, dit le président, tiendra sûrement une nouvelle fois compte de ce fait et ne refusera pas à notre armée et à notre marine glorieuses les ressources nécessaires à leur maintien et à leur développement.

Puis, le baron de Chlumecky a fait une allusion au développement des provinces occupées, la Bosnie et l'Herzégovine, qui s'est manifesté au récent congrès archéologique de Séraïevo.

A la délégation hongroise, M. Louis Tisza, élu président, constate que la triple alliance est un facteur puissant du maintien de la paix; la garantie présentée par cette alliance réside dans la puissance militaire des Etats qui la composent.

« La principale condition de la force défensive d'un Etat, dit-il, est la paix intérieure. La nation attend que la monarchie mette en jeu toute son influence pour empêcher que la paix intérieure ne soit troublée par la tolérance à l'égard d'influences étrangères. »

L'orateur termine par un vivat à l'adresse du roi; l'Assemblée répond par des cris d'*Eljen!*

Dans sa réponse aux discours des présidents des délégations, l'empereur les remercie d'avoir exprimé leur dévouement à sa personne et ajoute :

« J'éprouve une vive satisfaction de voir que la confiance dans le maintien et la consolidation de la paix, exprimée par moi lors de la dernière réunion des délégations, trouve sa confirmation dans la situation actuelle de l'Europe.

« Je suis heureux aussi que les rapports très amicaux que nous entretenons avec toutes les puissances justifient l'espérance que nous pourrons nous vouer dans l'avenir et sans interruption au développement du bien-être de nos peuples.

« Toutefois, il reste nécessaire, et mon gouvernement juge qu'il est de son devoir d'agir en cela à l'exemple de toutes les autres puissances, de n'apporter aucune interruption dans le développement des forces militaires de la monarchie. »

L'empereur fait ressortir ensuite que le budget de la guerre se renferme dans les limites de la progression organisée et approuvée par les dernières délégations. Le budget tient consciencieusement compte de notre situation financière.

Le discours constate enfin que la Bosnie et l'Herzégovine couvrent aussi leurs dépenses, en 1895, entièrement par leurs propres recettes.

Dans sa séance du 17 septembre, la Commission du budget de la délégation autrichienne a discuté le budget du ministère des affaires étrangères.

M. Dumbas, rapporteur, a fait ressortir que la triple alliance était la base inébranlable de la politique extérieure de la monarchie austro-hongroise, et que c'était pour cette raison que l'empereur avait jugé superflu de la mentionner dans le discours prononcé par lui hier.

Le rapporteur a exprimé l'espoir que les traités de commerce conclus avec les pays de l'est de l'Europe, et en particulier avec le puissant empire russe, consolideraient et développeraient encore les relations amicales que l'Autriche-Hongrie entretient avec ces Etats sur le terrain politique.

Il a ajouté qu'il y avait lieu de craindre que les derniers événements qui se sont produits en Bulgarie et les luttes qui y ont lieu entre les personnes et entre les partis ne fussent nuisibles au progrès moral et économique de ce pays.

Le rapporteur a terminé en demandant au ministre des affaires étrangères de fournir des éclaircissements concernant la Bulgarie et la Serbie.

M. Pacák, jeune-tchèque, a déclaré que les Russes étaient les seuls amis sûrs de l'Autriche. Il a exprimé l'aversion des Tchèques pour la triple alliance et a dit que l'opposition faite par les jeunes-tchèques au comte Kalnoky n'était pas dirigée contre sa personne.

L'orateur a exposé en outre que son parti refusait de voter le budget du ministère des affaires étrangères, à cause de la politique basée sur la triple alliance et à cause de la complicité du comte Kalnoky en ce qui concerne la situation intérieure et, en particulier, le mal causé en Bohême par les mesures d'exception.

A la suite du discours du député jeune-tchèque Pacák, auquel plusieurs membres des délégations ont répondu, M. le comte Kalnoky a fait un rapport sur la situation extérieure de la monarchie austro-hongroise.

Voici un résumé de ce rapport. Il débute par parler de la triple alliance :

« C'est avec grande justesse que le délégué Lupul a qualifié la triple alliance non agressive et la définit, au contraire, comme une alliance nécessaire au maintien de la paix et, ainsi que je dois l'ajouter, nécessaire à la sécurité de la monarchie.

« Et, bien que pour d'autres raisons des opinions dissidentes se fassent entendre encore aujourd'hui sur ce sujet, c'est là justement, comme nous le savons, un fait isolé, et le pays où cette opinion contraire prévaut jouit des bienfaits de la paix au même degré que tous les autres pays et sans également les apprécier.

« On a dit : A quoi bon la triple alliance ? Une autre combinaison répondrait bien mieux à nos traditions et à nos intentions pacifiques, et les grandes dépenses pour l'armée ainsi que les armements coûteux disparaîtraient immédiatement.

« Or, cela paraît être une conception tout à fait fausse. Ce n'est pas parce nous faisons partie de la triple alliance que nous armons, mais c'est pour notre sécurité et pour le maintien de la paix.

« Si nous entrions dans une autre combinaison, nous aurions, aussi bien qu'aujourd'hui, à nous protéger contre les grandes armées, contre une Europe en armes ; toute autre combinaison n'atteindrait pas davantage de nos jours le but qu'on nous indique, c'est-à-dire l'établissement d'un budget de paix.

« Je ne puis donc rappeler qu'avec satisfaction qu'après les expériences accumulées pendant plus de dix ans, nous n'avons aucune espèce de raison d'abandonner les avantages que nous procurent nos alliances, parce que nous en voyons et reconnaissions les résultats, qui profitent non seulement aux intérêts de la monarchie, mais contribuent aussi au bienfait de la paix européenne, bienfait que l'Europe, en général, reconnaît et apprécie. La méfiance qu'on avait contre la triple alliance à sa formation et qui a continué même après a, depuis, beaucoup perdu de son acuité.

« Nos relations avec la France sont des meilleures, comme le prouve en particulier la réception faite à l'empereur et à l'impératrice lors de leur séjour dans le sud de ce pays. Nos relations avec la Russie sont également bonnes.

« Celles que nous entretenons avec la Serbie se sont améliorées depuis un an et demi, parce que le gouvernement serbe envisage avec un esprit pacifique sa situation vis-à-vis de l'Autriche, et que le jeune roi a les meilleures intentions : mais nous n'avons conclu aucune convention militaire avec la Serbie.

« En ce qui concerne la Bulgarie, nous devons malheureusement regretter qu'il y ait eu changement à la présidence du conseil des ministres ; mais nous n'avons pas le droit de suspecter immédiatement le nouveau chef du

cabinet. Nous n'avons pas à craindre que nos relations avec la Bulgarie se modifient subitement. Le peuple bulgare a tellement conscience de lui-même que l'on ne peut pas supposer que la ligne politique de la Bulgarie soit facilement soumise à un changement.

« Nous entretenons aussi de bonnes relations avec la Roumanie. Ce pays est un des premiers qui se soient ralliés à la triple alliance et en aient reconnu les grands avantages. »

La Commission du budget de la délégation autrichienne a ensuite adopté le budget du ministère des affaires étrangères et décerné un vote de confiance au comte Kalnoky à l'unanimité, moins la voix du député jeune-tchèque Pacák.

La même Commission a adopté à l'unanimité, sans débat, le budget ordinaire et extraordinaire de la marine.

— Dans la séance du 19 septembre, la Commission des affaires étrangères de la délégation hongroise discute le budget du ministère des affaires étrangères.

M. Falk, rapporteur, expose que les événements qui se sont produits récemment en Serbie n'altèrent pas les relations de ce pays avec l'Autriche, qui sont plutôt devenues plus cordiales et plus chaleureuses.

L'orateur espère que le ministre confirmara que les tendances du nouveau Cabinet bulgare, auquel on reproche, à tort ou à raison, d'incliner surtout vers la Russie, ne sont pas nettement accentuées et ne constituent aucun motif d'inquiétude pour l'Autriche-Hongrie.

« Nous désirons même, ajoute le rapporteur, que la Bulgarie acquière autant d'amis que possible et puisse, comme chacun des signataires du traité de Berlin, conserver intacte la situation légale qui lui a été assurée par ce traité, sans dépasser toutefois les limites qui y ont été fixées. Personne ici ne s'oppose à ce que la Bulgarie se rapproche de la Russie dans ce sens. »

Le rapporteur constate ensuite que l'agitation des Roumains contre la Hongrie a beaucoup augmenté depuis la dernière session des délégations. Il dit que la délégation hongroise ne demande pas au ministre des affaires étrangères de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un Etat ami de la Triple Alliance. Il espère que l'amitié qui unit la monarchie austro-hongroise et la Roumanie permettra au ministre de mettre fin à cette agitation qui produit un effet pénible en Hongrie.

Au sujet du discours prononcé à Paris contre la Triple Alliance par M. Bonighi, M. Falk demande si le ministre peut donner des renseignements touchant les explications que le gouvernement italien aurait fournies à propos de cet incident.

Le rapporteur termine en déclarant que la lutte contre l'anarchisme est pour chaque Etat une affaire purement intérieure, et en demandant quelle est l'attitude adoptée en principe par le ministre vis-à-vis des propositions que les autres Etats ont faites ou pourront faire en vue de conclure des arrangements internationaux pour combattre les anarchistes.

M. Gyurkovics parle de la situation de l'Italie vis-à-vis de la triple alliance ; il exprime la conviction qu'une explication de la part du ministre des affaires étrangères, déclarant que la position de l'Italie dans cette alliance n'a pas changé, produirait un effet favorable. Les relations amicales avec la Russie sont, dit-il, satisfaisantes ; mais on aurait tort de faire davantage dans

le sens d'un rapprochement, attendu que la Russie elle-même ne désire pas entretenir d'autres relations avec l'Autriche-Hongrie.

L'archevêque Samassa demande la publication d'un Livre rouge sur la politique extérieure. Il expose ensuite la situation de la Papauté, la question du prochain Conclave qui, comme le dit l'orateur, peut avoir lieu avant longtemps.

Cette prévision commande beaucoup de prudence, car si la Papauté est une institution religieuse, elle a aussi une existence temporelle. Le Pape, dans sa mission sublime, a beaucoup plus de prestige aujourd'hui qu'auparavant, alors qu'il disposait de couronnes.

L'orateur fait ressortir le droit du monarque austro-hongrois d'exclure du Conclave des candidats qui lui déplaisent. L'archevêque demande au ministre des affaires étrangères s'il est décidé à agir avec toute son autorité pour que le Conclave éventuel puisse remplir sa mission avec une entière indépendance, et s'il a l'intention de faire valoir le droit d'exclusion.

Après une suspension de séance, le comte Kalnoky prend la parole pour répondre aux questions qui lui ont été posées précédemment, au sujet de l'agitation roumaine en Hongrie. Cette question roumaine, a-t-il dit, est certainement la plus intéressante et la plus importante pour les membres de la délégation hongroise. Le ministre ne nie pas qu'il existe des symptômes qui peuvent inquiéter la Hongrie. Il remercie le comte Apponyi d'avoir déposé les livres de classes qu'on dit approuvés officiellement par la Roumanie et qui servent à l'enseignement dans les écoles ; mais ces livres datent déjà de 1876, ce qui prouve que les tendances qui s'y font jour appartiennent à une époque antérieure à la nôtre : de nos jours, un livre conçu dans cet esprit ne recevrait sans doute pas l'approbation officielle et ne serait pas introduit, en fait, dans les écoles roumaines.

Le comte Kalnoky, après s'être étendu sur le caractère de la Ligue nationale roumaine, dont il cherche à contester l'importance, dit, en terminant, que la situation géographique de la monarchie rend des plus désirables le maintien de relations amicales avec la Roumanie, et que ce n'est certes pas en prenant ce qu'on appelle une attitude énergique qu'on atteindrait ce but. Le ministre prie qu'on lui laisse le choix du moment et le choix des moyens pour une action vigoureuse dont il portera volontiers la responsabilité.

Voici, du reste, le passage dominant des déclarations faites par le comte Kalnoky, relativement à l'agitation roumaine en Transylvanie et aux relations entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie :

« J'ai fait avec la Roumanie les mêmes constatations qu'avec l'Italie, savoir que, plus les relations entretenues avec le gouvernement sont amicales, plus l'action de l'irrédentisme devient stérile ; il relève la tête dès qu'il soupçonne qu'un certain refroidissement ou une certaine tension sont intervenus entre les gouvernements. Il ne faut pas considérer l'agitation roumaine comme un phénomène qu'on n'aït jamais vu ; des agitations semblables ont lieu ailleurs, dans les pays soi-disant bien délivrés.

« Dans de pareilles situations, il est toujours très facile de faire le premier pas, de rédiger tous les jours des notes diplomatiques énergiques formulant des réclamations, aussi étendues que possible ; cependant, une puissance qui veut garder une attitude digne, en particulier quand elle est la plus forte vis-à-vis d'une petite puissance, doit, une fois qu'elle s'est placée sur un pareil terrain, ne pas s'en écarter. Ma manière de procéder, justifiée par mon expérience antérieure, consiste à consacrer sans interruption mon attention aux questions de cette nature, et, dès qu'il se produit des inquiétudes ou nouveaux symptômes quelconques, à attirer l'attention du gouvernement intéressé et à l'inviter d'y remédier.

« Je suis persuadé que, grâce à cette activité qui ne fait pas de bruit, mais qui ne souffre pas d'interruption, on peut obtenir plus que si on avait commencé à intervenir avec des paroles énergiques et avec trop de raideur. Les mouvements nationalistes de cette nature ne peuvent pas être étouffés rapidement, mais demandent à être combattus avec une grande patience et une grande persévérance. Il est incontestable que les tendances nationalistes en Roumanie sont aujourd'hui très répandues et très puissantes; elles sont exploitées précisément à l'heure actuelle contre le gouvernement roumain, à la veille des élections. Nous ne devons pas demander à ce gouvernement ce qu'il ne peut pas faire; nous ne pourrions qu'avancer les affaires de l'opposition dirigée par Demetre Stourdza, qui a fait sa chose de la question roumaine.

« En ce qui concerne la Bulgarie, le rapporteur a considéré les derniers événements comme une surprise ou plutôt comme une désillusion. On a peut-être envisagé chez nous avec trop d'optimisme les événements en question, et il s'est produit à ce point de vue un revirement qui est exagéré, parce que la confusion qui a suivi les modifications imprévues qui ont eu lieu n'est pas suffisamment dissipée pour que l'on puisse se faire une idée juste de la situation. On s'est habitué en Europe à considérer comme un fait accompli la stabilité qui régnait en Bulgarie, grâce à la main ferme de M. Stambouloff; on a cru, par suite, que la situation intérieure de la Bulgarie n'était pas exposée aux surprises habituelles dans les pays en question. Malheureusement, on constate, en Bulgarie comme ailleurs, que lorsque des crises politiques interviennent, elles provoquent des passions violentes et déterminent des haines politiques qui se traduisent par des excès. Nous avons vu dans tous les Etats balkaniques qu'il y a peu de distance entre le pouvoir et le banc des accusés, et je crains que l'on n'ait, pour le moment, perdu en Bulgarie le calme nécessaire pour éviter cette faute. Pour nous, à qui le précédent premier ministre offrait de grandes garanties au point de vue de l'ordre et de la sécurité, il est regrettable que cet état de choses, stable en apparence, ait été renversé, et que la situation soit devenue incertaine. Mais nous n'avons pas à intervenir ni à faire valoir notre opinion s'il se produit un changement de ministère en Bulgarie, et nous n'avons pas le droit d'accueillir en principe d'une manière défavorable la modification intervenue, parce que ce sont de nouveaux hommes politiques qui décident sur tous les points.

« Je considère les hommes qui sont actuellement au pouvoir en Bulgarie comme de bons patriotes et comme des hommes politiques expérimentés et intelligents, qui, au milieu des circonstances troublées du moment actuel, doivent tout d'abord obtenir la stabilité, afin de maintenir leur situation d'une manière définitive. Mais je crois que la tranquillité nécessaire interviendra après les élections et que nous n'avons pas besoin de craindre que la ligne politique adoptée par la Bulgarie soit modifiée essentiellement par l'arrivée au pouvoir de nouveaux ministres.

« Les sentiments d'indépendance et d'autonomie des Bulgares sont trop développés pour que l'on puisse redouter qu'ils soient prêts à aliéner la situation forte et indépendante qu'ils ont conquise par de grands efforts et au milieu de grands dangers.

« Je voudrais éviter de porter un jugement sur la situation intérieure d'un autre pays; nous devons attendre les événements avec une certaine patience, et je voudrais conseiller de ne pas juger prématurément des suites de la crise bulgare, comme on l'a déjà fait fréquemment.

« La presse bulgare, qui, au milieu de l'agitation ambiante, a un peu perdu la tête, se place la plupart du temps à un point de vue faux, savoir que l'opinion publique en Autriche est liée à un tel point au régime de M. Stambouloff qu'elle a subi une modification profonde à la suite de la chute de cet homme politique. C'est là une conception absolument erronée, comme la Commission pourra le reconnaître. La bienveillance que nous

avons pour la Bulgarie et pour tous les Etats balkaniques n'est pas atteinte par les crises intérieures, lorsqu'elles ne comportent pas une modification de la politique de ces pays, et les Bulgares peuvent être persuadés que les désirs qu'a la monarchie austro-hongroise en ce qui les concerne, et qui ont constamment été exprimés par son gouvernement, se résument en ceci, que le pays persiste dans la voie du développement pacifique et indépendant qu'il a adoptée, qu'il se fortifie et prospère autant que possible, de manière à garantir l'ordre et la tranquillité dans les Balkans.

« ... Quant à la Serbie, je puis déclarer que les crises qui se sont produites ces derniers temps dans ce pays témoignent, en effet, d'un défaut regrettable de stabilité, mais ne nous intéressent que dans la mesure où elles modifient nos relations avec la Serbie.

« J'ai déjà exposé ici, à plusieurs reprises, que nous ne faisons pas de politique en Serbie, mais que nous nous bornons à y entretenir des relations de bon voisinage. C'est pourquoi nous sommes parfaitement persuadés que le jeune roi a le désir sincère de maintenir des relations amicales avec les monarchies voisines et qu'en toutes circonstances il agit conformément à ces sentiments; par conséquent, nos relations avec la Serbie ont un caractère plus satisfaisant qu'il y a un an et demi. »

Répondant à l'archevêque Samassa, relativement à la demande de publication d'un Livre rouge, le comte Kalmoky fait remarquer que cette publication est superflue, attendu que la presse quotidienne reçoit si vite communication de tous les événements qu'un Livre rouge, au moment où il paraîtrait, ne serait déjà plus d'actualité.

A la question de l'archevêque Samassa relative au futur Conclave, le ministre répond :

« La liberté de l'élection sera assurée dans le prochain Conclave et les droits qui appartiennent à notre souverain seront maintenus.

« Le gouvernement prendra dans ce but toutes les mesures possibles. »

Après une nouvelle question de l'archevêque Samassa sur le futur Conclave et une réponse du comte Kalmoky, la délégation passe à l'ordre du jour.

M. Falk, rapporteur, expose que la question roumaine, qui a joué un si grand rôle dans la discussion, devra prendre une place considérable dans son rapport.

Etant donné que la politique extérieure du comte Kalmoky, poursuit le rapporteur, n'a subi de modifications ni dans ses principes, ni dans ses tendances, et qu'il n'y a pas lieu d'attendre de modifications de ce genre dans l'avenir; étant donné, en outre, que le comte Kalmoky a déclaré expressément qu'il ne perdra de vue les intérêts de la Hongrie pas plus que ceux de la monarchie, je propose de prendre les mêmes résolutions que les années précédentes, savoir : « La délégation approuve la politique extérieure suivie par le ministre des affaires étrangères, et exprime à l'auteur de cette politique sa confiance et sa reconnaissance. »

Le comte Apponyi constate, au sujet de l'agitation roumaine, que la situation dont il a signalé, il y a deux ans déjà, le caractère défavorable, ne s'est pas améliorée.

Cet état de choses, dit l'orateur, ne permet pas d'approuver purement et simplement la conduite du ministère.

M. Tisza, président de la délégation, exprime l'opinion que la question roumaine appartient plutôt à la politique intérieure qu'à la politique étrangère.

« Je regrette, dit-il, qu'on donne à cette question une importance si exagérée, parce que l'étranger peut être facilement amené par là à supposer que cette question nous cause des inquiétudes graves. Je me rallie à la proposition du rapporteur pour cette seule raison que le ministre a déclaré expressément hier qu'il prendra, s'il est nécessaire, des mesures énergiques, et qu'il se réserve seulement le choix du moment. »

Plusieurs autres orateurs prennent la parole et la proposition du rapporteur est finalement adoptée.

La délégation discute ensuite les articles du budget du ministère des affaires étrangères ; les chiffres du projet du gouvernement sont adoptés.

BRÉSIL

Message adressé au Congrès National par le maréchal Floriano Peixoto, vice-président de la République des Etats-Unis du Brésil, à l'occasion de la première séance ordinaire de la deuxième législature.

Messieurs les Membres du Congrès National,

D'accord avec le précepte constitutionnel, je remplis le devoir, au moment auquel vous allez commencer les travaux de la deuxième législature, de vous rendre compte des graves événements qui ont eu lieu, à partir du 6 septembre à cette date, et qui ont d'une façon si profonde ébranlé l'esprit public, porté d'ordinaire à la tranquillité et à la paix.

A l'exception d'incursions de bandes armées qui, disant représenter un parti politique, ont continué de troubler l'Etat de Rio-Grande, on peut considérer notre situation comme normale : le Congrès fonctionne régulièrement, et les conditions économiques du pays étant de tous points flatteuses, tout porte à présumer que, la période d'agitation finie, il rentrera dans une phase stable de prospérité.

De sourdes rumeurs de dépôts et d'ambitions mal contenus s'étaient fait, il est vrai, entendre, mais le Gouvernement, bien que prévoyant, était loin de supposer qu'elles pussent avoir des effets aussi terribles.

Ce n'a pas été, pourtant, sans quelque surprise qu'il s'est trouvé, le matin du 6 septembre 1893, en face d'une révolte qui disposait d'éléments assez puissants. Abusant du prestige qu'il avait sur quelques-uns de ses camarades, et s'alliant à des individus la veille inconciliables, un officier général de la marine, le contre-amiral Custodio Jose de Mello, s'est emparé, pendant la nuit et par trahison, des vaisseaux de guerre ancrés dans le port de Rio, ainsi que de tous les bâtiments nationaux de propriété privée ; il s'est constitué l'arbitre des destinées de la Patrie et s'est arrogé le droit de signifier au chef du pouvoir exécutif qu'il eût à résigner, sans doute à son profit personnel, l'autorité qu'il représentait légitimement.

Cette prétention a été repoussée *in limine* : et dès lors cette capitale et la ville de Nitheroy ont souffert des horreurs d'un bombardement continual, dirigé sans pitié par ceux qui, ne trouvant aucun appui dans l'opinion publique, cherchaient à se la concilier de cette façon.

Le Congrès national a terminé ses travaux de la première législature pendant ces premiers jours de deuil, ayant auparavant décrété l'état de siège et en formant des vœux pour le rétablissement de la paix. Il n'y avait pas de temps à perdre. L'idée de voir ainsi brisés par la haine, l'ambition et la vanité, les liens de fraternité de la nation brésilienne m'a excessivement peiné ; mais j'avais le devoir de réagir non seulement pour la dignité de ma charge, mais aussi pour le bien général de la République. Au commence-

ment, j'ai craint que le cosmopolitisme n'eût affaibli les vertus civiques de la nation ; mais bien vite j'ai été convaincu du contraire : dans le nord, dans le sud, ainsi que sur tous les points du Brésil, le patriotisme s'est manifesté avec assez de force pour pouvoir sauvegarder la République, sérieusement menacée. Des ateliers, des écoles, du commerce, bref, de toutes les classes de la société, le peuple est accouru prendre les armes afin de soutenir le Gouvernement et maintenir la Loi.

J'ai vu que j'avais pour moi la Nation et j'ai compris qu'il était de mon devoir de maintenir le principe de l'autorité, même aux dépens des plus grands sacrifices.

Bien que ces événements soient fort récents, il est nécessaire, pour mieux les saisir, de remonter à leurs antécédents historiques, encore très vivants dans l'esprit public.

Les derniers jours du Gouvernement de mon prédécesseur s'étaient écoulés tristes et sombres. La politique d'alors, divorcée de l'esprit démocratique et de la loi, a abouti, d'erreur en erreur, au coup d'Etat du 3 novembre : la dictature a été franchement proclamée, la Constitution déchirée et le Congrès national dissous. C'est de cette semence féconde de crimes que sont venus tous les maux déchainés sur la patrie, et beaucoup d'hommes qui ont joué un rôle dans ce mouvement figurent dans les événements postérieurs.

Il existe une certaine solidarité, tantôt franche, tantôt occulte, qui indique un courant de criminelle rébellion ; les révoltes du 20 janvier 1892 au fort de Santa Cruz, et du 10 avril de la même année dans les rues de cette capitale, toutes deux vite étouffées, sont les preuves les plus significatives de ce vaste plan de ruines à l'aide duquel on cherchait à renverser la République. Les éléments composant ce plan sont divers : aux faux républicains et conspirateurs de 1892 sont venus s'allier d'autres contingents nés du dépit et de l'indiscipline : les spéculateurs de bourse, qui cherchaient la réhabilitation de leurs désastres financiers dans la ruine, pour eux indifférente, de la patrie ; quelques officiers de marine sous l'influence d'un chef, naguère membre du Gouvernement, qui avait réprimé les premières manifestations de la conjuration ; un autre officier supérieur, auparavant ennemi personnel et politique du premier, partisan de la restauration ; et tous ces éléments de nature hétérogène se sont unis aux « fédéralistes » de Rio-Grande do Sul, sous la direction d'un ambitieux politique auquel l'avènement de la République avait enlevé tous les priviléges dont il jouissait sous l'ancien régime. Et ce qu'il y avait de plus ignominieux dans cet amalgame de haines, de dépits et d'egoismes, c'était l'intention de ra nener la patrie sous la sujexion monarchique dont elle s'était affranchie le 15 novembre 1889. Cette pensée, faible d'abord, de jour en jour s'affermi, jusqu'au moment auquel la criminelle neutralité d'un fonctionnaire de confiance la transforma en trahison définitive.

C'est à ce moment que le sentiment patriotique de la nation s'est le plus manifesté, et que de toutes parts des régiments de volontaires se montraient prêts à défendre la cause sacrée de la République.

Cette expansion de la conscience nationale a convaincu les insurgés de l'inefficacité de leurs agissements ; et s'ils s'étaient déjà rendus criminels en arborant le 6 septembre le drapeau de libérateurs de la patrie, leur crime a double quand ils déployèrent celui de la restauration au moment où l'amiral Saldanha apportait au chef de la révolte le concours d'hommes et de forts qui, sous son commandement, s'étaient conservés dans la neutralité.

Mais les bonnes causes, celles qui ont pour elles la raison et la loi, finissent toujours par triompher ; pendant six longs mois les populations de cette capitale et de Niteroy ont été témoins, en proie à une anxieuse expectative, du duel entre les forces légales et les insurgés ; à la fin, repoussés dans toutes leurs tentatives de débarquement, accablés, ceux-ci ont fui le combat

décisif que leur offrait l'escadre légale, le 13 mars dernier, et, pour éviter la punition de leurs crimes, sont allés demander asile à bord des deux vaisseaux portugais, alors dans notre port.

Bien que cette fin inespérée eût apporté la victoire au Gouvernement, elle a dououreusement frappé mon cœur de Brésilien et de soldat; ce fait, unique dans notre histoire militaire, aussi riche d'héroïsme et d'abnégation, traduit une profonde dépression du caractère national. Le fait de voir des officiers de la marine de mon pays querir honteusement la protection d'une nation étrangère, dans les eaux nationales, en abandonnant de malheureux matelots, instruments inconscients de leurs ambitions, m'a profondément peiné.

Une fois débarrassé des insurgés dans le port de Rio-de-Janeiro, le Gouvernement s'efforça immédiatement d'activer les opérations de guerre indispensables pour délivrer les Etats du Paraná, de Santa-Catharina et de Rio-Grande de l'oppression des envahisseurs, envoyant en même temps des forces par terre pendant que l'escadre légale, sous le commandement de l'amiral Jeronymo Francisco Gonçalves, faisait voile vers cette partie du pays; connaissant, sans doute, ces dispositions, et certains d'être mis en déroute, les révoltés commencèrent à évacuer les Etats du Paraná et de Santa-Catharina, et tentèrent un dernier coup contre la ville de Rio-Grande, où, après cinq jours de lutte à outrance, ils furent complètement battus par des forces de beaucoup inférieures en nombre, commandées par le général Bacellar.

Acculé de toutes parts et à bout de ressources, le chef de la révolte, après avoir attiré sur la côte orientale un grand nombre de ses auxiliaires, s'en fut avec le reste des navires dont il s'était emparé, demander protection au Gouvernement argentin qui la lui accorda. Pendant que ceci se passait dans le Sud, l'escadre légale arrivait à Santa-Catharina, et le 16 avril au matin, parvenait à couler le cuirassé *Aquidaban*, de triste mémoire.

C'est donc à la marine de guerre nationale qu'est revenue la gloire de donner le coup de grâce à cette insurrection en lui enlevant le plus puissant élément d'action dont elle disposait.

L'Etat de Santa-Catharina débarrassé des insurgés, avec lesquels son Gouvernement avait fait cause commune et était parti, j'y ai envoyé, en qualité de gouverneur *ad interim*, le colonel Antonio Moreira Cézar. Le gouverneur de Paraná avait déjà repris sa place, qu'il avait été forcé d'abandonner lors de l'invasion des rebelles.

On peut donc considérer l'insurrection comme complètement vaincue, car il n'en reste que quelques groupes fugitifs qui seront facilement battus.

Ce sont là les grandes lignes générales de filiation et de succession des faits qui viennent de se produire.

Je dois maintenant vous rapporter un incident d'une extrême gravité et qui se rattache directement à ces événements :

Vous savez qu'au cours de la révolte de l'escadre, qui commença le 6 septembre 1893 et fut terminée le 13 mars dernier, le contre-amiral Saldanha da Gama se réfugia avec quatre cent quatre-vingt-douze rebelles à bord des corvettes portugaises *Mindello* et *Alfonso d'Albuquerque* qui se trouvaient dans la rade pour protéger les sujets de S. M. très fidèle. Dans le rapport du Ministre des Affaires étrangères, qui vous sera soumis ultérieurement, vous trouverez les détails de cet incident extraordinaire. Je dis extraordinaire parce que le commandant de la flotte portugaise, abusant de ce que l'on appelle le droit d'asile, l'a accordé en des circonstances qui lui donnent incontestablement le caractère d'une offense à la souveraineté nationale. L'escadre rebelle qui pendant plus de six mois seule, et plus tard avec l'appui des forteresses de Villegagnon et de l'île das Cobras, bombardait quotidiennement et impunément les forteresses de la Barre et la ville de Niteroy, et à de fréquentes reprises la capitale fédérale, se trouva, le 13 mars, enveloppée par ces forteresses, par les batteries de Niteroy et par celles de la ville et par l'escadre du Gouvernement qui lui barrait la sortie. Ce fut au

milieu de ce cercle de feu, au centre de la baie et au moment de l'action que le commandant des forces navales portugaises s'attribua le droit de donner refuge aux rebelles, protégeant ainsi leur retraite qu'ils n'auraient pu effectuer autrement. Non seulement il protégea quelques hommes, mais les quatre cent quatre-vingt-treize qui composaient les garnisons des deux forteresses précitées et des navires saisis, qui pouvaient encore agir contre le Gouvernement du pays.

A semblable procédé, je ne pouvais opposer le silence ni une simple protestation. Je réclamai la remise des révoltés, non pas que j'y comptasse, mais parce que c'était mon droit de l'exiger, laissant au Gouvernement portugais la responsabilité des conséquences de son refus.

Une fois les insurgés reçus à bord, le Gouvernement portugais avait l'obligation de prendre des mesures pour les empêcher de renouveler leurs hostilités contre le Gouvernement de leur pays. Il s'y engagea, en assurant que les insurgés ne seraient pas débarqués sur un territoire étranger. Dans l'intervalle, les deux corvettes s'en furent au Rio da Plata, et les insurgés débarquèrent sur le territoire argentin pour y faire quarantaine. J'ignore si cela se fit avec ou sans l'assentiment du commandant portugais. Le fait est qu'ils débarquèrent et que plus de 200 s'évadèrent vers le territoire de la République Orientale, probablement avec l'intention de se joindre à leurs alliés du Rio Grande du Sud.

J'ai la satisfaction de vous annoncer que les relations d'amitié que nous avons avec les nations étrangères se maintiennent inaltérables, sauf vis-à-vis du Portugal, et le Gouvernement portera à votre connaissance la solution de l'incident que je viens de rappeler.

Les divers documents sur lesquels le Brésil et la République Argentine basent leurs droits respectifs dans la question de délimitation du territoire des missions ont été remis au Président des Etats-Unis. On attend sa décision arbitrale.

D'accord avec l'opinion généralement émise qu'il n'y avait aucun inconvénient à procéder aux élections présidentielles, celles-ci ont eu lieu conformément aux lois et dans toute l'étendue de la République, exception faite pour les Etats du Rio Grande du Sud, Santa Catharina et Paraná.

J'aurai à vous proposer diverses réformes concernant certains points de l'organisation judiciaire du district fédéral, du système pénitentiaire, le retour de l'archipel de Fernando de Norenha à la juridiction fédérale, l'uniformité des lois concernant la garde nationale, la naturalisation, la perte des droits politiques, la tenue des livres de naissances et de décès, le cumul des fonctions publiques, les secours pécuniaires aux Etats pendant l'intervalle législatif en cas d'urgence nécessaire.

Les conditions sanitaires de la capitale conseillent aussi des mesures qui mettent la municipalité à même de remplir les devoirs qui lui incombent et pour lesquels son budget est insuffisant. Vous trouverez, à ce sujet, des données détaillées dans le rapport du ministère des travaux publics.

L'instruction publique, très répandue, progresse de jour en jour.

La marine de guerre s'étant laissé fortement entamer par les efforts de la révolte, le Gouvernement s'est vu obligé de recourir au patriotisme d'un général pensionné, afin de l'amener à continuer, comme jadis, à prêter son vaillant appui à la défense de la patrie. Je vous recommande les mesures suivantes : fusion de différents laboratoires, pharmacies, hôpitaux et écoles navales et militaires ; abolition du bataillon naval qui a passé en entier aux révoltés ; transfert de l'arsenal de la marine de la capitale dans un endroit mieux approprié ; réorganisation de la station navale de Matto-Grosso et du système de défense de cette partie extrême de la République ; réorganisation du bureau de répartition de la carte maritime et son transfert au service météorologique, du corps des ingénieurs, machinistes, commissaires et médecins de la marine ; des dispositions concernant l'annuaire des officiers en activité et leur mise à la retraite ; reconstitution du matériel naval mis en

mauvais état par suite de la révolte, et complète substitution de l'armement dont il convient que le type soit le plus possible semblable à celui de l'armée. De ces réformes, il résultera non seulement une complète réorganisation de la marine, mais encore une notable économie pour le trésor public.

D'accord avec cet exposé, je demande l'autorisation nécessaire afin que le Gouvernement puisse promulguer ces réformes dans les limites fixées par le pouvoir législatif.

L'armée, qui était déjà digne par ses antécédents de la gratitude nationale, s'en est rendue bien plus digne par le rôle important qu'elle a joué pendant la révolte. Toujours obéissante aux lois, dès le commencement de l'insurrection du Rio Grande du Sud jusqu'aujourd'hui, elle s'est distinguée par la résignation dans les souffrances subies et par les nombreux faits d'armes, tels que le siège de Bagé, le combat d'Armaçaoa Nitheroy et l'héroïque défense de Lapa dans l'Etat de Paraná. Je serais injuste d'oublier, en m'adressant de la sorte à l'armée, les corps de gardes nationaux, de patriotes volontaires et de police qui l'ont aidée d'une aussi puissante façon dans l'accomplissement de sa tâche.

Cette révolte nous a montré l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons de pouvoir repousser du premier coup une agression étrangère, et je viens d'ouvrir sous ma responsabilité un crédit de 3,000,000,000 reis, destiné aux réparations urgentes dans nos ports et nos frontières, et j'espère que vous ne lui refuserez pas votre approbation.

Dans l'intention de placer toute l'armée nationale sur le même pied d'armement que celles des autres puissances américaines, le Gouvernement a déjà commencé la réforme du système des trois armes de combat. J'appelle votre attention sur le Ministère de la guerre, qui contient les mesures déjà adoptées, ainsi que d'autres dont je vous recommande l'examen.

l'Exposition Générale du Brésil à l'Exposition Universelle de Chicago a été un véritable succès, comme le prouve la grande quantité de prix qui nous ont été décernés ; il ne peut résulter de ce fait que le développement des relations commerciales entre les deux Républiques.

Le service de l'introduction des immigrants se poursuit.

En dépit de certaines difficultés, telles que l'apparition du choléra sur divers points d'Europe, épidémie qui a obligé le Gouvernement à prendre quelques mesures prohibitives, et en dépit de la révolte qui a entravé la navigation, on a enregistré, dans le port de Rio et dans celui de Santos, l'entrée de 423,926 immigrants.

D'accord avec le décret n° 191, du 11 octobre dernier, le Gouvernement vient de régulariser le service des Postes et Télégraphes de la République. Dans l'intention d'uniformiser le service postal, ce travail a été fait d'après les aspirations de l'Union Postale Universelle, dont l'effort tend au développement d'un aussi important service pour les nations civilisées.

Le décret n. I. 624, du 29 décembre dernier, vient d'être promulgué en célébrant le contrat provisoire avec la Compagnie « Lloid Brésilien », laquelle s'oblige à faire pour le compte du Gouvernement trois voyages mensuels entre les ports de Bahia à Manaos et Montevideo à Matto-Grosso, moyennant une subvention de 80,000,000 reis mensuels pour les premiers et de 45,000,000 reis pour les seconds.

J'appelle votre attention sur la régularisation du réseau des chemins de fer de l'Union, matière d'une grande importance, non seulement au point de vue de la défense de nos frontières, mais aussi au point de vue de la richesse publique.

Il n'a pas encore été possible de régulariser le service du chemin de fer de Porto-Alegre à Uruguaiana, vu les troubles qui ont eu lieu dans cette région. Quant aux autres lignes de chemins de fer, leur service a toujours été fait d'une façon satisfaisante, surtout celui du chemin de fer central du Brésil.

Malheureusement, les efforts employés en vue d'obtenir les améliorations

dont ont besoin les ports de la République n'ont pas été couronnés du succès souhaité. Les concessions faites à cet effet, à l'exception des travaux du quai du port de Santos, n'ont pas encore donné de grands résultats.

Le contrat réalisé le 13 septembre 1890 avec la « Société anonyme Franco-Brésilienne des Travaux publics », pour les améliorations du port de Rio-Grande du Sud, a été résilié à l'amiable le 23 octobre dernier. D'accord avec les dispositions législatives, ces travaux seront exécutés administrativement avec la somme votée dans le budget.

Le travail de statistique de la République est poursuivi avec régularité. Il paraîtra sous peu un volume contenant des données détaillées sur la population du District Fédéral. Un autre volume paraîtra ensuite avec des tableaux synoptiques, avec la population de toute la République et la désignation des sexes, la distinction des Etats et de leurs respectives divisions administratives.

La Commission chargée de délimiter une surface de 44,400 kilomètres carrés pour y établir la nouvelle Capitale Fédérale, a présenté un rapport partiel sur ses travaux complexes de position géographique, climat, constitution géologique, richesses naturelles, etc. Prochainement, elle remettra son rapport sur tous les travaux effectués.

De l'exposé de motifs, remis à la Chambre initiatrice, d'après l'article 37, paragraphe 1^{er} de la Constitution, vous verrez les raisons pour lesquelles j'ai refusé la sanction au projet de loi organique de la Cour des Comptes. Vous n'ignorez pas que cette Cour pourra faire la fiscalisation des fonds publics sans être toutefois un obstacle à la marche régulière de l'administration, dont l'initiative, dans de certaines circonstances exceptionnelles, doit être prompte et décisive.

J'appelle votre attention sur notre système de comptabilité publique qui mérite d'être réformé afin d'être adapté plus harmonieusement à la vérification financière et à la fiscalisation parlementaire.

La révision du système tributaire de l'Union (déjà diminué à cause du transfert aux Etats de plusieurs sources de rentes) est très nécessaire pour la meilleure distribution des impôts, attendu que la généralisation proportionnelle et équitable de ceux-ci à tous ceux qui peuvent les payer, aura l'avantage d'amoindrir les charges des contribuables, assez lourdes déjà. L'expérience a démontré que les dernières réformes financières manquent de mesures complémentaires, afin de donner toutes les garanties désirables au contrôle des rentes.

La profonde perturbation causée par la révolte a empêché la collection complète des renseignements relatifs aux opérations budgétaires de l'exercice de 1893, car les chiffres des Etats d'Amazonas, Piauhy, Pernambuco, Bahia, Saint-Paul, Paraná, Santa-Catharina, Rio-Grande do Sul et Goyaz manquent encore. Néanmoins, nous savons déjà que les recettes réalisées jusqu'au 31 mars ont fourni 208,600 contos, 998,239 reis, donnant donc un solde de 7,451 contos, 353,399 reis, qui déduit du liquide des dépôts : 10,694 contos, 994,397 reis constitue un boni de 11,234 contos, 638,998 reis. La recette prévue au budget par la loi de novembre 1892 était fixée à 223,268 contos, 300,000 reis ; or, celle perçue atteint déjà, malgré l'absence des documents officiels, 227,295 contos, 637,237 reis, à peine inférieure par conséquent de 5,972 contos, 662,763 reis.

Quant à la dépense de 197,308 contos, 750,426 reis, qui s'est accrue de celle votée au budget de 76,220 contos, 923,118 reis, de crédits extraordinaires et supplémentaires pour parer aux dépenses imprévues et provisoirement supportées par l'Union et qui lui seront remboursées, le chiffre total s'élève à 273,529 contos, 673,534 reis, qui, comparé à celui de la recette déjà vérifiée : 227,295 contos, 637,237 reis, produit un déficit de 46,234 contos, 36,297 reis.

Il est certain que ce déficit sera considérablement atténué lorsqu'on connaîtra les chiffres des nombreux Etats qui font encore défaut jusqu'ici.

Pour l'année courante, la recette, à en juger par le recouvrement du premier trimestre déjà opéré, donne 46,054 contos, 390,967 reis et, en supposant que celle du semestre additionnel ne reste pas en deçà de 17,350 contos, 390,964 reis de la période correspondante de 1892, il est permis de compter sur un minimum de 201,567 contos, 934 832 reis, tout en tenant compte de la diminution de l'importation et de la stagnation des affaires, principalement dans la douane de la capitale, et résultant des événements politiques de l'époque. De hauts intérêts d'ordre public et le défaut de certaines allocations destinées à des services de haute nécessité ont mis le Gouvernement dans l'obligation de recourir à l'ouverture des crédits suivants :

	CONTOS	REIS
Justice et Intérieur	3.693	105.517
Affaires étrangères.....	214	191.642
Marine	17.071	743.738
Guerre	32.000	000.000
Industrie et Travaux publics.....	22.184	182.171
Finances.....	1.057	800.000

Malgré tous les obstacles suscités par les révoltés, les recettes des douanes ont été intégralement perçues, et cela, comme les autres recettes, par les seuls moyens légaux.

J'ai la satisfaction de vous informer que, pour faire face aux dépenses extraordinaires et urgentes imposées par la révolte, le Gouvernement a employé les ressources strictement nécessaires, sans contracter aucun emprunt.

Dans l'intention de relever le crédit national, en réduisant de plus en plus l'émission, il est nécessaire que vous décrétiez des mesures tendant au rachat graduel de cette émission et à l'équilibre du budget.

Vous rencontrerez, Messieurs les Membres du Congrès, beaucoup de lacunes dans ce message qui se ressent un peu de l'influence de la révolte ; mais, pendant le cours de vos travaux, je vous indiquerai, au fur et à mesure, les mesures dont le Gouvernement aura besoin pour maintenir la loi et le prestige de l'autorité. Je me mets, toutefois, à votre disposition pour tous les renseignements dont vous pourrez avoir besoin.

Durant la révolte, le Pouvoir public a rencontré des préventions et des exigences extraordinaires, et vous devez comprendre la nécessité de placer le Brésil en posture d'être respecté comme il le doit et comme l'exige sa situation dans le continent américain.

Je termine, en vous remettant victorieuse et forte cette République des Etats-Unis du Brésil, dont j'ai assumé le Gouvernement le 23 novembre 1891. Ma conscience me dit que, pour la soutenir, je n'ai négligé ni efforts ni sacrifices. Il vous appartient maintenant de continuer l'œuvre, de manière à faire honneur au mandat que la nation vous a confié.

Rio-de-Janeiro, le 7 mai 1894.

Signé : FLORIANO PEIXOTO.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Les difficultés qui s'étaient élevées entre l'État indépendant et la France (1), ont été réglées par un arrangement conclu à Paris le 14 août 1894. En voici la teneur :

Les soussignés Gabriel Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères de la

(1) V., au sujet de ces difficultés, la discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés de France le 7 juin dernier (*Archives*, 1894, II, p. 338).

République française, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, et Jacques Haussmann, directeur des affaires politiques et commerciales au Ministère des colonies, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique; Joseph Devolder, ancien Ministre de la justice, ancien Ministre de l'intérieur et de l'instruction publique de S. M. le Roi des Belges, vice-président du Conseil supérieur de l'Etat indépendant du Congo, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, grand officier de l'ordre de la Légion d'honneur, etc. et le baron Constant Goffinet, chevalier de l'ordre de Leopold de Belgique, plénipotentiaires de la République française et de l'Etat indépendant du Congo, délégués à l'effet de préparer un accord relatif à la délimitation des possessions respectives des deux Etats et de régler les autres questions pendantes entre eux, sont convenus des dispositions suivantes :

1^o La frontière entre l'Etat indépendant du Congo et la colonie du Congo français, après avoir suivi le thalweg de l'Oubanghi jusqu'au confluent du M'Bomou et de l'Ouellé, sera constituée ainsi qu'il suit :

a) Le thalweg du M'Bomou jusqu'à sa source; b) une ligne droite rejoignant la crête de partage des eaux entre le bassin du Congo et celui du Nil.

A partir de ce point, la frontière de l'Etat indépendant du Congo est constituée par ladite crête de partage jusqu'à son intersection avec le 30^e degré de longitude est de Greenwich (27° 40 m. de Paris).

2^o Il est entendu que la France exercera, dans les conditions qui seront déterminées par un arrangement spécial, le droit de police sur le bord du M'Bomou avec le droit de suite sur la rive gauche.

Ce droit de police ne pourra s'exercer sur la rive gauche qu'exclusivement le long de la rivière en cas de flagrant délit, autant que les poursuites par les agents français soient indispensables pour amener les auteurs d'infractions commises sur le territoire français ou sur la rivière.

Elle aura au moins un droit de passage sur la rive gauche pour assurer les communications le long de la rivière.

3^o Les postes établis par l'Etat indépendant au nord de la frontière stipulée par le présent arrangement, seront remis aux agents accrédités par l'autorité française, au fur et à mesure que ceux-ci se présenteront sur les lieux.

Des instructions à cet effet seront concertées immédiatement entre les deux Gouvernements et seront adressées à leurs agents respectifs.

4^o L'Etat indépendant s'engage à renoncer à toute occupation et à n'exercer à l'avenir aucune action politique d'aucune sorte à l'ouest et au nord de la ligne ainsi déterminée et le trentième degré de longitude est de Greenwich, à partir de son intersection avec la crête de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil jusqu'au point où ce méridien rencontre le parallèle de 5°30' et jusqu'au Nil.

5^o Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications seront échangées à Paris dans le délai de 3 mois et plus tôt si faire se peut.

6^o En foi de quoi les plénipotentiaires ont dressé le présent arrangement et y ont apposé leur signature.

Fait en double, le 14 août 1894.

(Signé) : Gabriel HANOTAUX,
Jacques HAUSSMANN, Joseph
DEVOLDER, GOFFINET.

NOTE : Les termes du M'Bomou et source du M'Bomou se rapportent aux indications contenues dans la carte Junker (Gotha, Justus Perthes, 1888).

FRANCE

Le Ministre des Colonies vient d'adresser aux gouverneurs de nos différentes possessions d'outre-mer la circulaire suivante :

Paris, le 20 juin 1894.

Monsieur le Gouverneur,

Les questions coloniales ont pris, depuis quelques années, dans les préoccupations de l'opinion publique, une importance et un développement qui imposent au Gouvernement et à l'Administration, à tous ses degrés, un redoublement d'efforts et de sollicitude.

Grâce à l'énergie de nos soldats et de nos explorateurs, grâce à l'heureuse ténacité des hommes d'Etat qui ont eu foi dans l'expansion de la France au dehors, malgré l'impopularité dont semblaient frappées, à une époque encore récente, les entreprises lointaines, notre domaine colonial s'est considérablement accru. Le Parlement, le pays ont compris la nécessité des dépenses considérables qu'exigeait l'accomplissement de cette grande œuvre.

Il reste aujourd'hui à justifier les sacrifices du passé et ceux que réserve l'avenir par les résultats qui seront obtenus.

Mettre en valeur les vastes territoires qui nous sont acquis ; y créer des exploitations agricoles ; développer la force productive des colonies et, par cela même, accroître leurs relations commerciales avec la France ; améliorer ou créer des voies de communication et de pénétration, tel est, dans ses grandes lignes, le problème qui s'impose et dont la solution intéressera et préoccupera un nombre de jour en jour plus grand d'hommes dévoués à la cause de l'expansion coloniale.

Dans cette œuvre, le rôle principal appartient à l'initiative privée. Mais l'initiative privée a besoin d'être encouragée et soutenue par le Gouvernement et par ses agents.

C'est sur cette question si délicate et si importante des relations entre l'Administration et les colons que je tiens à appeler d'une façon toute particulière votre attention.

On a dit fréquemment que la France n'avait que des colonies de fonctionnaires et de soldats. On s'est plaint, et l'on se plaint encore de l'accueil peu encourageant que reçoivent aux colonies ceux de nos concitoyens qui veulent s'y installer ; des difficultés, des vexations de toute nature qu'ils rencontrent ; des entraves qu'apporte au développement des affaires une réglementation routinière et trop fiscale. On oppose volontiers à l'attitude de nos fonctionnaires celle des représentants des pays étrangers, toujours empêssés, dit-on, à servir les intérêts de leurs nationaux, à faciliter leurs entreprises, à prendre fait et cause pour eux toutes les fois qu'ils ont besoin d'être soutenus ou défendus.

Je sais la part d'exagération qu'il y a dans ces récriminations. Je n'ignore pas que le souci de faire respecter la loi et d'assurer au budget les ressources qui lui sont indispensables ne permet pas de donner satisfaction à tous les désiderata du commerce et de l'industrie.

ais, tout en restant fidèlement attachée à son devoir professionnel, j'estime que l'Administration peut et doit se considérer comme l'auxiliaire et la protectrice désignée des hommes de bonne volonté qui consacrent leur énergie, leurs forces et leurs capitaux à la mise en valeur de notre domaine d'outre-mer.

L'Administration doit avoir à cœur de les aider, de les renseigner, de leur faciliter leur tâche, de briser les entraves que des règlements trop étroits, des préjugés, la routine ou de fausses considérations fiscales peuvent encore opposer au développement et à la vie même des entreprises naissantes.

C'est de cet esprit que vous devrez vous inspirer dans les propositions que vous aurez à me soumettre, soit en vue d'amender la réglementation actuellement en vigueur, soit dans l'examen des demandes et des projets sur lesquels vous serez appelé à formuler un avis.

Je vous prie, d'autre part, de donner aux agents placés sous vos ordres

des instructions très précises pour qu'ils se conforment scrupuleusement aux indications qui précédent.

Vous voudrez bien, par un contrôle incessant, par les enquêtes personnelles que vous ferez sur les plaintes dont vous serez saisi, en brisant au besoin par des mesures de rigueur des résistances qui, je l'espère, ne se produiront pas tenir fermement la main à ce que mes recommandations ne restent pas à l'état de lettre morte.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de me tenir au courant, par des communications fréquentes, des mesures que vous croiriez utile de prendre ou de provoquer pour répondre à ces vues en favorisant le développement économique de la colonie dont le Gouvernement vous a été confié.

Recevez, etc...

DELCASTÉ.

Le Comité consultatif du contentieux des colonies.

Tant que l'Administration des colonies a été rattachée, soit au Ministère de la marine, soit à celui du commerce et de l'industrie, le Comité consultatif du contentieux de la marine a été chargé de l'examen des affaires intéressant nos possessions d'outre-mer.

L'Administration des colonies ayant été érigée en Ministère et étant devenue, par suite, autonome, il a paru nécessaire de constituer près d'elle un Comité de contentieux qui lui soit spécial.

Un décret du 17 juillet (1) décide, en conséquence, la formation au Ministère des colonies d'un Comité consultatif de contentieux appelé à donner son avis sur les questions de droit ainsi que sur les affaires contentieuses qui seront renvoyées à son examen par le Ministre des colonies.

Ce Comité est composé d'un conseiller d'Etat, président ; d'un inspecteur général des colonies, vice-président ; d'un professeur à la Faculté de droit de Paris, de six membres choisis parmi les maîtres des requêtes au Conseil d'Etat, les conseillers référendaires à la Cour des Comptes, les auditeurs au Conseil d'Etat, de l'avocat des colonies au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, du chef de bureau de la justice de l'Administration centrale des colonies, secrétaire avec voix délibérative, de deux secrétaires adjoints.

Conformément aux dispositions de ce décret, un arrêté du 8 août nomme les Membres du Comité consultatif du contentieux des colonies.

Retrait des monnaies divisionnaires italiennes.

Septembre 1894.

Cinquante-sept millions de francs en pièces italiennes de 2 francs, de 1 franc et de 50 centimes ont été jusqu'à ce jour retirés de la circulation en France par le Ministère des finances. Quarante-six millions ont été expédiés déjà en Italie, et, sur la demande du Gouvernement italien, dix autres vont partir prochainement. Cependant l'opération ne peut être encore considérée comme terminée. En effet, il reste à recevoir les centralisations faites aux colonies, Sénégal, Algérie, etc.

On sait que le Ministère des finances français n'expédie les monnaies italiennes qu'au fur et à mesure des demandes du Ministère italien. Celui-ci indique également à quelles trésoreries italiennes les envois doivent être faits, Rome, Parme, Vicence, Naples, Udine, etc. L'argent est expédié en port dû, l'Italie payant le transport à la réception. Chaque trésorerie française expédie directement sur l'avis qu'elle reçoit du Ministère des finances. Il n'y a donc pas de sommes énormes transportées d'un coup, les plus fortes ne dépassant pas 100,000 francs ; en conséquence, aucune mesure particulière n'est prise pour l'escorte de ces envois.

(1) *Journal officiel* du 12 août.

Il avait été convenu qu'après chaque envoi l'Italie nous retournerait une somme égale en or ou en traitements sur de bonnes maisons.

Cet engagement a été très exactement tenu, et même comme papier, nous n'avons guère reçu que des chèques ou des billets de banque. On sait que la France est chargée de transmettre aux pays adhérents à l'union monétaire latine les demandes du Ministère italien. Sur les avis transmis par notre Ministère des finances, les retraits suivants ont été opérés jusqu'à présent :

Belgique, 4,941,500 francs.

Suisse, 12,860,000 francs.

Grèce, néant.

Le Ministère des finances a dû prendre également des mesures pour arrêter l'importation, en France, des monnaies italiennes, qui se faisait sur une très grande échelle. En effet, le change des pièces françaises étant très élevé en Italie, certains spéculateurs importaient les pièces italiennes par caisses pour les changer contre de l'or français. Un arrêté récent a interdit ces opérations et, maintenant, les douaniers à la frontière, sans aller jusqu'à fouiller les portefeuilles des voyageurs, s'assurent qu'ils n'introduisent pas de pièces de monnaie italiennes en grande quantité.

La circulation postale en 1893.

Voici la situation postale de la France en 1893, comparée à la situation de 1892 :

La circulation postale des lettres ordinaires a été :

1892.....	750.778.882	»
1893.....	756.652.075	»

Chargements de toute nature :

1892.....	23.031.350	»
1893.....	23.887.030	»

Cartes postales :

1892.....	47.543.370	»
1893.....	51.617.567	»

Journaux :

1892.....	500.547.712	»
1893.....	503.479.328	»

Imprimés ordinaires et circulaires électorales :

1892.....	444.990.775	»
1893.....	487.632.249	»

Échantillons :

1892.....	38.716.238	»
1893.....	39.471.060	»

Épreuves d'imprimerie corrigées :

1892.....	18.033.872	»
1893.....	18.404.064	»

Nombre total de la circulation :

1892....	1.852.642.200	»
1893....	1.782.843.373	»

Produit net de la taxe des lettres :

1892.....	157.819.257	01
1893.....	158.590.920	17

Les mandats français ordinaires, mandats télégraphiques et mandats d'abonnement, émis en 1892, se sont élevés au nombre de 26,433,062 formant

une somme de 751,520,850 francs. Ceux émis en 1893 ont atteint le chiffre de 26,730,517 pour un total de 757,689,357 francs.

Les 541,827 mandats-cartes émis en 1892 formaient un total de 10,180,250 francs. En 1893, il en a été émis 680,942, pour une somme de 12,921,995 fr.

Les bons de poste émis en 1892 ont été au nombre de 2,083,018, formant une somme de 16,327,954 francs ; ceux émis en 1893 ont atteint le chiffre de 2,429,001 pour une somme de 18,405,282 francs.

Une Conférence économique franco-suisse.

La municipalité de Mâcon a organisé, au mois de septembre, un concours de tir auquel furent conviées les Sociétés suisses, et des fêtes nautiques. La Chambre de commerce eut l'idée de profiter de la présence des Suisses pour organiser une grande manifestation contre la rupture commerciale avec nos voisins. Le 18 septembre, a eu lieu une conférence à laquelle ont pris part des représentants éminents des deux pays et ont assisté de très nombreux auditeurs. Le président de la Chambre de commerce a ouvert la séance en donnant la parole à M. Jules Roche, ancien ministre du commerce, le négociateur du traité de commerce entre la France et la Suisse, qui a échoué en décembre 1892 devant notre Chambre des députés.

Après avoir remercié la patriotique et républicaine cité de Mâcon, la municipalité et la Chambre de commerce de leur initiative, il a fait sa profession de foi économique. Il n'appartient, dit-il, à aucune école. Entre les deux doctrines du libre-échange absolu et du protectionnisme, il y a une place à prendre, celle des hommes d'Etat qui ne se contentent pas d'un idéal impossible à réaliser, mais qui recherchent les moyens pratiques de résoudre, pour le bien public, les questions soit politiques, soit économiques. Il ne veut pas des théories absolues et permanentes sans application possible. Mais il refuse le système du « chacun chez soi, pour soi et par soi ».

Un peuple, dit-il, est obligé de vendre aux autres peuples, parce qu'il est obligé de leur acheter. Entre la Suisse et nous, il y a parité de doctrine.

Nous sommes deux démocraties, deux peuples libres entre lesquels la paix et l'amitié doivent régner. Quand l'Allemagne a vu le courant qui emportait la France, elle en a profité aussitôt pour faire avec la Suisse des traités de commerce de douze ans. Après le rejet de la convention suisse, elle a fait un traité de dix ans avec la Russie, et nous, s'écrie M. Jules Roche, nous jouons l'hymne russe !

Nous avons raison ; mais tout ce que nous avons su faire, c'est une convention banale révocable toutes les années, et qui ne porte sur aucun des intérêts de l'agriculture ou de la viticulture. Ce n'était pas ce qu'auraient dû faire des hommes de gouvernement qui auraient dû se tenir à l'abri des passions populaires.

Il est de l'intérêt supérieur des deux pays de reprendre les relations commerciales. Il importe à ces deux pays qui s'aiment de reprendre des relations entretenues depuis de si longues années. La guerre commerciale doit cesser. C'est parce que nous voulons le bonheur et la prospérité de la France et de la Suisse que nous faisons des efforts pour que cette situation cesse. (Vifs applaudissements.)

M. Numa Droz, qui a dirigé pendant longtemps les affaires étrangères de la Suisse, qui deux fois a présidé la Confédération, prend ensuite la parole :

Mes amis et moi, dit-il, ne sommes chargés d'aucune mission, nous n'avons aucune espèce d'engagement de notre part à vous apporter ; cependant je crois pouvoir dire que nous sommes les représentants fidèles de l'opinion qui règne en Suisse. Nous sommes venus pour discuter avec vous une question d'intérêt en amis qui veulent s'entendre.

Il y a vingt-trois ans, j'offrais à la ville de Mâcon une bannière aux couleurs de mon canton, en priant les Mâconnais de la garder comme gage de l'amitié inaltérable des Suisses dans les bons ou les mauvais jours. Eh bien, les mauvais jours sont venus, mais nous sommes restés fidèles à la parole donnée. (Applaudissements.)

Dans les fonctions gouvernementales que j'ai exercées, dit M. Droz, je me suis toujours efforcé de resserrer les liens entre les deux pays. En 1882, j'ai négocié à Paris, avec MM. Gambetta, Rouvier et Tirard, le précédent traité de commerce. Dix ans plus tard, il n'a pas dépendu de moi que l'arrangement conclu avec M. Jules Roche ne reçût sa consécration pour le plus grand bien des deux pays. Aujourd'hui, malgré l'échec que nous avons subi devant le Parlement français, je suis heureux de le retrouver comme partenaire et de voir qu'il n'est pas plus découragé que je ne le suis moi-même. Dans cette question de la rupture de nos relations commerciales, on ne peut pas dire que la Suisse ait montré trop de raideur ou qu'elle ait manqué d'esprit d'entente.

Nous sommes une petite nation placée au centre de l'Europe dans des conditions difficiles. Nous devons acheter à nos voisins ce qu'il nous faut pour nous suffire. L'Europe nous a confié la garde des passages alpestres et jurassiens. Pour cela, nous nous sommes imposé des sacrifices financiers. Neutres nous sommes, neutres nous voulons rester, quoi qu'il arrive ; mais nous disons : ne nous écrasez pas. C'est notre droit, nous l'avons acquis au prix de notre sang, et la justice aussi bien que l'intérêt vous commandent de le respecter.

Ce langage, nous l'avons tenu à l'Allemagne, à l'Autriche, à l'Italie qui nous ont consenti des tarifs douaniers. Pourquoi donc la France, cette amie séculaire, la France, la grande République sœur, nous les refuserait-elle ?

Ce que nous avons en vue les uns et les autres, c'est le bien commun de nos pays respectifs, et la cause à laquelle nous travaillons est grande et belle, car c'est la cause de la fraternité internationale. (Applaudissements prolongés.)

D'autres discours ont été prononcés par M. Poirrier, sénateur de la Seine, et M. Ritter-Bodner, président de la Société commerciale de Zurich.

Le commerce du Tonkin et de l'Annam.

Le Ministère des colonies a publié, à l'occasion de l'Exposition de Lyon, un rapport sommaire de M. Coqui, directeur des douanes et régies de l'Annam et du Tonkin, sur le mouvement commercial du Tonkin et de l'Annam pendant l'année 1893. Nous extrayons de ce document les renseignements suivants sur le commerce du protectorat :

TONKIN.

Le commerce général du Tonkin est représenté par un mouvement de denrées et de marchandises d'une valeur de 69,476,652 francs. En 1892, le total général du mouvement commercial avait été de 71,279,513 francs. Le rapport de M. Coqui explique cette diminution de 1,812,861 francs par l'aveuglement de la monnaie d'argent. On sait que la piastre mexicaine, unité monétaire, en usage dans le pays, dont la valeur était de 5 fr. 55 avant 1873, est tombée à 3 fr. 70 en 1892, à 3 fr. en janvier 1894 et qu'elle ne vaut plus, à l'heure actuelle, que 2 fr. 60. De là, les difficultés que le commerce a dû supporter pour faire accepter au consommateur des augmentations de prix en concordance avec le mouvement descensionnel du change de la piastre : elles ont apporté dans les affaires une perturbation désastreuse pour le commerce européen.

M. Coqui n'en estime pas moins que la situation est bonne. D'ailleurs, le mouvement ascensionnel qui s'était accusé les années précédentes dans la

production indigène ne s'est ni interrompu ni ralenti. Les Annamites ont poussé activement la mise en valeur des terrains laissés incultes, et la récolte de riz et de céréales a été très belle. « Aujourd'hui, l'Annamite ne vend ses produits que si le prix qui lui est offert est suffisamment rémunérateur et paye ses impôts en toute saison. »

Les nouvelles des cultures des produits riches entreprises par les colons sont aussi rassurantes ; beaucoup d'exploitations ont franchi la période des essais et sont entrées dans celle de la production. Mais il n'en faudrait pas conclure que le champ est ouvert aux colons :

Il est bon de prémunir les colons éventuels contre des entraînements possibles qui pourraient amener de cruelles déceptions ; il ne faut point compter faire rapidement fortune en venant au Tonkin avec peu ou même beaucoup de capitaux, sans s'astreindre à un travail soutenu, quelquefois rebutant, et aussi à une grande économie. Les seuls colons qui ont réussi sont des personnes établies dans le pays depuis longtemps déjà et qui ont acquis sur place les moyens financiers et intellectuels indispensables à ce genre d'entreprise, alors que quelques autres, venus de France avec des capitaux et les connaissances théoriques voulues, ont englouti rapidement leur avoir sans obtenir de résultats. Cet insuccès a été causé, d'un côté parce que l'amour du travail leur a manqué, et, de l'autre, parce qu'ils n'ont pas su résister à l'entraînement des dépenses.

Le rapport ajoute que le Gouvernement local a l'intention de mettre en lumière, par l'installation de cinq ou six familles de cultivateurs, dans les territoires propres aux exploitations agricoles, les ressources que le pays offre à l'immigration.

Ces préliminaires se terminent par l'exposé des débouchés que le pays peut fournir à notre commerce national. Jusqu'ici, l'importation de nos produits a été à peu près nulle, et ils ont été consommés uniquement par le corps d'occupation et la population européenne. M. Coqui en trouve la cause dans le fait que nos produits sont, pour l'Asiatique, du luxe ou du superflu. Toutefois, l'Annamite commence à apprécier nos produits : le vin, les alcools, les tissus se vulgarisent de plus en plus. Mais l'état du commerce d'importation restera à peu près stationnaire tant que la crise monétaire ne sera pas terminée.

Voici maintenant quelques chiffres sur le mouvement commercial du Tonkin :

Les importations ont atteint 31,172,456 francs. Les produits français figurent dans ce chiffre pour 8,831,326 francs ; parmi les principaux articles, citons les boissons (notamment les vins rouges), 2,949,000 francs ; les ouvrages en métaux, 973,000 francs ; les tissus, 820,000 francs ; les métaux, 589,000 francs ; les farines, 378,000 francs ; les denrées coloniales, 378,000 fr. Les importations étrangères s'élèvent à 17,246,609 francs, mais sur ce chiffre il faut compter 9 millions environ pour les produits d'origine asiatique et à l'usage des Asiatiques : l'opium, à lui seul, représente plus de 1 million.

La principale importation étrangère est celle des tissus, 1,517,000 fr. ; puis viennent les denrées coloniales, 1,099,513 francs ; les farines, 942,000 fr. Le numéraire figure dans le chiffre total des importations pour la somme de 4,094,521 francs. Les importations de 1893 sont en augmentation sur celles des années précédentes, si l'on tient compte du fait que les importations du matériel du chemin de fer figuraient pour de gros chiffres en 1891 et 1892.

Les exportations ont atteint 14,239,100 francs, alors qu'en 1892 elles avaient été de 14,616,483 francs et, en 1891, de 16,475,083 francs. Il a été exporté, en France, pour 9,230,667 francs ; 194,000 francs de produits et dépourvus d'animaux, 32,000 francs de farineux alimentaires, 19,000 francs d'huiles et succs végétaux. Pour l'étranger, l'exportation a atteint 10,131,030

francs : elle a porté surtout sur les farineux alimentaires, les ouvrages en métaux, les produits et dépouilles d'animaux, les produits de pêches.

Notons, enfin, que le total du transit pour le Tonkin a été de 8,753,829 francs et celui du cabotage, 15,049,148 francs.

ANNAM.

Le mouvement commercial de l'Annam, qui avait été en 1892 de 8,185,166 francs (avec le cabotage 11,638,314 francs), n'a atteint en 1893 que 6,149,384 francs (avec le cabotage, 25,144,739 francs). Au point de vue du commerce extérieur, c'est donc une diminution de 2 millions, compensée, on le voit, par les expéditions en cabotage avec le Tonkin et la Cochinchine.

Les importations ont été de 3,921,261 francs : la France n'y figure que pour le faible chiffre de 225,493 francs ; l'importation étrangère donne 3,695,768 francs.

Même différence dans l'exportation : pour la France, elle est de 236,222 fr., chiffre d'ailleurs beaucoup plus élevé que celui de 1892. Les exportations totales sont en diminution de plus d'un million et demi. Le cabotage, au contraire, est très prospère et il s'effectue avec une parfaite régularité.

La conclusion du rapport de M. Coqui est un vœu en faveur de l'exécution de la voie ferrée reliant le Tonkin à l'Annam par les provinces de Thanh-Hoa et du Nghe-An. Voici, simplement à titre de document, comment il juge ce projet :

Poussée plus loin, de façon à pénétrer au Laos, cette voie ferrée peut amener sur les marchés du littoral toutes les richesses de la haute vallée du Mékong. Jusqu'au moment où ce projet sera réalisé, il ne faut pas compter, tant au Tonkin qu'en Annam, sur une progression rapide du mouvement commercial ; il y aura un progrès constant, sûr, qui sera déterminé par l'amélioration de l'état économique du pays et dans la proportion de l'augmentation d'aisance de chaque habitant ; mais l'Indo-Chine française ne prendra possession de la place qu'elle doit occuper sur le marché universel, que le jour où elle sera pourvue de l'outillage de pénétration qui peut, seul, faire sortir un pays de l'état secondaire.

MADAGASCAR.

Les journaux de la Réunion publient l'extrait suivant d'une lettre adressée au gouverneur, M. Danel, par le résident général de France à Madagascar, au sujet de la situation générale dans ce pays :

D'une façon générale, le commerce est actuellement en décroissance dans toute l'île. Pour des raisons qui tiennent presque toutes à la situation politique, les transactions souffrent d'un marasme réel. Dans la région centrale de la côte Est, depuis Fénérive jusqu'à Mananjary, le nombre des commerçants étant hors de proportion avec les affaires qui s'y traitent, il s'ensuit un avilissement des marchandises d'importation et un renchérissement des produits qui amènent des déconfitures fréquentes. Plus au Sud, vers Fort-Dauphin, les transactions sur le caoutchouc qui, à une époque, avaient fait concevoir les plus belles espérances et provoqué un mouvement d'immigration des colons vers cette région, ont notamment diminué et sont devenues peu rémunératrices. Dans le nord de Fénérive, les propriétaires de concessions forestières monopolisent le commerce d'abord avec les autorités locales et créent de sérieuses difficultés aux traitants. Dans les territoires malgaches avoisinant Diégo-Suarez, il est probable que les transactions souffriront de la suspension des travaux des usines établies dans notre colonie par la graineterie française.

Sur la côte Ouest, le commerce se ressent du brigandage qui sévit dans l'intérieur. Dans ces régions, les Indiens et les Arabes sont maîtres du négoce

et les grandes maisons peuvent seules soutenir la concurrence. Nossy-Vé et l'Extrême Sud font exception à cette règle. Dans ces parages, les créoles de la Réunion et de Maurice sont assez nombreux, mais les populations indigènes sont encore trop farouches pour qu'on puisse prévoir, avant longtemps, un accroissement du mouvement commercial qui permettrait à de nouveaux colons de s'installer dans le pays.

Le commerce dans l'Imérina et le Betsiléo souffre moins que partout ailleurs. Il est vrai de dire que les négociants européens y sont rares. On ne compte, en effet, que quelques représentants des principales maisons de Tamatave. Plusieurs petits négociants fixés autrefois à Tananarive ont dû partir. Les Hovas, dont les aptitudes commerciales sont singulièrement développées, leur font une concurrence sérieuse.

Comme vous le voyez, Monsieur le gouverneur, l'état du commerce à Madagascar est loin d'être satisfaisant et je doute que, dans ce pays, actuellement en proie à la misère, les créoles de Bourbon trouvent dans cette branche de la colonisation les bénéfices qu'ils espèrent.

Actuellement, j'estime que la sécurité des biens et, en quelques endroits, des vies des colons, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, n'est pas assurée d'une manière suffisante.

Les commerçants sont placés dans l'alternative, ou d'ouvrir des crédits à leurs clients indigènes et de voir ceux-ci se refuser à payer leurs dettes et l'autorité malgache ne rien faire pour les y forcer, ou de travailler au comptant et alors de réduire leurs opérations à un chiffre trop minime. Le Gouvernement malgache est actuellement saisi d'un grand nombre de réclamations, quelques-unes fort anciennes, émanant des Français et des étrangers, dont aucune, pour ainsi dire, n'a reçu satisfaction.

Les colons dont l'entreprise nécessite un grand nombre d'ouvriers, tels que les planteurs de cannes à sucre, risquent de voir leurs travailleurs les abandonner du jour au lendemain sous un prétexte quelconque, au moment de la coupe et de perdre ainsi la récolte d'une année. S'ils sont éloignés des côtes, ils seront à la merci du moindre chef malgache. Dans certaines régions, ils risqueront d'être pillés et, en cas de troubles, il y a de grandes probabilités pour que leurs propriétés soient saccagées.

Tant que la situation déplorable qui existe actuellement ici, n'aura pas été complètement modifiée, l'immigration dans ce pays sera prématurée et l'administration, en la favorisant, assumera des responsabilités sur la nature desquelles il est de mon devoir de la renseigner.

LARROUY.

Pour se rendre compte de la gravité de la situation, il suffit de lire le discours adressé au résident général, à l'occasion du 14 juillet, par M. Louis Delhorbe, directeur du Comptoir d'escompte à Tananarive. M. Delhorbe, qui a pris la parole au nom de la colonie française, réside à Madagascar depuis 1886. C'est lui qui, après avoir obtenu du Gouvernement hova la concession de l'emprunt malgache que le premier Ministre, sans son intervention, allait donner à des Anglais, a fondé les agences du Comptoir d'escompte à Tamatave et à Tananarive et établi tous les postes de douane de Majunga et de la côte orientale. Il joint à une connaissance complète du pays des qualités rares d'intelligence, de courage et de sang-froid qui donnent tout leur poids aux paroles qu'il a prononcées devant le résident général. Voici en quels termes il a apprécié la situation :

Les circonstances graves que nous traversons me font un devoir de vous entretenir de la triste situation des Français qui résident encore, en nombre de plus en plus restreint, à Tananarive et dans l'intérieur de l'île. A différentes reprises et dans des circonstances analogues à celle qui nous réunit aujourd'hui, j'avais eu l'honneur d'appeler votre attention sur les obstacles insurmontables que rencontre, de la part du Gouvernement malgache, tout

Français en relations avec les indigènes. Malgré votre hâute intervention, aucune satisfaction n'a pu être accordée à nos nombreuses et pressantes réclamations. Mais il ne s'agit plus seulement aujourd'hui des intérêts que nous représentons ; ces intérêts sont actuellement trop compromis pour que nous espérions obtenir à Tananarive la solution des difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés ; il s'agit de notre sécurité même.

Sans ajouter plus de foi qu'il ne convient aux rumeurs qui circulent dans la ville et aux avis adressés déjà à plusieurs d'entre nous, nous ne pouvons pas n'être pas émus de l'attitude comminatoire et agressive dont est animée vis-à-vis de nous la partie sinon la plus nombreuse, du moins la plus influente de la population. Cet état de surexcitation nous met à la merci du moindre incident. Le danger est réel. Nous ne doutons pas, Monsieur le résident général, que vous n'ayez déjà pris toutes les mesures nécessaires pour y faire face ; nous serions heureux si vous vouliez bien nous en donner l'assurance.

Les déclarations réitérées de nos Ministres, les votes unanimes du Parlement français, nous ont montré la ferme volonté de notre Gouvernement de soutenir hautement nos droits à Madagascar ; sur la foi de ces promesses, nous sommes restés ici dans l'espoir qu'un changement complet serait apporté à bref délai à l'état de choses que nous supportons péniblement depuis des années. L'honneur de la France est engage, et son représentant, nous en sommes sûrs, saura montrer l'esprit de décision et d'énergie sur lequel nous savons pouvoir compter en présence de toutes les éventualités qu'on peut prévoir.

S'il y avait eu dans ces paroles la moindre exagération, le résident général, dans sa réponse, en aurait atténué la portée.

M. Larrouy a répondu qu'on pouvait compter sur l'énergie du Gouvernement de la République pour assurer le respect de nos droits.

— Le Conseil des Ministres, dans sa séance du 8 septembre, a pris connaissance des derniers rapports et télégrammes de notre résident général à Madagascar.

M. Larrouy rentre en France en vertu d'un congé.

M. Le Myre de Vilers se rend à Tananarive en mission spéciale. Il est parti par le paquebot qui a quitté Marseille le 14 septembre.

GRANDE-BRETAGNE

Une Convention a été signée à Londres le 1^{er} mars 1894, avec la Chine, et les ratifications en ont été échangées le 23 août. Elle a été faite en exécution de l'art. 3 de l'accord du 24 juil et 1886 relatif à la Birmanie et au Thibet. En voici le résumé (*Temps* du 8 septembre).

Les trois premiers articles décrivent la frontière dont sont convenus les deux empires, à partir du 23° 35' de latitude nord. Sa première section, partant d'un pic situé dans cette latitude et à 98° 14' de longitude à l'est de Greenwich à 18° 16' à l'ouest de Pékin, suit la crête des montagnes jusqu'à Sabu-Pum, puis le cours de la rivière Tazar-Kha, de sa source à son confluent avec le Tabak-Kha ; elle remonte ce fleuve jusqu'à sa source, redescend le Lesa-Kha jusqu'à son confluent avec le Mali, dont elle suit le cours jusqu'à sa source, puis, suivant ensuite le Laisa-Kha, la rivière Molé, etc., aboutit finalement au confluent des rivières Nampaung et Taping.

La seconde section traverse la région qui s'étend du Taping aux environs du Meung-Mao ; une fois arrivée à la bifurcation de la rivière Shweli, elle suit la branche méridionale, laissant à la Chine l'île formée par les deux bras du fleuve. Par contre, la Chine consent que la plus directe des routes entre Bhamo et Namkhan, qui passe sur territoire chinois au sud de Nam-

wan, soit libre et ouverte à la Grande-Bretagne pour les voyageurs, pour le commerce, et pour des fins administratives, sans aucune restriction quelconque. Le Gouvernement britannique aura le droit, après communication avec les autorités chinoises, d'y exécuter les travaux de réparation désirables, d'y prendre les mesures nécessaires pour la protection du commerce et contre la contrebande ; les troupes britanniques y pourront aussi passer, sous réserve de demander le consentement de la Chine si elles comptent plus de deux cents hommes et de donner par écrit avertissement de leur passage dès qu'il y aura plus de vingt hommes armés.

La troisième section suit, à partir du 23° 41' de latitude, le cours de la Salouen ; entre ce point et le cours de la rivière Schweli, une Commission de délimitation dont l'article 6 du présent traité stipule la nomination, aura à préciser le parcours de la frontière. Celle-ci ne s'écarte pas du cours de la Salouen entre le 23° 41' et la limite nord du cercle de Kunlong, avec laquelle elle se confondra en se dirigeant vers l'Est, de façon à laisser tout le cercle de Kunlong à l'Angleterre, et à la Chine l'Etat de Kokang. Puis elle s'infléchit au Sud et regagne le Mékong. L'Angleterre, en échange de concessions dans la préfecture de Yung-Chang et la sous-préfecture de Teng-Yueh (dans la partie nord de la frontière), renonce à ses droits de souveraineté sur les Etats de Munglem et de Kiang-Hung (deux Etats shans orientaux), droits possédés antérieurement par les rois d'Ava concurremment avec l'empereur de Chine, mais à condition que la Chine ne cède, sans le consentement de la Grande-Bretagne, aucune portion de ces Etats à une autre nation. (Art. 5.).

Les articles 6 et 7 prévoient les conditions de la délimitation pratique et de l'abornement auxquels procédera une Commission mixte, qui devra terminer ses travaux dans un délai de trois ans.

Plus importants sont les articles 8 à 20, qui se réfèrent aux intérêts commerciaux ; le premier de la série accorde aux produits chinois l'entrée en franchise dans toute la Birmanie (sauf pour le sel) et aux produits anglais et birmans l'entrée en franchise en Chine (sauf pour le riz). Dans la suite, on établit que les deux points d'entrée et de sortie de ce commerce seront provisoirement fixés à Manwyne et à Sansi. Les munitions de guerre sont proscribes, sauf dans le cas où l'un des deux Gouvernements demanderait leur importation. La navigation de l'Iraouaddy est facilitée aux produits dirigés vers la Chine ou venant de Chine, tous les vaisseaux qui les convoient étant assimilés aux navires britanniques.

Un consul chinois résidera à Rangoon, un consul anglais à Manwyne, chacun jouissant, dans le territoire du Gouvernement étranger, des mêmes priviléges et immunités que les consuls de la nation la plus favorisée ; au fur et à mesure du développement commercial birman et chinois, d'autres consuls pourront être institués.

Les mesures ordinaires sont prises en faveur des citoyens de l'une et l'autre nation voyageant en vue d'intérêts commerciaux (passeports, etc.), et aussi pour l'extradition des criminels, l'extension et la connexion des systèmes télégraphiques, etc...

Enfin, il est annoncé, dans l'avant-dernier article de l'accord, qu'un traité de commerce en forme complétera et au besoin revisera ces dispositions, qui sont d'un caractère provisoire et expérimental.

Bill sur l'immigration des étrangers.

Dans la séance de la Chambre des lords du 6 juillet, lord Salisbury

appelle l'attention sur les lois actuelles au sujet de l'immigration des étrangers. Il faut, dit-il, que ces lois soient renforcées.

L'orateur demande, en conséquence, la 1^{re} lecture du bill permettant au Gouvernement de prohiber l'immigration des fous, des indigents (*destitute*) et des personnes atteintes de maladies contagieuses, et ensuite d'expulser une autre classe d'étrangers qui se donnent rendez-vous en Angleterre et préparent des crimes odieux contre la société.

Dans son discours en réponse à lord Salisbury, lord Rosebery regrette que le chef du parti conservateur soit venu donner l'appui de son autorité aux assertions de journalistes étrangers qui prétendent que l'Angleterre est le centre des conspirations qui se tramont contre les autres nations et qu'elle encourage spécialement les attentats anarchistes contre les souverains étrangers nos alliés.

« Il n'y a pas de preuve que l'attentat contre M. Carnot ait été préparé en Angleterre ou que l'Angleterre ait une responsabilité quelconque dans ces crimes. L'accusation lancée ainsi par un ancien premier Ministre, par un ancien Ministre des Affaires étrangères contre son propre pays, qu'il qualifie de lieu de refuge des assassins étrangers, est de nature à compliquer nos relations extérieures. Lord Salisbury est allé trop loin. Il a donné une idée inexacte de notre situation.

« S'il y a tant de criminels en Angleterre, c'est la faute des autres nations qui les chassent de chez elles et se plaignent ensuite de leur présence chez nous. Nous regrettions la présence de ces individus ; nous regrettions les crimes qu'ils préparent chez nous, mais notre pays qui reçoit ces criminels à contre-cœur ne saurait être responsable de leurs attentats. Nous faisons notre possible pour surveiller ces gens, pour les arrêter dans leurs complots et nos détectives valent au moins ceux des autres pays.

« L'attitude et le langage de lord Salisbury sont regrettables. J'espère que nous pourrons rassurer les pays étrangers et leur prouver que l'Angleterre n'est pas le lieu de refuge des assassins étrangers. »

Quant à la première partie de la proposition de lord Salisbury, lord Rosebery dit que l'Angleterre est gênée par la tradition qui fait d'elle l'asile de toutes les nations. « Cependant, si les autres nations font des lois pour empêcher l'introduction chez elles d'étrangers qui peuvent devenir nuisibles à l'Etat, l'Angleterre deviendrait le fumier du monde, car les fous, les indigents, les malades des autres pays se réfugieraient sur son territoire. Le danger n'est pas urgent, mais il n'est pas à négliger, et nous examinerons sur ce point la proposition de lord Salisbury. »

Lord Salisbury réplique qu'il n'est jamais entré dans sa pensée de dire que l'Angleterre se fasse le refuge des assassins. Il a dit seulement qu'une législation était nécessaire pour empêcher l'introduction involontaire de ces individus, et, sans indiscretions, il peut dire que des ambassadeurs étrangers se sont plaints de ce que d'autres nations étrangères aient envoyé des criminels en Angleterre ; « par exemple, la France nous a expédié le nihiliste Hartmann qui avait attenté à la vie de l'empereur de Russie. Si nous avions eu une loi comme celle que nous demandons, nous n'aurions pas permis à Hartmann de rester en Angleterre. Le bill n'a pas d'autre objet que de donner au Gouvernement le pouvoir d'empêcher la réception, chez nous, de semblables individus. »

Lord Kimberley s'élève contre le langage de lord Salisbury qui donnerait une impression fausse à l'étranger. Cela ne serait pas arrivé si lord Salisbury s'était contenté de dire que l'absence de toute loi qui permette d'expulser un individu du territoire anglais laisse s'accréder à l'étranger l'idée fausse que l'Angleterre permet la préparation des complots. C'est dans ce sens que les nations étrangères doivent prendre les paroles que lord Salisbury a prononcées par inadvertance.

La Chambre des lords vote le bill en 1^{re} lecture.

— Dans la séance du 17 juillet, la Chambre adopte par 89 voix contre 37 la 2^e lecture du bill de lord Salisbury au sujet des émigrants étrangers.

Lord Salisbury ayant demandé la discussion en 2^e lecture du bill au sujet des émigrants pauvres et des émigrants anarchistes, lord Rosebery a combattu ce bill en employant les arguments suivants :

Il a dit qu'un pareil bill, au lieu d'émaner de l'initiative d'un membre du Parlement, aurait dû émaner de l'initiative gouvernementale. D'ailleurs, lord Salisbury aurait dû proposer ce bill quand il était lui-même aux affaires. Au lieu de cela, lord Balfour ne proclamait-il pas, en 1891, que l'Angleterre était l'asile des réfugiés politiques et qu'une législation pour interdire l'entrée de l'Angleterre aux indigents étrangers aurait des conséquences fâcheuses ?

Sir Michael Hicks-Beach faisait les mêmes objections en 1891 et en 1892. Or, à cette époque où lord Salisbury était aux affaires, l'immigration des indigents étrangers était plus considérable que maintenant. Cette immigration ne fait que diminuer de jour en jour.

Ensuite, ce n'est pas à une fin de session qu'on peut discuter un bill de cette importance.

De plus, il n'y a pas actuellement péril en la demeure. Lord Salisbury nous dit bien que, pendant le 1^{er} semestre de cette année, 20,000 indigents étrangers sont venus en Grande-Bretagne ; mais ce chiffre comprend 5,000 ou 6,000 marins, et un grand nombre de voyageurs en route, soit pour aller à une destination, soit pour en revenir. La loi aux Etats-Unis n'arrête nullement l'immigration. Il n'y a que deux paroisses de Londres où les étrangers indigents puissent faire une concurrence sérieuse aux ouvriers anglais, et il y en a très peu qui semblent à la charge de l'assistance publique.

Aucune législation n'est donc nécessaire. L'immigration de quelques milliers d'étrangers ne peut pas faire de tort sérieux.

La proportion des étrangers en Angleterre est de 5,8 par 1,000 ; or, elle est de 8,8 en Allemagne, de 17,2 en Autriche, 29,7 en France et 14,7 par 1,000 en Amérique.

Les immigrants apportent en Angleterre des industries qui n'y existent pas ; il n'y a donc pas de concurrence sérieuse aux industries nationales. Il s'agit surtout de la manufacture des cigares, des cigarettes et des effets à bon marché.

Nos exportations de vêtements à bon marché ont augmenté de 62 0/0 pendant ces dernières années. Il n'y a donc aucun argument plausible pour demander à la Chambre des communes une législation qui est en contradiction avec toutes nos traditions. Une pareille législation amènerait des représailles de la part des nations étrangères contre nos nationaux. Et puis, quel fonctionnaire de nos ports pourrait prouver qu'un immigrant étranger deviendrait un danger public ? Ce serait donner à ce fonctionnaire un pouvoir exorbitant.

Enfin, en ce qui concerne le fait de personnes atteintes de maladies contagieuses, voudra-t-on les laisser à bord et mettre ainsi tout un équipage en danger ?

Pour toutes ces raisons, lord Rosebery n'admet pas la première partie du bill relative aux immigrants anarchistes. Si l'Angleterre était en guerre avec une puissance étrangère, ou s'il y avait un état d'insurrection, on pourrait déroger aux traditions et faire revivre les mesures appliquées aux étrangers par Pitt en 1793, mais il n'y a aujourd'hui aucune raison de ce genre.

Lord Salisbury a fait, lors de la 1^{re} lecture, des déclarations regrettables qui ont été presque unanimement approuvées à l'étranger.

La presse hostile à l'Angleterre s'est emparée avec joie des affirmations d'un ancien premier Ministre qui venait dire que notre pays était le seul où se préparaient les attentats anarchistes.

Je déclare formellement qu'aucun des attentats récents contre des Gouvernements étrangers n'a été préparé en Angleterre depuis que le Gouverne-

ment actuel est au pouvoir. Il n'y a pas l'ombre de preuve que l'assassinat du Président Carnot ait été projeté chez nous.

Sans doute ces individus viennent ici lorsqu'ils méditent des attentats, mais ils sont sous la surveillance de la police, et si on les expulsait, cela leur donnerait une facilité plus grande pour mettre leurs projets à exécution. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous n'avons reçu aucune plainte contre l'inefficacité de nos mesures de police.

Des mesures d'expulsion avaient été adoptées en 1848 et en 1882, mais elles n'ont jamais été appliquées. Pourquoi vient-on, à une époque de tranquillité profonde, nous demander d'abandonner notre manière de faire qui a si bien réussi et de voter des mesures adoptées trois fois seulement dans ces cinquante dernières années et qui n'ont jamais été appliquées ?

Quand lord Palmerston a proposé son bill contre les conspirations, il a condamné énergiquement toute législation qui donnerait au Gouvernement un pouvoir arbitraire contre les étrangers. Or, à cette époque, on conspirait réellement en Angleterre contre des souverains étrangers. À notre époque, il n'en est plus de même, et la population est plus que jamais hostile à toute restriction du droit d'asile.

Le Gouvernement actuel n'a aucune sympathie pour les auteurs des attentats anarchistes. Il est prêt de tout cœur à entrer en communication avec les autres Gouvernements au sujet des meilleures méthodes à suivre à l'égard des auteurs des attentats. Mais ce n'est pas une raison pour nous lancer dans une voie nouvelle incompatible avec les traditions et qui est regardée avec défaveur.

Si le Gouvernement est armé d'un pouvoir discrétionnaire d'expulsion, les puissances le harcèleront en lui demandant de tous côtés l'expulsion d'individus qu'elles considèrent comme dangereux. Je sais qu'il y a un Gouvernement qui estime que certains journaux publiés à Londres contiennent des excitations à commettre des crimes sur son territoire. Si le bill passait, lord Kimberley aurait à lancer des mandats d'expulsion contre toutes les personnes en rapport avec ces journaux, ou bien il aurait des difficultés avec les Gouvernements qui réclameraient des expulsions.

Si cette loi avait été en vigueur en 1848 et en 1860, l'Angleterre aurait été obligée d'expulser Mazzini, et un Ministre des Affaires étrangères qui aurait accédé à une demande pareille aurait été brisé par la Chambre des communes qui aurait envoyé elle-même un refus catégorique. Ainsi un Gouvernement serait tombé en Angleterre, ou bien la perturbation aurait été jetée dans nos relations extérieures.

Lord Salisbury réplique. Il maintient l'affirmation qu'il a émise, suivant laquelle les attentats anarchistes sont, dans une large proportion, préparés en Angleterre, et sont des attentats d'autant plus odieux que, comme dans ceux du Liceo à Barcelone et de l'hôtel Terminus à Paris, ils frappent des personnes innocentes. Le pays doit rompre avec ses traditions et ses convenances particulières. Il faut que nos amis et nos alliés sachent définitivement que l'Angleterre n'a aucune part dans ces attentats.

Questions diverses.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 16 août*). — Sir E. Grey annonce qu'il n'a pas encore reçu le texte du traité franco-congolais tel qu'il a été signé.

Aussitôt qu'il sera reçu, il sera soumis au Parlement.

Sir E. Grey expose les grandes lignes du traité et ajoute que le Gouvernement anglais a été informé de cet arrangement entre la France et le roi des Belges et ne s'y est pas opposé ; mais le Gouvernement n'a été en aucune façon associé à cet arrangement.

Le territoire qui s'étend au nord de Lado et dans le versant occidental du bassin du Nil reste dans la sphère d'influence britannique et est sujet aux

droits de la Turquie et de l'Egypte comme il l'était avant que l'entente avec le roi des Belges eût été signée.

Lord Dufferin est retourné à Paris pour continuer avec M. Hanotaux la discussion, laquelle, espérons-nous, amènera la solution des difficultés pendantes entre les deux pays.

Sir E. Grey déclare encore que, d'après le traité avec le Japon, la juridiction extraterritoriale cessera éventuellement, mais pas avant cinq ans, et alors seulement certains avantages pour les intérêts britanniques étant donnés en retour, on établira une augmentation des droits sur les entrées.

Le tarif peut entrer en vigueur un mois après la ratification du traité ; mais pratiquement, il ne peut pas être appliqué aux nationaux britanniques, à moins que les nationaux des autres pays n'y soient sujets, et cela ne sera pas tant que le Japon n'aura pas conclu de traité semblable avec les autres pays.

M. Talbot demande si l'attention du Gouvernement a été appelée sur un article d'un journal de Paris disant que l'Angleterre seule se refuse à prendre des mesures contre l'anarchie, continuant à croire que tout était calme.

M. Asquith répond que cet article n'est que la déclaration d'un journaliste irresponsable. Aucune plainte n'a été adressée à l'Angleterre par un Gouvernement étranger au sujet de cette question. Du reste, la déclaration du journal dont il s'agit est sans fondement. Les mesures prises par l'Angleterre sont au moins aussi efficaces que celles adoptées à l'étranger. La question a été complètement vidée par lord Rosebery le 17 juillet dans la Chambre des pairs, et nous pensons que la loi actuelle est suffisante pour notre protection et l'accomplissement de nos devoirs internationaux.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 17 août*). — La Chambre discute le budget des dépenses du Foreign Office.

M. Lowter pose différentes questions.

Faisant allusion au *Livre bleu* au sujet du Siam, il dit que, d'après ce livre, l'état de choses est peu satisfaisant. Le Siam a non seulement perdu une portion de son territoire, mais il a dû payer en outre une forte indemnité.

L'orateur parle ensuite de l'anarchie.

Il serait, dit-il, désirable d'obtenir quelques informations concernant les lois en vigueur dans les pays étrangers contre les anarchistes.

Enfin M. Lowter parle du traité franco-congolais. Il dit que la sphère de l'influence anglaise a été reconnue en 1890 par l'Allemagne, l'Italie et l'Etat du Congo, et il est difficile de concevoir qu'une puissance amie envoie une force armée dans cette région. La question de l'occupation effective de la région est sur le tapis. Il serait nécessaire d'établir les droits de l'Angleterre

Sir Ed. Grey répond.

En ce qui concerne les anarchistes, il tâchera de présenter un rapport relativement aux lois en vigueur contre les anarchistes dans les pays étrangers.

Quant au Siam, le *Livre bleu* met les faits au clair et démontre que le Gouvernement a toujours déclaré que les intérêts anglais exigeaient le maintien de l'indépendance et de l'intégrité du Siam. Si la situation se compliquait, l'Angleterre poursuivrait une politique différente de celle du passé.

En ce qui concerne ce qui se passe au Congo, sir Edward Grey dit que le

Gouvernement anglais désire que chaque pays, dans sa sphère d'influence, ne soit pas molesté, afin de pouvoir développer son commerce.

Si quelques questions restaient pendantes entre la France et l'Angleterre, il pourraient en résulter des expéditions coûteuses ; une situation embarrassee serait à charge aux deux pays et il ne faudrait pas méconnaître le danger qui pourrait en résulter.

L'orateur conclut en disant qu'au point où en sont les négociations, il y a bon espoir de voir une solution satisfaisante intervenir entre les deux pays. Il ne faut de part et d'autre qu'un peu de bonne volonté et des concessions réciproques.

Le budget des dépenses du Foreign-Office est adopté.

— La session du Parlement a été close, le 25 août, par le message suivant :

Mylords et Messieurs,

C'est pour moi une douce satisfaction que d'être en état de vous relever de vos fonctions à la fin d'une session qui n'a guère été qu'une prolongation de la session précédente, et je constate avec plaisir que vos travaux, s'ils ont été fatigants, ont aussi été fructueux.

Je suis sûre que vous partagerez la joie avec laquelle nous avons, mon peuple et moi, salué la naissance d'un héritier du trône dans la troisième génération, événement non seulement heureux, mais, de plus, sans précédent dans l'histoire de ce pays.

Politique extérieure : Afrique, Siam, etc.

Mes relations avec les puissances étrangères sont toujours amicales et pacifiques ; mais il y a lieu de regretter que différentes questions soulevées relativement à l'Afrique entre mon Gouvernement et celui de la République française ne soient pas encore résolues. Je désire qu'elles soient réglées sans aucun retard inutile, et j'ai entamé d'amicales négociations dans ce but.

Je continue de consacrer une très sérieuse attention aux affaires du Siam. La prospérité de ce royaume, où les intérêts du commerce britannique sont si prépondérants, ne peut laisser mon Gouvernement indifférent. Je suis convaincu que le règlement définitif des questions résultant du récent traité conclu entre la France et le Siam ne saurait être ajourné beaucoup plus longtemps, et, en attendant, j'ai chargé des commissaires de fixer sur les lieux mêmes, de concert avec les commissaires français, les limites qu'il sera convenable de donner à une région neutre dans le voisinage du Mékong, qui séparera mes possessions de celles de la République française.

J'ai pris, de concert avec le président des États-Unis, des mesures pour mettre à exécution le jugement du Tribunal arbitral chargé de se prononcer concernant la question relative à la pêche des phoques dans la mer de Behring, et j'ai sanctionné un acte du Parlement à cet effet.

Un acte similaire a été adopté par le Congrès des Etats-Unis. Les Gouvernements des deux pays se sont aussi mis en rapport avec les principales puissances étrangères, en vue d'obtenir leur adhésion aux prescriptions fixées par le jugement arbitral.

J'ai le regret de constater que la guerre a éclaté entre les empires de la Chine et du Japon. Après avoir fait, de concert avec la Russie et les autres puissances, des efforts pour prévenir les hostilités, j'ai pris des mesures pour observer une stricte neutralité entre les parties belligérantes.

J'ai conclu un traité avec l'empereur du Japon pour réglementer les relations commerciales entre ce pays et le Royaume-Uni.

Une conférence a eu lieu à Ottawa, au mois de juin dernier. A cette confé-

rence ont assisté les représentants du Gouvernement impérial, du Dominion du Canada, de la colonie du Cap et des colonies australiennes. L'objet de la conférence a été de discuter les questions des tarifs internationaux et des moyens de communication.

J'ai appris avec satisfaction que les délibérations de cette conférence ont revêtu un caractère de nature à fortifier l'union des colonies qui y ont pris part.

Législation intérieure.

Messieurs de la Chambre des communes,

Je vous remercie d'avoir si libéralement pourvu aux besoins des services publics. Je déplore la nécessité d'avoir eu à augmenter le poids des impôts, mais il était devenu indispensable, pour la sécurité de mon empire, d'accroître mes forces navales.

J'ai confiance que les changements que vous avez introduits dans le système fiscal du pays et auxquels vous avez été obligés de consacrer la plus grande partie de cette session, auront pour résultat de considérablement alléger cette partie des impôts qui pèse sur les classes peu fortunées de la population, et contribueront au contentement et à la prospérité de la nation en général.

Mylords et Messieurs,

La tranquillité générale de l'Irlande a été maintenue à un degré remarquable ; mais il subsiste encore quelques difficultés sociales et administratives auxquelles mon Gouvernement continue de consacrer la plus sérieuse attention.

J'ai sanctionné avec empressement les lois que vous avez été en état d'examiner et d'adopter en dépit de la brièveté de la session.

La mesure prise relativement au Gouvernement local de l'Ecosse aura, je n'en doute pas, pour effet de réorganiser ce système administratif sur une base plus populaire et plus efficace.

Vous avez aussi adopté une utile mesure en vue de répartir plus convenablement les impôts perçus par plusieurs autorités locales de Londres. Un grand nombre de lois d'une grande importance ont encore été adoptées, et je mentionnerai en particulier celle qui a pour but de modifier la loi concernant les tarifs des chemins de fer et celle qui a pour effet de réglementer plus convenablement les sociétés de construction.

En prenant congé de vous, je prie la Providence de bénir tous vos travaux.

— On lit dans le *Standard* du 28 août 1894 :

Les devoirs des neutres.

M. T. Gibson Bowles, M. P., ayant écrit à sir Edward Grey pour lui dire qu'on devrait faire un exposé (*statement*) officiel des devoirs imposés aux neutres par la guerre entre la Chine et le Japon, a reçu la réponse suivante :

Foreign-Office, 15 août 1894.

Monsieur,

Je suis chargé par le comte de Kimberley d'accuser réception de votre lettre à sir Edward Grey, du 6 courant, contenant certaines demandes particulières quant aux droits des belligérants au regard des négociants neutres durant le présent état de guerre entre la Chine et le Japon. J'ai à vous informer, en réponse, que faire un exposé officiel tel que vous le demandez serait s'écarte de la ligne de conduite suivie par ce département dans les guerres antérieures. En temps de guerre, les transactions commerciales doivent être menées sous la responsabilité des intéressés qui peuvent, s'il est nécessaire, obtenir tel avis légal qu'il leur paraîtrait prudent de demander

dans quelque cas important ; et Lord Kimberley ne considère pas qu'il agirait dans l'intérêt public en essayant de poser quelques règles relativement aux questions posées hypothétiquement dans votre lettre. C'est pourquoi Sa Seigneurie regrette de ne pouvoir répondre à vos désirs dans cette occasion.

Je suis, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur.

Francis BERTIE.

— Le 16 août, a été publié un *Livre bleu sur les AFFAIRES DE SIAM* contenant la correspondance officielle échangée entre la France et l'Angleterre au sujet du Siam, entre le 10 juillet 1887 et le 25 avril dernier. C'est un volume de 225 pages où figurent 411 dépêches.

Il débute par un exposé historique de la question, rappelant que, le 13 juillet 1884, M. Waddington proposait déjà formellement à lord Salisbury le Mékong comme frontière des possessions françaises de la Cochinchine et la neutralisation du Siam.

Le gouvernement anglais demande qu'avant de discuter sur la neutralisation du Siam, la frontière entre la Cochinchine et le Siam soit définitivement établie.

Le 16 février 1892, nouvelle proposition française demandant que le Mékong sépare le Siam des possessions françaises.

Cette fois, l'Angleterre demande des explications, traîne en longueur. Elle négocie avec la Chine et, finalement, le Foreign-Office répond qu'il est doux, dans les circonstances actuelles, qu'un arrangement entre la France et l'Angleterre soit désirable.

Événements de 1893. — Les documents suivants font l'historique des événements de 1893 au Siam :

M. Waddington, écrivant à lord Rosebery le 30 avril 1893, lui raconte un entretien qu'il avait eu avec lord Salisbury le 4 avril 1882.

L'ambassadeur de France avait proposé à ce dernier de réserver au Siam les territoires au sud de la frontière chinoise, entre la rivière Salouen et le Mékong et la rivière Stanhou de l'autre côté.

« Ces premiers pourparlers, écrit M. Waddington, n'ayant pas abouti, les négociations ne furent sérieusement reprises que le 16 février 1892, et alors je proposai pour la première fois formellement à lord Salisbury de prendre pour limite de nos zones respectives d'influence le cours même du Mékong, qui coupe en deux les territoires qu'il était question d'attribuer d'une façon générale au Siam.

« Le 16 mai 1892, continue M. Waddington, j'eus une nouvelle conversation avec votre prédécesseur sur le même sujet. Il me dit qu'il était personnellement favorable à l'adoption de la ligne du Mékong, mais qu'il attendait le rapport du ministre des Indes à ce sujet, disant : « Comme nous sommes encore loin du Mékong, mon collègue des Indes ne regarde pas probablement la question comme bien urgente. »

Cette déclaration de lord Salisbury est à retenir.

Depuis, le Foreign-Office a négocié avec la Chine de manière à s'emparer du haut Mékong et à opposer un fait accompli aux négociations à venir avec la France.

A mesure qu'on avance dans la lecture du Livre bleu et que les événements du Siam se développent, on voit avec quel soin jaloux et attentif lord Rosebery suit chaque mouvement de l'opinion publique en France. Lord Dufferin renseigne le ministre pour ainsi dire jour par jour ; il lui adresse des extraits du *Temps* et du *Matin*.

Les entrevues du baron d'Estournelles avec lord Rosebery se multiplient. Ce dernier déclare qu'il fait tous ses efforts pour ne pas se laisser entraîner

dans la question, mais que les intérêts au Siam sont tels, que l'Angleterre pourrait bien, malgré elle, être obligée de s'en mêler.

Au moment du blocus de la rivière du Ménam, la situation devient très difficile. Lord Dufferin, qui avait été absent de Paris pendant quelques semaines, entre en jeu pour négocier au sujet de l'Etat-tampon.

Le 7 septembre, il voit M. Develle, qui ne semble pas trop pressé de conclure cet arrangement.

Le 3 octobre, M. Develle se déclare prêt à négocier. Les négociations s'engagent et sont poursuivies à Paris par deux délégués français et deux anglais, qui signent un protocole, le 25 novembre, établissant qu'il faut faire procéder à une enquête sur place par des agents techniques des deux pays.

Un second protocole est signé, le même jour, entre lord Dufferin et M. Develle, pour établir les conditions et le but de cette enquête.

Le Livre bleu se termine par des documents relatifs au procès de Phrayot et à l'évacuation de Chantaboum.

Evacuation de Chantaboum. — A propos de cette dernière question, lord Dufferin écrit, le 9 novembre, à lord Rosebery que M. Develle lui a promis de faire télégraphier à M. Pavie, l'agent français à Bangkok, en vue de fixer, si possible, la date de l'évacuation qu'il imagine devoir être prochaine.

Le 12 octobre dernier, les termes du traité franco-siameux sont communiqués à lord Rosebery par le capitaine Jones, agent britannique à Bangkok. L'article 6 de cet arrangement stipule que « le gouvernement français continuera à occuper Chantaboum jusqu'à l'exécution des prescriptions du présent arrangement et plus particulièrement jusqu'à l'évacuation complète, et aussi la pacification de la rive gauche du Mékong et des zones désignées dans l'article 3 du traité ». Cet article 3 porte que « le gouvernement siamois ne construira ni station fortifiée, ni établissement militaire dans les provinces de Battambang et de Siem-Reap, non plus que dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong ».

Lord Rosebery et sir Edward Grey, son représentant à la Chambre des communes, déclarent au Parlement anglais, en avril dernier, que le gouvernement français a promis d'évacuer Chantaboum aussitôt que le jugement sera rendu dans l'affaire de l'assassinat de l'inspecteur Groscurin. Aussitôt après ces déclarations, M. d'Estournelles se rend chez le comte de Kimberley, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, et lui expose que M. Casimir-Perier croit avoir discerné quelque malentendu, de la part des ministres britanniques, en ce qui concerne l'évacuation, laquelle dépend de l'accomplissement de toutes les stipulations du traité, conformément à l'article 6 de cet instrument.

Lord Kimberley, en communiquant à lord Dufferin la teneur de ce message de M. d'Estournelles, ajoute : « J'ai répondu que je prenais note de cette communication et que j'examinerai ce qui s'est passé à ce sujet entre les gouvernements anglais et français. »

HONDURAS

Message de M. Policarpo Bonilla, président provisoire de la République de Honduras, lu à l'ouverture de l'Assemblée Nationale Constituante, le 11 juillet 1894.

Messieurs les Députés,

Vous vous êtes réunis ici pour consolider l'œuvre de la Révolution que le peuple de Honduras a faite au prix de torrents de sang et de nombreux sacrifices.

Vous avez été appelés à réorganiser le pays en lui donnant entre autres la loi qui doit servir de fondement à ses institutions.

Votre tâche est difficile, car la nouvelle constitution de Honduras doit résumer les aspirations d'un peuple qui, pour s'assurer la liberté, la paix, la tranquillité et le progrès de la patrie, n'hésite pas à sacrifier sa vie sur l'échafaud, sur les champs de bataille, à renoncer aux intérêts personnels et à abandonner famille et foyer.

C'est en vos mains qu'est remis le sort du peuple qui a tant souffert; mais il est certain que, en vrais représentants de la majorité du peuple de Honduras et imbus comme vous l'êtes des idées révolutionnaires, vous saurez donner une forme concrète à ces dernières pour les faire exécuter par le pouvoir public.

Pour cette raison, je considère comme ma plus grande satisfaction la gloire qui m'est dévolue aujourd'hui : l'honneur de remettre en vos mains le pouvoir discrétionnaire que la Révolution m'a confié. Je le fais avec la satisfaction intime de n'avoir usé de ce pouvoir qu'en tant que c'était nécessaire pour la réorganisation provisoire du pays qui, heureusement, jouit de la plus parfaite tranquillité depuis le premier jour où sa victoire a été décidée.

Un message spécial avec l'extension que comporte le sujet, vous rendra compte de l'usage que le gouvernement provisoire a fait des pouvoirs exceptionnels dont il avait été revêtu; il exposera en même temps la situation dans laquelle se trouvait alors et se trouve aujourd'hui le pays. Pour le moment, je me borne à vous assurer que je crois avoir fidèlement accompli le programme liberal de la Révolution qui, faute d'une constitution, était le régulateur de ma conduite et jamais, dans l'état normal de la République, sous le régime des administrations passées qu'on appelait régime constitutionnel, les citoyens n'ont joui de tant de garanties que sous la dictature révolutionnaire du gouvernement actuel.

Je ne m'attribue pas le mérite de cette conduite. Elle est le fruit de la collaboration intelligente et active de mon cabinet, formé par les hommes les plus remarquables de la Révolution; elle est due à tous les fonctionnaires qui ont su répondre aux espérances de la nation placées en eux, et en général à tous les patriotes qui ont consolidé l'œuvre par leur vigilance. Quand même j'aurais voulu procéder autrement, cela m'eût été impossible, car toute contradiction avec les promesses de la Révolution m'aurait obligé à abandonner l'exercice du pouvoir.

A l'heure qu'il est, la représentation de la souveraineté nationale repose sur vous et c'est à vous qu'il appartient de décider si vous garderez entièrement ou si vous réorganiserez le pouvoir exécutif dans la forme et avec le personnel que vous estimerez utiles à adopter. Toutes les peines, toutes les fatigues et tous les efforts du peuple hondurien seront suffisamment récompensés si, pour terminer des luttes de tant d'années, votre patriotisme réussit à assurer, par les nouvelles lois fondamentales, la paix, la liberté et le progrès dont nous avons tant besoin et s'il évite aussi bien les utopies irréalisables que les théories de gouvernement fort qui ont été tant prônées dans l'Amérique latine.

Pour le succès de cette tâche, je crois avoir contribué par tous mes efforts et mes souffrances personnelles pendant la révolution que j'ai l'honneur de diriger. Ce serait pour moi un honneur sans égal de voir mes actes approuvés par l'Assemblée la plus libre et la plus indépendante qui se soit jamais réunie en Honduras.

Je vous souhaite le meilleur succès dans vos travaux et je vous atteste que vous trouverez toujours en moi le plus respectueux des citoyens.

P. BONILLA.

MEXIQUE

Le Ministère des Affaires étrangères a, le 9 mai 1894, envoyé à ses agents à l'étranger la circulaire suivante au sujet de la question monétaire :

Monsieur le Ministre,

Le gouvernement mexicain a vu gravement compromise sa situation économique à la suite de la dépréciation du métal blanc et par les fluctuations continues du prix de ce dernier par rapport à celui de l'or.

Notre pays a dû s'en ressentir, car il est producteur du métal blanc qu'il exporte comme marchandise et dont il fabrique sa principale monnaie, objet à son tour d'une exportation considérable. C'est pour cette raison que le gouvernement cherche un remède aux maux produits par ce déséquilibre des valeurs dans le monde commercial et particulièrement dans notre pays, pour lequel il constitue le plus grave des problèmes économiques.

Sans prétention d'influer dans la politique des puissances commerciales appelées à résoudre les problèmes que cette situation comporte, nous avons attendu la solution qui pourrait se produire et observant récemment que les Etats-Unis paraissent l'avoir prise à leur charge en ce qui les concerne individuellement, nous suivons ces efforts et en attendant le résultat avec une véritable anxiété. Ce résultat a été pour le moment l'ajournement indéfini des mesures qui pourraient favoriser l'argent-métal, politique semblable à celle qui a prévalu en Europe.

Dans de pareilles circonstances, notre gouvernement a cru qu'il ne serait ni inopportun, ni présomptueux que le Mexique, qui est aujourd'hui peut-être le premier producteur d'argent, convoquât, à cause de la récente baisse de ce métal aux Etats-Unis, les Républiques de l'Amérique où se produit en la plus grande quantité le métal blanc et où il s'emploie comme moyen de circulation, et aussi quelques nations de l'Asie où le métal blanc sert de base d'opérations commerciales, à une conférence internationale qui se réunira dans cette ville tant que ne changeront pas les circonstances actuelles. Le gouvernement commencera à la date déterminée à envoyer l'invitation formelle aux gouvernements qui auront accepté l'avis présent. Il ne pourra mettre à exécution son projet avant les derniers mois de l'année courante.

La conférence aura pour objet de chercher et de proposer les moyens les plus aptes à augmenter la valeur de l'argent par rapport à l'or, et pour donner surtout à la valeur en question la plus grande stabilité possible ainsi que se concerter, si c'est nécessaire, sur les moyens de production qu'exigent les intérêts communs des nations qui coopéreront à la conférence en ce qui concerne leur commerce extérieur et l'approvisionnement de leur marchés, intérêts qui sont menacés par l'attitude des autres pays à l'égard du métal blanc.

La conférence en question sera purement consultative, de sorte que ses résolutions seront soumises à la ratification des gouvernements respectifs, chacun d'eux ayant la faculté de les accepter ou de les repousser. Les accords se feront par majorité des suffrages, la délégation de chaque pays ayant une voix quel que soit le nombre de la population représentée.

Le gouvernement mexicain, par le fait que la convocation est partie de lui, se croira obligé de présenter un projet; cependant, il désire que tous les gouvernements qui auront arrêté leurs idées antérieurement sur les questions indiquées fassent en sorte que leurs délégués présentent ces vues à la conférence sous forme de projet écrit, afin que chaque projet à son tour puisse être amplement discuté.

Le ministre du Mexique à Washington a distribué récemment aux Etats-Unis une note ayant le même objet parmi les ministres et les consuls généraux des nations asiatiques et américaines représentées dans ce pays. Mais comme on a argué que l'on avait reçu des instructions insuffisantes à ce sujet et, de plus, que le délai fixé pour la convocation de la conférence est trop court, le Président de la République a consenti à ce que cette circulaire soit envoyée à Votre Excellence comme j'ai l'honneur de le faire.

Je vous prie de me répondre si votre gouvernement sera disposé à envoyer

un ou plusieurs délégués à la conférence en question dans le cas où vous recevrez l'invitation de nous faire représenter.

Je profite de l'occasion, etc.

Signé : IGNACIO MARISCAL.

SALVADOR

Manifeste du président provisoire au peuple de la République de Salvador.

Depuis que la plus noire des trahisons dont les annales de l'histoire de l'Amérique fassent mention s'est installée au pouvoir suprême de notre République dans la malheureuse nuit du 22 juin 1890 et depuis que les efforts patriotiques des généraux Funes, Villavicencio et Rivas, pour rétablir la légalité, ont été écrasés, la République est tombée sous le plus dégradant et le plus honteux despotisme, exercé, comme vous le savez bien, par les deux frères Ezeta qui, dans une heure de malheur, sont nés sur le sol salvadorien.

Durant quatre ans, les fusillades clandestines, les bastonnades, les tortures, les emprisonnements arbitraires, toutes sortes de vexations, le scandaleux vol des rentes nationales, les exactions les plus arbitraires et les plus violentes de la propriété particulière, l'ivrognerie, la débauche et tous les genres de vice et d'immodestie se sont donné libre cours dans la politique, voulant humilier et corrompre notre chère patrie qui supportait le mal, parce qu'elle ne désespérait point de voir arriver un jour la délivrance, impatiemment attendue.

Il est arrivé enfin ; un petit nombre de patriotes me firent l'honneur de me prendre comme chef et c'est ainsi que commença à Sainte-Anne, comme vous le savez, le 29 avril, la plus glorieuse des révoltes que jamais l'histoire de notre patrie ait enregistrée. Après trente-six jours de combats continus avec les armées du despote, nous finissons par vaincre, grâce aux efforts inouïs de vaillantes et nombreuses troupes que le patriotisme avait levées et dont je m'honore d'avoir été le chef. C'est à ces troupes et ensuite à l'armée libératrice, formée principalement à l'Occident et au centre de la République, que nous devons la restauration de nos droits et de nos libertés et, à ce propos, j'ai le plaisir tout particulier de manifester à tous, chefs héroïques, officiers et soldats, l'admiration et la gratitude que leur doit le pays tout entier pour leur courage, leur abnégation, le patriotisme avec lequel ils ont su renverser le règne de la honte et de l'ignominie, ce monstre à deux têtes qui s'appelle : Despotisme Ezeta.

Gloire éternelle à l'armée de délivrance !

Depuis le commencement de cette violente et sanglante lutte pour la liberté, l'armée et les peuples soulevés m'ont honoré en me proclamant Président provisoire de la République. J'ai accepté cette nouvelle marque d'honneur et de confiance, qui est au-dessus de mes forces ; je ne l'ai acceptée que pour donner à la révolution l'unité militaire et politique, comptant que, avec le concours de tous les bons patriotes qui m'entourent, je réussirais à mener à bonne fin la tâche sur les deux terrains.

Les faits ont justifié cette attitude.

Mais, pour arriver à ce résultat, il était nécessaire que pendant la lutte armée, le gouvernement eût une plus grande latitude de pouvoir que ne la lui accorde la constitution. C'était nécessaire tant pour amener des ressources pécuniaires que pour populariser la révolution, pour animer le patriotisme et les aspirations légitimes des combattants de la liberté.

C'est à cet effet qu'il a tenu à assumer, dans ces jours, un caractère dictatorial, en édictant des décrets dont quelques-uns ne se trouvent pas dans la sphère des pouvoirs circonscrits par la loi fondamentale du droit d'insurrection, mais ils émanaient de la loi de nécessité quand il s'agit de reconquérir

les intérêts les plus chers à l'humanité. Cependant, cette faculté dictatoriale, il ne l'a pas voulu exercer d'une manière absolue et sans que les lois fussent données *ad referendum*, quitte à les soumettre à la future approbation du Corps Législatif.

La partie militaire de la révolution étant terminée, la paix est survenue, et comme il n'y avait plus aucune raison qui justifiât le maintien de la dictature, la constitution et les lois secondaires sont et seront, durant mon administration, la règle de mes actes, jusqu'au moment où viendra me remplacer le citoyen que le peuple convoqué va élire librement son suprême mandataire, à l'époque légale.

En attendant, citoyens, liberté, ordre et légalité sont les principes que vous garantit votre président provisoire.

RAFAEL A GUTIERREZ.

San Salvador, juin 1894.

SUISSE

Dans le courant de septembre, M. E. Suter, ingénieur civil à Zurich, a présenté, au Conseil fédéral, une pétition couverte de 27,577 signatures réclamant des mesures énergiques contre les anarchistes.

En accusant réception de cette adresse, le Conseil fédéral fait remarquer qu'il continuera, comme par le passé, à ne tolérer aucune action qui soit de nature à troubler la paix intérieure ou les bonnes relations avec les Etats voisins et qu'il procédera contre les coupables à une application rigoureuse des lois existantes.

Par note du 25 mars écoulé, le gouvernement du grand-duché de Luxembourg a déclaré adhérer à la convention conclue, le 13 juin 1893, entre la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et les Pays-Bas en ce qui concerne les objets exclus du transport ou qui n'y sont admis qu'exceptionnellement.

L'article XVIII, lettre *m*, du règlement d'exécution de la convention postale universelle, traitant des bulletins de commande de librairie, était jusqu'ici conçu comme suit :

« Il est permis :

« *m.* Dans les bulletins de commande de librairie (imprimés et ouverts, ayant pour objet la commande de livres, journaux, gravures, pièces de musique), d'indiquer à la main au verso les ouvrages demandés ou offerts et de biffer ou de souligner au recto tout ou partie des communications imprimées. »

En application du mode de procéder prescrit par l'article 39 de ce règlement d'exécution, les administrations des postes des Etats faisant partie de l'union postale universelle ont décidé de biffer les mots : *au recto*. Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} juin.

Par note du 19 mars écoulé, l'ambassade de France à Berne a informé le Conseil fédéral que la colonie britannique de l'Australie occidentale avait adhéré à l'union télégraphique internationale à partir du 1^{er} janvier 1894.

TUNISIE

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a, le 5 juillet 1894, présenté au Président de la République le rapport annuel sur la situation de la Tunisie pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1893. Nous en extrayons les passages les plus importants :

La tranquillité n'a cessé de régner dans la Régence. Les relations entre S. A. le Bey et la Résidence générale, entre les autorités et la population tunisiennes d'une part, les autorités et la colonie françaises de l'autre, ont été excellentes.

Cette situation témoigne à nouveau de l'efficacité des institutions du Protectorat. Il convient, pour l'apprécier à sa juste valeur, de rappeler qu'à une série de bonnes années viennent de succéder en 1892 et en 1893 deux récoltes très défectueuses dont le contre-coup ne pouvait manquer d'être profondément ressentî dans un pays essentiellement agricole.

Non seulement l'ordre matériel n'a pas été troublé, mais il a été possible, grâce à une bonne gestion financière, de poursuivre les dégrèvements, de diminuer notamment l'impôt de capitulation, dit « medjba », de venir en aide par des mesures appropriées aux besoins les plus pressants des populations agricoles indigènes éprouvées par les mauvaises récoltes, sans compromettre l'équilibre du budget.

Fidèle au programme qu'il s'était tracé, le Gouvernement du Protectorat a continué, en 1893, de consacrer tous ses soins et toute son activité à l'amélioration de la situation économique du pays et au développement de sa richesse productive. A cet effet, les dépenses administratives étant réduites au strict minimum, un ensemble de mesures d'ordre financier et administratif ont été prises pour multiplier les voies de communication et doter la Régence des moyens de transport qui lui font défaut actuellement.

Le crédit consacré aux routes a été augmenté, tandis que les réserves provenant des excédents budgétaires antérieurs et des produits de la conversion de la dette ont été affectées, pour la majeure partie, à la construction d'un important réseau de chemins de fer.

Il était indispensable d'autre part, de pourvoir aux aménagements du port de Tunis, à la construction des ports de Sousse et de Sfax. Pour effectuer ces travaux dont l'importance dépassait les ressources restées à la disposition du Gouvernement tunisien, il a été fait appel, comme on le verra plus loin au chapitre consacré aux travaux publics, aux capitaux et aux entrepreneurs français, dans des conditions qui ne grèveront pas sensiblement le budget beylical.

Dotée d'un réseau de chemins de fer, en possession des ports de Tunis et de Bizerte qui sont en achèvement, et de ceux de Sousse et de Sfax qui vont être entrepris, la Tunisie disposera de l'outillage économique et industriel nécessaire à l'exploitation de ses ressources naturelles et au développement de la colonisation.

Les écoles sont de plus en plus fréquentées et le nombre des indigènes qui s'y rendent augmente sensiblement. Les programmes ont été remaniés en 1893, de façon à assurer la diffusion de notre langue et à répandre plus largement les connaissances pratiques et agricoles qui permettront aux indigènes de participer utilement à la vie économique de la Régence.

La conférence consultative, les chambres de commerce, la chambre d'agriculture ont continué de prêter à l'administration du Protectorat leur utile concours, et l'harmonie la plus complète a régné entre les corps élus de la colonie et les autorités françaises.

Ainsi que l'indiquait le rapport de 1892, la Commission instituée par le Gouvernement tunisien pour étudier les moyens d'introduire dans la Régence notre système de poids et mesures avait eu recours aux bons offices du Conservatoire national des arts et métiers pour déterminer l'équivalence des poids et mesures actuellement en vigueur en Tunisie avec ceux du système métrique. Ce travail préparatoire ayant été achevé au mois de décembre der-

nier par le bureau des prototypes du Conservatoire des arts et métiers, la Commission, qui avait dû s'ajourner momentanément, a repris immédiatement ses opérations, et l'élaboration du projet définitif est actuellement presque terminée.

Dans le courant de l'année 1893, soixantequinze marques ont été enregistrées en vue de bénéficier des dispositions de l'acte international de Madrid du 14 août 1891 ; dix-sept ont réclamé le bénéfice restreint de la protection territoriale prévu par le décret du 25 octobre 1892.

Le Gouvernement tunisien a reçu vingt-trois demandes en délivrance de brevets : il a été statué sur dix-neuf d'entre elles, les autres demandes sont en instance.

Une commission de voirie a été instituée à Sidi bou Said.

Des travaux de voirie ont été effectués sur divers points de la régence, notamment à Kairouan, à Souk-el-Arba, à Monastir.

Comme les années précédentes, une vive impulsion a été donnée à l'exécution des travaux municipaux concédés : des égouts ont été construits à Bizerte, à Monastir, à Sidi bou Said, à Zaghouan.

Le marché couvert de Sousse a été achevé ; des abattoirs ont été édifiés à Gafsa, Ksar-Medenine et Tozeur ; l'abattoir de Souk-el-Arba a été donné en adjudication ; celui de Mahdia est achevé et vient de recevoir le matériel nécessaire à son exploitation.

L'alimentation en eau potable des villes de Sousse et de Sfax, poursuivie à frais communs par l'Etat et les municipalités, a nécessité des travaux considérables qui seront achevés dans quelques mois. Au Kef, la municipalité a fait étudier un projet de captage et d'adduction des eaux du Figuier pour l'alimentation de la haute ville ; à Kairouan, la distribution intérieure des eaux de la Cherchera est terminée.

A Tunis, l'avenue du port, l'avenue de Paris ont été mises en état de viabilité ; le service des tramways a été prolongé sur les boulevards Bab Benat et Bab-Menara, entourant la ville arabe d'une ligne circulaire ininterrompue. La plantation des rues principales a été continuée, et un square créé sur la place de la Casbah. Les travaux d'établissement d'un jardin public aux portes de la ville ont été poursuivis. En même temps la municipalité affectait des crédits importants se montant à près d'un demi-million à l'exécution de la canalisation souterraine décrite dans les rapports précédents.

Le service médical des communes a été amélioré ; des mesures énergiques ont été prises par les municipalités de Bizerte, la Goulette, Monastier, Sousse et Tunis contre les épidémies.

La Direction des renseignements a répondu à 577 demandes de renseignements venues de France. Deux brochures, l'une sur l'élevage du mouton, l'autre sur la culture de l'olivier et des arbres fruitiers, ont été publiées par ses soins et sont envoyées gratuitement aux personnes qui en font la demande.

Les compagnies de chemins de fer et de navigation françaises ont accordé sur sa demande des billets à tarifs réduits à 203 immigrants venus de France.

Il a été vendu 22 lots de terres domaniales représentant 693 hectares. Les ventes sont faites au comptant avec obligation de mettre en valeur, de bâtir et de résider.

La Direction a reçu 498 nouvelles demandes de concession de terres sialines. Sur ce nombre, 20 demandes proviennent de Français et portent sur 9,349 hectares ; 4 ont été formées par des étrangers et comprennent 500 hec-

tares ; 474 émanent d'indigènes. Les concessions de terres sialines sont vendues au prix de 10 francs l'hectare avec obligation de planter dans les quatre ans en oliviers ou en autres arbres fruitiers.

D'après les indications recueillies, l'étendue totale des terres acquises par des Français en Tunisie pendant l'année 1893 s'élève à 10,674 hectares.

La Direction a entrepris la publication d'une statistique générale de la Tunisie, destinée à paraître à des intervalles déterminés.

Le premier volume de cette série contient tous les documents recueillis depuis l'origine du Protectorat jusqu'à la fin de 1892.

La récolte de céréales de 1893 n'a pas été meilleure que celle de 1892. Les pluies d'automne ayant manqué, les semaines ont été beaucoup trop tardives.

Dans une partie du nord de la Régence où la situation des indigènes était devenue particulièrement précaire, le Gouvernement tunisien s'est vu dans l'obligation de faire des avances de semences pour assurer la récolte de 1894. Il a été distribué dans ce but, sous condition de remboursement au moment de la moisson, 20,000 quintaux de blé et 10,000 quintaux d'orge dans les contrôles de Souk-el-Arba, du Kef et de Beja.

La récolte des vins a été plus abondante que celle de l'année précédente. Elle s'est élevée à 116,831 hectolitres pour le vin rouge et à 23,333 hectolitres pour le vin blanc. Le maximum de rendement a été obtenu dans un vignoble du Mornag où il a été de 78 hectol. 30 à l'hectare. Le rendement moyen a été de 31 hectolitres.

La récolte des olives a été également bonne dans son ensemble. On évalue le rendement en huile à 35,615,200 litres. L'avilissement des prix de vente a malheureusement diminué la portée de ce résultat.

Les privations, qui ont été la conséquence du manque de pâturage, ont rendu les animaux plus sensibles au froid et à la pluie quand est arrivé l'hiver. Il en est mort un grand nombre, et la statistique du 31 décembre 1893, comparée à celle du 31 décembre 1892, présente, sauf en ce qui concerne les chameaux, une diminution sur toutes les catégories de bétail. On a constaté à cette date la présence en Tunisie de 51,344 chevaux, 118,333 ânes et mullets, 203,431 bœufs, 1,073,156 moutons, 556,222 chèvres, 124,356 chameaux.

Par un décret de S. A. le Bey, en date du 7 septembre 1893, un laboratoire de vinification a été créé pour rechercher les meilleurs procédés de faire le vin, et pour mettre à la portée des viticulteurs les découvertes scientifiques les plus récentes. Un projet est à l'étude pour transformer cet établissement, à la tête duquel a été placé un bactériologue, en laboratoire de vinification et de bactériologie, qui étudierait, en même temps que les questions relatives au vin, les maladies contagieuses des animaux, et tiendrait des vaccins à la disposition des éleveurs.

Les effets de la loi du 19 juillet 1890 continuent à se faire sentir sur le commerce de la Tunisie.

Si l'on examine la marche du commerce tunisien depuis 1875, on voit qu'antérieurement à l'établissement du Protectorat, le chiffre le plus élevé que les exportations et les importations réunies aient atteint pour une année, a été de 20 millions de francs. De l'établissement du Protectorat, au vote de la loi du 19 juillet 1890, le chiffre le plus élevé qu'elles aient atteint pour une année a été de 36 millions de francs, tandis que, sous l'empire de la loi du 19 juillet 1890, elles se sont élevées à 81 millions. Les annexes C, D, E, F, G, H, I montrent que c'est la France qui a bénéficié pour la plus grande part de ces progrès et qu'elle a définitivement conquis une place tout à fait prépondérante sur les marchés de la Régence. Avant la loi du 19 juillet, sa part dans le commerce total était de 21 p. 100, elle est maintenant de 54 p. 100.

La Conférence consultative a tenu deux sessions en 1893, la première au mois de mai et la seconde au mois de novembre.

La session ordinaire d'avril avait été reportée en mai, à l'occasion des fêtes données pour l'inauguration du port de Tunis.

L'ordre du jour qui a été soumis à la Conférence dans ces deux sessions a été reproduit dans l'annexe J.

L'importante question des chemins de fer a donné lieu au mois de novembre à un nouveau débat et à de nouvelles résolutions. La Conférence a émis un avis favorable au tracé de la ligne de Tunis à Sousse, qui est indiqué au chapitre des travaux publics comme le plus économique et le plus susceptible d'offrir au début un trafic rémunérateur. La concession des ports de Tunis, Sousse et Sfax, à l'industrie privée, dans les conditions indiquées ci-après au chapitre des Travaux publics, a reçu l'approbation unanime de cette assemblée.

Les dégrèvements ou modifications à l'assiette de l'impôt, qui ont été consentis par l'Administration des finances, concernent des industries ou des branches de commerce qu'il a paru opportun d'encourager.

Ces résultats se rapportent déjà à la réforme des droits de marchés connus sous le nom de « Mahsoulats », dont l'examen d'ensemble sera prochainement achevé.

Réformes financières. — Une réforme très importante en matière financière a été réalisée par le décret du 1^{er} novembre 1893 sur le régime fiscal des mutations immobilières.

Ce décret a étendu à l'ensemble des mutations immobilières, quelles que fussent leur nature et leurs modalités, le principe de l'impôt auquel n'avaient été soumises jusqu'à présent, et dans des conditions très défectueuses, que les mutations à titre onéreux constatées par des notaires arabes. Les dispositions prises à cet effet ont été sanctionnées par des pénalités de diverse nature et par l'organisation d'un système de contrôle applicable aux dépôts d'archives et de titres publics, ainsi qu'aux officiers publics.

La quotité du droit a été abaissée, pour les mutations entre vifs, de 6 fr. 25 à 4 p. 100, et un droit fixe, établi d'après les dimensions du papier employé et variant de 0 fr. 30 à 1 fr. 20, a été substitué au droit de timbre proportionnel antérieur de 1 p. 100.

A titre transitoire, un délai de trois mois a été accordé pour effectuer, au droit réduit de 2 p. 100, le paiement des droits exigibles sur les mutations antérieures au décret, et pour faire timbrer au droit fixe les actes en expéditions établies sur papier non timbré.

Quant aux mutations par décès, qui échappaient antérieurement à toute obligation fiscale de semblable nature, le tarif applicable à partir du 1^{er} janvier a été fixé à 0 fr. 20 p. 100 pour les mutations en ligne directe et entre époux, et à 4 p. 100 pour les mutations en ligne collatérale et entre étrangers.

Le dernier rapport a mentionné diverses mesures prises, au cours de l'année 1892, en vue d'améliorer le rendement du monopole du tabac, du sel et de la poudre.

L'efficacité de ces mesures s'est traduite par un notable accroissement de recettes.

Le produit net des monopoles a été, en 1892, de 3,199,899 fr. 44, faisant ressortir, par comparaison avec les ressources que le Trésor tirait des fermages du tabac et du sel et de la vente directe des poudres, une plus-value nette de 1,313,293 fr. 71. Pour l'année 1893, cette plus-value s'est accentuée encore, les recettes brutes étant en augmentation de 132,839 fr. 10 par rapport à celles de 1892.

Impôts. — L'année 1893 a, comme celles qui l'ont précédée, été marquée par une amélioration du régime douanier.

Le décret du 18 mars 1893 a réduit le droit de sortie sur les dattes Gabès, Horra et Dégla.

A côté de ce dégrèvement, il convient de mentionner la réduction, opérée par le décret du 30 septembre 1893, du droit de sortie sur la boutargue et le thon, que ce décret assimile, au point de vue du tarif, aux autres poissons de conserve.

Le droit, qui était de 6 fr. 22 par quintal, a été ramené à 0 fr. 97.

Réforme monétaire. — Le précédent rapport a donné un premier aperçu des résultats de la réforme du système des monnaies de la Tunisie, entreprise le 15 septembre 1891, et définitivement close le 14 septembre de l'année suivante.

Il ressort de la liquidation définitive, opérée en 1893, que contre une somme de 26,065,251 fr. 88 d'anciennes monnaies retirées de la circulation, il avait été frappé au 1^{er} mai 1893 une valeur de 36,130,223 fr. 56 de monnaies nouvelles.

Ces diverses monnaies, anciennes et nouvelles, se décomposent ainsi qu'il suit :

MONNAIES RETIRÉES DE LA CIRCULATION.

Monnaies d'or.....	22.253.916 41
Monnaies d'argent.....	3.387.729 94
Monnaies de billon.....	423.685 53
Total.....	<u>26.065.251 88</u>

MONNAIES FRAPPÉES JUSQU'AU 1^{er} MAI 1893 INCLUSIVEMENT.

Monnaies d'or.....	29.439.100 00
Monnaies d'argent.....	5.941.122 00
Monnaies de billon.....	750.001 56
Total.....	<u>36.130.223 56</u>

Analyse des budgets et de la situation financière. — L'exercice 1892, définitivement clos le 30 avril 1893, a été réglé avec un excédent de recettes de 3,863,150 fr. 80, qui a été incorporé au fonds spécial des excédents budgétaires.

L'exercice 1893, bien que présentant un excédent, se soldera dans des conditions moins favorables, par suite de l'insuffisance des récoltes. Le produit des olives en 1892-1893 a été médiocre, et le rendement en céréales, moyen seulement dans la généralité des territoires de la Régence, a fait défaut dans certaines régions au point d'obliger, comme on l'a vu plus haut, le Gouvernement à livrer aux cultivateurs des semences remboursables en argent en 1894.

Le budget de l'exercice 1894 en cours présente à son tour un excédent de prévision de recettes de 77,149 fr. 60, bien que ce soit pendant la durée de cet exercice que la réduction de la medjba, commencée en 1893, doit recevoir son plein effet et être ramenée de 24 francs au chiffre définitif de 20 francs.

Diverses améliorations marquent le budget de 1894 :

Incorporation au budget du service des téléphones ;

Commencement de suppression de la khedma, c'est-à-dire de la taxe accessoire que les cavaliers de l'Oudjak (garde-mairie indigène) sont autorisés

sés à exiger directement, pour leur rétribution personnelle, des débiteurs de l'Etat ou des particuliers en retard de se libérer ;

Réduction des frais généraux des services.

Mais ce qui caractérise surtout l'exercice 1894, c'est l'impulsion donnée aux grands travaux publics : routes, chemins de fer, ports, etc.

Justice française. — Le chiffre des affaires jugées par le tribunal de Tunis pendant l'année 1893 présente une augmentation notable sur celui de 1892. Les jugements rendus ont été au nombre de 4.050, contre 3.627 en 1892.

Les statistiques afférentes au tribunal de Tunis et au tribunal de Sousse figurent aux annexes U et V.

Il importe de signaler l'augmentation considérable des travaux du tribunal de Tunis en matière commerciale. En deux ans, le nombre des affaires a plus que doublé.

Cette situation et l'importance du service correctionnel ont nécessité l'affection aux affaires commerciales et correctionnelles de deux des trois audiences employées précédemment, par semaine, à l'examen des affaires civiles.

Comme les années précédentes, les travaux des juges de paix ont eu une importance considérable.

Les divers services ont fonctionné dans les conditions les plus satisfaisantes.

Le siège de la justice de paix de Nabeul a été transféré à Grombalia par un décret du Président de la République en date du 9 janvier 1893. Les services sont installés actuellement dans leur nouvelle résidence.

Le rapport publié le 15 octobre 1890 pour la période 1881-1890 a fourni des indications d'ordre général sur l'organisation ainsi que sur la compétence des tribunaux indigènes du Chara et de l'Ouzara. En ce qui concerne l'Ouzara, auquel ressortissent, comme on le sait, indépendamment des affaires pénales, les affaires civiles ne touchant pas à la constitution de la famille ou à la propriété immobilière, le tableau suivant permettra de se rendre compte de l'importance et du fonctionnement de cette institution :

	SECTION DES AFFAIRES	
	Civiles.	Pénale.
Affaires en cours au 1 ^{er} janvier 1893....	965	389
Affaires reçues en 1893.....	2.467	3.190
Affaires jugées.....	2.600	3.106
Affaires en cours au 1 ^{er} janvier 1894....	832	473

Travaux publics.

1^o Service maritime. — Port de Tunis. — Le port de Tunis a été inauguré le 28 mai 1893, en présence de deux membres du Gouvernement français. Les travaux exécutés comprennent un canal d'accès se terminant en rade de La Goulette par deux jetées, dont une a 500 mètres de longueur et atteint les fonds de 6 mètres, et deux bassins d'opérations, placés l'un à La Goulette, l'autre à Tunis.

Les travaux ont coûté 13.360.000 francs, dont 12.352.224 fr. 10 ont été payés à la Société de construction des Batignolles, qui en avait l'entreprise.

Un progrès très considérable est donc réalisé d'ores et déjà par rapport à l'ancien état de choses ; mais, pour que le port donne tout ce qu'on doit en attendre, il reste encore à le compléter par des installations accessoires, telles que quais, voies de service, hangars.

Port de Bizerte. — Les travaux du port de Bizerte suivent leur cours régulier.

lier ; la jetée Nord a atteint, au mois de novembre 1893, la longueur de 1,000 mètres prévue au projet et arrive dans les fonds de 13 mètres. La jetée Est est aussi très avancée.

Concession des ports de Tunis, Sousse, Sfax. — Les ressources limitées du Gouvernement tunisien ne pouvaient lui permettre d'achever le port de Tunis et d'entreprendre en même temps les ports de Sousse et Sfax. Afin de ne pas retarder l'exécution de ces travaux, qui sont de la plus grande importance pour le développement économique de la Régence, on a eu recours aux capitaux particuliers, et, après un concours auquel ont pris part quatre maisons françaises, on a concédé à MM. Duparchy et Préaloup, à condition pour eux de se substituer une Société anonyme, l'achèvement du port de Tunis, la construction des ports de Sousse et de Sfax et l'exploitation de ces trois ports.

Ces travaux seront faits aux frais des concessionnaires, sous leur entière responsabilité ; ils seront entretenus par eux pendant toute la durée de la concession.

Comme rémunération, l'exploitation de ces trois ports leur est concédée pour une période de quarante-sept années, pendant laquelle ils seront autorisés à percevoir des droits dont les maxima sont déterminés. L'Etat leur garantit, de ce chef, une recette nette annuelle de 405,000 francs pour les trois ports.

En vertu de cette garantie, les insuffisances de recettes seront supportées par le Gouvernement tunisien, mais seulement à titre d'avances remboursables ; les bénéfices nets, c'est-à-dire les excédents de recettes sur les dépenses d'exploitation, augmentées du revenu garanti, seront d'abord affectés à rembourser les avances du Gouvernement, puis partagés par moitié entre le Gouvernement et les concessionnaires, dont la part ne pourra, en aucun cas, dépasser le maximum de 260,000 francs. A l'expiration de la concession, les trois ports reviendront, nets de toutes charges, à l'Etat.

Cette combinaison a paru avantageuse pour l'Etat, dont les charges annuelles, qui ne dépasseront pas à l'origine une quarantaine de mille francs, devront décroître rapidement, étant donnée la progression constante du trafic des ports depuis l'établissement du Protectorat. Cette progression ira d'ailleurs en s'accentuant, par suite de l'exécution des travaux des ports et de l'extension que va prendre le réseau des chemins de fer de pénétration.

2^e *Phares et fanaux.* — L'éclairage des côtes a été poursuivi conformément au programme adopté après avis de la Commission des phares.

3^e *Routes et ponts.* — L'exécution des routes principales s'est poursuivie en 1893 aussi rapidement que l'ont permis les crédits que l'on y a affectés.

Ponts. — Les passages de rivière ont été améliorés sur un grand nombre de points.

4^e *Chemins de fer.* — Les travaux de la ligne de Djedeïda à Bizerte, exécutés par la Compagnie Bône-Guelma dans les conditions indiquées au rapport de l'année dernière, ont été conduits rapidement, et on peut espérer en voir commencer l'exploitation avant la fin de 1894.

Les tracés de certaines des lignes à voie étroite qui ont fait l'objet de la seconde convention du 12 octobre 1892 ont subi des modifications qui nécessitent un nouvel examen de l'administration française et le remaniement des prix forfaitaires déjà fixés pour deux d'entre elles par ladite convention.

Des négociations sont engagées à ce sujet entre les Gouvernements français et tunisien et la Compagnie Bône-Guelma.

Service de la police des ports et de la navigation. — Le tonnage de jauge des navires qui ont opéré dans les divers ports du littoral tunisien pendant l'année 1893 s'est élevé à 1,830,000 tonneaux.

Dans ces chiffres, les navires français figurent pour 1,028,000 tonneaux ; viennent ensuite les navires italiens avec 609,000 tonneaux, les anglais avec 85,000 tonneaux, les tunisiens avec 34,000 tonneaux.

Le port de Tunis est représenté avec 580,000 tonneaux, Sousse 200,000, et Sfax 192,000.

Les opérations auxquelles ont donné lieu ces mouvements se chiffrent par 227,000 tonnes de marchandises débarquées et 116,000 tonnes embarquées dans tous les ports de la Régence.

Ces chiffres accusent une plus-value sur l'année 1892 de 20,000 tonnes à l'entrée et une moins-value de 61,000 tonnes à la sortie, qui doit être surtout attribuée au rendement peu satisfaisant de la récolte des céréales.

Dans ce trafic, le port de Tunis-Goulette figure pour 133,000 tonnes à l'entrée et 53,000 tonnes à la sortie ; celui de Sousse pour 27,000 et 12,000 tonnes, Sfax pour 21,000 et 13,000 tonnes, Gabès pour 10,000 et 6,000 tonnes.

Les navires français ont transporté 143,000 tonnes, les navires italiens 78,000 tonnes, les navires tunisiens 47,000 tonnes, les navires anglais 34,000 tonnes, etc.

Le mouvement des passagers dans les ports tunisiens pendant l'année 1893 a été de 52,000 à l'arrivée et de 49,000 à la sortie.

Dans ce mouvement, le port de Tunis-Goulette figure pour 54,000 passagers embarqués ou débarqués ; viennent ensuite les ports de Gabès avec 11,500 passagers, Sfax avec 10,600, Sousse avec 9,300, Djerba avec 7,500, etc.

Les navires français ont transporté 66,000 passagers, les navires italiens 24,000 et les navires tunisiens 10,000.

Le transport des animaux vivants a donné lieu à un mouvement de 9,000 têtes presque entièrement exportées par le port de Tunis.

Enseignement public. — Antiquités et arts.

§ 1. — DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT

A. ENSEIGNEMENT FRANÇAIS.

Etablissements scolaires de la Régence. — Depuis le mois d'octobre 1892, six nouvelles écoles publiques et laïques de garçons ont été ouvertes à Gafsa, Kalaa-Kebira, Medhia, Zarzis, El-Djem et Hammam-Lif.

Le nombre des établissements scolaires français, publics et privés, est actuellement de 98, dont 66 destinés aux garçons, 23 aux filles et 9 mixtes quant aux sexes ; 75 de ces établissements sont laïques et 23 congréganistes. Ils se décomposent de la manière suivante :

		1 ^e Ecoles publiques.		
		Laiques	Congréganistes	
Ecole primaires de garçons.....	58	dont	51	7
— de filles.....	20		10	10
— mixtes.....	7		7	"
Ecole secondaires. Lycées et collèges.	3		3	"
— Jeunes filles.....	1		1	"
		—	—	—
Totaux... .	89		72	17
		—	—	—

(Dans 21 écoles laïques de garçons et 4 mixtes, les instituteurs sont chargés d'assurer le service postal et télégraphique.)

2° Ecoles privées.

		Laiques	Congréganistes
Ecole de garçons.....	5	dont	3
Ecole de filles.....	2	1	1
Ecole mixte.....	2	1	2
Totaux....	9	3	6

Cours publics. — Les cours publics de langue arabe ont été fréquentés, durant l'année 1892-1893, par 180 auditeurs, dont la plupart ont suivi assidûment les leçons.

Population scolaire. — Le nombre des élèves, qui était, en 1892, de 12,517, a atteint, en 1893, le chiffre de 13,436, soit une augmentation de 1,279 écoliers.

La population scolaire comprend actuellement 8,782 garçons et 4,654 filles.

Les écoles publiques reçoivent 9,713 enfants et les écoles privées 3,723.

Au point de vue des nationalités, les élèves se répartissent comme il suit :

Français.....	1.951
Italiens.....	1.987
Maltais	1.463
Musulmans.....	3.190
Israélites	4.641
Divers.....	204
Total.....	13.436

Personnel enseignant. — Le personnel enseignant dans les écoles publiques comprenait, au mois de juillet 1893, un effectif de 266 maîtres ou maîtresses. L'Ecole normale de Tunis fournit, chaque année, un certain nombre de jeunes maîtres musulmans; tous les autres fonctionnaires sont Français. Le personnel est pourvu des diplômes exigés en France, à l'exception de quelques instituteurs ou institutrices congréganistes qui exercent depuis longtemps en Tunisie.

Examens. — Nos diplômes commencent à être recherchés par des candidats de toutes nationalités.

264 enfants se sont présentés à l'examen du certificat d'études primaires ; 54 aspirants et 28 aspirantes ont subi l'examen du brevet élémentaire ; 1 aspirant et 12 aspirantes ont subi les épreuves du brevet supérieur ; 17 candidats ont été reçus aux baccalauréats.

Le certificat de connaissance d'arabe parlé a été délivré à 18 étudiants ; 13 ont obtenu le brevet élémentaire d'arabe.

Bibliothèques. — La Bibliothèque française de Tunis continue à prospérer. Les bibliothèques populaires de Tunis, Bizerte, Souk-el-Arba, Sousse, Sfax et La Goulette ont été très fréquentées.

Au total, 24,327 volumes ont été prêtés à 8,766 lecteurs.

L'année dernière, le nombre des volumes prêtés avait été de 12,364 ; celui des lecteurs de 7,195.

Enseignement indigène. — Le nombre des écoles indigènes n'a pas changé depuis l'année dernière. Le conseil d'administration des Medraças se préoccupe des moyens propres à améliorer la situation matérielle et morale des étudiants.

Un nouvel inspecteur des études arabes a dû être nommé à la suite du décès de l'ancien titulaire ; il a été choisi parmi les professeurs de première classe de la grande mosquée de Tunis.

Service des antiquités et des arts. — Le budget ordinaire du service des antiquités et arts est assuré en totalité par le Gouvernement tunisien. Ses dépenses comprennent : les traitements du personnel, le loyer et les frais de bureau de l'Inspection, l'entretien du musée Alaoui, les frais de tournées, de fouilles, les transports des objets destinés aux collections du Bardo, l'entretien des monuments historiques de la Régence.

Le classement des monuments historiques a été continué cette année par les soins de l'Inspection ; leur revision méthodique s'est poursuivie, portant principalement sur les territoires des contrôles civils de Bizerte, La Goulette, Grombalia, Teboursouk, Kairouan, Sousse et sur le territoire militaire de Tunis.

Un arrêté mettant 92 immeubles sous enquête de classement a été rendu.

Un décret prononçant le classement de 58 immeubles a été promulgué.

Le service continue à tenir la main à l'observation des prescriptions édictées par le décret du 7 mars 1886, en vue de prévenir la dégradation des monuments historiques. De leur côté, les contrôleurs civils et les caïds ont assuré, dans les meilleures conditions possibles, la conservation des ruines présentant un intérêt scientifique ou artistique.

Avec les ressources modiques dont elle dispose, l'Inspection a pu procéder dans les ruines d'Oudna (Uthina) à des recherches qui ont amené la découverte d'une villa romaine et de nombreuses et remarquables mosaïques. A Dougga, le théâtre et le temple ont été déblayés par M. le docteur Carton, chargé de mission scientifique : les frais de fouilles ont été supportés par le Ministère de l'instruction publique et l'Académie des inscriptions et belles-lettres ; l'expropriation des terrains fouillés est demeurée à la charge du Gouvernement tunisien. D'autres investigations, exécutées sur divers points du territoire, et dues à l'initiative d'officiers, de fonctionnaires et de colons, ont eu également d'heureux résultats.

Postes et télégraphes. — Indépendamment des améliorations d'ordre technique qui seront exposées ci-dessous, le service des postes et des télégraphes a réalisé, pendant l'année 1893, l'application de réformes notables, telles que la réduction à partir du 1^{er} mars des taxes d'affranchissement à l'intérieur de 0 fr. 15 à 0 fr. 10 pour les lettres, et de 0 fr. 10 à 0 fr. 05 pour les cartes à découvert, et l'abaissement de 3 fr. à 2 fr. 75 p. 100 du taux de l'intérêt servi par les caisses d'épargne.

Le câble Marseille-Tunis a été immergé et livré le 19 février à l'exploitation.

Le comptage de correspondances, effectué en mai 1893, a fait reconnaître sur les résultats de l'année précédente une augmentation de 700,000 objets sur un total d'environ 11 millions, soit à peu près 7 p. 100. Mais la plus-value porte uniquement sur l'expédition, la réception ayant quelque peu diminué.

Le produit des dix mois de l'année 1893 (mars à décembre) pendant lesquels a été mis en application le nouveau tarif réduit pour le transport des correspondances à l'intérieur de la Régence, est resté sensiblement le même que celui de la période correspondante en 1892 (299,361 fr. en 1892 et 298,890 en 1893), bien que la modération dont profite le public corresponde à un dégrèvement réel de 60,000 francs.

Quant au nombre, l'augmentation constatée a atteint 40 p. 100, et il est permis de penser que cette réforme destinée, comme on l'a indiqué au précédent rapport, à faire pénétrer dans la population indigène l'usage de la poste, arrivera prochainement à donner de bons résultats au point de vue financier.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Sociétés de Géographie.

La Société de géographie de Bordeaux a publié récemment dans son *Bulletin* des chiffres empruntés à une publication anglaise concernant les Sociétés géographiques qui, au commencement de l'année 1894, existaient sur la surface du globe.

Le nombre de ces Sociétés est de 111, comprenant 53,500 sociétaires et ayant un revenu annuel de 1,522,500 fr. avec un capital (immeubles ou autres) de 2,750,000 fr. Les journaux, revues, bulletins, etc., publiés par ces Sociétés sont au nombre de 140, dont 50 en français, 44 en allemand, 13 en anglais, 8 en russe, 7 en italien, 7 en espagnol et 11 en d'autres langues, parmi lesquels 1 en japonais.

La plus ancienne de ces Sociétés est, ainsi que nous l'avons souvent rappelé, celle de Paris, fondée, non pas en 1828, comme dit la publication anglaise dont nous parlons (*Wittaker's Almanach*), mais en 1821. C'est donc la France qui a pris l'initiative de ce genre d'associations scientifiques ; après la Société de Paris, sont venues celles de Berlin (1828), de Londres (1830), de Francfort-sur-le-Main (1836), etc.

La plus importante de toutes ces associations, grâce à ses ressources et, par conséquent, à la puissance de rayonnement et à l'influence qu'elle exerce, c'est la *Royal geographical Society* de Londres, issue d'une Société plus ancienne, l'*African Association*, fondée en 1788. On nous dit que la Société anglaise comprend 3,600 membres, jouit d'un revenu annuel de 8,370 livres sterling (209,250 fr.) et possède un capital placé de 27,000 livres, soit 675,000 fr. Nous croyons que l'institution était logée avec d'autres Sociétés scientifiques dans un bâtiment de l'Etat, le palais Burlington ; il paraît, au contraire, qu'elle est propriétaire d'un immeuble estimé 20,000 livres ou 500,000 fr. Ses deux publications (*Proceedings* et *Journal*) jouissent d'une réputation méritée tanti à cause de leur texte que de leurs cartes, dressées avec beaucoup de soin.

Il serait à souhaiter que notre Société de géographie de Paris pût disposer de ressources égales à celles de la Société de Londres. Un grand pas a été, depuis quelque temps, fait dans cette voie ; des donations importantes, destinées à des fondations de prix, lui sont échues. Elle a maintenant de quoi récompenser d'une manière très convenable les découvertes de nos explorateurs dans les différentes parties du monde, ou les travaux des géographes français ; c'est donc en faveur de la Société elle-même que la générosité des donateurs futurs aura à s'exercer, générosité dont profiteront ses collections de livres, de cartes et de vues photographiques, ses services intérieurs, ses relations avec l'extérieur sur toute la surface du globe.

Revenons à la statistique. Parmi les Sociétés géographiques anglaises, il faut encore signaler celle d'Édimbourg (*Scottish geogr. Society*), fondée en 1884, qui compte 1,475 membres et possède déjà un revenu de 1,956 livres (48,900 fr.); elle publie un *Bulletin* fort apprécié ; celle de Manchester, fondée la même année, mais qui n'a encore que 700 membres. En tout, il n'existe pourtant que cinq Sociétés géographiques dans le Royaume-Uni, avec 6,750 membres. Parmi les colonies anglaises, deux seulement possèdent des Sociétés de ce genre : le Canada et l'Australie. Celle du Canada est à Québec ; celles de l'Australie sont au nombre de 4, siégeant à Melbourne, Sydney, Brisbane et Adélaïde.

La France a 30 Sociétés de géographie, avec 18,700 membres ; toutes, sauf celle de Paris, ont été fondées depuis la guerre de 1870, après laquelle on a senti la nécessité, l'importance des études géographiques. L'Allemagne compte 23 Sociétés, avec 8,900 membres ; la Suisse, 6 (1,800 membres) ; l'Italie, 4 (2,300 membres) ; le reste de l'Europe, 17 (8,850 membres). Les autres parties du monde ont : l'Asie, 5 Sociétés avec 700 membres ; l'Afrique 2, avec

650 membres ; l'Amérique 15, avec 4,000 membres ; l'Australie 4, avec 700 membres.

De ce que l'on vient de lire, il résulte, ajoute le *Bulletin*, « que c'est en France que l'on s'occupe le plus de géographie, à en juger par le nombre des Sociétés et par celui de leurs membres. » Cependant, c'est en Angleterre qu'on trouve les Sociétés les plus riches, et il est bon de faire remarquer que là « ces Sociétés ne reçoivent pas de subventions du gouvernement, mais tirent leurs ressources, soit des cotisations de leurs membres, soit de dons ou de legs ». L'Allemagne vient après la France et avant l'Angleterre au point de vue du nombre. Ces chiffres, est-il dit en terminant, aideront peut-être « à détruire la légende, propagée souvent par les Français eux-mêmes, que la géographie est absolument ignorée en France ».

Sujet de Concours.

La fondation Bluntschli met en concours la question suivante : *La banque-route d'Etat et le Droit international*. On demande aux concurrents une appréciation de la législation existante, des réformes désirables, une indication des mesures qui, au point de vue international, pourraient être prises contre les Etats défaillants. Le prix est de 2,500 fr. ; le Mémoire, qui est limité à 10 feuilles d'impression, peut être en langue allemande, française, anglaise, italienne ou latine ; la date de la remise des Mémoires, qui doivent être adressées au docteur Pemsel, à Munich, est fixée au 31 décembre 1896.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} août. — *Le gouvernement de l'Eglise et le Sacré-Collège en 1894*, par Charles Benoist. (Sujet des plus intéressants à tous les points de vue traité d'une manière remarquable.) — *Le passage du Niemen : I. L'arrivée à Wilna et la dernière négociation*, par Albert Vandal (magistral tableau d'histoire). — *Diégo Velasquez* (1^{re} partie), par Em. Michel. — *A propos d'alliance russe*, par Etienne Lamy. (Critique du livre du comte Léon Tolstoï, *l'esprit chrétien et le patriosisme*). — *Les comédiens français pendant la Révolution et l'Empire* (1789-1815), par V. du Bled (beaucoup de détails piquants). — *Le mouvement économique*, par A. Moireau. — *Les infortunes d'un poète autrichien*, par G. Valbert. (Il s'agit de Franz Nissel, mort récemment, dont l'existence est racontée d'un façon très piquante)

15. — *Etudes diplomatiques*. L'alliance autrichienne (traité de 1736). I. *Kaunitz à Paris*, par le duc de Broglie. (L'auteur se propose de prouver par les documents qu'on s'est trompé jusqu'ici en croyant que le traité de 1736 et l'alliance autrichienne étaient la faute capitale du triste règne de Louis XV et l'origine des malheurs qui en ont assombri la fin. Est tout aussi fausse la légende bien accréditée cependant qui impute le tort principal à M^{me} de Pompadour séduite, disait-on, par les caresses de Vienne et blessée par les sarcasmes de Berlin. Diverses publications, faites tant en Allemagne et en Autriche qu'en France, ont permis de reconstituer la vérité que le duc de Broglie expose avec cette clarté magistrale qu'il a montrée dans ses études diplomatiques précédentes. C'est lui qui, du reste, avait le premier émis des doutes sur le jugement généralement accepté.) — *Le Congrès religieux de Chicago et la réunion des Eglises*, par G. Bonet-Maury. — *Promenades archéologiques en Algérie et en Tunisie : les villes, Timgad*, par Gaston Boissier. — *Tammuy-Holl et la vie politique à New-York*, par C. de Varigny (épisode instructif et peu édifiant de la vie politique américaine). — *Revues anglaises*, par T. de Wyzeua.

1^{er} septembre. — *L'Alliance autrichienne (Traité de 1756). II. La guerre d'Amérique*, par le duc de Broglie (détails des plus intéressants sur les débuts de la guerre de sept ans). — *L'Ecole normale supérieure en 1848*, par Alfred Mézières (épisode curieux de la Révolution de 1848 conté avec beaucoup de simplicité et de bonne grâce). — *La condition de la femme aux Etats-Unis. Notes de voyage*, Boston, par Th. Bentzon. — *Diégo Velasquez* (dernière partie), par Em. Michel. — *L'avenir du bimétallisme*, par le duc de Noailles. (Suyant l'auteur, les difficultés de la situation sont presque inextricables.) — *Explorations parlementaires*, par le vicomte de Vogüé. (C'est moins une étude qu'un résumé d'impressions de voyage, ainsi que le dit l'auteur lui-même : Il indique quelques-unes des causes de la stérilité bruyante de la Chambre.) — *Le voyage d'une anglaise en France*, par G. Valbert (compte-rendu d'un ouvrage fort intéressant dans lequel Miss Bethem-Edwards a rendu compte de ses nombreuses excursions en France).

15. — *Talleyrand*, par Emile Ollivier. (Véritable réquisitoire dont la conclusion est que Vitrolles a dit le mot définitif sur le diplomate d'Erfurt et de Vienne en affirmant que la politique était son industrie. Ceux qui ont mis leur patriotisme à détester Napoléon ont seuls voulu faire de Talleyrand un homme d'Etat extraordinaire.) — *Les castes dans l'Inde : les origines*, par Em. Senart. — *Journal inédit d'Eugène Delacroix* (nouveaux fragments, 1855-1860). — *Les Syndicats industriels et les Syndicats agricoles*, par Cucherat-Clarigny. — *Au Maroc : le règne de Moulaï-El-Hassan*, par H. de la Martinière. — *Diderot*, par René Doumic (d'après le livre récent de J. Reinach).

Revue politique et littéraire.

4 août. — *La loi contre les anarchistes*, par Paul Laffitte. (Réflexions générales ; la loi n'est point parfaite, mais il n'y avait à faire autre chose qu'à la voter.) — *Cartouche*, d'après sa correspondance, par Hugues Rebell. (Article fantaisiste ; Cartouche peut être regardé comme un précurseur des anarchistes dont il aurait trouvé certaines formules.) — *Un oublié du XVII^e siècle : Jacques Esprit*, par A. Baluffe. — *Le général Merle*, par H. Mazel (épisodes de la vie d'un brave et honnête militaire, trop oublié). — Quelques lettres de Tourgueniev. (Elles vont de 1867 à 1870 et sont adressées à un journaliste russe ; elles contiennent quelques appréciations curieuses sur le fameux roman de Tolstoï : *La guerre et la paix*). — *Un projet de Catalogue général des bibliothèques publiques*. (Projet présenté à l'Académie royale de Belgique par M. Vander Haeghen, conservateur de la bibliothèque de l'Université de Gand et soumis par le Gouvernement belge à une Commission spéciale chargée de l'examiner avant de donner lieu à une communication aux divers Gouvernements.)

11 août. — *Mes souvenirs d'enfance : I. Mes parents, ma famille*, par Th. Fontane (souvenirs intéressants du célèbre romancier allemand qui est d'origine française). — *Maitres d'histoire : Renan, Taine et Michelet*, par Em. Faguet (à propos de l'ouvrage de Gabriel Monod). — *Un aventurier grec au XVI^e siècle : Jacques Basilicos*, par Paul Bonnefon. (Cet aventure fut un instant hospadar de Moldavie). — *Musées et Théâtres sous la Convention*, par J. Guillaume.

18. — *L'enseignement supérieur en France*, par Ernest Dupuy (d'après le livre de M. Liard). — *Un ami de la France*. (Titre donné ironiquement à un article de M. Alden dans le *Nineteenth Century*, inspiré par la haine la plus violente pour notre pays.) — *Les femmes qui écrivent*, par Mme Jeanne Rival.

25. — *Bernard Palissy*, par Em. Faguet. — *Une satire anglaise contre les femmes*, par P. Mille. — *La guerre de Corée*, par Fréd. Amouretti.

1^{er} septembre. — *La Révolution en Bourgogne*, par J. Durandea (réfutation assez aigre de quelques assertions de Taine). — *La fin du conflit franco-congolais*, par Rouire (appréciation de la récente convention).

8. — *Mes souvenirs d'enfance. Epilogue: Quarante ans plus tard*, par Th. Fontane. — *Un décadent grec : Méléagre*, par Em. Faguet. — *Une question de préséance au XVIII^e siècle*, par H. Gauthier-Villars. (Différend s'étant élevé à Rome au sujet de la répartition des loges d'un théâtre). — *La guerre sino-japonaise*, par Jean Dargène (physionomie des belligérants, points stratégiques et forces à engager). — *Le départ de Napoléon pour Sainte-Hélène*, par Neville S. Lyttelton (relation d'un entretien que le grand-père de l'auteur eut avec Napoléon en août 1815 à bord du *Northumberland*).

15. — *La France et l'Angleterre en Indo-Chine*, par Ch. Lemire. — *Les mémoires du chancelier Pasquier*, par Léon Béclard (critique du 4^e volume). — *Un Béranger nouveau*, par Edm. Cottinet (à propos d'une étude de M. Legouvé).

Revue générale de droit international public.

1^{er} août. — *Les péchées de Terre-Neuve et la jurisprudence du Conseil d'Etat français au sujet des actes de Gouvernement*, par A. Mérighac. (Résumé intéressant du litige anglo-français et exposé de l'importante question des actes de Gouvernement, spécialement de ceux qui touchent à l'exercice du pouvoir souverain dans les relations internationales.) — *La déclaration du Congrès de Paris de 1856 et son application dans les temps modernes*, par Th. Funck-Brentano. (Suivant l'éminent auteur, dans la prochaine guerre maritime, les principes de la déclaration deviendront lettre morte par la force des choses. Les Puissances reconnaîtront le rétablissement de la course par les croiseurs, corsaires commissionnés, et la mise en état de blocus de côtes entières, le blocus sur papier. De même, le commerce des neutres sera presque supprimé par l'extension indéfinie de la liste des objets de contrebande.) — *Un protectorat disparu : l'annexion de Tahiti et ses dépendances*, par Rouard de Card. (L'auteur souhaite la prompte transformation en colonies des nombreux protectorats de la France en Afrique et en Asie.) — *De la personnalité civile de l'Etat*, par P. Fiore (il s'agit surtout de cette personnalité au point de vue de l'acquisition des biens à l'étranger; la question a été vivement discutée à propos du conflit entre la Grèce et la Roumanie dont nous avons publié les documents.) — Chronique des faits internationaux : *Allemagne et France*. Délimitation du Cameroun et du Congo français et des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad en Afrique (avec une carte). — *Chine, France et Grande-Bretagne*. Convention anglo-chinoise du 11 mars 1894. Négociations anglo-françaises au sujet de la création d'une zone neutre entre les possessions françaises et les possessions britanniques dans la péninsule indo-chinoise. — *Etat indépendant du Congo et Grande-Bretagne*. Traité du 12 mai 1894. Objections de la France, de l'Allemagne et de la Turquie. — *Grande-Bretagne et Italie*. Délimitation de leurs sphères d'influence dans l'Afrique orientale, arrangement du 5 mai 1894. — *Turquie*. Les droits et immunités des Communautés chrétiennes. Le conflit actuel entre la Sublime-Porte et le Patriarcat œcuménique. — Bulletin bibliographique.

Revue politique et parlementaire.

Août. — I. *A propos de la Présidence de la République*, par M. Ferdinand Dreyfus, ancien député. — II. *De la Délégation du pouvoir législatif*: A l'occasion du projet dit « Des pleins pouvoirs » présenté par M. Crispi au Parlement italien, par M. A. Esmein, professeur à la Faculté de droit de Paris. — III. *Questions algériennes*: La sécurité en Algérie et le budget, par M. Etienne Flandin, député de l'Yonne. — IV. *La proposition de loi de M. Béranger sur la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs*, par M. Paul Robiquet, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. — V. *Les Caisses d'épargne et le projet de l'i organique devant le Parlement français*, par M. Eugène Rostand, président de la Caisse d'épargne de Marseille. — *Les Téléphones en France*, par

M. Charles Gide, professeur de droit à la Faculté de Montpellier. — VII. Variétés : *L'assurance obligatoire contre le chômage dans le canton de Saint-Gall*, par M. Jay, professeur à la Faculté de droit de Paris. — VIII. Correspondance : La politique en Allemagne, par M. Herm. Pachnicke, membre du Reichstag. — IX. *La vie politique et parlementaire à l'étranger : Autriche*, par M. le prof. Exner, membre du Parlement autrichien ; *Allemagne*, par M. le Dr C. Montanus ; *Hongrie*, par M. le Dr Ant.-E. Horn. — X. *La vie politique et parlementaire en France*, par Félix Roussel. — XI. *Revue des faits politiques, économiques et sociaux*. — XII. *Bibliographie*.

Septembre. — I. La Police et l'autorité municipale, par M. Maurice Block, membre de l'Institut. — II. La propriété des mines et la participation aux bénéfices, par M. Henri Blanc, député de la Haute-Loire. — III. Le régime des alienés devant le Parlement, par M. de Mouy, maître des requêtes au Conseil d'Etat. — IV. La ligue bimétallique universelle, par Claudius Cayla, receveur particulier des finances. — V. Les intérêts français et les compétitions anglaise et allemande à la côte occidentale d'Afrique, par M. le docteur Rouire. — VI. La loi pour la protection de la santé publique, par M. Charles Lucas. — VII. Variétés : 1. Le mouvement féministe et les droits de la femme, par Raoul de la Grasserie, juge au Tribunal de Rennes. — 2. La question coréenne, par Teru-Terao, professeur de droit à l'Université impériale de Tokio. — VIII. La vie politique et parlementaire à l'Etranger : Angleterre, par M. Parker Smith, membre du Parlement anglais. — Pays-Bas, par M. Macalester Loup, rédacteur en chef du journal *Het Vaderland*. — IX. La vie politique et parlementaire en France, par Félix Roussel. — X. Revue des faits politiques, économiques et sociaux. — XI. *Bibliographie*.

Journal du droit international privé.

1894, V-VI. — *Le droit international privé. Essai d'un système général de solution des conflits de lois*, par A. Pillet. — *La Convention du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemins de fer*, par Ch. Lyon-Caen. (Suite d'une étude approfondie de cette Convention qui offre le plus grand intérêt théorique et pratique; le chapitre I pose les règles générales, indique l'objet de la Convention, les chemins de fer auxquels elle s'applique, les marchandises pour lesquelles existe ou n'existe pas ou existe sous condition l'obligation du transport international.) — *Applications pratiques des lois françaises sur la nationalité*, par Gruffy. (Nos lois sur la matière sont si compliquées et quelquefois si obscures qu'il est très utile d'être renseigné d'une manière précise sur l'interprétation que leur donne l'administration, sauf bien entendu à ne pas s'y soumettre et à recourir aux Tribunaux quand, ce qui arrive, elle paraît inexacte). — *Le procès d'espionnage de Leipzig et la loi allemande du 3 juillet 1893 sur la divulgation des secrets militaires*, par J. Trigant-Geneste. (Il s'agit du procès fait aux deux officiers français qui ont été graciés par l'Empereur d'Allemagne à l'occasion de la mort du Président Carnot) — *De la protection des créanciers d'un Etat étranger*, par M. Kébedgy (fin d'un intéressant travail). — Bulletin de la jurisprudence française, allemande, anglaise, belge, danoise, grecque, italienne et suédoise.

La propriété industrielle.

1^{er} août. — Loi grecque sur les marques de fabrique et de commerce du 16 janvier 1893. — Lettre d'Eug. Pouillet sur la poursuite en France des délits commis à l'étranger (question importante se rattachant à la fois à l'art. 2 de la Convention de 1883 et à l'art. 5 du Code d'instruction criminelle).

Revue des Revues.

1^{er} mars. — *Le mouvement littéraire en Danemark*. — *Au secours des sans-*

ouvrage, par Henry George. — *La souveraineté territoriale du Pape*, par Mgr O'Reilly (analyse et extrait d'un article publié dans la *North American Review*).

15. — *Lakanal dénonciateur*, par Alb. Tournier. — *Les pauvres et la charité* (analyse de divers articles). — *Religion et morale*, par le comte Léon Tolstoï. — *La Presse et les journalistes* (renseignements sur le journalisme américain). — *Les vrais inventeurs de l'Amérique* (ce seraient les Norvégiens d'après une revue de New-York).

1^{er} avril. — *Le mouvement littéraire en Turquie*. — *Les victimes de la guerre prochaine*, par J. Bloch (analyse d'un travail publié dans une revue polonaise sur la guerre prochaine, ses causes et ses effets économiques. Les pertes seront beaucoup plus considérables que par le passé à raison de la poudre sans fumée et du perfectionnement des armes). — *La stabilité des confessions religieuses* (article d'une revue américaine). — *La vie des paysans français* (art. de la *Contemporary Review*).

15. — *La poésie provocatrice et la poésie humainitaire en Allemagne* (extraits curieux). — *La moralité par les prisons* (deux articles consacrés à la psychologie des récidivistes et aux pénalités de l'avenir). — *Dans les coulisses d'un Concile*, par le cardinal Gibbons (extrait des souvenirs du Cardinal au sujet du Concile de 1870, publiés dans la *North American Review*).

1^{er} mai. — *Freiland*, par Hertzka. (Sous ce nom a paru un roman collectiviste qui a eu un grand succès en divers pays et dont l'auteur a essayé de réaliser les idées dans une colonie fondée en Afrique. Il résume ses principes dans cet article.) — *L'Irlande autrichienne* (il s'agit de la situation misérable des paysans de la Galicie). — *Une nouvelle inédite de Napoléon I^{er}* (elle faisait partie de papiers découverts par M. Frédéric Masson dans la bibliothèque de Lord Ashburnham). — *Les civilisateurs du Cameroun* (extraits du journal d'un Allemand qui a osé dévoiler une partie des procédés employés par des hommes qui se prétendent chargés de civiliser des barbares) — *Les déportés de l'île Sakhaline* (analyse et extraits d'un article publié par un romancier russe sur les criminels transportés dans cette île). — *Comment parlent et comment meurent les singes* (d'après un article du professeur Garner qui s'est spécialement consacré à l'étude de ce qui concerne les singes).

15. — *Freiland*, par le Dr Hertzka (fin). — *Les faux-monnayeurs* (étude curieuse d'une industrie dangereuse qui s'est malheureusement très perfectionnée). — *Ma Tante* (étude par un Anglais du Mont-de-Piété de Paris dont il demande l'imitation en Angleterre). — *L'armée anglaise*, par A. Veuglaire. — *Déclin et chute de Napoléon* (analyse d'articles dûs au général Wolseley). — *L'Inde et ses serpents venimeux*.

1^{er} juin. — *La guerre religieuse en Amérique* (analyse de deux articles de la *North American Review* dûs l'un à un catholique, l'autre à un protestant). — *La Bosnie et l'Herzégovine* (description enthousiaste dans la *Contemporary Review*). — *Anglais et Français* (étude de psychologie comparée dans la *Fort-nightly Review*). — *Le mouvement littéraire Hovaque*.

15. — *L'extinction des dettes perpétuelles*, par Mme Clémence Royer. — *Malheur aux blessés*, par Archibald Forbes (tableau des malheurs que causera la prochaine guerre). — *Les crimes de haine* (analyse d'un article de M. G. Tarde). — *La vie domestique en Angleterre et en Amérique*. — *Henri Heine à Paris* (d'après des documents inédits).

1^{er} juillet. — *La Presse et les journalistes*. — *La guerre religieuse en Amérique* (étude objective de la question très inquiétante, paraît-il). — *Blancs contre noirs*. — *Souvenirs de guerre*, par la baronne Sattner (nouvelle).

15. — *La vraie madame Sans-Gêne*, par Albert Vandam. — *Atteindra-t-on le pôle Nord*, par A.-W. Greely. — *L'avenir de la race blanche*, par A. Fouillée.

Le Mémorial diplomatique.

4 août. — *Le droit d'exclusion des puissances au Conclave*, par Alfred Berl

(exposé d'après un livre important publié à Rome sur le Conclave, ses origines, son organisation et sa législation). — *Le conflit sino-japonais.* — *Le procès Phra-Yot à Bangkok* (acte d'accusation). — Lettre du Président des Etats-Unis sur l'élaboration du tarif douanier par le Congrès. — *L'Afrique : le partage politique*, par Grég. Liwoff.

11. — Revue politique : *en Extrême-Orient; procès politiques; la Tunisie; la dette hellénique.* — *Le ministère des finances de Russie; la Réforme de la Banque impériale*, par Paul Roquère. — *M. Cavaignac*, par H. Chantavoine (grand éloge). — *Le conflit sino-japonais.* — *Le procès Pha-Yot à Bangkok* (fin de l'acte d'accusation).

18. — *L'arrangement franco-congolais* (deux articles l'approuvant). — *L'éducation en Angleterre* (Compte-rendu de l'excellent livre de Max Leclerc).

25. — *Diplomatie anglo-française.* — *M. E.-M. de Vogué*, par H. Chantavoine.

1^{er} septembre. — *Questions pendantes* (entre la France et la Grande-Bretagne); *politique bulgare*, par Alfred Berl. — *Le conflit sino-japonais*.

8. — *La vérité des situation* (politique italienne). — *En Algérie*, par Maurice Ordinaire (à propos de la publication des travaux de la Commission sénatoriale de l'Algérie, qui était présidée par J. Ferry).

15. — *La France à Madagascar.* — *Ces bons Hovas*, par Hugues Le Roux. — *M. Albert de Mun*, par H. Chantavoine.

29. — *La Conférence de Mâcon*, par Alfred Berl. — *Le conflit sino-japonais.* — *La Bolivie*, par José N. Rodriguez, attaché à la légation de Bolivie à Paris. — *L'Afrique, les ressources commerciales*, par Grég. Liwoff.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Juillet. — *France* : loi relative aux contributions directes de l'exercice 1895 ; loi sur les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ; le commerce extérieur pendant le premier semestre 1894 ; les recettes des chemins de fer pendant le premier semestre 1894. — *Situation des principales Banques d'émission à la fin du deuxième trimestre de 1894.* — *Allemagne* : la dette hypothécaire de Prusse ; la Bourse de Berlin. — *Angleterre* : le tabac. — *Autriche-Hongrie* : les Caisses d'épargne. — *Belgique* : la Caisse générale d'épargne depuis 1865. — *Espagne* : le projet de budget pour l'exercice 1894-95. — *Italie* : les rectifications du budget de 1893-94. — *Grèce* : les droits de timbre et les impôts directs. — *Norvège* : résultats budgétaires des exercices 1889-92. — *Etats-Unis* : les Caisses d'épargne depuis 1820 ; le commerce extérieur depuis 1845 (progression extraordinaire). — *Chine* : le commerce extérieur en 1893.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	Pages
	1891
Février . . . 24 <i>France — Vénézuéla.</i> Convention d'arbitrage	137
	1893
Octobre . . . 5 <i>Suisse.</i> Note verbale de la légation à Rome (paiement des droits de douane).	41
— 12 <i>Conférence monétaire</i> à Paris (deuxième séance).	67
— 14 (Troisième séance).	42
— 16 <i>Italie.</i> Note verbale à la légation de Suisse.	139
— 21 <i>Allemagne — Roumanie.</i> Traité de commerce.	5
— 23 <i>Pays-Bas — Russie.</i> Convention d'extradition.	129
— 25 <i>Conférence monétaire</i> (quatrième séance).	148
— 26 (Cinquième séance)	159
— 27 (Sixième séance)	172
— 30 <i>Suisse.</i> Note verbale de la légation à Rome.	43
Novembre . . . 2 <i>Conférence monétaire</i> (septième séance).	183
— 3 (Huitième séance).	193
— 4 (Neuvième séance).	204
— 6 (Dixième séance).	209
— 15 (Onzième et dernière séance)	221
	1894
Janvier . . . 30 <i>Italie.</i> Note du ministère des affaires étrangères à la Suisse.	46
Février . . . 4 Note du ministère des affaires étrangères (avec aide-mémoire) à la légation Suisse.	46
Mars. 8 <i>Suisse.</i> Note de la légation à Rome.	48
Avril 25 <i>Italie.</i> Mémoire relatif à la question des droits de douane	52
Mai 6 <i>Autriche-Hongrie — Russie.</i> Convention commerciale.	134
— 13 <i>Brésil.</i> Note du ministre des relations extérieures au chargé d'affaires du Portugal.	62
— 19 <i>Suisse.</i> Note de la légation à Rome.	56
— 23 <i>Grande-Bretagne.</i> Lettre de lord Kimberley à l'agent britannique à Zanzibar	122
— 30 <i>Italie.</i> Réponse du ministre des affaires étrangères.	57
Juin. 16 <i>Suisse.</i> Note de la légation à Rome.	58
— 22 <i>France.</i> Décret réglant l'organisation et l'administration du Dahomey.	306
— 29 Message du Conseil fédéral au sujet de la question des droits de douane avec l'Italie.	58

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Juillet	
— 3 France. Message du Président de la République	121
— 6 Suisse. Circulaire du Conseil fédéral au sujet de la Convention de naturalisation avec la France	124
— 13 Conférence de droit international privé. Protocole final	222
— 24 France. Décret prohibant l'importation en France des monnaies divisionnaires italiennes	301
— 26 Décret relatif à l'organisation de la justice au Dahomey	302
Septembre	
4 Décret organisant le service judiciaire dans le protectorat français de la côte des Somalis	308

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LéON FRÉMONT.